RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Université de Toulouse

Doctorat de l'Université de Toulouse

préparé à l'Université Toulouse - Jean Jaurès

Du militantisme à la conquête du pouvoir politique : le mouvement noir étatsunien en Caroline du Nord, 1965-2014

Thèse présentée et soutenue, le 27 septembre 2025 par

ANISSA KHAMKHAM

École doctorale
ALLPHA - Arts, Lettres, Langues, Philosophie, Communication

Spécialité
Langues, Littératures, Arts et Civilisations du Monde Anglophone

Unité de recherche
CAS - Centre for Anglophone Studies

Thèse dirigée par
Anne STEFANI et Caroline ROLLAND-DIAMOND

Composition du jury
Mme Françoise COSTE, Présidente, Université Toulouse - Jean Jaurès
Mme Laurence COSSU-BEAUMONT, Rapporteure, Université Sorbonne Nouvelle
M. David DIALLO, Rapporteur, Université de Bordeaux
M. Jean-Christian VINEL, Examinateur, Université Paris Cité
Mme Anne STEFANI, Directrice de thèse, Université Toulouse - Jean Jaurès
Mme Caroline ROLLAND-DIAMOND, Co-directrice de thèse, Université Paris Nanterre

À ma mère et à mon père يْرَحْمو الله,
pour tout ce qu'iels m'ont donné,

REMERCIEMENTS
ACKNOWLEDGMENTS

Ce manuscrit est le fruit de six longues années tortueuses, et si j'arrive au bout de ce périple, c'est grâce à nombre de personnes merveilleuses qui m'ont aidée, soutenue et accompagnée de près ou de loin.

Je tiens tout d'abord à exprimer toute ma gratitude à mes directrices de thèse, Anne Stefani et Caroline Rolland-Diamond, pour leur soutien indéfectible, leur patience infinie (notamment sur la dernière ligne droite), leurs encouragements (re)motivants, leurs relectures rigoureuses et pointues ainsi que leurs conseils avisés et riches sur le plan scientifique. J'ai vraiment eu beaucoup de chance d'avoir des directrices si humaines, compréhensives et enthousiastes pendant ce long parcours semé d'embûches et de moultes incertitudes. Je remercie Anne pour m'avoir mise en relation avec des chercheureuses qui ont rendu mon terrain de recherche possible, pour sa disponibilité et toute son aide pour les démarches auprès de l'école doctorale et de l'administration.

Je souhaite bien-sûr remercier chaleureusement mon jury de thèse qui a accepté de lire, évaluer et discuter de ce travail : mes rapporteur·es, Laurence Cossu-Beaumont et David Diallo et mes examinateurices Francoise Coste et Jean-Christian Vinel. Merci à Françoise Coste et Jean-Christian Vinel ainsi qu'à Justine Faure, membres de mon comité de suivi, pour leur suivi et leurs conseils qui m'ont été très précieux pour avancer.

Merci aux fondations Lurcy et Fulbright de m'avoir permis de mener mon terrain de recherche dans les meilleures conditions possibles.

This dissertation would not have been the same without the invaluable help and guidance of Dr. James Leloudis and Dr. Wesley Hogan. Many thanks to Jim for sponsoring my research fellowship to UNC, for his warm welcome, for giving me crucial pointers, for our very illuminating conversations and for letting me use his office in the History Department during my stay. I am greatly indebted to Wesley for welcoming me with open arms, inviting me to her home and mentoring me all these years both remotely from across the ocean and in person, in spite of her very busy schedule. Our discussions on oral history, systemic racism, social justice, questions of identity in the US and France and our positioning as scholars and scholar activists have deeply influenced my journey as a scholar and as a human being. Thank you so much for opening up so many doors for me in North Carolina and connecting me with incredible activists, young scholars, archivists and more.

My deepest gratitude to my interviewees for taking hours of their time to share their stories and insights with me: Leah Wise and Larry Little who graciously welcomed me in their homes and spent countless hours with me; Tatia Ash; Kenneth Spaulding and Randall Rogers. I also wish to thank DCAPB chair Walter Jackson for all his help and efforts to connect me with interviewees. I thank Bob Hall for granting me access to his papers and for sharing his thoughts on my research. Finally, I am very grateful to Dr. Ajamu-Dillahunt Holloway for taking the time to meet with me and talk about his research, mine and his family history in Raleigh and BWFJ.

I also want to thank the archivists at the Wilson Library at UNC Chapel, especially Taylor de Klerk and Aaron Smithers; at the J. Murrey Atkins Library at UNC Charlotte; and

Thomas Flynn at the WSSU Archives in Winston-Salem who helped me get in touch with Larry Little.

Special thanks to the people who made my trips to North Carolina so much better: thank you to the grad students of the History Department at UNC, including Hooper Schulz.

Thank you, Audra, for sharing your home and your dogs-in-training with me and taking me to events. Infinite thanks to Madeleine McGrady who made life in NC infinitely richer, funnier and sweeter and for her support from across the ocean ever since. Maddie, I am incredibly lucky to have you as a friend. I also wish to extend my deepest thanks to the incredibly generous Sally and Bruce for their friendship, their invaluable support, making me feel at home in theirs and for all that they've shared and helped me with.

Je souhaite remercier mes collègues de l'Université de Nanterre, et en particulier Laurence Dubois pour ses conseils pendant mon monitorat. Je remercie aussi tout particulièrement mes collègues de civilisation états-unienne à l'Université Sorbonne Nouvelle : Alexia Blin, Clémentine Tholas, Jean-Baptiste Velut, ChrisAnn Bryson, Evelyne Payen-Variéras et Laurence Cossu-Beaumont. J'ai eu beaucoup de chance de travailler au sein de cette équipe. J'ai énormément appris. Merci pour votre amitié et pour votre solidarité. Mention spéciale pour Cléa Fortuné pour son aide avec les corrections de copies et pour le chocolat suisse.

Merci à mes camarades doctorant·es et docteur·es du CREA. Merci à Amelha Timoner de m'avoir pris sous son aile à mon arrivée à Nanterre et pour toute son aide, notamment avec les cours. Un grand merci à toustes les fidèles du séminaire de civilisation jeunes chercheureuses du CREA et en particulier à Joanne Vrignaud, Johan Wurzburg, Houda Ali, Andrew Houck, Soukayna Mniaï (que je remercie aussi vivement pour son aide pour les candidatures Fulbright et Lurcy) et Joséphine Grébaud. Merci également à Grégory Bekthari. Un immense merci à François-René Julliard pour avoir co-organisé, co-animé puis pris le relai de l'organisation du séminaire mais aussi pour son soutien (en particulier pendant les toutes dernières heures de travail !) et nos conversations stimulantes. À Carla Toquet, ma binômette des années Covid, merci beaucoup d'avoir proposé cette *lifeline*, pour ton amitié et pour nos conversations passionnantes *continents apart*.

Un grand merci aux chercheureuses que j'ai eu la chance de croiser sur ma route. Esther Cyna dont la recherche brillante, passionnante et engagée m'a considérablement inspirée tout au long de ma thèse. Merci pour ta gentillesse et tes retours enthousiastes sur mon travail. Merci à Marion Marchet, Nicolas Raulin et Sarah Harakat pour l'organisation de l'atelier au Congrès de l'AFEA 2024. Merci à Hugo Bouvard pour ses encouragements. Merci à Tamara Boussac d'avoir pris le temps de m'aider avec l'article pour la RFEA. Merci à Clara Sebastiani pour ses éclairages pointus sur l'histoire des financements de campagne. Un grand merci à Claire Anchordoqui pour ses conseils et sa bienveillance. Et enfin mille mercis à Marie Ménard, avec qui j'ai eu la chance de partager les derniers kilomètres et que je remercie sincèrement pour son amitié.

Toute ma reconnaissance éternelle à mes relecteurices de l'extrême qui ont supporté ma syntaxe hasardeuse et ma relation torturée avec les virgules dans des délais très courts, parfois à des heures indues : Margaux, Célia, Mathilde et Cassandre, Apolline, mon Flo, Alice, François-René, Laurence et Juliette pour la bibliographie ! Mention spéciale pour Marie, mon heroïne, qui m'a beaucoup lue et dont les retours ont considérablement enrichi ma réflexion et amélioré la qualité de ce manuscrit. Vous êtes les meilleur·es !

Un IMMENSE merci XXL à Christine d'être venue à ma rescousse et de m'avoir sauvée des affres de Word !

Je suis reconnaissante envers toustes mes amix extraordinaires qui m'ont accompagnée et soutenue de près ou de loin au cours de cette longue aventure : Laure-Anne, Mélanie, Alice, Camille, Manon, Béné, Angélique, Hélène, Élodie, mon Flo Ben et Titouan. Merci à Lau et Mel pour les douces balades dominicales salutaires. Merci à Alice pour les heures au téléphone à refaire le monde et les éclats de rire. Merci à Camille pour les reels hilarants et les messages chou. Merci à Mélodie pour l'hébergement à Toulouse.

J'ai eu la chance incroyable de rejoindre la Maison de la Recherche dans les deux dernières années de cette aventure. Les mots ne feront jamais justice à la magie de cet endroit (la Maison du Bonheur) qui, comme beaucoup, m'a littéralement sauvée. Merci à Fred et Rachid. Je tiens tout spécialement à remercier du fond du cœur *the one and only* Rachid, l'âme de la MDR. Merci pour ta générosité, toutes tes attentions, ta poésie et ton amitié précieuse.

Toute ma reconnaissance à toustes mes camarades et amix chèr·es de ce lieu. Merci aux Mim's de la Yellow Room, à la Suède Sauvage, à All or Nothing, à AOC et à Bientôt Nous Finirons. Merci à Clémence, Daniel, Jeanne, Virginie, Bea, Melaine, Luna, Johann, Jean-Antoine, Habiba, Marion and my dear Dalia.

Mention spéciale pour ces personnes fabuleuses : Mathilde, Pierre-Antoine (mon compagnon de la dernière catabase), Orphée, Apolline, Juliette et Cassandre. Merci pour votre soutien, votre affection, pour votre folie et tant d'autres choses ! J'ai tellement de chance de vous avoir à mes côtés. Merci à Claire pour sa présence et ses encouragements constants.

Merci à Flo L. qui a partagé les joies et les angoisses de ce projet pendant 5 ans – pour son appui et son écoute, pour les kilomètres en voiture en Caroline du Nord et les heures passées à m'attendre pendant que je faisais des entretiens, pour l'aide avec les statistiques et la retranscription des entretiens avec Whisper.

Merci aux Paoleira pour leurs encouragements et pour les parenthèses hors du temps emplie de joie et d'amour qui m'ont fait tant de bien : à ma sœur de cœur Célia S., à Loris, à mes filleules adorées Léna et Livia et à Boubou que je n'oublie pas. Quel privilège de vous avoir toujours à mes côtés.

À mes BGettes chéries de toujours, Célia et Margaux, je vous remercie du fond du cœur pour tout, pour le soutien sans faille et le réconfort toutes ces années. Merci à Célia A. et Willy (et Stalkie) de m'avoir nourrie et accueillie dans leur home office. Merci à Célia pour ses conseils et pour les fous rires. Merci à Margaux pour les heures passées au téléphone et IRL à désamorcer l'angoisse, à consoler la peine et à m'encourager. Votre amitié m'est infiniment précieuse et ce travail n'aurait pas été le même (ou tout court ?) sans vous.

Tous mes remerciements à ma famille. Merci à Tata Merzakha pour la livraison de dernière minute, merci à Samy de toujours me hyper et à Tonton Houcine et Martine pour leurs encouragements.

Merci à mon frère Mohamed dont la détermination, la curiosité sans bornes et la vision m'ont toujours inspirée, encore plus ces dernières années. Merci pour les heures passées à parler de mon sujet et de tant d'autres choses.

Mille mercis infinis à ma mère, l'extraordinaire Laurence, ma première fan, à qui je dois tout. Merci de m'avoir toujours soutenue et encouragée. Enfin, merci à mon père Yacine de m'avoir toujours poussée à aller plus haut et plus loin. Je leur dédie cette thèse.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS **3**
TABLE DES MATIÈRES **7**
TABLE DES ILLUSTRATIONS **12**
TABLES DES GRAPHIQUES **15**
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS **16**
CHRONOLOGIE SÉLECTIVE DU CADRE LÉGISLATIF ET JUDICIAIRE **18**
INTRODUCTION GÉNÉRALE **19**
1. Contributions à l'historiographie : repenser la politique électorale au sein du long mouvement 23
1.1. Le Long Mouvement de libération noire 23
1.2. Les stratégies électorales et les élus africains-américains après 1965 29
1.3. Histoire juridique « par le bas » 38
2. Les contours de notre étude 43
2.1. La Caroline du Nord 43
2.2. Méthode et sources 48
2.3. Période étudiée 55
3. Présentation du plan 56
CHAPITRE 1 – « TU NE PEUX PAS GAGNER » : DE REGINALD HAWKINS À HOWARD LEE **61**
Introduction 61
Prologue : La Caroline du Nord et le mouvement de libération noire à la fin des années 1960 64
1. Reginald Hawkins : le précurseur 67
1.1. Militant des droits civiques à Charlotte et fondateur du MOPA 67
1.2. Un « candidat noir » « dans la course pour l'homme noir en Caroline du Nord » ... 70
1.3. Mobiliser les "grassroots" : la stratégie du réseau ("tell-a-negro") 77
1.4. De la défaite au North Carolina Committee for Better Black Political Representation 79
2. L'élection d'Howard Lee en 1969 : un tournant pour la représentation locale ? 86
2.1. Le mouvement de libération noire à Chapel Hill, « la partie sud du Paradis » 87
2.2. La genèse de la candidature pour la mairie 92
2.3. La campagne victorieuse : vers un basculement politique durable ? 95
3. « Marcher sur la corde raide » : une figure de représentant élu ambiguë ? 102
3.1. Un candidat universaliste favorable au mouvement des droits civiques, un positionnement ambigu ? 102
3.2. Entre appropriation et rejet du Black Power 107
4. Un bilan ambivalent et des tentatives de coalition 110

4.1. Vers un véritable pouvoir de maire ? 110
4.2. La trahison de Rogers Road 112
4.3. Construire une coalition noire au sein et à l'extérieur de l'appareil du Parti démocrate 116
4.4. Le nouveau « porte-parole des Noirs de l'État » ? 118
Conclusion 122
CHAPITRE 2 – « UNE VOIX POUR LES SANS-VOIX » : LARRY LITTLE ET LE TOURNANT ÉLECTORALISTE DU MOUVEMENT BLACK POWER RÉVOLUTIONNAIRE 125
Introduction 125
1. Aux origines : le Black Panther Party à Winston-Salem et le long mouvement de libération noire 130
1.1. L'émergence du BPP à Winston-Salem 130
1.2. De la confrontation à la modération 136
1.3. Le tournant électoral du BPP 139
2. De l'élection « volée » de 1974 à la victoire de 1977 : s'organiser contre la répression 146
2.1. Contre le statu quo politique 146
2.2. « L'élection volée » de 1974 151
2.3. La victoire de 1977 157
3. Le système est la clé : politiques urbaines et stratégies électorales 163
3.1. Négocier l'austérité budgétaire : politiques urbaines et développement communautaire 164
3.2. « Un élément révolutionnaire dans un système réactionnaire » ? 171
3.3. Stratégies de coalition, volonté d'indépendance et Parti démocrate 175
Conclusion 178
Annexes du Chapitre 2 182
CHAPITRE 3 – DURHAM ET LA MACHINE POLITIQUE NOIRE LOCALE : ACCOMMODATION, NÉGOCIATIONS, TENSIONS 185
Introduction 185
1. La « machine politique » en devenir de la « capitale de la classe moyenne noire » (1935-1975) 188
1.1. L'essor de la « capitale de la classe moyenne noire » 188
1.2. Vers une cristallisation du long mouvement à Durham 195
1.3. Les élues pionnières : l'ascension politique d'Elna Spaulding et de Josephine Clement 199
2. Le tournant des années 1980 : le retour de bâton conservateur 212
2.1. Joan Burton, une candidate *grassroots*, face à une coalition pro-entreprise 212
2.2. Crest Street et l'East-West Expressway 219
3. Le DCABP contre-attaque 226

3.1. Changement de cap : Willie Lovett et Lavonia Allison 226
3.2. Le DCABP et les Églises 232
3.3. Hayti : réparer la trahison du Durham Committee ? 235
3.4. Chester Jenkins : premier maire africain-américain de Durham 241
Conclusion 253
CHAPITRE 4 – LE « BLACK SECOND » : UNE CIRCONSCRIPTION FÉDÉRALE « GAGNABLE » ? (1968-1982) 257
Introduction 257
1. « The Black Second » : les campagnes infructueuses pour la 2ème circonscription fédérale 259
1.1. Du crépuscule de la Reconstruction au mouvement des droits civiques 259
1.2. La candidature d'Eva Clayton en 1968 : « une mère au foyer noire » « envers et contre tous » 263
1.3. La candidature d'Howard Lee en 1972 : le pari de l'union « populiste » 273
2. Des urnes au tribunal : la genèse du procès *Gingles* 286
2.1. « L'hameçon de Fountain » : le redécoupage controversé de 1981 286
2.2. L'élection manquée de 1982 de « Mickey » Michaux au Congrès 294
Conclusion 305
CHAPITRE 5 – LE TOURNANT DU PROCÈS *GINGLES* (1983-1986) : LUTTES LOCALES ET JURISPRUDENCE FÉDÉRALE 307
Introduction 307
1. Aboutissement et catalyseur des luttes locales 310
1.1. George Butterfield Jr., les luttes électorales et le long mouvement à Wilson 310
1.2. Halifax et Warren : trajectoires croisées de comtés ruraux de la Black Belt 320
2. Bilan de l'après-*Thornburg v. Gingles* (1986) 333
2.1. « Réécrire l'histoire » : Eva Clayton au Congrès (1992) 336
2.2. Gantt contre Helms (1990) : faire du neuf avec du vieux ? 338
2.3. De *Shaw v. Reno* (1993) à *Cooper v. Harris* (2017) : vers un démantèlement de l'héritage de *Gingles* ? 343
Conclusion 347
CHAPITRE 6 – AUX ORIGINES DE BLACK WORKERS FOR JUSTICE : FILIATIONS HISTORIQUES ET CONTEXTE LOCAL 349
Introduction 349
1. Filiations idéologiques et militantes 352
1.1. Des militants ancrés dans le Long Mouvement de libération noire 352
1.2. Les principes fondateurs de BWFJ 364
2. Contexte militant et organisationnel en Caroline du Nord au début des années 1980 369
2.1. Justice économique et l'après-Greensboro Massacre 369
2.2. Rocky Mount : un terreau fertile pour l'émergence du BWFJ 374

3. Le combat pour l'exercice du droit de vote à Rocky Mount 376
3.1. La politique électorale dans la philosophie organisationnelle de BWFJ 376
3.2. L'Area Black Coalition 379
3.3. Le procès : Greene v. City of Rocky Mount 381
Conclusion 384
CHAPITRE 7 : STRATÉGIES POUR UNE INDÉPENDANCE POLITIQUE (1984-1996) 387
Introduction 387
1. « Run Jesse, Run » : les campagnes de Jesse Jackson 389
1.1. « Nous devons utiliser l'arène électorale » : un nouveau front populaire ? 390
1.2. La Black Workers Political Platform Campaign et Jackson '88 399
1.3. L'après-Jackson : bilan et héritages d'une rupture consommée 410
2. Stratégies d'empouvoirement au niveau local et rural 417
2.1. Fremont : modèle pour une approche multidimensionnelle ? 417
2.2. Shiloh : quelle souveraineté pour un territoire « non constitué » ? 421
Conclusion 431
ÉPILOGUE 433
CONCLUSION GÉNÉRALE 445
BIBLIOGRAPHIE DE THÈSE 451
1. SOURCES PRIMAIRES 451
1.1. Archives consultées 451
1.2. Entretiens d'histoire orale 453
1.3. Titres de presse 454
1.4. Mémoires 455
1.5. Sources primaires disponibles en ligne 455
1.6. Références juridiques 456
1.7. Recensement 457
1.8. Documents gouvernementaux 457
1.9. Vidéos 457
2. SOURCES SECONDAIRES 458
2.1. Ouvrages 458
2.2. Chapitres d'ouvrages 470
2.3. Articles de revues scientifiques 474
2.4. Thèses de doctorat et mémoires de master 481
2.5. Manuscrits et documents non publiés 482
2.6. Articles de journaux et de magasines 483
2.7. Publications en ligne et sites internet 483

2.8. Encyclopédies en ligne 484
3. OUTILS DE TRAVAIL 484

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Carte des trois grandes régions de la Caroline du Nord. 46
Figure 2 : Carte de Caroline du Nord montrant les villes principales. 59
Figure 3 : Affiche de campagne (non-daté mais autour de 1968). 73
Figure 4 : « Dr. Reginald Hawkins Governor in '68: A Candidate for All the People », tract de campagne. 76
Figure 5 : Carte des quartiers de Chapel Hill pour aménagement. 89
Figure 6 : Jim Wallace, « Demonstrators arrested at Colonial Drug Sit-in », 1963 90
Figure 7 : Photographie d'Howard Lee en campagne pour la mairie, 1969. 96
Figure 8 : Carte des circonscriptions électorales de Chapel Hill en 1960. 100
Figure 9 : Dessin de presse « Man Walking on a Tight Rope », non daté. 104
Figure 10 : Carte scolaire de Chapel Hill, 1959. 115
Figure 11 : Photographie de Larry Little (à gauche) aux côtés du directeur de la Forsyth County Historic Resources Commission, Mark Maxwell (à droite), lors de l'inauguration de la plaque commémorative le 14 octobre 2012. 129
Figure 12 : Larry Little defendant Polly Graham face à la police devant chez elle, 1970. 137
Figure 13 : Conférence de presse de l'United Black Front, avril 1972 150
Figure 14 : Tract de campagne « Elect the People's Candidate: Larry Little, Alderman, North Ward », n.d.. 155
Figure 15 : Carte électorale des circonscriptions de Winston-Salem pour le conseil montrant les vainqueurs élus aux élections municipals du 8 novembre 1977. 163
Figure 16 : Poster de campagne, 1981. 174
Figure 17 : Carte de l'expansion de l'agglomération autour de Winston-Salem, 1979. 179
Figure 18 : Logo du Durham Committee on the Affairs of Black People. 185
Figure 19 : Encart de campagne pour le conseil scolaire, Josephine Clement, octobre 1975. 204
Figure 20 : Encart de campagne d'Elna Spaulding pour les élections au conseil du comté de Durham, 1974. 206
Figure 21 : Recommandations de vote du DCABP pour les élections de 1979. 215
Figure 22 : Encart de campagne de Joan Burton pour l'élection au conseil municipal, novembre 1979. 217
Figure 23 : Carte de Durham indiquant les quartiers africains-américains de Durham autour de 1945 (hachures). 220
Figure 24 : Tee-Shirt "Stop the Expressway" créé par la People's Alliance. Dessin de Brown Griffith Little. 223
Figure 25 : Tract pour la campagne d'inscription sur les listes électorales organisée par le DCABP à l'été 1981. 231
Figure 26 : Portraits de Lavonia Allison et Willie Lovett, 1984. 232
Figure 27 : Carte du projet de rénovation urbaine de 1962 établie par la Durham Redevelopment Commission. "Project 2" en jaune désigne la rénovation d'Hayti. 238
Figure 28 : Encart de campagne « Chester Jenkins for Mayor », 4 novembre 1989. 246
Figure 29 : Encart dans le Carolina Times, 1992. 253
Figure 30 : Carte de la 2ème circonscription de Caroline du Nord en 1872 259
Figure 31 : Carte montrant la répartition de la population africaine-américaine en Caroline du Nord en 1870. 259
Figure 32 : Carte des comtés couverts par la section 5 du VRA (en bleu clair). 265
Figure 33 : Encart de campagne d'Eva Clayton, *The Warren Record*, 2 mai 1968, p. 8. 268

Figure 34 : Carte des nouvelles circonscriptions de Caroline du Nord pour le Congrès adoptée en 1971. 274
Figure 35 : Tract de campagne d'Howard Lee pour le Congrès en 1972. 277
Figure 36 : Carte des circonscriptions pour le Congrès adoptée en 1971. 290
Figure 37 : Proposition de redécoupage de L. H. Fountain en 1981. 290
Figure 38 : Carte des circonscriptions fédérales pour le Congrès approuvée par le DOJ, 1981. 292
Figure 39 : Lettre aux électeurs inscrits dans le *precinct* de Club Boulevard envoyée par l'équipe de campagne de Tim Valentine pour le Congrès, 21 juillet 1982. 301
Figure 40 : Dessin de presse au moment des débats en 1900 autour de l'adoption de l'amendement sur le conditionnement du droit de vote à un test d'alphabétisation. 302
Figure 41 : Carte des études de cas du Chapitre 5. 308
Figure 42 : Couverture du Livret du 6ème Congrès du NCBLC, 16 juillet 1983 319
Figure 43 : Carte du comté de Warren indiquant l'emplacement de la décharge pour les déchets PCB construite en 1982. 331
Figure 44 : Carte de la 1ère circonscription de Caroline du Nord pour la Chambre des Représentants pour les élections de 1992. 335
Figure 45 : Carte électorale des circonscriptions de Caroline du Nord pour le Congrès, adoptée en 1991. 336
Figure 46 : Affiche de campagne pour l'élection au Sénat de novembre 1990 contre Jesse Helms, « Come out voting ». 340
Figure 47 : Capture d'écran du spot de campagne de Jesse Helms pour le Sénat, surnommé "Hands", Octobre 1990. 342
Figure 48 : Carte de la 12ème circonscription fédérale de Caroline du Nord, adoptée en 1991. 344
Figure 49 : Premier numéro de la newsletter de BWFJ *Justice Speaks*, août 1983. 378
Figure 50 : Carte du redécoupage de la carte électorale municipale de Rocky Mount, 1972. 382
Figure 51 : Carte des comtés d'Edgecombe, Nash et Wilson, 1980. 383
Figure 52 : Pièce de collection « Ode à Jesse Jackson », comédie musicale créée et mise en scène par des lycéens du comté d'Halifax, janvier 1984. 392
Figure 53 : Dessin de presse, *Justice Speaks*, 1984. 398
Figure 54 : Photographie de la Black Workers Political Platform Planning Convention, 26-27 septembre 1987. 401
Figure 55 : Bulletin de la « primaire noire » organisée par le Black Workers Political Platform Campaign sous l'égide du BWFJ, 1988. 403
Figure 56 : Tract du CWP en soutien à Jesse Jackson. 409
Figure 57 : Une de *Justice Speaks*, juillet 1996. 416
Figure 58 : Dessin de presse sur la mobilisation en partie victorieuse des citoyens Africains Américains lors des élections municipales de novembre 1984. 419
Figure 59 : Carte de la région autour de Shiloh, 1986. 425
Figure 60 : Une manifestante portant un tee-shirt de Black Workers for Justice est arrêtée par la police lors du dernier rassemblement du Moral Monday de 2014 à Raleigh en Caroline du Nord. 433
Figure 61 : Deux manifestants tiennent une pancarte de la Southern Workers Assembly lors de la Moral March le 8 février 2014. 433
Figure 62 : Carte électorale des circonscriptions fédérales de Caroline du Nord, adoptée en 2011. 438
Figure 63 : Photographie d'une manifestation du Moral Monday prise par Ajamu Dillahunt (BWFJ), 2013. 440

Figure 64 : Wilbur Barnes, un manifestant, brandit une pancarte lors d'un rassemblement du Moral Monday à Goldsboro en Caroline du Nord, le 20 janvier 2014. 441
Figure 65 : Des manifestants transportent des cercueils pour protester contre la « Big Beautiful Bill » du Président Donald Trump lors d'une action du Moral Monday devant le Capitole à Washington D.C. le 30 juin 2025..... 443

TABLES DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Résultats de l'élection de 1969 par bureau de vote. 100
Graphique 2 : Comparaison des pourcentages de logements occupés par des propriétaires à Winston-Salem, 1969-1989. 182
Graphique 3 : Comparaison du taux de familles africaines-américaines sous le seuil de pauvreté avec le reste de la population de Winston-Salem, 1969-1989. 183
Graphique 4 : Comparaison du revenue median à Winston-Salem, 1969-1989. 183
Graphique 5 : Diagramme des dons à la campagne d'Howard Lee de 1972 par siège de campagne. 281

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AC/PRC : Amilcar Cabral / Paul Robeson Collective
AFL-CIO : American Federation of Labor - Congress of Industrial Organizations
ALENA : Accord de Libre-Échange Nord-Américain
ALSC : African Liberation Support Committee
APP : African People's Party
BPP : Black Panther Party
BSM : Black Student Movement
BWFJ : Black Workers for Justice
BWUM : Black Workers Unity Movement
CAP : Congress of African People
CBCF : Concerned Black Citizens of Fremont
CPUSA : Communist Party USA
CRJ : Commission for Racial Justice
CWP : Communist Workers Party
DCABP : Durham Committee on the Affairs of Black People
DLC : Democratic Leadership Council
DOJ : Department of Justice
DRUM : Dodge Revolutionary Movement
DVA : Durham Voters Alliance
ESR : Experiment in Self-Reliance
FCD : Foundations for Community Development
FLSC : Fair Labor Support Committee
FOD : Friends of Durham
FTA : Food, Tobacco, Agricultural, and Allied Workers
GAPP : Greensboro Association for Poor People
HBCU : historically black colleges and universities
HCBC : Halifax County Black Caucus
HCCP : Halifax County Coalition for Progress
HCVM : Halifax County Voters' Movement
HKonJ : Historic Thousands on Jones Street
KKK : Ku Klux Klan
LP : Labor Party
LRBW : League of Revolutionary Black Workers
MFDP : Mississippi Freedom Democratic Party
MLXU : Malcolm X Liberation University
MOPA : Mecklenburg Organization for Political Affairs
NAACP : National Association for the Advancement of Colored People
NCACLU : North Carolina American Civil Liberties Union
NCBLC : North Carolina Black Leadership Caucus
NCCF : National Committee to Combat Fascism
NCCFBBPR : North Carolina Committee for Better Black Political Representation

NCCU : North Carolina Central University
NCF : North Carolina Fund
NCM : New Communist Movement
NCVCRJ : North Carolina - Virginia Council for Racial Justice
NNC : National Negro Congress
OBT : Operation Breakthrough
PA : People's Alliance
PAC : Political Action Committee
PCB / PCP : Polychlorobiphényles / Pentachlorophénol
PROD : People's Reform Organization for Democracy
RAM : Revolutionary Action Movement
RBUF : Raleigh Black United Front
RTP : Research Triangle Park
SBI : State Bureau of Investigation
SCCDC : Shiloh Coalition for Community Development
SCLC : Southern Christian Leadership Conference
SEJ : Southerners for Economic Justice
SNCC : Student Nonviolent Coordinating Committee
SOBU / YOBU : Student Organization for Black Unity / Youth Organization for Black Unity
SWA : Southern Workers Assembly
UNC : University of North Carolina
UOCI : United Organizations for Community Improvement
UNIA : United Negro Improvement Association
VEP : Voter Education Project
VRA : Voting Rights Act
WIA : Women-in-Action for the Prevention of Violence and Its Causes
WRAC : Workers' Rights And Action Committee
YWCA : Young Women's Christian Association

CHRONOLOGIE SÉLECTIVE DU CADRE LÉGISLATIF ET JUDICIAIRE

1868 : 14e amendement
1870 : 15e amendement
1896 : *Plessy v. Ferguson*
1944 : *Smith v. Allwright*
1954 : *Brown v. Board of Education I*
1955 : *Brown v. Board of Education II*
1962 : *Baker v. Carr*
1964 : *Civil Rights Act*
1964 : *Wesberry v. Sanders*
1964 : *Reynolds v. Sims*
1965 : *Drum v. Seawell* (D)
1965 : *Voting Rights Act*
1971 : *Swann v. Mecklenburg*
1976 : *Buckley v. Valeo*
1982 : Section 2 du *Voting Rights Act* amendée
1984 : *Gingles v. Edmisten* (D)
1986 : *Thornburg v. Gingles*
1993 : *Shaw v. Reno*
1996 : *Shaw v. Hunt*
1999 : *Hunt v. Cromartie*
2001 : *Easley v. Cromartie*
2010 : *Citizens United v. Federal Election Commission*
2013 : *Shelby County v. Holder*
2019 : *Rucho v. Common Cause*
2023 : *Moore v. Harper*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

History is the fruit of power, but power itself is never so transparent that its analysis becomes superfluous. The ultimate mark of power may be its invisibility. The ultimate challenge, the exposition of its roots.

— Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past: Power and the Production of History*, 1995[1]

Le 27 novembre 1962, en pleine accélération du mouvement pour les droits civiques, Dr. Martin Luther King Jr. déclarait, devant le gymnase comble du lycée Booker T. Washington, à Rocky Mount, en Caroline du Nord : « N'oublions jamais qu'une décision de justice ne peut jamais donner de droits, elle peut seulement les affirmer[2] ». Trois ans plus tard, au terme d'une lutte acharnée, le *Voting Rights Act* (VRA) devenait réalité. Pourtant, l'accès effectif au droit de vote et à une représentation politique dans le Sud, ainsi affirmés par la loi, restait encore à conquérir.

Cette loi de 1965 garantissait désormais légalement le droit de vote aux Africains Américains[3] dans le Sud, en interdisant les mesures discriminatoires racistes de restriction du droit de vote. Cette privation du droit de vote (*disenfranchisement*)[4] était un des

[1] Michel-Rolph Trouillot, *Silencing the Past: Power and the Production of History*, Boston, Beacon Press, 1995, p. xxiii.

[2] « Let us never forget that a court order can never deliver rights, it can only declare them », Dr. Martin Luther King, Jr., « Facing the Challenge of a New Age », discours prononcé le 27 novembre 1962, retranscrit et annoté par W. Jason Miller, disponible en ligne http://kingsfirstdream.com/wp-content/uploads/2015/11/Martin-Luther-King-Jr.-speech-NOT-annotated-transcript-Rocky-Mount-NC-November-27-1962.pdf (consulté le 6 juin 2023).

[3] Nous employons, dans ce manuscrit, les termes Africains Américains (sans tiret) et l'adjectif africain-américain. Le terme « African American », orthographié sans trait d'union, est un des termes couramment usités et privilégiés, y compris par les concernés. Par souci de variation, nous utilisons aussi l'adjectif « noir » et son substantif avec majuscule « Noir » (et « Noir américain »), encore usité en France, tout en reconnaissant que le substantif « Black » est de moins en moins utilisé aux États-Unis. Les débats sur les choix des termes et de leur usage grammatical et orthographique (notamment sur l'utilisation des majuscules) suivent des logiques différentes (voire même inverses) en France et aux États-Unis, mais ont pour point commun de rejeter l'essentialisation du groupe ou des individus ainsi désignés par la couleur de peau, tout en reconnaissant le processus de racialisation à l'œuvre dans nos sociétés et le besoin de les nommer. Julie Loison-Charles et Nicolas Martin-Breteau, « Introduction. Dire et traduire l'identité noire en France et aux États-Unis : questions raciales, enjeux linguistiques, perspectives scientifiques », *Revue française d'études américaines*, vol. 1, n°174, 2023, p. 3-19. Sur les dimensions politiques et éthiques des questions de terminologie et de traduction (et les enjeux d'autonomination), voir l'article Nicolas Martin-Breteau, « Une dignité majuscule ? Nomination de soi et luttes symboliques dans l'histoire africaine-américaine », *Revue française d'études américaines,* vol. 1, n°174, 2023, p. 20-37. Sur les transformations démographiques du groupe désigné par l'appellation « population noire » aux États-Unis aujourd'hui, voir également David Diallo, *La loi et l'ordre racial. Le droit comme instrument d'oppression des Noirs aux États-Unis*, Nice, Éditions Unes, 2024, p. 9-11.

[4] Nous utiliserons dans cette thèse les expressions « privation », « confiscation » et « dépossession » du droit de vote pour traduire le concept de *disenfranchisement* (aussi orthographié *disfranchisement*) tout en étant conscient

piliers du régime suprématiste blanc Jim Crow dans le Sud[5], depuis la fin du XIXe siècle. Pour empêcher les États du Sud de mettre en place de nouvelles règles discriminatoires équivalentes, la loi obligeait ces États à obtenir une autorisation fédérale préalable à tout changement de leurs règles électorales[6]. Elle permettait aussi au gouvernement fédéral d'envoyer des observateurs pour s'assurer de l'application de la loi. Après des années de combat, cette loi fut célébrée comme « une victoire éclatante pour le mouvement des droits civiques », puisque le droit de vote était un des objectifs majeurs du mouvement[7]. Pourtant, le gouvernement fédéral fut assez réticent à appliquer les dispositions de la loi et tarda à envoyer des observateurs.

De plus, la loi n'inscrivant personne sur les listes électorales, il incombait à chaque citoyen de faire cette démarche, et ce, alors que les intimidations et les stratégies visant à restreindre le pouvoir des électeurs noirs persistaient encore[8]. Le droit de vote, nouvellement garanti par la loi, était menacé de toute part par les conservateurs blancs qui cherchaient à diluer le vote des Noirs par tous les moyens, grâce au redécoupage électoral et à la création de règles complexes.

Néanmoins, grâce aux efforts d'organisations militantes, le nombre de Noirs inscrits sur les listes électorales dans le Sud augmenta d'environ 42 % entre 1964 et 1968 pour atteindre 61,2 % de la population noire en âge de voter[9], ce qui se traduisit par une

---

des limites de ces équivalents français. Le sociologue Julien Talpin insiste sur le fait que le terme *disenfranchisement* renvoie plus largement « à l'aliénation politique des minorités et des quartiers pauvres aux États-Unis » et le considère donc comme « intraduisible ». Julien Talpin, « De nouvelles "machines politiques" ? Comment les organisations communautaires investissent les campagnes référendaires en Californie » dans Layla Baamara, Camille Floderer et Marine Poirier, *Faire campagne, ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires,* Paris, Karthala, 2016, p. 230.

[5] Le Sud est compris ici (et dans les statistiques ci-après) comme l'ensemble des 11 anciens États confédérés : Alabama, Arkansas, Floride, Géorgie, Louisiane, Mississippi, Caroline du Nord, Caroline du Sud, Tennessee, Texas, Virginie. Le régime Jim Crow se mit en place progressivement à la fin du XIXe siècle. Il se fondait sur la ségrégation légale, c'est-à-dire que la séparation des Blancs et des Noirs dans l'espace public était inscrite dans la loi. Ce régime suprématiste reposait en même temps sur l'exploitation économique des Africains Américains dans le Sud (notamment via le système de métayage *sharecropping*), la confiscation des droits politiques (*disenfranchisement*) et l'usage de la terreur et de la violence. Il doit son nom, Jim Crow, au personnage caricatural *minstrel shows* des années 1830. C. Vann Woodward, *The Strange Career of Jim Crow*, New York, Oxford University Press, 2001, [1955].

[6] Tous les anciens États confédérés n'étaient pas concernés de la même manière par cette disposition du *Voting Rights Act*, comme nous le verrons plus en détail ultérieurement.

[7] Caroline Rolland Diamond, *Black America. Une histoire des luttes pour l'égalité et la justice*, Paris, La Découverte, 2016, p. 278. Dans son acception la plus commune, le mouvement des droits civiques désigne la lutte pour l'abolition des barrières légales à l'égalité de traitement dans le Sud qui connut son apogée de 1954 à 1965 (*Ibid.*, p. 13-14).

[8] *Ibid.*, p. 91-93 et p. 102.

[9] Chiffres obtenus à partir de la newsletter du *Voter Education Project* : North Carolina Fund Records, #4710, Southern Historical Collection, The Wilson Library, UNC at Chapel Hill [ci-après NCF Records], Dossier 7600, Carton 579. « Southern Voter Registration in the 1960s », *VEP News*, vol. 2, n°4, avril 1968 et « Voter Registration in the South, Winter-Spring 1968 », *VEP News*, vol. 2, n°6, juin 1968. Sur l'histoire du *Voter*

augmentation massive du nombre d'élus noirs dans le Sud, essentiellement au niveau local, passant de 72 en 1965 à 473 en 1969[10]. En Caroline du Nord, entre 1970 et 2000, le nombre d'élus passe de 62 à 498[11]. Au niveau national, le nombre d'élus noirs explosa, passant de 103 à 4 300 entre 1964 et 1977. Loin d'être une simple conclusion découlant du mouvement pour les droits civiques, cette thèse soutient que la conquête du pouvoir par des élus Africains Américains peut être comprise comme une stratégie à part entière pour obtenir une réelle égalité raciale et l'autodétermination de la communauté[12], après le vote de la loi historique de 1965.

Le rôle des stratégies électorales, à partir du *Voting Rights Act*, fait en effet l'objet de nombreux débats parmi les historiens et les politistes. Selon l'historien Matthew Countryman, l'élection d'Africains Américains après 1965 a longtemps été comprise comme une simple conclusion positive au mouvement des droits civiques, signe du succès de l'intégration politique des Africaines Américains, voire de « progrès »[13]. D'autres auteurs, partisans d'une perspective critique marxiste, comme l'historien Manning Marable et les politistes Adolph Reed Jr. et Cedric Johnson, y voient, au contraire, une victoire à la Pyrrhus et une distraction des vrais enjeux, ayant mené à la dé-radicalisation et à la démobilisation du mouvement, tout en faisant émerger une élite politique noire déconnectée des revendications de la grande majorité des Africains Américains. *A contrario*, Countryman préconise de « replac[er] l'adoption de stratégies électorales par les militants du Black Power au sein des débats stratégiques et de la logique du mouvement noir » car c'est « la recherche du contrôle communautaire[14] qui [a mené] ces militants à l'arène électorale », « au moment où […] la

---

Education Project voir Evan Faulkenbury, *Poll Power: The Voter Education Project and the Movement for the Ballot in the American South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019.

[10] Joe R. Feagin et Harlan Hahn, « The Second Reconstruction: Black Political Strength in the South », *Social Science Quarterly*, vol. 51, n°1, juin 1970, p. 51.

[11] Rob Christensen, *The Paradox of Tar Heel Politics: The Personalities, Elections, and Events that Shaped Modern North Carolina*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2008, p. 265.

[12] Nous employons ici le singulier pour référer au langage que les acteurs de l'époque utilisaient eux-mêmes. L'utilisation de ce terme n'implique pas pour autant une vision monolithique de « la communauté noire ». Si l'expérience commune de l'oppression raciale a pu sceller une identité collective fondée sur le sentiment partagé de « destins liés », poussant les Africains Américains à faire front commun dans leur combat pour la liberté et l'égalité, il n'en demeure pas moins que la population noire a toujours été traversée par des clivages de classes et d'idéologies depuis l'époque de l'esclavage. La notion de « linked fate » vient du politiste Michael Dawson dans *Behind the Mule: Race and Class in African-American Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1994. Pour une discussion de la notion de « communauté noire », voir aussi : C. Rolland-Diamond, *Black America, op. cit.*, p. 15-18 et David Diallo, *Histoire des Noirs aux États-Unis*, Paris, Ellipse, 2012, p. 122-126.

[13] Robert W. Weisbrodt, *Freedom Bound: A History of America's Civil Rights Movement*, New York, W. W. Norton & Company, 1989. Aldon Morris, *The Origins of The Civil Rights Movement*, New York, The New York Free Press, 1984. Neil Kraus et Todd Swanstrom, « Minority Mayors and the Hollow-Prize Problem », *PS: Political Science & Politics*, mars 2001, vol. 34, nº1, p. 99-105. (« The election of minority mayors is a clear sign of political progress by minorities since passage of the civil rights acts of the 1960s »).

[14] En anglais, « community control ».

contestation et le militantisme local ne semblaient plus suffisants pour atteindre les objectifs du mouvement[15] ».

L'adoption de ces stratégies par différents acteurs n'a eu lieu qu'au moment où les actions directes contestataires (par le biais de boycotts, marches, manifestations ou *sit-ins*), sans passer par les institutions, ne semblaient plus suffisantes pour atteindre les objectifs concrets du mouvement, après le démantèlement de la ségrégation légale dans le Sud. Après l'adoption des grandes lois sur les droits civiques (le *Voting Rights Act* susmentionné et le *Civil Rights Act* de 1964 qui mit légalement fin à la ségrégation raciale), le combat contre l'oppression socio-économique des Noirs étatsuniens était plus que jamais au cœur des préoccupations des militants de différentes tendances. Dans un contexte de montée du nationalisme noir autour du mot d'ordre *Black Power*[16], les militants réformistes comme radicaux continuèrent de lutter pour des mesures contre les profondes inégalités structurelles : lutte contre la pauvreté, pour l'accès à l'emploi, déségrégation scolaire effective et inclusive, lutte contre la ségrégation résidentielle[17]. Beaucoup décidèrent de se tourner vers la politique électorale au niveau local, c'est-à-dire de se mobiliser pour élire des Africains Américains soutenant ces mesures, ou étant directement issus du mouvement, pour parvenir à démanteler les structures d'oppression.

Notre travail cherche donc à montrer comment l'adoption de stratégies de conquête électorale, par des acteurs de différentes tendances, s'inscrivit dans et contribua à la continuité du mouvement noir sur la longue durée, après les grandes réformes des droits civiques, dans un État du Sud, la Caroline du Nord. La conquête du pouvoir politique, en particulier au niveau local, devint un mode d'action central, mais aussi un objet de lutte à part entière dans cet État, à partir de 1965, dans un contexte politique et économique de plus en plus hostile aux revendications de justice et d'égalité raciale des Africains Américains. Pour ce faire, nous analyserons les trajectoires de candidats et d'élus noirs à différents échelons, entre 1965 et le

[15] Matthew J. Countryman, « "From Protest to Politics": Community Control and Black Independent Politics in Philadelphia, 1965-1984 », *Journal of Urban History*, vol. 32, n°6, septembre 2006, p. 815-816.

[16] Le mouvement autour de ce mot d'ordre du Black Power émergea à partir de 1966. Il se caractérisait par des luttes pour l'autodétermination par un pouvoir politique et économique accru ainsi que la redéfinition et célébration de l'identité noire autour d'une histoire commune d'oppression raciale. Peniel E. Joseph, « Black Liberation Without Apology: Reconceptualizing the Black Power Movement », *The Black Scholar*, vol. 31, n°3/4, 2001, p. 2-19. Nous reviendrons plus en détail sur ce concept ultérieurement.

[17] Pour synthétiser les différents axes de lutte du mouvement de libération noire des années 1950-1960, l'historien Yohuru Williams identifie ce qu'il appelle les « Six Degrees of Segregation » qui comprennent : les mobilisations pour l'accès à un logement décent, à une éducation de qualité, au droit de vote et un accès égal aux moyens de transport et aux lieux publics, l'égalité dans le monde du travail (*fair labor practices*) et la fin des injustices légales ou extralégales sous le système Jim Crow. Yohuru Williams, *Rethinking the Black Freedom Movement*, New York, Routledge, 2015, p. xiii.

milieu des années 1990. Nous examinerons leur positionnement par rapport au mouvement de libération noire et leurs liens avec les militants Africains Américains au niveau local au cours de leurs campagnes et/ou de leurs mandats. Ce faisant, nous serons amenés à explorer les tensions et les négociations avec les organisations noires locales d'une part, et avec le Parti démocrate, d'autre part. Ce travail repose sur une série d'études de cas en Caroline du Nord, un État clé du mouvement de libération noire dans le Sud, qui fut aussi au cœur des combats juridiques autour de la mise en œuvre du *Voting Rights Act*.

1. CONTRIBUTIONS À L'HISTORIOGRAPHIE : REPENSER LA POLITIQUE ÉLECTORALE AU SEIN DU LONG MOUVEMENT

1.1. Le Long Mouvement de libération noire

Cette thèse s'inscrit dans et entend contribuer à l'approche dite du Long Mouvement de libération noire. Nous employons ainsi, dans ce manuscrit, les termes de Long Mouvement de Libération Noire et de mouvement de libération noire comme traduction des termes « Long Black Freedom Movement » et « Black freedom movement » qui se sont imposés dans l'historiographie du mouvement noir étatsunien du XXe siècle, depuis le début des années 2000[18]. Cette évolution de la terminologie est le fruit d'une succession de recadrages théoriques au sein de l'historiographie du mouvement noir de ces quarante dernières années, que nous proposons de synthétiser et de problématiser ici[19].

Depuis les années 1980, plusieurs vagues historiographiques ont remis en cause le récit dominant du mouvement des droits civiques que l'on pourrait résumer ainsi : « Rosa s'est assise, Martin s'est levé et les Blancs ont eu une révélation et ont sauvé tout le monde[20] ». Ce récit distinguait deux grandes périodes : une phase dite « classique » entre

[18] Par souci d'économie et de variation, nous emploierons parfois l'expression « mouvement noir » pour désigner le mouvement de libération noire.

[19] Outre nos propres recherches, cette synthèse est en partie inspirée des synthèses suivantes : Olivier Maheo, *De Rosa Parks au Black Power. Une histoire populaire des mouvements noirs, 1945-1970*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2024, p. 21-42 ; C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 11-22 ; John A. Kirk, « Review Article: The Long and the Short of It: New Perspectives in Civil Rights Studies », *Journal of Contemporary History*, vol. 46, n°2, , 2011, p. 425-436 ; John A. Salmond, « "The Long and the Short of It": Some Reflections on the Recent Historiography of the Civil Rights Movement », *Australasian Journal of American Studies*, vol. 32, n°1, 2013, p. 53-61.

[20] Nous reprenons ici la célèbre formule sarcastique de Julian Bond (militant de premier plan du Student Nonviolent Coordinating Committee), « Rosa sat down. Martin stood up. And then the white folks saw the light and saved the day » cité dans Charles E. Cobb, « Challenging Ourselves: Martin Luther King, the Movement, and Its Lessons for Today », *Zinn Education Project*, 2017, disponible en ligne

1954 et 1965[21], puis la phase de radicalisation nationaliste jusqu'au début des années 1970. La « phase classique » désigne le mouvement de désobéissance civile non-violent de masse pour mettre fin à la ségrégation dans le Sud, commençant à partir de l'arrêt de la Cour Suprême *Brown v. Board of Education* de 1954 (déclarant la ségrégation scolaire inconstitutionnelle) et aboutissant à la destruction des fondements légaux du racisme grâce aux *Civil Rights Act* de 1964 et *Voting Rights Act* de 1965. Ce récit se concentrait sur les figures héroïques du mouvement, telles que Rosa Parks et Martin Luther King, les marches et occupations non-violentes iconiques pour déségréguer les lieux publics, les écoles et pour obtenir le droit de vote. Par contraste, la période suivante était décrite comme marquant la fin de l'âge d'or du mouvement intégrationniste réformiste[22], avec l'embrasement des ghettos noirs à travers le pays, l'assassinat de Martin Luther King en 1968 et l'avènement du nationalisme noir séparatiste[23] autour du mot d'ordre « Black Power », perçu comme le « jumeau maléfique », pendant radical et violent de l'intégrationisme[24]. Cette opposition binaire entre ces deux phases avait l'avantage de proposer un « récit national apaisé », mettant en scène « le triomphe de la démocratie »[25].

---

https://www.zinnedproject.org/materials/challenging-ourselves-by-cobb/ (consulté le 6 juin 2023). Notons ici, que ce récit perdure dans la mémoire populaire, dans les manuels d'histoire étatsuniens et dans nombre de productions culturelles.

[21] La notion de « phase classique » vient du militant des droits civiques Bayard Rustin, qui estime dans son célèbre article « From Protest to Politics » de 1965 qu'à cette date, les fondements légaux du racisme sont détruits. O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power, op. cit*, p. 23.

[22] Il existe deux grandes traditions de mobilisation individuelle et collective des Africains Américains : « la tradition d'orientation […] réformiste qui s'appuie sur les institutions du pays pour revendiquer l'égalité de traitement et l'inclusion sociale, et la tradition radicale qui critique sévèrement ces mêmes institutions et réclame une transformation profonde de l'économie et de la société américaines ». C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 13.

[23] La tradition nationaliste noire étatsunienne est très ancienne et plurielle. Il en existe de nombreuses interprétations auxquelles nous ne pouvons pas rendre justice ici, mais pour un éclairage succinct, nous le définirons comme une tradition intellectuelle et politique qui appelle de ses vœux le développement autonome de la communauté noire. Le terme « séparatiste » a souvent été utilisé, par opposition à la tradition intégrationniste (voir *supra.*) pour critiquer les militants nationalistes noirs à la fin des années 1960 qui rejetaient le dialogue interraciale et l'intégration des Noirs dans la société dominante comme stratégie et objectif principal du mouvement de libération. Les nuances à ces brèves définitions sont bien sûr nombreuses. Nous nous attacherons justement à rendre toute cette complexité dans la synthèse de l'historiographie du mouvement ainsi qu'au cours de cette thèse. C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.* O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power, op. cit*.

[24] Peniel E. Joseph, « Black Liberation Without Apology: Reconceptualizing the Black Power Movement », *The Black Scholar*, vol. 31, nº3/4, 2001, p. 2-19. Peniel E. Joseph, *Waiting 'Til the Midnight Hour: A Narrative History of Black Power in America*, New York, Henry Holt and Company, 2006. De même, l'historien Nikhil Pal Singh parle d'hagiographie et de démonologie pour désigner cette lecture qui voit dans le mouvement Black Power, le déclin du mouvement noir après 1965. Nikhil Pal Singh, *Black Is a Country: Race and the Unfinished Struggle for Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, p. 5. (« from civil rights to black power ; south to north ; nonviolent to violent ; tolerant to divisive ; integrationist to black nationalist ; patriotic to anti-American, all conspiring to fracture the movement, undermine political support, and create widespread public backlash against what were now seen as excessive black demands »).

[25] O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power*, *op. cit.*, p. 23.

Comme l'ont montré les historiens du nationalisme noir et du mouvement *Black Power* (surtout à partir des années 2000), ce récit est trop simplificateur et omet la continuité de la lutte avant et après 1965, y compris dans le Sud. Ils se sont donc attachés à remettre en cause cette vision du « jumeau maléfique » et ont au contraire insisté sur la coexistence d'une tendance modérée réformatrice et d'une tendance plus radicale exigeant une remise en cause profonde du système politique et économique américain tout au long du mouvement.

En outre, si la notion de « long mouvement des droits civiques » a été introduite par Jacquelyn Dowd Hall, dans son article fondateur « The Long Civil Rights Movement and the Political Uses of the Past » de 2005, pour inviter les historiens à redéfinir les bornes chronologiques, géographiques et conceptuelles du mouvement des droits civiques au-delà des années 1955-1965[26], ce tournant historiographique avait déjà été amorcé dès les années 1980. Il existe en réalité plusieurs écoles qui adoptent le cadre dit du ou de(s) Long(s) Mouvement(s), aboutissement de plusieurs paradigmes d'interprétation.

Premièrement, dans les années 1980, une première série d'études proposent une nouvelle interprétation du mouvement noir en s'intéressant à la foule d'anonymes qui y a participé.

C'est à ce moment-là que l'expression « Black freedom struggle » a été popularisée par Clayborne Carson. Celui-ci fait partie d'une génération d'historiens et de sociologues qui, dans les années 1980 et 1990, mettent l'accent sur les mouvements indigènes et les participants au mouvement de masse au niveau local (la « base », les *grassroots*, *local people*)[27]. C'est ce qui a parfois été appelé « le tournant local ». En 1986, Carson rejette le terme de « droits civiques » car pour lui, celui-ci présuppose l'existence d'un mouvement unique coordonné au niveau national et ayant pour unique but l'adoption de réformes fédérales pour l'obtention des droits civiques. Au contraire, selon lui, il s'agissait avant tout de mouvements locaux, qui n'étaient pas coordonnés au niveau national et qui dépassaient largement la simple obtention de réformes au niveau national. Carson va même jusqu'à

[26] Jacquelyn Dowd Hall, « The Long Civil Rights Movement and the Political Uses of the Past », *The Journal of American History*, vol. 91, nº4, 2005, p. 1233-1263.
[27] David J. Garrow, *Protest at Selma: Martin Luther King Jr. and the Voting Rights Act of 1965*, New Haven, Yale University Press, 1978 ; William Chafe, *Civilities and Civil Rights* : *Greensboro, North Carolina, and the Black Struggle for Freedom,* Oxford, Oxford University Press, 1980 ; Robert J. Norrell, *Reaping the Whirlwind: The Civil Rights Movement in Tuskegee*, New York, Knopf, 1985. John Dittmer, *Local People: The Struggle for Civil Rights in Mississippi*, Urbana, University of Illinois Press, 1994. Charles M. Payne, *I've Got the Light of Freedom: The Organizing Tradition and the Mississippi Freedom Struggle*, Berkeley, University of California Press, 1995. Adam Fairclough, *Race & Democracy: The Civil Rights Struggle in Louisiana, 1915-1972*, Athens, University of Georgia Press, 1995.

affirmer que ces réformes n'étaient nullement l'objectif principal de ces mouvements locaux qui s'attaquaient en premier lieu à des problématiques locales (pouvoir politique, accès à l'emploi). Ces mouvements locaux développèrent donc leurs propres objectifs et stratégies adaptés à leurs contextes, qui n'avaient pas pour but premier de faire changer l'opinion publique du pays[28]. En outre, Carson introduit déjà, par ce concept, l'idée d'une continuité du mouvement après 1965, puisque les objectifs locaux n'étaient pas atteints : « la notion d'une *black freedom struggle* aux objectifs multiples suggère justement, par opposition [à la notion de mouvement pour les droits civiques], qu'il y avait une forte continuité entre les périodes avant et après 1965[29] ».

À la même période, les historiens du syndicalisme du New Deal ont montré la convergence du mouvement ouvrier et du mouvement des droits civiques, ce que l'historien Robert Korstad a appelé le *civil rights unionism*[30] que nous traduisons par « le syndicalisme des droits civiques » comme étant en réalité la première phase du mouvement des droits civiques des années 1954-1965, et non pas sa « préhistoire »[31].

Par la suite, au début des années 2000, la formalisation de l'approche du « long mouvement des droits civiques » de Jacquelyn Dowd Hall (pour laquelle elle est systématiquement citée), s'inscrit en fait dans les travaux d'une génération de chercheurs qui approfondissent davantage cette reconceptualisation. Tout d'abord, c'est l'historien Nikhil Pal Singh qui est le premier à théoriser la nécessité de prolonger la périodisation, en proposant la notion de « longue ère des droits civiques » du New Deal à la Grande Société de Johnson[32]. Par ailleurs, à la suite de Carson, les historiens Jeanne Theoharis et Komozi Woodard prônent l'utilisation du concept de « Black freedom movement » (mouvement de libération noire) car ce terme permet d'englober la lutte des Africains Américains pour la justice et l'égalité dans toute sa diversité en dépassant ainsi la dichotomie entre mouvement pour les droits civiques et

[28] Clayborne Carson, « Civil Rights Reform and the Black Freedom Struggle », dans Charles W. Eagles (dir.), *The Civil Rights Movement in America*, University Press of Mississippi, 1986, p. 23-24.
[29] « […] the notion of a black freedom struggle seeking a broad range of goals suggests, in contrast, that there was much continuity between the period before 1965 and the period after ». *Ibid.*, p. 27.
[30] Robert Korstad, *Civil Rights Unionism: Tobacco Workers and the Struggle for Democracy in the Mid-Twentieth-Century South*, University of North Carolina Press, 2003.
[31] Robert Korstad et Nelson Lichtenstein, « Opportunities Found and Lost: Labor, Radicals, and the Early Civil Rights Movement », *The Journal of American History*, vol. 75, n°3, décembre 1988, p. 786.
[32] « Bracketed by Roosevelt's New Deal and Johnson's Great Society, what I call the long civil rights era ». Nikhil Pal Singh, *Black Is a Country: Race and the Unfinished Struggle for Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, p. 6.

mouvement *Black Power*[33]. Surtout, ils défendent l'abandon d'une distinction jugée trompeuse et artificielle entre le Nord et le Sud et enjoignent les chercheurs à étudier les mobilisations dans le Nord (compris comme tout sauf le Sud, c'est-à-dire l'Ouest, le Midwest et le Nord-Est)[34].

En parallèle, de nouvelles études sur le Black Power (*Black Power Studies*) se développent de manière significative. Peniel Joseph propose de dédiaboliser la mouvance Black Power et met en avant les contributions de ce dernier, jusqu'ici négligées et invisibilisées selon lui, à ce qu'il nomme « l'ère des Droits Civiques et du Black Power » (« Civil Rights-Black Power era »). Il affirme que ces deux mouvements, loin d'être mutuellement exclusifs et antagonistes, sont deux « branches distinctes […] d'un même arbre généalogique » et forment « une mosaïque complexe ». Il théorise, en outre, la notion de « Long Mouvement Black Power » (« the Long Black Power Movement »), soulignant que les racines du radicalisme noir sont anciennes et qu'il faut également repériodiser le mouvement Black Power[35].

Enfin, plus récemment, dans les années 2010, le concept de « Long Mouvement de libération noire » (« Long Black Freedom Movement »), parfois au singulier, parfois au pluriel, s'est imposé dans l'historiographie du mouvement noir du XXe siècle, résultant d'une synthèse des évolutions historiographiques précédemment évoquées. Yohuru Williams explique que ce « terme parapluie » (au singulier) permet de désigner des mouvements de libération noire très divers d'ampleurs locales, nationales ou internationales dont l'objectif était de s'attaquer aux inégalités raciales[36]. De nombreux historiens ont ainsi choisi d'élargir la focale, retraçant l'évolution du mouvement dans ses tendances radicales et modérées des

---

[33] Jeanne Theoharis et Komozi Woodard (dir.), *Freedom North: Black Freedom Struggles Outside the South, 1940-1980*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 352. Hasan Kwame Jeffries, « 4. Black Freedom Movement » dans Erica R. Edwards, Roderick A. Ferguson et Jeffrey O.G. Ogbar (dir.), *Keywords for African American Studies*, New York : New York University Press, 2018, p. 22-27. Y. Williams, *Rethinking the Black Freedom Movement*, *op. cit.*

[34] À leur suite, de nombreuses études se sont attachées à étudier le mouvement de libération noire dans le Nord et l'Ouest. Sur l'Ouest voir : Robert O. Self, *American Babylon* ; Donna Murch, *Living for the City: Migration, Education, and the Rise of the Black Panther Party in Oakland*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010 ; Josh Sides, *L.A. City Limits: African American Los Angeles from the Great Depression to the Present*, Berkeley, University of California Press, 2003. Sur le Nord voir : M. Countryman, *Up South*, *op. cit.* ; Thomas Sugrue, *Sweet Land of Liberty: The Forgotten Rights in the North*, New York, Random House, New York, 2008.

[35] Peniel E. Joseph (dir.), *The Black Power Movement: Rethinking the Civil Rights-Black Power Era*, New York, Routledge, 2006, p. 4-8. Il cite comme exemples d'ouvrages proposant une repériodisation du mouvement Black Power : Komozi Woodard, *A Nation Within a Nation: Amiri Baraka (LeRoi Jones) and Black Power Politics*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999 et Timothy B. Tyson, *Radio Free Dixie: Robert F. Williams and the Roots of Black Power*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999. Matthew Countryman, cité au début de cette introduction, s'inscrit dans ce renouveau historiographique des *Black Power Studies* de cette époque.

[36] Yohuru Williams, *Rethinking the Black Freedom Movement*, New York, Routledge, 2016, p. xiii.

années 1930 aux années 1970 voire au-delà. D'autres encore proposent une histoire sur la très longue durée en remontant jusqu'au début du mouvement abolitionniste pour finir au XXIe siècle[37]. C'est cette terminologie et ce cadre d'analyse du « Long Mouvement de libération noire » que nous adoptons dans nos travaux, tout en nous efforçant de tenir compte des spécificités et des discontinuités de chaque période et de chaque tendance politique[38].

Nous souhaitons ici replacer le recours à la politique électorale et le combat pour les droits politiques dans un contexte plus large de luttes pour la justice sociale et économique. Ce faisant, nous étudierons pourquoi et de quelle façon la politique électorale figurait en bonne place des répertoires d'action d'acteurs de différents courants idéologiques, classes sociales et zones géographiques. Le concept de répertoire d'action, théorisé par l'historien Charles Tilly, désigne l'éventail limité des modes d'actions collectives à la disposition d'un groupe contestataire à un moment et dans un lieu donnés, mais aussi celles qui sont pensables et acceptables par ce groupe[39]. Dans le contexte de notre étude post-Jim Crow sur un État du Sud, nous estimons donc que la politique électorale constituait un mode d'action contestataire et une forme de résistance.

---

[37] Adam Fairclough, *Better Day Coming: Blacks and Equality, 1890-2000*, New York, Viking Penguin, 2001. Stephen Tuck, *We Ain't What We Ought to Be: The Black Freedom Struggle from Emancipation to Obama*, Cambridge, Harvard University Press, 2010 ; Pap Ndiaye, *Les Noirs américains : En marche pour l'égalité*, Paris, Découvertes Gallimard, 2009 ; Pap Ndiaye, *Les Noirs américains. De l'esclavage à Black Lives Matter*, Paris, Tallandier, 2021 ; Nicole Bacharan, *Les Noirs américains. Des champs de coton à la Maison-Blanche*, Paris, Perrin, 2010 ; D. Diallo, *Histoire des Noirs aux États-Unis*, *op. cit.* ; cités dans C. Rolland Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 435-436 qui adopte elle-même cette approche en finissant sur le mouvement *Black Lives Matter* contemporain. Voir également : Robin Kelley et Earl Lewis (éds), *To Make Our World Anew : A History of African Americans*, New York, Oxford University Press, 2000 et plus récemment Ibram X. Kendi et Keisha N. Blain (éds), *Four Hundred Souls: A Community History of African America, 1619-2019*, New York, Random House, 2021. Pour une approche sur le temps long mêlant histoire des Africains Américains et des Latinx voir Paul Ortiz, *An African American and LatinX History of the United States*, Boston, Beacon Press, 2018.

[38] Nous souscrivons à certaines des critiques des historiens Sundiata Keita Cha-Jua et Clarence Lang dans leur célèbre essai à propos des écoles historiographiques dites du Long Mouvement. Ces derniers mettent en garde contre le risque d'adopter une perspective totalisante et anhistorique. Ils soulignent également la spécificité du Sud d'un point de vue historique, structurelle et idéologique, ce qui favorisa ou contraignit l'agentivité des Africains Américains au sein de leurs mouvements. Enfin, nous serons attentifs à ne pas confondre la forme (les modes d'action) et le fond (l'idéologie, les discours et les objectifs à long terme). « Black liberals, nationalists, and radicals have organized against the multiple forms of racial oppression and utilized similar tactics, but that does not mean that their conceptions of "black freedom" were identical. What Theoharis and Woodard and other Long Movement advocates miss is that *ideology*, *discourse*, and *long range objectives* matter as much, if not more, than the specific inequities challenged, or the particular means employed toward those ends ». Sundiata Keita Cha-Jua et Clarence Lang, « The "Long Movement" as Vampire. Temporal and Spatial Fallacies in Recent Black Freedom Studies », *Journal of African American History*, vol. 92, n°2, 2007, p. 274-275.

[39] Par « pensables » et « acceptables », nous faisons ici référence à l'idéologie et à l'identité collective du groupe contestataire qui limitent le choix des modes d'action. En outre, « la position structurelle des participants dans la société, qui détermine leur accès ou non à des formes conventionnelles de présentation des revendications, les ressources à leur disposition, et leurs compétences, contribueront également à rendre certains modes d'action plus susceptibles d'utilisation que d'autres ». Cécile Péchu, « Répertoire d'action » dans Olivier Fillieule, Lilian Mathieu et Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 459. Charles Tilly, *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986. Charles Tilly, *Regimes and Repertoires*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

1.2. Les stratégies électorales et les élus africains-américains après 1965

Stratégies électorales, études urbaines et Black Power

Notre étude cherche ainsi à réévaluer le rôle de la politique électorale comme stratégie de conquête du pouvoir politique et le rôle des candidats et élus noirs après 1965. La plupart des études en histoire et en sciences politiques sur les tentatives de conquête du pouvoir politique les qualifient d'échecs ou de victoires pyrrhiques[40]. De nombreux travaux en études urbaines ont documenté l'impact limité de l'action des maires Africains Américains élus après 1965, allant jusqu'à affirmer que ces derniers héritèrent de « villes mourantes[41] ». Plusieurs facteurs expliquent ces limites : la baisse des recettes fiscales en raison de la fuite des Blancs vers les banlieues (*white flight*), le climat de plus en plus conservateur du pays, les contraintes politiques pour satisfaire leur électorat et la priorité donnée aux renouveaux urbain et économique censés « ruisseler » sur l'ensemble de la population[42].

Comme indiqué précédemment, nous abordons le recours à la politique électorale du point de vue des acteurs du mouvement de libération noire, après 1965. Dans les cas des luttes électorales pour les mairies, le contrôle politique des municipalités paraissait essentiel aux

[40] Ces constats posent la question des critères utilisés pour évaluer ce qui relève d'un échec ou non, d'une victoire pyrrhique et pour qui. Nous sommes conscients que le rôle de la politique électorale dans le mouvement noir s'inscrit dans des débats politiques qui imprègnent les discussions dans les champs de l'historiographie et de la science politique. Nous souhaitons, dans cette étude, faire un pas de côté, et plutôt que de nous focaliser sur la notion d'échec, nous nous intéresserons aux positionnements des différents acteurs vis-à-vis de la politique électorale et de leurs effets. Dans cette même veine, nous souhaitons nuancer la théorie dite du « hollow prize » en études urbaines, comme nous l'expliquerons plus en détail au Chapitre 3.

[41] J. Adler et D. Colburn estiment que les maires Africains Américains devinrent « les soignants de villes mourantes » (« caretakers of dying cities »). J. Adler et D. Colburn (dir.), *African-American Mayors*, *op. cit.*, p. 69-70.

[42] Sur la thèse de la démobilisation et de la dé-radicalisation du mouvement en raison de l'accent mis sur les stratégies de conquêtes électorales voir : Cedric Johnson, *Revolutionaries to Race Leaders: Black Power and the Making of African American Politics*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007. Manning Marable, *Race, Reform, and Rebellion: The Second Reconstruction in Black America, 1945-1990*, Jackson, University Press of Mississippi, 1990 [1984]. Adolph Jr. Reed, *Stirrings in the Jug: Black Politics in the Post-Segregation Era*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999. Pour une analyse nuancée et globale des conditions d'arrivée au pouvoir des maires noirs après 1965 et sur les politiques qu'ils ont menées, voir : Jeffrey Adler, David R. Colburn (dir.), *African American Mayors: Race, Politics and the American City*, Champaign, University of Illinois Press, 2001 et J. Phillip Thompson III, *Double Trouble: Black Mayors, Black Communities, and the Call for a Deep Democracy*. New York, Oxford University Press, 2005.

militants du mouvement, car les maires pesaient lourds dans l'appareil du Parti démocrate, contrôlaient les mesures anti-pauvreté et le développement économique, financé par le gouvernement fédéral.

Au tournant des années 2000, rompant avec l'accent mis sur l'impact culturel du *Black Power*, les historiens de ce mouvement ont montré à quel point la quête de succès électoraux fondés sur des coalitions politiques *grassroots*[43] au niveau local constitue un axe de recherche majeur. Hasan Kwame Jeffries souligne que le concept politique *Black Power* a justement émergé en 1966 à partir de stratégies électorales indépendantes et radicales au niveau local développées par les militants du Student Nonviolent Coodinating Committee (SNCC), sous l'égide de Stokely Carmichael dans le comté de Lowndes dans l'Alabama. Les stratégies électorales étaient d'ailleurs un des cœurs d'activités du SNCC depuis ses débuts. Leur objectif était de parvenir à contrôler les programmes de lutte contre la pauvreté et lutter contre le suprématisme blanc et ainsi défendre ce qu'il appelle « les droits de la liberté » (« freedom rights »)[44]. Selon Jeffries, le slogan « Black Power » signifiait avant tout organiser des bases indépendantes de pouvoir, sous la forme d'un tiers parti politique, la Lowndes County Freedom Organization (LCFO), puisque les structures en place, notamment électorales, ne leur permettaient pas de participer aux processus de décision[45]. Cet investissement dans les stratégies électorales pour parvenir au contrôle des institutions (*community control*) se retrouve, comme nous le verrons, dans le tournant opéré par le Black Panther Party au début des années 1970, lui-même inspiré par le LCFO[46]. La recherche d'une indépendance politique, qui traverse toute notre étude, prit diverses formes : candidatures indépendantes ou

[43] Littéralement « à la racine des herbes », ce terme est très difficilement traduisible en français car, tout comme le terme *community*, il « occupe une place essentielle dans l'imaginaire politique étatsunien » et renvoie à « l'image d'un groupe qui existe en dehors de, et précède, des identités et des intérêts extérieurs ». Clément Petitjean, *Des professionnel·le·s de la représentation populaire. Les community organizers à Chicago*, Thèse de doctorat en sociologie, Guyancourt, Université Paris-Saclay, 2019, p. 39. Nous emploierons le terme en anglais, ou nous parlerons de base militante et de militantisme de terrain (par opposition donc aux cadres et structures hiérarchiques d'organisations politiques).

[44] Hasan Kwame Jeffries, *Bloody Lowndes: Civil Rights and Black Power in Alabama's Black Belt*, New York, NYU Press, 2009.

[45] Hasan Kwame Jeffries, « SNCC, Black Power, and Independent Political Party Organizing in Alabama, 1964-1966 », *The Journal of African American History*, vol. 91, n°2, printemps 2006, p. 171-174.

[46] Robert O. Self, *American Babylon: Race and the Struggle for Postwar Oakland*, Princeton, Princeton University Press, 2005. Yohuru Williams with *Black Politics/White Power: Civil Rights, Black Power, and the Black Panthers in New Haven*, New York, Wiley-Blackwell, 2000. Heather Ann Thompson with *Whose Detroit?: Politics, Labor, and Race in a Modern American City*, Ithaca, Cornell University Press, 2004.

contre l'avis du Parti démocrate, créations de *caucus*[47], organisations de convention politiques noires, tentatives de partis indépendants.

En outre, l'investissement dans la politique électorale est une constante du mouvement sur le temps long, depuis l'abolition de l'esclavage. Comme le souligne Caroline Rolland-Diamond, « tout au long de l'histoire des Noirs américains depuis l'émancipation, une part essentielle de l'activisme a consisté à obtenir un logement décent et un emploi suffisamment rémunérateur, et à conquérir le pouvoir politique nécessaire pour y parvenir[48] ». Dans leur article pionnier de 1988, Robert Korstad et Nelson Lichstenstein expliquent que les militants du syndicalisme des droits civiques des années 1940 estimaient qu'il était essentiel de s'investir dans la politique électorale pour influer sur le processus de décision, et non pas uniquement dans une logique de renouvellement du personnel politique.

De façon plus générale, la priorité accordée à la conquête du pouvoir politique à partir de 1965 est bien sûr centrale dans les interprétations plurielles du mot d'ordre du Black Power par les acteurs eux-mêmes.

Les militants du Black Power espéraient s'attaquer aux causes structurelles de l'oppression raciale en exigeant « le pouvoir de contrôler les décisions et les ressources qui affectaient les conditions de vie des Noirs américains[49] ». Très hétérogènes et protéiformes, les mouvements se réclamant du Black Power interprétaient la conquête du pouvoir politique noir de différentes manières : séparatisme et nationalisme culturel pour les uns ; étape vers une révolution socialiste et refonte du système politique et économique étatsunien pour les autres (tradition radicale) ; intégration dans le système politique (courant réformiste et intégrationniste), ou encore capitalisme noir, pour d'autres encore. Le cadre d'analyse posé par Rhonda Williams nous semble particulièrement riche pour comprendre ce qui unissait ces différentes interprétations du Black Power. Selon elle, celles-ci avaient pour point commun un « continuum de demandes concrètes », qui produisit « des mouvements en quête de droits et de pouvoir, animés par des idéologies et des objectifs pluriels, voire concurrentiels ancrés dans des contextes locaux et politiques particuliers[50] ». C'est justement parce que le mot d'ordre du Black Power était particulièrement malléable et sujet à des interprétations, et donc des mises en œuvre plurielles, que notre étude choisit de s'intéresser à une diversité d'acteurs

[47] Dans ce contexte, les *caucus* désignent des organisations de responsables politiques ou de *leaders* qui ont pour but d'influer sur le champ législatif et électoral.
[48] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 14-15.
[49] Rhonda Y. Williams, *Concrete Demands: The Search for Black Power in the 20th Century*, New York, Routledge, 2015, p. 4.
[50] *Ibid.*, p. 5.

qui se sont saisis, de manières différentes, des stratégies électorales, tout au long de notre période.

Réévaluer la place des femmes africaines-américaines dans l'arène politique et électorale

Les premiers ouvrages d'historiographie ont passé sous silence et minimisé le rôle politique des femmes au sein du mouvement de libération noire : angle mort remis en question par l'historiographie depuis les premières études locales des années 1980. De nombreuses études ont montré à quel point il était essentiel de redonner toute leur place aux femmes dans le mouvement, car cela permet une meilleure compréhension de celui-ci. Une partie de la littérature a ainsi analysé leurs contributions indispensables au fonctionnement des organisations noires dominés par les hommes (en raison de la segmentation de l'activité militante traditionnelle, celles-ci étaient souvent reléguées aux tâches liées à la domesticité et au lien communautaire)[51].

Toutefois, à la suite d'Evelyn Simien, nous insistons sur le fait que les femmes africaines-américaines étaient impliquées, de longue date, dans la lutte pour diverses formes de changement institutionnel, afin de remédier aux inégalités produites par un système de domination (qui reposait sur l'obstruction à l'exercice du droit de vote)[52]. Ces dernières jouèrent un rôle majeur dans les campagnes d'inscriptions sur les listes électorales et dans les opérations d'incitation au vote (*get out the vote*). En outre, les femmes noires ne jouèrent pas uniquement le rôle de « bridge builders », mais furent des chefs de file de mouvements, y compris, dans certains cas, dans le rôle traditionnel de *leader* charismatique[53]. *A fortiori*, les compétences acquises par les femmes africaines-américaines au sein des organisations du mouvement avant 1965 ont pu être transférées directement dans la sphère électorale[54]. Un apport de cette thèse est donc de mettre en lumière le rôle des femmes noires dans le champ électoral, comme le préconisent Linda Faye Williams[55] et Jeffrey Adler et David Colburn[56].

[51] Christina Greene, *Our Separate Ways: Women and the Black Freedom Movement in Durham, North Carolina*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2005. C. Rolland Diamond, Black America, *op. cit.*
[52] Evelyn Simien, *Historic Firsts*, *op. cit.*, p. 8.
[53] Evelyn Simien et Danielle McGuire, « A Tribute to the Women: Rewriting History, Retelling Herstory in Civil Rights », *Politics and Gender*, vol. 10, n°3, septembre 2014, p. 420.
[54] L. Williams, « The Civil Righs-Black Power Legacy », *op. cit.,* p. 316.
[55] Linda Faye Williams, « The Civil Rights-Black Power Legacy: Black Women Elected Officials at the Local, State and National Levels » dans Bettye Collier-Thomas, V.P. Franklin, Sisters (éds.) *Sisters in the Struggle: African American Women in the Civil Rights-Black Power Movement*, New York, New York University Press, 2001.

Nous nous intéresserons tout aussi bien aux candidates noires battues aux élections qu'aux élues noires. Retracer leurs parcours en politique permet justement de remédier à leur relégation au second plan du champ politique conventionnel, dominé par les hommes.

Politiques locales à différentes échelles et géographie de la citoyenneté

En outre, si les études sur les premiers maires africains-américains des grandes villes étatsuniennes, et en particulier celles du Midwest et de la côte Ouest, sont nombreuses, on en compte assez peu sur de plus petites villes et en particulier celles du Sud[57]. Notre étude s'attachera aussi à montrer l'importance des conseillers municipaux, des commissaires de comté et des élus noirs aux assemblées d'État ou au Congrès, car, comme le souligne l'historienne Greta de Jong, « le pouvoir de faire les lois et de mettre en œuvre des politiques […] est en fait le pouvoir de distribuer les ressources »[58]. Or, dans le Sud, le régime d'oppression raciale s'est justement construit sur la confiscation du pouvoir politique des Africains Américains. Il nous semble ainsi d'autant plus important d'analyser les mobilisations électorales et les pratiques des élus noirs dans cette région, à l'aune de la longue histoire du racisme systématique dans le Sud des États-Unis.

Au niveau local, l'historienne Esther Cyna a montré à quel point les gouvernements de comté en Caroline du Nord jouent un rôle crucial dans la répartition et l'accaparement des ressources dédiées à l'éducation, notamment en jouant avec les limites géographiques des systèmes scolaires, et ainsi dans la fabrique de l'espace comme générateur d'inégalités raciales[59]. Concernant les gouvernements municipaux, le conseil joue un rôle important car c'est lui qui vote la politique locale et le budget, le maire n'ayant parfois qu'un rôle

---

[56] J. Adler et D. Colburn (éds), *op. cit.* Le nombre d'élues noires est passé de 160 élues noires au niveau local en 1970 à 2 586 en 1996.

[57] Tels que Carl Stokes maire de Cleveland (Ohio) de 1967 à 1971 ; Richard Hatcher, maire de Gary (Indiana) de 1968 à 1988 ; Charles Evers, maire de Fayette (Mississippi) de 1969 à 1981 et de 1985 à 1989 et Maynard Jackson, maire d'Atlanta (Géorgie) de 1974 à 1982 et de 1982 à 1994. Outre J. Adler et D. Colburn, *African-American Mayors*, *op. cit.*, voir : Leonard N. Moore, *Carl B. Stokes and the Rise of Black Political Power*, Champaign, University of Illinois Press, 2003. Jessica Ann Levy, « Selling Atlanta: Black Mayoral Politics from Protest to Entrepreneurism, 1973 to 1990 », *Journal of Urban History*, vol. 41, n°3, 2015, p. 420-443. Augustus Wood, « Chapter Two. The Black Urban Regime Strikes Back: Retrenchment, Repression, and the Roots of Gentrification in Atlanta » dans Augustus Wood, *Class Warfare in Black Atlanta: Grassroots Struggles, Power, and Repression Under Gentrification*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2025.
Marcus D. Pohlmann, « Black Mayors in Large Cities: A Historical Perspective » dans Gayle T. Tate et Lewis A. Randolph (dir.), *The Black Urban Community: From Dusk Till Dawn*, New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 398-412.

[58] Greta de Jong, *Invisible Enemy: The African-American Struggle after 1965,* Chichester, Wiley-Blackwell, 2010, p. 2.

[59] Esther Cyna, *Shortchanged: Racism, School Finance and Educational Inequality in North Carolina, 1964-1997*, Thèse de doctorat en civilisation américaine, Paris, Université Sorbonne Nouvelle, 2021.

honorifique. La plupart des municipalités de plus de 5 000 habitants en Caroline du Nord ont un système dit *council-manager* où le conseil municipal nomme un gestionnaire chargé de mettre en œuvre les politiques municipales votées par le conseil[60]. Nous nous intéresserons ainsi à la fois au positionnement des élus et candidats africains-américains par rapport au mouvement de libération noire et à l'évolution de ses objectifs mais aussi aux politiques mises en place au niveau local concernant la distribution des ressources, les politiques de rénovation urbaine, les politiques éducatives et les politiques d'*affirmative action*[61] pour les emplois municipaux notamment. Les luttes autour des politiques municipales de zonage sont essentielles dans la fabrique de la ségrégation résidentielle et du racisme environnemental aux États-Unis et feront ainsi l'objet d'une analyse approfondie tout au long de cette étude[62].

De même, les questions de délimitation des municipalités sont au cœur des enjeux étudiés que ce soit à travers l'annexion de banlieues blanches pour diluer l'influence du vote des Noirs ou au contraire à travers le refus d'incorporer des zones résidentielles historiquement noires et délibérément maintenues en dehors des municipalités pour ne pas avoir à les intégrer aux infrastructures publiques municipales essentielles (eau, évacuation des eaux usées, routes, etc.). Le géographe Charles S. Aiken a appelé ce phénomène « municipal underbounding » que l'on pourrait traduire par exclusion municipale[63]. À sa suite, une riche littérature en géographie, en droit et dans le champ des études environnementales s'est développée sur cette question[64]. Envisager cette exclusion spatiale et raciale privant les

[60] « Know Your North Carolina Government », North Carolina Voter Education Project, NCF Records, Carton 67, Dossier 708.

[61] Nous choisissons de ne pas traduire le terme *affirmative action*, afin d'éviter les connotations negatives parasites induites par le mot « discrimination » en français.

[62] Sur la question du zonage comme enjeu crucial pour les inégalités raciales et la fabrique de l'espace aux États-Unis voir : Sonia Hirt, *Zoned in the USA: The Origins of Implications of American Land-Use Regulation*, Ithaca, Cornell University Press, 2015 ; Andrew H. Whittemore, « The Experience of Racial and Ethnic Minorities with Zoning in the United States, » dans *Journal of Planning Literature*, vol. 32, n°1, décembre 2016 et Charles E. Connerly, « From Racial Zoning to Community Empowerment: The Interstate Highway System and the African American Community in Birmingham, Alabama, » dans *Journal of Planning Education and Research*, vol. 22, n°2, 2002, p. 99-114.
Le concept de « racisme environnemental » quant à lui a justement émergé dans les années 1980 en Caroline du Nord à la suite de la campagne locale et nationale contre la construction d'une décharge toxique dans le comté à large majorité noire de Warren, unissant explicitement pour la première fois mouvement pour l'égalité raciale et mouvement pour la défense de l'environnement sous la bannière de la lutte pour la « justice environnementale ». Eileen McGurty, *Transforming Environmentalism: Warren County, PCBs, and the Origins of Environmental Justice*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 2009 [2007], p. 11, p. 15 ; p. 19-20.

[63] Charles S. Aiken, « Race as a Factor in Municipal Underbounding », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 77, n°4, décembre 1987, p. 564-579.

[64] Voir : Michelle Wilde Anderson, « Cities Inside Out: Race, Poverty, and Exclusion at the Urban Fringe », *UCLA Law Review*, vol. 55, 2008. Joyner A. Parnell *et al., The Persistence of Political Segregation: Racial Underbounding in North Carolina*, Mebane, Cedar Grove Institute for Sustainable Communities. Danielle M. Purifoy, « North Carolina [Un]incorporated: Place, Race, and Local Environmental Inequity », *American Behavioral Scientist*, vol. 65, n°8, 2021, p. 1075-1076. E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.,* p. 48-49. J. H. Johnson

Africains Américains de leur voix au chapitre – les empêchant ainsi de remettre en cause le *statu quo*, tout en permettant un accaparement des ressources sous le prisme d'une « géographie de la citoyenneté »[65] pour laquelle les militants locaux se sont battus – constitue ainsi un axe important de notre étude.

Enfin, nous verrons comment la présence d'élus africains-américains à l'assemblée de l'État fut aussi particulièrement cruciale lors des batailles autour des redécoupages électoraux et des modifications des lois régissant les élections dans les années 1980 et 1990.

Stratégies électorales et sociologie des mouvements sociaux

Si ce travail s'inscrit avant tout dans le champ disciplinaire de l'histoire (histoire politique, histoire des mouvements sociaux, histoire africaine-américaine et histoire juridique principalement), nous empruntons certains concepts à la sociologie électorale et la sociologie des mouvements sociaux. Les concepts de répertoire d'action (voir *supra*) et de structure des opportunités politiques sont ceux que nous avons mobilisés prioritairement. La structure des opportunités politiques fournit un outil analytique utile pour comprendre les contraintes, mais aussi les possibilités, qui favorisent certains modes d'action plutôt que d'autres[66]. En l'occurrence, dans le cas de notre étude, l'adoption du *Voting Rights Act*, puis l'évolution de sa jurisprudence, constituent des facteurs d'ouverture du système de représentation politique, favorisant la politique électorale comme mode d'action privilégié.

De plus, nous espérons contribuer modestement à apporter des éclairages aux débats propres à ces champs disciplinaires (concernant l'issue des mouvements sociaux et l'interaction entre les mouvements sociaux et la politique au sein des institutions, notamment). Certains sociologues des mouvements sociaux s'intéressant aux cycles de mobilisation (c'est-à-dire quand et comment un mouvement social débute et s'achève), ont, à ce sujet, développé des cadres théoriques contradictoires. Les victoires électorales suite au mouvement ont été analysées soit comme des signes de démobilisation et de défaite soit au contraire comme une forme d'institutionnalisation et donc de succès[67]. D'autres sociologues

---

et al., « Racial Apartheid in a Small North Carolina Town », *The Review of Black Political Economy*, vol. 31, n°4, 2004, p. 89-107.

[65] Terme tiré de D. Purifoy, « North Carolina [Un]incorporated », *op. cit.*, p. 1076.

[66] Anne-Cécile Douillet, *Sociologie politique. Comportements, acteurs, organisations*, Paris, Armand Colin, 2017, p. 116. Doug McAdam, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, 1982.

[67] Marco Giugni, Doug McAdam et Tilly Charles (éds.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999. William Gamson, Doug McAdam et Charles Tilly (éds), *From Contention to Democracy*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 1998. Doug McAdam et Sidney Tarrow, « Ballots

se sont attachés à analyser l'influence mutuelle exercée par les mouvements sociaux et les partis politiques[68]. Enfin, plus récemment, le sociologue Kenneth T. Andrews a analysé l'impact historique des stratégies politiques électorales sur le mouvement noir de libération au Mississippi. Il a ainsi démontré la pertinence du modèle de l'infrastructure du mouvement (« the movement infrastructure model ») qui postule que l'élaboration d'organisations militantes locales permet de poursuivre des buts multiples combinant à la fois des tactiques à l'intérieur et à l'extérieur du système (« insider/outsider tactics ») sur le long terme. À rebours de l'idée de deux répertoires entièrement distincts, nous entendons prolonger les conclusions d'Andrews selon lesquelles il n'y a pas forcément eu de transition « 'from protest to politics', [i.e] from disruptive to routine strategies » mais que ces deux types de stratégies sont interconnectées et ont continué à être utilisées simultanément dans le cas du Mississippi[69]. C'est ce que nous chercherons à montrer dans le cas de la Caroline du Nord.

Élus africains-américains et histoire de la transformation du Parti démocrate

Un autre apport de ce manuscrit concerne le Parti démocrate dans le Sud : comment l'adoption de telles stratégies électorales, par les militants *grassroots*, par les personnalités politiques aspirant à faire carrière et par leurs alliés, bouleversa-t-elle les dynamiques et les institutions du Parti démocrate, au niveau local, dans cet État du Sud ? La période sur laquelle porte notre étude voit, en effet, une reconfiguration en profondeur du système partisan étatsunien en deux étapes, entraînant tensions et négociations. Dans cet esprit, cette étude s'efforce de faire état de toute la complexité et de l'ambivalence de l'alliance entre les candidats ou les élus Africains Américains et l'appareil du Parti démocrate. Ce faisant, nous espérons aussi contribuer à la littérature sur l'évolution du Parti démocrate[70].

Rallié au Parti démocrate depuis le New Deal, l'électorat noir exigeait désormais une véritable inclusion au sein de l'appareil du Parti, une prise en compte de ses revendications d'égalité et de justice raciale, et la possibilité de faire émerger ses propres représentants. À mesure que les Africains Américains imposèrent un rapport de force avec le Parti démocrate au niveau national et au niveau local, et en particulier dans le Sud, dans le sillage des grandes

---

and Baricades: On the Reciprocal Relationship between Elections and Social Movements », *Perspective on Politics*, vol. 8, n°2, juin 2010, p. 529-542.

[68] Mildred A. Schwartz, « Interactions Between Social Movements and US Political Parties », *Party Politics*, vol. 16, n°5, mars 2010, p. 587-607.

[69] Kenneth T. Andrews, *Freedom is a Constant Struggle: The Mississippi Civil Rights Movement and Its Legacy*, Chicago, University of Chicago Press, 2004, p. 199.

[70] Voir notamment: Michael Kazin, *What It Took to Win: A History of the Democratic Party*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2022. Lance Selfa, *The Democrats: A Critical History*, Chicago, Haymarket Books, 2008.

réformes des droits civiques, l'unité du Parti se fractura. Le Parti démocrate s'appuyait en effet jusqu'à alors sur une coalition, surnommée la « coalition du New Deal », qui rassemblait en son sein des groupes aux intérêts contradictoires autour des politiques de réforme du Président Franklin Delano Roosevelt : les Africains Américains, les ouvriers et les Démocrates blancs sudistes. Le Parti démocrate était donc structuré selon des lignes de fracture régionale. Depuis la fin de la Reconstruction et la confiscation des droits politiques des Noirs, le Parti démocrate était peu ou prou le seul parti politique dans le Sud, c'est ce qu'on a appelé le « Solid South ». Les mouvements sociaux des années 1960 forcèrent le Parti démocrate à enfin adopter des réformes pour mettre fin au régime ségrationniste dans le Sud, ce qui, à terme mit fin à la coalition du New Deal[71]. Comme le rappellent Joshua Guild *et al*., ce sont bien les demandes des Africains Américains de partage de pouvoir au sein de cette coalition démocrate qui conduisirent de nombreux Blancs à rejoindre le Parti républicain à partir de la fin des années 1960[72]. Notre étude montre que ce sont les mobilisations des Africains Américains, à différents échelons locaux (au niveau de l'État, des comtés, et même parfois des *precincts*), après l'adoption du VRA en 1965, qui forcèrent le Parti à un degré d'inclusivité. Nous montrons aussi comment ce réalignement politique fut l'objet de conflits au niveau local, et aboutit à la défection des conservateurs blancs sudistes dans les années 1970, qui préféraient quitter le Parti plutôt que de voter pour des candidats africains-américains.

Pour autant, malgré certains changements au sein du Parti démocrate, de nombreux militants et élus s'estimaient prisonniers du Parti démocrate, qui les tenaient pour acquis et qui continuait de résister à une plus grande transformation politique. Un des conflits qui traverse notre étude concerne le mode de sélection des candidats au sein des primaires démocrates et le refus d'abolir certains mécanismes défavorables aux candidats noirs. Ainsi, nombre des acteurs de notre étude cherchèrent à réformer le Parti de l'intérieur pour pouvoir peser sur son programme et ses nominations, notamment en développant des organisations d'élus noirs ou des organisations hybrides rassemblant militants, figures politiques et élus

[71] Sur l'émergence de la « New Deal coalition », voir : Nancy, J. Weiss, *Farewell to the Party of Lincoln*, Princeton, Princeton University Press, 1983. Steve Fraser et Gary Gerstle (dir.), *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1989. Ira Katznelson, *Fear Itself: The New Deal and the Origins of Our Time*, New York, Liveright, 2013. Sur le délitement de la coalition et le réalignement politique à partir de la fin des années 1960 : Dan T. Carter, *From George Wallace to Newt Gingrich: Race in the Conservative Counterrevolution, 1963-1994,* Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1996. Robert O. Self, *All in the Family: The Realignment of American Democracy since the 1960s*, New York, Hill and Wang, 2012. Mary Edsall et Thomas Edsall, *Chain Reaction: The Impact of Race, Rights and Taxes on American Politics,* New York, Norton, 1991.

[72] Joshua Guild, George Derek Musgrove, Benjamin Talton, Keeanga-Yamahtta Taylor et Leah Wright Rigueur, « Introduction », *The Journal of African American History*, vol. 108, n°3, juin 2023, p. 340.

noirs. Comme nous le verrons, les campagnes en soutien aux candidatures de Jesse Jackson à la présidence en 1984 et 1988 furent des moments de mobilisations majeures pour les organisations de différentes tendances engagées pour la justice et l'égalité raciale.

Une deuxième reconfiguration politique (ou plutôt l'aboutissement de la première), enterra définitivement l'espoir d'un Parti démocrate construit autour d'un programme de justice sociale et raciale ambitieux, porté par une coalition multiraciale de minorités et de travailleurs. Vers la fin des années 1980, sous l'égide du Democratic Leadership Council (initialement mené par des hommes politiques du Sud), le Parti démocrate s'aligna sur l'idéologie conservatrice du Parti républicain. Pour certaines organisations radicales noires, ce glissement vers la droite de l'échiquier politique ne fit que renforcer leur rejet du système bipartisan, et donc leur quête d'indépendance politique et leurs efforts pour créer des instances politiques noires indépendantes. Nous replaçons ces tentatives de coalition et de création d'organisations indépendantes dans la logique historique de la tradition politique noire indépendante. Comme l'a montré Omar Ali, cette tradition existait de longue date au sein de la population africaine-américaine et permit d'obtenir des victoires démocratiques[73].

1.3. Histoire juridique « par le bas »

Cette thèse n'abandonne pas les dimensions institutionnelle et juridique de cette lutte au niveau fédéral. Elle s'inscrit ainsi dans une riche littérature sur l'histoire de l'accès au droit de vote et sur l'impact du *Voting Rights Act*, qui s'est particulièrement développée ces dernières années en raison des attaques et des revirements de la Cour suprême concernant la jurisprudence autour de la loi.

La section 5 de la loi qui obligeait les États du Sud couverts par la loi à obtenir l'autorisation préalable du Ministère de la Justice (*Department of Justice*) avant de modifier leurs règles électorales a été rendu inapplicable par l'arrêt de la Cour de 2013 *Shelby County v. Holder*. La majorité des juges a estimé que les raisons et statistiques historiques utilisées pour justifier cette entorse à la souveraineté des États et donc au fédéralisme n'étaient plus valables presque 40 ans après l'entrée en vigueur de la loi et donc inconstitutionnelles[74]. À la suite de cet arrêt et des attaques contre le droit de vote des

[73] Omar Ali, *In the Balance of Power: Independent Black Politics and Third-Party Movements in the United States*, Athens, Ohio University Press, 2020.

[74] La notion d'entorse au fédéralisme vient des travaux d'Olivier Richomme. Olivier Richomme, « The Voting Rights Act at 50: From Vote Participation to Meaningful Representation », *Transatlantica*, n°1, 2015, disponible en ligne 10.4000/transatlantica.7465 (consulté le 1 juin 2023). Olivier Richomme, *Race and Partisanship in California Redistricting: from the 1965 Voting Rights Act to Present*, Lanham, Lexington Press, 2019, p. 7.

minorités, de nombreux travaux sont parus afin de retracer l'histoire de l'accès au droit de vote et l'histoire jurisprudentielle du VRA. L'objectif de ces travaux était de démontrer l'efficacité de la loi pour permettre aux minorités raciales d'élire des représentants de leur choix et d'exercer leur droit de vote, et par extension la nécessité de préserver les dispositions de la loi. Davidson et Grofman parlent de « révolution à bas bruit » pour qualifier l'impact de la loi[75], Kousser la voit comme la clé de voûte de la Seconde Reconstruction[76].

Notre analyse invite à repenser la chronologie de la lutte pour les droits politique des Noirs. La loi de 1965 n'est pas un point d'arrivée mais au contraire le début d'une bataille pour rendre le droit de vote effectif. De même que « la fin des discriminations légales [ne] constituait [pas] l'égalité[77] », l'adoption du VRA ne constituait pas l'acquisiton du pouvoir politique. Deux tournants sont particulièrement importants pour le comprendre : 1982 et 1986. En 1982, le Congrès amenda la section 2 de la loi qui permettait d'invalider les règles discriminatoires *a posteriori* au terme d'un long processus dans les tribunaux. Cet amendement de la section 2 stipulait désormais qu'il n'était pas nécessaire de montrer que la discrimination résultant des règles électorales était intentionnelle ; il suffisait de montrer que *dans les faits*, l'influence du vote des minorités était affaiblie par ces règles.

Ensuite, en 1986 avec *Thornburg v. Gingles*, la Cour suprême valida l'amendement de la section 2 et l'interprèta comme une obligation pour les États de créer autant que possible des circonscriptions à minorités majoritaires (*majority minority districts*) c'est-à-dire des circonscriptions où les minorités raciales sont majoritaires[78], ce qui conduisit les détracteurs de la loi à dénoncer une forme d'*affirmative action* dans le champ électoral[79]. Ces deux expansions de la loi de 1965 eurent un effet majeur sur l'élection d'élus Africains Américains dans le Sud et donc en Caroline du Nord puisque les organisations des droits civiques et leurs alliés soumirent un grand nombre de plaintes au Ministère de la Justice en vertu de la section 2 nouvellement amendée et interprétée ou de la section 5.

---

[75] Chandler Davidson et Bernard Grofman (dir), *Quiet Revolution in the South: The Impact of the Voting Rights Act, 1965-1990*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

[76] Morgan J. Kousser, *Colorblind Injustice: Minority Voting Rights and the Undoing of the Second Reconstruction*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999. Sur l'histoire du VRA voir aussi : Gary May, *Bending Towards Justice: the Voting Rights Act and the Transformation of American Democracy*, New York, Basic Books, 2013.

[77] Sylvie Laurent, « Le dernier combat de Martin Luther King », *Le Monde diplomatique*, 1er avril 2018, p. 5 cité dans O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power*, *op. cit.*, p. 24.

[78] O. Richomme, « The Voting Rights at 50 », *op. cit.*, §16.

[79] Critique que l'on retrouve dans le célèbre ouvrage controversé de la politologue Abigail M. Thernstrom, *Whose Votes Counts?: Affirmative Action and Minority Voting Rights*, Cambridge, Harvard University Press, 1987 cité dans A. Berman, *Give Us the Ballot*, *op. cit.*, loc 2%.

Ainsi, les années 1980 et 1990 marquèrent un tournant dans la représentation des Africains Américains de l'État avec l'élection en 1992 de deux élus noirs issus de Caroline du Nord à la Chambre des représentants des États-Unis, les premiers depuis la fin de la Reconstruction[80]. Ces évolutions permettent en effet de combattre ce que les auteurs ont appelé les mécanismes de discrimination « de seconde génération », « c'est-à-dire les procédures visant à minimiser (ou diluer) l'influence du vote des minorités »[81]. Ce qui nous intéresse dans cette thèse est non seulement l'influence de ces changements sur les stratégies électorales et l'élection d'élus Africains Américains en Caroline du Nord mais également de voir en amont comment l'action des militants de différentes tendances (pas uniquement membres d'organisations favorisant traditionnellement une approche juridique telle que la National Association for the Avancement of Colored People – NAACP) se sont saisis des outils à leur disposition dans le cadre de cette loi pour forcer le changement des règles électorales et ainsi pouvoir élire les représentants de leur choix.

Au niveau local en particulier, nous verrons quels ont été les enjeux et les conséquences symboliques, politiques et matérielles de l'obtention de l'élection de conseillers municipaux ou de comté par circonscriptions (*district*) et non plus à l'échelle de toute la ville ou de tout le comté (*at-large*). L'échelle locale est donc particulièrement pertinente pour comprendre l'interaction des échelles entre décisions au niveau de la municipal, comtal, fédéré et fédérale. Elle permet aussi de saisir le rôle des militants *grassroots* dans cette bataille autour du VRA et de replacer leurs actions dans un cadre de mobilisation plus large, ce qu'un accent sur les seules décisions de justice au niveau de l'État ou au niveau fédéral ne permet pas.

Enfin, bien avant l'arrêt de 2013, la loi emblématique de 1965 avait été grandement affaiblie avec l'affaire de 1993, *Shaw v. Reno* dans lequel la Cour suprême avait invalidé ce qu'elle appella le « charcutage électoral à visée ethno-raciale » (*racial gerrymandering*)[82], rendant donc inconstitutionnel tout redécoupage électoral à visée uniquement raciale, même pour permettre de créer des circonscriptions à minorités majoritaires. Le cours de l'histoire et la logique du 14e amendement se retrouvaient ainsi inversés puisqu'en adoptant une

[80] Robert Korstad et James Leloudis, *Fragile Democracy: The Struggle over Race and Voting Rights in North Carolina,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2020, loc 50%.
[81] O. Richomme, « The Voting Rights at 50 », *op. cit.*, §1. C. Davidson et B. Grofman, *Quiet Revolution in the South, op. cit.*, p. 380.
[82] L'expression de « charcutage électoral à visée ethno-raciale » pour traduire *racial gerrymandering* est empruntée à Olivier Richomme, *De la diversité en Amérique. Politiques de représentation des minorités ethno-raciales aux États-Unis*, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2013.

rhétorique *colorblind*[83], la Cour invoquait que de tels redécoupages violaient la Clause d'égale protection de la loi (*equal protection clause*)[84] de cet amendement qui avait été adoptée en 1868 pour protéger les citoyens noirs, alors qu'il permettait précisément d'élire des candidats noirs[85]. Ironie ultime de l'histoire, en 1896, le juge de la Cour suprême John Marshall Harlan, dans son *opinion* dissidente[86] contre l'arrêt *Plessy v. Ferguson* (celui-là même qui avait proclamé que la ségrégation était constitutionnelle), avait déclaré : « Notre constitution est *color-blind* et ne reconnaît, ni ne tolère, une hiérarchie entre les citoyens. En ce qui concerne les droits civiques, tous les citoyens sont égaux devant la loi ». Et pourtant, seulement quelques lignes plus haut, Harlan avait déclaré que, dans les faits, « la race blanche » était bien « la race supérieure », simplement elle ne pouvait pas être reconnue comme telle d'un point de vue juridique[87]. Ce faisant, il opérait une distinction claire entre la citoyenneté *en droit* et la citoyenneté *en fait*, la première n'empêchait pas la domination et la subordination d'une catégorie de citoyens sur une autre. On pourrait donc considérer que le retour de l'approche *colorblind* à la Cour suprême dans les années 1990 venait, implicitement, réaffirmer cette distinction.

Ces régressions sur le plan juridique nous confortent dans le prisme analytique (que nous partageons avec d'autres historiens) qui aborde Jim Crow, comme une institution juridique et politique non pas statique et clairement bornée dans le temps, mais en constante

---

[83] Ce concept que l'on peut littéralement traduire comme « aveugle à la couleur de peau » renvoie au refus de prendre en compte des critères raciaux dans l'interprétation de phénomènes sociaux et surtout dans l'élaboration de politiques publiques. Kousser dénonce justement cette approche *colorblind* de la Cour dans les années 1990 comme perpétuant l'injustice raciale. J. M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit*., p. 10. Sur l'émergence de l'idéologie *colorblind* voir notamment : Eduardo Bonilla-Silva, *Racism Without Racists: Color-Blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in America,* Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2010 [2003] ; Sylvie Laurent, *La couleur du marché. Racisme et néolibéralisme aux États-Unis*, Paris, Seuil, 2016 et Tim Wise, *Colorblind: The Rise of Post-Racial Politics and the Retreat from Racial Equity*, San Francisco, City Lights Books, 2010.

[84] L'expression « Clause d'égale protection de la loi » pour traduire *equal protection clause* est également empruntée à O. Richomme, « The Voting Rights at 50 », *op. cit.*

[85] Ari Berman, *Give Us the Ballot: The Modern Struggle for Voting Rights in America*, New York, Farrar, Strauss & Giroux, 2015.

[86] Très difficile à rendre en français, nous choisissons de conserver ce terme en anglais. Il fait référence aux textes rédigés par les juges expliquant le raisonnement juridique de la décision de la Cour. On distingue trois types d'*opinions* : l'*opinion* majoritaire (celle surlaquelle s'accorde la majorité des juges et qui explique le raisonnement de la Cour) ; l'*opinion* dissidente (elle permet au juge d'exprimer son désaccord avec l'*opinion* majoritaire) ; et enfin, l'*opinion* convergente (elle permet au juge d'exprimer son désaccord au raisonnement avancé par la Cour dans l'*opinion* majoritaire, tout en étant d'accord avec la décision finale de celle-ci). Margaux Guillerit, *Étude sur corpus des dynamiques conversationnelles lors des oral arguments de la Cour suprême des États-Unis (2018-2020). Analyse comparative du discours des juges et des avocats*, Thèse de doctorat en linguistique anglaise, Paris, Université Paris Cité, 2024, p. 82.

[87] « But in view of the Constitution, in the eye of the law, there is in this country no superior, dominant, ruling class of citizens. There is no caste here. Our Constitution is color-blind, and neither knows, nor tolerates classes among citizens. In respect of civil rights, all citizens are equal before the law ». *Plessy v. Ferguson*, 163 US 537 (1896) cité dans Kevin Gaines, *Uplifting the Race: Black Leadership, Politics, and Culture in the 20th Century*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 1996, p. xiii.

réinvention et adaptation depuis ses origines[88]. Il nous paraît ainsi essentiel d'interpréter les luttes contre « les vies ultérieures »[89] de Jim Crow comme faisant partie intégrante du Long Mouvement de libération noire[90].

Cette histoire est intrinsèquement liée à l'histoire plus large du suffrage aux États-Unis et à la notion de citoyenneté, comme le souligne, l'historien Alexander Keyssar, dans sa monographie sur la très longue durée : « l'histoire du suffrage aux États-Unis est une histoire d'expansion et de contraction, d'inclusion et d'exclusion, de redirections et de moments charnières, en différents lieux et en différents endroits[91] ». Une autre façon d'aborder l'histoire de la lutte pour le pouvoir politique sur notre période consiste donc à la considérer comme une Seconde Reconstruction et ainsi comme une phase d'un combat beaucoup plus long pour la citoyenneté africaine-américaine depuis la guerre de Sécession et la (Première) Reconstruction[92]. Deuxièmement, si l'accès au suffrage est un critère central dans la définition de la citoyenneté politique, à la suite d'autres chercheuses, nous envisageons la citoyenneté économique comme le corollaire de la citoyenneté politique[93]. Ces concepts nous semblent particulièrement pertinents pour analyser l'enchevêtrement des luttes pour le pouvoir politique et pour le pouvoir économique (ou tout du moins la justice économique). Troisièmement, nous montrerons comment différents acteurs se sont emparés de l'arme juridique dans cette lutte pour la citoyenneté pleine et entière. Nous nous inspirons ici de l'approche de l'histoire juridique « par le bas », développée par l'historienne et juriste Tomiko Brown-Nagin[94]. Dans *Courage to Dissent : Atlanta and the Long History of the Civil*

[88] Esther Cyna, « The Legacy of Jim Crow in School Finance: A Southern Story? », Colloque international « Class, Race and Place in the US South: American Politics through the Lens of Michael Goldfield's Work », Paris, 3 février 2023. R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*

[89] Cette expression est inspirée de Korstad et Leloudis qui parlent des « many lives of Jim Crow » mais aussi de l'approche de Michelle Alexander qui interprète le régime d'incarcération de masse des Africains Américains comme un « nouveau Jim Crow » dans son célèbre ouvrage *The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, New York, The New Press, 2012.

[90] Greta de Jong adopte également cette approche dans son ouvrage en montrant les divers fronts de la lutte pour la justice et l'égalité raciale après 1965 dans un contexte d' « invisibilisation » du racisme à « l'ère post-droits civiques », *Invisible Enemy*, *op. cit.*, p. 1 et p. 146.

[91] Alexander Keyssar, *The Right to Vote: The Contested History of Democracy*, p. xx.

[92] Davidson et Grofman, *Quiet Revolution*, *op. cit.*, p. 378.

[93] M. Ménard, *Renouveau ou continuité ?, op. cit.* p. 81-82 et Jeanne Boiteux, *« Un emploi digne d'une honnête citoyenne ». La recherche de la citoyenneté économique au sein de la Women's Educational and Industrial Union de Boston (1877-1920)*, Thèse de doctorat en civilisation américaine, Université de la Sorbonne Nouvelle, 2023.

[94] On trouve aussi une approche similaire de l'histoire du droit dans la thèse d'Esther Cyna, en particulier dans la troisième partie. Par ailleurs, puisque son étude porte sur plusieurs comtés ruraux de Caroline du Nord, dont Halifax, notre chapitre s'appuiera sur ses conclusions et prolongera l'étude de la privation du pouvoir politique en la situant dans la longue histoire des luttes électorales, mises en lumière par le procès *Gingles*. E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*

Rights Movement, Brown-Nagin analyse les tribunaux comme « une arène de lutte » au niveau local et propose d'établir un pont entre histoire du droit et histoire sociale pour permettre d'explorer l'intersection entre le mouvement de libération, la législation fédérale et le droit. Pour ce faire, elle choisit de décentrer l'analyse, traditionnellement axée sur la Cour suprême, ce qui permet de voir « les membres de la communauté noire [comme] des agents du changement » qui se firent « influenceurs de la loi, interprètes de la loi et même législateurs[95] ». Dans le cas de notre étude, examiner les mobilisations électorales au niveau local permet de démontrer à quel point les victoires juridiques obtenues étaient le fruit de ces luttes locales, là où une approche seulement par « le haut » et par les tribunaux tendrait à effacer les contributions essentielles des militants et personnalités politiques africaines-américaines dans l'obtention de nouvelles protections juridiques pour l'exercice d'un pouvoir politique par les Africains Américains.

2. LES CONTOURS DE NOTRE ÉTUDE

2.1. La Caroline du Nord

Si nous avons choisi la Caroline du Nord comme objet d'étude c'est que plusieurs facteurs rendent l'État particulièrement pertinent pour l'étude des stratégies électorales et de représentation politique au sein du mouvement après 1965.

Entre progressisme et retour de bâton : le paradoxe de la Caroline du Nord

En effet, à première vue, cet État semble présenter un paradoxe. Depuis la fin du XIXe siècle, il avait la réputation d'être l'État le plus progressiste du Sud, en raison de ses relations raciales supposément apaisées. Pourtant, la Caroline du Nord fut un foyer de renaissance du suprématisme blanc violent et du renouveau conservateur et l'État à partir des années 1960. Son caractère conservateur se reflète notamment dans le fait qu'il possède un des plus faibles taux de syndicalisation du pays[96]. Tout d'abord, la Caroline du Nord appartient à la catégorie des États dit de l'*Upper South* (littéralement le Sud supérieur), par

[95] « local black community members [emerge as] agents of change – law shapers, law interpreters, and even law makers ». Tomiko Brown-Nagin, *Courage to Dissent: Atlanta and the Long History of the Civil Rights Movement*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 7-8.

[96] Sur la thèse de la Caroline du Nord comme paradoxe voir R. Christensen, *The Paradox of Tar Heel Politics, op. cit*. W. Chafe, *Civilities and Civil Rights*, *op. cit.* Jack Bass et Walter DeVries, *The Transformation of Southern Politics: Social Change and Political Consequence Since 1945*, New York, Basic Books, 1976.

opposition à ceux du *Deep South*[97]. Cette distinction historique repose essentiellement sur la place de l'esclavage dans ces États, et donc, de la rigidité et de la brutalité du régime d'oppression raciale après l'abolition.

À cet égard, la Caroline du Nord est assez emblématique du Nouveau Sud (*New South*) et des dynamiques de grandes villes de la *Sunbelt* telles que décrites par Kevin Kruse et Matthew Lassiter en combinant à la fois une croissance économique et une modération revendiquée par l'élite politique et économique[98]. William Chafe a montré que l'accent sur la modération de l'État relève d'une « mystique progressiste » qui a en réalité été un frein pour la lutte des Africains Américains puisqu'elle reposait sur un code de conduite reposant sur la politesse, la retenue et le consensus (le concept de « civility ») doublé de paternalisme racial qui empêchait toute remise en cause radicale et immédiate du système ségrégationniste. Les militants ont donc eu besoin de briser ce cadre et ses règles pour pouvoir mettre fin à la ségrégation et exiger l'égalité et la justice[99]. Mais c'est également ce cadre qui, selon David Cunningham, explique la montée ultérieure du suprématisme blanc car il n'y avait pas de canaux institutionnels pour exprimer un rejet en bloc de la déségrégation. Cunningham

---

[97] L'*Upper South* comprend également les États de la Virginie, du Tennessee, de l'Arkansas, et selon certaines définitions, le Kentucky, le Missouri, la Virginie-Occidentale, le Maryland et le Delaware (les *Border States*, c'est-à-dire « les États esclavagistes limitrophes des États libres du Nord qui, pendant la guerre de Sécession choisirent de rester dans l'Union »). C. Rolland-Diamond, *Black America*, p. 18. D. Diallo, *La loi et l'ordre racial*, *op. cit.*, p. 74. Selon Clarence Lang, la virulence de la violence suprématiste blanche dans le Sud profond est une de ses caractéristiques distinctives, là où les États du Sud supérieur avaient davantage recours au paternalisme racial pour maintenir leur régime. Clarence Lang, « Locating the Civil Rights Movement: An Essay on the Deep South, Midwest and Border South in Black Freedom Studies », *Journal of Social History*, vol. 47, n°2, 2013, p. 376.

[98] À l'origine, le Nouveau Sud désigne un projet de modernisation politique et économique, adopté par une faction de Démocrates du Sud, au moment de la fin du XIXe siècle. Le concept, introduit par le journaliste Henry Grady d'Atlanta, promouvait l'image d'un Sud moderne (par opposition au Sud *antebellum* agraire de la période esclavagiste) et prospère, alliant modération sur les questions raciales et industrialisation croissante. La rhétorique du Nouveau Sud allait de pair avec l'adoption de lois Jim Crow, censée garantir la paix sociale et la subordination de la main d'œuvre africaine-américaine dans cette nouvelle économie industrielle du Sud, afin d'attirer les investisseurs du Nord. Le Nouveau Sud de cette période fait l'objet d'une très riche historiographie. Nous citerons ici deux ouvrages de référence qui ont fait date : C. Vann Woodward, *Origins of the New South, 1877-1913*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1951 et V. O. Key Jr., *Southern Politics in State and Nation*, New York, Vintage Books, 1949. Pour une mise en perspective des débats dans ce domaine : Cobb James C., « Beyond Planters and Industrialists: A New Perspective on the New South », *The Journal of Southern History*, 1988, vol. 54, n° 1, p. 45-68. À partir des années 1950-1960, la rhétorique du Nouveau Sud fut à nouveau mobilisée par les élites économiques et politiques blanches du Sud des grandes villes, pour réhabiliter l'image du Sud urbain à l'ère des droits civiques. Les promoteurs (*boosters*) de ce Nouveau Sud « moderne » mettaient en avant l'harmonie raciale régnant dans leurs villes et le cadre favorable au développement économique de la région. C'est ce que l'historien Matthew Lassiter a appelé la « Sunbelt synthesis » en ce qui concerne les grandes métropoles du Sud, au premier rang desquelles figuraient Atlanta et Charlotte (dont le secteur tertiaire était en plein essor). Cette synthèse s'accompagnait, cette fois, d'un discours *colorblind*, célèbrant l'avènement de l'intégration et la fin du racisme. Matthew D. Lassiter, *The Silent Majority: Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton, Princeton University Press, 2006, p. 13 et p. 37. Kevin Kruse, *White Flight: Atlanta and the Making of Modern Conservatism*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 133.

[99] W. Chafe, *Civilities and Civil Rights*, *op. cit.*

revient sur la question de l'exceptionnalisme sudiste[100], largement remis en cause par Lassiter et Kruse, et nuance les conclusions de ces derniers en précisant qu'il ne faut pas perdre de vue les dynamiques propres à cette région[101]. Les organisations suprématistes ont eu une influence importante non seulement dans la Black Belt[102] (donc dans la partie est de la Caroline du Nord) mais aussi dans les banlieues de la Sunbelt[103]. Ceci explique qu'une partie du militantisme *grassroots* après les années 1970 se soit concentrée sur la lutte contre ce suprématisme.

État clé du long mouvement de libération noire

Outre sa réputation paradoxale, cet État a joué un rôle majeur dans l'essor du mouvement dans sa période dite « classique » en 1960. Ce sont les *sit-ins* de quatre étudiants de l'université North Carolina Agricultural and Technical College en 1960 qui ont été l'élément déclencheur d'un mouvement de désobéissance civile de masse dans le Sud[104]. C'est aussi à Shaw University à Raleigh en avril 1960 sous l'impulsion d'Ella Baker que fut créé le SNCC qui tenait tout particulièrement à ce que les actions s'organisent sur le terrain et que les militants soient respectueux des spécificités de chaque localité.

De plus, l'État peut être également considéré comme un des précurseurs du nationalisme noir et de la forme radicale et révolutionnaire de la mobilisation. La Caroline du Nord a été un centre d'activité historique du mouvement Black Power des années 1950 jusqu'aux années 1980. Cette activité prit de multiples formes avec l'implantation du Black Panther Party à Winston-Salem, et la fondation de l'université populaire panafricaine Malcolm X Liberation University à Durham sous l'égide d'Howard Fuller, figure clé du Black Power dans les années 1960 et 1970[105].

---

[100] Nous employons l'adjectif « sudiste » comme traduction de l'anglais *southern*, en raison de l'identité régionale spécifique du Sud, sur les plans historiques, culturels, politiques et sociétaux. Comme l'écrit Anne Stefani, dans son article sur la définition du Sud et la persistance d'une identité sudiste distincte, « [l']identité sudiste reste […] marquée par l'héritage des institutions raciales ». Anne Stefani, « Le Sud et la nation américaine au vingtième siècle : espace(s), identité(s), définitions », *Anglophonia Caliban/ Sigma*, n°19, juin 2006, p. 128.

[101] David Cunningham, *Klansville, U.S.A.: The Rise and Fall of the Civil Rights-Era Ku Klux Klan*, New York, Oxford University Press, 2013.

[102] La « Black Belt » désigne le croissant sud/sud-est aux Etats-Unis qui concentre une très forte proportion d'Africains Américains.

[103] La « Sunbelt » désigne les Etats du Sud (Est et Ouest) qui bénéficient, entre autres, d'un dynamisme économique important et d'un fort ensoleillement.

[104] Aldon D. Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement*, New York, Simon & Schuster, 1984.

[105] W. Chafe, *Civilities and Civil Rights*, *op. cit.* Devin Fergus, *Liberalism, Black Power, and the Making of American Politics, 1965-1980*, Athens, University of Georgia Press, 2009.



Figure 1 : Carte des trois grandes régions de la Caroline du Nord[106].

La Caroline du Nord est restée un État plutôt rural jusque dans les années 2000. En 1970, seulement 45% de sa population vivait dans des zones urbaines. Il faut attendre 1990 pour qu'une majorité de la population devienne urbaine[107]. Elle n'est pas pour autant un monolithe et se compose de trois grandes régions.

Le Piedmont, au centre de l'État, est la partie la plus urbanisée, autrefois dominée par l'industrie du tabac et du textile qui a fait sa richesse[108] et plus récemment par le *Research Triangle* dans l'agglomération de Durham et Raleigh. L'ouest de l'État, où se situe une partie de la chaîne montagneuse des Appalaches, se caractérise par une plus grande pauvreté et un faible pourcentage d'Africains Américains. Enfin, la partie est de l'État, plus rurale et concentrant la plus grande proportion des Noirs de l'État, fait partie de la Black Belt[109]. C'est dans cette région du Sud des États-Unis que l'héritage du régime de la plantation, qui dominait avant la guerre de Sécession, se fait le plus ressentir avec de fortes concentrations d'Africains Américains vivant dans cette région. Les auteurs Bass et DeVries affirment que le mouvement des droits civiques a contourné cette partie de l'État. C'est aussi la plus

[106] NCpedia, Carte des trois régions principales de Caroline du Nord, disponible en ligne https://www.ncpedia.org/our-state-geography-snap-three (consultée le 11 août 2025).
[107] La population urbaine de l'État atteint 50,4 % en 1990. Ces moyennes se situent donc très en dessous des statistiques moyennes au niveau national : 73,6 % de la population nationale est urbaine dès 1970 et mêmes des moyennes des 11 États du Sud anciennement confédérés couverts par la loi de 1965 avec une moyenne de 53,8% de la population urbaine dès 1960 et atteignant 63 % en 1990. Chiffres du recensement décennal américain tirés de « Urban Percentage of the Population for States, Historical », Iowa State University, disponible en ligne https://www.icip.iastate.edu/tables/population/urban-pct-states (consulté le 12 juin 2023).
[108] Robert Korstad et James Leloudis, *To Right These Wrongs : The North Carolina Fund and the Battle to End Poverty and Inequality in 1960s America*, University of North Carolina Press, 2010, p. 102-103.
[109] Le terme de *Black Belt* est ici employé dans son acception la plus large.

conservatrice, plus proche démographiquement, politiquement et culturellement des États du Sud profond (*Deep South*) et là où il était le plus difficile de voter pour les Noirs avant la loi de 1965[110]. C'est pourquoi la très grande majorité des 40 comtés de Caroline du Nord couverts par la section 5 du VRA se trouvait dans cette partie est de l'État[111].

C'est cette partie de l'État qui subit plus fortement les conséquences à la fois du déclin agricole et de la désindustrialisation. C'est aussi là qu'il fut plus difficile initialement pour les Noirs de prendre le contrôle de localités pourtant parfois à majorité noire. Et c'est vers cette région que se tournèrent en priorité les organisations et les militants pour la justice et l'égalité raciale à partir des années 1980. Les enjeux de représentation électorale n'étaient donc pas les mêmes dans le Piedmont que dans la Black Belt de l'État, comme nous le verrons. Au gré des redécoupages électoraux de la 2ème circonscription fédérale pourtant, ces deux entités géographiques se rencontrèrent et rendirent l'élection de candidats noirs au Congrès, souvent issus des villes du Piedmont justement particulièrement complexe. Si la variation des échelles locales (ville, comté, circonscription fédérale, État) permettra de saisir les enjeux des stratégies électorales et militantes dans des contextes différents, nous ne perdrons pas de vue le contexte régional (le Sud) et national, tout au long de la période étudiée, ce qui malgré les particularismes locaux, permettra de tirer des conclusions plus générales à partir de nos études de cas.

Batailles autour du VRA et renouveau du militantisme dans les années 1980 et 1990

La Caroline du Nord est aussi un État qui s'est retrouvé au cœur des débats sur l'accès équitable à une représentation politique et sur les questions de redécoupage électoral, en particulier depuis les années 1990 jusqu'à aujourd'hui. En effet, les arrêts de la Cour Suprême mentionnés précédemment, *Thornburg v. Gingles* et *Shaw v. Reno* trouvent leurs origines dans des procès en Caroline du Nord[112]. Son statut d'État pivot (*swing state*) n'y est certainement pas pour rien.

---

[110] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit,* p. 17.

[111] Il s'agissait des comtés suivants : Anson, Beaufort, Bertie, Bladen, Camden, Caswell, Chowan, Cleveland, Craven, Cumberland, Edgecombe, Franklin, Gaston, Gates, Granville, Greene, Guilford, Halifax, Harnett, Hertford, Hoke, Lee, Lenoir, Martin, Nash, Northampton, Onslow, Pasquotank, Perquimans, Person, Pitt, Robeson, Rockingham, Scotland, Union, Vance, Wake, Washington, Wayne, et Wilson. Le comté de Jackson fut ajouté à la liste en 1975, tandis que le comté de Wake en fut retiré en 1984. R. Kostad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 81 %.

[112] A. Berman, *Give Us the Ballot*, *op. cit*. À ce sujet voir également l'histoire de la bataille autour de l'exercice du droit de vote des Africains Américains en Caroline du Nord par Robert Korstad et James Leloudis, *Fragile*

Enfin, en ce qui concerne le renouveau du mouvement militant *grassroots* dans les années 1980, le massacre de Greensboro de novembre 1979 a constitué un tournant particulièrement fort puisqu'il a donné lieu à une convergence d'organisations de diverses tendances pour dénoncer les actes du Ku Klux Klan et l'inaction des autorités. Cette étude retrace ainsi comment le militantisme *grassroots* s'est reconfiguré dans les années 1980 et 1990 à la suite de cet événement mais aussi face à la montée du conservatisme dans le sillage de la révolution reaganienne et l'ascension politique du sénateur Jesse Helms, et ce, dans un contexte de désindustrialisation et de paupérisation croissante de l'État.

2.2. Méthode et sources

Approche par le haut et par le bas

D'un point de vue méthodologique, cette thèse combinera histoire par le haut (histoire des hommes et femmes politiques), par le bas (organisations et militants *grassroots* « ordinaires ») et histoire institutionnelle et juridique avec une attention portée aux statistiques de recensement pour comprendre les dynamiques électorales dans un contexte d'évolution des villes mais aussi des comtés et des circonscriptions électorales. Les spécificités locales de la gouvernance urbaine en lien avec le comté sont bien-sûr à prendre en compte. À la suite de l'historien Romain Huret, il nous semble particulièrement intéressant de croiser les approches de l'histoire politique et celles de l'histoire sociale en particulier pour l'étude de mouvements sociaux politiques, à dimension locale et nationale[113].

L'importance de la dimension locale

Un autre apport majeur du courant historiographique sur lequel s'appuie notre thèse est l'importance des études locales pour mieux comprendre le mouvement dans toute sa complexité. Une première vague d'études locales dans les années 1980, en s'éloignant du récit « héroïque » centré sur « les grands hommes » comme Dr. King et Malcolm X grâce à une approche « par le bas », ont justement permis de montrer les continuités dans la lutte pour l'égalité et la justice raciale au niveau local. Elles ont aussi mis en lumière le fait qu'il ne s'agissait pas seulement de se battre pour les « droits civiques », c'est-à-dire pas seulement

Democracy: The Struggle over Race and Voting Rights in North Carolina, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2020.

[113] Romain Huret, « All in the Family Again? Political Historians and the Challenge of Social History », *Journal of Policy History*, vol. 21, n°3, 2009, p. 239-263.

pour l'égalité en droit[114]. Ce sont aussi les études locales qui ont permis de mettre au jour le rôle majeur des femmes africaines-américaines dans l'architecture du mouvement[115]. L'historien Thomas Sugrue insiste sur le fait que le localisme aux États-Unis n'a pas disparu avec l'essor d'un État fédéral de plus en plus puissant au cours du XXe siècle, loin s'en faut. L'échelon local continue d'avoir une importance capitale dans la mise en œuvre des politiques, notamment en raison de l'autonomie des gouvernements locaux[116], et c'est pourquoi notre étude repose sur plusieurs études de cas dans un État du Sud[117].

Prismes d'analyse : intersectionnalité, race[118], classe, genre

Nous serons sensibles aux questions de classe qui s'imbriquent aux questions raciales et, ce faisant, les reconfigurent. Les profils socio-économiques des élus est au cœur des tensions et du rejet de certains militants radicaux qui accusent les élus de déconnexion avec la base, il convient de se demander de qui les élus Africains Américains nouvellement élus se font-ils les représentants et de quelle manière ? Privilégient-t-ils l'essor d'une classe moyenne noire, laissant de côté les Africains Américains les plus désavantagés ? Il ne s'agira donc pas de gommer ces conflits de classe tout au long de cette histoire, d'autant plus que ces questions sont plus que jamais sur le devant de la scène à partir des années 1980 avec les tentatives de mobilisations syndicales et de lutte pour la justice économique. Deuxièmement, le rôle de l'électorat blanc et des alliés politiques blancs est aussi important pour comprendre les stratégies électorales et de représentation politique mises en place par les candidats et élus

[114] John A. Kirk, « The Long and the Short of It: New Perspectives in Civil Rights Studies », *Journal of Contemporary History*, vol. 46, n°2, 2011, p. 426-7. Kirk cite parmi les études locales pionnières : Clayborne Carson, « Civil Rights Reform and the Black Freedom Struggle » dans Charles W. Eagles (éd.), *The Civil Rights Movement in America*, Jackson, University Press of Mississippi, 1986, p. 19-32. Carson a justement remis en cause le terme de mouvement pour les droits civiques et mis en avant le terme de « mouvement de libération noire » (*black freedom struggle*). Pour d'autres essais historiographiques sur l'approche du long mouvement voir : John A. Salmond, « The Long and the Short of It : Some Reflections on the Recent Historiography of the Civil Rights Movement », *Australasian Journal of American Studies*, vol. 32, n°1, juillet 2013, p. 53-61 et Steven F. Lawson, « Freedom Then, Freedom Now : The Historiography of the Civil Rights Movement », *The American Historical Review*, vol. 96, n°2, avril 1991, p. 456-471.

[115] Emilye Crosby (dir.), *Civil Rights History from the Ground Up: Local Struggles, a National Movement*, Athens, University of Georgia Press, 2011.

[116] Thomas Sugrue, « All Politics is Local: The Persistence of Localism in 20th Century America » dans Meg Jacobs, William J. Novak et Julian E. Zelizer (dir.), *The Democratic Experiment: New Directions in American Political History*, Princeton NJ, Princeton University Press, 2003.

[117] Pour une discussion critique de l'importance de prêter attention aux particularismes du Sud, et de chaque lieu plus spécifiquement, voir C. Lang, « Locating the Civil Rights Movement », *op. cit.*, p. 392. Lang s'inscrit ainsi en faux contre ce qu'il voit comme la tendance de certains auteurs de l'école du Long Mouvement à nier l'exceptionalisme sudiste. Il leur reproche de gommer les spécificités géographiques (en estimant qu'il n'y avait pas de différence fondamentale entre l'oppression raciale et donc dans les mouvements de libération dans le Nord et dans le Sud).

[118] Le terme « race » et ses dérivés (« racial » etc.) employés dans cette thèse sont à comprendre dans leur acception sociologique c'est-à-dire comme une construction sociale et idéologique et non bien sûr comme une référence à une quelconque réalité biologique.

Africains Américains. Enfin, comme nous l'avons précédemment évoqué, le cas des femmes noires candidates est spécifique, car elles doivent surmonter un double obstacle. Nous soulignerons comment ces dernières se présentent afin de parvenir à se faire élire, certaines mettant l'accent sur leur rôle de pacificatrices et sur la continuité naturelle entre la bonne gestion des finances du foyer et celle des ressources publiques. Dans le même temps, la situation particulièrement vulnérable des femmes africaines-américaines dans les usines, en particulier en milieu rural, est au cœur des préoccupations des organisations militantes dans les années 1980 et 1990, d'autant plus avec les réformes durcissant l'accès aux aides sociales. Les militantes se saisissent de ces enjeux pour affirmer la nécessité de prendre en compte la situation particulière des femmes noires dans le Sud et leur besoin de s'émanciper par elles-mêmes. Le prisme de genre constituera donc également une dimension importante de notre étude.

Sources

Cette thèse puise dans de nombreuses sources primaires afin de dessiner la place et l'évolution des stratégies électorales au sein du mouvement de libération noire en Caroline du Nord. Le travail archivistique a été indispensable à notre travail.

Nous avons systématiquement eu recours à l'analyse biographique pour traiter en profondeur les problématiques clés de la thèse, à partir de cas individuels, choisis pour leur rôle saillant et pour leur dimension emblématique. Cette approche a aussi permis de mettre en évidence des liens ou des réseaux entre les acteurs de notre étude, ce qui a été particulièrement fructueux pour identifier les manières dont les luttes pour l'exercice du droit de vote et la conquête du pouvoir politique par la voie électorale ont donné lieu à des convergences et des fronts d'action communs. Le cœur de notre étude repose sur des acteurs appartenant à la même génération, mais aux parcours, milieux et influences politiques et/ ou militantes différentes. Trois profils principaux se dégagent : candidats non élu et élus, militant[119] et personnalité politique. Ces catégories sont loin d'être étanches ou figées : certains acteurs appartiennent à plusieurs catégories simultanément, ou passent de l'une à l'autre au cours de leurs parcours.

La question des filiations militantes a consistué un axe majeur de cette étude, afin de repérer les continuités ou les ruptures dans la perspective analytique historiographique du

[119] Une définition possible est la suivante : personne engagée durablement pour une cause collective. L'expression « mouvement social » est parfois utilisée dans un sens proche de celui de « mobilisation collective », mais l'idée d'un projet de transformation sociale est souvent sous-jacente. A-C Douillet, *Sociologie Politique*.

Long Mouvement de libération noire. En second lieu, l'analyse de documents des deux organisations noires qui font l'objet de développements détaillés (le Durham Committee on the Affairs of Black People – DCABP – et Black Workers for Justice – BWFJ) a été utile pour explorer l'évolution de leurs orientations, ainsi que les débats en interne.

Parmi les sources utilisées, tout d'abord, la presse locale s'est avérée une mine d'informations précieuses à plusieurs titres. Premièrement, celle-ci est très utile pour retracer les enjeux politiques locaux à un niveau très fin. Il était, en outre, crucial pour ce travail d'étudier minutieusement les contextes locaux dans lesquels nos acteurs évoluaient (essentiel pour notre approche du local et pour notre approche biographique dans le cadre de nos études de cas). Les journaux locaux donnent fréquemment le détail des résultats des élections locales et régionales (y compris des primaires), par circonscription, et parfois même, par bureau de vote. Ces données permettent de saisir, dans le détail, les dynamiques politiques à l'œuvre. La presse locale nous a aussi servi de source d'informations sur les campagnes des candidats africains-américains, en particulier les éléments suivants : discours de campagne, encart de campagne, programmes politiques, soutiens politiques et contributions financières.

Deuxièmement, nous avons aussi considéré les articles de journaux comme des sources discursives à analyser, à part entière. Autrement dit, le point de vue des journalistes sur les candidats, élus ou militants noirs, révèle la façon dont ces derniers étaient perçus ou présentés par les notables blancs. À cet effet, les éditoriaux ont été particulièrement pertinents. La majorité des sources journalistiques sont issues de la presse blanche. Toutefois, trois titres de la presse noire de Caroline du Nord ont été fondamentaux pour ce travail de recherche : le *Carolina Times* – journal historique africain-américain de la ville de Durham ; le *Winston-Salem Chronicle* – journal africain-américain de la ville de Winston-Salem et *Justice Speaks* – newsletter, puis journal (militant) *en bonne et due forme* de l'organisation Black Workers for Justice à partir de 1984. Le *Carolina Times* nous a fourni des détails sur la communauté africaine-américaine de Durham, qui ne figuraient pas dans la presse blanche de la ville. En outre, au vu de la socio-démographie de la ville, le *CT* offre accès au point de vue de la classe moyenne et aisée noire de Durham et de son élite politique, qui fait l'objet d'une analyse détaillée dans le Chapitre 3.

Justice Speaks s'est avéré absolument indispensable pour les deux derniers chapitres. Ce journal nous donne accès au point de vue de l'organisation BWFJ (un de nos objets d'étude) que ce soit dans ses articles ou ses éditoriaux. Il nous donne également accès aux combats menés par les Africains Américains dans l'Est de la Caroline du Nord, et notamment,

dans de très petites localités (les territoires non constitués, nous y reviendrons), qui n'auraient jamais été documentés sans le travail journalistique de *Justice Speaks*. Enfin, nous avons utilisé toutes ces sources journalistiques pour mettre en lumière les voix et revendications de militants et de candidats, plus ou moins connus, ainsi que d'anonymes, en particulier les présidents de conseils de quartier. Ces acteurs moins connus, ou tombés dans l'oubli, ont rarement laissé de traces dans les archives, et n'ont pas toujours été interrogés dans le cadre des programmes d'histoire orale (voir *infra*).

Pour ce qui y est de l'accès à la presse locale, nous avons eu recours à plusieurs moyens. En premier lieu, la base de données *Newspapers.com* a été un outil précieux, nous donnant accès à un grand nombre de titres (*Durham Morning Herald*, *Durham Sun*, *Rocky Mount Evening Telegram*, *The Chapel Hill Weekly*, *The News and Observer*, *Winston-Salem Journal, The Sentinel*), à partir desquels nous avons pu effectuer des recherches par mots-clés, par lieux et par dates. La base de données « Digital NC » (opérée par les bibliothèques de l'University of North Carolina at Chapel Hill), nous a aussi permis de consulter certains titres inaccessibles par ailleurs (principalement le *Winston-Salem Chronicle*). Enfin, les coupures de presse (*clippings*) figurant dans de nombreux fonds d'archives privées ont aussi fourni une source non négligeable. Concernant le journal militant *Justice Speaks*, il n'est pas disponible en ligne[120] et n'a été archivé qu'à partir de 1988, et de façon parcellaire, par la Wilson Library de l'University of North Carolina at Chapel Hill (UNC). Nous avons dû regrouper les autres numéros (notamment ceux entre 1983 et 1985), disséminés dans divers fonds d'archives, que nous présenterons ultérieurement (Southerners for Justice Records – pour les numéros de 1983-1986 et Theresa El-Amin Papers pour les numéros de 1987 à 1989).

Nous avons également consulté de nombreux fonds d'archives. Tout d'abord, l'identification de fonds d'archives privées de six élus ont été un des points de départ de notre travail. Les fonds extrêmement riches de la Wilson Library (UNC at Chapel Hill) ont été d'une grande utilité, tout comme ceux de la Rubenstein Library (Duke University) et ceux de la J. Murrey Atkins Library (UNC at Charlotte). Certains de ces fonds n'avaient jamais, à notre connaissance, fait l'objet d'une étude. Nous pensons ici aux archives d'Howard Lee et de George K. Butterfield (ces dernières ne sont disponibles que depuis 2022). Nous avons aussi mis à profit les archives de Josephine Clement et d'Elna Spaulding pour analyser leurs carrières politiques (là où de précédents travaux s'étaient intéressés à ces archives pour

[120] Hormis les numéros de 1985 à 1989, disponible en ligne, mais seulement depuis peu.

l'histoire du système scolaire du comté de Durham ou pour le Women-in-Action for the Prevention of Violence and Its Causes – l'organisation fondée par E. Spaulding). Les archives de Larry Little à la C. G. O' Kelly Library (WSSU) se sont avérées moins fournies qu'espéré concernant ses années de mandats et ses candidatures pour le conseil municipal. Nous avons pu néanmoins exploiter quelques documents de campagne qui n'avaient jamais été étudiés, ainsi que de très nombreuses coupures de presse. Ces différents fonds nous ont donné accès, selon le cas, à de nombreux documents de campagne (propagande électorale – affiches, tracts ; discours ; déclarations de dépenses et de contributions de campagne). Les archives d'Howard Lee, très complètes, nous ont été très utiles pour l'analyse de son positionnement politique, en raison du très grand nombre de discours préservés dans ce fonds. Les archives d'Elna Spaulding contiennent beaucoup de notes manuscrites, qui, si elles sont difficiles à déchiffrer, révèlent son processus de réflexion. Enfin, les archives du candidat Reginald Hawkins (J. Murrey Atkins Library), outre les documents de campagne, nous ont permis d'identifier un réseau de personnalités politiques africaines-américaines engagées dès 1968, à l'échelle de l'État, dans un effort de confrontation avec le Parti démocrate de Caroline du Nord.

Un deuxième volet de travail archivistique a été essentiel pour notre approche conjointe des élus et des organisations militantes et politiques noires. Certains fonds d'archives d'organisations existent, tandis que nous avons eu recours à des moyens détournés pour en étudier d'autres. Le fonds de Southerners for Economic Justice est immense et n'a été que peu utilisé jusqu'à présent. Il a constitué notre porte d'entrée vers d'autres organisations et mouvements, au premier rang desquels, Black Workers for Justice. Il n'existe pas, à ce jour, d'archives publiques disponibles de l'organisation[121]. Il existe cependant, des documents en lien avec cette organisation dans le fonds SEJ, mais également dans les archives privées d'une militante de BWFJ, Theresa El-Amin (elles aussi peu étudiées)[122]. Ces fonds nous ont ainsi donné l'accès à des documents internes à l'organisation : des comptes-rendus de réunion, de *retreat*, des discours, des fascicules à destination des militants, des *booklets* de banquet annuels, correspondances entre Leah Wise et BWFJ, des demandes de financements, des rapports d'activité.

[121] L'historien Ajamu Amiri Dillahunt-Holloway, petit-fils d'un des fondateurs de BWFJ, et auteur d'une thèse sur celle-ci, est actuellement en train de créer un « fonds d'archive communautaire » dont il est co-directeur, rassemblant les archives de BWFJ (The Communiversity). Nous y reviendrons en detail au Chapitre 6.

[122] El-Amin avait rejoint l'organisation (et la région) plus tardivement et ne comptait parmi les fondatrices de l'organisation, ce qui explique pourquoi la majorité des documents internes date de la période entre 1989 et 1993.

De même pour le Durham Committee on the Affairs of Black People, il n'y a pas d'archives publiques de l'organisation. Le fonds d'archives privées de Lavonia Allison, très riche et pourtant jamais étudié à notre connaissance, nous a fourni (outre des éléments sur son parcours biographique) un accès unique à certains documents internes du DCABP dans les années 1980 et à ceux de l'autre organisation qu'elle a présidé – le North Carolina Black Leadership Caucus.

Les archives du procès *Gingles* à la Cour fédérale de l'Eastern District, conservées dans les archives privées de l'avocate Leslie Winner, nous ont servi à étudier les audiences du procès, les argumentaires déployées et les pièces à conviction présentées (dont des données statistiques concernant l'inscription sur les listes électorales par comté ou circonscription). Les témoignages de figures politiques africaines-américaines de l'État (dont certaines avaient déjà fait l'objet de recherches) ont été particulièrement éclairants pour notre approche de l'histoire juridique « par le bas », car ils nous ont permis de mettre en lumière les liens entre luttes locales et évolution de la jurisprudence.

Les données du recensement sur la proportion d'Africains Américains pour les villes et comtés étudiés ainsi que les données sur le nombre d'Africains Américains inscrits sur les listes électorales par rapport au nombre en âge de voter apportent aussi des éclairages précieux sur le renouvellement du corps électoral après le VRA, et donc sur les enjeux de représentation et les campagnes d'inscriptions sur les listes au niveau local et régional.

Pour finir, les archives d'histoire orale et les entretiens ont été indispensables à ce travail, tant les entretiens disponibles dans le cadre du *Southern Oral History Program*, que ceux que nous avons pu mener[123]. Nous avons surtout utilisé trois des entretiens semi-directifs que nous avons conduits[124]. Les sources orales permettent d'avoir accès au point de vue des acteurs, mais aussi d'avoir des précisions sur le contexte et sur des éléments qui

[123] Nous avons réalisé au total six entretiens avec cinq personnes différentes : deux avec des profils d'élu et trois avec des profils militants.

[124] Pour la méthodologie des entretiens, nous nous sommes notamment appuyés sur les recommendations du Southern Oral History Program : SOHP, « A Practical Guide to Oral History », mai 2018. Une version actualisée est désormais disponible en ligne https://sohp.org/wp-content/uploads/2023/11/Revised_2023_A-Practical-Guide-to-Oral-History_November2023.docx.pdf (consulté le 10 août 2025). Pour la retranscription des entretiens, nous avons d'abord commencé par les retranscrire manuellement. Puis, nous avons eu recours au logiciel libre de retranscription automatique de l'entreprise OpenAI, Whisper. Pour un guide pratique et une évaluation de l'outil, voir Yacine Chitour « [Tutorial] Whisper pour retranscrire les entretiens », CSS @IP-Paris (CNRS), 11 avril 2023, disponible en ligne https://www.css.cnrs.fr/whisper-pour-retranscrire-des-entretiens/ (consulté le 15 septembre 2023).

n'apparaissent pas dans les archives de papier préservées dans les institutions publiques ou universitaires. Elles sont aussi irremplaçables pour donner toute leur place à des acteurs plus ou moins anonymes, invisibilés par les sources écrites. En outre, comme le souligne Olivier Mahéo « ces témoignages participent de récits divergents, d'une histoire "vue d'en bas" »[125] .

2.3. Période étudiée

Comme mentionné au début de cette introduction, notre étude commence en 1965 afin de pouvoir examiner l'impact du VRA, les possibilités stratégiques que la loi ouvre et comment des militants et citoyens africains-américains se saisissent de cet outil pour poursuivre la lutte dans un moment où les mouvements sociaux des années 1960 sont encore en pleine effervescence. Elle se poursuit, pour l'essentiel, jusqu'en 1996 afin d'analyser l'évolution du militantisme au cours des années 1980 et 1990 après le déclin du mouvement de masse dans les années 1970, sous l'effet de la répression, de la montée du conservatisme et de la récession économique et à mesure que la justice économique devient un axe de mobilisation prioritaire[126]. Cette période voit en effet une restructuration politique et économique majeur. C'est la fin de ce que certains auteurs ont appelé « le règne du New Deal » (*New Deal order*) reposant sur un État protecteur. Entre la fin des années 1960 et 1996, c'est l'avènement du néolibéralisme, conjugué à un retour de bâton conservateur, qui touche les Africains Américains les plus vulnérables de plein fouet. C'est pourquoi les années 1980 on souvent été présentées comme un nouveau point bas pour les Noirs étatsuniens. Cette étude entend contribuer au champ historiographique en plein essor, qui vise à rendre toute leur agentivité aux Africains Américains sur la période[127]. Ces derniers ne furent pas seulement les victimes de ces restructurations, mais acteurs de mobilisations politiques au cours de la période, au premier rang desquelles figuraient les mobilisations électorales.

---

[125] O. Mahéo, *De Rosa Parks au Black Power*, p. 38, *op. cit.* L'histoire orale occupe une place centrale dans l'historiographie du mouvement noir de libération et a permis une meilleure compréhension de celui-ci et de ses acteurs en particulier au niveau local et *grassroots*, E. Crosby (dir.), *Civil Rights History from the Ground Up, op. cit.*

[126] Nous mobiliserons dans cette thèse la périodisation des « longues années 1980 » (« the long 1980s »), proposée par l'historienne Donna Murch, qui nous semble particulièrement fructueuse pour nos objets d'études. Pour elle, le début de la présidence Carter en 1977 et la réforme de l'assistance sociale sous Clinton en 1996 sont des bornes utiles pour penser les années 1980. L'utilisation par Carter du Taft-Hartley Act pour casser la grève nationale des mineurs en 1978 et le Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act de 1996 de Clinton délimitent une période de profonde restructuration de l'économie étatsunienne, sous le signe de la désindustrialisation, la mondialisation et l'austérité. Cette période marque la fin du « New Deal order » et l'abandon des segments les plus vulnérables de la population africaine-américaine, concomitant avec l'essor sans précédent de l'État carcéral. Donna Murch, « Toward a Black Working-Class History of the Long 1980s », *The Journal of African American History*, été 2023, vol. 108, n°3, p. 425-446.

[127] J. Guild *et al.*, « Introduction », *op. cit.*

Cette périodisation nous permet également de tracer des filiations militantes avec de précédentes périodes de mobilisation mais aussi d'étudier l'ascension politique de certains élus noirs de l'État qui connaît son apogée dans les années 1990 en Caroline du Nord avec l'évolution de la jurisprudence fédérale. L'arrêt de la Cour suprême *Shaw v. Hunt* de 1996 amorce le démantèlement à venir des garde-fous juridiques, protégeant les circonscriptions à minorités majoritaires.

Un peu moins de vingt ans plus tard, l'arrêt *Shelby County v. Holder* de 2013 ouvre la voie à une proposition de loi qui aurait drastiquement restreint l'exercice du droit de vote en Caroline du Nord. Cette « proposition de loi monstrueuse », comme elle fut surnommée par ses détracteurs donna naissance à un mouvement massif de désobéissance civile pendant un an, de 2013 à 2014, dans la capitale de l'État, Raleigh, le mouvement des « Moral Mondays ». Notre analyse s'achève donc sur la résurgence d'un mouvement empruntant aux modes d'action directe du mouvement des droits civiques dans le Sud des années 1950-1960, qui eut un retentissement national. Cependant, la participation d'organisations centrées sur la protection des travailleurs et la justice économique, issues des luttes des années 1980, aux « Moral Mondays », nous permet de démontrer l'héritage des évolutions du Long Mouvement au cours des années 1980 et 1990 en Caroline du Nord, marquée par la convergence des luttes et l'omniprésence de la politique électorale, notamment au niveau local, comme levier essentiel de ces luttes plurielles.

3. PRÉSENTATION DU PLAN

Le plan choisi adopte une perspective diachronique et élargit la focale au fil des chapitres.

Les deux premiers explorent comment deux figures politiques pionnières, l'une plutôt modérée, l'autre radicale, ainsi qu'une organisation politique implantée de longue date, ont pu saisir les nouvelles opportunités ouvertes par le VRA dans la région plutôt progressiste du Piedmont et par le contexte politique et militant des années 1960 pour se faire élire et ainsi défendre des politiques en faveur des Africains Américains à l'intérieur du système politique.

L'analyse retrace l'élection d'Howard Lee, premier maire noir d'une ville à majorité blanche du Sud, élu en 1969 à Chapel Hill, petite ville universitaire et vitrine du progressisme et de la modération sur les questions raciales revendiqués de l'État (**Chapitre 1**) et de Larry Little (**Chapitre 2**), premier conseiller municipal élu ayant appartenu au Black Panther Party, élu en 1977 dans sa circonscription de Winston-Salem, ville majeure de l'industrie du tabac et

ancien bastion du syndicalisme des droits civiques dans les années 1930 et 1940. Elle montre comment des figures politiques de deux tendances très différentes du mouvement ont conçu les stratégies de conquête électorale comme nécessaires à la poursuite du mouvement de libération noire. L'analyse des contextes de leur primo-élection, en 1969 et 1977, et des politiques qu'ils ont respectivement menées, illustre l'évolution du mouvement et des possibilités stratégiques.

Ces deux chapitres mettent aussi au jour les liens entre les différentes figures politiques africaines-américaines engagées dans ces stratégies en Caroline du Nord et retracent les tentatives de coalition qui connaissent leur apogée autour de 1972 mais également une renaissance dans les années 1980 pour obtenir des réformes progressistes.

Dans le même temps, l'élite noire de Durham a su développer une organisation puissante et influente dans la politique locale (**Chapitre 3**). Soutenant initialement des candidats conservateurs et hostiles à toute contestation radicale, les membres de l'organisation s'allièrent avec une organisation blanche progressiste dans les années 1980 pour faire basculer la politique locale avec l'élection du premier maire africain-américain de la ville en 1989. Au travers de ces trois chapitres, nous analyserons aussi l'évolution du Parti démocrate au niveau local, alors en plein réalignement politique dans le Sud, et les relations complexes que les élus noirs engagés entretenaient avec l'appareil du Parti, entre tentatives d'intégration et tensions autour de la direction du Parti.

Les deux chapitres suivants (**Chapitre 4** et **Chapitre 5**) traitent de la persistance des obstacles à la représentation politique des Africains Américains – en particulier dans la partie est de l'État, plus conservatrice et durement touchée par le contexte économique défavorable de l'époque – et comment les années 1980 marquent malgré tout un tournant qui ouvre de plus grandes possibilités. Elle analyse aussi comment les organisations citoyennes et militantes usent des stratégies de conquête électorale en parallèle à d'autres types de stratégies.

Le **chapitre 4** retrace l'histoire sur la longue durée de la 2ème circonscription fédérale de Caroline du Nord à l'est de l'État (surnommée « The Black Second » en raison de sa forte proportion d'Africains Américains), depuis sa création au début de la Reconstruction jusqu'à ses redécoupages successifs (*redistricting*). Cette histoire met en lumière les défaites systématiques des candidats noirs au Congrès, en raison de nombreux obstacles.

Ces échecs mènent à des mobilisations pour une meilleure représentation électorale et pour l'accès au droit de vote culminant dans les années 1980 avec l'affaire *Gingles* qui finit

devant la Cour Suprême. C'est l'objet du **chapitre 5** qui explore ainsi comment l'évolution de la jurisprudence du VRA dans les années 1980 qui, sous la pression des organisations militantes (des droits civiques mais pas seulement), ouvre enfin des possibilités de représentation locale (conseils municipaux, conseils scolaires, commissions de comté) aux Africains Américains dans ces bastions conservateurs. À la suite de l'arrêt *Thornburg v. Gingles*, Eva Clayton et Mel Watt deviennent, en 1992, les deux premiers représentants Africains Américains au Congrès depuis la fin de la Reconstruction en Caroline du Nord. Malgré cela, les campagnes de Harvey Gantt (maire noir de Charlotte) en 1990 et 1996, pour détrôner le sénateur ultra-conservateur Jesse Helms révèlent la persistance des stratégies de dépossession politique et citoyenne des Africains Américains.

Enfin, les deux derniers chapitres de cette thèse étudient la revitalisation du mouvement militant en Caroline du Nord dans les années 1980 et 1990, en se concentrant sur une organisation qui fit date dans le paysage militant de Caroline du Nord, Black Workers for Justice (BWFJ). Malgré la fin d'un mouvement de masse au début des années 1970, les luttes des Africains Américains en Caroline du Nord se reconfigurèrent autour des questions brûlantes de justice économique et la place des stratégies électorales. Le « Massacre de Greensboro » de novembre 1979 marqua un tournant dans l'histoire du mouvement à la fois signe d'un contexte très hostile au militantisme pour la justice et l'égalité mais aussi moteur d'une remobilisation mettant au premier plan la nécessité de surmonter la fragmentation et le sectarisme de la fin des années 1970 mais aussi le besoin de se défendre contre la révolution conservatrice, le renouveau du suprématisme blanc violent et les menaces envers les droits des travailleurs noirs induites par la désindustrialisation croissante et l'hostilité à toute mobilisation syndicale.

Le **Chapitre 6** retrace la genèse de Black Workers for Justice (BWFJ) à travers ses filiations militantes et idéologiques extrêmement riches sur le temps long. Créée en 1981, BWFJ a été à l'avant-garde du militantisme en Caroline du Nord, utilisant différents types de stratégies et se battant à la fois pour la libération des Noirs et la défense des travailleurs noirs. Nous défendons la thèse selon laquelle l'histoire de cette organisation change notre compréhension du Long Mouvement de Libération Noire et de son évolution à partir des années 1980. Le dernier chapitre (**Chapitre 7**) étudie comment BWFJ a fait de la politique électorale un mode d'action central de son répertoire et de sa philosophie organisationnelle. Une partie de la démonstration s'attachera à repenser l'implication massive d'organisations militantes telles que le BWFJ dans les campagnes de Jesse Jackson de 1984 et 1988, et à

établir comment celle-ci s'insérait dans une démarche beaucoup plus large visant à créer un mouvement politique autonome. Enfin, ce chapitre auscultera les luttes électorales de BWFJ au niveau local, approfondissant l'étude de cas d'exclusion municipale (*municipal underbounding*) de territoires historiquement Africains Américains et, par conséquent, la dépossession des habitants noirs de leur voix au chapitre.

Pour finir, le mouvement des « Moral Mondays » de 2013-2014 fera l'objet d'un épilogue en amorce de la conclusion générale. Nous défendrons la thèse d'une continuité et d'une filiation entre les luttes des années 1980 et 1990 analysées en amont et cette nouvelle itération du Long Mouvement en Caroline du Nord, née en réaction au démantèlement de la jurisprudence du VRA, dont les conséquences se poursuivent jusqu'à aujourd'hui.



Figure 2 : Carte de Caroline du Nord montrant les villes principales[128].

[128] World Atlas, Carte de la Caroline du Nord, disponible en ligne https://www.worldatlas.com/upload/32/1e/51/nc-01.png (consulté le 11 août 2025).

CHAPITRE 1 – « TU NE PEUX PAS GAGNER » : DE REGINALD HAWKINS À HOWARD LEE

A lot of people say, well you can't win, why would you run? I said I might not win but at least I tried. Daniel Boone never made through the good, through the Pacific coast, but he built a trail for others to follow. You see?

— Reginald Hawkins (2001) à propos de sa campagne de 1968 pour le poste de gouverneur[1]

The civil rights movement at that point had been knocking on the door, banging on the door and disturbing the inhabitants of the room but nothing had moved the door. So this was the key.

— Howard Lee (1995) à propos de la campagne de 1968 pour changer la composition des délégations à la convention du Parti démocrate de Caroline du Nord[2]

INTRODUCTION

« Tu ne peux pas gagner », combien de fois Howard Lee entendit-il cette phrase ? Pourtant, contre toute attente, seulement quatre ans après le *Voting Rights Act*, le 6 mai 1969, Lee devint le premier maire africain-américain d'une ville à majorité blanche du Sud. Un an plus tôt, Reginald Hawkins, militant radical du mouvement de libération noire, s'était vu répéter la même chose lorsqu'il s'était présenté aux primaires démocrates pour être gouverneur de la Caroline du Nord. Sa défaite attendue avait pourtant le goût de la victoire pour Hawkins car il avait ouvert une brèche, « un sillage que d'autres pourraient suivre[3] », en défiant le statu quo politique, prouvant qu'un Noir pouvait inscrire un grand nombre d'électeurs noirs sur les listes électorales de l'État et les mobiliser. Lee fut très inspiré par la candidature d'Hawkins et profita de l'engouement autour de sa campagne à Chapel Hill pour se présenter aux élections municipales un an plus tard. Quelque temps après son élection historique, Lee affirmait : « Bien que je sois maire de Chapel Hill en Caroline du Nord, je sais que je suis maire de tous les Noirs en Amérique. […] Je ne me considérerai jamais comme un

[1] Reginald Hawkins, entretien mené par Melinda Desmarais (OH-HA0077), 11 juin 2001, J. Murrey Atkins Library Special Collections, University of North Carolina at Charlotte, p. 49.
[2] Howard N. Lee, entretien mené par Joseph Mosnier, A-0385, 5 mai 1995, Southern Oral History Program collection (#4007) at the Southern Historical Collection, the University of North Carolina at Chapel Hill [ci-après SOHP].
[3] Reginald Hawkins, entretien mené par M. Desmarais, *op. cit.*, p. 49.

porte-parole de l'Amérique noire, mais je serai son défenseur[4] ». Conscient du poids symbolique de son statut de pionnier, Lee se concevait donc comme un représentant des Africains Américains à travers le pays et pas seulement à Chapel Hill[5]. Pour lui, les stratégies électorales étaient la clé du mouvement car elles seules permettraient aux Africains Américains de réformer le système de l'intérieur et donc d'assurer une véritable égalité raciale.

Ce chapitre retrace ainsi le début du parcours politique d'Howard Lee en tant qu'élu noir pionnier en Caroline du Nord et le replace dans le sillage de Reginald Hawkins, précurseur de l'utilisation de stratégies électorales comme outil du mouvement de libération au tournant de la fin des années 1960.

Originaire de Géorgie, fils de métayer, travailleur social de formation et directeur des ressources humaines à Duke University (une des universités les plus prestigieuses du Sud), Lee est élu maire de Chapel Hill en 1969, puis réélu en 1971 et 1973[6]. Cette petite ville universitaire de Caroline du Nord assez aisée d'environ 12 500 habitants[7] avait la réputation d'être un paradis progressiste en raison de l'importance de l'Université de Caroline du Nord (University of North Carolina – ci-après UNC), la première université publique du pays à ouvrir ses portes. Chapel Hill avait pourtant été agitée par quatre années de lutte intense pour la déségrégation entre 1960 et 1964. Jusqu'à l'élection de Lee, la ville était gouvernée par un conseil municipal et un maire conservateurs, proches des milieux d'affaires blancs de la ville. Le maire avait alors une fonction essentiellement cérémonielle, mais néanmoins décisive en cas d'égalité des voix entre les conseillers. L'entrée en politique de Lee est particulièrement intéressante pour analyser le rôle des stratégies électorales au sein du mouvement de

[4] Howard Lee Papers, Carton 7, Dossier 186, « The Black Struggle and the Social Revolution », 1970. « I shall never consider myself a spokesman for black America, but I shall be its advocate. […] The black politician […] is constantly on a tightrope between the white racist and the black radicals ».

[5] Sur l'importance symbolique des pionniers issus des minorités et leur effet sur le corps électoral minoritaire voir l'ouvrage de la politiste Evelyn M. Simien, *Historic Firsts : How Symbolic Empowerment Changes US Politics*, New York, Oxford University Press, 2016. Simien développe le concept d'« empouvoirement symbolique » comme conséquence de ces « premières historiques ». Cet empouvoirement se traduit non seulement par une participation électorale accrue mais par une mobilisation politique renouvelée (dons, propagande électorale, participation à des réunions ou des meetings de campagne) et une acquisition de compétences politiques par des populations marginalisées. Dans cette thèse, nous employons « empouvoirement » en français comme traduction de l'anglais « empowerment ». Ce terme a plusieurs significations, nous retenons la définition suivante : dans son acception « radicale », caractérisée par le processus d'émancipation individuelle et collective d'un groupe minoritaire grâce à une plus grande conscience politique, à une forme d'autodétermination et à une redistribution des ressources et des droits politiques – et donc une plus grande agentivité. À ce sujet voir : Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? » *Idées économiques et sociales*, vol. 3, n°173, 2013, p. 25-32.

[6] Les mandats duraient deux ans.

[7] Martin Waldron, « Chapel Hill's New Negro Mayor Declares, 'I've Got to Be Good' », *The New York Times*, 12 mai 1969.

libération ainsi que sa capacité à défendre les intérêts des Africains Américains qui ne représentaient par ailleurs que 11,7 % de son électorat[8]. L'approche intégrationniste de Lee n'excluait pas des prétentions à la représentation[9] de la population noire, mais, selon les contextes, son statut d'élu noir pionnier représentant de la population noire était parfois subi, parfois mis à mal, parfois rejeté et ainsi constamment négocié. Retracer le parcours politique de Lee permet aussi d'étudier le rôle que les stratégies de conquête électorale au niveau local ont joué au sein du mouvement de libération noire, les négociations entre élus et mouvements locaux qui en découlèrent et comment le *Voting Rights Act* a pu être mis en œuvre sur le terrain grâce aux campagnes électorales autour de candidats noirs tels que Lee.

Le tournant des années 1970 est aussi un moment de profond bouleversement du Parti démocrate au niveau national comme en Caroline du Nord. Sur le terrain, ce sont les figures politiques militantes, comme Reginald Hawkins et, dans son sillage, Howard Lee, qui bousculèrent le statu quo et poussèrent le Parti démocrate à enfin sérieusement inclure les Noirs américains alors que les Blancs libéraux se contentaient de compter sur le vote des Noirs qui pouvaient voter sans véritables contreparties. Hawkins et Lee s'engouffrèrent dans la brèche ouverte par le mouvement de libération pour forcer le Parti à changer et, dans le cas de Lee, pour devenir élu pionnier alors que tout le monde pensait la chose impossible. Ce chapitre retrace ainsi cette « entrée par effraction » des Africains Américains dans le système politique en Caroline du Nord à différents échelons. Une autre dynamique qui traverse ce chapitre et les suivants est la volonté d'institutionnaliser une force politique noire à part entière au sein du Parti démocrate. Ce faisant, il aborde aussi l'évolution du Black Power et la façon dont Hawkins, Lee et d'autres acteurs du mouvement l'interprétèrent.

Après une rapide contextualisation du mouvement de libération noire en Caroline du Nord à la fin des années 1960 en guise de prologue, la première partie traite de la campagne pionnière de Reginald Hawkins et montre à quel point elle a été un moment fondateur pour l'utilisation des stratégies de conquête électorale au sein du mouvement de libération mais

[8] NCF Records, Carton 67, Dossier 705, « 1969 Municipal Election Time Table and Voter Registration Statistics », p. 2.

[9] Nous mobilisons ici le concept de « prétentions à la représentation », couramment utilisé dans les études en sociologie électorale françaises depuis quelques années. Il s'agit d'une adaptation du concept de « representative claims » élaboré par Michael Saward. Cette perspective a l'avantage d'insister sur la dimension processuelle des activités de représentations, en prenant en compte le rapport du groupe représenté à son représentant. Celui-ci peut « juger, transformer et contester les prétensions à la représentation ». Comme le souligne l'historien et sociologue Hugo Bouvard, cette approche « a le mérite d'analyser ensemble des phénomènes relevant d'ordres "habituellement séparés" », tels que « le système représentatif électoral, les groupes d'intérêt et les mouvements sociaux ». Hugo Bouvard, *Gays et lesbiennes en politique. Représenter les minorités sexuelles en France et aux États-Unis*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2024, p. 24. Voir aussi : Virginie Dutoya et Samuel Hayat, « Prétendre représenter. La construction sociale de la représentation politique », *Revue française de science politique*, février 2016, vol. 66, n°1, p. 7-25.

aussi pour la reconfiguration de la place des Africains Américains dans le Parti démocrate de l'État. La deuxième partie analyse l'élection d'Howard Lee en 1969 à Chapel Hill comme un tournant, un tournant à la fois symbolique mais aussi concernant les équilibres politiques au sein du Parti démocrate local. La troisième partie se penche sur le positionnement ambigu d'Howard Lee vis-à-vis des différentes mouvances du mouvement de libération et de son statut d'élu noir pionnier. Enfin, la quatrème et dernière partie dresse un bilan des mandats de maire de Lee, en soulignant leurs limites. Elle met également en lumière les ambitions politiques de Lee au-delà de la mairie de Chapel Hill, ainsi que ses efforts pour constituer une coalition des personnalités politiques noires à l'échelle de l'État, au moment où la presse le présente comme la « relève » d'un Hawkins en perte de vitesse.

PROLOGUE : LA CAROLINE DU NORD ET LE MOUVEMENT DE LIBÉRATION NOIRE À LA FIN DES ANNÉES 1960

La Caroline du Nord fut un foyer du mouvement pour les droits civiques dans les années 1960. Face au gradualisme[10] prôné par les gouvernants de l'État, le mouvement étudiant noir fut un des fers de lance du tournant des années 1960. Employant des modes d'action directe de contestation, les militants parvinrent à obtenir la déségrégation des lieux publics et des établissements scolaires.

En effet, malgré sa réputation d'État progressiste et modéré sur les questions raciales, le système ségrégationniste dit Jim Crow était en place depuis la fin du XIXe siècle. En 1898, le coup d'état des Démocrates suprématistes blancs à Wilmington avait définitivement mis fin à toute possibilité d'exercice du pouvoir par les Africains Américains et ainsi au projet fusionniste porté par une alliance interraciale de Noirs républicains et de populistes blancs lors des élections de 1894. Encouragés par les têtes du Parti démocrate, des suprématistes blancs violents appartenant aux Red Shirts (organisation similaire au Ku Klux Klan) assassinèrent trente citoyens noirs, brûlèrent le journal noir local et forcèrent les conseillers municipaux noirs et blancs fusionnistes à quitter leur fonction. Dans la foulée, les Démocrates remportèrent les élections de 1898 et adoptèrent des lois empêchant les Noirs de voter,

[10] Ce terme désigne une attitude réformatrice modérée, prônant le changement par paliers progressifs, par opposition à une approche radicale. Dans le contexte historique étatsunien, il renvoie à l'opposition entre gradualisme et immédiatisme au sein du mouvement abolitionniste pendant la première moitié du XIXe siècle. Les partisans du gradualisme estimaient que l'esclavage devait être aboli très progressivement (par exemple, en ne prévoyant l'affranchissement des personnes esclavisées qu'à partir d'une certaine date, éloignée dans le temps), tandis que les partisans de l'immédiatisme défendaient l'abolition immédiate, et sans conditions, de l'esclavage dans tout le pays.

ouvrant ainsi une longue période où la chape de plomb du régime ségrégationniste de Jim Crow régnerait[11].

Après les arrêts de la Cour suprême *Brown v. Board of Education* de 1954 et 1955 (qui proclamèrent la ségregation scolaire inconstitutionnelle, puis ordonnèrent la déségrégation), le gouverneur conservateur démocrate Luther Hodges avait adopté le plan Pearsall (Pearsall Plan) qui dans les faits visait à retarder la déségrégation des établissements scolaires. Il autorisait les districts scolaires à fermer leurs écoles par référendum si les établissements étaient déségrégués, tout en attribuant des bourses aux étudiants blancs souhaitant s'inscrire dans des écoles privées pour éviter l'intégration. Les gouvernants locaux de l'État se vantaient d'avoir trouvé une voie intermédiaire (surnommée « the Tarheel[12] middle way ») qui permettait à la foi de respecter l'arrêt de 1954 et de ralentir le processus de déségrégation et donc de préserver un vernis de modération et de conciliation[13].

C'est dans ce contexte que le 1er février 1960, quatre étudiants de l'université africaine-américaine[14] A&T à Greensboro décidèrent d'organiser un sit-in au comptoir de la cafétéria du magasin Woolworth, normalement réservé aux Blancs en vertu de la ségrégation. Ils firent ainsi voler en éclat le gradualisme adopté jusque-là et le vernis progressiste et modéré mis en avant par les élites politiques et économiques blanches. Ce premier sit-in en inspira beaucoup d'autres, dans d'autres villes de l'État et à travers le Sud, marquant un tournant du mouvement vers de nouveaux types d'actions contestataires non-violents[15]. Deux mois plus tard, le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) fut créé dans une autre université noire, Shaw University, à Raleigh sous l'égide de la militante Ella Baker[16]. Cette organisation étudiante allait jouer un rôle majeur dans l'accélération du mouvement dans le Sud. Les sit-ins forcèrent la déségrégation de nombreux établissements publics en Caroline du Nord.

---

[11] R. Korstad et J. Leloudis, *To Right These Wrongs, op. cit.,* p. 12-17. Sur le coup d'état de 1898 voir David S. Cecelski, *Democracy Betrayed: The Wilmington Race Riot of 1898 and Its Legacy*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1998.

[12] « Tarheel State » est le surnom de l'État.

[13] W. Chafe, *Civilities and Civil Rights*, *op. cit*., p. 56-67.

[14] Cette université est en fait ce que l'on appelle aux États-Unis une université historiquement noire (HBCU – *historically black colleges and universities*). Il s'agit des institutions d'enseignement supérieur fondées pendant l'ère ségrégationniste pour permettre aux Africains Américains d'aller à l'université alors qu'ils étaient exclus des universités blanches.

[15] *Ibidem*, p. 71. On évoque souvent ce sit-in comme le premier de son genre. Il s'agit en réalité du premier à être resté dans la mémoire collective du mouvement (car il inspira des actions similaires à travers toute la région). À ce sujet voir : Flora Bryant Brown, « NAACP Sponsored Sit-ins by Howard University Students in Washington, D.C., 1943-1944 », *Journal of Negro History*, vol. 85, n°4, automne 2000, p. 274-286.

[16] *Ibid.*

Cependant, la déségrégation des lieux publics et des établissements scolaires n'ayant pas fondamentalement changé les conditions économiques et politiques des Africains Américains, un axe crucial de la lutte devint donc la lutte contre la pauvreté. La Caroline du Nord était en effet devenue un véritable laboratoire de la « Guerre contre la pauvreté », initiée par l'administration du président démocrate Président Lyndon B. Johnson[17]. Le North Carolina Fund (NCF), créé en 1963 par le gouverneur libéral[18] Terry Sanford, fut le premier programme (initialement mi-privé mi-public, puis administré et financé par le gouvernement fédéral) de lutte contre la pauvreté à l'échelle d'un État. Pour ce faire, le NCF créa 11 *community action programs* (programmes d'action communautaire) pour lutter contre la pauvreté, en particulier celle des minorités, en associant les pauvres au processus décisionnel et organisationnel. Il s'agissait ainsi de mettre en application la clause de la « maximum feasible participation » (participation maximale des personnes défavorisées) des pauvres dans les programmes de lutte contre la pauvreté la loi de 1964 de l'*Economic Opportunity Act*[19].

Dans le même temps, le mouvement autour du slogan Black Power qui avait émergé en 1966, se propageait en Caroline du Nord. Dans le Piedmont, Howard Fuller, responsable de la section jeune d'Operation Breakthrough, le programme de lutte contre la pauvreté de Durham (intégré au NCF) depuis 1965, épousa publiquement le mot d'ordre Black Power un peu plus d'un mois après le célèbre discours de Stokely Carmichael. Le Black Power et ses principales composantes (politique noire indépendante, avancement économique, fierté culturelle et utilisation de l'auto-défense armée) ne « surgi[rent] [pas] de nulle part dans les années 1960 », mais trouvaient en fait leurs racines dans la tradition militante africaine-américaine de nombreuses petites et moyennes villes du Sud, notamment en milieu rural, depuis de nombreuses décennies, comme l'ont montré Christina Greene et Tim Tyson. Le Black Power était donc déjà bien ancré en Caroline du Nord, comme par exemple à Durham[20]. Par ailleurs, le NCF avait décidé de donner carte blanche à Fuller et aux autres organisateurs des programmes de lutte contre la pauvreté au niveau local pour faire de

[17] Devin Fergus, *Liberalism, Black Power and the Making of American Politics*, 1965-1980, Athens, University of Georgia Press, 2009, p.16.
[18] Le terme « libéral » est utilisé dans son acception américaine contemporaine : à savoir le courant politique qui estime que « l'État a pour responsabilité de promouvoir des chances égales pour tous les citoyens, et doit par conséquent intervenir dans l'économie et la société pour corriger les inégalités sociales et raciales ». C. Rolland Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 23.
[19] Sur l'histoire exceptionnelle du NCF voir : R. Korstad et J. Leloudis, *To Right These Wrongs, op. cit.*
[20] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 184. T. Tyson, *Radio Free Dixie*, *op. cit.*, p. 27-28 ; p. 191-192.

l'éducation politique et militante[21]. Mais c'est précisément ce versant politique et cette association avec le Black Power qui conduisit à des attaques des conservateurs et aboutirent à la répression de l'activisme anti-pauvreté. Ces attaques entraînèrent la fermeture du NCF en 1968, puis à la réforme des impôts de 1969 (*Tax Reform Act*). Cette réforme interdit dans les faits tout militantisme politique et toute politisation au sein d'organisations, associations, structures à but non lucratif sous peine de sanctions fiscales[22] (nous y reviendrons ultérieurement).

La fin des années 1960 marque donc à la fois une période d'effervescence militante et politique et une période de rétrécissement des horizons possibles à travers l'affaiblissement de ces programmes de lutte contre la pauvreté sous l'effet du *backlash* conservateur. En outre, Richard Nixon remporte la Caroline du Nord aux élections présidentielles de 1968, premier Républicain à le faire depuis Herbert Hoover en 1928. Le gouverneur ségrégationniste de l'Alabama George Wallace arrive en deuxième position. Le Parti républicain connaît un renouveau dans cet État sous l'impulsion de figures ultra-conservatrices telles Jim Gardner et Jesse Helms[23].

1. REGINALD HAWKINS : LE PRÉCURSEUR

Malgré ce contexte, dans l'arène électorale, l'année 1968 marque un tournant intéressant vers les stratégies électorales, surtout à travers la candidature dissidente de Reginald Hawkins, leader militant de premier plan à Charlotte. Comme nous allons le voir, sa candidature est un précédent important pour comprendre l'utilisation de stratégies électorales pour faire avancer les objectifs du mouvement, un terreau fertile de mobilisation et une inspiration majeure pour Howard Lee, futur maire pionnier.

1.1. Militant des droits civiques à Charlotte et fondateur du MOPA

Né à Beaufort, petite ville côtière de Caroline du Nord, en 1923, d'un père africain-américain et d'une mère Croatan (nation amérindienne), Hawkins était devenu un militant de

[21] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p. 14-15, p. 21-23. Sur l'histoire de certains programmes d'action communautaire : Karen M. Hawkins, *Everybody's Problem: The War on Poverty in Eastern North Carolina*, Gainesville, University Press of Florida, 2017. C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*
[22] R. Korstad et J. Leloudis, *To Right These Wrongs*, *op. cit.*. C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit*. D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*
[23] R. Korstad et J. Leloudis, *To Right These Wrongs*, *op. cit.*, p. 8-9. R. Christensen, *The Paradox of Tar Heel Politics*, *op. cit.*, p. 203-207.

premier plan à Charlotte dans les années 1950 après ses études de dentiste[24]. Il incarnait, selon l'historien Evan Faulkenbury, l'action directe à Charlotte, combinant à la fois une approche légaliste et une approche plus conflictuelle[25]. Il avait en effet organisé des sit-ins et un procès pour déségréguer le restaurant de l'aéroport de la ville en 1954 et créé sa propre organisation Mecklenburg Organization for Political Affairs (MOPA) en 1958, rompant avec la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) de Charlotte. Hawkins était critique de leurs stratégies légalistes qui ne sollicitaient pas la mobilisation de la population locale et leur reprochait d'être trop modérés. La violence à laquelle la lycéenne noire Dorothy Counts fut confrontée lors de la déségrégation des écoles à Charlotte en 1957 l'avait convaincu qu'une approche purement légaliste était inadéquate pour parvenir à l'égalité raciale au niveau local[26]. MOPA se voulait une organisation de masse et recourait à des actions directes, comme par exemple le boycott des écoles en 1961 contre leur politique de déségrégation jugée purement cosmétique. La même année, MOPA organisa un mouvement de protestation contre les inégalités entre l'unique hôpital noir de la ville et l'hôpital flambant neuf réservé aux Blancs[27] et exerça ainsi une pression décisive pour accélérer la déségrégation des établissements de la ville, le YMCA local[28], les écoles, les hôpitaux et l'association des dentistes de Caroline du Nord[29].

De plus, sous la direction d'Hawkins, MOPA s'engagea pleinement dans les stratégies de conquête électorale afin de briser l'emprise de la Chambre de commerce de Charlotte sur la ville. Selon lui, celle-ci traitait les résidents Africains Américains comme « le seul problème » de Charlotte et cherchait simplement à « acheter » leur vote sans aucune contrepartie[30]. Hawkins voyait aussi les stratégies de conquête électorale comme un moyen de lutter contre les stratégies de résistance à la déségrégation mises en place par les hommes politiques blancs, comme avec le Pearsall Plan (voir **Prologue**)[31].

---

[24] E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 70.
[25] E. Faulkenbury, « Telenegro », *op. cit.*, p. 18.
[26] E. Faulkenbury, « Telenegro », *op. cit.*, p. 32. Dorothy Counts s'était portée volontaire pour intégrer un lycée blanc à Charlotte. Hawkins faisait partie de ceux qui l'avaient escortée tous les jours pendant près d'une semaine, alors qu'elle subissait des insultes et des agressions physiques. Les photographies de Counts harcelée par des Blancs sur le chemin de l'école ont fait le tour du monde et comptent parmi les photos les plus célèbres et iconiques de cette période.
[27] E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 73.
[28] Young Men's Christian Association, sorte de maisons de jeunesse proposant surtout des activités sportives opérées par cette organisation chrétienne.
[29] E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 72-73.
[30] Reginald Hawkins, entretien mené par Joseph Mosnier (A-380), Southern Oral History Program [ci-après SOHP], 5 juin 1995, University of North Carolina at Chapel Hill, p.3.
[31] Reginald Hawkins, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*, p. 52.

Hawkins puisa aussi dans son expérience à Washington quand il était à Howard University[32]. Là-bas, sous l'impulsion de la célèbre vétérane du mouvement de libération noire, Mary Church Terrell[33], il avait participé à la mobilisation autour du plébiscite[34] de 1946 pour l'obtention du droit de vote pour tous les citoyens du District de Columbia[35]. En 1874, en réaction à la brève « expérimentation » d'un gouvernement local interracial élu pendant la Reconstruction, le Congrès avait voté une loi privant les habitants de la ville de ce droit. L'obtention d'un gouvernement local élu et donc du droit de vote étaient vue comme essentielle pour combattre la discrimination et les inégalités raciales visant la population africaine-américaine de la ville qui représentait un tiers de la population globale. C'est pourquoi Hawkins, Terrell et d'autres se battirent pour cette cause aux côtés de leurs alliés blancs, sans succès[36]. Néanmoins, Hawkins apprit de Terrell que le droit de vote était la clé d'une réforme durable[37].

Dès octobre 1961, à Charlotte, MOPA apporta son soutien à des candidats blancs aux élections locales promettant de travailler pour les Africains Américains une fois au pouvoir. De plus, en 1963, l'organisation bénéficia d'une subvention du Voter Education Project (VEP) – une organisation du mouvement de libération noire, dédiée à la lutte contre la confiscation du droit de vote, notamment en finançant de très nombreuses campagnes d'inscriptions d'Africains Américains sur les listes électorales dans le Sud entre 1961 et 1969[38]. La subvention du VEP permit au MOPA de faire du porte-à-porte pour inscrire pas

[32] Une célèbre université historiquement noire (« HBCU »), centre intellectuel qui formait des centaines d'avocats à mener la bataille contre Jim Crow dans les tribunaux. E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 71.

[33] Mary Church Terrell (1863-1954) née sous le statut d'esclavisée à Memphis pendant la guerre de Sécession, est devenue une militante féministe noire de premier plan du mouvement de libération noire et des droits des femmes, de la fin du XIXe siècle jusque dans les années 1950. Première présidente de la National Association of Colored Women (fondée en 1896), membre fondatrice de la NAACP, figure de proue du mouvement pour la criminalisation du lynchage, suffragiste, elle mena à la fin de sa vie, avec succès, la charge contre la ségrégation des établissements publics à Washington DC. Pour une biographique complète voir : Alison Marie Parker, *Unceasing Militant: The Life of Mary Church Terrell*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2020. Pour une étude détaillée de la lutte pour la déségrégation de Washington sous l'égide de Terrell, voir : Joan Quigley, *Just Another Southern Town: Mary Church Terrell and the Struggle for Racial Justice in the Nation's Capital*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

[34] Référendum officieux d'initiative populaire.

[35] Reginald Hawkins, entretien mené par M. Desmarais, *op. cit.*, p. 52. « Coffee Wires Pledge Of All Aid to Cause of D.C. Suffrage », *The Evening Star,* 31 octobre 1946, A4.

[36] À ce sujet voir Chris Myers Asch et George Derek Musgrove, *Chocolate City: A History of Race and Democracy in the Nation's Capital*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2017, en particulier Chapitre 6 « Incapable of Self-Government: The Retreat from Democracy, 1869-1890 ». Ce n'est qu'en 1973, après presqu'un siècle de lutte qu'un gouvernement municipal élu fut rétabli à Washington par le DC Home Rule Act. Depuis, le combat pour que Washington DC devienne un État à part entière continue de faire rage.

[37] E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 71.

[38] Sur l'histoire passionnante du VEP (1961-1992), basé à Atlanta et affilié au Southern Regional Council, et son rôle crucial pour faire avancer le pouvoir politique des Africains Américains par le vote, voir : E. Faulkenbury, *Poll Power*, *op. cit.*

moins de 5 326 nouveaux électeurs noirs sur les listes. Le *Washington Post* écrivit même un article à ce sujet, décrivant la communauté noire de Charlotte comme « l'un des mouvements les plus disciplinés dans l'emploi de stratégies militantes de vote en bloc dans le Sud »[39].

Cependant, Hawkins finit par abandonner cette stratégie pour favoriser l'élection de candidats noirs, ce qui permettrait selon lui de libérer les Noirs de leur dépendance envers les hommes politiques blancs et leurs partis. La fenêtre ouverte par le *Voting Rights Act* de 1965 et la popularité croissante du Black Power offraient selon lui une opportunité unique pour l'élection de candidats noirs en 1968. Pour lui, c'était l'année de « tous les possibles »[40].

1.2. Un « candidat noir » « dans la course pour l'homme noir en Caroline du Nord[41] »

Le 20 décembre 1967, Hawkins annonça son intention de se présenter aux primaires démocrates de mai 1968 pour le poste de gouverneur lors d'une réunion dans le cadre de la North Carolina Political Conference à Raleigh organisée notamment par le militant Golden Frinks, secrétaire local de la Southern Christian Leadership Conference (SCLC)[42] et en présence de *leaders* noirs de l'État. Hawkins soutint qu'il était temps que les Noirs arrêtent de voter pour « le moindre mal », soulignant que le Parti démocrate avait réussi à remporter des élections uniquement grâce au vote noir alors que dès que les candidats blancs étaient élus, ils ne prêtaient aucune attention aux Noirs et ne les représentaient donc pas réellement. Pire, ils continuaient « de les réduire en esclavage[43] ». Ces derniers se retrouvaient donc au bas de l'échelle.

Les participants à la réunion s'interrogèrent sur la meilleure stratégie à adopter : Hawkins devait-il utiliser ou non le mot « noir » et se présenter comme le « candidat des Noirs » ou

[39] *Ibid.,* p. 73 (Faulkenbury, "Reginald Hawkins"), « one of the most tightly disciplined, militant bloc voting movements anywhere in Dixie ».
[40] E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 70. (« To Hawkins, 1968 meant a year of possibility »).
[41] « I am in the bag to do something for the black man in the state of North Carolina », « Minutes of the Breakfast Meeting called by Golden Frink, et al., for the North Carolina Political Conference, 20 December 1967, Peebles Hotel, Raleigh, North Carolina », p. 9 et p. 2, dans Hawkins Papers, Carton 2, Dossier 2.
[42] Goldie Wells, *Golden Asro Frinks: Telling the Unsung Song*, Salt Lake City, Aardvark Global Publishing, 2009.
[43] « The day is past when black people talk about the lesser of the evils. There is no need for Broughton, Stickley, and Gardner to get our votes or to hold offices to represent us, because they will put Negroes back into slavery », « Minutes of the Breakfast Meeting », *op. cit*. John L. Stickley était un homme d'affaires de Charlotte qui se présentait à la primaire républicaine de 1968 (ayant quitté le Parti démocrate en 1965). Jim Gardner, étoile montante du conservatisme républicain réactionnaire se présentait contre Stickley à la primaire républicaine. Jesse Poindexter, « Stickley Says He Will Seek GOP Nomination for Governor », *Winston-Salem Journal,* 3 novembre 1967, p. 6. « Gardner To Oppose Stickley in GOP Gubernatorial Race », *Durham Morning Herald,* 4 janvier 1968, p. 1. J. Melville Broughton était candidat à la primaire démocrate contre le Lieutenant-Gouverneur Robert « Bob » Scott. « J. Melville Broughton Enters Race for Governor of State », *Greensboro Daily News*, 5 décembre 1967, A8.

comme le « candidat de tous »[44] ? Hawkins trancha, décidant de se présenter explicitement comme un candidat noir : « on n'a pas à se cacher d'être noir », déclara-t-il, « mais nous allons gagner le respect en le reconnaissant ouvertement […] je me présente dans cette élection en tant que candidat noir[45] ». Il concevait également sa candidature comme un acte pionnier : « je suis dans l'arène pour l'homme noir dans l'État de la Caroline du Nord pour faire quelque chose qui n'a jamais été fait de mon vivant[46] ».

De plus, Hawkins se plaça très ouvertement dans la mouvance Black Power et déclara : « Me traiter de 'n****' et dire que je suis noir me laisse de marbre désormais parce que je suis noir et que je suis beau[47] », faisant ainsi directement référence au nouveau mot d'ordre du versant culturel et esthétique du mouvement Black Power « Black is Beautiful ». Ce dernier visait à inspirer et affirmer une fierté raciale d'être noir, en opposition à la dévalorisation raciste du physique des personnes noires aux États-Unis, en célébrant la beauté noire, l'acceptation de soi et l'appartenance commune à une culture de la diaspora noire. Ce mot d'ordre s'inscrivait aussi en faux contre ceux qui prônaient plutôt une assimilation des Noirs dans la société américaine au prix de l'effacement de leur identité et de leur histoire[48]. Cette affirmation était donc intrinsèquement politique et liée à l'empouvoirement né du tournant Black Power. Stokely Carmichael, figure de proue de ce mouvement, déclarait à Cuba en 1967 :

> Le Black Power s'attaque au lavage de cerveau en déclarant : NOUS NOUS DÉFINIRONS NOUS-MÊMES. Nous n'accepterons plus la définition de nous-mêmes par l'homme blanc, selon laquelle nous sommes laids, ignorants et sauvages. Nous reconnaîtrons notre propre beauté et notre propre culture et nous n'aurons plus honte de nous-mêmes car un peuple ayant honte de lui-même ne peut pas être libre. Parce que notre couleur de peau a été utilisée comme une arme pour nous opprimer, nous devons utiliser notre couleur de peau comme une arme de libération[49].

---

[44] « Discussion [on the] use of 'black man' and an indication that some decision would have to be made about this problem of coming out for blacks only or for all persons, etc. ». « Minutes of Breakfast Meeting », *op. cit.*, p. 8-9.

[45] « You don't run away from being black, but we will get respect by recognizing it. […] I shall run at this time as a black candidate ». « Minutes of the Breakfast Meeting », *op. cit.*, p. 9 ; également cité dans E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 74-75.

[46] « I am in the bag to do something for the black man in the state of North Carolina that has never been done in my lifetime ». « Minutes of the Breakfast Meeting », *op. cit.*, p. 2.

[47] La citation d'origine est la suivante : « Calling me 'N—' and calling me black doesn't faze me anymore because I'm black and I'm beautiful ». « Common Cause For Poor Whites, Negroes, Seen by Hawkins », *The News and Observer*, 21 janvier 1968 dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 2 également cité dans E. Faulkenbury, *Telenegro*, *op. cit.*, p. 72.

[48] C. Rolland-Diamond, *Black America*, p. 311-313. Sur le versant culturel du Black Power voir William Van Deburg, *New Day in Babylon: The Black Power Movement and American Culture,* Chicago, University of Chicago Press, 1992.

[49] Stokely Carmichael, Havana, Cuba, août 1967, « Black Power and the Third World », discours devant l'organisation de solidarité latino-américaine (Address to the Organization of Latin American Solidarity), disponible en ligne http://www.freedomarchives.org/Documents/Finder/Black%20Liberation%20Disk/Black%20Power!/SugahData/Books/Carmichael.S.pdf (consulté le 5 juillet 2023). « Black power attacks this brainwashing by saying, WE

Revendiquer le slogan « Black is Beautiful », proclamer sa fierté d'être noir pour un candidat au poste de gouverneur d'un État du Sud, était donc tout sauf anodin pour Reginald Hawkins. Dans la lignée de Carmichael, il concevait cette revendication comme faisant partie intégrante de l'arsenal à déployer pour permettre la libération des Africains Américains de l'État par le biais de la conquête électorale du plus haut poste exécutif de l'État. Hawkins affirmait qu'il était temps que les Noirs arrêtent d'adhérer à l'idée que « les Noirs sont mauvais[50] ». Selon Faulkenbury, Hawkins voyait avant tout le Black Power comme un mouvement politique d'autodétermination fondé sur l'unité de classe et non pas comme une forme de séparatisme[51]. De plus, plus sa campagne avança, plus il insista sur des thèmes de revendications proches du Black Power, critiquant l'intégration à sens unique et exhortant à une révolution noire[52]. Hawkins définissait le Black Power comme ceci : « être capable de participer à la politique et aux prises de décisions au sein du système en Caroline du Nord. Partager la prospérité économique. Être fier de son identité noire. Enseigner le patrimoine de la race[53] ».

WILL DEFINE OURSELVES. We will no longer accept the white man's definition of ourselves as ugly, ignorant and uncultured. We will recognize our own beauty and our own culture and will no longer be ashamed of ourselves, for a people ashamed of itself cannot be free. Because our color has been used as a weapon to oppress us, we must use our color as a weapon of liberation ».

[50] « We have got to disclaim the notion that black people have that black is evil ». « Minutes of the Breakfast Meeting », *op. cit.,* p. 2.

[51] E. Faulkenbury, « Telenegro », *op. cit.*, p. 98.

[52] *Ibid.*, p. 125-126.

[53] « Hawkins Counts on Poor White, Negro Votes », *Asheville Citizen Times,* 26 janvier 1968, p. 24. « Hawkins is an advocate of Black Power as he defines it : 'Being able to participate in the politics and decision-making of the power structure in North Carolina. Sharing economic good. Having pride in blackness. Teaching the heritage of the race ».

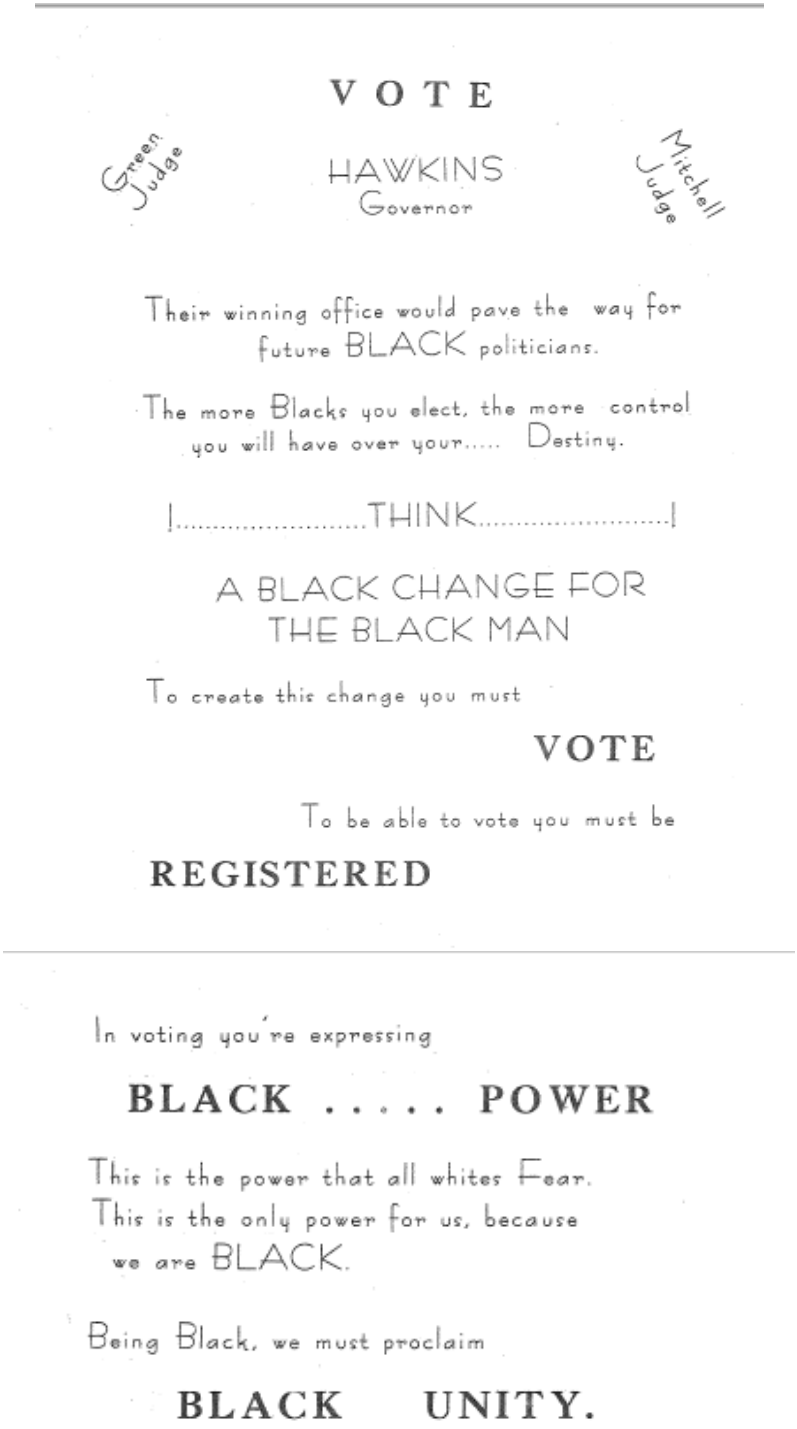


Figure 3 : Affiche de campagne (non-daté mais autour de 1968)[54].

Cette affiche de campagne (**Figure 3)** montre la forte association entre le mot d'ordre Black Power et l'exercice du droit de vote pour élire un candidat noir défendant la cause. Elle révèle aussi à quel point les stratégies électorales étaient conçues comme un outil essentiel de « contrôle de son destin » et donc d'autodétermination à la fois à l'échelle individuelle

[54] Hawkins Papers, carton 2, Dossier 4**.**

(« *your* destiny ») et à l'échelle collective de la communauté qui devait s'unir (« black unity »).

Il est cependant intéressant de noter que les soutiens de sa campagne essayaient aussi de prévenir les critiques contre Hawkins à propos de son positionnement par rapport au mouvement Black Power et sur la question du recours à la violence. Ainsi, dans un document stratégique établi par l'équipe de campagne de Charlotte pour répondre aux questions des journalistes et des citoyens, l'équipe insiste sur le fait qu'Hawkins prêche la non-violence et n'est pas en faveur d'une suprématie noire ou de la violence. À la question « quel est le point de vue [d'Hawkins] sur le mouvement Black Power ? », les militants préconisent de répondre « [Hawkins] veut donner le droit de vote et émanciper les Noirs. Il est contre le racisme anti-blanc ». À la question « comment propose-t-il de s'occuper des pilleurs, pyromanes et agitateurs qui endommagent les biens de propriété privée ? », ils préconisent de répondre « Dr. Hawkins a affirmé à maintes reprises qu'il est pour que ceux qui enfreignent la loi soit arrêtés et poursuivis »[55]. Il semble qu'ils essayaient ainsi de rendre Hawkins acceptable pour les électeurs et les médias blancs alors que son goût pour la confrontation et les coups d'éclat, ses prises de positions sur le sujet du Black Power et des émeutes pendant sa campagne et son histoire de militant perçu comme radical à Charlotte avaient fait de lui un candidat très controversé. Plutôt que de pointer du doigt les émeutiers, il avait en effet insisté sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de ces violences urbaines : la pauvreté, la ségrégation et le racisme[56]. Il exprimait aussi ouvertement son soutien à Stokely Carmichael et Rap Brown, deux figures anathèmes du Black Power pour les médias, les décrivant comme « des jeunes hommes brillants » et soutenant que les accusations à leur encontre étaient le résultat de ce que le pays leur avait fait subir[57].

Il est d'autant plus intéressant d'analyser les prises de positions d'Hawkins et la rhétorique qu'il déploya dans cette campagne centrée sur « le maintien de l'ordre », selon la formule du politiste Tom Eamon, à la suite des émeutes urbaines à Newark, Détroit et Los Angeles en 1965 et l'intensification des manifestations contre la guerre au Vietnam, et plus

[55] « Charlotte Citizens Coalition for Dr. Hawkins. Questions Most Asked Us About Dr. Hawkins », Hawkins Papers, Carton 2, dossier 4, p. 2. Les citations originales sont les suivantes : « A. Is Dr. Hawkins an advocate of the black power movement ? – He advocates non-violence. He is not an advocate of black supremacy or violence. » ; « B. If not, what are his views toward the black power movement ? – He is for enfranchising the Negro and against black racism toward the White community. » ; « C. How does he propose to deal with looters, arsonists, and rabble-rousers endangering private property ? – Dr. Hawkins has repeatedly stated that he is for the arrest and prosecution of all violators of the law ».
[56] E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 81.
[57] « Hawkins Counts on Poor White, Negro Votes », *op. cit.*

encore après les éruptions suivant l'assassinat de Martin Luther King le 4 avril 1968[58]. Hawkins s'autoproclama justement « la seule police d'assurance de la Caroline du Nord contre les émeutes[59] ». Il mena une marche de plus de 6 000 personnes de Charlotte au tribunal du comté de Mecklenburg après l'assassinat de Martin Luther King. À cette occasion, il réaffirma l'importance des stratégies de conquête électorale. Reprenant le célèbre discours de 1964 de Malcolm X « The Ballot or the Bullet », il déclara alors « qu'il fallait des bulletins de vote, pas des balles, parce que nous pouvons faire plus en un jour en utilisant les urnes, qu'en 10 ans en utilisant la violence[60] ».

Dans sa propagande électorale, Hawkins mit en avant son parcours de militant pour les droits civiques à Charlotte notamment ses victoires pour la déségrégation des YMCA et des établissements publics grâce à des procès mais aussi des manifestations. En citant Abraham Lincoln en ouverture de son tract de campagne, il place le mouvement pour les droits civiques dans la tradition démocratique américaine tout en soulignant le caractère moral de cette lutte pour l'égalité. Cependant, la prise de conscience morale ne peut venir selon lui que grâce à de nouvelles méthodes de luttes, à rebours du « système traditionnel ». Il voyait son élection en tant que gouverneur de la Caroline du Nord comme une de ces nouvelles méthodes de lutte car il pourra « exprimer la voix des Noirs comme jamais auparavant[61] ». Il prend néanmoins le soin de souligner qu'il sera le candidat de tous (**Figure 4**) et pas seulement le candidat noir pour les Noirs. Le tract se termine sur une note plus radicale avec un extrait du discours de l'annonce officielle de sa candidature le 13 janvier 1968 :

> Je ne vise pas un siège à la table des négociations. Je vise un siège dans le palais du gouverneur. Pendant trop longtemps, les Noirs ont cherché à avoir une place à la table des négociations pour finalement ne recevoir que des miettes une fois le dîner terminé. Nous voulons désormais faire partie de la planification du menu[62].

[58] « A law-and-order primary », Tom Eamon, *The Making of a Southern Democracy: North Carolina Politics from Kerr Scott to Pat McCrory*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2014, p. 117 cité dans Evan Faulkenbury, « Reginald Hawkins, the 1968 North Carolina Democratic Primary, and the Future of Black Political Participation », dans Journal of Civil and Human Rights, vol. 5, n°2, Automne/Hiver 2019, p. 77.
[59] « NC's only riot insurance » cité dans E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p. 78.
[60] E. Faulkenbury, « Reginald Hawkins », *op. cit.*, p.81 et p.71.
[61] « Dr. Hawkins would be able to express the Negro voice as never before, in all facets of life ». « Dr. Reginald Hawkins Governor in '68: A Candidate for All the People », tract de campagne, Hawkins Papers, Carton 2, Dossier 2.
[62] « I am not seeking a seat at the bargaining table. I am seeking a seat in the governor's mansion. Too long have black people sought a place at the bargaining table, only to receive the crumbs after dinner is over. We are seeking now to be in on the planning of the menu ». *Ibid.*



Figure 4 : « Dr. Reginald Hawkins Governor in '68: A Candidate for All the People », tract de campagne[63].

Les mesures qu'il proposait le distinguaient clairement comme le candidat le plus à gauche de la campagne[64]. Ses mesures phares concernaient l'égalité raciale et la redistribution des richesses vers les plus pauvres de l'État grâce à une taxe sur la vente d'alcool au verre qui était jusqu'alors encore illégale[65] et une taxe exceptionnelle sur le tabac afin de financer les services publics, en particulier l'éducation qui souffrait d'une extrême inégalité de répartitions des ressources[66]. Hawkins se positionna également en faveur de l'abrogation des lois « right-

[63] Hawkins Papers, Carton 2, Dossier 2.
[64] E. Faulkenbury, « Telenegro », *op. cit.*, p. 14.
[65] L'interdiction de la vente de boissons fortement alcoolisées de type cocktails ou spiritueux (contenant plus de 21% d'alcool) était un héritage de la Prohibition qui perdura jusqu'en 1978 (après 70 ans d'interdiction). Michael Crowell, « A History of Liquor-By-The-Drink Legislation in North Carolina », *Campbell Law Review*, vol. 1, n°1, 1979, p. 61-62. Selon Faulkenbury, la légalisation de cette vente faisait l'objet de vives batailles politiques depuis des décennies à l'Assemblée de l'État. Au-delà de l'aubaine financière, le sujet était en fait intimement lié à la persécution de la communauté africaine-américaine par la police qui extorquait les *speakeasies* tenus par des Noirs à Charlotte. E. Faulkenbury, « Telenegro », *op. cit.*, p. 82-83.
[66] E. Cyna, « Shortchanged », *op. cit*. Hawkins apparaît d'ailleurs dans l'étude de Cyna (p. 20-291) car ce dernier s'était fait co-plaignant dans le célèbre procès *Swann v. Mecklenburg* qui accusait le comté de ne pas respecter l'arrêt *Brown v. Board of Education* en continuant de pratiquer la ségrégation scolaire. L'arrêt de la Cour suprême issu de ce procès a fait date en réaffirmant la constitutionalité du *busing*, pratique qui consistait à

to-work » qui constituaient un obstacle majeur à la syndicalisation dans l'État et donc à la négociation d'augmentations salariales[67]. Hawkins chercha d'ailleurs le soutien de grands syndicats. Enfin, il se déclara favorable à une loi garantissant l'interdiction de la discrimination pour l'achat et la vente de biens immobiliers (*open housing*) ainsi que pour l'accès à l'emploi, et donc, plus généralement, pour le démantèlement de toute pratique maintenant la ségrégation.

Dans ses discours de campagne et les mesures qu'il mettait en avant, Hawkins revendiquait l'héritage du mouvement fusionniste de la fin du XIXe siècle évoqué plus haut. Il implorait ainsi les Blancs pauvres de voter en fonction de l'intérêt de classe plutôt que de privilégier le maintien de la suprématie blanche. Cette stratégie fut reprise plus tard par Howard Lee comme nous le verrons (avec de meilleurs résultats, quoique tout aussi infructueux).

1.3. Mobiliser les "grassroots" : la stratégie du réseau ("tell-a-negro")

Hawkins s'était présenté en sachant pertinemment qu'il allait perdre, mais il concevait sa candidature comme un acte de résistance afin d'inspirer la mobilisation politique directe des Noirs de l'État en vue d'obtenir une véritable redistribution des richesses en faveur des Noirs pauvres. Il reçut le soutien des personnalités politiques noires modérées et radicales présentes à la réunion stratégique de décembre 1967. Le pasteur Dunlap[68], initialement prévu comme chef de campagne, et de nombreux pasteurs noirs présents à la réunion annoncèrent leur soutien à la candidature d'Hawkins et promirent d'activer leurs réseaux. Nathan Garrett, le nouveau directeur du programme *Foundation for Community Development* (soutenu par le NCF) à Durham, comptait aussi parmi les soutiens présents. John Edwards du North Carolina Voter Education Project, bien que ne pouvant pas soutenir ouvertement sa campagne en tant

---

transporter des élèves noirs et blancs hors de leur quartier d'origine afin de permettre une déségrégation effective malgré la persistance de la ségrégation résidentielle.

[67] Ces lois introduites dans les années 1940 (1947 en Caroline du Nord) avaient pour but d'affaiblir le mouvement syndical qui avait émergé avec le New Deal dans les années 1930. Elles interdisaient la pratique du « closed shop » et du « union shop » qui garantissaient que les employés recrutés soient syndiqués et même la possibilité de négociation collective dans le secteur public. Dans les faits, tout comme la loi Taft-Hartley de 1947, elles élargissaient considérablement la possibilité pour les entreprises d'empêcher la syndicalisation en leur sein par des techniques plus ou moins directes. R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 303.

[68] Le pasteur Dunlap était un leader important du mouvement pour les droits civiques dans le comté d'Halifax et membre de l'organisation Halifax County Voters' Movement (HCVM) créée en 1964 pour lutter contre la confiscation du droit de vote et l'intimidation des Africains Américains du comté par le Ku Klux Klan local et pour la justice raciale. L'organisation mettait l'accent sur l'exclusion politique des Africains Américains comme l'un des éléments clés de leur oppression. Sur le HCVM et l'évolution du mouvement de libération à Halifax voir E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 61-78.

que directeur de ce programme apolitique (son statut d'exemption fiscale en dépendait), déclara également qu'il activerait ses réseaux pour soutenir la candidature d'Hawkins.

Enfin, Howard Fuller proclama également son soutien le plus total à cette candidature et à celles d'autres qui défendraient les intérêts des Noirs. Il souligna l'importance d'inscrire des Africains Américains sur les listes électorales et de mobiliser des pauvres dans l'organisation de la campagne mais aussi les étudiants. Il expliqua que « tout '*Negro*' qui ne déclarerait pas son soutien à Hawkins ne vaudrait pas un kopeck », qu'il pensait que les Noirs étaient « en guerre et qu'il fallait se déclarer publiquement pour ou contre l'homme blanc » et qu'il fallait « montrer à l'homme blanc que l'heure du '*Negro'* avait sonné[69] ». Le choix des mots est ici très révélateur du changement de vocabulaire opéré dans ces années-là, promu notamment par les adhérents au Black Power. Dans la bouche de Fuller, le terme « *Negro* » faisait référence aux Africains Américains encore prisonniers d'une mentalité raciste imposée par les Blancs, par opposition au terme de « Noir » (*Black*) privilégié pour revendiquer fièrement une identité noire politique et militante dans la lignée du « Black is Beautiful » comme expliqué plus haut[70]. Hawkins lui-même décrivait lui-même sa candidature comme une campagne de « de-n*****ization[71] ». Lors d'un meeting de campagne dans le comté de Robeson (un comté à forte proportion d'Africains Américains et d'Amérindiens), Fuller déclara aux côtés d'Hawkins et de Golden Frinks (secrétaire local de la SCLC de Caroline du Nord), devant une foule exaltée par son discours : « Il est temps que nous ayons une machine politique qui soit

[69] « Any Negro who doesn't come out for Hawkins ain't worth a nickel. I believe we are in a war, and you either have to come out for or against the white man. We have to let the white man know the day of the Negro is gone ». « Minutes of the Breakfast meeting », p. 3.

[70] Voir à ce sujet le célèbre article de Lerone Bennett Jr., « What's in a Name? Negro vs. Afro-American vs. Black », *ETC: A Review of General Semantics*, décembre 1969, vol. 26, n°4, p. 399-412 et en particulier sur l'utilisation de la distinction entre le terme « Negro » et « Black » par les militants du Black Power dans ces années-là, p. 400 : « Black Power advocates use "black" for "black brothers and sisters who are emancipating themselves" and the word "Negro" is used contemptuously for Negroes "who are still in Whitey's bag and who still think of themselves and speak of themselves as Negroes" ». Nous avons donc fait le choix ici de ne pas traduire le terme « Negro » en français pour permettre de comprendre cette distinction dans toute son épaisseur historique. En effet le terme « nègre » en français pour traduire « Negro » nous paraît inadéquat ici car il efface la nuance importante avec l'insulte raciste « N— » en anglais (c'est-à-dire le *N-word* ou « mot en n » en français). Ces deux termes ne sont pas du tout équivalent en contexte états-unien comme l'article cité ici le démontre. L'histoire des évolutions et des débats autour de l'utilisation du terme « Negro » par les Africains Américains n'est pas la même que celle autour du « N-word ». En effet, pendant longtemps « Negro » fut le terme consacré, sans connotation péjorative, et choisi par une majorité d'Africains Américains jusqu'au Black Power. Comme en témoigne l'exemple commenté ici, c'est justement à cette période que le terme commença à être contesté. Il fut progressivement remplacé par *black* (sans majuscule à l'époque) et *African-American*. Les termes employés par les personnes afro-descendantes aux États-Unis ont beaucoup varié au cours de l'histoire et ont fait l'objet de tensions internes, au gré de l'évolution du Long Mouvement de libération noire. Pour une référence française sur ce sujet et les enjeux d'auto-nomination/définition et de l'usage des majuscules, voir : N. Martin-Breteau, « Une dignité majuscule ? », *op. cit.* et en particulier sur le rejet de « Negro » au moment du Black Power, p. 27-29.

[71] « Hawkins' 'Dream' : To Give State Taste of Black Power on May 4 », *The News and Observer*, 24 avril 1968, p. 2.

victorieuse même si nous perdons cette fois-ci[72] ». Il encouragea les présents à s'inscrire sur les listes électorales pour « faire le ménage » et évincer les Noirs et Amérindiens « vendus ». Fuller croyait donc fermement qu'il était temps que des candidats noirs en faveur du mouvement de libération soient élus au niveau local et de l'État et que c'était un moyen d'étendre la philosophie du Black Power à l'arène électorale.

Hawkins savait que la clé d'une potentielle victoire serait dans sa capacité à mobiliser ce réseau de *leaders* noirs de l'État comprenant personnalités politiques, militants de toute tendance, pasteurs et réseaux professionnels (comme les dentistes noirs) pour inscrire massivement des électeurs africains-américains sur les listes (l'objectif fixé était de 500 000) et les convaincre de voter pour lui. La campagne ayant très peu de fonds et opérant en dehors de la machine du Parti démocrate, la stratégie principale consistait à utiliser « le bouche à oreille » pour inciter les Africains Américains de l'État à s'inscrire sur les listes et à voter pour Hawkins lors de la primaire, comme l'a montré Faulkenbury[73].

1.4. De la défaite au North Carolina Committee for Better Black Political Representation

Hawkins arriva finalement en troisième position lors de la primaire du 4 mai, récoltant environ 18.5 % des voix. Faulkenbury analyse ces résultats comme impressionnants seulement trois ans après le passage du VRA mais aussi décevants du point de vue de la participation des Africains Américains au scrutin. Plusieurs facteurs expliquent le décalage entre les projections des votes noirs et la réalité. Des stratégies de purge électorale (qui consistaient à retirer le nom d'électeurs inscrits sur les listes, ou à invalider leur bulletin de vote, au nom d'irrégularités supposés concernant la validité de leur inscription) furent employées dans 36 comtés en 1968. Cette purge eut pour conséquence de neutraliser une partie des efforts de la campagne d'Hawkins pour inscrire les électeurs noirs sur les listes. De plus, comme la campagne d'Hawkins manquait de financement, elle n'était pas en mesure de véhiculer les électeurs jusqu'aux bureaux de vote ce qui pouvait constituer un frein majeur pour certains. Enfin, selon lui, les traumatismes liés à la fois à la longue histoire de répression du vote vécue par les Africains Américains et à l'assassinat du Dr. King, un mois auparavant,

[72] « We are due a political machine that will win even if we lose at this minute […] we're gonna flush out all you house niggers and white Indians… we gonna do away with all you middle class N— ». « Hawkins Calls for Unity At Polls May 4 As 'Opportunity For Poor' », *The Robesonian*, 29 avril 1968, vol. XCIC, n°53, p. 2.

[73] D'où le titre du mémoire de master de Faulkenbury « Telenegro », contraction de « tell-a-negro », « tell a negro that another Negro, Reginald Hawkins, is running for governor on the Democratic ticket. Get registered and vote for him May 4 » cité p.84 « Telenegro », *op. cit.*

pouvaient aussi expliquer pourquoi les résultats ne furent pas à la hauteur de ceux escomptés. Mickey Michaux, futur homme politique noir de premier plan de l'État (comme nous le verrons dans les **chapitre 4** et **chapitre 5**), souligne le poids de cette histoire à surmonter pour ceux qui avaient été habitués à se faire humilier et à se voir refuser le droit de s'inscrire ou de voter[74].

Bien qu'infructueuse, la campagne d'Hawkins, dont l'objectif était clairement de constituer la population noire de l'État en force politique et de participer ainsi à son autodétermination politique par les urnes, ouvrit la voie et inspira d'autres tentatives de campagnes électorales comme celle d'Howard Lee qui, comme nous le verrons, avait été actif dans la campagne d'Hawkins et fut très inspiré par cette expérience. De plus, comme l'a souligné Faulkenbury, la campagne d'Hawkins de 1968 illustre bien la porosité entre les mouvances du Black Power et du mouvement pour les droits civiques car ce dernier utilisait bien des éléments des deux traditions que ce soit dans ses actions directes sur le terrain ou lors de sa candidature[75].

L'échec d'Hawkins ne mit pas un terme à son engagement politique. Tout d'abord, à la suite de la primaire, Hawkins créa une organisation, le North Carolina Committee for Better Black Political Representation (NCCFBBPR) pour protester contre la sélection des délégués démocrates de l'État à la convention nationale du Parti qui ne comptaient que très peu de Noirs et de femmes. L'organisation soumit une résolution au Parti pour que la composition des délégués reflète les caractéristiques de la population de la Caroline du Nord, soit 25% de délégués noirs puisque c'était aussi le pourcentage de la population africaine-américaine de l'État. Lorsque cette résolution fut rejetée lors de la convention du Parti de l'État à Raleigh le 6 juin 1968, les membres de l'organisation et leurs soutiens blancs et noirs, soit environ cent personnes, quittèrent la salle. Hawkins déclara alors aux délégués noirs de la convention réunis au sous-sol : « Le Parti démocrate de Caroline du Nord s'est construit sur le dos des Noirs de cet État, et ils se sont montrés loyaux et fidèles […] Nous n'allons plus attendre[76] ». Ils établirent alors une liste alternative de 33 délégués noirs (qui iraient à la convention nationale d'août 1968) qu'ils présentèrent au Parti une fois revenus dans la salle. Cette liste fut rejetée et le Parti adopta une résolution selon laquelle les délégués devaient être

[74] E. Faulkenbury, « Telenegro », *op. cit.*, p. 128-136.
[75] E. Faulkenbury, « Telenegro », *op. cit.*, p. 11.
[76] Joe Doster, « Democrats Turn Down Negro Demands for More Delegates », *Winston-Salem Journal*, 7 juin 1968, p. 20.

choisis sans égard à la couleur de peau. Les délégués noirs et les membres du NCCFBBPR entonnèrent alors des chants de liberté (*freedom songs*) du mouvement et sortirent à nouveau de la salle pour protester contre l'inflexibilité du Parti face aux demandes de représentation équitable de l'organisation[77].

Traditionnellement et en particulier dans les États du Sud, les délégués étaient majoritairement choisis par les « boss » du Parti de l'État plutôt que par des primaires, ce qui permettait donc d'exclure les minorités[78]. Cette pratique avait été mise sous le feu des projecteurs en 1964 lorsque des militants du SNCC du Mississippi avaient formé un parti alternatif, le Mississippi Freedom Democratic Party (MFDP), dont les représentants étaient élus par des Noirs inscrits sur les listes. L'objectif était d'envoyer une délégation de 68 personnes à la convention nationale du Parti à Atlantic City en août 1964 pour protester contre la délégation intégralement blanche alors que les Africains Américains étaient majoritaires dans cet État[79]. Sous la pression du Président Lyndon Johnson qui ne voulait pas voir la nomination à sa réélection perturbée, leur demande fut rejetée par le Parti et provoqua une remise en question au sein du SNCC quant à la pertinence de continuer à travailler avec le Parti démocrate[80]. L'inspiration du Mississippi Freedom Democratic Party (MFDP) était évidente pour le NCCFBBPR. L'organisation signala l'importance des stratégies de participation politique parmi les méthodes non-violentes pour lutter contre le racisme et la pauvreté. Faisant allusion aux fondements de la démocratie étatsunienne en empruntant la célèbre formule révolutionnaire « pas d'imposition sans représentation », elle dénonça le caractère non-démocratique de cette absence de représentation pour choisir le candidat aux élections au sein du Parti alors même que ce dernier comptait sur le vote des Noirs[81].

Le comité comptait parmi ses membres plusieurs figures politiques noires clés de l'État que nous recroiserons au cours de ce manuscrit tel qu'Howard Lee[82]. En outre, parmi les délégués alternatifs choisis pour protester contre le manque de représentation à la

[77] *Ibidem* (« Democrats Turn Down Negro Demands ») et Thomas A. Bowman, Memo du « NC Citizens for Progress » du 6 juin 1968, « Walk-Out at State Democratic Convention: Raleigh, N.C. » dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 5. Arthur Johnsey, « Ruling Is Protested By Negro Delegates », *Greensboro Daily News*, 7 juin 1968, B1.
[78] M. Isserman, M. Kazin, *America Divided*, *op. cit.*, p. 279.
[79] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 272-274.
[80] Hasan Kwame Jeffries, « SNCC, Black Power, and Independent Political Party Organizing in Alabama, 1964-1966 », *The Journal of African American History*, vol. 91, n°2, printemps 2006, p. 175-176.
[81] Dr. Reginald Hawkins, « A Proposal Sketch from the North Carolina Committee for More Representative Political Participation » dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 5.
[82] Memo from Reginald Hawkins to All members of the North Carolina Committee for More Representative Political Participation, « Organizational goals and development », 13 juin 1968 dans Hawkins Papers, Carton 2, dossier 5, p. 3.

convention nationale à Chicago, 14 étaient des femmes. Parmi elles figuraient de futures femmes politiques noires majeures de l'État : Lavonia Allison, future présidente du North Carolina Black Leadership Caucus et du Durham Committee on the Affairs of Black People (**Chapitre 3**) ; Annie Brown[83] future représentante à l'Assemblée de Caroline du Nord (1979-1994) ; Eva Clayton, candidate sans succès au Congrès en 1968, future élue à la commission de comté de Warren (1982-1992) et première femme africaine-américaine élue au Congrès (1993-2002) (**Chapitre 4**). Soulignons enfin la présence de militantes de premier plan du mouvement de libération qui était aussi impliquées dans le Parti démocrate au niveau local : la vétérane Velma Hopkins (leader du syndicat Local 22 à Winston-Salem dans les années 1940 et membre active du Parti démocrate local[84] – voir **Chapitre 2**) et Ann Atwater (militante des droits civiques et de la lutte contre la pauvreté à Durham, élue vice-présidente du Parti démocrate du comté de Durham en 1968[85] – voir **Chapitre 3**).

La présence de ces femmes africaines-américaines montre le rôle clé des militantes et femmes politiques dans les stratégies de conquête électorale et de réforme du système politique, pas seulement en tant que base arrière ou « petites mains[86] » du mouvement mais en tant qu'agents politiques et *leaders* à part entière. Hawkins lui-même décrivait les femmes noires comme les « chevilles ouvrières » ou « nourrices[87] » du mouvement tout en insistant que sans elles il n'y aurait pas eu de mouvement et qu'elles étaient des *leaders* à part entière et la colonne vertébrale du mouvement[88]. Comme l'a montré Linda Faye Williams, les compétences développées au sein du mouvement pour les droits civiques (porte-à-porte, *get out the vote*, organisation et participation à des réunions) étaient directement transférables

[83] Plus tard Annie Brown Kennedy.
[84] Sur Velma Hopkins, son rôle dans le Local 22 et dans les affaires politiques locales voir R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*
[85] Sur Atwater voir R. Korstad et J. Leloudis, *To Right These Wrongs*, *op. cit.*, p. 181-183 ; p. 316-319. C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.* D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*
[86] C. Rolland-Diamond cite Charles Payne, *I've Got the Light of Freedom*, *op. cit.*, p. 265-283 qui souligne la centralité du rôle des femmes dans le mouvement dans le Mississippi dans les années 1960, notamment en raison de l'aversion du SNCC pour les relations hiérarchiques mais aussi parce que les femmes étaient plus investies dans le maintien des liens de la communauté.
[87] Charles Payne relève également le rôle des femmes en tant que « mères » du mouvement (p. 276). La féministe noire Patricia Hill Collins avance l'influence du rôle des femmes noires en tant qu'« othermothers » (littéralement « autre-mère » qui désigne à l'origine des figures maternelles qui élèvent des enfants qui ne sont pas les leurs biologiquement mais des enfants de la famille élargie ou de la communauté – par opposition aux « bloodmothers » donc) pour expliquer leur forme de militantisme et leur appréhension du besoin de transformation institutionnelle. Elle cite les cas de Septima Clark et d'Ella Baker comme des exemples de militantisme politique distinct des femmes noires, montrant que bien qu'elles ne soient pas des *leaders* au sens traditionnel du terme, elles exerçaient un pouvoir considérable au sein de leurs organisations et façonnaient la philosophie de ces dernières. Patricia Hill Collins, *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, 2e édition, New York, Routledge, 2000, p.21 8-219. Voir aussi : Belinda Robnett, *How long? How long?: African-American Women in the Struggle for Civil Rights*, New York, Oxford University Press, 1997.
[88] Reginald Hawkins, entretien mené par E. Desmarais, *op. cit.*, p. 49-50.

dans la sphère électorale. De plus, les femmes noires avaient tendance à combiner des stratégies visant à transformer le système de l'intérieur et des stratégies contestataires à l'extérieur de ce dernier[89] car elles comprenaient la nécessité de « faire de la politique par tous les moyens[90] ».

Ainsi, malgré le peu d'études complètes sur l'implication dans la sphère électorale des femmes africaines-américaines, en particulier aux échelons locaux du Parti démocrate, comparés à leurs homologues masculins, au-delà de cas célèbres, comme celui de Shirley Chisholm, élue au Congrès quelques mois plus tard en 1968[91], il semble que les femmes jouèrent un rôle important et s'impliquèrent dans la transformation du Parti en commençant par l'échelon ultra-local du *precinct*. Lavonia Allison et Eva Clayton faisaient partie de l'élite civique et économique de leur communauté et se tournèrent avant tout vers des stratégies de conquête électorale. Les exemples très différents de Velma Hopkins et d'Ann Atwater, quant à eux, illustrent bien l'utilisation conjointe de stratégies réformistes et radicales fondée sur une approche pragmatique de la lutte pour l'égalité et la justice raciale et de genre.

Hopkins était une ancienne *leader* syndicale de premier plan du Local 22 de Winston-Salem. Elle était une « model club woman » et combinait ses rôles de mère, épouse, ouvrière et membre de la communauté selon Robert Korstad[92]. Elle incarnait le lien entre le syndicalisme des droits civiques des années 1940 et le mouvement des années 1960 tant elle avait œuvré au sein de l'usine Reynolds pour les droits des travailleurs blancs et noirs et pour les droits civiques des Noirs à Winston-Salem dans les années 1940 et avait continué à accompagner le mouvement et à travailler au sein du Parti démocrate dans les années 1960.

Atwater était quant à elle une figure de premier plan de la lutte contre la pauvreté et pour la défense des femmes bénéficiaires des allocations sociales. Elle avait également embrassé la philosophie du Black Power, ne craignait pas de menacer d'utiliser la violence pour défendre les intérêts de la communauté mais elle s'était également fait élire vice-présidente du Parti démocrate du comté de Durham en 1968 grâce à la mobilisation des

---

[89] L. Williams, « The Civil Righs-Black Power Legacy », *op. cit.*, p. 316-318. Voir aussi C. Rolland-Diamond, *Black America, op. cit.*, p. 15-16 et p. 251.

[90] « politics by any means necessary ».

[91] Sur l'élection historique de Shirley Chisholm, sa pratique du féminisme noir politique au sein du Parti démocrate et sa vision démocratique radicale voir Anastasia C. Curwood, *Shirley Chisholm: Champion of Black Feminist Power Politics*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2022.

[92] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 155 et p. 417. L'expression « model club woman » fait référence aux clubs de femmes africaines-américaines, nés à la fin du XIXe siècle. Ces clubs étaient des organisations d'entraide et d'action sociale indirectement politique, particulièrement dans le Sud (garde d'enfants, éducation, soins de santé et activités de loisirs). En 1896, la National Association of Colored Women (NACW), fut fondée par la militante Mary Church Terrell et l'écrivaine Josephine St. Pierre Ruffin et devint la principale organisation féminine noire de cette période. C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 50. À ce sujet voir : Deborah G. White, *Too Heavy A Load: Black Women in Defense of Themselves, 1894-1994*, New York, Norton, 1999.

Africains Américains via une confédération de conseils de quartiers, l'United Organizations for Community Improvement (UOCI)[93]. Malgré la prédominance de femmes noires issues de la classe moyenne et de l'élite, l'implication de femmes noires issues des classes populaires comme Ann Atwater (et, comme nous le verrons ultérieurement, Naomi Green) démontre bien que les stratégies de conquête électorale, voire l'incursion dans l'arène électorale, n'étaient pas le seul apanage d'une élite parmi les femmes noires. Je rejoins ici l'analyse d'Evelyn Simien et de Danielle McGuire concernant la nécessité de continuer de réévaluer le rôle des femmes noires dans le mouvement de libération. Ces dernières n'étaient pas seulement des soutiens de l'ombre essentiels ni des « bridge builders » mais leur *leadership* (leur rôle de moteur et chefs de file du mouvement) prit de nombreuses formes selon les contextes, y compris des formes plus traditionnelles de porte-paroles charismatiques ou de dirigeantes officielles[94].

Le North Carolina Committee for Better Black Political Representation intent également une action en justice contre le Parti avec l'aide de l'avocat des droits civiques James E. Ferguson II, argumentant que le faible nombre de Noirs à des échelons décisionnaires du Parti violait la clause d'égalité devant la loi (« equal protection ») et qu'ainsi le Parti violait le 15e amendement tel que l'avait réaffirmé la Cour suprême avec *Smith v. Allwright* en 1944. La plainte déposée faisait aussi référence au principe cardinal du suffrage universel « one man, one vote » (littéralement « un homme, une voix », l'expression soulignant que tout citoyen a le droit de vote et d'autre part qu'aucun vote ne compte plus qu'un autre, quel que soit le statut social du citoyen[95]) réaffirmé par l'arrêt *Baker v. Carr* de 1962. Ferguson soutint également que l'application d'une représentation proportionnelle était nécessaire pour remédier à la discrimination présente et passée de ces cent années précédentes, mettant ainsi en avant le besoin d'une politique d'*affirmative action*[96] pour le

[93] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 184-189 et p. 127 ; R. Korstad et J. Leloudis, *To Right These Wrongs*, *op. cit.*, p. 189-190.
[94] Evelyn M. Simien et Danielle L. McGuire, « A Tribute to the Women: Rewriting History, Retelling Herstory in Civil Rights », *Politics and Gender*, vol. 10, n°3, septembre 2014, p. 418-420.
[95] Sur l'explication de la formule *one man, one vote*, voir Pierre Avril, « Un homme, une voix ? », *Pouvoirs*, vol. 1, n°120, 2007, p. 123-132.
[96] Nous choisissons de ne pas traduire le terme *affirmative action*, afin d'éviter les connotations negatives parasites induites par le mot « discrimination » en français. Les politiques d'*affirmative action* trouvent leurs origines dès la période du New Deal, mais connurent leur véritable essor dans les années 1960, au fur et à mesure que le mouvement obtint des victoires législatives et judiciaires. L'article VII du *Civil Rights Act* de 1964 ouvrit la porte à ces politiques dans le monde du travail et dans l'enseignement supérieur. À ce sujet voir par exemple Nancy MacLean, *Freedom is Not Enough: The Opening of the American Workplace*, Cambridge, Harvard University Press, 2006. Pour une histoire sur le temps long du terme et des politiques qu'il recouvre voir : Melvin I. Urofsky, *The Affirmative Action Puzzle: A Living History from Reconstruction to Today*, New

choix des délégués du Parti[97]. Un des objectifs du NCCFBBPR était aussi de former « un groupe de pression suffisamment fort pour assurer la nomination de non-blancs à des commissions du gouvernement de l'État[98] ».

Malgré le rejet des Démocrates en Caroline du Nord, Hawkins décida que son organisation enverrait sa propre délégation à la convention nationale de Chicago au mois d'août. Les demandes du NCCFBBPR furent à nouveau rejetées par le Parti lors de la convention et la portée médiatique de l'action fut cette fois beaucoup plus limitée en raison du chaos environnant alors que les manifestants contre la guerre au Vietnam et les militants Africains Américains venus protester contre la convention furent violemment réprimés par la police[99]. Certains médias y virent le signe de l'effondrement de la loi et l'ordre dans le pays[100].

Malgré ce revers, de retour en Caroline du Nord, Hawkins mis en avant le pouvoir décisif des électeurs noirs à l'approche des élections de novembre 1968, insistant sur la contribution de sa campagne et sur le fait que pour la première fois de l'histoire de l'État, les Noirs « étaient en passe de prendre le contrôle du Parti démocrate de l'État[101] ». Au niveau local, Hawkins continua de se battre pour l'exercice du droit de vote par les Africains Américains, il demanda la venue d'observateurs fédéraux dans le cadre du VRA car il craignait l'intimidation des électeurs Africains Américains[102]. L'année suivante, il s'opposa publiquement à un plan de fusion des gouvernements locaux de Charlotte et du comté de

---

York, Knopf Doubleday, 2020 et également Ira Katznelson, Ira Katznelson, *When Affirmative Action Was White: An Untold History of Racial Inequality in Twentieth-Century America*, New York, Norton, 2005 et Golland David Hamilton, *Constructing Affirmative Action: The Struggle for Equal Employment Opportunity*, Lexington, University Press of Kentucky, 2011.

[97] James E. Ferguson, II au North Carolina Committee for More Representative Political Participation, « Legal Challenge to the North Carolina Democratic Delegation at the National Party Convention », 19 juillet 1968 dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 5.

[98] « Organizational goals and development », *op. cit.*, p. 1.

[99] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 325. Le nombre de manifestants noirs présents lors des manifestations contre la convention de Chicago était en réalité réduit, en partie car ces derniers avaient été empêchés de s'y rendre en amont, par certains arrêtés et par une présence policière accrue dans les quartiers noirs de la ville. À ce sujet voir : Caroline Rolland-Diamond, *Chicago, le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepses, 2011. Farber David, *Chicago '68*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.

[100] Voir à ce sujet notamment : Heather Hendershot, *When the News Broke: Chicago 1968 and the Polarizing of America*, Chicago, The University of Chicago Press, 2022 et James Cohen, « 1968 aux États-Unis, tournant politique des années de mouvement », *IdeAs*, n°11, 2018.

[101] « Hawkins: Blacks Have NC Power », *The Daily Tar Heel*, 5 octobre 1968, p. 6. « Blacks are in a position to take over the state Democratic Party ». Cette déclaration ne manqua pas d'être utilisée par le candidat républicain conservateur au poste de gouverneur, Jim Gardner. Jouant sur les peurs des Blancs conservateurs, il assura que la majorité des citoyens de Caroline du Nord ne voulait pas de cette nouvelle coalition à la tête du Parti démocrate et que s'il était élu, « l'État ne serait pas contrôlé par les Noirs, les radicaux et les Blancs libéraux ». « Democratic Ticket Gets Hawkins' Nod », *The Charlotte Observer*, 31 octobre 1968, p. 52.

[102] Lettre de Reginald Hawkins au Ministre de la Justice (Attorney General) : « Re: Request for federal examiners in North Carolina », 11 juin 1968 dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 9.

Mecklenburg car un tel plan diluerait selon lui le vote noir[103]. Il dénonça ce plan comme une tentative « d'émasculer le vote des Noirs et des pauvres du centre-ville et de leur refuser une participation politique représentative[104] ». Cette rhétorique masculiniste qui faisait une analogie entre la dépossession du droit de vote et une atteinte à la masculinité des Africains Américains était en fait un des motifs récurrents du mouvement. Historiquement, le droit de vote et la citoyenneté étant associé à la masculinité, l'utilisation d'un langage genré pour exiger le respect de l'humanité et de la masculinité des hommes noirs était au cœur du long mouvement comme en témoigne notamment le célèbre slogan « I AM a Man ! » utilisé lors de la grève des éboueurs de Memphis en avril 1968[105]. Le problème posé par la délimitation des municipalités continuera d'être au cœur des enjeux de conquête électorale et de représentation au cours des années suivantes comme nous le verrons au cours des prochains chapitres.

Malgré son échec, la campagne d'Hawkins permit de fédérer un réseau de personnalités politiques noires de l'État, mobilisées autour des stratégies de conquête électorale, d'inscription sur les listes électorales et de mobilisation des électeurs noirs. Howard Lee faisait partie de ce réseau et cette première expérience constitua un point de départ pour un changement politique à Chapel Hill.

2. L'ÉLECTION D'HOWARD LEE EN 1969 : UN TOURNANT POUR LA REPRÉSENTATION LOCALE ?

Lorsqu'Howard Lee apprit qu'Hawkins se présentait pour être le candidat démocrate pour l'élection du gouverneur de l'État en 1968, il pensa que c'était une plaisanterie. Puisqu'Hawkins n'avait aucune chance de gagner, Lee estimait que sa campagne allait gaspiller l'influence politique que les Africains Américains de l'État pourraient avoir en promettant de voter pour le candidat blanc libéral « Bob » Scott en échange de concessions dans son programme. Il s'impliqua donc dans la campagne de Scott. Le 4 avril 1968, Dr. Martin Luther King était assassiné à Memphis alors qu'il était venu porter soutien à la grève des éboueurs. Face à cette tragédie, Lee ressentit alors le besoin de lutter contre l'ordre établi

[103] « Hawkins: Merger Dilutes Black Vote », *The Charlotte Observer*, 13 mai 1969, 15A.
[104] « an attempt 'to completely emasculate the vote of the black and the poor within the inner city and… deny them representative political participation ». « No 'Plot' Exists to Deprive Poor, Negro of Vote Power », *The Charlotte Observer*, 11 janvier 1969.
[105] Voir à ce sujet : Steve Estes, *I Am a Man!: Race, Manhood, and the Civil Rights Movement*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2005, p. 2-3.

de façon plus radicale ; il décida alors de se vouer à la campagne d'Hawkins qu'il voyait comme le meilleur moyen de protester. Il devint alors coordinateur de campagne dans le centre et l'est de l'État. Malgré la défaite d'Hawkins, les excellents résultats qu'il obtint à Chapel Hill (qu'Hawkins remporta) donnèrent de l'espoir à Howard Lee. Incité par des amis libéraux noirs et blancs, ce dernier finit par se présenter pour être maire de Chapel Hill en 1969. La réaction des figures politiques noires éminentes de l'État fut immédiate : sa candidature était selon eux « la farce la plus ridicule qu'ils aient jamais vue dans l'histoire de la Caroline du Nord ». Pour eux, Lee n'avait aucune chance de gagner, d'autant que la population africaine-américaine de cette petite ville universitaire ne représentait que 12%. De nombreuses figures politiques noires de Chapel Hill réagirent de façon similaire et essayèrent de convaincre Lee de plutôt se présenter pour le conseil municipal[106]. La victoire de Lee le 6 mai 1969 fut un choc, un symbole d'espoir et une inspiration pour d'autres candidats noirs. Le parallèle avec la candidature d'Hawkins et l'effet de cette dernière sur la candidature de Lee sont frappants et révélateurs des changements à l'œuvre au sein du Parti démocrate au niveau de l'État comme au niveau de la politique ultra-locale. Ces deux campagnes montrent aussi comment les stratégies électorales étaient vues comme faisant partie intégrante de la continuité du mouvement pour la justice et l'égalité raciale.

Recontextualiser l'élection d'Howard Lee en 1969, en tant que maire de la petite ville universitaire très majoritairement blanche de Chapel Hill[107], en Caroline du Nord, permet d'explorer l'évolution des dynamiques de pouvoir locales, après le mouvement pour les droits civiques et l'adoption du *Voting Rights Act*. Bien qu'Howard Lee soit une figure quelque peu oubliée de l'historiographie du mouvement de libération noire et des études sur les élus Africains Américains post-*Voting Rights Act* (par contraste avec d'autres élus beaucoup plus célèbres de villes beaucoup plus grandes[108]), son élection fut à l'époque considérée comme un tournant dans le contexte de Chapel Hill et du Sud plus largement.

2.1. Le mouvement de libération noire à Chapel Hill, « la partie sud du Paradis »

Le traitement médiatique de la campagne d'Howard Lee, puis de son élection le 6 mai 1969 témoignent de la perception d'un tournant dans l'équilibre politique local. Dès

[106] Howard Lee, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*
[107] NCF Records, « 1969 Municipal Election », *op. cit.*
[108] Tels que Carl Stokes maire de Cleveland (Ohio) de 1967 à 1971 ; Richard Hatcher, maire de Gary (Indiana) de 1968 à 1988 ; Charles Evers, maire de Fayette (Mississippi) de 1969 à 1981 et de 1985 à 1989 et Maynard Jackson, maire d'Atlanta (Géorgie) de 1974 à 1982 et de 1982 à 1994.

l'annonce de sa candidature en décembre 1968, Lee fut présenté comme un candidat noir qui allait servir de révélateur et de test pour l'état des relations raciales à Chapel Hill et dans le Sud, plus largement.

En effet, selon la presse locale, la ville était en avance sur les problématiques raciales par rapport au reste du Sud, et la proclamaitville la plus intégrée de Caroline du Nord, voire du pays, dès 1963. Celle-ci avait en effet entamé volontairement le processus de déségrégation scolaire, de nombreux établissements avaient commencé à ouvrir leurs portes aux Noirs[109], et il y avait un élu noir au conseil municipal depuis 1953[110]. Pourtant, en mars 1960, quatre semaines jour pour jour après les premiers sit-ins, à Greensboro, à une heure de voiture de Chapel Hill, cinq étudiants du lycée noir de Chapel Hill, Lincoln High, déclenchèrent un mouvement de désobéissance civile à Chapel Hill, pour forcer la déségrégation des restaurants de la ville lorsqu'ils s'attablèrent dans un box du Colonial Drug, situé sur une artère majeure de la petite ville. Le mouvement prit de l'ampleur et donna naissance à quatre années de lutte intense pour les droits civiques à Chapel Hill entre 1960 et 1964 avec le double objectif de déségrégation des établissements scolaires et des lieux publics. Malgré sa réputation de paradis progressiste modéré sur les questions raciales (la ville était surnommée « la partie sud du paradis[111] ») et l'existence d'une petite classe moyenne noire, la majorité de la population noire de la ville était employée par des Blancs dans des emplois de service (en grande majorité à l'UNC) et était cantonnée essentiellement dans deux quartiers [112] – dans les secteurs du nord-ouest (Northside) et celui du sud-ouest (Pine Knolls) de la ville (en orange sur la **Figure 5**). Le centre de gravité de ces quartiers était le Northside car c'était le plus grand quartier et le cœur de la socialisation de la communauté noire de la ville : il comprenait six églises, des commerces, le Roberson Community Center (maison de quartier) et le lycée noir Lincoln High[113]. C'est aussi là qu'un petit nombre d'entrepreneurs et commerçants noirs établirent des commerces et magasins, leur permettant une certaine forme d'indépendance

[109] « A Black Candidate for Mayor of Chapel Hill », *The Carolina Times*, 5 avril 1969. Marcellus Barksdale, « Civil Rights Organization and the Indigenous Movement in Chapel Hill, N. C., 1960-1965 », *Phylon*, vol. 47, n°1, 1986, p. 36.
[110] Hubert Robinson, premier élu municipal noir de la ville, en poste de 1953 à 1965. « Hubert Robinson, Paul Wagner, Kenneth Putnam Win Election », *The Daily Tar Heel*, 4 mai 1953. « Prothro, Varley, Kage Make Town Board », *The Chapel Hill Weekly*, 5 mai 1965.
[111] « the Southern Part of Heaven ».
[112] M. Barksdale, « Civil Rights Organization », *op. cit.*, p. 29. John Kenyon Chapman, *Black Freedom and the University of North Carolina, 1793-1960*, Thèse de doctorat en histoire, Chapel Hill, University of North Carolina at Chapel Hill, 2006.
[113] « A Note on 'Northside' », site « From the Rock Wall », https://fromtherockwall.org/a-note-on-northside (consulté en septembre 2023) et « An Introduction to Northside History », site « Marion Cheeck Jackson Center », https://jacksoncenter.info/northside-stories/the-history-of-northside/ (consulté en septembre 2023).

économique[114]. Le quartier de Pine Knolls était quant à lui qualifié de « ghetto » par la presse locale en raison du délabrement et de l'insalubrité de nombreux logements, les propriétaires blancs refusant de les réparer ou rénover[115].

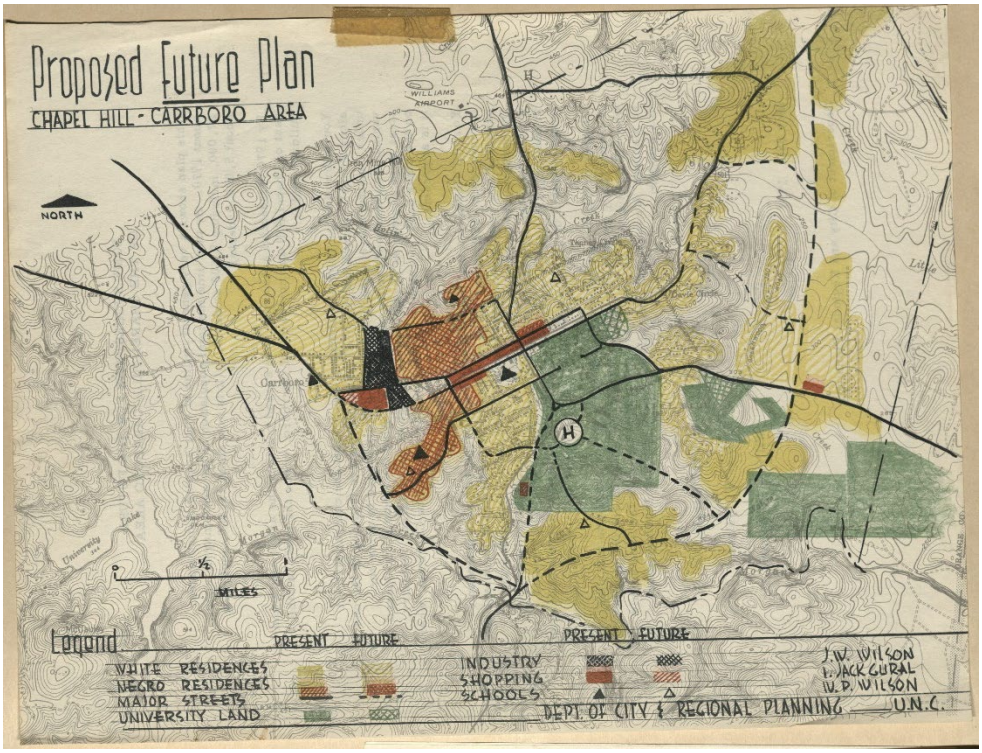


Figure 5 : Carte des quartiers de Chapel Hill pour aménagement[116].

Face à la résistance et à l'apathie du gouvernement municipal tenu par une majorité de Blancs conservateurs proches des milieux d'affaires de la ville, la tension atteignit son comble lors des *sit-ins* et manifestations de 1963 et 1964 menés en grande partie par les lycées de Lincoln High. Ces dernières mirent à mal l'image de paradis tolérant promue par l'élite de Chapel Hill, comme en témoignent des incidents particulièrement médiatisés. Le 2 janvier 1964 par exemple, les propriétaires d'un restaurant aux abords de la ville, le Watts Grill, passèrent à tabac des manifestants venus faire un *sit-in* et urinèrent même sur l'un d'entre eux[117]. Le conseil municipal de la ville et l'élite économique réagirent de la même façon que beaucoup d'autres villes voisines de Caroline du Nord qui s'enorgueillissaient de leurs

[114] Formant ainsi une zone appelé « Midway District » qui se prolongeait dans Carrboro.
[115] Rick Nichols, « A Terrible Place to Visit, But… », *The Daily Tar Heel*, 10 janvier 1968, p. 2.
[116] « Proposed Future Plan – Chapel Hill-Carrboro Area », non daté dans League of Women Voters of Chapel Hill/Carrboro (N.C.) Records #3833, 1947-1995, Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill (ci-après League of Women Voters), Carton 6, Dossier 174. Carte de Chapel Hill montrant en jaune les zones résidentielles blanches, en orange les zones résidentielles noires (correspondant donc au Northside et Pine Knolls) et en vert les terres de l'UNC.
[117] Art Chansky, *Game Changers: Dean Smith, Charlie Scott, and the Era That Transformed a Southern College Town*, Chapel Hill, N.C., The University of North Carolina Press, 2016. [Ebook: loc 33%]

relations pacifiques et tolérantes avec la population africaine-américaine, en créant des comités pour discuter d'un processus de déségrégation graduel tout en dénonçant toute tentative d'action directe comme violente, illégale et contraire aux codes de la bienséance du Sud. L'historien William Chafe a montré à quel point l'accent sur la modération de l'État relevait d'une « mystique progressiste » qui fut en réalité un frein pour la lutte des Africains Américains. Cette modération reposait en effet sur la courtoisie (*civility*) érigée comme valeur cardinale de la société sudiste de cet État, exigeant ainsi un code de conduite qui reposait sur la politesse, la retenue et le consensus doublé de paternalisme racial qui empêchait toute remise en cause radicale et immédiate du système ségrégationniste[118].

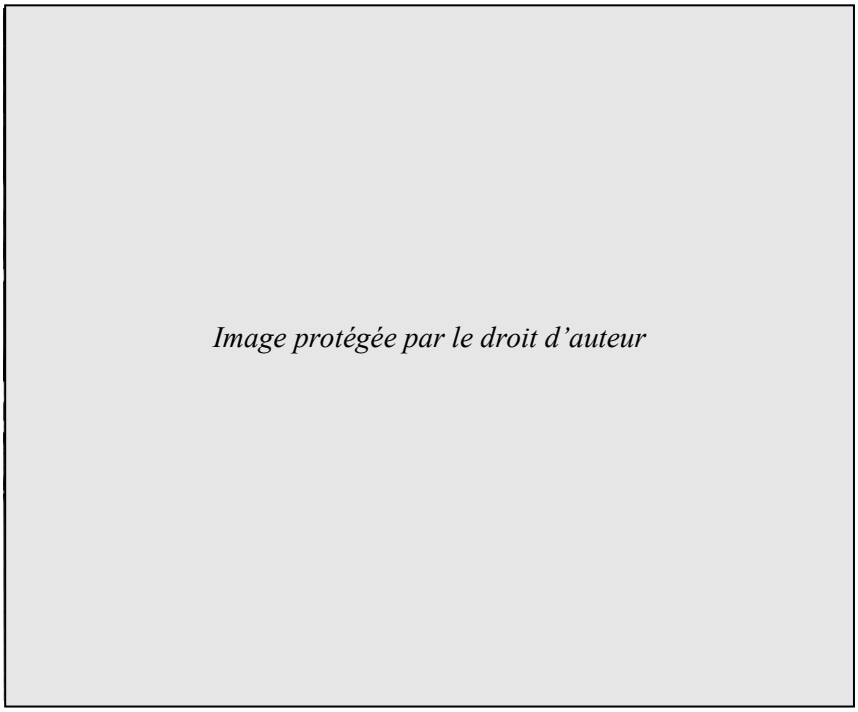


Figure 6 : Jim Wallace, « Demonstrators arrested at Colonial Drug Sit-in », 1963[119] .

Cette « mystique progressiste » est d'autant plus forte à Chapel Hill du fait de sa domination par l'University of North Carolina (ci-après UNC). Chapel Hill fut créée et se développa en même temps que cette université publique, une des plus anciennes du pays. Fondée en 1793 par de riches planteurs esclavagistes au pouvoir à l'assemblée de l'État, ses origines et son histoire sont intrinsèquement liées à l'esclavage et à la perpétuation de la

[118] William H. Chafe, *Civilities and Civil Rights: Greensboro, North Carolina, and the Black Struggle for Freedom*, New York, Oxford University Press, 1980.
[119] Photographie de Jim Wallace, « Demonstrators arrested at Colonial Drug Sit-in », *From the Rock Wall*, disponible en ligne https://fromtherockwall.org/images/demonstrators-arrested-at-colonial-drug-sit-in (consulté le 30 mars 2022).

suprématie blanche[120]. Se présentant comme « l'Université du Peuple » éclairant un État et une région racistes et rétrogrades, elle fut et est toujours centrale dans la construction de la « mystique progressiste » chère à l'élite politique et économique de l'État. Elle a pourtant adopté la même approche gradualiste et paternaliste du processus de déségrégation que celui décrit par Chafe plus haut et a tout au long de son histoire exploité les travailleurs noirs (d'abord en tant que personnes esclavisées[121] puis en tant qu'employés)[122]. De plus, historiquement, l'identité et l'économie de la ville étaient construites autour de l'université, premier employeur de la ville et moteur du développement des logements et des commerces à mesure que l'UNC se développe[123].

Les établissements scolaires et publics de la ville furent finalement intégrés avec l'adoption du *Civil Rights Act* de 1964 au niveau fédéral, mais cette victoire ne mit pas fin aux revendications de la population africaine-américaine de la ville et de l'université.

Quatre ans plus tard, Chapel Hill était en proie à des tumultes similaires à d'autres villes universitaires aux États-Unis, secouées au même moment par les revendications plus militantes et plus radicales du Black Power et par les tensions à la suite de l'assassinat de Martin Luther King en 1968. Le Black Student Movement (ci-après BSM), une organisation étudiante noire se réclamant du Black Power, créée par l'étudiant Preston Dobbins à l'automne 1967, devint l'organisation principale des revendications des étudiants noirs sur le campus de l'UNC et ainsi la représentante du mouvement Black Power à Chapel Hill. Le BSM exigeait une réforme en profondeur de la politique d'admission des étudiants Africains Américains ainsi qu'un meilleur traitement de ces derniers et la création d'un département d'études africaines et africaines-américaines. Leurs revendications ne concernaient pas seulement leur condition d'étudiant, mais incluaient aussi de meilleures conditions de travail pour le personnel noir de l'université (qui travaillait en tant qu'agents d'entretien ou dans les cafétérias) et l'accès de la population noire non étudiante de Chapel

[120] J. K. Chapman, *Black Freedom*, op. cit. Geeta N. Kapur, *To Drink from the Well: The Struggle for Racial Equality at the Nation's Oldest Public University*, Blair, Durham, N.C., 2021.
[121] Nous choisissons d'employer le néologisme « esclavisé », priviligié dans la littérature scientifique française la plus récente sur l'esclavage. Inspiré de la traduction de *enslaved* en anglais, le terme « rejette ainsi l'idée selon laquelle « être esclave » serait la nature intrinsèque de certains individus pour insister, avec le participe passé, sur le résultat contingent d'une relation de pouvoir à la violence extrême, toujours contestée par la capacité de résistance de la personne opprimée ». J. Loison-Charles et N. Martin-Breteau, « Introduction. Dire et traduire l'identité noire », *op. cit.*, p. 12. Voir aussi : Melaine Harnay, « *A Journey to River Road » : représentation et mémorialisation de l'esclavage dans les plantations touristiques de Louisiane,* Thèse de doctorat en civilisation américaine, Paris, Université Sorbonne Nouvelle, 2024, p. 3.
[122] J. K. Chapman, *Black Freedom, op. cit*., p. v-xvii.
[123] *Ibid*., p. 136.

Hill aux équipements sportifs et médicaux de l'université[124]. Le refus de la présidence de l'université d'accéder à leurs demandes entraîna une aggravation des tensions. Les employés de la cafétéria soutenus par les membres du BSM et leurs sympathisants se mirent en grève et organisèrent un blocus de la cafétéria en février et mars 1969. Les tensions culminèrent quand le gouverneur démocrate Robert « Bob » Scott envoya la police d'État pour lever le blocus et disperser les manifestants pour « protéger » la cafétéria, ternissant ainsi une nouvelle fois l'image de l'université et de la ville comme bastion progressiste paisible[125].

2.2. La genèse de la candidature pour la mairie

C'est dans ce contexte tumultueux de la fin des années 1960, qu'Howard Lee, directeur des ressources humaines à l'université de Duke[126] et membre du conseil d'administration du programme de lutte contre la pauvreté de Chapel Hill-Carborro[127], décida de se présenter.

Lee était arrivé dans la petite ville universitaire en 1964 pour poursuivre un master en travail social soit un an après les tumultes pour déségréguer les commerces et lieux publics de la ville. Il fit ses premières armes en politique, non pas comme beaucoup d'autres élus de sa génération, en participant aux actions non violentes de désobéissance civile non violentes du mouvement noir, mais en devenant le président de l'association étudiante des travailleurs sociaux, les poussant à se politiser. Pour lui, il était du devoir des travailleurs sociaux de s'impliquer aux côtés de leurs bénéficiaires qui constituaient un des piliers du mouvement. Ils devaient user de leur influence pour que les politiques sociales ne cherchent pas seulement à créer une dépendance, mais participent à leur émancipation[128]. Lee s'était surtout fait connaître en se battant pour acheter une maison dans un quartier réservé aux Blancs en 1966 puis en s'investissant activement dans la campagne de Reginald Hawkins à Chapel Hill en

[124] G. Kapur, *To Drink from the Well*, *op. cit.*, p. 215-217.
[125] *Ibid.*, p. 217-218.
[126] L'université de Duke, souvent surnommée la « Harvard du Sud », est l'une des universités états-uniennes privées les plus prestigieuses et sélectives du Sud des États-Unis.
[127] Il s'agissait en fait d'une subdivision locale (*task force)* du programme d'action communautaire (*Community Action Program*, CAP) des comtés d'Orange et de Chatham. Les CAP étaient des agences locales de lutte contre la pauvreté créées par les collectivités locales dans le cadre de l'*Economic Opportunity Act* de 1964 – fer de lance de la « guerre contre la pauvreté » menée par le président démocrate Lyndon Johnson. Ces agences étaient financées à 90% environ par le gouvernement fédéral via le Bureau des opportunités économiques (*Office of Economic Opportunity*) et à 10% par les collectivités locales (le comté très souvent, comme dans ce cas-ci). La loi stipulait que les conseils d'administrations des CAP devaient inclure des élus, des citoyens et des travailleurs sociaux locaux mais aussi de personnes pauvres bénéficiaires de l'aide sociale pour les rendre acteurs de leur propre émancipation. C. Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 283-284. « AAUW Hears of Economic Opportunity », *The Chapel Hill Weekly*, 3 novembre 1965. Kent Collins, « CAP May Live Through County's Budget Cut », *The Chapel Hill Weekly*, 9 juillet 1967.
[128] Voir plus haut p. 5 sur le rôle des programmes de lutte contre la pauvreté dans le mouvement de libération (via le NCF en Caroline du Nord). Howard Lee, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*

1968[129]. Comme nous l'avons vu, la campagne d'Hawkins fut un épisode important pour le mouvement de libération noire en Caroline du Nord, mais aussi pour la mobilisation des Africains Américains en politique.

Lee fut très influencé par cette première expérience de politique électorale aux côtés d'autres leaders noirs et de libéraux blancs démocrates de Chapel Hill mais aussi de militants. Preston Dobbins, le président du BSM à l'UNC, était en effet aussi dans l'équipe de campagne de Chapel Hill[130], démontrant ainsi comment au niveau local des personnalités modérées comme radicales travaillèrent côte à côte pour soutenir la candidature dissidente d'Hawkins. Grâce à la mobilisation locale pour la candidature d'Hawkins, ce dernier remporta la ville de Chapel Hill lors de la primaire de mai 1968. De cette campagne émergea PROD (People's Reform Organization for Democracy) une organisation libérale interraciale portée par Howard Lee et d'autres leaders noirs importants (issus des plus anciennes familles noires de la ville) comme Edwin Caldwell Jr. ainsi que des professeurs de l'université et des pasteurs blancs.

Les membres de cette organisation et leurs alliés parvinrent à prendre le contrôle de toutes les circonscriptions électorales (*precincts*) de Chapel Hill et Carrboro en mai 1968 en élisant des progressistes en tant que commissaires de *precincts*[131] et délégués à la convention du Parti démocrate du comté d'Orange (le comté de Chapel Hill), remplaçant ainsi la vieille garde conservatrice. Ces nouveaux commissaires soutenaient la candidature d'Eugene McCarthy pour les élections présidentielles de 1968. Eugene McCarthy, sénateur du Minnesota, était le premier candidat dissident à se présenter contre le président sortant Lyndon Johnson dès 1967 avant que ce dernier ne se retire de la course en mars 1968. Bien que concurrencé par Robert Kennedy, le charismatique frère du défunt président, McCarthy était le candidat favori de la jeunesse engagée dans le mouvement pour la paix, contre la guerre au Vietnam[132]. Howard Lee fut d'ailleurs parmi les nouveaux commissaires élus à Chapel Hill.[133] Cette prise de pouvoir par les progressistes fut vécue comme un coup de massue par les conservateurs démocrates et leurs soutiens qui voyaient d'un mauvais œil ce changement. Un éditorial incendiaire parut dans la presse locale, dénonçant l'instrumentalisation des électeurs noirs dans cette prise de contrôle et l'affaiblissement durable du parti au niveau local qui en

[129] Howard Lee Papers, Carton 6, Dossier 141, « Chapel Hill Elects First Negro Mayor », 7 mai 1969.
[130] « Headquarters for Hawkins Set Up Here », *Daily Tar Heel*, 23 avril 1968, p. 1.
[131] Traduction empruntée à Agnès Trouillet, « Jeux d'échelle ». De l'intérêt d'une analyse multiscalaire pour mesurer l'impact de la Droite radicale sur le Parti républicain (2010-2019) », *Politique américaine*, vol. 1, n°34, 2020, p. 101-130.
[132] Maurice Isserman, Michael Kazin, *America Divided: The Civil War of the 1960s*, New York, Oxford University Press, 2000.
[133] J. D. Wilinson, « Precincts Elect McCarthy Men », *Daily Tar Heel*, 12 mai 1968, p. 1.

résulterait ainsi que l'inévitable polarisation entre vieille et nouvelle garde. Les pro-McCarthy répliquèrent qu'au contraire ce changement était bénéfique puisqu'enfin les Noirs de la ville occupaient des postes à responsabilité au sein des circonscriptions électorales à la hauteur de leur importance dans cette coalition libérale, après avoir été ignorés pendant des années par la vielle garde locale. Un démocrate résumait la situation ainsi : « quelque chose de nouveau et de palpitant est en train de se produire dans l'arène politique, et pas seulement à Chapel Hill mais dans tout le pays[134] ». Certains allaient même jusqu'à parler d'un « réalignement politique », affirmant que les Démocrates sudistes seraient considérés comme des Républicains d'un point de vue idéologique n'importe où ailleurs.[135] En même temps que l'élection de nouveaux commissaires, cette nouvelle garde progressiste vota en faveur d'ordonnances interdisant toute forme de discrimination dans l'accès au logement (*open-housing ordinance*) et pour l'application du principe « one-man-one-vote » pour l'élection des délégués à la convention du Parti démocrate de Caroline du Nord. Cette demande concernait la façon dont les délégués de chaque État étaient choisis pour siéger à la convention nationale du parti. Pour ce qui est des stratégies de privation du droit de vote des Africains Américains, une motion controversée condamnant l'intimidation des électeurs noirs par des membres du Ku Klux Klan dans l'un des bureaux de votes du comté fut également votée[136]. Cette prise de contrôle au niveau ultra-local permit aussi de remplacer les responsables de bureau de vote (*election judges*) hostiles aux électeurs noirs par des alliés[137], ainsi que de prendre le pouvoir au niveau du Parti démocrate du comté, en faisant élire un progressiste à sa tête. À la suite de ce remaniement, le Parti démocrate du comté adopta des motions contre la guerre au Vietnam, contre le Ku Klux Klan et en faveur des ordonnances anti-discrimination dans l'accès au logement. Il fit également élire des délégués pro-McCarthy pour la convention de l'État, dont Howard Lee, Braxton Foushee — un leader du mouvement pour les droits civiques à Chapel Hill au début des années 1960 — et Edwin Caldwell Jr. — un soutien de Lee[138].

Fort de cette mobilisation victorieuse locale autour de la campagne d'Hawkins, Lee s'impliqua dans l'organisation de ce dernier, le NCCFBBPR, car il pensait que le symbole d'espoir créé par cette campagne était la clé pour pousser le Parti démocrate à se réformer en

[134] « Something new and exciting is happening in the political arena not only in Chapel Hil but in the nation as a whole ». « Letters to the Editor: The McCarthyites Strike Back With a Vengeance », *The Chapel Hill Weekly*, 19 mai 1968 (Second Section).
[135] "You Southern Democrats would be considered ideological Republicans anywhere else in the country". « The End of Something », *The Chapel Hill Weekly*, 15 mai 1968, p. 12.
[136] « Voter Interference Charged », *Daily Tar Heel*, 12 mai 1968.
[137] Edwin Caldwell Jr., entretien mené par Oliver White, 2 mars 2001 (K-0202), SOHP, p. 7.
[138] Rick Nichols, « 'We're Not Here Because We Love Each Other' – And He Was Right », *The Chapel Hill Weekly*, 29 mai 1968, p.1 et p. 5.

profondeur en faisant plus de place aux Africains Américains. Avec d'autres, il fit pression sur l'appareil du Parti de l'État pour qu'ils laissent s'exprimer de « nouvelles voix » à la tribune lors de la convention du 6 juin 1968[139]. Lee fut choisi au côté du leader syndical blanc Wilbur Hobby. Après le « walk-out » mené par Hawkins et les membres du NCFRPP, les délégués et participants noirs retournèrent dans la salle de la convention[140]. Lee fit alors un discours critique de la plateforme du Parti pour l'élection, selon lui trop vague, et manquant d'ambition dans les domaines de l'interdiction de la ségrégation résidentielle, de la nomination de Noirs dans les échelons décisionnels du Parti, de l'allocation de plus de fonds pour les programmes de lutte contre la pauvreté. Toutefois, Lee mit surtout l'accent sur la nécessité de (re)trouver une unité pour le Parti, fondée sur une coalition entre Noirs et Blancs libéraux[141]. Lee se souvient avoir reçu une « standing ovation »[142].

C'est dans ce contexte, et au sein de la People's Reform Organization for Democracy (voir *supra*), qui cherchait justement à briser l'emprise des conservateurs sur le conseil municipal et sur le Parti démocrate au niveau du comté, que la candidature de Lee émergea. Lee et ses soutiens firent pression sur certains de leurs alliés blancs libéraux — qui pensaient que Chapel Hill n'était pas prête à élire un maire noir et que Lee ferait mieux de se présenter comme simple conseiller municipal — pour qu'ils soutiennent sa candidature, en leur garantissant que Lee serait en mesure de mobiliser l'électorat noir de la ville[143]. Grâce à cette organisation et à sa position socio-économique privilégiée, Lee fut à même de mobiliser les ressources et les soutiens nécessaires pour organiser une campagne qui allait remettre en cause le statu quo politique local.

2.3. La campagne victorieuse : vers un basculement politique durable ?

Howard Lee fit campagne sur une programme libéral modéré à première vue assez déconnecté des problématiques raciales de la ville. Ses propositions phares étaient la mise en place d'un réseau de transport en commun pour remédier aux problèmes de circulation que la

[139] Howard N. Lee, entretien mené par Joseph Mosnier (#A-0385), 5 mai 1995, Southern Oral History Program dans the Southern Historical Collection, Wilson Special Collections Library, University of North Carolina at Chapel Hill.
[140] Russell Clay, « Negroes Walk Out, Return », *The News and Observer*, 7 juin 1968, p. 1.
[141] *Ibidem* et « Displeasure Note Expressed with N.C. Demo Platform », *The News and Observer*, 7 juin 1968, p. 32.
[142] Howard Lee, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*
[143] « Hawkins' Workers Seek Future Goals », *The Daily Tar Heel*, 15 mai 1968.

croissance exponentielle de l'université posait ; la création d'un comité de liaison entre le gouvernement municipal et la présidence de l'université ; un meilleur accès au logement à des prix abordables, plus d'équipements récréatifs et d'espaces verts ; un programme d'accès à l'emploi ; une politique de zonage plus transparente[144] et enfin un comité spécial de coordination pour impliquer les jeunes dans la politique municipale.



Figure 7 : Photographie d'Howard Lee en campagne pour la mairie, 1969[145].

Il se distinguait de son adversaire blanc Roland Giduz, pur produit de l'élite politique de Chapel Hill, journaliste de profession et élu municipal depuis 12 ans, proche du maire sortant et successeur désigné. L'attitude de Giduz face au mouvement pour les droits civiques était aussi typique de l'élite sudiste des villes de Caroline du Nord vantant leur modération sur les questions raciales : pas ouvertement racistes, mais privilégiant une approche gradualiste de la déségrégation. En 1963, en tant que conseiller municipal, il avait voté pour le report jusqu'à nouvel ordre d'un arrêté rendant illégale toute discrimination par les commerces de Chapel Hill. Il proposa à la place un comité de « médiation raciale », condamna par la même occasion les actions des manifestants et rejeta ainsi leurs demandes de déségrégation immédiate. Giduz

[144] Il est du ressort du gouvernement municipal de décider de la politique d'urbanisme de la ville en votant sur la délimitation des zones résidentielles pour logements individuels ou collectifs, zones commerciales ou industrielles. Historiquement et jusqu'à aujourd'hui, la politique de zonage constitue donc un enjeu majeur pour permettre la construction de logements sociaux collectifs destinés aux Africains Américains. À ce sujet voir Sonia Hirt, *Zoned in the USA: The Origins of Implications of American Land-Use Regulation*, Ithaca, Cornell University Press, 2015 ; Andrew H. Whittemore, « The Experience of Racial and Ethnic Minorities with Zoning in the United States, » dans *Journal of Planning Literature*, vol. 32, n°1, décembre 2016 et Charles E. Connerly, « From Racial Zoning to Community Empowerment : The Interstate Highway System and the African American Community in Birmingham, Alabama, » dans *Journal of Planning Education and Research*, vol. 22, n°2, 2002, p. 99-114.

[145] « Howard Lee runs for Mayor of Chapel Hill, North Carolina », Printemps 1969, Scan 1, Carton 24, dans the Billy E. Barnes Photographic Collection P0034, North Carolina Collection Photographic Archives, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

s'était également opposé à une motion modifiant le zonage d'un quartier blanc huppé pour un projet de construction de logements sociaux mixtes (qui auraient été principalement occupés par des Africains Américains), arguant d'un risque de surconcentration de population[146]. Il avait aussi voté en 1968 contre l'adoption d'un arrêté interdisant la ségrégation résidentielle. C'était Howard Lee qui avait demandé en tant que citoyen l'adoption de cet arrêté par le conseil municipal de la ville, car il avait lui-même souffert avec sa femme Lillian, deux ans auparavant, des politiques discriminatoires des agents immobiliers et des résidents lors de l'achat de leur maison dans un quartier résidentiel blanc en pleine construction[147]. Ainsi, par contraste, Lee apparaissait comme le candidat du changement voire le candidat des droits civiques, bien qu'il ne se soit jamais revendiqué comme tel, ou tout du moins le candidat qui allait mettre à mal le statu quo politique local.

En effet, la confrontation entre Lee et Giduz donna lieu à la première « vraie » campagne électorale pour la mairie de Chapel Hill. Le maire sortant ou son « héritier » désigné était jusqu'alors toujours réélu sans opposition. Cette campagne marquait donc une rupture avec la création d'un quartier général de campagne pour Lee, une vaste campagne publicitaire et surtout une mobilisation *grassroots* (c'est-à-dire populaire et de la base)[148]. En ce sens, l'élection de Lee peut être vue comme un moment de démocratisation et d'empouvoirement[149] de la population noire de Chapel Hill. Quatre ans après l'adoption du *Voting Rights Act*, elle contribua à la représentation de la communauté noire de Chapel Hill par l'un des leurs à la plus haute fonction de la ville.

La victoire de Lee fut possible grâce au soutien et aux efforts des membres de la communauté pour inscrire les Africains Américains de Chapel Hill sur les listes électorales et pour les faire voter. Comme l'historien Evan Faulkenbury l'a montré, la mise en application du *Voting Rights Act* n'aurait pas été possible sans les efforts *grassroots* soutenus de l'organisation *Voter Education Project* et de son antenne en Caroline du Nord (NCVEP)[150].

---

[146] Dave Clark, « City's 'First' Mayoral Battle Pits Giduz, Lee », *The Daily Tar Heel*, 29 avril 1969, p. 4.
[147] Ces pratiques discriminatoires dans l'immobilier, maintenant ainsi la ségrégation résidentielle, faisaient partie intégrante du système de discrimination raciale sous Jim Crow, mais étaient aussi courantes dans le reste du pays, où la segregation n'était pas impose par la loi.
[148] « City's 'First' Mayoral Battle Pits Giduz, Lee », *op. cit.* « Mayoral Candidates Giduz, Lee Discuss Local Campaign Issues », *The Daily Tar Heel,* 25 avril 1969. Mike Colza, « Lee Outlines Campaign Proposals: "Town and Gown, Youth Committees" », *The Daily Tar Heel*, 2 avril 1969.
[149] L'empouvoirement est ici compris comme le processus d'émancipation individuel et collectif d'un groupe minoritaire grâce à une plus grande conscience politique, une forme d'autodétermination, et une redistribution des ressources et des droits politiques et donc une plus grande agentivité (ou « pouvoir d'agir ») (voir *supra*). M. Bacqué et C. Biewener, « L'*empowerment*, un nouveau vocabulaire », *op. cit.*
[150] E. Faulkenbury, *Poll Power*, *op. cit.*

En effet, la loi de 1965 n'inscrivit personne automatiquement sur les listes électorales. Il fallut donc l'effort massif du NCVEP et d'initiatives locales pour transformer la loi en réalité. En Caroline du Nord, le nombre de Noirs inscrits augmenta d'environ 13,5 % entre 1964 et 1968, atteignant 59,3 % de la population noire en âge de voter[151]. À Chapel Hill, plusieurs campagnes d'inscriptions organisées par un comité interracial d'habitants et d'étudiants de l'université puis par le BSM soutenu par le NCVEP permirent d'augmenter le nombre d'Africains Américains sur les listes électorales en 1966 et 1968[152]. L'équipe de campagne coordonnée par Lee pour Hawkins en 1968 s'était aussi mobilisée en ce sens. Ces campagnes avaient permis de surmonter l'hostilité des agents en charge de la procédure[153].

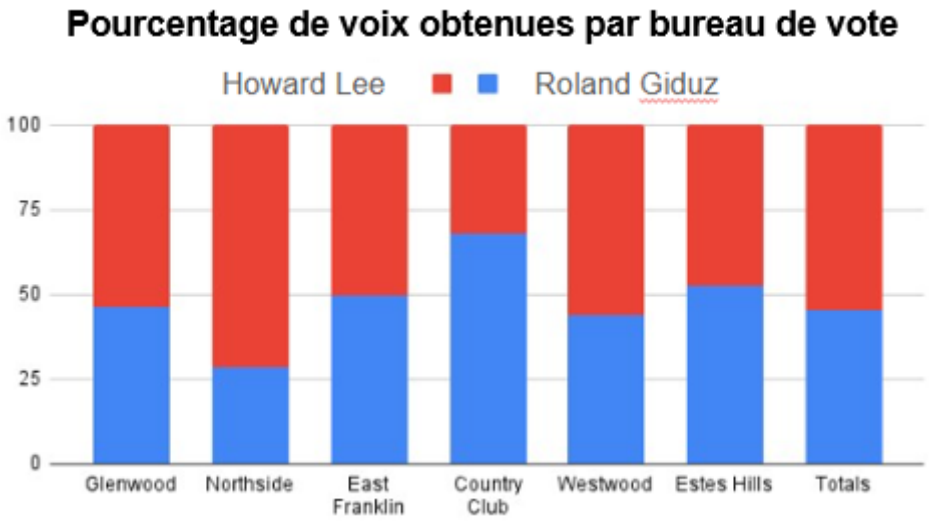
La victoire de Lee fut aussi possible grâce à l'organisation du transport jusqu'au bureau de vote par l'équipe de campagne de Lee et une campagne de porte-à-porte dans les quartiers noirs de la ville. Rebecca Clark, militante syndicaliste de premier plan pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des Noirs à Chapel Hill depuis les années 1940, affréta par exemple un bus pour emmener des électeurs noirs au bureau de vote[154]. Howard Lee fut aussi soutenu par les étudiants de l'université, notamment le BSM qui participa à la mobilisation le jour de l'élection[155]. Les Africains Américains qui se mobilisèrent pour son élection y voyaient sans doute une occasion de concrétiser leurs espoirs d'accès à des meilleurs logements et des services publics pour leurs quartiers : les routes de certains quartiers n'étaient pas goudronnées, de nombreuses habitations n'étaient pas raccordées aux eaux usées de la ville et étaient même insalubres[156]. C'est pour cette raison que sa victoire le 6 mai 1969 avec un écart de seulement 450 voix sur 2 566 fut vécue et dépeinte comme un moment historique dans les journaux locaux, régionaux, nationaux et même en France, *Le Monde* relaya la nouvelle[157]. Dans ses mémoires, Lee se remémore sa victoire ainsi : « Rétrospectivement […] je vois mon élection comme une lueur d'espoir dans une période

[151] NCF Records, « Southern Voter Registration in the 1960s », *op. cit.* et « Voter Registration in the South », *op. cit.*
[152] « Committee Begins Negro Registration Campaign », *The Chapel Hill Weekly*, 20 avril 1966. Les chiffres comptabilisant les Africains Américains inscrits à Chapel Hill ne sont pas disponibles. « 1969 Municipal Election Time Table and Voter Registration Statistics », *op. cit.* NCF Records, Carton 66, Dossier 692, « Progress report of the NC VEP for 1968 (January-June 1968) », 19 juin 1968.
[153] *Ibidem* et Edwin Caldwell Jr., entretien par Oliver White, 2 mars 2001 (K-0202), SOHP, p. 4.
[154] Rebecca Clark avait participé au mouvement syndicaliste des droits civiques (*civil rights unionism*) des années 1940 à Chapel Hill. Rebecca Clark, entretien mené par Bob Gilgor (K-0536), 21 Juin 2000, SOHP. J. K. Chapman, *Black Freedom*, *op. cit*. p. 151.
[155] « We Endorse Howard Lee », *The Daily Tar Heel*, vol. 76, n°156, 6 mai 1969. « A Black Candidate for Mayor of Chapel Hill », *op. cit.* Edwin Caldwell Jr, entretien, *op. cit*., p. 11.
[156] Bill Smith, « Another Little Glimpse At Life in Our Ghetto », *The Chapel Hill Weekly*, 14 janvier 1968.
[157] « Un noir est élu maire d'une ville du Sud », *Le Monde*, 9 mai 1969, p.10.

sombre marquée par les conflits raciaux et les tensions[158] ». Lee estimait que lui et les autres élus pionniers de sa génération étaient « entrés par effraction » dans le système et en contrôlaient maintenant une petite partie[159]. Cette victoire, justement parce qu'elle était historique et marquait une rupture symbolique puissante avec le règne de Jim Crow au niveau local, ne se fit pas sans heurts puisque Lee et sa femme reçurent des menaces de mort[160]. Autre rupture importante lors de cette même élection : le conseil municipal bascula en faveur des libéraux grâce à l'élection de deux conseillers soutenus par Lee, en plus des deux restés en poste, ce qui porta le nombre de libéraux à quatre contre deux conservateurs[161].

L'élection d'Howard Lee en 1969 fut donc célébrée comme un symbole de progrès pour Chapel Hill et pour le Sud plus généralement, d'autant plus que les Africains Américains représentaient seulement 11,7 % de l'électorat. Malgré cette faible proportion, le vote des Noirs de la ville fut décisif comme le révèle l'analyse des résultats dans le détail[162]. Sur les six bureaux de vote de la ville, celui du Northside, qui concentrait la majorité de la population noire, est celui où Lee a obtenu le plus de voix (661 sur un total de 2566). C'est aussi là qu'il y a eu un écart de voix majeures entre les deux candidats, Lee obtenant 71,5 % des voix. Tous les autres bureaux sauf un (où l'écart très important était au contraire en défaveur de Lee) faisaient état d'un écart assez faible entre eux. Enfin, les voix du Northside comptent pour 25 % du total des voix obtenues par Lee, ce qui montre l'importance décisive de ce bureau de vote dans l'élection. Le bureau de vote de Westwood qui comprenait aussi une forte proportion d'électeurs noirs puisque recouvrant en partie le quartier de Pine Knolls vota aussi à 56% en faveur de Lee soit le deuxième meilleur pourcentage après celui du Northside. Dans ses mémoires, Lee reconnaît qu'il n'aurait pas été élu sans cette mobilisation importante des électeurs noirs[163].

[158] H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.* p. 7.
[159] H. Lee, « The Black Struggle and the Social Revolution », *op. cit.*
[160] Queenie Mackey, « Lee looks closely at Lt. governor's office », *Black Ink*, 1er octobre 1975, vol. 7, n°1, p. 5.
[161] Rick Nichols, « Liberal Coalition Now Controls Government », *The Chapel Hill Weekly*, 7 mai 1969.
[162] Les calculs qui suivent ont été obtenus à partir des résultats pour chaque bureau de vote. « Town Board and Mayor Returns », *The Chapel Hill Weekly*, 7 mai 1969, p. 2.
[163] H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.*, p. 25.



Graphique 1 : Résultats de l'élection de 1969 par bureau de vote[164].

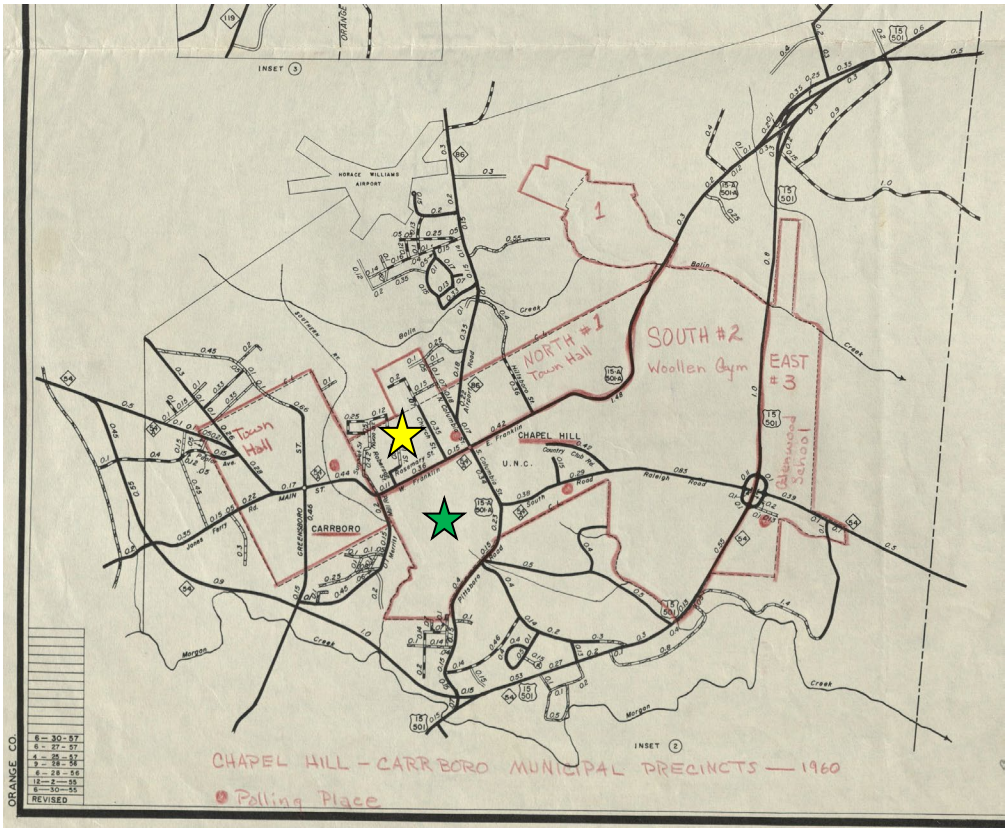


Figure 8 : Carte des circonscriptions électorales de Chapel Hill en 1960[165].

[164] Graphique de l'autrice.

[165] Les étoiles indiquent les deux circonscriptions recouvrant les quartiers noirs de la ville. L'étoile jaune correspond au Northside « historique » et l'étoile verte au quartier Pine Knolls. « Chapel Hill-Carrboro Municipal Precincts – 1960 » dans League of Women Voters, Carton 6, Dossier 153. Légende ajoutée par l'autrice.

Lee fut réélu deux fois très largement. En 1971, il battit le candidat conservateur proche des milieux d'affaires blancs avec 61,7% des voix grâce à la même mobilisation électorale d'Africains Américains et de libéraux qui l'avait porté au pouvoir en 1969, obtenant à nouveau sa plus grande avance dans le Northside (presque 74% des voix du bureau)[166]. Le conseil municipal perdit un libéral lors de cette élection (portant l'équilibre à trois libéraux contre trois conservateurs) mais puisque le maire pouvait départager les voix en cas d'égalité, le « bloc libéral » demeura intact[167]. Lors de cette élection, un conseiller municipal noir, R. D. Smith, figure reconnue de longue date à Chapel Hill et en particulier dans la communauté noire en raison de son statut de proviseur du lycée noir de la ville[168], fut élu haut la main (remportant le plus grand nombre de voix parmi tous les candidats) alors qu'il n'avait pas réussi à se faire élire en 1965[169]. Enfin, en 1973, Lee remporta 82% des voix contre un étudiant qui n'avait que très peu de chances d'être élu[170]. L'augmentation du nombre de voix pour Lee lors de ses réélections et la victoire écrasante de R. D. Smith en 1971 suggèrent que l'équilibre politique local fut durablement modifié après ce premier tournant de 1969. De plus, pour ce qui est de l'évolution du Parti démocrate local du comté au niveau des *precincts*, le changement amorcé en 1968 se confirma avec en 1972, une forte participation des électeurs Africains Américains aux réunions de circonscriptions électorales en vue de la convention du parti au niveau de l'État, soutenant la candidature de George McGovern, le candidat favori des jeunes libéraux et des militants des années 60 à la primaire démocrate de 1972[171]. Huit commissaires de circonscriptions (*precinct officers*) Africains Américains furent même élus sur les 28 du comté. Rebecca Clark était l'une d'entre eux pour la circonscription de Westwood[172].

C'est précisément parce que la majeure partie de l'électorat de Lee était blanche et que

[166] « Mayor Lee Wins Smashing Victory For Second Term » et « Mayor, Aldermen, Bus System Vote », *The Chapel Hill Weekly*, 5 mai 1971.
[167] Mary Burch, « Smith, Welsh, Wallace, Nassif Elected As Chapel Hill Aldermen », *The Chapel Hill Weekly*, 5 mai 1971.
[168] R.D. Smith, entretien mené par John K. « Yonni » Chapman, 28 mars 1991, The Southern Historical Collection at the Louis Round Wilson Special Collections Library, *From the Rock Wall*, disponible en ligne https://fromtherockwall.org/oral-histories/r-d-smith-on-the-african-american-freedom-struggle-and-civil-rights-movement-in-chapel-hill (consulté en septembre 2023).
[169] *Ibidem*. « Prothro, Varley, Kage Make Town Board », *op. cit*. Smith fut néanmoins nommé conseiller provisoire lors du départ anticipé d'une conseillère municipale dès 1966 et resta au conseil jusqu'en 1987. « A Proclamation of Honor and Appreciation to the Memory of R.D. Smith », Carrboro, 8 avril 2016, disponible en ligne https://www.carrboronc.gov/DocumentCenter/View/5648/Honor-and-Appreciation-to-the-Memory-of-RD-Smith, consulté le 29 août 2023.
[170] Mary Burch, « Mayor Wins All Precincts », *The Chapel Hill Newspaper*, 7 novembre 1973.
[171] M. Isserman et M. Kazin, *America Divided*, *op. cit.,* p. 281.
[172] J.A.C. Dunn, « George McGovern's Liberal Insurgents Control of Orange's Democratic Convention », *The Chapel Hill News*, 14 mai 1972, p. 1-2.

dans le même temps, le vote de la population noire s'était avéré décisif dans cette première élection serrée de 1969 et même pour sa réélection de 1971, que le positionnement de Lee vis-à-vis de la population noire locale et du mouvement de libération était complexe.

3. « MARCHER SUR LA CORDE RAIDE[173] » : UNE FIGURE DE REPRÉSENTANT ÉLU AMBIGUË ?

Dans ce contexte de la fin des années 1960, nous pouvons analyser la construction de l'identité publique de Lee en tant que représentant minoritaire pionnier de la population noire de Chapel Hill, comme étant avant tout caractérisée par l'ambiguïté et l'entre-deux.

Par construction de l'identité publique de Lee, nous entendons ici analyser les stratégies de présentation de soi à travers les récits et les discours de Lee. De récentes études utilisant les théories de la représentation politique ont en effet montré qu'il était fructueux de comprendre la représentation politique, en particulier celle des groupes historiquement marginalisés, non seulement comme un processus de délégation du pouvoir, mais plutôt comme un processus d'incarnation passant par une performance qui peut être validée ou non par les représentés[174].

3.1. Un candidat universaliste favorable au mouvement des droits civiques, un positionnement ambigu ?

Tout d'abord, Lee, dès son élection, présenta lui-même sa position comme celle d'un équilibriste marchant sur la corde raide[175]. Ce positionnement avait en fait commencé dès sa campagne de 1969 et s'est poursuivi par la suite.

Dans ses documents de campagne (spots publicitaires, tracts, etc.), que ce soit en 1969 ou lors de ses campagnes de réélection à la mairie de 1971 et 1973, Lee, contrairement à Hawkins un an plus tôt, ne se présente jamais comme un candidat africain-américain qui défendra tout particulièrement la cause des droits civiques ou de l'égalité raciale. Aucune mention explicite du contexte racial n'est faite, ni lors de ses campagnes à la mairie de Chapel Hill ni plus tard, lors de sa campagne pour le Congrès en 1972 ou pour le poste de lieutenant-

[173] « Chapel Hill's New Negro Mayor Declares, 'I've Got to Be Good' », *op. cit.*
[174] Julien Talpin, « La représentation comme performance. Le travail d'incarnation des classes populaires au sein de deux organisations communautaires à Los Angeles, USA », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016, p. 91-115.
[175] « Chapel Hill's New Negro Mayor Declares, 'I've Got to Be Good' », *op. cit.* MacNelly, dessin de presse « Man on a Tight Rope », *The Chapel Hill Weekly*, 11 mai 1969.

gouverneur de Caroline du Nord en 1976. Lee ne veut pas se présenter comme un candidat noir, mais comme un candidat qualifié avant tout[176]. Dans de nombreux discours après son élection, il pointe la position très difficile des élus noirs qui « devront porter deux poids de front, celui de combattant pour les droits civiques et pour l'égalité et celui de gouvernant de tous ses électeurs[177] ».

En tant qu'élu noir pionnier, Lee devait faire face à une exigence de légitimité dans son incarnation de la population noire et d'exemplarité imposée, car il se savait scruté par tous et que sa réussite ou son échec rejaillirait sur les autres élus noirs présents et à venir[178]. Et dans le même temps, il devait répondre au rejet de cette même légitimité à incarner le groupe par certains militants radicaux noirs qui l'accusaient d'être un « Oncle Tom[179] ». Ils dénonçaient ainsi par là une forme d'usurpation de la pretention à la représentation des élus noirs tels que Lee, qui, malgré une appartenance commune à la minorité raciale noire historiquement exclue du système politique et économique étatsunien, pouvaient être perçus comme trahissant les intérêts de la population noire pour leur propre intérêt d'ascension sociale et n'incarnant donc pas réellement ses combats et ses aspirations. Et ce d'autant plus que Lee ne pouvait pas faire valoir son parcours de militant de longue date, contrairement à Hawkins.

[176] « Lee looks closely at Lt. governor's office », *art.cit.*
[177] « The black elected official will have to carry a double yolk that of being a fighter for civil and equal rights and that of being a leader for his total constituency by whom he has been granted sanction to serve ». Howard Lee Papers, Carton 8, Dossier 204, « The Black Elected Official », 1970.
[178] *Ibidem*. Et Howard Lee Papers, « The Black Struggle and the Social Revolution », *op. cit.*
[179] Terme péjoratif pour désigner une personne noire jugée trop soumise aux Blancs, en reference au roman de Harriet Beecher Stowe, *Uncle Tom's Cabin* (1852).



Figure 9 : Dessin de presse « Man Walking on a Tight Rope », non daté[180].

Sa candidature à la primaire démocrate de 1972 pour l'élection du représentant au Congrès de la 2ème circonscription fédérale de Caroline du Nord, majoritairement blanche, rurale et conservatrice au nord-est de l'État, est assez emblématique de sa posture de rassembleur visant à concilier un électorat blanc majoritaire et un électorat noir. Lee devait composer avec la nécessité de s'afficher comme le représentant de tout son électorat tout en s'assurant du soutien électoral des Africains Américains puisqu'ils représentaient 40 % des électeurs de cette circonscription[181]. Il se présentait lui-même comme un candidat populiste, c'est-à-dire défendant une politique fiscale de redistribution des richesses dans l'intérêt des travailleurs blancs et noirs contre ceux des riches[182]. Il déclara ainsi : « il est temps que les Noirs et les Blancs se rendent compte que les problèmes qui nous unissent sont plus

[180] Dessin de presse « Man Walking on a Tight Rope », non daté dans Howard Lee Papers, Carton 6, Dossier 145.
[181] Howard Lee Papers, Carton 5, Dossiers 118-120 et Carton 6, Dossiers 123-124.
[182] Cette rhétorique n'est pas sans rappeler le mouvement populiste interracial en Caroline du Nord de la fin du XIXe siècle qui avait porté au pouvoir une coalition fragile et éphémère de républicains et de populistes « fusionnistes » en unissant fermiers blancs modestes, ouvriers agricoles noirs et élite noire autour d'un projet de démocratisation économique et politique.

importants que les préjugés qui nous divisent[183] ». Cette posture lui valut une critique acerbe de la part des militants du *Black Student Movement* qui dénonçaient sa minimisation « presque gênante » de la question raciale dans sa campagne de 1976[184]. Pourtant, nombre de ses discours portent sur le mouvement de libération noire et sur la question du progrès de l'égalité raciale au niveau local, régional et national comme nous allons le voir. En outre, Lee, lui-même, revendiquait son identité d'homme noir du Sud dans certains discours et affirmait la nécessité d'avoir plus d'élus noirs en particulier dans le Sud, car eux seuls pouvaient, selon lui, véritablement exprimer le point de vue des Noirs et donc permettre leur émancipation :

> Je suis du Sud et je suis noir, et je sais à quel point nous avons désespérément besoin de plus de *leaders* noirs dans tout le pays et encore plus dans le Sud. Nous savons plus que jamais que pour pouvoir être libre un jour dans ce pays, nous avons besoin de *leaders* qui sont capables de jouer dans la même cour que les *leaders* blancs et le feront. Car peu importe les bonnes intentions des *leaders* blancs, et nombre d'entre eux soutiennent notre cause jusqu'au bout, ils ne peuvent pas complètement représenter le point de vue des Noirs aussi bien qu'un *leader* noir[185].

Lee soulignait ainsi la nécessité d'avoir à la fois plus de *leaders* au sens large du terme et des élus ou gouvernants noirs pour pouvoir permettre de réellement mettre en œuvre les objectifs de « [leur] cause ».

Après son ascension politique, Lee a construit son identité et le récit fondateur de son engagement en politique sur sa relation avec le mouvement pour les droits civiques. Il s'est efforcé de se présenter comme un modéré progressiste intégrationniste non violent dans la lignée du Révérend Martin Luther King Jr[186]. Après l'assassinat de ce dernier en avril 1968, Lee dit avoir décidé de s'engager en politique pour honorer sa mémoire et poursuivre la lutte.[187] Bien que très peu impliqué dans le mouvement des droits civiques, Lee raconte avoir essayé d'organiser un *sit-in* pour protester contre la ségrégation raciale dans une petite ville militaire du Texas lorsqu'il était soldat, mais s'être fait arrêter par la police militaire[188]. Lorsqu'il était conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation à Savannah en Géorgie au

[183] Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 118, « Henderson Speech », 1972.
[184] Mark Pinsky, « Columnist chides Howard Lee », *Black Ink*, 19 octobre 1976, vol. 9, n°4, p. 3.
[185] H. Lee, « The Black Struggle and the Social Revolution », *op. cit.*
[186] Nous entendons ici le qualificatif de « modéré » par contraste avec les autres tendances plus radicales tenantes du *Black Power* au sein du mouvement de libération noire à la fin des années 1960. Il faut cependant souligner que l'interprétation et la caractérisation politique de Martin Luther King et de son message militant fait, depuis les années 1980 en particulier et aujourd'hui encore, l'objet de violentes guerres mémorielles entre modérés, radicaux et conservateurs aux États-Unis. À ce sujet voir : Jennifer J. Yanco, *Misremembering Dr. King: Revisiting the Legacy of Martin Luther King Jr.*, Bloomington, Indiana University Press, 2014 et Vincent G. Harding, « Beyond Amnesia: Martin Luther King, Jr., and the Future of America », *The Journal of American History*, vol. 74, n°2, 1987, p. 468-476.
[187] H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.* p. xvi. Howard Lee, entretien mené par Jack Bass (A-0132), 13 décembre 1973, SOHP.
[188] H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.*, p. 81-82.

début des années 1960, il avait également travaillé étroitement aux côtés d'Hosea Williams. Ce dernier était très impliqué dans le mouvement pour les droits civiques et était devenu plus tard l'un des bras droits du Dr. King au sein de la SCLC[189].

Enfin, Lee mobilisa également un autre épisode fondateur de sa vie dans la construction de son personnage politique après son élection, comme étant intrinsèquement lié à la cause de l'égalité raciale. Originaire de Géorgie, fils de métayers[190], il s'était fait passer à tabac à l'âge de 15 ans par des membres du Ku Klux Klan pour avoir utilisé les toilettes des femmes blanches au lieu des toilettes réservées aux Noirs. À l'issue de cet événement, Lee dit s'être fait le serment qu'il ne quitterait jamais le Sud et qu'il mettrait tout en oeuvre pour améliorer la vie de tous dans cette région[191].

L'absence de liens formels avec des organisations du mouvement pour les droits civiques était en fait un trait partagé par la grande majorité des maires noirs pionniers au niveau national. Comme le souligne David Colburn, la plupart d'entre eux avaient d'abord été élus en tant que conseillers municipaux ou aux assemblées d'État, suivant ainsi une trajectoire politique ascendante traditionnelle. Comme Lee, ils étaient tous issus d'une classe moyenne de *professionnals*[192] diplômés de l'enseignement supérieur[193]. Lee ne correspond pas entièrement à ce portrait-robot puisque son mandat de maire était son premier mandat électif. Il était cependant déjà implanté dans la politique locale et de l'État grâce à son rôle dans la campagne d'Hawkins et dans la lutte pour réformer le Parti démocrate. Enfin, bien qu'il n'ait pas de liens formels avec les organisations et n'ait pas participé aux grandes actions du mouvement, Lee avait participé à sa manière en demandant une ordonnance pour l'interdiction de la ségrégation résidentielle et en rejoignant la campagne d'Hawkins. Là encore sa relation avec le mouvement était caractérisée par un entre-deux. De plus, bien que Lee ait parfois voulu se présenter comme un candidat qualifié avant tout et pas ouvertement comme un maire des droits civiques, le récit de différents moments clés de sa vie suggère que la construction de son personnage public et politique a toujours été liée au mouvement d'une façon ou d'une autre.

---

[189] Sur Hosea Williams et le mouvement à Savannah voir Rolundus R. Rice, *Hosea Williams: A Lifetime of Defiance and Protest*, Columbia, University of South Carolina Press, 2022.
[190] Sharecroppers.
[191] Howard Lee Papers, « Audiocassette 33: Black History Month speech », 17 février 1979, face 1.
[192] Aux États-Unis, le terme « professional » renvoie à une catégorie sociologique précise dans le contexte historique étatsunien, liée à son émergence au cours de l'ère progressiste à la fin du XIXe siècle. Il renvoie aux personnes dont le métier se distingue par le prestige social, la détention de savoirs de haut niveau, le dévouement à autrui. Sonia Birocheau, *Incarner un modèle progressiste. La professionalisation de l'enseignement à Chicago (1890-1930)*, Lyon, ENS Éditions, 2020.
[193] David R. Colburn, « Running for Office – African American Mayors from 1967 to 1996 » dans D. Colburn et J. Adler, *African-American Mayors*, *op. cit.*, p. 27-29.

3.2. Entre appropriation et rejet du Black Power

Le numéro d'équilibriste de Lee était particulièrement complexe quand il s'agissait de s'exprimer sur le *Black Power*. Tout en se présentant comme un homme politique engagé dans la cause de l'égalité raciale, Lee a cherché à se positionner stratégiquement comme un modéré par contraste avec une personnalité politique comme Reginald Hawkins ou les militants du *Black Power* sans renier leur contribution au mouvement.

Il a ainsi cherché à s'approprier certains éléments de la philosophie du *Black Power* pour défendre ce qui, selon lui, était l'ultime arme de l'émancipation et du progrès pour les Africains Américains : travailler à l'intérieur du système pour le réformer grâce au vote et à une participation massive et active des Noirs dans le système politique[194]. Il défendait la tradition du *Black Power* comme étant très ancienne et soutenait que les Blancs ne devraient pas en avoir peur, mais que cette conquête d'un pouvoir politique noir était essentielle pour que le pays tienne sa promesse démocratique. Lee définissait la recherche du *Black Power* comme étant au fond la capacité pour la population noire de prendre part aux décisions affectant leurs vies et donc leur capacité d'avoir un pouvoir de décision politique et économique grâce à l'élection de leaders noirs. Il justifiait la nécessité pour les Noirs de se battre pour obtenir du pouvoir en tant que groupe social distinct, car ils subissaient l'oppression en tant que groupe.

Cependant, Lee estimait que, sous l'égide des militants radicaux tels que Stokely Carmichael, le courant *Black Power* était essentiellement une version dévoyée de cette tradition historique, célébrant la fierté d'être noir réduite à des symboles et marqueurs esthétiques par de jeunes têtes brûlées. Il leur reprochait ainsi de s'intéresser plus à une affirmation performative du pouvoir et de la masculinité noire qu'à de véritables actions concrètes pour améliorer la vie des Noirs et leur donner plus de pouvoir. Il dénonçait également le séparatisme et l'adhésion à l'afrocentrisme de certains militants nationalistes du *Black Power* comme étant une forme de retour en arrière et d'impasse politique[195]. En réponse à la tension centrale de la double identité des Noirs américains, soulevée par W.E.B Du Bois en 1903 dans *Les Âmes du peuple noir*[196], Lee tranchait : « L'homme noir est

[194] Howard Lee Papers, Carton 8, Dossier 191, « Black Power and Black America », c. 1970.
[195] « Lee looks closely at Lt. governor's office », *op. cit.* « Audiocassette 33 », *op. cit.* Howard Lee Papers, Carton 8, Dossier 187, « Black Power Revisited ».
[196] W.E.B. Du Bois (1868-1963) est une figure intellectuelle et militante majeure du mouvement de libération noire. Il participa à la fondation de la NAACP en 1909, au sein de laquelle, il défendit la nécessité d'une émancipation immédiate des Noirs par l'éducation et l'action politiique. Au cours de sa vie, il a progressivement adopté des positions de plus en plus radicales, s'intéressant au socialisme et à l'anti-impérialisme, avant de rejoindre le Parti communiste étatsunien (CPUSA) dans les dernières années de sa vie. Pour une biographie

beaucoup de choses, mais il est surtout américain[197] ». Lee prônait pourtant le maintien de la spécificité de l'identité noire américaine et des institutions de la communauté noire qu'il voyait comme des bastions de solidarité entre classes sociales alors que selon lui, certains Africains Américains de classe moyenne ou en passe d'y accéder cherchaient désormais à s'assimiler au reste de la société étatsunienne, sans lutter pour améliorer les conditions de vie des Noirs les plus pauvres[198]. Lee semblait ainsi faire écho à la philosophie du *racial uplift* du XIXème siècle selon laquelle la classe moyenne noire devait faire émerger « les *leaders* de la race » qui élèveraient les « masses laborieuses »[199].

Il est donc intéressant de souligner que Lee essayait de tenir une position intermédiaire visant à « adoucir » la rhétorique du *Black Power*, la rendant acceptable pour les Noirs modérés et les Blancs en dénonçant le séparatisme, promouvant l'unité tout en reconnaissant les apports de cette tendance radicale au sein du mouvement ainsi que sa longue histoire[200], là où Hawkins avait embrassé le Black Power beaucoup plus ouvertement. Lee se distinguait pourtant également des figures intégrationnistes du mouvement tels Roy Wilkins ou Whitney Young qui condamnaient sans équivoque le courant Black Power[201]. Il refusa aussi de condamner les émeutes de la fin des années 1960, dénonçant plutôt la répression des Black Panthers[202]. Malgré sa condamnation récurrente des jeunes militants du Black Power qu'il exhortait à réformer le système de l'intérieur, il exprima publiquement son soutien aux mobilisations du BSM avant et après sa première élection[203]. Quelques mois après sa prise de poste, à l'automne 1969, il participa à une conférence de soutien aux militants du BSM et aux employés de la cafétéria de l'UNC lorsque ces derniers se mirent à nouveau en grève pour protester contre les conditions de travail qui ne s'étaient toujours pas améliorées malgré l'accord obtenu en début d'année grâce à la première grève. Pire encore, SAGA, l'entreprise que l'université avait mandatée pour reprendre les services de restauration du campus, avait licencié 70 employés qui avaient été grévistes en février-mars 1969. S'affichant aux côtés d'Howard Fuller, figure du Black Power très controversée comme nous l'avons vu, Lee soutint publiquement la mobilisation en tant que maire. Il dénonça la responsabilité de

---

récente sur Du Bois, voir : Bill V. Mullen, *W.E.B. Du Bois: Revolutionary Across the Color Line*, Londres, Pluto Books, 2016.

[197] « Whatever else the black man is, he is American ». Howard Lee Papers, Carton 8, Dossier 199, « Which Way Black Leaders », 1971 et Carton 9, Dossier 244, « People Power through Politics ».

[198] H. Lee, « Which Way Black Leaders », *op. cit.*

[199] C. Rolland Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 88-89.

[200] H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.* p. 129. « Black Power and Black America », *op. cit.*

[201] C. Rolland Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 292.

[202] H. Lee, « Black Power and Black America », *op. cit.*

[203] « Howard Lee Awakens Youth », *The Proconian*, 24 avril 1969. Mike Payne, « Mayor Lee, Fuller Back UNC Workers », *News & Observer,* 9 novembre 1969.

l'université et de SAGA pour leur déni de justice plutôt que les grévistes et les militants et encouragea les citoyens de Chapel Hill à contribuer au fonds de soutien pour aider les centaines de familles de grévistes de la ville qui se retrouvaient sans revenus[204]. Il joua également un rôle important dans la résolution du conflit, en prenant la décision de retirer la police du cordon syndical, ce qui fit plier SAGA qui accepta alors les demandes des grévistes[205]. Lee se présenta ainsi comme un allié des travailleurs noirs qui représentaient une part importante de son électorat noir à Chapel Hill.

La même année, un autre conflit illustre le rôle de médiateur et d'allié que Lee joua à Chapel Hill. Le lycée de Chapel Hill récemment intégré depuis 1967 fut agité par un fort mouvement de contestation des lycéens noirs pendant plusieurs jours avec boycott des cours et manifestations. Ces derniers dénonçaient les modalités inégalitaires du processus de déségrégation qui les avaient forcés à quitter leur lycée, Lincoln High. La communauté était très attachée à ce lycée, source de fierté. Les lycéens avaient pourtant été contraints de l'abandonner ainsi que tous leurs emblèmes tout en subissant racisme et discrimination dans leur nouveau lycée blanc. Ils exigeaient donc plus de professeurs noirs, plus de directeurs de département noirs, plus de *cheerleaders* noirs, un cours obligatoire sur la culture africaine-américaine, un département d'études africaines-américaines, des élus étudiants noirs, le licenciement d'un professeur accusé de racisme et l'exposition de plus nombreux trophées de leur ancien lycée[206]. Lee dénonça l'absence de réaction de la direction blanche qui avait choisi de considérer cela comme « un problème noir », affirmant qu'il avait eu très peu de contact avec la communauté blanche qui était responsable du mauvais traitement qu'il avait reçu à son arrivée à Chapel Hill. Lee apaisa néanmoins les tensions en prévenant que la ville était plus que jamais divisée et le risque d'émeute grand. Il joua de son rôle symbolique d'allié des lycéens noirs pour pousser le superintendant blanc à calmer les tensions[207].

Ainsi, la construction du personnage public et politique d'Howard Lee était inextricablement liée au mouvement de libération noire de la fin des années 1960, à ses divisions et à ses tensions. Dans ce contexte, Lee a voulu tenir une position d'équilibriste pour ménager à la fois son électorat noir modéré et son électorat blanc dans un contexte de radicalisation du mouvement. Se présentant avant tout comme un modéré rassembleur, il ne

[204] M. Payne, « Mayor Lee, Fuller Back UNC Workers », *op. cit.* G. Kapur, *To Drink from the Well*, *op. cit.*, p. 218.
[205] H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit*., p. 111.
[206] Wayne Hurder, « Chapel Hill Blacks, Whites Wary in the Wake of Race Tension at School », *The News and Observer*, 16 novembre 1969, p. 4.
[207] « Howard Lee: Bridge Builder », *Durham Morning Herald*, 13 juillet 1969, 2D.

reniait pourtant pas la nécessité d'une révolution politique dans le Sud pour faire advenir l'égalité pour les Africains Américains. Tantôt rejeté, tantôt revendiqué, tantôt subi, le poids de la représentation descriptive-symbolique de Lee vis-à-vis de la population noire locale était omniprésent.

4. UN BILAN AMBIVALENT ET DES TENTATIVES DE COALITION

Évaluer les politiques publiques affectant particulièrement les Africains Américains mises en place par Lee en tant que maire permet de contribuer aux études sur les élus noirs locaux après 1965[208] quant à leur capacité à améliorer les conditions de vie de leur électorat africain-américain et à répondre à leurs demandes.

4.1. Vers un véritable pouvoir de maire ?

Il faut cependant souligner des différences majeures entre Lee et d'autres élus locaux pionniers de la même période. Les politologues ont souvent mis en avant la théorie de la victoire pyrrhique (*hollow prize theory*), car la première génération d'élus locaux à la suite du *Voting Rights Act* arriva au pouvoir précisément au moment où les Blancs et les emplois quittaient les villes au profit des banlieues, limitant lourdement la capacité d'action des maires[209]. Or, dans le cas de Chapel Hill, c'est plutôt le phénomène inverse qui se produisit. La ville vit sa population plus que doubler entre 1960 et 1970 tandis que la population africaine-américaine fut divisée par trois entre 1960 et 1980 en raison notamment de la flambée des prix de l'immobilier[210], menant à terme à partir des années 1990 à une gentrification massive du cœur historique de la communauté noire de Chapel Hill, le Northside[211]. La pression immobilière et l'accroissement rapide de la ville constituaient autant

[208] J. Adler, D. Colburn (dir.), *African-American Mayors, op. cit.*
[209] Ravi Perry, Black Mayors, *White Majorities: The Balancing Act of Racial Politics*, Lincoln, University of Nebraska Press, 2014, p. 3.
[210] Données du recensement états-unien tirées de Mike Ogle, « Chapel Hill was half Black: When did African Americans leave? », *Stone Walls (blog)*, 23 septembre 2021. Disponible en ligne https://stonewalls.substack.com/p/chapel-hill-was-half-blackhttps://stonewalls.substack.com/p/chapel-hill-was-half-black (consulté le 21 octobre 2022) et John Rees, Stephen Whitlow, « Viewpoints: The Myth of Chapel Hill's Rapid and Extraordinary Growth », *Chapelboro*, 6 septembre 2021. Disponible en ligne, https://chapelboro.com/town-square/viewpoints/viewpoints-the-myth-of-chapel-hills-rapid-and-extraordinary-growth (consulté le 21 octobre 2022).
[211] Depuis les années 2000, des résidents du Northside ainsi que d'autres quartiers historiquement noirs de Chapel Hill et de Carrboro, beaucoup descendants de cinquième génération des premières familles noires de ces villes, se mobilisent pour lutter contre la gentrification et pour préserver la très riche histoire et l'héritage de ces quartiers. En 2011, ils ont obtenu un moratoire sur les nouveaux projets de construction. Le Marian Cheek

de défis à relever pour le nouveau maire. En outre, une autre limite distingue Lee d'autres élus locaux pionniers de sa génération : son champ d'action très limité en tant que maire d'une part, maire d'une (très) petite ville, d'autre part, qui plus est une petite ville, dominée par l'Université de Caroline du Nord qui, nous l'avons vu, était le premier employeur de la ville et détenait un pouvoir considérable localement. L'université était en outre propriétaire et contrôlait les services clés de la ville : les réseaux d'égouts, de téléphone, de distribution d'eau et d'électricité[212]. Ainsi, au moment de son élection en 1969, la fonction de maire de Chapel Hill était jusque-là essentiellement symbolique, cérémonielle et à temps partiel. Le pouvoir était concentré entre les mains du conseil municipal, des hommes d'affaires de la ville et de la Chambre de commerce. Le maire présidait le conseil municipal et n'avait le droit de voter qu'en cas d'égalité pour trancher.

Justement, il est révélateur qu'une des promesses de campagne de Lee ait été de transformer le rôle de maire en un « véritable » rôle de maire bien que toujours à temps partiel avec un bureau, un budget, une équipe et un pouvoir de vote permanent[213]. Allant à l'encontre des usages, Lee se fit véritable force de propositions, soumettant des projets et des motions au conseil municipal, désormais libéral, ce pour quoi il fut très critiqué par les conservateurs de la ville. Il convient d'évaluer cette réforme à l'aune de l'histoire de la gouvernance de Chapel Hill, historiquement dominée par l'université et par les élites politiques locales très liées au milieu des affaires, toutes deux historiquement impliquées dans le règne de la suprématie blanche locale, comme évoqué en première partie. Cette transformation peut donc être vue comme une tentative de démocratisation de la gouvernance de Chapel Hill, démocratisation qui permettrait entre autres une meilleure représentation des intérêts de la minorité noire de la ville[214]. Un des chevaux de bataille de Lee pendant ses trois mandats de maire fut d'ailleurs aussi de lutter pour prendre le contrôle des services gérés par l'université notamment les égouts et le réseau d'eau, avec un succès très mitigé.

Jackson Center (MCJC) travaille sans relâche depuis 2007 pour préserver et mettre en avant cette histoire à travers de très nombreux entretiens d'histoire orale rendus accessibles sur leur site « From the Rock Wall » mais aussi pour éduquer différentes générations d'habitants et les étudiants de Chapel Hill-Carrboro. Ce chapitre doit beaucoup à l'immense travail et aux ressources inestimables partagées par le MCJC. « Our Story » et « An Introduction to Northside History », site du Marian Cheek Jackson Center, https://jacksoncenter.info/, (consulté en septembre 2023). Voir aussi « From the Rock Wall », https://fromtherockwall.org/, (consulté en septembre 2023). Le MCJC dirige aussi plusieurs programmes pour construire des logements à prix abordables et préserver les logements historiques.

[212] Bill Pope, « Lee: UNC Should Drop Commercial Holdings », *The Daily Tar Heel*, 15 octobre 1970.

[213] Mike Colza, « Lee Outlines Campaign Proposals: "Town and Gown, Youth Committees" », *The Daily Tar Heel*, 2 avril 1969. Harry Smith, « Lee Making Mayor's Post Important », *Daily Tar Heel*, 31 août 1971, vol. 80, n°1, p.7. H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.* p. 6-7.

[214] Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 109, « Since my election some 15 months ago », c. 1971 et Carton 9, Dossier 223, « The Small City and Urban Problems: A Perspective from Chapel Hill ».

4.2. La trahison de Rogers Road

Lee mit aussi en place des mesures spécifiques pour améliorer les conditions économiques de la population africaine-américaine à Chapel Hill. Il défendit la démocratisation et la construction de logements sociaux dans les principaux quartiers noirs de la ville, mobilisant notamment des fonds fédéraux du ministère du Logement et du Développement urbain (*Department of Housing and Urban Development*) pour ce faire. Utilisant aussi des moyens d'actions au-delà du cadre institutionnel relevant de la municipalité, il créa une association des entrepreneurs noirs de la ville pour pallier leur absence de représentation à la Chambre de commerce et leur exclusion de l'association des commerçants de Chapel Hill. Cette organisation avait pour but d'aider les entrepreneurs noirs à créer et maintenir leur entreprise, à trouver des fonds, à se former et à défendre leurs intérêts. Comme d'autres maires à la même époque, Lee espérait aussi que le développement économique de la ville ruissellerait sur la population noire et pauvre de la ville[215]. Lee semblait ainsi privilégier des politiques favorisant le développement d'une classe moyenne noire. Il s'opposa à la mise en place d'une taxe sur les produits de consommation, car elle aurait injustement pesé sur les familles pauvres et de classe moyenne. Bien que sa fonction assez limitée ne lui permette pas toujours d'agir, la politique scolaire relevant du comté, il défendit le *busing*[216] mis en place pour aider à la déségrégation scolaire tout en critiquant la déségrégation à sens unique qui avait pour conséquence la discrimination envers les élèves noirs dans les établissements anciennement entièrement blancs et le licenciement des professeurs et des directeurs des établissements anciennement noirs. Lee se fit le chantre d'une plateforme progressiste mettant en avant le besoin de politiques sociales généreuses pour permettre la véritable émancipation des Noirs aux États-Unis, comparant ces politiques sociales au « 40 acres et une mule[217] », promesse de réparation et de redistribution dont les Africains Américains réduits en esclavage avaient été privés après son abolition :

> Aujourd'hui c'est d'un autre genre de « 40 acres et d'une mule » dont on parle. Nous voulons des logements décents, à un prix que nous puissions

[215] *Ibidem.* Et Howard Lee Papers, Carton 9, Dossier 243, « Politics and People Power ».
[216] Le *busing* était une politique de transport en autocar des enfants de quartiers noirs pauvres vers des établissements blancs plus favorisés pour opérer la déségrégation scolaire.
[217] Cette expression fait référence à l'ordonnance promulguée à la fin de la guerre de Sécession par le général unioniste William T. Sherman sous la pression de pasteurs noirs et d'abolitionnistes. Elle était censée confisquer les terres de propriétaires confédérés et redistribuer aux Noirs nouvellement affranchis, promettant à chaque famille 40 acres (16 hectares) et une mule. Cette promesse fut enterrée quelques mois plus tard par le président Andrew Johnson, condamnant ainsi les Noirs affranchis à retourner travailler pour leurs anciens propriétaires en tant que métayers agricoles (*sharecroppers*) à la merci de ces derniers.

> réellement nous permettre. Nous voulons des emplois dignes, qui ne paient pas seulement un salaire correct, mais qui nous donnent les clés pour ouvrir les portes d'une progression de carrière. […] Nous voulons des programmes d'aide sociale qui rendent les familles plus fortes, pas qui les détruisent. Nous voulons contrôler une partie du système économique et être pleinement intégrés dans le système politique[218].

Un épisode est cependant particulièrement révélateur de la capacité d'action limitée de Lee et des concessions lourdes de conséquences qu'il fit pour améliorer les infrastructures des quartiers noirs. L'explosion démographique de la ville et du comté, en raison notamment de la proximité du *Research Triangle Park* (pôle scientifique et technologique en plein essor depuis sa création en 1957), et l'inquiétude croissante à propos des conséquences environnementales et sanitaires de l'incinération des déchets au début des années 1970 entraînèrent une crise de la gestion des déchets dans le comté d'Orange dont Chapel Hill faisait partie. En 1971, la commission de comté (*Board of County Commissioners*) décida de créer une nouvelle décharge près de Rogers Road, une zone résidentielle noire en bordure de Chapel Hill, et pour ce faire de classer le lieu en question en zone industrielle (et non plus en zone résidentielle)[219]. Rogers Road était une communauté africaine-américaine soudée depuis l'abolition de l'esclavage lorsque les affranchis et leurs descendants parvinrent à devenir fermiers propriétaires de leurs terres et à créer des institutions d'entraide (écoles, églises). Ses habitants furent cependant durement touchés par la Grande dépression, poussant beaucoup d'entre eux à travailler pour l'UNC pour des salaires bas[220]. Le projet de décharge rencontra une forte opposition. Les résidents de Rogers Road se réunirent dans une association de quartier, la *New Hope Improvement Association* (d'environ 500 membres) et intentèrent un procès contre Howard Lee (en tant que maire de Chapel Hill), le maire de la ville voisine (Carrboro) et le comté d'Orange.

Trahissant sa promesse de campagne de lutter contre les politiques discriminatoires de zonage à l'encontre des populations noires et pauvres, Lee soutint le projet et tenta de convaincre les habitants que la construction de la décharge leur serait bénéfique, car en contrepartie la ville de Chapel Hill goudronnerait leurs routes et la décharge serait condamnée

---

[218] « Today we are talking about a different kind of acreage and another kind of mule. We want decent housing that we can afford to buy. We want decent jobs that not only pay decent wages, but provides us with keys to unlock doors to promotional opportunities. […] We want welfare programs that strengthen rather than destroy family units. We want to control some of the economics of this system and become really ingrained in the political system ». « Black Power and Black America » *op. cit.*

[219] Emily Eidenier Pearce, *Rogers Road*, manuscrit, 2009, p. 83-94, dans John Kenyon Chapman Papers, Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill, Carton 10, Dossier 89.

[220] *Ibid.*, p. 4 ; p. 53.

et recouverte au bout de dix ans et un centre de loisirs serait construit par-dessus[221]. La décharge fut construite malgré les oppositions et le comté ne tint pas sa promesse. Elle ne fut fermée qu'en 2012 sous la pression de décennies de militantisme des résidents contre ce qu'ils dénonçaient comme une forme de « racisme environnemental[222] ». En effet, cette décharge eut des conséquences néfastes sur l'environnement, la santé et la qualité de vie des résidents de Rogers Road. La plupart des résidents n'étant pas connectés aux réseaux d'eau potable des villes de Chapel Hill, de Carrboro ou du comté ; ils s'approvisionnaient grâce à des puits qui auraient été contaminés par la décharge, augmentant les risques pour la santé[223]. Certains habitants le vécurent comme une trahison de la part d'Howard Lee. Une résidente de longue date, Judy Nunn Snipes l'exprimait ainsi lors d'un entretien d'histoire orale :

> ...pour prendre la terre, ça, ils l'ont fait, cette terre qui appartenait principalement aux Noirs, c'était comme dire « on s'en moque de vous ». [...] Howard Lee était maire à l'époque et ils l'ont envoyé nous parler... [...] Lee nous a vendu une charade et [...] les gens ont cru en lui – et, vous savez, spontanément, ce n'était pas du tout ce qu'on pensait[224].

Lee estime avoir été trahi par ses successeurs et les gouvernements de Chapel Hill et du comté dénonçant une amnésie collective après son départ concernant la promesse de fermer la décharge et de construire le centre au bout de dix ans[225].

---

[221] *Ibid.*, p. 108-113.

[222] Le concept de « racisme environnemental » a justement émergé dans les années 1980 en Caroline du Nord à la suite de la campagne locale et nationale contre la construction d'une décharge toxique dans le comté à large majorité noire de Warren (au nord-est de Chapel Hill), unissant explicitement pour la première fois mouvement pour l'égalité raciale et mouvement pour la défense de l'environnement sous la bannière de la lutte pour la « justice environnementale ». Benjamin Chavis, militant chevronné du mouvement de libération noire en Caroline du Nord, figure de proue de cette campagne de Warren, publia un rapport national accablant en 1987, dénonçant les politiques environnementales intentionnellement discriminatoires ciblant les populations racisées et pauvres pour le stockage de déchets toxiques. Eileen McGurty, *Transforming Environmentalism: Warren County, PCBs, and the Origins of Environmental Justice*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 2009 [2007], p. 11, p. 15 ; p. 19-20.

[223] Vann R. Newkirk II, « Fighting Environmental Racism in North Carolina », *The New Yorker*, 16 janvier 2016. Aislinn Antrim, « Rogers Road : A neighborhood's fight for environmental justice », *UNC Media Hub*, 25 mars 2019. « The Orange County Landfill or how an historic community of color was 'dumped on' for more than 40 years », site web du RENA Community Center. Disponible en ligne https://www.renacommunitycenter.com/the-landfill (consulté le 21 octobre 2022).

[224] « to take the land that they did, that belonged to predominantly blacks, it was like saying we don't care about you. […] And Howard Lee was Mayor then and they sent him out in the community… […] Lee put on a charade and […] got people to believe in him—and you know naturally we didn't feel that way at all ». Judy Nunn-Ellison Snipes, entretien mené par Michele Easter (#G203), 17 octobre 1996, SOHP, cité dans E. E. Pearce, *Rogers Road*, *op. cit.,* p. 119.

[225] V. R. Newkirk II, « Fighting Environmental Racism », *op. cit.*

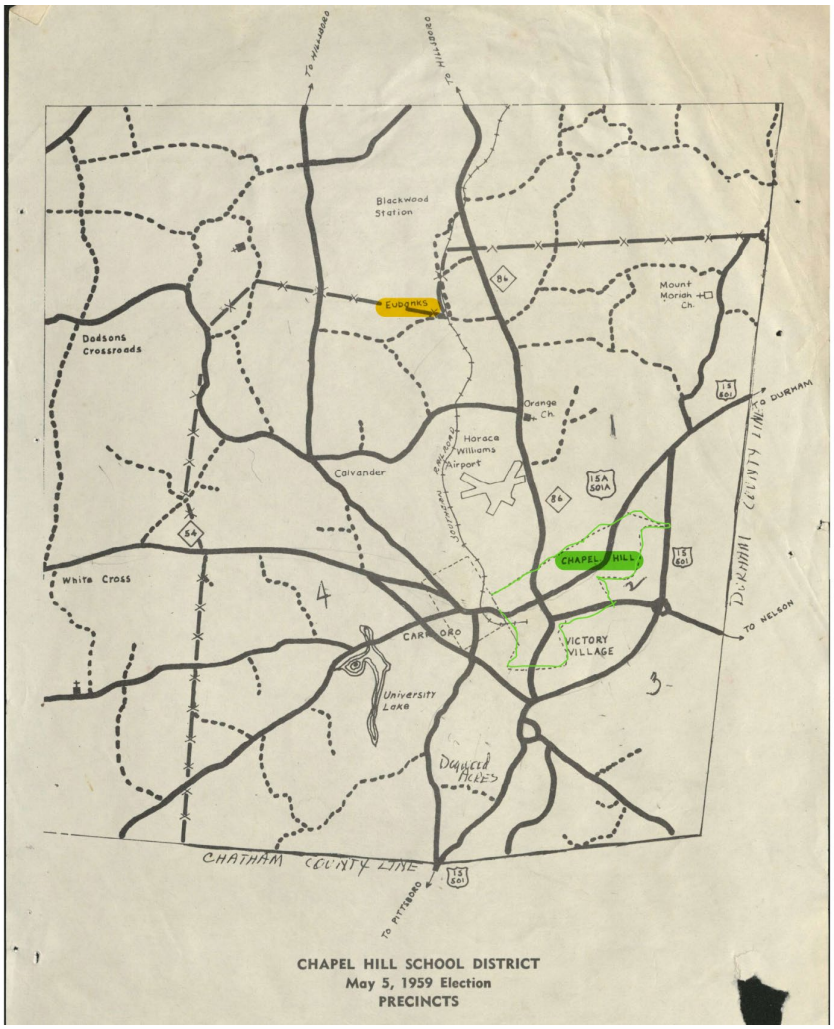


Figure 10 : Carte scolaire de Chapel Hill, 1959[226].

La zone résidentielle de Rogers Road correspond en partie à la zone autour de Eubanks en jaune. Elle se situe bien au nord des limites de la municipalité de Chapel Hill en vert.

Le cas de Rogers Road est aussi particulier, car cette zone ne fait pas partie juridiquement de la ville de Chapel Hill. Ses habitants ne votaient donc pas aux élections municipales de Chapel Hill, mais seulement pour le conseil de comté d'Orange. Cependant, en vertu d'un principe d'extraterritorialité en vigueur, le conseil municipal de Chapel Hill était en droit de prendre des décisions pour cette zone aux abords des limites de la ville, de gérer son territoire sans pour autant avoir d'obligations de service public. Lee n'avait donc pas de comptes à rendre aux électeurs noirs de cette communauté, ce qui a certainement joué un rôle important dans sa décision de les « sacrifier » pour résoudre la crise des déchets tout en leur proposant une contrepartie qui ne se matérialisa pas. Cette affaire montre donc bien les tensions qui existaient au début des années 1970 autour de la défense des intérêts des Africains Américains

[226] « Chapel Hill School District – May 5, 1959 Election – Precincts » dans League of Women Voters Records, Carton 6, Dossier 153.

et de politiques concrètes en leur faveur : de quels intérêts s'agissait-il exactement et au prix de quelles concessions ? D'autant plus que dans un contexte d'ouverture du système politique aux Africains Américains, mais aussi de pression démographique et urbaine forte dans cette ville du Sud et de mille-feuille institutionnel, le maire devait composer avec son conseil municipal, celui des villes voisines et le conseil du comté. Cet épisode illustre aussi comment « historiquement, la classe moyenne noire a joué un rôle controversé d'intermédiaire et de négociateur entre les élites au pouvoir et les populations noires défavorisées »[227].

4.3. Construire une coalition noire au sein et à l'extérieur de l'appareil du Parti démocrate

Ces limites et tensions au niveau local expliquent pourquoi, pour mettre en place les réformes politiques et sociales nécessaires selon lui à une véritable égalité raciale, Lee pensait qu'il était essentiel que les Noirs forment un pouvoir organisationnel fort. C'est pourquoi il chercha à créer une coalition politique noire forte au niveau de l'État.

En effet, comme nous l'avons vu, malgré le tournant que représentait l'élection de Lee à la mairie de Chapel Hill et certaines politiques concrètes menées, Lee avait un pouvoir limité en tant que maire, d'où ses efforts pour constituer une force politique capable de peser au niveau de l'État et du Parti démocrate comme sa participation au NCCFBBPR d'Hawkins en 1968 et son discours à la convention de l'État en témoignent. Reconnaissant le caractère inédit de son élection et pour enfin répondre aux demandes de plus d'inclusion et de représentativité, le Parti démocrate de Caroline du Nord avait d'ailleurs nommé Lee au poste nouvellement créé (lors de la réorganisation du parti quelques mois plus tôt) de vice-président préposé aux minorités en 1970. C'était le premier Africain Américain à occuper un poste aussi haut dans la hiérarchie décisionnaire du parti. Lee devait servir d'intermédiaire entre les minorités et le parti, entendre leurs revendications et proposer des plans d'action pour y répondre[228]. Sa nomination ne fut pas sans controverses et, selon Lee, beaucoup de Blancs dans certaines parties de l'État le voyaient comme « une menace pour le système politique de la Caroline du Nord[229] ». Il cherchait ainsi à réformer le parti de l'intérieur, soulignant qu'il était grand temps que le parti récompense la loyauté des électeurs noirs alors que ces derniers

[227] C. Rolland Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 17.
[228] Howard Lee, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit*. « Lee Named Party Official », *The Daily Times-News*, 17 novembre 1970, p. 12. « Mayor Lee Will Be State Democratic Vice Chairman », *The Chapel Hill Weekly*, 21 octobre 1970, p. 1.
[229] *Ibidem*. « I'm seen in many quarters of the state among whites as being a threat to the North Carolina political system ».

« finissaient toujours par être le parent pauvre de la politique du parti[230] ». Pour Lee, grâce à l'augmentation du nombre d'Africains Américains qui votaient ou étaient candidats, le rapport de force politique était désormais en leur faveur et ils devaient continuer de le renforcer et ainsi espérer « pouvoir faire pression pour mettre fin au conservatisme démocrate de l'État[231] ». Lee conjugua donc ces efforts à l'intérieur du parti avec des tentatives de coalition à l'extérieur de l'appareil du parti pour que les Noirs puissent peser sur ce premier, Lee ne concevant absolument pas l'avenir politique des Noirs indépendamment du parti.

Les efforts de coalition de Lee culminèrent en 1972 au moment où les stratégies électorales au sein du mouvement national étaient à leur apogée comme en témoigne la convention de Gary (Indiana). Cette dernière avait rassemblé les têtes de proue du mouvement et les élus noirs pour créer un programme politique radical commun de réformes structurelles pour les Noirs américains, indépendant des partis politiques existants[232]. L'historien Manning Marable décrit la signification historique de la convention de Gary ainsi :

> Rétrospectivement, Gary a représenté le zénith, non seulement du nationalisme noir mais de tout le mouvement noir pendant la Seconde Reconstruction. La vision collective qui s'est exprimée à la convention représentait le désir de prendre le contrôle des grandes villes du pays par les urnes, de faire passer les masses de la population noire du projet politique de la déségrégation à celui de la véritable prise de pouvoir (empouvoirement) en vue de créer, à terme, leur propre parti national noir indépendant[233].

En Caroline du Nord, Lee joua un rôle primordial pour la constitution d'un *Black Caucus* réunissant les élus noirs de l'État, notamment les deux députés à l'assemblée de l'État, mais aussi des chefs de file et des militants de différentes tendances : des gradualistes à l'approche légaliste de la NAACP ; des intégrationnistes non violents de la SCLC et des églises ; des radicaux de tendance nationaliste de la Student Organization for Black Unity (SOBU), Benjamin Chavis de la Commission for Racial Justice (CRJ), Owusu Sadaukai de la Malcolm X Liberation University (MXLU) ; et des organisations plus conservatrices de l'élite politique et économique noire de l'État[234]. La coalition ambitieuse à l'origine du *caucus* naquit de la mobilisation autour des « Dix de Wilmington », dix jeunes militants noirs

---

[230] *Ibid.* « We have constantly come up on the short end of the stick ». Katie Hooks, « 'Separatism Is Fading': An Interview With Howard Lee », *Durham Morning Herald*, 13 décembre 1970, p. 2D.
[231] « With more blacks running for office and more blacks voting, we are holding the balance of power » ; « exert the kind of pressure needed to change the outlook of Democratic conservatism in this state »
[232] M. Marable, *Race*, *op. cit.* p. 138.
[233] « Gary represented, in retrospect, the zenith not only of black nationalism, but of the entire black movement during the Second Reconstruction. The collective vision of the convention represented a desire to seize electoral control of America's major cities, to move the black masses from the politics of desegregation to the politics of real empowerment, ultimately to create their own independent black national party ». *Ibidem*.
[234] Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 96, « Memorandum to: Members of the Steering Committee for N.C. Black Caucus ». Lee fut même à la tête du Caucus de 1971 à 1972.

condamnés à de lourdes peines de prison pour violences et incendie criminel lors d'une émeute. Cette coalition proposa un programme large réunissant des mesures radicales et libérales comprenant notamment la réforme des lois électorales de l'État, qui limitaient encore les possibilités d'élections de candidats noirs, un processus de déségrégation scolaire plus juste, une dénonciation de la brutalité policière et la nécessité d'une réforme de la justice et de l'accès à la santé[235]. Bien qu'éphémère, cette coalition qui rassembla des personnalités politiques et militantes très diverses traduisait une volonté de la part des élus noirs, dont Lee, qui s'y engagèrent de représenter les intérêts de la communauté noire de cet État au sein du système politique local. Reginald Hawkins revendiquait même la paternité indirecte du *caucus*, estimant que son organisation, le MOPA, avait inspiré la création plus de 10 ans plus tard, d'une organisation politique indépendante à l'échelle de l'État[236].

Ainsi, malgré la capacité d'action limitée de Lee en tant que maire de Chapel Hill, ses efforts pour créer une coalition peuvent être interprétés comme ayant cherché à accroître la participation politique des Africains Américains, en particulier des militants, dans un système politique local qui les avait historiquement exclus (et continuait d'essayer de le faire dans une certaine mesure), contribuant ainsi à répondre aux demandes des militants pour plus de contrôle des institutions et de pouvoir politique.

4.4. Le nouveau « porte-parole des Noirs de l'État » ?

Les primaires de mai 1972 sont révélatrices de l'évolution des trajectoires de Reginald Hawkins et d'Howard Lee et, à travers eux de l'évolution des structures d'opportunités politiques (voir definition en **Introduction générale**) entre 1968 et 1972. Hawkins décida en effet de se présenter à nouveau pour le poste de gouverneur de l'État tandis que Lee se présenta contre L.H. Fountain pour être représentant au Congrès de la seconde circonscription fédérale de Caroline du Nord comme nous l'étudierons plus en détail au **Chapitre 5**.

En 1972, Hawkins adopta une stratégie beaucoup plus modérée et une rhétorique beaucoup plus tempérée. Certains journalistes y virent une imitation de l'approche d'élus tels qu'Howard Lee. Hawkins lui-même souligna ce changement affirmant que sa « campagne n'était pas une marche pour les droits civiques » et qu'il se tournait désormais « vers la

[235] *Ibidem* et Kenneth Robert Janken, *The Wilmington Ten: Violence, Injustice, and the Rise of Black Politics in the 1970s*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2015, p. 54-57 et p. 80.
[236] Reginald Hawkins, entretien par M. Desmarais, *op. cit.*, p. 53.

politique et non la contestation[237] » car la stratégie du choc de 1968 ne pouvait plus marcher en 1972. Pour Hawkins, « l'ère du mouvement pour les droits civiques était terminée » ; « c'était désormais l'ère de l'activisme politique ». Il semblait ainsi vouloir incarner cette transition du militantisme à la conquête du pouvoir comme Bayard Rustin avait appelé de ses vœux. Revisitant sa célèbre formule de 1968 (« qu'il fallait des bulletins de vote, pas des balles, parce que nous pouvons faire plus en un jour en utilisant les urnes, qu'en 10 ans en utilisant la violence »), il déclara : « je suis convaincu que l'on peut accomplir plus en un jour par les urnes qu'en cent ans de manifestations[238] ». Il interprétait cette candidature au début des années 1970 comme une nouvelle phase plutôt que comme la continuité de son engagement politique précédent tout en soulignant que les objectifs restaient les mêmes malgré le changement de répertoire d'action.

Le ton de son discours de déclaration de candidature était en effet beaucoup plus modéré que celui de 1968 bien qu'Hawkins continuât de se présenter comme à la fois un candidat « anti-establishment[239] » et comme le seul candidat réellement réformateur en lice[240]. Contrairement à sa campagne de 1968, il insista beaucoup plus sur le fait qu'il serait le gouverneur de tous tout en soutenant que voter pour lui permettrait d'en finir avec le racisme en Caroline du Nord une fois pour toutes[241].

Il emprunta aussi beaucoup plus au vocabulaire religieux et moral du mouvement des droits civiques, utilisant l'expression « État adoré » en référence à la « communauté adorée[242] » (*beloved community*) du SNCC et de Martin Luther King plutôt qu'au vocabulaire du Black Power. Le concept de *beloved community* était central dans la pensée de King et reposait sur une notion chrétienne de l'amour et d'une société où tout le monde serait sur un

---

[237] « 'My campaign is no civil rights march' meaning he has turned to 'politics, not protest' ». Howard Covington, « To Beat 'Em, Join 'Em, Says Hawkins », *The Charlotte Observer*, 16 décembre 1971, 23A dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 4.

[238] « The era of civil rights is over […] this is the era of political activism […] I believe we can do more in one day at the ballot box than we can in a hundred years of marching ». Bill Lee, « 'It Really Makes You Feel Good': Hawkins Sees New Political Awareness Among Blacks Across State », *Greensboro Daily News*, 29 avril 1972, carton 2, dossier 4.

[239] Stephen Landers, « Hawkins Joins Governor Race », *News and Observer*, 11 novembre 1971 dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 4.

[240] Steve Berry, « Fight Racist, Sexist Ideas, Hawkins Tells Women's Group », *Greensboro Daily News*, 12 avril 1972.

[241] « I do ask for your vote to eliminate once and for all times, any semblance of racism in our State. I do not run to become governor of the Black people of North Carolina alone. I am seeking to be the governor of all the people in North Carolina ». « For Immediate Release », 4 décembre 1971, p. 2 dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 4.

[242] Difficile à rendre en français, on pourrait aussi traduire ce terme par « communauté de l'amour ». Anne Stefani, « De la fraternité chrétienne à la "communauté de l'amour". Femmes blanches, réforme raciale et religion dans le Sud des États-Unis (1920-70) » dans Blandine Chelini-Pont et Florence Rochefort (dir.), *Femmes, féminismes et religion dans les Amériques*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2018, p. 15-28.

pied d'égalité, où les richesses seraient partagées[243]. Il était aussi central dans le militantisme pratiqué par les membres du SNCC à ses débuts sous l'égide d'Ella Baker, l'idée étant d'entretenir des sentiments d'appartenance, de solidarité et d'adelphité[244] parmi les militants malgré leurs différences de race, de genre et de classe grâce à leur expérience commune de l'action directe et de la répression[245]. Plus qu'un mot d'ordre, la « beloved community » était pour les militants du SNCC une véritable philosophie de révolution des relations humaines fondée sur la non-violence[246]. Il semble ainsi qu'Hawkins appelait de ses vœux une telle révolution dans les relations interraciales en Caroline du Nord.

Malgré ce changement de rhétorique et de présentation de soi, de nombreux éléments de son programme mettaient toujours l'accent sur des questions de justice raciale. Il dénonça par exemple la répression terrible dont les Noirs et les jeunes étaient victimes en Caroline du Nord, faisant notamment allusion aux Dix de Wilmington et à l'incarcération de Benjamin Chavis, appelant à une réforme du système judiciaire. Cette demande faisait partie des points de convergence du *caucus* qui avait trouvé son origine dans la mobilisation autour des Dix de Wilmington. En cela, Hawkins était aligné avec les militants et les figures politiques noires importantes de l'État. Il mit aussi en avant le racisme institutionnel en Caroline du Nord qui se manifestait notamment à travers les coupes budgétaires en particulier pour l'aide sociale et la santé[247]. Enfin, il mit beaucoup l'accent sur la nécessité d'une meilleure répartition dans le financement public de l'éducation, pointant du doigt les inégalités géographiques à cause du financement par élève qui reposait sur des impôts locaux et se prononça également en faveur du *busing*. Il continua également de soutenir l'abolition des lois anti-syndicales (*right-to-work*) et la vente d'alcool au verre.

Après sa seconde défaite, la presse mit en avant son éloignement de la population africaine-américaine de Caroline du Nord. Hawkins obtint en effet deux fois moins de votes qu'en 1968 (environ 66 000 voix). Il obtint de plutôt bons résultats dans les cinq grandes villes de l'État, surtout dans les *precincts* à majorité noire. Il y remporta néanmoins moins de

[243] Joshua F. J. Inwood, « Searching for the Promised Land: Examining Dr Martin Luther King's Concept of the Beloved Community », *Antipode*, vol. 41, n°3, mai 2009, p. 487-508.
[244] Le terme « adelphité » englobe les termes sororité et fraternité.
[245] C. Rolland-Diamond, *Black America,* p. 222.
[246] Anne Stefani, *Unlikely Dissenters: White Southern Women in the Fight for Racial Justice, 1920-1970*, Gainesville, University Press of Florida, 2015, p.203. Voir aussi Wesley C. Hogan, *Many Minds, One Heart: SNCC's Dream for a New America*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2007, p. 22-23.
[247] Jim Weathers, « North Carolina Is State Without Heart: Hawkins », *Star*, 17 mars 1972 dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 4.

votes qu'en 1968 (24 000 voix en 1972 contre 37 000 voix en 1968). C'est surtout dans les comtés ruraux à l'Est de l'État qu'Hawkins subit ses plus grosses pertes par rapport à 1968. Par exemple, dans le comté d'Halifax, il n'obtint que 707 voix contre 2013 en 1968[248]. La presse mit aussi l'accent sur les fractures entre Hawkins et Lee à la suite des primaires. Hawkins avait en effet décidé de soutenir Pat Taylor sans prendre le temps de consulter les membres du *caucus* ou d'autres organisations politiques noires comme le Council for Racial Justice à Raleigh. Quatre cents Africains Américains s'étaient réunis dans l'église St. Joseph AME Zion Church à Durham pour discuter du rôle que les électeurs noirs devraient jouer dans la deuxième primaire entre les deux candidats restants maintenant qu'Hawkins était éliminé. Cette décision unilatérale fut très mal vécue par certains hommes politiques du *caucus* comme Marion « Rex » Harris et E. B. Palmer. Ces derniers dénoncèrent cette décision qui, pour eux, montraient qu'Hawkins n'était pas « le *leader* des Noirs » et que cette responsabilité incomberait désormais à Howard Lee[249]. Le *Charlotte Observer* publia un éditorial très acerbe sur Hawkins, le qualifiant de « candidat symbolique sans aucune base politique, sans argent et sans persévérance pour en obtenir » contrairement aux autres candidats tels que Lee qui ont su déployer des stratégies politiques au niveau des *precincts*. L'éditorial fit également l'éloge de Lee comme le futur « porte-parole des Noirs de l'État », charismatique même pour les Blancs et surtout pour les jeunes, louant son soutien à Skipper Bowles (le candidat démocrate favori) et ses efforts qui avaient permis d'inscrire plus de 16 000 Noirs sur les listes électorales dans la partie est de l'État[250].

Ce traitement médiatique par la presse blanche de l'État était en fait assez symptomatique de la perception d'Hawkins et de Lee par la population blanche libérale de l'État. Hawkins était un candidat beaucoup plus controversé au vu de sa rhétorique radicale surtout en 1968 et de sa stratégie de provocation. Il était en outre beaucoup moins intégré dans l'appareil du Parti démocrate, contrairement à Lee. Ce dernier était aussi beaucoup plus populaire chez les Blancs libéraux aussi bien pour sa manière de s'exprimer que pour ses prises de positions plus modérées. Bien que la campagne d'Hawkins de 1972 ait moins reposé sur un réseau de

[248] « Hawkins' Aid Pleases Taylor », non daté dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 4.
[249] « Reg Hawkins is not the leader of the black people […] the mantle would now fall on Howard Lee ». Howard Covington et Larry Tarleton, « Hawkins Splits Black Voters », *The Charlotte Observer*, 27 mai 1972 dans Hawkins Papers, carton 2, dossier 4.
[250] « NC Primaries Revealed Emerging Black Leaders », *The Charlotte Observer*, 11 juin 1972 dans Hawkins papers, carton 2, dossier 4. « Unlike Dr. Hawkins, a symbolic candidate who had no real power base and lacked the money and persistence to establish one, the rising black leaders have well defined constituencies and are in the process of expanding them. They are skilled in the tactics of precinct politics ». « Howard Lee, the mayor of Chapel Hill and the man most likely to assume Dr. Hawkins' dubious position as statewide spokesman for black people. Mayor Lee has charisma, even among whites, and especially among the young ».

sympathisants au sein de la population noire de l'État qu'en 1968, il était pour autant inexact de déclarer que c'était un candidat plus symbolique qu'Howard Lee. Hawkins était toujours très implanté à Charlotte et participa d'ailleurs au procès qui aboutit, au terme d'un long parcours juridique de presque six ans, à l'arrêt historique de la Cour suprême *Swann v. Mecklenburg* en 1971, dans lequel la Cour jugea que le recours au *busing* était constitutionnel[251].

Des points communs existaient pourtant entre ces deux personnalités politiques. Lors de la primaire de 1972, Lee avait insisté sur la nécessité pour les pauvres blancs et noirs des zones rurales de s'unir pour défendre leur intérêt de classe, tout comme Hawkins en 1968, faisant ainsi écho au mouvement populiste de la fin du XIXe siècle.

CONCLUSION

Lee décida de se présenter à la primaire démocrate pour le poste de Lieutenant-Gouverneur de Caroline du Nord en 1976. Aucun candidat noir n'était jamais parvenu à remporter un mandat au niveau de l'État tout entier (*statewide*). Encore davantage qu'en 1972, Lee voulait mettre de côté les questions raciales et se présenter avant tout comme un candidat qui se trouve être noir et non comme un candidat noir. Il mit en avant une campagne rassembleuse, dépassant les clivages, faisant cohabiter en son sein d'anciens soutiens du ségrégationniste George Wallace et du très libéral McGovern. La presse fit le parallèle entre sa posture et celle du Président Carter, qui se voulait rassembleur. Lee arriva en tête de la primaire en août 1976 avec presque 28% des voix. Néanmoins, puisqu'il n'avait pas remporté 50% des voix, le candidat arrivé deuxième demanda un deuxième tour (*run-off*). Lee affronta donc Jimmy Green, un conservateur blanc du comté de Bladen du milieu de l'industrie du tabac, bien implanté dans les arcanes politiques de l'État. L'ancrage libéral du programme de Lee par comparaison ne faisait aucun doute. Il fit campagne sur l'amélioration de la politique éducative de l'État, une politique fiscale plus juste et le contrôle des coûts de l'eau et de l'électricité. Il était également en faveur de la ratification de l'Equal Rights Amendment et pour le droit des professeurs à la négociation salariale collective (*collective bargaining*)[252].

Lee perdit très largement face à Green lors du second tour de la primaire. Certains

[251] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 290-300.
[252] « Announcement Speech for Lieutenant Governor », non daté, Carton 6, dossier 130 et Prospectus de campagne, Carton 6, dossier 132 dans Howard Lee Papers. Merton Vance, « Lee: no loser but the state », *The Daily Tar Heel*, 15 septembre, 1976, vol. 84, n°14, p. 1. « Run-off endorsements » (éditorial), *The Daily Tar Heel*, 13 septembre, 1976, vol. 84, n°12, p. 10. David R. Nelsen, « Howard Lee: A Campaign of Issues », *Rocky Mount Telegram*, vol. 65, n°299, p. 14.

observateurs soulignèrent que c'était le signe que l'État n'était pas prêt à voir un Noir occuper de telles fonctions. D'autres accusaient l'équipe de campagne de Green d'avoir utilisé des allusions racistes à peine voilées pour inciter les électeurs blancs ruraux à se déplacer pour le second tour afin de défendre leurs intérêts face aux électeurs noirs. Une publicité de campagne parue dans le *Durham Morning Herald* fut particulièrement pointée du doigt car elle portait le message suivant : « À moins que les Blancs ne se rendent aux bureaux de vote pour voter le 14 septembre, le second tour de la primaire pourrait bien être décidé en grande partie par une proportion assez petite des électeurs ».

Pour le sociologue Paul Luebke, le sous-texte était clair : la « petite proportion des électeurs » désignait en fait les électeurs noirs. Pour Luebke, grâce à cette stratégie, Green est parvenu à augmenter le nombre de votes en sa faveur dans la partie est de l'État entre le premier et le deuxième tour, ce qui montre que, grâce à ces messages au sous-texte racial, Green était parvenu à mobiliser les électeurs blancs de cette région où la proportion d'Africains Américains était importante en insistant sur la menace que représentait l'exercice du droit de vote de ces derniers, qui plus est en faveur d'un candidat noir à une des plus hautes fonctions exécutives de la gouvernance de l'État[253].

Ainsi l'entrée par effraction dans le système politique de Lee dans la lignée du pionnier radical Hawkins permet de comprendre comment les stratégies de conquête électorale ont été mobilisées comme des outils à part entière du mouvement de libération, en particulier après l'adoption du *Voting Rights Act*. Ce faisant, les Africains Américains ont forcé le Parti démocrate à différents niveaux locaux à les inclure dans le processus politique, non sans heurts et tensions. L'élection d'un pionnier comme Howard Lee, maire d'une ville à majorité blanche du Sud et le traitement médiatique de son élection historique puis de sa carrière politique montrent le poids symbolique porté par les élus noirs pionniers. L'ambiguïté de Lee par rapport aux différentes tendances du mouvement de libération est également intéressant pour comprendre le contexte de la fin des années 1960 et le tournant des années 1970 : entre défense de la cause du mouvement, adoucissement de la rhétorique radicale, rejet de certaines composantes tout en se faisant intermédiaire et allié. Pourtant, en ce qui concerne la mise en place de politiques publiques, ce chapitre illustre à quel point le pouvoir d'action d'un élu tel que Lee était limité et se faisait au détriment de certains Africains Américains. Enfin, ce

[253] Témoignage de Paul Luebke, 26 juillet 1983, compte rendu d'audience vol. 2, partie 2, *Gingles v. Edmisten*, p. 329-337 dans Leslie Winner Papers, Carton 1, Dossier 14. Tract de campagne « Look at the Record », Exhibit 44, Carton 4, Dossier 10, Leslie Winner Papers.

chapitre montre aussi la volonté de constituer les Noirs américains en force politique semi-indépendante pour pouvoir continuer de défendre les objectifs du mouvement et pour pouvoir peser sur la plateforme du Parti démocrate. La difficulté à maintenir ce bloc et à se faire élire à des postes plus prestigieux dans le cas de Lee met en évidence la prégnance des obstacles qui restaient bel et bien en place malgré le VRA et des percées historiques.

CHAPITRE 2 – « UNE VOIX POUR LES SANS-VOIX » : LARRY LITTLE ET LE TOURNANT ÉLECTORALISTE DU MOUVEMENT BLACK POWER RÉVOLUTIONNAIRE

So this is about getting into the system and seeing could you make the system work for people? Could you give them something to aspire? […] You don't get all of what you fight for but you have to fight for what you get.

Unfortunately, […] I thought black elected leaders, they were black elitist. And not really living with the people. […] They get positions they got to open it up. But they opened it up for themselves, it was paternalism and stuff.

— Larry Little[1]

INTRODUCTION

« Martin a dit : ce sera le bulletin de vote ; et Malcolm a dit : ce seront les balles ou le bulletin de vote. Il faut utiliser les deux. […] Mais si tu dois utiliser les balles, alors ce seront les balles[2] », déclarait encore Larry Little en 2022 lors d'un entretien d'histoire orale. Pourtant, à partir de 1972, il a plutôt été question d'utiliser les bulletins de vote que les balles pour cet ancien dirigeant du Black Panther Party for Self-Defense (BPP) à Winston-Salem en Caroline du Nord, illustrant ainsi l'évolution des stratégies employées par les militants révolutionnaires du Black Power.

Ce chapitre explore l'histoire du BPP à Winston-Salem, les stratégies électorales adoptées par son dirigeant, puis le rôle de Larry Little en tant qu'élu militant au conseil municipal, issu de la frange révolutionnaire du mouvement de libération noire[3]. Pour Little, son rôle d'élu s'inscrivait dans la continuité de son engagement militant lorsqu'il était à la tête des Panthères. Au conseil municipal, il souhaitait ainsi être « une voix pour les sans-voix ». Winston-Salem était l'une des villes les plus importantes de Caroline du Nord (sur les plans démographique, politique et économique), connue dans le monde entier pour ses cigarettes Camel.

---

[1] Larry Little, entretien par l'autrice, 1er juillet 2022.
[2] *Ibidem*. « Martin said the ballot and Malcolm said the ballot or the bullet, you must use both. […] If you have to use bullets, so be it ».
[3] Des parties de ce chapitre ont été reprises et publiées dans Anissa Khamkham, « Une Panthère à la conquête du pouvoir. Larry Little, le mouvement noir et l'empouvoirement par les urnes à Winston-Salem en Caroline du Nord (1969-1985) », *Revue française d'études américaines*, n°184, automne 2025, p. 13-31.

Larry Little fut élu au conseil municipal de Winston-Salem de 1977 à 1985. Little est né en 1950 et a grandi dans le grand ensemble de logements sociaux Kimberley Park, situé dans la partie est de la ville appelée East Winston où résidait la majorité des habitants noirs de la ville. Sa mère avait été syndicaliste à l'usine Reynolds dans les années 1940 lors du mouvement historique qui avait allié mouvement pour les droits civiques et mouvement syndical. Après avoir quitté le lycée, bouleversé par sa lecture de l'autobiographie de Malcolm X, Larry Little s'engagea dans le mouvement Black Power révolutionnaire étudiant, en plein ébullition àla fin des années 1960. Cet engagement aboutirait à la création avec deux autres militants d'une organisation qui deviendrait plus tard une branche officielle du BPP.

La section locale de Winston-Salem du BPP fut une des premières du Sud des États-Unis officiellement affiliées au parti national par l'organe national du parti à Oakland. Le BPP fut créé en octobre 1966 à Oakland en Californie par Huey P. Newton et Bobby Seale, deux anciens étudiants et travailleurs sociaux noirs. Cette organisation révolutionnaire du mouvement de libération noire, connue pour ses patrouilles armées et son esthétique révolutionnaire, devint presque instantanément, dès 1967, symbole de la résistance des Noirs face au harcèlement des policiers[4]. S'inscrivant dans la mouvance Black Power, le célèbre « Programme en Dix Points » (*Ten-Point Program*) du BPP prônait la légitime défense par les armes, réclamait l'autodétermination de la population africaine-américaine et appelait de ses vœux (du moins à ses débuts) une révolution socialiste[5]. Plus qu'une simple organisation ou un parti politique indépendant, le BPP devint un véritable phénomène politique et culturel de grande ampleur par-delà les frontières[6], ce qui lui valut le statut d'ennemi numéro 1 pour les autorités et les médias[7]. La popularité fulgurante du BPP entraîna la création de sections locales ou de groupes se revendiquant du programme du BPP à travers tout le pays et même à l'international.

---

[4] Les patrouilles du BPP firent la une des journaux après « la marche de Sacramento ». C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 301. Ces patrouilles, le nom et l'iconographie de la panthère noire leur avaient été inspirés par le parti indépendant pionnier, le Lowndes County Freedom Organization (LCFO), créé en décembre 1965 à Lowndes County dans l'Alabama par la section locale du SNCC sous l'égide de Stokely Carmichael. À ce sujet voir l'ouvrage fondateur d'Hasan Kwame Jeffries, *Bloody Lowndes*, *op. cit.* et Hasan Kwame Jeffries, « SNCC, Black Power, and Independent Political Party Organizing in Alabama, 1964-1966 », *The Journal of African American History*, vol. 91, n°2, printemps 2006, p. 181.

[5] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 296-299.

[6] Judson L. Jeffries et Ryan Nissim-Sabat parlent de « cultural happening ». Judson L. Jeffries et Ryan Nissim-Sabat, « Painting a More Complete Portrait of the Black Panther Party » in Judson L. Jeffries (dir.), *Comrades: A Local History of the Black Panther Party*, Bloomington, Indiana University Press, 2007, p. 1.

[7] J. Jeffries et R. Nissim-Sabat, « Painting a More Complete Portrait », *op. cit.*, p. 10. C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 296.

Le National Committee to Combat Fascism (NCCF) de Winston-Salem, quant à lui, fut créé le 19 mai 1969 (jour de l'anniversaire de Malcolm X) dans le sous-sol de l'église Holmes Methodist Church par Larry Little, Nelson Malloy et Robert Grier[8]. Les NCCF étaient des organisations intermédiaires (ouvertes aux alliés blancs en théorie) qui servirent de points d'ancrage locaux au BPP dans tout le pays. Celles ayant fait leurs preuves avaient vocation à devenir des sections locales (*local chapter*) officielles du parti (qui leur octroyait alors une charte). C'est cette trajectoire que le BPP à Winston-Salem a suivie. L'historien Devin Fergus considère que la section de Winston-Salem est l'une des expérimentations locales les plus réussies du BPP[9]. Les débuts de ce dernier furent marqués par des confrontations violentes avec la police et par la répression judiciaire. Puis, à partir de 1972, en adéquation avec les nouvelles orientations nationales du parti, le BPP de Winston-Salem créa des « programmes pour la survie », avec le soutien d'organisations progressistes locales. Ce faisant, selon Fergus, les révolutionnaires radicaux de la section locale devinrent des réformistes pragmatiques. Cette transition constitue, selon lui, une illustration parfaite de l'assimilation des militants noirs de la mouvance Black Power dans la démocratie étatsunienne grâce au pouvoir de déradicalisation et de cooptation du libéralisme[10]. Il semble en effet qu'aucune expérience locale du BPP dans le Sud n'ait connu une telle trajectoire aboutissant à l'élection d'un ancien leader au conseil municipal. Après le départ de Little du conseil, le siège fut même surnommé « le siège permanent des Black Panthers[11] ». En outre, la plupart des sections du BPP ou de ses avatars dans le Sud furent des expériences de courte durée et tombèrent ainsi très souvent dans l'oubli même localement[12], là où la mémoire du

[8] Aingred Dunston, *The Black Struggle for Equality in Winston-Salem, North Carolina: 1947-1977*, Thèse de doctorat en histoire, Durham, Duke University, 1981, p. 241.

[9] Nous choisissons d'employer le terme « expérimentation » car comme le souligne l'historien Paul Alkebulan, les années 1967-1972 furent des années de bouillonnement pour le BPP, durant lesquelles de nombreuses organisations se revendiquant du parti et demandant leur affiliation officielle virent le jour à travers tout le pays. Certaines furent de très courte durée, d'autres ne furent jamais officiellement reconnues par l'organe central (*central committee*) du parti mais adoptèrent le programme, les stratégies, les règles et l'esthétique du BPP. La rapidité fulgurante de l'expansion du BPP ainsi que l'infiltration par le FBI et autres forces de police poussèrent l'organe central d'Oakland à renier de nombreuses sections locales gangrenées par la violence et infiltrées par des agents de police. Un parcours de formation obligatoire à Oakland et le respect de la charte du parti devinrent des conditions nécessaires pour obtenir une charte officielle. C'est dans ce contexte que les National Committee to Combat Fascism (NCCF) apparurent. Paul Alkebulan, *Survival Pending Revolution: The History of the Black Panther Party*, Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 2007, p. 46-50.

[10] La conclusion de Fergus définit ainsi implicitement la réussite comme reposant sur l'intégration institutionnelle et la modération. Nous verrons que cette définition est discutable et peut être nuancée.

[11] D. Fergus, Liberalism, *Black Power*, *op. cit.*, p. 91.

[12] L'historiographie continue de mettre au jour des organisations du BPP méconnues dans le Sud : à la Nouvelle-Orléans, à Atlanta, à Houston, Dallas et Denton au Texas. On peut également relever les organisations du BPP à Baltimore et Washington, D.C. si l'on considère que ces villes sont à mi-chemin entre le Nord et le Sud d'un point de vue historique, politique et culturel (car faisant partie de la région *mid-Atlantic*). L'expérimentation BPP à Denton au Texas est la seule autre qui semble avoir remporté une adhésion similaire à celle observée à

BPP à Winston-Salem est encore assez forte aujourd'hui comme en témoigne notamment la plaque commémorative érigée par la ville en 2012, non loin des premiers locaux du parti[13].

L'exemple du tournant électoraliste du BPP à Winston-Salem constitue donc un cas saillant qu'il convient d'étudier plus en détail ainsi que ses conséquences sur la durée. En effet, l'historiographie sur le BPP, en plein renouveau depuis une vingtaine d'années, a démontré à quel point il est important de décentrer le récit, trop souvent dominé par l'histoire de la branche mère d'Oakland. Étudier sérieusement et en profondeur les expérimentations nées du BPP dans tout le pays, en prêtant attention aux contextes d'émergence de ces dernières, permet à la fois de comprendre la spécificité de chacune de ses expériences par rapport à la trajectoire nationale du parti, mais aussi de mettre au jour une histoire plus complète et plus complexe du BPP[14].

Winston-Salem et ayant participé en bonne et due forme au tournant électoraliste avec un de ses leaders se présentant au conseil municipal, mais sans succès. Ava Tiye Kinsey et Judson L. Jeffries, « From Civil Rights to Black Power in Texas: Dallas to Denton and Back to Dallas » in Judson L. Jeffries (dir.), *The Black Panther Party in a City Near You,* University of Georgia Press, 2018, p. 137-193. Dans ce même ouvrage, voir : Charles E. Jones, « Wake Up Georgia, the Panthers are Here! The Georgia Chapter of the BPP in Atlanta, 1970-1973 », p. 12-51 et John Preusser, « Exceptional Headwinds: The Black Panthers in D.C. », p. 52-88. Sur les expérimentations BPP dans le Sud voir aussi : P. Alkebulan, *Survival Pending Revolution*, *op. cit.* ; Judson L. Jeffries, « Revisiting Panther History in Baltimore » in J. Jeffries (dir.), *Comrades*, *op. cit.*, p. 13-46 ; Robert W. Widell Jr., « 'The Power Belongs to Us and We Belong to the Revolutionary Age': The Alabama Black Liberation Front and the Long Reach of the Black Panther Party » in Yohuru Williams et Jama Lazerow (dir.), *Liberated Territory: Untold Local Perspectives on the Black Panther Party*, Durham, Duke University Press, 2008, p. 136-180. Orissa Arend. *Showdown in Desire: The Black Panthers Take a Stand in New Orleans*. Fayetteville, University of Arkansas Press, 2009.
Sur la section de Winston-Salem, outre les références déjà citées plus haut : Benjamin R. Friedman, « Picking Up Where Robert F. Williams Left Off: The Winston Salem Branch of the Black Panther Party » in J. Jeffries, *Comrades*, *op. cit.*, p. 47-88 ; Devin Fergus, « The Black Panther Party in the Disunited States of America: Constitutionalism, Watergate, and the Closing of the Americanists' Minds » in Y. Williams et J. Lazerow, *Liberated Territory*, *op. cit.*, p. 265-294 ; Jess Alan Usher, *An Uneasy Peace: The Struggle for Civil Rights and Economic Justice in Winston-Salem*, *North Carolina, 1960-1969*, Thèse de doctorat en histoire, Greensboro, University of North Carolina at Greensboro, 2015.

[13] « Local Black Panther Party to Get Historical Marker », *Winston-Salem Chronicle*, 4 octobre 2012, disponible en ligne https://wschronicle.com/local-black-panther-party-to-get-historical-marker/ (consulté le 3 août 2025).

[14] Jeffries et MacLaury insistent aussi sur le fait que l'historiographie du BPP s'est longtemps focalisée sur l'organe central d'Oakland pour périodiser la trajectoire du parti. Cet angle a par conséquent tronqué l'histoire de la multitude d'expérimentations autour du programme du BPP dans tout le pays, tout en niant et invisibilisant l'autonomie des militants au niveau local. C'est pourquoi Jeffries et MacLaury proposent de décentrer le regard d'Oakland et d'étudier minutieusement les contextes locaux en amont de l'émergence d'une expérimentation du BPP dans un lieu donné, surtout dans la période entre 1967 et 1973, qu'ils estiment être la plus riche. J. Jeffries et R. Nissim-Sabat, « Painting a More Complete Portrait », *op. cit.*, p. 5-9. Pour un panorama relativement récent de l'historiographie voir : Joe Street, « The Historiography of the Black Panther Party », *Journal of American Studies*, mai 2010, vol. 44, n°2, p. 351-375. Jama Lazerow et Yohuru Williams, *In Search of the Black Panther Party: New Perspectives on a Revolutionary Movement*, Durham, Duke University Press, 2006.



Figure 11 : Photographie de Larry Little (à gauche) aux côtés du directeur de la Forsyth County Historic Resources Commission, Mark Maxwell (à droite), lors de l'inauguration de la plaque commémorative le 14 octobre 2012[15].

Dans le contexte de notre étude, revenir sur l'émergence et le devenir du tournant électoraliste du BPP à Winston-Salem permet aussi d'analyser la participation politique des Africains Américains marginalisés et leur intégration dans l'espace politique au niveau local, en particulier celle de militants plus radicaux. Examiner les alliés du parti puis les alliés de Little est également crucial pour comprendre comment les militants et figures politiques se sont saisi de l'outil électoral pour porter leurs revendications. Devin Fergus affirme que c'est le libéralisme qui a sauvé le BPP de ses tendances autodestructrices mais on peut également y voir un choix stratégique de Little et des autres militants. Enfin, un dernier facteur est essentiel pour comprendre ce qui distingue Winston-Salem d'autres villes du Sud où le BPP a opéré : il s'agit du « syndicalisme des droits civiques » des années 1940 porté par le Local 22, une section syndicale locale de la Food, Tobacco, Agricultural, and Allied Workers-Congress of Industrial Organizations (FTA-CIO)[16] de l'usine R.J. Reynolds. Cette première phase du

[15] Photographie de Larry Little devant la plaque commémorative de la section locale du BPP de Winston-Salem, dans Larry Little Collection (MC9), 1963-2012, Winston-Salem State University Archives, C.G. O'Kelly Library [ci-après Larry Little Collection], Carton 1, Dossier 10.

[16] Ci-après Local 22. *Local* désigne en fait un *union local*, que nous choisissons ici de traduire par souci d'économie par « section syndicale locale ». Il faut toutefois noter qu'une telle traduction gomme considérablement les spécificités du syndicalisme étatsunien, par rapport au contexte français, comme le souligne Marie Ménard : « contrairement aux "sections locales" [en France] […], les *union locals* sont relativement plus indépendants de leur fédération sur le plan financier et sur le plan de leur action » et négocient directement avec les employeurs. Marie Ménard, *Renouveau ou continuité ? Une socio-histoire du syndicalisme enseignant entre Chicago et l'Oklahoma (1857-2020)*, Thèse de doctorat en études anglophones et sociologie, Créteil, Université Paris-Est Créteil, 2025, p. 41. Le CIO émergea en 1938, en rupture avec l'American

mouvement de libération succomba à la violente répression anti-communiste de la fin des années 1940. Par conséquent, le mouvement des droits civiques des années 1960 fut coupé de ses racines syndicalistes radicales empêchant ainsi le mouvement de véritablement lutter contre le capitalisme racial[17]. Néanmoins, comme nous le verrons dans ce chapitre, les victoires de cette première phase ont laissé des traces qui peuvent expliquer en partie, la trajectoire quelque peu exceptionnelle de Larry Little du BPP à Winston-Salem.

Ce chapitre replacera d'abord l'histoire du BPP de Winston-Salem dans le contexte du long mouvement de libération. Il analysera ensuite les enjeux autour des élections municipales de 1974 et 1977 qui aboutirent à l'élection de Larry Little. Nous nous pencherons ensuite sur les deux mandats de Little au conseil municipal, sur ses prises de positions et sur la mise en œuvre des politiques pour lesquelles il lutta. Enfin, nous examinerons les stratégies électorales visant à dépasser la dépendance au Parti démocrate et arracher de plus grandes possibilités de peser sur l'appareil électoral et politique local.

1. AUX ORIGINES : LE BLACK PANTHER PARTY À WINSTON-SALEM ET LE LONG MOUVEMENT DE LIBÉRATION NOIRE

1.1. L'émergence du BPP à Winston-Salem

À la fin des années 1950, comme d'autres villes de Caroline du Nord, Winston-Salem se targuait d'être un îlot paisible où les élites blanches faisaient preuve d'ouverture et de modération vis-à-vis de la population africaine-américaine locale.

À Winston-Salem, les origines de cette mystique progressiste (voir **Chapitre 1** à propos de Chapel Hill) remontaient aux pratiques esclavagistes des premiers colons allemands moraves de Salem au XVIIIe et XIXe siècle et au développement de l'industrie locale.

Federation of Labor (AFL), elle créée en 1886. L'AFL était alors la fédération syndicale historique du pays qui regroupait des « syndicats » de travailleurs qualifiés par corps de métier (*craft unionism*). Le CIO avait, lui pour ambition d'organiser tout type de travailleurs en tant que classe sociale, incarnant ainsi un autre type de syndicalisme, l'*industrial unionism*. M. Ménard, *Renouveau ou continuité ?*, *supra.*, p. 52. Le CIO fédère des branches syndicales par industrie, telle que la FTA susnommée (distincte des *union locals*).

[17] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 415-417. Ce concept (mobilisé par Korstad dans ses travaux sur Winston-Salem) renvoie à une grille de lecture qui analyse comment l'essor du capitalisme industriel moderne est indissociable de l'histoire de l'esclavage et de l'impérialisme. Pour le dire autrement, il s'agit d'étudier comment le capitalisme repose sur l'exploitation des minorités raciales et comment il influence les structures de pouvoir afin de créer toujours plus de richesse à partir d'une hiérarchisation de la valeur des êtres humains, de leurs espaces, de leurs possessions selon leur racialisation. On doit ce concept au célèbre ouvrage de Cedric Robinson, *Black Marxism: The Making of the Black Radical Tradition*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000 [1983].

L'Église morave avait d'abord proscrit à ses fidèles de posséder des personnes esclavisées, tout en les autorisant à acheter ponctuellement leurs services. L'Église se réservait cependant le droit d'en détenir elle-même. Jusqu'en 1823, les Noirs esclavisés étaient membres de l'Église et participaient aux rites aux côté des Blancs. Ces politiques contribuèrent à créer l'image d'une ville où les Noirs étaient « mieux » traités qu'ailleurs dans le Sud[18]. À partir de la fin du XIXe siècle, l'industrie du tabac et du textile vint à dominer l'économie et la gouvernance de la ville avec la création des entreprises R.J. Reynolds (tabac) et Hanes (textile)[19]. Celles-ci firent de Winston-Salem l'une des villes les plus importantes de l'État sur le plan démographique, économique et politique aux côtés de Greensboro, Durham et Charlotte. Cette prospérité économique reposait sur un large prolétariat noir. La ville était en effet devenue une destination phare de la première Grande Migration au début du XXe siècle. Le nombre d'Africains Américains augmenta de 128 % entre 1900 et 1920. La plupart d'entre eux venaient justement pour travailler dans les usines Reynolds. En 1940, Reynolds pouvait se vanter d'opérer la plus grande usine de tabac au monde. Winston-Salem avait alors le plus grand ratio d'Africains Américains rapporté à la population blanche du pays (devant Charleston en Caroline du Sud et Montgomery dans l'Alabama)[20]. 45 % des habitants étaient Africains Américains et 65% d'entre eux étaient employés dans l'industrie[21]. En accord avec le projet du Nouveau Sud, les magnats de ces entreprises voulaient donner l'image la plus favorable et modérée possible de la ville et condamnaient ainsi les lynchages[22] afin de promouvoir le commerce et l'afflux de capitaux[23]. Pour les mêmes raisons, les élites investirent dans la philanthropie afin d'assurer une main d'œuvre bon marché en meilleure santé et plus disciplinée.

Cette image d'une ville tolérante et en avance sur les relations interraciales se vit renforcée par l'une des victoires majeures du mouvement syndical des droits civiques des années 1940. Depuis lors, en effet, grâce aux mobilisations des militants du Local 22, les

[18] J. Usher, *An Uneasy Peace*, *op. cit.*, p. 13-18.
[19] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 64.
[20] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 70 et p. 433 (note 19).
[21] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 70.
[22] Le lynchage était une pratique d'intimidation d'une violence extrême, courante dans le Sud à partir des années 1880, pour faire régner l'ordre racial sous Jim Crow. Il s'agissait d'exécutions sommaires, ritualisées et théâtralisées, souvent par la torture et la mutilation, d'Africains Américains accusés de crime, hors de tout cadre légal, perpétrées par des foules de Blancs qui se faisaient justiciers. La pratique culmina autour de 1892 mais resta courante jusque dans les années 1960. O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power*, *op. cit.*, p. 270. Sur l'histoire du lynchage dans le Sud, voir notamment : William Fitzhugh Brundage, *Under Sentence of Death: Lynching in the South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1997. Amy Louise Wood, *Lynching and Spectacle: Witnessing Racial Violence in America, 1890-1940*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011.
[23] J. Usher, *An Uneasy Peace*, *op. cit.*, p. 24-30.

Africains Américains pouvaient s'inscrire en nombre sur les listes électorales, ce qui leur avait permis d'élire systématiquement un conseiller municipal noir, vingt ans avant le *Voting Rights Act*[24]. Le syndicat créa son propre lobby politique (Political Action Committee – PAC)[25] en 1944 et entreprit de convaincre les travailleurs Africains Américains de l'importance d'essayer de voter et de comprendre le fonctionnement du conseil municipal et du comté[26]. Leurs efforts permirent d'élire un pasteur noir, issu de la classe moyenne de Winston-Salem, Kenneth R. Williams, au conseil municipal en 1947. Il devint ainsi le premier Africain Américain à battre un candidat blanc dans le Sud depuis la fin de la Reconstruction au tournant du XXe siècle[27].

Face au pouvoir politique grandissant du Local 22, le conseil municipal réagit en adoptant des stratégies pour contenir et affaiblir son influence. Le conseil réforma le système électoral de la ville. Celle-ci serait désormais divisée en huit circonscriptions avec la majorité des électeurs Africains Américains d'East Winston concentrée dans une circonscription. Celle-ci devint complètement acquise aux électeurs Africains Américains mais laissait le reste des habitants noirs des autres circonscriptions impuissants[28].

Cette réforme avait pour but de renforcer la mystique progressiste de Winston-Salem, en donnant une image très progressiste des élites blanches, mais aussi de contenir le pouvoir politique des Noirs de Winston-Salem en s'assurant qu'ils n'auraient pas plus d'élus. L'annexion de banlieues blanches et l'utilisation d'un nouveau système de gouvernance de la ville avec un gestionnaire (*city manager*) non élu faisaient partie des autres stratégies déployées pour contenir et affaiblir les luttes du Local 22. Ces stratégies et les attaques anti-

[24] On pourrait penser également ici au rôle déterminant de la décision *Smith v. Allwright* de la Cour suprême en 1944, qui déclara les primaires blanches inconstitutionnelles, ouvrant ainsi une brèche dans le dispositif d'exclusion des Africains Américains des élections dans le Sud. Cependant, Robert Korstad précise que le recours aux primaires exclusivement blanches n'eut que peu d'impact en Caroline du Nord, contrairement à d'autres États du Sud, ce qui explique que *Smith v. Allwright* ne constitua pas un tournant majeur pour l'État. R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 431-432 et p. 416. Alors que dans d'autres États du Sud, cette décision entraîna la multiplication de campagnes d'inscription des Noirs sur les listes, notamment organisées par les sections locales de la NAACP.

[25] Les Political Action Committee (PACs) emergèrent justement à cette époque. Ce sont des entités ayant pour but de soutenir financièrement des candidats ou des élus afin de favoriser l'adoption de mesures soutenues par les PACs. Le PAC contribue financièrement à la campagne d'un candidat. En échange, le candidat soutenuspar le PAC s'engage à soutenir des mesures favorables au PAC. Le premier PAC fut créé par le Congress of Industrial Organizations (CIO) en 1943 afin de soutenir le Parti démocrate, dans un contexte de montée de l'antisyndicalisme. À l'origine, les PACs syndicales contribuaient non seulement financièrement aux campagnes qu'elles soutenaient, mais apportaient aussi leur soutien à celles-ci sur le terrain. Par la suite, les PACs furent repris par les entreprises et les groupes d'intérêts et devinrent des acteurs incontournables des financements de campagne aux États-Unis. M. Ménard, *Renouveau ou continuité ?, op. cit.*, p. 292. Robert E. Mutch, *Buying the Vote: A History of Campaign Finance Reform*, New York, Oxford University Press, 2014, p. 7-8.

[26] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 254.

[27] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 2-3 et p. 310.

[28] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 383.

communistes contre le syndicat l'empêchèrent d'assurer une participation démocratique pleine et entière des Noirs et d'imposer les problématiques de classe et de droits civiques au cœur du programme politique du Parti démocrate, soulignant la capacité d'adaptation du régime de suprématie blanche[29]. Le déclin du syndicalisme des droits civiques n'empêcha pourtant pas quinze ans plus tard la fin de Jim Crow à Winston-Salem.

En 1954, à la suite de *Brown v. Board of Education*, comme dans d'autres villes de Caroline du Nord, les élites blanches dirigeantes avaient mis en place des mesures pour démanteler la ségrégation le plus progressivement possible afin d'éviter, à la fois le mécontentement des Africains Américains, et celui de la population blanche. Les dirigeants de R.J. Reynolds et de Hanes, géants de l'industrie du tabac et du textile respectivement, jouaient en effet un rôle majeur dans la politique locale, afin d'empêcher toute contestation radicale de l'ordre établi et la syndicalisation des ouvriers après la répression du Local 22 des années 1940. Comme à Chapel Hill, le mouvement de sit-in mené par les étudiants et lycéens de Winston-Salem en 1960 fit voler en éclat ce vernis d'harmonie raciale et l'approche gradualiste prônée par les élites blanches[30]. Le mouvement non-violent entre 1960 et 1963 aboutit à la déségrégation des commerces et lieux publics de la ville.

Le processus de déségrégation n'améliora que très peu la situation économique des Africains Américains, en particulier dans le « ghetto noir » de la ville appelé East Winston. Celui-ci s'était développé dès l'essor industriel de la ville autour des usines Reynolds (principalement au Nord et à l'Est de la ville). Le phénomène de ségrégation résidentielle avait été accentué entre les années 1940 et 1960, en raison de la pénurie de logements suite à la Seconde Guerre mondiale, des politiques de rénovation urbaine et des pratiques de « block busting ». Dès que des Africains Américains commençaient à s'installer en bordure du ghetto, les Blancs déménageaient et le quartier devenait une extension du ghetto[31]. Plus de 4 000 familles principalement noires avaient été déplacées de force dans des logements sociaux dans le cadre de projets de rénovation urbaine. Les quartiers noirs du centre-ville et ses commerces, berceaux d'une petite classe moyenne noire, s'étaient ainsi retrouvés décimés. La construction

[29] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 401.
[30] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p.414-415. Sur le contrôle de la politique locale par les géants industriels, voir en particulier le Chapitre 3 « Winston-Salem, North Carolina: Country Small Town Grown Big Town Rich – and Poor », p.61-92.
[31] Everett Carl Ladd Jr., *Negro Leadership in the South*, New York, Atheneum, 1969, p. 52-54.

de voies rapides et grandes artères avaient aussi aggravé le phénomène de ségrégation résidentielle[32].

Les inégalités entre les Africains Américains et l'ensemble de la population étaient criantes. En 1969, seuls 34,4 % des Africains Américains étaient propriétaires contre 54.5 % pour l'ensemble de la population de Winston-Salem[33]. 34,7 % d'entre eux avaient des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, contre 18,2 % pour l'ensemble de la population. Pire, en dix ans, l'écart de revenus entre les Africains Américains et le reste de la population locale avait augmenté de près de 15 %. Ainsi, en 1969, leur revenu médian était deux fois moins élevé que celui de l'ensemble de la population[34]. En tenant compte de l'inflation, le revenu médian de la population générale avait même augmenté de plus de 2 000 dollars en dix ans alors que celui des Noirs n'avait pas augmenté. Parallèlement, les demandes des militants pour une déségrégation scolaire plus équitable et moins cosmétique ainsi que pour la création d'emplois restèrent lettre morte[35]. Les victoires du mouvement de déségrégation masquaient donc une situation explosive.

La mort de James Eller, un homme africain-américain, aux mains de la police à l'automne 1967 mit le feu aux poudres. Suivant un scénario récurrent dans le pays à la même période, sa mort devint un symbole des violences policières et des inégalités que subissaient les Noirs de la ville. Une marche pacifique en son honneur après ses funérailles conduisit à une émeute violemment réprimée par la police puis par la Garde Nationale. Selon Jess Usher, cette émeute fut un tournant car elle mit en lumière les inégalités et les divisions de classe

---

[32] Sur les pratiques et les lois de ségrégations résidentielles dans le Sud voir : Elizabeth A. Herbin-Triant, *Threatening Property: Race, Class, and Campaigns to Legislate Jim Crow Neighborhoods,* New York, Columbia University Press, 2019.

[33] U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, Census of Population and Housing: 1970, Vol. II, General Demographic Trends For Metropolitan Areas, 1960 to 1970, Final Report PHC(2)-35, North Carolina, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1971, p.35-31.

[34] D'après la comparaison des recensements de 1960 et 1970, le revenu médian des familles non blanches (3 254 $) représentait 61% du revenu médian des familles de la population totale (5 317 $) en 1959. En 1969, le revenu médian des familles noires (4 007 $) représentait seulement 45% du revenu médian des familles de la population totale (8 834 $). U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, *Census of Population: 1960, Vol. I, Characteristics of the Population, Part 35: North Carolina*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1963, p.35-230. U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, *Census of Population: 1970, Vol. I, Characteristics of the Population, Part 35: North Carolina*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973, p.35-279, p.35-283, p.35-299, p.35-303. D'après le Ministère du Travail étatsunien, un revenu réel de 8 834 $ en 1969 correspondait à 7 196 $ environ en 1959 si on prend en compte l'inflation. Nous pouvons ainsi conclure que le revenu médian réel (c'est-à-dire corrigé de l'inflation) des familles de la population générale a augmenté d'environ 2 000 $ alors que celui des familles africaines-américaines a stagné. U.S. Bureau of Labor Statistics, *CPI Inflation Calculator*, disponible en ligne https://www.bls.gov/data/inflation_calculator.htm (consulté le 3 janvier 2024).

[35] R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p.415. A. Dunston, *Black Struggle for Equality*, *op. cit.*, p. 211-218.

parmi les Africains Américains qui ne bénéficiaient pas tous des avancées du mouvement des années 1960. Cet événement poussa ainsi les élites politiques noires de la ville à s'unir et, pour certains d'entre eux, à abandonner leur rhétorique gradualiste et accommodationniste[36]. Larry Little, alors lycéen de 17 ans, participa lui aussi à cette émeute. Pour lui, c'était une expression de la rage accumulée et une forme de « rétribution pour toute l'exploitation » que les Noirs de Winston-Salem avaient subi depuis des siècles[37].

Quelques mois plus tard, la montée des tensions suite à l'assassinat du Révérend Martin Luther King le 4 avril 1968 et la popularité croissante du mouvement Black Power se fit ressentir dans tout l'État. C'est dans ce contexte que le BPP de Winston-Salem émergea. À Greensboro, à seulement cinquante kilomètres de Winston-Salem, le mouvement étudiant de l'université A&T (A&T College of North Carolina), le campus noir le plus radical de l'État pendant les années 1960[38], donna lieu à des marches, des grèves, des heurts avec la police et à une émeut en avril 1968[39]. Des sympathisants des Black Panthers commencèrent à mobiliser et à recruter des étudiants de deux universités historiquement noires (Historically Black Colleges and Universities – HBCUs) : l'université A&T et Bennett College (une HBCU pour femmes). Le groupe fut miné par l'infiltration de la police et finit par disparaître dès mai 1969[40]. Nelson Malloy et Robert Grier participèrent au mouvement à Greensboro aux côtés des militants sympathisants des Panthères et décidèrent de créer leur propre organisation révolutionnaire, The Organization of Black Liberation en 1968[41]. Celle-ci fut de courte durée mais servit de prélude au National Committee to Combat Fascism (NCCF) créé le 19 mai

[36] J. Usher, *An Uneasy Peace*, *op. cit.*, p. 361-397. Nous proposons d'employer ce terme en français, calque de l'anglais *accommodationism*. L'accommodationisme désigne l'approche plebiscitée par Booker T. Washington (voir *infra*) et une partie des figures politiques noires de la fin du XIXe siècle, au début de l'ère ségrégationniste. Elle consistait à revendiquer une transformation progressive des relations raciales, en mettant d'abord l'accent sur le développement économique et l'ascension sociale de la population noire, plutôt qu'une revendication frontale et immédiate de l'égalité. Cette approche pragmatique, particulièrement populaire auprès de la bourgeoisie noire du Sud (où elle semblait plus adaptée qu'une approche frontale), reposait également sur des négociations à huis clos avec les gouvernants blancs. Dans ces négociations, la bourgeoisie noire locale jouait le rôle d'intermédiaire. Elle promettait de garder le contrôle de la population noire, et d'éviter toute remise en cause frontale ou violente de la ségrégation. En échange, les gouvernants blancs les autorisaient à se développer économiquement de leur côté. Voir K. Gaines, *Uplifting the Race*n, *op. cit.*, p. xi-xxi.

[37] « It was pay back time for all the exploitation, all the rage » cité dans A. Dunston, *Black Struggle for Equality*, *op. cit.*, p. 234.

[38] B. Friedman, « Picking Up », *op. cit.*, p. 50. Pour une histoire des expérimentations éphémères du BPP à Greensboro voir *Ibid.*, p.50-54 et D. Fergus, *Liberalism, Black Power, op. cit.,* p. 99-102.

[39] W. Chafe, *Civilities and Civil Rights*, *op. cit.*, p. 182-185.

[40] Fergus et Chafe attribuent la disparition de ce groupe à la radicalité extrême de son leader Harold Avent. W. Chafe, *Civilities and Civil Rights*, *op. cit.*, p. 182-185. D. Fergus, *Liberalism and Black Power*, *op. cit.*, p. 99-101.

[41] A. Dunston, *Black Struggle for Equality*, *op. cit.*, p. 240-241.

1969 avec Larry Little, lui-même inspiré par les mobilisations de Greensboro[42], et qui deviendrait une section officielle du BPP en 1971.

1.2. De la confrontation à la modération

La section locale du BPP à Winston-Salem suivit l'évolution du parti au niveau national. Initialement plus centré sur une politique de la confrontation et du coup d'éclat, le BPP d'Oakland mit l'accent sur la mise en place de « programmes de survie » (*community survival programs*) à partir de l'été 1967 en raison de la répression policière et judiciaire[43]. Ces programmes devaient répondre aux besoins immédiats des habitants du ghetto tout en éveillant leur conscience politique notamment en vue d'améliorer leur représentation électorale[44].

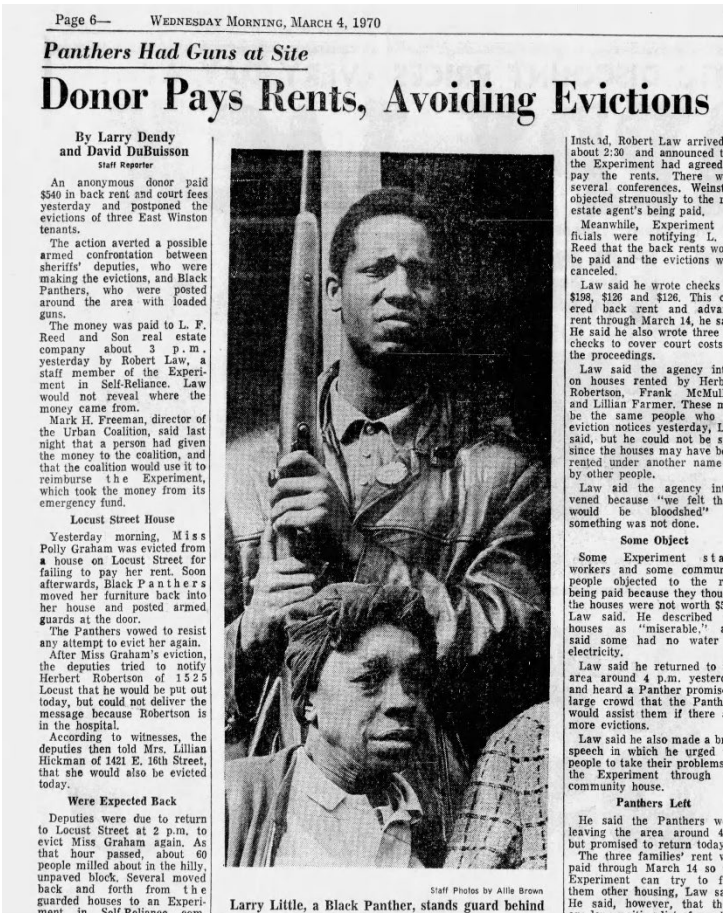
Ainsi, dès 1970, le NCCF de Winston-Salem mit en place des programmes de petit-déjeuner et déjeuner gratuit, de distribution de chaussures et une campagne de détection de la drépanocytose[45]. Les membres du NCCF portaient aussi ouvertement des armes à feu et exhortaient les habitants noirs à la légitime défense. Un événement rendit les Panthères de Winston-Salem particulièrement célèbres. Le 3 mars 1970, alors que Polly Graham, une résidente d'East Winston (la partie est de la ville où la population noire était concentrée), devait se faire expulser de son logement par la police à cause de loyers impayés, les Panthères, menées par Larry Little, s'interposèrent avec des armes pour empêcher la police de l'expulser et rentrèrent ses affaires à l'intérieur[46]. Ils furent rejoints par une voisine et un travailleur social de l'agence locale de guerre contre la pauvreté, Experiment in Self-Reliance (ESR), armés eux aussi. Les Panthères sur place déclarèrent qu'il n'y aurait plus d'expulsions dans le quartier et Larry Little lut le Point 4 du Programme du BPP[47] :

> Nous voulons des logements décents, adaptés à l'hébergement d'êtres humains. Nous pensons que si les propriétaires blancs refusent de donner des logements décents à la communauté noire, alors nous avons le droit de décider de transformer le logement et la terre en coopératives pour

[42] B. Friedman, « Picking Up », *op. cit.*, p. 54.
[43] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op.cit.*, p. 301.
[44] *Ibidem*.
[45] A. Dunston, *Black Struggle for Equality, op. cit.*, p. 240-242. La drépanocytose est une maladie héréditaire affectant les globules rouges, qui touche majoritairement les personnes afro-descendantes.
[46] Larry Dendy et David DuBuisson, « Donor Pays Rents, Avoiding Evictions », *Winston-Salem Journal*, 4 mars 1970, p.6. Peter Norall, « 'Panthers' Oppose Eviction », *The Sentinel*, 3 mars 1970, p. 2.
[47] « People were locked and loaded and we said 'no more evictions in this area' and I read off the Panther Point 4 of the Black Panther Party ». Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*

que notre communauté, avec l'aide du gouvernement, puisse construire et créer des logements décents pour ses membres[48].

La situation aurait pu s'envenimer mais la directrice de l'ESR intervint et fit en sorte de payer les loyers en retard afin d'éviter une effusion de sang[49].



Page 6— WEDNESDAY MORNING, MARCH 4, 1970

Panthers Had Guns at Site

Donor Pays Rents, Avoiding Evictions

By Larry Dendy
and David DuBuisson
Staff Reporter

An anonymous donor paid $540 in back rent and court fees yesterday and postponed the evictions of three East Winston tenants.

The action averted a possible armed confrontation between sheriffs' deputies, who were making the evictions, and Black Panthers, who were posted around the area with loaded guns.

The money was paid to L. F. Reed and Son real estate company about 3 p.m. yesterday by Robert Law, a staff member of the Experiment in Self-Reliance. Law would not reveal where the money came from.

Mark H. Freeman, director of the Urban Coalition, said last night that a person had given the money to the coalition, and that the coalition would use it to reimburse the Experiment, which took the money from its emergency fund.

Locust Street House

Yesterday morning, Miss Polly Graham was evicted from a house on Locust Street for failing to pay her rent. Soon afterwards, Black Panthers moved her furniture back into her house and posted armed guards at the door.

The Panthers vowed to resist any attempt to evict her again.

After Miss Graham's eviction, the deputies tried to notify Herbert Robertson of 1525 Locust that he would be put out today, but could not deliver the message because Robertson is in the hospital.

According to witnesses, the deputies then told Mrs. Lillian Hickman of 1421 E. 16th Street, that she would also be evicted today.

Were Expected Back

Deputies were due to return to Locust Street at 2 p.m. to evict Miss Graham again. As that hour passed, about 60 people milled about in the hilly, unpaved block. Several moved back and forth from the guarded houses to an Experi-

Staff Photos by Allie Brown

Larry Little, a Black Panther, stands guard behind

Instead, Robert Law arrived about 2:30 and announced the Experiment had agreed pay the rents. There w several conferences. Weinst objected strenuously to the estate agent's being paid.

Meanwhile, Experiment ficials were notifying L. Reed that the back rents wo be paid and the evictions w canceled.

Law said he wrote checks $198, $126 and $126. This ered back rent and adva rent through March 14, he s He said he also wrote three checks to cover court costs the proceedings.

Law said the agency in on houses rented by Herb Robertson, Frank McMul and Lillian Farmer. These n be the same people who eviction notices yesterday, L said, but he could not be s since the houses may have b rented under another name by other people.

Law said the agency in vened because "we felt th would be bloodshed" something was not done.

Some Object

Some Experiment sta workers and some commu people objected to the being paid because they thou the houses were not worth $ Law said. He described houses as "miserable." said some had no water electricity.

Law said he returned to area around 4 p.m. yester and heard a Panther promis large crowd that the Panth would assist them if there more evictions.

Law said he also made a b speech in which he urged people to take their problems the Experiment through community house.

Panthers Left

He said the Panthers w leaving the area around 4 but promised to return today The three families' rent paid through March 14 so Experiment can try to f them other housing, Law sa He said, however, that th

Figure 12 : Larry Little defendant Polly Graham face à la police devant chez elle, 1970[50].

Cette confrontation ne fit que renforcer la mauvaise presse et la répression contre les Panthères. Le parti était en effet surveillé de près par le State Bureau of Investigation (SBI) depuis ses débuts. Au niveau national, le programme de contre-renseignement COINTELPRO piloté par le Federal Bureau of Investigation (FBI) de J. Edgar Hoover avait mis en place, dès 1967, une campagne de déstabilisation sans précédent du mouvement de libération noire, et

[48] « 4. We Want Decent Housing Fit For The Shelter Of Human Beings. We believe that if the White Landlords will not give decent housing to our Black community, then the housing and the land should be made into cooperatives so that our community, with government aid, can build and make decent housing for its people ».
Huey P. Newton et Bobby Seale, « Ten-Point Program », *Black Panther*, vol. 1, n°1, 15 mai 1967, disponible en ligne, https://www.marxists.org/history/usa/workers/black-panthers/1966/10/15.htm.
[49] *Ibidem*.
[50] Larry Dendy et David DuBuisson, « Donor Pays Rents, Avoiding Evictions », *Winston-Salem Journal*, 4 mars 1970.

en particulier des organisations nationalistes noires[51]. La répression du groupe grâce à l'utilisation d'informateurs, d'expulsions, d'arrestations injustifiées et de rumeurs pour les discréditer auprès de la population noire locale, limita fortement les actions du BPP de Winston-Salem à ses débuts. Elle empêcha notamment la vente du journal officiel du parti, *The Black Panther*, source de revenu principale pour les programmes de survie, car les membres les plus actifs (dont Larry Little, le leader) furent condamnés et emprisonnés à plusieurs reprises[52].

Après 1971 cependant, la répression devint moins extrême et le groupe parvint à se stabiliser pour plusieurs raisons. Premièrement, le programme COINTELPRO prit fin en 1971 après avoir été rendu public par les médias. Deuxièmement, le BPP de Winston-Salem (désormais section locale officielle) bénéficia de l'aide et de la protection de l'American Civil Liberties Union de Caroline du Nord (NCACLU). Cela permit à Larry Little de contester les chefs d'accusation à son encontre dans une affaire de vol en 1971. Le procès fut en effet l'occasion de mettre en lumière les pratiques illégales du FBI et des forces de police locales et de rallier la population africaine-américaine au BPP de Winston-Salem[53].

Enfin, en accord avec les directives d'Oakland pour réhabiliter l'image du parti, la section de Winston-Salem adopta une stratégie de modération. Elle consistait à éviter les confrontations armées avec la police afin de moins subir la répression mais aussi de gagner en popularité et de nouer des alliances avec les églises noires et des organisations réformistes, perçues comme modérées dans l'opinion, telles que la SCLC et le North Carolina-Virginia Council for Racial Justice (NCVCRJ)[54]. Des porte-paroles de ces dernières exprimèrent publiquement leur soutien lors d'événements organisés par le BPP de Winston-Salem[55]. Golden Frinks, secrétaire local de la SCLC, figure majeure du mouvement dans la partie est de l'État, apporta son soutien à Larry Little et aux deux autres Panthères accusées lors de leur procès de 1971[56]. Il assista également au procès des Panthères de High Point en 1972 pour encourager les habitants noirs à s'y intéresser[57]. Les procès des Panthères offraient un point de convergence pour les militants de Caroline du Nord de différentes tendances plutôt

[51] Sur COINTELPRO voir Ward Churchill et Jim Vander Wall, *Agents of Repression: The FBI's Secret Wars Against the Black Panther Party and the American Indian Movement*, Boston, South End Press, 2002; David Cunningham, *There's Something Happening Here: The New Left, the Klan, and FBI Counterintelligence*, Berkeley, University of California Press, 2004 ; Kenneth O'Reilly, *Racial Matters: The FBI's Secret File on Black America*, New York, Free Press, 1989.
[52] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p.107-113. B. Friedman, « Picking Up », *op. cit.*, p.67-71.
[53] « Black Panther Rally Emphasizes Unity », *Winston-Salem Journal*, 20 septembre 1971, p.6.
[54] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p.117-121. B. Friedman, « Picking Up », *op. cit.*, p.72-74.
[55] *Ibidem.*
[56] « Rally Planned On Eve Of Trial of Panthers », *The Charlotte Observer*, 19 septembre 1971, p. 1B.
[57] « Frinks Attends Trial of Black Panthers », *Winston-Salem Journal*, 26 juin 1972, p. 21.

radicales car ils subissaient tous la répression. Golden Frinks fut emprisonné et condamné à plusieurs reprises au cours de cette année 1972, pour avoir organisé des manifestations sans autorisation[58]. Larry Little se rendit au rassemblement de soutien au Révérend Benjamin Chavis, le 18 juin 1973, aux côtés d'Angela Davis[59]. Chavis du NCVCRJ, lui-même ancien sympathisant du BPP à Charlotte, était en effet au cœur de l'affaire des Dix de Wilmington mentionnée au **Chapitre 1**. Cette convergence contribua à donner une certaine légitimité aux Panthères. Ils se rapprochèrent également des Églises noires[60].

Cette nouvelle ère permit au parti de Winston-Salem de mettre en place plus de programmes de survie notamment les petits-déjeuners gratuits et les tests contre la drépanocytose[61]. Surtout, le BPP mit en place un service gratuit d'ambulance dès 1972, le Joseph Waddell People's Free Ambulance Service, nommé ainsi pour honorer la mémoire de cette Panthère tuée dans la prison principale de l'État[62]. Les Panthères bénéficièrent d'une bourse de 45 000 $ de la National Episcopal Church, une Église libérale blanche, pour poursuivre et développer le service. Ce dernier répondait aux discriminations criantes en matière d'accès aux soins auxquels les habitants Africains Américains d'East Winston devaient faire face. Le BPP ne fut plus en mesure d'assurer le service à partir de 1976, faute de moyens[63]. Il fut néanmoins célébré comme le programme le plus réussi et le plus populaire du parti. Le soutien de la National Episcopal Church reflétait aussi une plus grande acceptation du BPP de Winston-Salem par des organisations libérales modérées.

1.3. Le tournant électoral du BPP

Cette nouvelle priorité donnée aux programmes de survie s'accompagna d'une nouvelle stratégie de conquête de l'espace politique électoral local. Le BPP participait ainsi à la direction plus générale du mouvement dans le sillage de la convention de Gary de mars 1972 (à laquelle le parti avait participé) qui avait fait de l'engagement dans des logiques

[58] *Ibidem*.
[59] David DuBuisson, « Angela Davis, Full House Watch Chavis Trial Start », *Winston-Salem Journal*, 19 juin 1973, p. 3.
[60] « Black Panther Is Eulogized At Service », *Winston-Salem Journal*, 21 juin 1972, p. 3. Bill Gilkeson, « Blacks, Panthers and Preachers, Find Togetherness », *Winston-Salem Journal*, 4 avril 1972, p. 8.
[61] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p. 118-121.
[62] *Ibidem*. B. Friedman, « Picking Up », *op. cit.*, p. 74-75.
[63] Paul Slater, « Panthers End Ambulance Service », *The Sentinel*, 20 janvier 1976, p. 1.

électorales un objectif primordial du mouvement noir dans ses différentes tendances[64]. Pour le BPP, outre la question de la survie du parti et d'une plus grande adéquation aux besoins concrets et aux souhaits de la grande majorité de la population africaine-américaine dont le parti s'était éloigné selon Huey Newton[65], il s'agissait ainsi de changer « le système réactionnaire » de l'intérieur en y introduisant « un élément révolutionnaire[66] ». Cependant, de façon plus immédiate, les futures conquêtes électorales du BPP devaient permettre l'autodétermination des communautés noires locales et une redistribution plus juste des ressources en mettant en place les programmes de survie au niveau municipal.

L'organe central d'Oakland avait donc amorcé ce tournant électoral car Huey Newton, Bobby Seale et Elaine Brown pensaient qu'il était impossible de faire des réformes en profondeur sans véritable pouvoir électoral. Newton annonça, en juillet 1972, les candidatures de Bobby Seale à la mairie d'Oakland et d'Elaine Brown au conseil municipal pour les élections de 1973. Le BPP d'Oakland présenta aussi des membres du parti en août pour l'élection du conseil d'administration du West Oakland Planning Committee, responsable de la gouvernance du programme Model Cities dans ce quartier d'Oakland[67]. Le programme Model Cities était une des mesures expérimentales phares de la « Guerre contre la pauvreté » de Johnson et devait réhabiliter et rénover les quartiers les plus en difficultés tout en impliquant les résidents des quartiers concernés au niveau local[68]. Il servit à la fois de soupape de sécurité, en permettant aux minorités raciales de faire entendre leurs demandes, et de point d'entrée dans les rouages des politiques municipales pour de nombreux militants de terrain[69].

Plus tôt dans l'année, conformément à cette nouvelle approche électorale, Huey P. Newton avait déjà annoncé le soutien total du BPP à la candidature de Shirley Chisholm pour l'investiture du Parti démocrate aux élections présidentielles de novembre

---

[64] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 359. Sur la convention de Gary voir aussi : M. Marable, *Race, Reform and Rebellion*, *op. cit.* et Leonard Moore, *The Defeat of Black Power: Civil Rights and the National Black Political Convention of 1972*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2018.
[65] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 359.
[66] « We talked in Panther terms: it was structure and content. Put revolutionary content, even in a reactionary structure, over a period of time, that collision […] the system would lead to change ». Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[67] Robert O. Self, *American Babylon: Race and the Struggle for Postwar Oakland*, Princeton, Princeton University Press, 2003, p. 303-304. Bob Distefano, « (Panthers Field Slate :) Model Cities Vote Due », *Oakland Tribune*, 2 août 1972, p. 39.
[68] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 283. Sur Model Cities voir aussi : Bret A. Weber et Amanda Wallace, « Revealing the Empowerment Revolution: A Literature Review of the Model Cities Program », *Journal of Urban History*, avril 2018, vol. 38, n°1.
[69] *Ibidem*, p. 174 ; 182 ; 186.

1972. Shirley Chisholm était devenue une icône féministe noire majeure à la fin des années 1960. Issue d'une famille ouvrière immigrée barbadienne, elle devint la première femme noire élue au Congrès en 1968. C'est d'ailleurs dans le quartier pauvre de Bedford-Stuyvesant de Brooklyn où elle avait grandi qu'elle fit ses premières armes en politique au début des années 1950 en s'opposant à la machine démocrate locale qui continuait à discriminer et à ignorer les véritables besoins des habitants majoritairement Africains Américains, tout en s'assurant de leurs votes grâce à un système clientéliste. Après avoir gagné plusieurs mandats au niveau local, Chisholm décida de candidater pour le Congrès en 1968, malgré l'opposition des « boss » du Parti démocrate[70]. Selon l'historienne Anastasia Curwood, elle était alors la candidate « la plus ouverte aux objectifs et à la rhétorique du Black Power[71] ». Il n'est donc pas surprenant que le BPP ait soutenu sa candidature en 1972.

Consciente de ses maigres chances de victoire, Chisholm voulait surtout réunir suffisamment de délégués à la convention du Parti démocrate à Miami pour pouvoir pousser le candidat démocrate qui remporterait la nomination vers des positions plus à gauche. Elle cherchait aussi à prouver que les hommes blancs n'étaient pas les seuls candidats susceptibles d'être élus. Sa campagne ambitionnait pour cela de créer une coalition d'électeurs minoritaires, à l'intersection des mouvements sociaux des années 1960 : les Africains Américains, les LatinX, les femmes, les militants contre la guerre au Vietnam, les minorités LGBTQIA+, les jeunes et les pauvres[72].

Les dirigeants du BPP voyaient ainsi sa candidature comme « un exercice de pragmatisme politique que l'on pourrait comparer à "avoir un orteil en politique !"[73] » et s'en servirent pour organiser des campagnes d'inscription sur les listes électorales circonscription par circonscription (*precinct-by-precinct*) et continuer la mobilisation et l'éducation politique des Africains Américains d'Oakland. Huey Newton et Bobby Seale appréciaient

[70] Anastasia C. Curwood, *Shirley Chisholm: Champion of Black Feminist Power Politics*, Chapel Hill, The University of North Press, 2023, p. 1-6, p. 51-52 et p. 89-93. Cet ouvrage est la biographie la plus récente de Chisholm.

[71] A. Curwood, *Shirley Chisholm*, *op. cit.*, p.94. Dans sa biographie, Anastasia Curwood invente le concept de « black feminist power » pour parler de la spécificité de la pratique politique de Shirley Chisholm, montrant comment elle a articulé son identité de femme noire issue de l'immigration caribéenne et de quartiers ouvriers pour faire pression sur le système politique. Son imaginaire politique se nourrissait de l'ère allant du New Deal à la Grande Société de Johnson d'où sa foi dans la politique électorale pour faire advenir le changement (p. 3).

[72] A. Curwood, *Shirley Chisholm*, *op.cit.*, p.5, p.203-204 et p.216. Sur Shirley Chisholm et l'importance de sa carrière politique voir aussi : Barbara Winslow, *Shirley Chisholm: Catalyst for Change, 1926-2005*, Boulder, Westview Press, 2014. Julie Gallagher, « Waging 'The Good Fight': The Political Career of Shirley Chisholm, 1953-1982 », *The Journal of American History*, vol. 92, n°3, été 2007, p.392-416. Hélène Charlery, « Shirley Chisholm. Du conflit au pouvoir », *Caliban*, n°27, 2010. Towela Munthali, « Pushing the Glass Ceiling: Shirley Chisholm and the Democratic Party », *Women Leading Change: Case Studies on Women, Gender, and Feminism*, vol. 3, n°2, octobre 2018, p. 15-24.

[73] « An exercise in political reality called "get a toe in the door!" » cité dans A. Curwood, *Shirley Chisholm*, *op.cit.*, p.243.

particulièrement la façon dont Chisholm mettait en avant la nécessité de répondre aux inégalités économiques car celle-ci était au cœur de leur propre programme[74]. Selon Newton, les mesures préconisées par Chisholm faisaient écho aux programmes de survie du BPP. La section de Winston-Salem se mobilisa également en faveur de sa candidature. Larry Little vota pour la première fois de sa vie à cette occasion et adopta le célèbre slogan de Chisholm : « unbought and unbossed » (littéralement « incorruptible et indépendante »)[75].

En avril 1972, Nelson Malloy, un des dirigeants de la section, déclara que le parti ferait du porte-à-porte dans les quartiers noirs et expliqua que les Panthères avaient toujours affirmé qu'elles appuieraient un candidat qui soutiendrait les programmes de survie non seulement verbalement mais en actes[76]. Malgré la pression qu'elle subit, Chisholm ne désavoua pas le BPP, pourtant encore considéré par la majorité des Étatsuniens comme un groupe d'extrémistes violents. Elle estimait que cela aurait été contraire à ses principes. Lors d'une levée de fonds pour sa campagne organisée par le BPP d'Oakland dans la résidence d'Huey Newton en mai 1972, elle déclara à l'assemblée réunie : « Panthères, je sais que ça a été difficile pour vous, ça a été éprouvant. Mais vous allez peut-être pouvoir changer les choses ici en Californie, et je suis ravie que vous donniez une chance au système électoral, à travers moi[77] ».

Sa candidature, tant à Oakland qu'à Winston-Salem, représentait donc la première occasion pour le BPP de s'impliquer pleinement dans des logiques électorales. Elle contribua à la fois à préparer le terrain pour les futures candidatures de ses membres et à les rapprocher d'organisations et d'acteurs politiques plus conventionnels. La Caroline du Nord fut un des quelques États et le seul État du Sud avec la Floride où Chisholm fit campagne[78]. Dans cet État, les électeurs n'élisaient pourtant pas directement le candidat qui remporterait l'investiture du parti ni les délégués qui voteraient à la convention nationale. Le candidat qui recevrait le plus grand nombre de votes, supérieur à 15 %, devait bénéficier du vote d'une partie des délégués lors du premier scrutin à la convention nationale du parti mais ces mêmes

[74] A. Curwood, *Shirley Chisholm*, *op.cit.*, p.246.
[75] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.* Le slogan de Chisholm pourrait aussi être traduit (de façon insatisfaisante) par l'équivalent français « ni Dieu, ni maître » pour garder la référence à l'esclavage.
[76] « Panthers Endorse Shirley Chisholm », *The Sentinel*, 29 avril 1972, p.2.
[77] « Panthers, I know it's been hard, it's been rough. You might make the difference here in California, and I'm glad you are giving the electoral process a chance – with me » cité dans A. Curwood, *Shirley Chisholm*, *op. cit.*, p.247.
[78] Au vu de ses moyens limités, elle concentra ses efforts sur la Floride, le Massachusetts, la Californie, l'État de New York et dans une moindre mesure en Caroline du Nord, dans le Michigan, le Wisconsin, le Minnesota et le New Jersey. A. Curwood, *Shirley Chisholm*, *op. cit.*, p. 232.

délégués pourraient voter à leur guise lors du second scrutin[79]. Ces primaires démocrates de Caroline du Nord étaient donc essentiellement symboliques.

Chisholm fit néanmoins campagne aux côtés de Reginald Hawkins qui se présentait pour la seconde fois au poste de gouverneur de Caroline du Nord. Ils prononcèrent des discours devant des foules d'étudiants enthousiastes des universités historiquement noires de Winston-Salem et de Durham, mais aussi dans des villes de l'Est de l'État[80]. Hawkins mit beaucoup en avant Chisholm et la décrivit comme « un don du ciel »[81]. Chisholm était pourtant accusée de diviser le vote des progressistes et des Africains Américains de Caroline du Nord, ce qui risquait de faire gagner le ségrégationniste ultra-conservateur George Wallace. Le favori pour les primaires présidentielles de Caroline du Nord après Wallace était en effet Terry Sanford. Considéré comme le gouverneur le plus libéral du Sud lors de sa prise de fonction en 1961, il était vu comme le candidat blanc le plus populaire auprès de l'électorat noir de l'État. Face à ces critiques, Chisholm rétorqua que les électeurs Africains Américains n'avaient aucune responsabilité vis-à-vis de Wallace, que ce dernier n'était pas le problème des Africains Américains, mais le problème du pays[82]. Pour elle, les tentatives pour dissuader les électeurs noirs de voter pour elle s'inscrivaient dans une longue tradition cherchant à faire de ces derniers des « agneaux sacrificiels ». Elle ajouta que seuls les hommes blancs riches avaient eu l'opportunité de gouverner le pays et qu'ils avaient échoué, soulignant que Sanford n'avait pas traduit en actes son discours très progressiste lorsqu'il était gouverneur de l'État et qu'il fallait que les électeurs noirs dépassent « le lavage de cerveau » qu'on leur faisait subir en étant attentifs aux actes plutôt qu'aux seuls discours[83].

Le jour de la primaire, les électeurs se déplacèrent en masse à Winston-Salem. Dès l'ouverture des bureaux de vote, East Winston fut en ébullition avec un ballet incessant de voitures qui amenaient les électeurs. Finalement, Shirley Chisholm n'obtint que 3 571 voix pour le comté de Forsyth dont Winston-Salem faisait partie contre 14 354 pour George Wallace, arrivé en tête, et 11 941 pour Terry Sanford, deuxième. Chisholm remporta deux circonscriptions de la ville (*precincts*) tandis que Sanford en remporta 19. Contrairement aux

[79] Gene Whitman, « Sun Shines on Primaries », *The Sentinel*, 6 mai 1972, p. 1 et p. 7.
[80] « Candidates Campaign Together », *The Sentinel*, 4 mai 1972, p.2. « High Finish Is Forecast By Hawkins », *The Sentinel*, 5 mai 1972, p. 6.
[81] *Ibidem*.
[82] « Wallace is not our problem. He is the country's problem. We didn't create him ». Gregg Herrington, « Chisholm Campaign Could Hurt Sanford », *The Sentinel*, 4 mai 1972, p. 2.
[83] « She said that this attempt to dissuade prospective Chisholm supporters is part of a perennial effort to make blacks "sacrificial lambs" ». « How liberal can one be when one looks at the conditions of workers at a certain campus of this state […] You have been brainwashed. […] ». Joe Pichirallo, « Mrs. Chisholm, in Speech Here, Assails Sanford's Stands », *Winston-Salem Journal*, 4 mai 1972, p.1 et p.3.

Panthères, l'élite politique noire de Winston-Salem avait soutenu la candidature de Sanford plutôt que celle de Chisholm. Le vote des électeurs noirs s'était donc divisé entre les deux candidats progressistes[84] mais l'implication du BPP dans la campagne de Chisholm à Winston-Salem fut l'occasion de mobiliser les électeurs d'East Winston et ainsi de préparer la future candidature de Larry Little.

En effet, deux mois plus tard, le 30 juillet 1972, lors d'un événement organisé dans le grand ensemble de logements sociaux de Kimberly en mémoire de Joseph Waddell Jr., le Community Survival Rally, en présence d'environ 2 000 participants, Larry Little annonça son intention de se présenter à une élection locale dans un futur proche. Il déclara aussi que l'avenir du parti résidait dans l'action à l'intérieur du système tout en dénonçant l'oppression dont étaient victimes les Noirs américains et en rappelant l'importance de rester unis. Il concevait alors le BPP comme étant en passe de devenir une organisation politique conventionnelle à part entière[85]. À cette occasion, la nouvelle approche électorale du BPP de Winston-Salem fut saluée par plusieurs personnalités politiques noires de premier plan. Lee Faye Mack animait le rassemblement. Elle était surnommée « la mère du Black Panther Party » car elle soutenait et conseillait l'organisation depuis ses débuts bien qu'elle n'ait jamais été membre officielle[86]. Lee Faye Mack était devenue très active dans la politique locale en tant qu'employée de l'agence de lutte contre la pauvreté, Experience in Self-Reliance, militante à l'Urban League[87] puis co-fondatrice de la Winston-Salem Welfare Rights Organization. Mack déclara lors de cet événement que « le BPP n'était plus un groupe militant et avait de grands projets pour intensifier son activité politique notamment grâce à des candidatures à divers postes des membres du BPP ». L'autre co-fondatrice de la Winston-Salem Welfare Rights Organization, Rhudine Covington, fit aussi un discours. Elle parla des problèmes d'accès à l'aide sociale des Noirs pauvres et des inégalités du système et félicita le BPP pour leurs efforts pour aider les Noirs. Le révérend Moses Small, pasteur d'une église baptiste et candidat au conseil scolaire consolidé de la ville et du comté (*city-county school*

[84] G. Whitman, « Sun Shines on Primaries », *op. cit.* G. Whitman, « (Forsyth Results Close) Several Runoffs Expected », *The Sentinel*, 8 mai 1972, p.1 and p.8. Hawkins, quant à lui, remporta toutes les circonscriptions majoritairement noires du comté de Forsyth bien qu'il arrivât troisième. Cela montre bien que les électeurs Africains Américains de Winston-Salem avaient été séduits par son message militant d'autodétermination, bien qu'il ait été plus modéré que lors de sa première campagne de 1968.
[85] *Ibid.*, p. 76.
[86] Sa fille Hazel Scott Mack était, elle, membre. Entretien Hazel Mack. FBI Files.
[87] La National Urban League est l'une des grandes organisations de défense des droits des Noirs. Fondée en 1911 à New York, elle avait notamment pour vocation d'aider les Africains Américains à s'installer dans le Nord (dans le contexte de la Grande Migration). Il s'agit d'une des organisations modérées du Long Mouvement.

board) salua, lui aussi, le nouveau statut d'organisation politique du parti et compara les programmes du BPP à Jésus nourrissant les masses. Charles Zollicoffer, un étudiant de Winston-Salem State University (l'HBCU de la ville), parla du besoin urgent d'avoir accès à une meilleure éducation, ce qui aiderait par ailleurs le BPP à résoudre les problèmes rencontrés par la population africaine-américaine.

Ce rassemblement était emblématique de la nouvelle approche du BPP qui cherchait à combiner programmes de survie et mobilisation politique et électorale à travers ses efforts pour se rapprocher d'Églises[88] et de militants de tout bord. En effet, 1 000 sacs de nourritures et 800 tests de détection de la drépanocytose furent distribués gratuitement et 500 personnes furent inscrites sur les listes électorales à l'issue du Community Survival Rally[89]. Le soutien de Lee Faye Mack et de Rhudine Covington démontre aussi que les militantes africaines-américaines pour l'aide sociale n'opposaient pas approche par les institutions, stratégies électorales et soutien à des organisations radicales comme le BPP[90]. L'héritage du syndicalisme des droits civiques des années 1940 contribua sans doute à ce que le BPP soit plutôt bien accueilli par les Africains Américains de Winston-Salem car selon Little « quand [les Panthères] disaient qu'ils étaient socialistes, les gens n'avaient pas peur[91] » en raison de toutes les victoires obtenues grâce aux mobilisations du Parti communiste dans les années 1940 au sein du Local 22 : augmentation de salaires, soins dentaires, participation au profit de l'entreprise R.J. Reynolds, victoires électorales.

Au début des années 1970, le tournant électoraliste du BPP amorcé au niveau national, comme sur le terrain à Winston-Salem, et la mobilisation en soutien à la candidature de Chisholm offrirent une opportunité politique pour pénétrer dans l'arène électorale, que Little tenta de saisir.

---

[88] L'usage de la majuscule renvoie aux institutions ecclésiastiques, historiquement centrales au sein des communautés africaines-américaines. Nous traiterons plus en détail le rôle des Églises noires au Chapitre 3 (3.2)

[89] Federal Bureau of Investigation, Black Panther Party – North Carolina FBIHQ File – 105-165706-8 – Part 14 of 15 – Section 13, Rapport n°157-6171, « Black Panther Party », 31 octobre 1972, p.6-8, disponible en ligne https://vault.fbi.gov/Black%20Panther%20Party%20/Black%20Panther%20Party%20Part%2029%20of%2034 (consulté le 18 janvier 2024).

[90] Sur les femmes au sein du Black Panther Party, voir : Robyn C. Spencer, *The Revolution Has Come: Black Power, Gender, and the Black Panther Party in Oakland*, Durham, Duke University Press, 2016 et Mary Frances Phillips, *Black Panther Woman: The Political and Spiritual Life of Ericka Huggins*, New York, New York University Press, 2025. Sur le rôle des femmes, plus généralement, dans le mouvement Black Power, voir : Ashley D. Farmer, *Remaking Black Power: How Black Women Transformed an Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2017.

[91] « I realize that Winston-Salem was receptive to the Black Panther Party. I think a lot of it is because of Local 22 ». « The communist party folks came and helped black people to organize. […] When we said we were socialists they weren't afraid of us ». Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*

2. DE L'ÉLECTION « VOLÉE » DE 1974 À LA VICTOIRE DE 1977 : S'ORGANISER CONTRE LA RÉPRESSION

2.1. Contre le statu quo politique

Malgré la possibilité d'élire deux candidats noirs au moins au conseil municipal depuis les années 1960 grâce à l'évolution démographique des circonscriptions, les habitants Africains Américains d'East Winston étaient frustrés du statu quo politique en place. Nombre d'entre eux estimaient que le Parti démocrate prenait leurs voix pour acquises tout en les délaissant ou jugeaient que les élus noirs en place étaient trop conciliants avec l'élite blanche.

Depuis le mouvement des années 1940, les électeurs Africains Américains d'East Winston avaient progressivement réussi à élire de plus en plus de candidats Africains Américains grâce au système de vote par circonscription (*ward system*) et à leurs efforts pour être inscrits sur les listes électorales. Depuis 1947, il y avait au moins un élu noir au conseil municipal (voir **I.0**). En 1965, un second avait été élu, et un troisième en 1970[92]. Selon Dunston, à partir des années 1970, l'enjeu n'était donc plus simplement de pouvoir élire des représentants Africains Américains mais de pouvoir réellement choisir ces derniers pour leur positionnement et leur programme politique[93]. Alors que l'influence du Black Power radical sur le mouvement de libération atteignit son apogée en 1972 avec la convention de Gary (voir **Chapitre 1**), à Winston-Salem, de nombreux militants Africains Américains se mobilisèrent contre le statu quo politique, y compris contre les élus noirs au conseil municipal. C'est dans ce contexte que Larry Little envisagea de se présenter.

Tout au long de l'année 1972, plusieurs organisations du mouvement de libération s'unirent afin d'exprimer leur mécontentement vis-à-vis des Démocrates à Winston-Salem. En février, la Winston-Salem Ministers Alliance, la NAACP, la Welfare Rights Organization, les associations de défense des locataires de logements sociaux (*tenant councils*)[94], le BPP et Harambee (une nouvelle organisation à Winston-Salem) se réunirent pour forger une coalition qui susciterait un soutien de masse des Africains Américains de Winston-Salem, notamment en vue des échéances électorales de cette année-là mais aussi pour défendre l'hôpital d'East Winston, alors menacé de fermeture[95].

[92] A. Dunston, *Black Struggle for Equality*, *op. cit.*, p. 251. R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 414.
[93] A. Dunston, *Black Struggle for Equality*, *op. cit.*, p. 256.
[94] Traduction de *tenant councils* inspirée de C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 284.
[95] Gordon Yale, « Blacks Showing Dissatisfaction With Democrats », *The Sentinel*, 24 février 1972, p. 2.

Harambee fut officiellement créée à Winston-Salem, au début de l'année par des cadres Africains Américains de classe moyenne assez aisée. Le but de cette organisation, à la fois association d'entraide et lobby politique, était de réunir les Africains Américains de la ville pour répondre aux problèmes auxquels ils faisaient face. Elle se voulait rassembleuse, comme le souligne le choix du nom « harambee » qui signifie « travaillons ensemble » en Swahili et s'adressait en théorie à toutes les classes sociales. Pour autant, les priorités affichées de l'organisation relevaient essentiellement des préoccupations les plus pressantes de la classe moyenne : stabilité économique, éducation de qualité, protection des consommateurs et participation citoyenne dans les prises de décisions. Les actions d'entraide proposées reflétaient également le profil sociologique de ses fondateurs : levées de fonds pour proposer des bourses, prêts étudiants, ressources pour les entrepreneurs noirs et manière de favoriser la promotion d'Africains Américains à des postes à responsabilité[96]. La majorité des membres fondateurs habitaient le quartier de l'école Carver, qui était le plus aisé d'East Winston[97].

Là où le BPP de Winston-Salem mettait surtout l'accent sur une politique de la survie à destination des Africains Américains les plus pauvres vivant dans les quartiers des grands ensembles de logements sociaux (accès à des logements décents, aux soins, à la nourriture, et lutte contre les violences policières et l'incarcération), Harambee semblait surtout se focaliser sur l'accès à la mobilité sociale et une meilleure représentation des intérêts des entrepreneurs noirs. Les dirigeants d'Harambee voulaient utiliser l'outil électoral pour faire avancer leurs objectifs. Ils exhortèrent les électeurs noirs à s'inscrire sur les listes électorales et à se rendre aux urnes[98]. Ils formulèrent aussi des recommandations pour les primaires de 1972 et soutinrent des candidats[99]. Ils soutinrent la candidature d'Howard Lee au Congrès[100]. Harambee se fractura néanmoins rapidement lorsqu'une partie des membres décida d'accepter de l'argent de la campagne d'un sénateur démocrate[101].

Une autre organisation, la 5e division de la Black National Assembly, issue de la convention de Gary, œuvra aussi en 1972 à fédérer les électeurs Africains Américains de Winston-Salem. Menée par Thomas Bailey, ancien président de la délégation de Winston-Salem à la convention de Gary, l'organisation avait aussi organisé une convention à Raleigh

[96] Gordon Yale, « Blacks Aim at Pooling Resources », *The Sentinel*, 19 février 1972, p. 3.
[97] Bill Gilkeson, « Black Vote Was Light and Not Unified », *Winston-Salem Journal*, 12 novembre 1972, p. 10.
[98] B. Gilkeson, « Blacks, Panthers and Preachers », *op. cit.*
[99] *Ibidem*. « Black Group Plans Rally For Voters », *Winston-Salem Journal*, 5 mai 1972, p. 9.
[100] « Harambee Sponsoring Dinner, Rally », *The Sentinel*, 3 octobre 1972, p.3. « Election of Helms: 'A Burden' », *Winston-Salem Journal*, 5 octobre 1972, p. 12.
[101] B. Gilkeson, « Black Vote Was Light and Not Unified », *op. cit.*

pour mettre en œuvre le programme de Gary et pour dénoncer le racisme du système judiciaire en Caroline du Nord. Pour ce faire, elle avait choisi des représentants qui siègeraient à la Black National Assembly[102]. La 5e division encouragea les électeurs noirs de Winston-Salem, en pleine affaire des Dix de Wilmington, à inscrire à la main le nom du militant Benjamin Chavis sur un bulletin de vote pour le poste de procureur général de l'État (*state attorney general*)[103], utilisant ainsi l'outil électoral pour dénoncer symboliquement l'injustice que Chavis subissait selon eux.

Ces deux organisations jouèrent un rôle important dans le combat autour de l'hôpital Reynolds Memorial (Reynolds Memorial Hospital) et participèrent à la création d'un groupe ad hoc, l'United Black Front. Thomas Bailey, de la 5e division, devint son porte-parole. Cette coalition réunissait non seulement Harambee et la 5e division de la BNA mais aussi la NAACP, la Baptist Ministerial Conference and Association, la Welfare Rights Organization, le bureau des étudiants de WSSU et le Black Panther Party de Winston-Salem[104]. Au début des années 1960, alors que le strict régime de ségrégation était toujours de mise, le conseil municipal de Winston-Salem avait promis aux habitants noirs d'East Winston un nouveau centre hospitalier pour remplacer l'hôpital noir. Construit en 1938, jadis l'un des plus grands hôpitaux noirs de la région, le Katie Bitting B. Reynolds Hospital était alors en difficulté. Le comté de Forsyth venait de financer, grâce à un référendum pour que le comté puisse contracter une obligation (*bond referendum*), la construction d'un centre flambant neuf, l'hôpital Reynolds Memorial, inauguré en 1970, pour les patients blancs dans la partie ouest de la ville. Au même moment, l'autre hôpital historiquement blanc du comté devenait accessible à tous avec la déségrégation, la patientèle de Reynolds s'en retrouva donc réduite, et était de surcroît majoritairement noire et pauvre. Beaucoup bénéficiaient des couvertures santé Medicare et Medicaid fournies par le gouvernement fédéral depuis les réformes des années 1960 (de la Grande Société de Johnson pour les plus démunis et les plus âgés). L'hôpital fonctionnait à perte et la moitié des lits n'étaient pas utilisés, ce qui poussa la ville de Winston-Salem à vouloir fermer l'hôpital et à céder la gestion de l'établissement au gouvernement du comté pour qu'il le transforme en centre de santé[105].

---

[102] « City Blacks to Attend Convention », *Winston-Salem Journal*, 20 juillet 1972, p. 33.
[103] B. Gilkeson, « Black Vote Was Light and Not Unified », *op. cit.* Le procureur de l'État dirige la branche judiciaire du gouvernement de l'État.
[104] Stephen Hoar, « Black Front Plans Vote on Hospital », *The Sentinel*, 6 avril 1972, p. 1. « Black Group Sets Vote on Hospital Issue », *Winston-Salem Journal*, 7 avril 1972, p. 2.
[105] Bob Martin, « Blacks, Officials Argue on Future Of Health Center », *Winston-Salem Journal*, 10 avril 1977, p. 15. Paul Haskins, « Health Center Stakes Out Its Role », *The Sentinel*, 1er juillet 1980, p. 1.

Cependant, les habitants noirs d'East Winston étaient très attachés à cet hôpital qui était une vraie institution et une source de fierté[106]. Le United Black Front sous l'égide de Harambee organisa un référendum officieux sur la fermeture de l'hôpital. La moitié des électeurs d'East Winston participèrent au vote et votèrent presqu'unanimement pour conserver l'hôpital. Ce vote démontrait la très forte opposition des habitants d'East Winston et avait été pensé par la coalition comme un moyen de faire pression sur les commissaires du comté et sur les conseillers municipaux[107]. Les dirigeants de Harambee pensaient aussi que les résultats du vote permettraient aux conseillers municipaux noirs d'avoir plus de poids pour défendre la cause de l'hôpital[108].

Le conflit autour de la fermeture de Reynolds Memorial cristallisait en fait les tensions autour des conséquences de la déségrégation sur les institutions historiquement noires, à la fois sources de fierté et service de proximité, dans les quartiers où la ségrégation résidentielle était toujours d'actualité. Dans un contexte de retour de bâton conservateur contre l'assistance sociale, les Africains Américains pauvres étaient montrés du doigt comme étant responsable des difficultés financières de l'hôpital du fait du mauvais usage qu'ils faisaient des services de santé. En effet, ces derniers étaient accusés d'utiliser abusivement les urgences de l'hôpital Reynolds pour des situations qui n'étaient pas urgentes. Les militantes africaines-américaines des organisations de défense des locataires de logements sociaux et des bénéficiaires de l'aide sociale telles que Barbara Buie, expliquaient pourtant que les règles très strictes qui régissaient les conditions selon lesquelles les bénéficiaires des aides sociales pouvaient consulter des médecins généralistes ou spécialistes (qui les empêchaient de consulter en médecine libérale) les poussaient à utiliser les urgences de la sorte[109]. Cette mobilisation faisait donc partie plus largement des luttes pour un meilleur accès aux soins pour les Africains Américains les plus pauvres et contre une vision moralisatrice, paternaliste et raciste des bénéficiaires noirs de l'aide sociale qui étaient qualifiés de « stupide[110] » et de profiteurs des aides.

[106] « 'Katie B.' and Reynolds », *The Sentinel*, 14 avril 1977, p. 18. P. Haskins, « Health Center », *op. cit.*
[107] Bob Poole, « Hospital Supporters Adamant », *The Sentinel*, 19 avril 1972, p. 1.
[108] S. Hoar, « Black Front », *op. cit.*
[109] Barbara D. Buie, « RMH Emergency Room », *Winston-Salem Journal*, 13 janvier 1972.
[110] *Ibidem*. « It is stupidity, according to some people's way of thinking, for black people not to use an emergency room for emergencies ».



Thomas L. Bailey speaks, flanked by the Rev. J. T. McMillan (left) of the NAACP, Mrs. Barbara Buie, the Rev. J. Ray Butler and Nelson Malloy of the Black Panthers.

Figure 13 : Conférence de presse de l'United Black Front, avril 1972 [111].

Thomas Bailey prend la parole, aux côtés du Révérend J. T. McMillan de la NAACP, de Barbara Buie, du Révérend J. Ray Butler et de Nelson Malloy du BPP.

L'hôpital fut finalement fermé et transformé en centre médical. Mais le comté continua jusqu'à la fin des années 1970 de menacer régulièrement de fermer le centre pour des raisons financières, suscitant à chaque fois une opposition très forte des militants locaux. Lee Faye Mack et Barbara Buie se battirent, entre 1972 et 1974, pour que les commissaires du comté et le conseil municipal de Winston-Salem attribuent plus de fonds, notamment fédéraux, au centre de santé Reynolds[112].

Mack avait été élue au conseil d'administration du programme Model Cities de Winston-Salem en tant que « présidente de quartier » (*neighborhood council president*). Comme évoqué précédemment, le programme était né dans le cadre de la Grande Société de Johnson mais il ne vit le jour qu'en 1969, soit au moment où Nixon arriva au pouvoir en promettant de mettre un terme à la « Guerre contre la pauvreté » de Johnson[113]. Le programme prit fin à l'hiver 1974 et avec lui, la participation active des résidents des quartiers ciblés par ce programme qui avait permis, selon l'historien Kent Germany, de développer « la cause de la démocratie participative au sein des communautés noires au niveau local[114] ».

[111] « Black Group Sets Vote on Hospital Issue », *Winston-Salem Journal*, 7 avril 1972, p. 2.
[112] Steve Bennett, « Blacks Ask for Support of Family Health Center », *The Sentinel*, 9 avril 1974, p. 2. Tom Dillon, « About Plans for U.S. Funds », *Winston-Salem Jounral,* 19 décembre 1974, p .34.
[113] B. Weber et A. Wallace, « Revealing the Empowerment Revolution », *op. cit.*, p. 174.
[114] Kent Germany, *Making a New Louisiana: American Liberalism and the Search for the Great Society in New Orleans, 1964-1974*, Thèse de doctorat en histoire, Nouvelle-Orléans, Tulane University, 2000, p. 465 cité dans B. Weber et A. Wallace, « Revealing the Empowerment Revolution », *op. cit.*, p. 184.

Mack reprochait aux conseillers municipaux de ne pas faire d'efforts pour maintenir une véritable participation citoyenne aux prises de décisions affectant les politiques sociales et de rénovation urbaine[115]. Elle estimait aussi qu'il fallait trouver un moyen de faire en sorte que les *leaders* de la communauté (elle entendait par là le personnel politique, les pasteurs, les médecins, les avocats) rendent des comptes à celles et ceux qu'ils étaient censés représenter[116]. Lee Faye Mack avait d'ailleurs fait partie de la délégation de Winston-Salem à la convention de Gary de 1972[117], démontrant une nouvelle fois sa participation au mouvement Black Power dans ses diverses formes.

Pour les Panthères, l'absence de soutien suffisant des élus municipaux noirs sur la question de l'accès aux soins justifiait la nécessité de présenter des candidats aux élections[118]. Pour Harambee aussi, il était temps de rompre avec le statu quo selon lequel l'élite blanche achetait le vote des électeurs noirs sans jamais défendre réellement leurs intérêts.

2.2. « L'élection volée » de 1974

À seulement 24 ans, après deux ans de préparation, Larry Little annonça finalement qu'il se présenterait aux élections municipales de 1974 pour la circonscription du Nord (*North Ward*) contre l'élu noir sortant Richard N. Davis, jugé trop conciliant avec l'élite blanche et trop déconnecté des préoccupations des Africains Américains précaires. Davis avait été élu en 1970, le premier conseiller municipal noir à avoir remporté la primaire démocrate avec un nombre significatif de suffrages d'électeurs blancs (la circonscription comptait alors 50,6 % d'électeurs blancs)[119]. Little estimait par ailleurs que le conseil municipal dans son ensemble ne prêtait pas suffisamment d'attention à la circonscription du Nord et qu'il fallait de meilleurs programmes d'aide à la dépendance aux drogues et de cures de désintoxication, de meilleurs programmes d'aide à l'emploi pour les jeunes et la création d'une commission citoyenne pour enquêter sur les cas de violences policières (*citizen revew committee*)[120]. Little annonça son intention de se présenter au moment où le service d'ambulance gratuit opéré par le BPP devint enfin fonctionnel après l'autorisation du comté. Les articles de presse mirent

[115] « Development Panel to Meet Despite Uncertain Future », *The Sentinel*, 19 septembre 1974, p. 3.
[116] « "We must make the so-called leaders who are in a position to do and don't do accountable to the community they supposedly represent". Lee Faye Mack said that by leaders she meant "politicians, ministers, doctors, lawyers – anyone who is considered a leader" ». « Group Forms to Support Panther Ambulance Service, *Winston-Salem Journal*, 25 octobre 1974, p. 12.
[117] « City Blacks to Attend Convention », *op. cit.*
[118] Bill Gilkeson, « Panthers to Oppose Some Black Politicians », *Winston-Salem Journal*, 14 juin 1974, p. 39.
[119] Stephen Hoar, « Eye-to-Eye in the North Ward », *The Sentinel*, 22 septembre 1977, p. 14.
[120] Warren King, « Service to Community Beats Confrontation, Panthers Say », *The Charlotte Observer*, 11 février 1974, p. 6.

alors en avant la transformation du BPP depuis ses débuts sulfureux. Ils soulignèrent l'accent mis sur les programmes de survie et sur les stratégies électorales (avec trois Panthères responsables de circonscription) tout en rappelant le passif judicaire de Little, en particulier dans l'affaire du vol de camion de 1973 qui se termina par une négociation de peine[121].

Malgré le discours très critique du BPP envers les Démocrates et contrairement à Elaine Brown et Bobby Seale qui se présentèrent aux élections de 1973 sous l'égide du BPP d'Oakland[122], Little décida de se présenter en tant que Démocrate. Il décrit sa candidature ainsi : « c'était un cercle fermé de vieux de la vieille et voilà que je débarquais là-dedans[123] ». Il obtint tout de même le soutien de l'organe central du parti pour faire campagne. Pendant la campagne, Little mit en avant les programmes du BPP à destination de la communauté. Il se fit également le porte-parole de 25 employés du réseau de transport de Winston-Salem et plaida leur cause auprès du conseil municipal. Les salariés se plaignaient que l'entreprise mandatée par la ville refusait de leur payer leurs heures supplémentaires, les forçait à conduire des bus dangereux et faisait du favoritisme[124]. Son adversaire, Richard Davis répondit que les employés devraient plutôt faire connaître leurs revendications à la régie des transports en commun et qu'une municipalité ne pouvait pas négocier avec des employés syndicalisés, car cela était illégal en Caroline du Nord[125]. Little fut aussi l'un des rares candidats aux primaires pour le conseil municipal à s'opposer à la mise en place d'une taxe sur les produits de consommation, car cette dernière impacterait injustement les plus pauvres. Son adversaire, Richard Davis, soutenait l'impôt mais avec une réduction sur les produits alimentaires. Cette première candidature de Little fut donc étroitement associée au BPP. Little mit en avant sa proximité avec la population noire de sa circonscription, contrairement à son adversaire, et se démarqua par des positions plus controversées, comme l'illustre son soutien aux employés syndiqués.

Dans son tract de campagne (**Figure 14**), Little mit l'accent sur son engagement de longue date sur le terrain pour les habitants de la circonscription à travers les nombreux programmes pour la survie du BPP (qui avaient d'ailleurs fait la popularité du parti). Le BPP n'était pourtant jamais explicitement mentionné. Little cherchait ainsi sans doute à dépasser

[121] *Ibidem*. « Head of Panthers to Run for Board of Aldermen », *Winston-Salem Journal*, 26 janvier 1974, p. 9.
[122] R. O. Self, *American Babylon*, *op. cit.*, p. 307.
[123] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.* « It was a good ole' boy network. And here I was, barging into this process ».
[124] Stephen Hoar, « Officials Hear Complaints From Bus Employes, Union », *The Sentinel*, 17 avril 1974, p. 20. « Bus Line Workers Complain », *Winston-Salem Journal*, 17 avril 1974, p. 18.
[125] S. Hoar, « Officials Hear Complaints », *op. cit.*

l'image de radical dangereux et violent qui lui collait à la peau et dont se servaient ses adversaires. Selon Little, l'entourage de Richard Davis essaya de faire peur aux électeurs en mettant en avant son profil de Panthère qui viendrait « brûler leurs maisons[126] ». Mais le tract valorisait aussi clairement son engagement auprès des habitants du North Ward. Ainsi, il montrait une photo de Little devant l'ambulance du Parti (où l'on pouvait deviner l'inscription « Service d'ambulance gratuit du Black Panther Party »), une photo de Little demandant au comté d'autoriser la mise en service de l'ambulance et une photo de Little faisant un discours lors d'un rassemblement pour un « Community Survival Day[127] ». Il se présentait avant tout comme un candidat *grassroots*, le mieux à même de défendre les intérêts « des pauvres et des opprimés[128] » car son engagement dans les Panthères lui avait permis « de devenir un *leader* grâce à son engagement et son dévouement à la communauté » et de « comprendre complètement la nature des problèmes auxquels la communauté [devait] faire face[129] ».

Les références implicites à son engagement dans le BPP, les programmes pour la survie tels que la campagne de sensibilisation à la drépanocytose ou le service d'ambulance gratuit ainsi que ses références au peuple, aux pauvres, aux Noirs, aux opprimés et aux « segments les plus vulnérables de nos communautés[130] », ne laissaient aucun doute sur le fait qu'il s'adressait avant tout aux citoyens Africains Américains de la circonscription, qui représentaient 49,4 % de la population totale du North Ward en 1974[131]. Chez Howard Lee (**Chapitre 1**), l'insistance sur le fait qu'une fois élu, il serait le représentant « de tous les citoyens » servait à démontrer qu'il ne serait pas l'élu des Africains Américains mais bien de tous les citoyens de Chapel Hill. Dans le tract de Larry Little, il semble que la proposition « à l'écoute des besoins de tous les citoyens » serve plutôt à souligner le fait que les citoyens les plus délaissés par les élus et le gouvernement en place, c'est-à-dire les Africains Américains du North Ward, et en particulier les plus pauvres, auraient enfin un « vrai » représentant[132], à la fois issu du même milieu qu'eux et ayant aussi déjà fait ses preuves. Comme nous l'avons

[126] *Ibidem.* « Larry Little is a Black Panther […] he'll burn your houses down ».
[127] Tract de campagne « Elect the People's Candidate: Larry Little, Alderman, North Ward », 1977, Carton 2, Dossier 26 dans Larry Little Manuscript Collection.
[128] « Poor and oppressed people ». « Elect the People's Candidate », *op. cit.*
[129] *Ibidem*. « Having emerged as a leader through my service, commitment, and dedication to the community, I thoroughly understand the nature of the problem facing our community ».
[130] « I further believe that city government should invest more resources for the social and economic development in the critical sections of our communities ». *Ibid*.
[131] Stephen Hoar, « Eye-to-Eye in the North Ward », *The Sentinel*, 22 septembre 1977, p. 14.
[132] « The people are in the same manner, organizing to elect their first true Alderman to act in their interest, beginning the process of creating people's government in Winston-Salem ». *Ibid*.

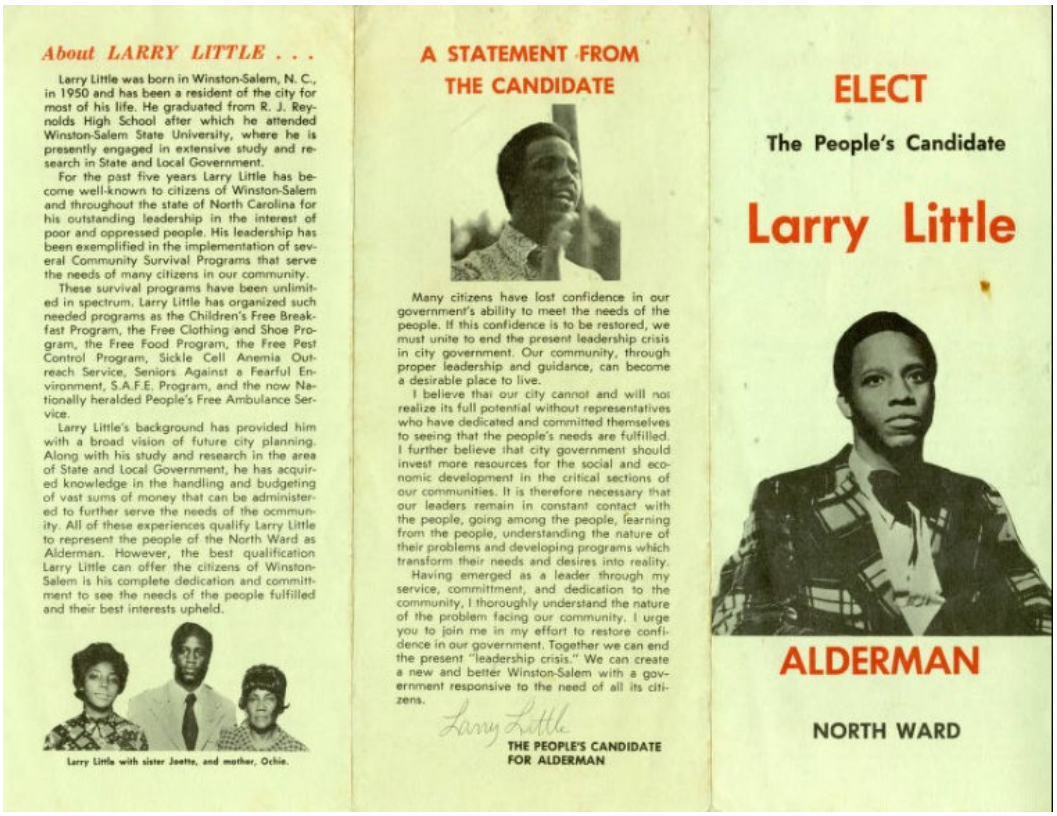
vu précédemment, de nombreux citoyens Africains Américains du North Ward estimaient ne pas être bien représentés par les élus noirs au pouvoir.

L'esthétique du tract contrastait avec l'iconographie révolutionnaire du BPP des origines : Little était en costume sur les photos et se montrait même avec sa mère et sa sœur pour mettre en avant l'image d'un homme de famille. Les photos de Little devant l'ambulance, lors d'un rassemblement organisé par le BPP mais aussi devant les commissaires de comté renvoyaient l'image d'un militant proche des électeurs, tout autant capable de faire des discours passionnés, de créer et soutenir des programmes répondant directement aux besoins des habitants les plus défavorisés mais aussi d'utiliser les canaux institutionnels.

Enfin, le tract présentait la campagne de Little comme venant de la base, « une campagne du peuple[133] » pour pouvoir « créer un gouvernement du peuple pour commencer à nous mettre à l'abri et à nous développer, deux choses qu'on ne devrait jamais refuser à âme qui vive sur cette planète[134] ». Ce discours faisait ainsi écho à la philosophie du BPP et notamment très indirectement aux points n°1 et n°10 du « Programme en dix points » (ci-dessous) mais sans la dimension révolutionnaire et l'appel à la légitime défense :

> 1. Nous voulons la liberté. Nous voulons le pouvoir de déterminer le destin de notre communauté noire.
> Nous pensons que les Noirs ne seront pas libres tant que nous ne pourrons pas déterminer notre destin. […]
> 10. Nous voulons de la terre, du pain, des logements, l'éducation, des vêtements, la justice et la paix. […][135]

[133] « a people's campaign ». *Ibid*.
[134] « to begin the process of creating a people's government to begin to secure and develop ourselves, those things which should be denied no living soul on the face of the earth ». *Ibid*.
[135] H. Newton et B. Seale, « Ten-Point Program », *op. cit.*



About LARRY LITTLE . . .

Larry Little was born in Winston-Salem, N. C., in 1950 and has been a resident of the city for most of his life. He graduated from R. J. Reynolds High School after which he attended Winston-Salem State University, where he is presently engaged in extensive study and research in State and Local Government.

For the past five years Larry Little has become well-known to citizens of Winston-Salem and throughout the state of North Carolina for his outstanding leadership in the interest of poor and oppressed people. His leadership has been exemplified in the implementation of several Community Survival Programs that serve the needs of many citizens in our community.

These survival programs have been unlimited in spectrum. Larry Little has organized such needed programs as the Children's Free Breakfast Program, the Free Clothing and Shoe Program, the Free Food Program, the Free Pest Control Program, Sickle Cell Anemia Outreach Service, Seniors Against a Fearful Environment, S.A.F.E. Program, and the now Nationally heralded People's Free Ambulance Service.

Larry Little's background has provided him with a broad vision of future city planning. Along with his study and research in the area of State and Local Government, he has acquired knowledge in the handling and budgeting of vast sums of money that can be administered to further serve the needs of the ocmmunity. All of these experiences qualify Larry Little to represent the people of the North Ward as Alderman. However, the best qualification Larry Little can offer the citizens of Winston-Salem is his complete dedication and committment to see the needs of the people fulfilled and their best interests upheld.

Larry Little with sister Joette, and mother, Ochie.

A STATEMENT FROM THE CANDIDATE

Many citizens have lost confidence in our government's ability to meet the needs of the people. If this confidence is to be restored, we must unite to end the present leadership crisis in city government. Our community, through proper leadership and guidance, can become a desirable place to live.

I believe that our city cannot and will not realize its full potential without representatives who have dedicated and committed themselves to seeing that the people's needs are fulfilled. I further believe that city government should invest more resources for the social and economic development in the critical sections of our communities. It is therefore necessary that our leaders remain in constant contact with the people, going among the people, learning from the people, understanding the nature of their problems and developing programs which transform their needs and desires into reality.

Having emerged as a leader through my service, committment, and dedication to the community, I thoroughly understand the nature of the problem facing our community. I urge you to join me in my effort to restore confidence in our government. Together we can end the present "leadership crisis." We can create a new and better Winston-Salem with a government responsive to the need of all its citizens.

Larry Little

THE PEOPLE'S CANDIDATE FOR ALDERMAN

ELECT

The People's Candidate

Larry Little

ALDERMAN

NORTH WARD

The People's Candidate PLATFORM

The movement to elect Larry Little for North Ward Alderman is a people's campaign. A people's organized movement has rallied around Larry Little to begin the process of creating a people's government to begin to secure and develop ourselves, those things which should be denied no living soul on the face of the earth.

Larry Little will work for:

Seniors Against A Fearful Environment (S.A.F.E. Program) that provides free transportation and escort service to protect our senior citizens against muggings.

Jobs and Job Training for youth (both summer and year round) and for adult citizens that need employment.

City and County Drug Preventative and Rehabilitation Program that will effectively combat drug abuse in our community.

City Government involvement in the fight to provide decent housing for all our citizens.

City Government involvement in the effort to perserve Child Care Centers that enable Winston-Salem's poor parents to continue their education, employment and job training.

Consumer and Environment Protection that will help eliminate unfair business practices, establish pollution control measures and eliminate other hazards to public safety.

Larry Little successfully petitioning the County Commissioners for a Franchise for the People's Free Ambulance Service.

LARRY LITTLE

A UNIFYING FORCE FOR THE PEOPLE

Larry Little at the Community Survival Day where over 1,000 bags of groceries were distributed free to the community.

Larry emerged as a community leader by demonstrating his love and devotion for us through the organization of programs which the people have rallied around. Whether it be the Free Breakfast Program for the youth or Seniors Against A Fearful Environment (S.A.F.E.) Program for the aged, whether it be the Sickle Cell Anemia Outreach Service or the People's Free Ambulance, Free Clothes, Pest Control or the Free Food Programs, the people have always supported, substained and unified themselves in a very significant way around these programs which meet the daily needs of many of our citizens. The people are in the same manner, organizing to elect their first true Alderman to act in their interest, beginning the process of creating people's government in Winston-Salem.

Larry Little

TRANSFORMING THE NEEDS AND DESIRES OF THE PEOPLE INTO REALITY

Since the control of ambulance service was placed under the authority of the county, black and poor people have (because of the enormous $25.00 fee for ambulatory transportation) been denied their basic human right to health care. Recognizing the need for a free ambulance service for the citizens of Winston-Salem and Forsyth County, Larry Little began the arduous task of implementing a People's Free Ambulance Service which provides free first aid and rapid transportation for sick or injured people without time-consuming checks into the patient's financial status or means. Surmounting all opposition designed to limit the function of the ambulance service, Mr. Little, working in the interest of and in conjunction with the people, has consistantly transformed the needs and desires of the people from dreams to reality.

Figure 14 : Tract de campagne « Elect the People's Candidate: Larry Little, Alderman, North Ward », n.d.[136].

[136] Tract de campagne « Elect the People's Candidate: Larry Little, Alderman, North Ward », non daté, Carton 2, Dossier 26 dans Larry Little Manuscript Collection.

Little perdit finalement l'élection du 7 mai 1974 à huit voix près en raison de la radiation de 300 électeurs de Kimberley Park, l'ensemble de logements sociaux où Little avait grandi, des listes électorales par la commission électorale du comté (*county board of elections*), alors contrôlée par les Républicains, quelques jours avant la primaire[137]. La majorité de ces électeurs avaient été inscrits par le BPP[138]. Sa sœur avait déjà fait l'objet d'une enquête deux mois plus tôt pour avoir enfreint les règles d'inscription sur les listes électorales[139]. Little porta plainte avec le soutien de l'ACLU de Caroline du Nord. Sa plainte fut rejetée mais la commission électorale de l'État (*state board of elections*) admit que la commission de comté avait violé le droit à une procédure juste et équitable (*due process*)[140]. La cour d'appel de Caroline du Nord estima cependant qu'il était trop tard pour revenir sur les résultats de l'élection[141].

Des années plus tard, un membre de la commission des élections de l'État aurait confirmé à Little qu'il aurait remporté l'élection mais que la commission avait subi des pressions et qu'on leur avait dit que le conseil municipal ne pourrait pas fonctionner normalement avec un membre du BPP[142]. Malgré cette défaite, Devin Fergus avance que cet épisode participa à la légitimation de Little et du BPP car ils bénéficièrent à cette occasion du soutien de la NCCLU mais aussi du *Winston-Salem Journal*. Le journal, qui avait jusqu'alors été plutôt critique de Little et du parti, prit la défense de Little et appela à l'organisation de

[137] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.* Les commissions électorales de comté sont responsables de la gestion des procédures électorales au niveau local. Les trois membres de ces commissions étaient nommés par la commission électorale de Caroline du Nord. Les cinq membres de cette dernière étaient eux nommés par le gouverneur. Le parti du gouverneur dominait donc en général la commission électorale de l'État et les commissions de comté. En 1974, comme beaucoup d'autres en Caroline du Nord, la commission électorale du comté de Forsyth devint à majorité républicaine pour la première fois depuis des générations à la suite de l'élection du gouverneur républicain James Holshouser en 1972. Mike Mills, « Election Board Turnover Seen », *The Daily Times-News*, 10 novembre 1972, p. 1-B. « New Election Board to Meet Today », *Winston-Salem Journal*, 13 mars 1974, p. 16. Comme l'explique Olivier Richomme (à qui j'emprunte la traduction « commission électorale ») aujourd'hui comme historiquement, les élus des États votent les lois électorales et les élus locaux sont chargés d'interpréter ces lois et de les appliquer pour assurer le bon déroulement du processus électoral. Le système électoral est donc à la fois très décentralisé et très sujet « aux intérêts partisans ». Olivier Richomme, « Un droit de vote à deux vitesses : le système électoral à l'épreuve des années Trump », *Hérodote*, n°184-185, 1er et 2e trimestres 2022, p. 135-152, https://www.cairn.info/revue-herodote-2022-1-page-135.htm (consulté le 13 février 2024).

[138] D. Fergus, Liberalism, *Black Power*, *op. cit.*, p. 126.

[139] « Election Board to Train New Registrars, Judges », *Winston-Salem Journal*, 21 mars 1974, p. 10.

[140] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p.127. Le *due process* est une des dispositions du XIVe amendement à la Constitution. Souvent traduit en français par « droit de chaque citoyen à un procès équitable », le *due process* dépasse le simple cadre du procès. Les deux ne sont donc pas strictement équivalents. Pascal Mbongo, « Procès équitable et Due Process of Law », *Nouveaux Cahiers du Conseil Constitutionnel*, n°44, juin 2014, disponible en ligne https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/proces-equitable-et-due-process-of-law (consulté le 13 février 2024).

[141] *Ibidem*.

[142] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*

nouvelles élections en raison des infractions aux règles de radiation des listes électorales[143]. De plus, en faisant appel à la NCCLU et en utilisant la clause de *due process* du 15e amendement pour défendre sa cause, le BPP de Winston-Salem s'était encore plus rapproché du constitutionalisme libéral, franchissant ainsi une étape de plus vers une légitimité politique conventionnelle selon Fergus.

2.3. La victoire de 1977

À la suite de sa défaite en 1974, Little prit le rôle de porte-parole du BPP dans l'affaire Joan Little, ce qui lui permit d'acquérir une stature régionale et même nationale. Cette affaire devint le symbole des violences sexuelles faites aux femmes noires au nom de la suprématie blanche et mobilisa ainsi une coalition de militants et militantes du mouvement de libération noire et du mouvement féministe, mais aussi des personnalités politiques de différents bords[144]. Joan Little encourait la peine de mort pour avoir tué un gardien de prison qui était en train de la violer dans sa cellule. Elle fut finalement acquittée grâce à la mobilisation pour la défendre. Fort de ce succès, Larry Little revint à Winston-Salem à l'automne 1975 avec l'intention de se présenter à nouveau aux élections municipales de 1977. Dès septembre 1975, Little annonça vouloir préparer le terrain pour sa future campagne en inscrivant notamment des électeurs noirs sur les listes[145].

Quelques mois plus tard, en février 1976, Little quitta définitivement le BPP en pleine désillusion, alors que ce dernier était en train de péricliter, affaibli par la répression, les condamnations, les problèmes d'addiction de certains membres et le repli de l'organe central d'Oakland sur lui-même[146]. Bien que son départ du parti ait certainement contribué à le rendre plus acceptable pour la majorité des électeurs, la genèse de sa deuxième campagne a bien eu lieu alors qu'il était encore à la tête du BPP de la ville et peut donc être interprétée dans la continuité des efforts de percées électorales du parti. Pour s'assurer qu'on ne lui « volerait »

[143] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p. 127.
[144] Danielle L. McGuire, « Power to the Ice Pick! » dans *At the Dark End of the Street: Black Women, Rape and Resistance. A New History of the Civil Rights Movement from Rosa Parks to the Rise of Black Power*, New York, Knopf Doubleday Publishing, 2011, p.216. Voir aussi : Devin Fergus, « In Defense of Sister Joan: The Joan Little Case and American Justice in the Cosmopolitan South, 1974-1975 » et « Speaking Truth to Black Power: Cosmopolitan Black Nationalism and its Gendered Discontents » dans D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit*., p.132-165 et p.166-195. Christina Greene, *Free Joan Little: The Politics of Race, Sexual Violence, and Imprisonment*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2022.
[145] Winston Cavin, « Larry Little Back in Winston », *The Sentinel*, 12 septembre 1975, p. 17.
[146] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.* Paul Slater, « Larry Little Quits Panthers: Personal and Political Reasons Cited », *The Sentinel*, 4 février 1976, p.1.

pas à nouveau la victoire[147], Little et ses soutiens avaient dès 1974 mis en place une stratégie d'infiltration des instances du Parti républicain. En effet, plusieurs membres ou proches du BPP changèrent leur affiliation partisane sur les listes électorales[148], comme par exemple Nelson Malloy, le numéro 2 du parti, Joette Little, la sœur de Larry Little ou Barbara Buie, la militante de défense de l'aide sociale[149]. L'objectif était d'avoir des sympathisants habilités à inscrire les électeurs sur les listes électorales mais aussi à compter les voix de chaque *precinct* dans les deux partis. Mais cette désolidarisation du Parti démocrate traduisait aussi une volonté d'indépendance vis-à-vis de ce dernier et devint un élément récurrent du répertoire d'action des militants démocrates Africains Américains à Winston-Salem comme nous le verrons plus loin.

Little ayant quitté le BPP en 1976, la presse locale était moins négative à son encontre, tout en préférant Davis. Un éditorial du *Winston-Salem Chronicle*, le journal africain-américain de la ville créé en 1974, paru quelques jours avant la primaire, comparant Little à son adversaire Davis, le décrivit comme un idéaliste radical antisystème inexpérimenté qui au pire serait inutile plutôt que dangereux[150]. La rédaction définit l'affrontement ainsi : « l'Expérience contre l'Idéalisme », et se demanda si « quelques années d'expérience de plus enseigneraient à Little la prudence et la diplomatie de Davis » et confirmeraient ainsi l'adage selon lequel « un conservateur est un ancien radical qui a vieilli[151] ». Un autre article du *Sentinel* affirma que Little « incarn[ait] la contestation contre "le système" » et qu'il utilisait parfois une rhétorique radicale qu'il avait apprise lors des « conférences pour la survie » organisées par l'organe central du BPP à Oakland. Alors que Little bénéficiait du soutien des militants noirs « anti-establishment », Davis était soutenu par la commissaire de comté africaine-américaine, Mazie S. Woodruff, une personnalité politique influente du Parti démocrate local, soulignait le *Sentinel*. Davis était aussi connu pour coopérer avec « le pouvoir[152] » et avait le soutien du *Chronicle* comme noté plus haut, donc d'une certaine frange de l'élite noire de la ville.

[147] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[148] Aux États-Unis, les électeurs s'inscrivent sur les listes électorales en tant que Démocrate, Républicain ou indépendant (afin de déterminer qui était autorisé à voter lors des primaires de chacun des deux partis).
[149] Bill Gilkeson, « Some Blacks Change Political Party », *Winston-Salem Journal*, 6 octobre 1974, p.3.
[150] « The Candidates: A Chronicle Evaluation », *Winston-Salem Chronicle* (éditorial), 24 septembre 1977, p.4.
[151] « Experience v. Idealism » ; « It would be interesting if a few years' experience teaches Larry Little some of Davis' caution and diplomacy » ; « a conservative is a radical who has grown old ». « The Candidates: A Chronicle Evaluation », *op. cit*.
[152] « Power structure ». S. Hoar, « Eye-to-Eye in the North Ward », *op. cit*.

Dans un discours de campagne lors d'un dîner pour lever des fonds, Little se présenta dans la lignée du Dr. Martin Luther King pour neutraliser les attaques contre lui, selon lesquelles il serait un dangereux radical, destinées à dissuader les électeurs de voter pour lui. Il rappela que le Dr. King était lui-même dépeint comme un « agitateur » et qu'il était justement nécessaire de troubler l'ordre établi au vu de l'incompétence du gouvernement municipal qui perpétuait les inégalités. Il critiqua aussi à cette occasion les élus qui ne se rendaient disponibles pour leurs électeurs qu'au moment des élections[153].

Concernant son programme, Little mit cette fois-ci moins l'accent sur la mise en place des programmes pour la survie par le gouvernement municipal que sur des propositions plus consensuelles : une véritable participation citoyenne, une réglementation plus stricte du logement, une politique de discrimination positive plus robuste, une commission citoyenne sur les violences policières et une politique plus juste de licenciement des employés municipaux[154]. Le mot d'ordre de sa campagne était toutefois le même qu'en 1974 : « que le gouvernement municipal soit à l'écoute des besoins des opprimés[155] » en « portant le peuple au pouvoir[156] ».

La victoire de Little sur Davis fut cette fois-ci écrasante avec 80 % des voix[157]. L'électorat de la circonscription avait changé entre 1974 et 1977 : l'électorat blanc avait chuté de 50,6 % à 30,6 % en raison du redécoupage de la circonscription. Davis avait remporté l'élection de 1974 en remportant les deux *precincts* blancs et un *precinct* noir[158]. Cette fois-ci, Little remporta tous les *precincts* sauf les deux restés en majorité blancs (Mineral Springs et Forest Hill). Grâce aux stratégies mises en place en amont, Little bénéficia de plus de voix dans les *precincts* à majorité africaine-américaine[159].

Malgré sa victoire écrasante, Little dut faire face à une candidature spontanée de dernière minute, la veille de l'élection générale (*write-in campaign*[160]). Traditionnellement le

---

[153] « 1977 Campaign for Alderman Speech for Dinner », Carton 2, Dossier 28 dans Larry Little Manuscript Collection.
[154] Tract de campagne « Handbill, 1977 Election Campaign », Carton 2, Dossier 37 dans Larry Little Manuscript Collection.
[155] « Make city government sensitive to the needs of the oppressed ». S. Hoar, « Eye-to-Eye in the North Ward », *op. cit*.
[156] « Put the People in Office ». « Handbill, 1977 Election Campaign », *op. cit*.
[157] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p. 128.
[158] S. Hoar, « Eye-to-Eye in the North Ward », *op. cit*.
[159] « Two Veterans Fall to Old Foes », *The Sentinel*, 28 septembre 1977, p. 20.
[160] Selon la législation en vigueur en Caroline du Nord qui était assez floue à ce sujet, tout candidat pouvait jusqu'au dernier moment se présenter. Les électeurs devaient alors écrire à la main le nom du candidat sur un

candidat démocrate qui avait remporté la primaire était systématiquement élu sans opposition. Le candidat *in extremis* en question était un ancien proviseur de lycée démocrate blanc que d'anciens soutiens de Davis avaient encouragé à se présenter[161]. Little remporta ce duel sans difficulté avec 1 230 voix contre 787[162], mais cela témoigne de la profonde réticence de la vielle garde du Parti démocrate à laisser une ancienne Panthère entrer au conseil municipal, en particulier dans les *precincts* à majorité blanche. En effet, son adversaire obtint pratiquement toutes ses voix des *precincts* de Mineral Springs et Forest Hills[163].

En outre, les élections municipales de 1977 firent l'objet d'un face-à-face assez révélateur des réticences du Parti démocrate local à soutenir des candidats noirs, engagés de surcroit. En effet, de nombreux Démocrates Africains Américains espéraient élire pour la première fois un maire africain-américain à Winston-Salem. L'enjeu était très symbolique car comme à Chapel Hill, Winston-Salem avait un système de gouvernance (*city manager-council*) reposant sur un gestionnaire de la ville (*city manager*), et le maire ne pouvait donc voter qu'en cas d'égalité entre les conseillers municipaux. Carl H. Russell, conseiller municipal noir de la circonscription du Northeast Ward depuis 1961, se présenta contre Wayne A. Corpening, vice-président de la puissante banque Wachovia et responsable du Parti démocrate du comté de Forsyth[164]. Russell s'était opposé pendant des années aux magnats de Reynolds et Hanes et avait pris des positions engagées sur les émeutes de 1967 et contre les violences policières[165]. Il remporta la primaire du parti en septembre mais comme il n'avait pas remporté de majorité stricte (supérieure à 50 % des votants), son adversaire était en droit demander un second tour (*runoff*). Russell perdit cette seconde élection[166].

La défaite de Russell divisa les militants Africains Américains engagés dans les stratégies électorales. Une partie d'entre eux, dont Larry Little, soutinrent une campagne d'inscription à la main sur les bulletins de vote en novembre (*write in*) pour Carl Russell. Lee Faye Mack, alors responsable de circonscription (*precinct official*), créa, avec le soutien de Barbara Buie, également responsable de circonscription, et Howard Wiley, le directeur de

---

bulletin de vote prévu à cet usage (puisque le nom du candidat de dernière minute n'était donc sur aucun bulletin officiel). Mark Wright, « Confusion in the Counting: Elections Board Searching for the Facts », *The Sentinel*, 9 novembre 1977, p. 17.

[161] Mark Wagenveld, « Write-In Opposes Little », *Winston-Salem Journal*, 8 novembre 1977. Art Eisenstadt, « Retired Principal Challenges Little », *The Sentinel*, 7 novembre 1977, p. 1-2.

[162] « City Elections », *The Sentinel*, 9 novembre 1977, p. 17.

[163] *Ibidem*.

[164] Stephen Hoar, « Carl Russell Decides He'll Try for Mayor », 18 août 1977, p. 21.

[165] A. Dunston, *Black Struggle*, *op. cit.*, p. 229-232 et p. 270.

[166] A. Dunston, *Black Struggle*, *op. cit.*, p. 261-267.

campagne de Little, « Les Démocrates Noirs pour Lauerman » (Black Democrats for Lauerman). Le groupe ainsi créé avait pour but de soutenir le candidat républicain car Mack estimait qu'il avait plus de chances que Russell de battre Corpening dans une campagne de *write-in*[167]. Mack reprochait à Corpening d'avoir « profité des votes anti-noirs » lors du second tour contre Russell « sans répondre aux problèmes les plus importants pour la communauté noire » alors que Lauerman était plus réceptif à leurs demandes[168]. Corpening remporta finalement les élections, presque sans aucune voix du bloc traditionnel des Démocrates noirs[169].

Cet épisode illustre la difficulté, voire l'impossibilité, pour les Démocrates Africains Américains d'élire des représentants au-delà des circonscriptions où ils étaient majoritaires mais aussi à quel point le pouvoir en place restait très réticent face aux revendications des électeurs Africains Américains. Il met aussi en lumière les stratégies employées pour faire pression sur le Parti démocrate local, notamment en utilisant le Parti républicain. Ce rapport de force, d'une part entre les Démocrates blancs au pouvoir au conseil municipal et contrôlant l'appareil politique local et, d'autre part, les élus Africains Américains, ne fit que se renforcer avec l'arrivée au pouvoir de Larry Little aux côtés de deux élues africaines-américaines ayant aussi fait campagne sur leur lien étroit avec les classes populaires et les associations de terrain (Virginia Newell pour l'East Ward et Vivian Burke pour le Northeast Ward). Ces trois circonscriptions recouvraient l'ensemble d'East Winston, la partie est de la ville où vivait la grande majorité de la population africaine-américaine (voir **Figure 15**).

Avant son élection, Vivian Burke était conseillère d'orientation et très active dans le Parti démocrate. Elle était responsable de *precinct*, déléguée aux conventions du Parti au niveau du comté, du *district* et de l'État. Elle avait été impliquée dans l'agence de lutte contre la pauvreté Experiment in Self-Reliance (ESR) et dans des organisations comme le YMCA et le National Council of Negro Women. Elle avait aussi été présidente du comité de campagne de Shirley Chisholm dans le comté de Forsyth en 1972. Burke s'était fait élire sur un programme assez consensuel comprenant notamment la mise en place d'une commission

[167] A. Eisenstadt, « Retired Principal », *op. cit.*
[168] Mark Wagenveld, « Lauerman Wants Freeway Scrapped », *Winston-Salem Journal*, 27 octobre 1977, p. 13.
[169] Stephen Hoar, « Corpening Apparent Winner; Lauerman Will Not Concede », *The Sentinel*, 9 novembre 1977, p. 1.

citoyenne sur les violences policières et une politique de discrimination positive plus robuste[170].

Virginia Newell était professeure de mathématiques à Winston-Salem State University et avait un profil similaire à celui de Vivian Burke. Très active dans le Parti démocrate, responsable de circonscription, elle avait été déléguée aux conventions du Parti démocrate au niveau local, du *district* et de l'État. Elle avait aussi été membre de l'organe décisionnaire du parti de l'État (*State Democratic Executive Committee*) et présidente du comité de campagne de Shirley Chisholm à l'échelle de l'État[171]. Tout comme Burke, elle avait été membre du conseil d'administration d'ESR[172]. À l'instar de Little, elle s'était présentée aux élections municipales de 1974 contre un poids lourd de la politique locale, C. C. Ross, élu africain-américain, en poste depuis la création de la circonscription de l'East Ward en 1965. Newell se décrivait comme une « insurgée » qui allait défier le statu quo politique et accusait Ross d'être trop déconnecté des électeurs.

Elle avait en effet été choquée par une réunion du conseil municipal du 16 octobre 1972. Le conseil avait alors décidé de ne plus utiliser les subventions du programme Model Cities en priorité pour développer des services sociaux, mais plutôt de les utiliser pour la rénovation urbaine (*urban renewal*)[173]. Newell estimait que les habitants de son quartier avaient été ainsi « ignorés », « rejetés » et que le conseil était sourd aux besoins des citoyens, car toutes leurs propositions dans le cadre de Model Cities avaient été rejetées par le conseil. Elle avait notamment porté un projet de magasin de vêtements qui permettrait d'engager et de former des personnes pauvres[174]. Newell avait donc fait campagne autour d'une meilleure représentation des citoyens dans les prises de décisions et l'amélioration de la qualité de vie de famille à East Winston. Elle avait finalement perdu face à Ross à 33 voix près lors d'un second tour en 1974, mais l'emporta très largement en 1977 (1 547 voix contre 769)[175]. Malgré leurs divergences, Larry Little, Virginia Newell et Vivian Burke formèrent une alliance tout au long de leurs mandats respectifs. Il restait cependant à voir comment ils pourraient peser sur la gouvernance de la ville, en particulier sur la distribution des ressources

[170] « Burke to Seek Office », *Winston-Salem Chronicle*, 13 août 1977, p. 1.
[171] « Another Rematch in East Ward », *The Sentinel*, 22 septembre 1977, p. 15.
[172] « W-S State Professor Seeks East Ward Alderman Seat », *The Sentinel*, 15 février 1974, p. 13.
[173] Ce changement de priorité correspondait en fait à la nouvelle orientation donnée par le gouvernement fédéral sous Nixon. Avec la fin des programmes de la Grande Société, l'accent était en effet désormais mis sur les projets de rénovation urbaine pilotés par les collectivités locales en accord avec la philosophie du Nouveau Fédéralisme. B. Weber et A. Wallace, « Revealing the Empowerment Revolution », *op. cit.*, p. 175 et p. 189.
[174] Stephen Hoar, « East Ward: Experience v. Change », *The Sentinel*, 3 juin 1974, p. 5.
[175] « Old Foes Return to Take 2 Wards », *The Sentinel*, 28 septembre 1977, p. 17 et p. 20.

dans le cadre des transformations majeures en cours, alors qu'ils étaient en minorité au conseil.

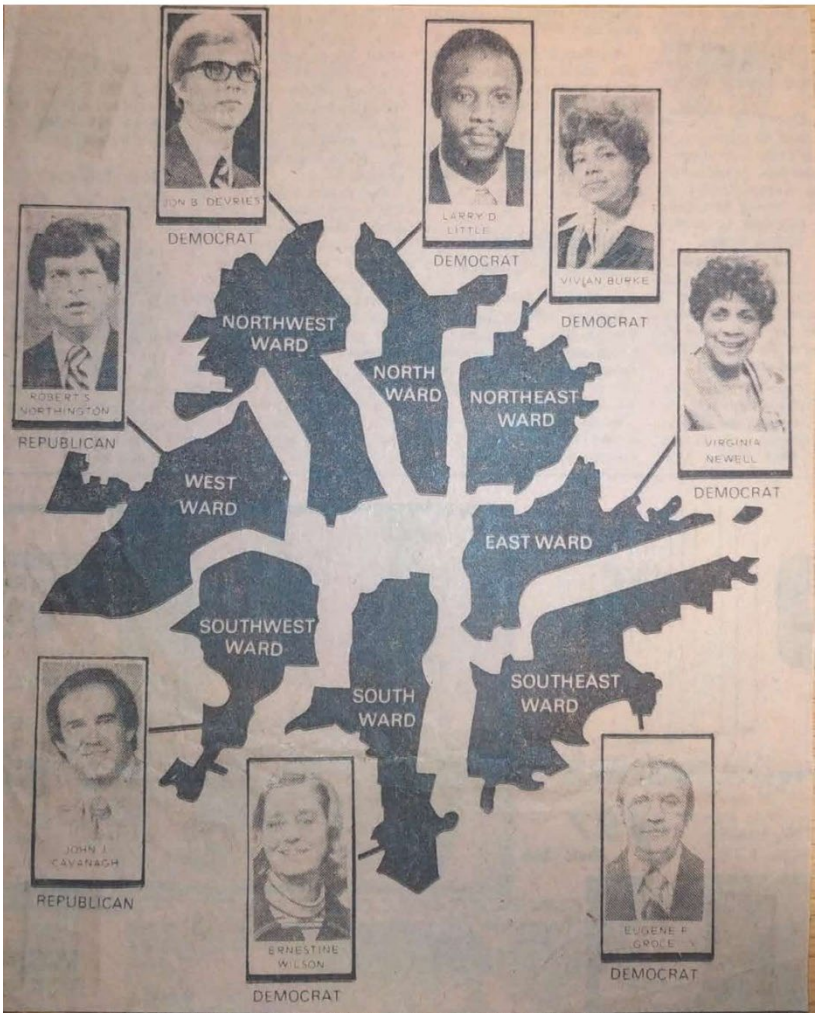


Figure 15 : Carte électorale des circonscriptions de Winston-Salem pour le conseil montrant les vainqueurs élus aux élections municipals du 8 novembre 1977[176].

3. LE SYSTÈME EST LA CLÉ : POLITIQUES URBAINES ET STRATÉGIES ÉLECTORALES

Une fois élu, l'objectif de Larry Little était autant que possible d'arracher des victoires au système pour l'ensemble des citoyens Africains Américains de sa circonscription, et même de la ville, plutôt que de favoriser uniquement l'élite. Il devint ainsi « le militant » au conseil municipal et se fit remarquer pour ses prises de positions plus radicales que celles des autres élus et pour ses pratiques non conventionnelles. Pour autant, les mandats de Little ne peuvent

[176] Howard Carr et Mark Wagenveld, « Democrats Retain Control of Board », *Winston-Salem Journal*, 9 novembre 1977, p. 3.

pas être considérés comme un bouleversement radical des pratiques politiques mais peuvent être vues comme des tentatives d'exercer une pression politique en faveur des quartiers noirs défavorisés, notamment en formant une coalition avec les deux autres élues noires au conseil, et parfois même avec les Républicains. Pour ce faire, il essaya de faire en sorte que les subventions fédérales dédiées aux politiques de rénovation urbaine puissent réellement profiter aux habitants à faibles revenus. Little utilisa aussi son statut pour soutenir des causes politiques. Quelques mois après son élection, Little utilisa par exemple son nouveau statut pour prendre la défense d'un ancien sympathisant du BPP, Rodney Sumler. Premier africain-américain nommé responsable administratif dans le département des loisirs, il s'était fait licencier par la ville quelques années plus tôt et avait intenté un procès à la ville pour licenciement abusif dès 1975. Little témoigna lors du procès qui commença en 1978, accusant la ville de l'avoir licencié pour ses prises de positions politiques, notamment parce qu'il avait aidé à l'achat d'un van pour un des programmes de petits-déjeuners gratuits du parti et qu'il avait été habilité à inscrire des citoyens sur les listes électorales[177].

3.1. Négocier l'austérité budgétaire : politiques urbaines et développement communautaire

La question de la répartition des subventions fédérales fut au cœur de nombreux conflits au cours de ses mandats successifs, surtout entre 1978 et 1979. Dès la première année après son élection, Little provoqua un scandale en empêchant le conseil municipal de voter en faveur d'une demande de subventions fédérales à hauteur de 3,65 millions de dollars auprès du ministère du Logement et du Développement Urbain (Housing and Urban Development, HUD)[178], dix jours avant la date limite, alors qu'un accord avait été trouvé après des semaines de réunions de quartiers et de réunions publiques organisées par le conseil. Ces subventions devaient servir au développement urbain communautaire (*community development*). Little s'opposait au projet en l'état car il ne ciblait pas suffisamment les quartiers qui en avaient le plus besoin, en particulier, selon lui, ceux d'East Winston. Little fit usage d'une règle rarement utilisée qui permettait à un élu de reporter le vote sur une mesure[179]. Il justifia sa démarche ainsi : « je ne crois pas que ce dispositif de *community development* reflète suffisamment les besoins les plus urgents de notre ville. Je pense que ces subventions seront

[177] David Bailey, « Dismissal Hurt Sumler, Larry Little Testifies », *Winston-Salem Journal*, 18 janvier 1978, p.9. Rebecca Olmstead, « Sumler Vs. City Begins », *The Sentinel*, 12 janvier 1978, p. 17.
[178] Équivalent au Ministère du Logement et de la Ville.
[179] Stephen Hoar, « Aldermen Plan Special Session to Save Grant », *The Sentinel*, 4 avril 1978, p. 1.

distribuées sur la base de la cupidité plutôt que du besoin[180] ». Une majorité des subventions devait profiter à la circonscription du Sud de la ville, plutôt qu'aux circonscriptions du Nord et du Nord-Est. Little affirma aussi que la communauté noire n'avait pas eu un rôle assez important dans le processus de décision. Il fut très critiqué, notamment par la presse. Un journaliste du *Winston-Salem Journal* accusa Little d'avoir commis une faute politique grave qui lui coûterait sa crédibilité, surtout auprès des citoyens modestes qu'il prétendait défendre, pour faire la une des journaux à l'occasion du dixième anniversaire de l'assassinat du Dr. Martin Luther King (jour où Little empêcha le vote)[181]. Il fut cependant rejoint non seulement par les deux élues africaines-américaines du conseil mais aussi par la section locale de la NAACP.

Little, Newell et Burke unirent en effet leurs forces pour protester contre le projet de demande de subventions HUD en avril 1978 et furent soutenus par la section locale de la NAACP. Pour eux, en l'état, ce projet était discriminatoire envers les Africains Américains[182]. En outre, les fonds prévus pour les quartiers noirs devaient être utilisés pour démolir plutôt que pour rénover. Les trois élus présentèrent un projet alternatif qui aurait permis une distribution plus équitable des subventions pour la rénovation de leurs circonscriptions et garantirait que la ville s'engage à construire des nouveaux logements et à arrêter les démolitions sauf en cas de péril immédiat. Pour Little, les propriétaires malhonnêtes (*slum landlords*) étaient ceux qui avaient le plus profité jusque-là des politiques de rénovation urbaine et de développement communautaire (*community development programs*), tout en continuant de louer des logements misérables[183].

Ces dernières étaient au cœur de la fabrique des inégalités raciales et sociales des villes étatsuniennes depuis la Seconde Guerre Mondiale. Les politiques de rénovation urbaine (*urban renewal*) remontaient au New Deal et s'étaient intensifiées dans les années 1950[184]. Le gouvernement fédéral fit de la démolition des quartiers pauvres délabrés des centres-villes

[180] Mark Wagenveld, « Little's Delaying Tactic May Aid Poor City Areas », *Winston-Salem Journal*, 5 avril 1978, p. 15.
[181] Mark Wagenveld, « Grant Application Reveals Rift in City Government », *Winston-Salem Journal*, 9 avril 1978, p. B1.
[182] « Three Hope to Force Changes », journal inconnu, 17 avril 1978 dans Larry Little Manuscript Collection, Carton 3, Dossier 8.
[183] Naomi Kaufman, « NAACP Plans Fight to Block City Aid Funds », *Winston-Salem Journal*, 17 avril 1978, p. 17.
[184] Le terme « urban renewal » fut officiellement introduit en 1954 avec la révision de la loi Housing Act de 1949. Samuel Zipp, « The Roots and Routes of Urban Renewal », *Journal of Urban History*, vol. 39, n°3, 2013, p. 366. Sur l'histoire de la rénovation urbaine aux États-Unis voir aussi : Alexander von Hoffman, « The Lost History of Urban Renewal », *Journal of Urbanism*, vol. 1, n°3, novembre 2008, p. 281-301.

(quartiers presque exclusivement Africains Américains pour la plupart en raison des politiques et pratiques de ségrégation résidentielle ancrées de longue date), une priorité. Elles provoquèrent donc le déplacement forcé et la destruction de lieux de vie de nombreux habitants Africains Américains à travers le pays, à tel point que ces politiques étaient qualifiées d'« expulsion des Noirs[185] ». En parallèle, le gouvernement fédéral finançait l'essor des banlieues résidentielles (*suburbs*) blanches grâce à des prêts avantageux et à la construction de grands axes routiers, qui accélérèrent et aggravèrent d'autant plus les difficultés financières, la démolition et le morcellement des quartiers pauvres noirs des centres-villes (comme nous le verrons également au **Chapitre 3**).

Le programme Model Cities de Johnson était justement censé permettre des politiques de rénovation urbaine plus justes et plus démocratiques grâce à la participation des premiers concernés, les Africains Américains des ghettos. Après la fin du programme Model Cities en 1974, le gouvernement de Nixon mit en place des subventions pour le développement communautaire (Community Development Block Grants, CDBG). Ces dernières abandonnèrent non seulement toute dimension participative et d'inclusion des habitants Africains Américains de ces quartiers modestes, mais elles ciblaient aussi des quartiers plus aisés et les banlieues[186].

L'utilisation des subventions fédérales pour ces projets de rénovation urbaine et de développement communautaire était donc au cœur des rapports de force au niveau municipal. L'historiographie récente a montré comment ces politiques ont contribué à la néolibéralisation de la ville et comment les classes moyennes et les entrepreneurs noirs, en se saisissant de ces politiques à leur avantage, participèrent pleinement au niveau local à l'essor d'une culture politique néolibérale qui contribua à affaiblir les mobilisations politiques fondées sur une solidarité interclasse[187].

---

[185] « Negro removal ».

[186] June Manning Thomas, Chapitre 9, « Model Cities Revisited: Issues of Race and Empowerment », p. 143-151 dans June Manning Thomas et Marsha Ritzdorf (éds.), *Urban Planning and the African American Community: In the Shadows*, Thousand Oaks, Sage Publications, 1997. Sigmund C. Shipp, « Winning Some Battles but Losing the War?: Blacks and Urban Renewal in Greensboro, NC, 1953-1965 », p. 187-200 dans J. M. Thomas et M. Ritzdorf, *Urban Planning and the African American Community*, *op. cit*.

[187] Andrew J. Diamond et Thomas J. Sugrue, *Neoliberal Cities: The Remaking of Postwar Urban America*, New York, New York University Press, 2020. Voir notamment : Andrew J. Diamond et Thomas Sugrue, « Introduction: Historicizing the Neoliberal Metropolis », p.1-12 ; Mary Patillo, Chapitre 1, « Race, Poverty, and Neighborhood Planning in Chicago from the New Deal to Neoliberalism », p.13-48 et Megan French-Marcelin, Chapitre 4, « Doing Business New Orleans Style: Racial Progressivism and the Politics of Uneven Development », p. 98-127 dans A. Diamond et T. Sugrue, *Neoliberal Cities*, *op. cit.*

La répartition des subventions de développement communautaire fit l'objet de conflits à partir de 1978 pour plusieurs raisons. Malgré l'accent mis sur la réhabilitation, les fonds continuaient d'être utilisés pour des démolitions. Un porte-parole d'une association de quartier de l'East Ward exprima l'inquiétude des habitants de son quartier lors d'une réunion du conseil ainsi : « nous ne voulons pas de démolition, nous voulons une réhabilitation[188] ». De plus, la ville de Winston-Salem ne finançait pas suffisamment le relogement des locataires affectés par les démolitions car elle n'investissait pas dans la construction de logements sociaux abordables. Cette défaillance mena à un dépôt de plainte contre la ville auprès d'HUD en 1979. Little, Burke et Newell soutinrent cette plainte et pointèrent à leur tour les défaillances de la ville à ce sujet[189].

Deuxièmement, les subventions avaient fortement diminué, accroissant ainsi la compétition et la tension entre groupes sociaux pour bénéficier des subsides du gouvernement fédéral. La ville dépensait entre 10 et 12 millions de dollars par an pour la rénovation urbaine dont 7 millions provenaient directement des subventions fédérales au plus fort des programmes de rénovation urbaine. Sous l'effet des coupes budgétaires sous Carter, la ville ne disposait plus que de la moitié pour les années 1979-1982. Il était, de plus, difficile pour les gouvernements des villes d'obtenir l'assentiment des citoyens pour souscrire à des obligations municipales (*municipal bonds*) pour financer des projets. En effet, les électeurs étaient de moins en moins enclins à voter pour ces obligations en raison du mouvement de révolte blanc contre les impôts des années 1970[190].

---

[188] Stephen Hoar, « Aldermen Okay Relations Panel, Community Plan », *The Sentinel*, 7 février 1978. « We don't want demolition; we want revitalization ».

[189] Alan Willis, « HUD Decision Threatens City Programs: Relocation Remedies May Cost a Lot », *The Sentinel*, 30 avril 1979, p. 1 et p. 6. John Byrd, "Development Loans – What Now?", *Winston-Salem Journal*, 11 février 1979, p. 1.

[190] Stephen Hoar, « Its Parent Slips Away, But Rebirth Goes On », *The Sentinel*, 20 septembre 1978, p. 1 et p. 11. Mark Wagenveld, « Grant Application Reveals Rift in City Government », *Winston-Salem Journal*, 9 avril 1978, B1 et B4. Sur la révolte fiscale des années 1970 et son inscription dans la longue durée, voir : Romain Huret, *American Tax Resisters*, Cambridge, Harvard University Press, 2014. Dans *L'affaire de Newburgh. Aux origines du nouveau conservatisme américain*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2023, Tamara Boussac parle d'une « crise du consentement à l'impôt, cristallisée par les politiques sociales », à l'origine de ce « mouvement de contestation de l'aide sociale et sa critique de la fonction redistributive de l'impôt » (p. 125). Comme le souligne Boussac mais aussi Camille Walsh (*Racial Taxation: Schools, Segregation, and Taxpayer Citizenship, 1869–1973*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2018), la révolte fiscale a vocation à maintenir un privilege racial. À travers la question du financement de l'éducation publique aux États-Unis, Walsh retrace l'histoire de l'identité de citoyen contribuable sur la longue durée et démontre que cette identité s'est forgée à partir des fondements de la suprématie blanche. Walsh et Cyna (*Shortchanged*, *op. cit.*, p. 14) analyse les mouvements de révolte fiscal dans le Sud sous le prisme des dimensions raciales des revendications des contribuables révoltés dans la region, plutôt que de considerer que ces derniers s'étaient inspires et avaient imité les mouvements de révolte fiscale de Californie. À leur suite, nous faisons le choix d'insister sur la dimension raciale de ces mouvements de contestation fiscal menés par des contribuables blancs.

En parallèle, la nouvelle orientation en faveur d'un « développement communautaire » *colorblind* et la fin de l'inclusion des habitants dans l'élaboration des politiques urbaines avaient de lourdes conséquences pour l'aide au logement des Africains Américains les plus vulnérables. Depuis la fin des années 1960, la rhétorique *colorblind* était progressivement en train de s'imposer dans le champ politique national. Ses partisans affirmaient que le pays, grâce aux grandes réformes des droits civiques, avait abattus les barrières à l'égalité en droit, dépassé les clivages raciaux et que, par conséquent, plus rien ne justifiait la mise en place de mesures spécifique à destination des minorités raciales. Nous y reviendrons (**Chapitre 3**). De plus en plus de subventions fédérales étaient ainsi attribuées aux propriétaires blancs de classe moyenne ou intermédiaire plutôt qu'aux plus démunis vivant à East Winston. Ainsi, de nombreux conflits émergèrent autour de la répartition inégale des aides décidée par le conseil municipal à la fin des années 1970. La commission financière avait en effet favorisé des prêts aux taux d'intérêts faibles attribués à des propriétaires de quartiers proches du centre (*downtown*) mais pas complètement délabrés, comme le quartier autour de Crystal Towers. Les demandes de prêts affluèrent et excédèrent le budget initialement alloué. Lorsque le conseil municipal décida d'augmenter le nombre de prêts pour ce quartier, Little, Burke et Newell protestèrent et soulignèrent l'injustice d'une telle répartition qui délaissait et sacrifiait les habitants Africains Américains les plus pauvres.

Ils relayaient ainsi les frustrations et les critiques d'habitants et militants de leurs circonscriptions. Lee Faye Mack remarqua que comme les Africains Américains n'avaient que trois voix sur huit au conseil, « la tirelire [était] dépensée là où il n'y en [avait] pas besoin[191] ». Newell estimait aussi que « les habitants de cette ville souffr[aient] parce qu'il y [avait] un groupe de Blancs de classe moyenne (dans l'administration de la ville) qui pren[naient] des décisions pour ces habitants noirs qui n'[avaient] souvent pas de compétences et à qui on n'[avait] jamais vraiment donné l'opportunité de sortir de la marge et de pleinement s'intégrer ». Soulignant à quel point les nombreux prêts attribués aux propriétaires blancs du quartier de Crystal Towers faisaient passer au second plan les besoins des retraités noirs d'East Winston, elle demanda : « que va-t-il arriver aux miens ?[192] ». Little et Newell préconisaient au contraire d'accorder la priorité aux habitants dans l'attribution des

[191] « The bucket of money is going out here it's not needed ». Stephen Hoar, « Community Planning Forum Erupts in Speeches, Gripes », *The Sentinel*, 22 septembre 1978, p. 1-2.
[192] « The people of this town suffer because you've got a group of middle-class whites (on the city staff) making decisions for these black people who are oftentimes without skills and who certainly have not been given an opportunity to get themselves in the mainstream ». John Byrd, « Crystal Towers Fund is Depleted », *Winston-Salem Journal*, 11 octobre 1978, p. 17-18.

aides d'accès à la propriété et de renforcer les réglementations de la ville en matière de logements et de normes de réhabilitation pour éviter que les propriétaires véreux profitent des aides tout en continuant de louer des logements miteux[193]. Mack, désormais employée de l'Urban League de Winston-Salem, proposa que les fonds pour le développement communautaire soient utilisés pour former des habitants de quartiers en difficulté d'East Winston à rénover eux-mêmes leurs logements eux-mêmes[194]. C'était une manière de remettre l'implication des premiers concernés au cœur des politiques de logements et d'urbanisme de Winston-Salem.

Malgré son pouvoir limité en tant qu'élu municipal, Little s'imposa comme un acteur clé en matière de politiques urbaines pour sa circonscription. En 1981, le maire essaya de déposer une demande de subventions fédérales (Urban Development Action Grant) en obtenant l'accord d'un référent de quartier sans consulter Little. Lorsque Little l'apprit, il se rendit jusqu'à Washington pour demander à HUD de rejeter la demande, car il voulait s'assurer que les fonds soient véritablement utilisés pour les habitants de sa circonscription les plus en difficulté. La demande de subventions initiale prévoyait en effet de rénover l'ancien YMCA blanc pour le transformer en centre de loisirs[195]. Ce rapport de force permit à Little de négocier une modification de la demande de subventions, par laquelle il obtint le financement de logements sociaux pour sa circonscription[196]. Pour ce faire, il utilisa aussi des fonds privés. En 1980, l'entreprise R. J. Reynolds était en pleine négociation avec la ville pour acheter des logements délabrés dans le quartier africain-américain de Liberty-Patterson, l'un des quartiers les plus délabrés et insalubres de la ville, car l'entreprise construisait une nouvelle usine non loin. Le quartier faisait déjà l'objet d'un projet de développement communautaire qui prévoyait d'allouer 200 000 dollars pour démolir, réhabiliter et reloger les habitants.

Larry Little lui-même habitait dans ce quartier. Il avait en effet pris la décision très tôt dans son mandat, de vivre au plus proche de ses électeurs le plus dans le besoin car il était

---

[193] Stephen Hoar, "City Panel Okays Some Loan Funds", *The Sentinel*, 31 janvier 1979, p. 1 et p. 2. Mark Wright, « "Unfit for Habitation", But What Can Be Done? », *The Sentinel*, 12 mai 1978, p. 15.
[194] Stephen Hoar, « City May Help Residents Train as Renovators », *The Sentinel*, 20 octobre 1978, p. 13.
[195] « Meeting Called to Get Ideas for Use of 'Y' », *Winston-Salem Journal*, 8 janvier 1981, p. 16. Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.* : « I went ballistic on the mayor. I said you don't go behind my back, pull this kind of nonsense. Ain't gonna use my people to get this money in here. I said, now, we can negotiate but we need some housing. Larry, once we get the grant, we can talk about… I said no, no, no, no, no, I was born at night but not last damn night ».
[196] *Ibidem*. « We ended up getting Drake Pines which is a low-income development off of Cherry and 14th Street, those are still there. We got that development of housing […] So those are some of the types of things I tried to leverage in the community ».

essentiel pour lui « d'œuvrer pour le progrès par le bas[197] ». Little et d'autres habitants voulaient préserver le quartier et défendirent la nécessité de réhabiliter plutôt que démolir[198]. « Beaucoup de ces logements sont habitables et si on tient compte de la pénurie de logements à faible loyer dans cette ville, on ne peut pas se permettre de raser tout un quartier », surtout que s'y trouvaient également « deux églises bien établies, deux entreprises de pompes funèbres et le YMCA de Patterson Avenue[199] », expliqua-t-il. De nombreux habitants ne souhaitaient pas quitter le quartier et les associations de quartiers s'opposèrent fortement à ces expulsions. Ils craignaient de n'avoir nulle part où aller et étaient attachés à leur quartier. Ils n'eurent finalement pas le choix[200]. Little décida alors de négocier directement avec le PDG de R. J. Reynolds pour que l'entreprise finance le relogement des habitants expulsés. Il le convainquit de venir visiter le quartier, qui se trouvait près des usines de cigarettes de Reynolds mais dans lequel il n'avait jamais mis les pieds.

À la suite de cette entrevue, Reynolds s'engagea à donner un demi-million de dollars pour que les habitants expulsés de Liberty-Patterson puissent se reloger, en leur fournissant un apport pour un achat immobilier ou des années de loyers d'avance[201]. La ville contribua aussi, ce qui porta la somme allouée au relogement à presqu'un million de dollars. Ces fonds devaient également servir à un soutien psychologique pour les habitants expulsés. Reynolds refusa toutefois de mettre en place une politique d'emploi préférentiel dans la nouvelle usine à destination de ces derniers alors que c'était une demande de l'association de quartier de Liberty-Patterson[202]. Ce type de partenariat public-privé grâce à un recours à la philanthropie de la puissante Reynolds à Winston-Salem illustre la manière dont la néolibéralisation des villes étatsuniennes se manifesta au niveau local.

En effet, l'historiographie récente a montré à quel point les gouvernements municipaux devinrent des lieux d'expérimentation des politiques pro-marché dans les années 1970. Ce qui était du ressort des services publics fournis par les gouvernements municipaux (éducation, logement abordable, transport en commun, travaux publics et emplois) disparut

---

[197] « I made a decision at that point, you cannot visit this area. You must live in this area. […] My mother said "Larry, this is insane, all the shooting and killing going on down there". She said "why?" I said "cause the leader ought to be among the least of these Mama". Isn't that what the Bible teaches us? We can make progress from the bottom up ».

[198] Ann Corrigan, « Southgate Not the Only Option », *Winston-Salem Journal*, 12 juin 1981, p. 10.

[199] Pete Mantius, « Blighted Liberty-Patterson Area: RJR Is Negotiating for Property », *Winston-Salem Journal*, 23 septembre 1980, p. 1.

[200] A. Corrigan, « Southgate Not the Only Option », *op. cit.* Ann Corrigan, « Community Development: Groups Oppose Relocation », *Winston-Salem Journal*, 31 janvier 1981, p. 4.

[201] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.* John Byrd, « An Outsider: He Helped Reynolds Grow Up and Out in a Hurry », *Winston-Salem Journal*, 7 mars 1982, A17.

[202] « RJR OKs Counseling for Residents », *Winston-Salem Journal*, 7 novembre 1981, p. 10.

peu à peu, à mesure que le néolibéralisme gagna du terrain[203]. Andrew Diamond et Thomas Sugrue soulignent à quel point il est important pour les historiens d'être attentifs à la façon dont le néolibéralisme devint hégémonique « par le bas » en observant comment les citoyens tout autant que les gouvernants ont façonné ce dernier, tantôt en le limitant, tantôt en l'adaptant pour atteindre leurs propres objectifs de développement économique communautaire[204].

Little, en faisant pression sur Reynolds pour financer le relogement des habitants de Liberty-Patterson afin de pallier les défaillances du gouvernement fédéral et municipal, participa ainsi, consciemment ou non, à accroître la dépendance des quartiers populaires en déclin envers la philanthropie privée. Reynolds participait pourtant, avec les autres entreprises, à maintenir des salaires bas et à refuser d'employer plus d'Africains Américains à des postes de responsabilité, et était ainsi en partie responsable des profondes inégalités économiques structurelles qui rendaient nécessaires ces politiques publiques de logement. Or, la critique du capitalisme était fondamentale dans la pensée du Black Panther Party, auquel Larry Little avait adhéré. Cette évolution témoigne à la fois de l'évolution du répertoire d'action de Little depuis ses années au sein des Panthères vers une approche avant tout pragmatique, mais aussi des opportunités politiques plus restreintes dans la période.

3.2. « Un élément révolutionnaire dans un système réactionnaire » ?

Malgré son intégration au système électoral et au Parti démocrate, Little conserva son image d'élu militant radical tout au long de ses deux mandats et se fit remarquer pour ses prises de position sur des causes politiques controversées liées au long mouvement de libération. Il put ainsi parfois utiliser son capital politique pour aider ces causes.

Tout d'abord, Little prit publiquement la défense des condamnés de l'affaire des « Dix de Wilmington ». Il participa à un rassemblement lors d'une visite du Président Carter pour protester contre le traitement de ces derniers et exiger leur libération en mars 1978. Il déclara à cette occasion : « il est clair pour moi que le président est mal placé pour parler de respect des droits de l'homme à l'étranger, en Russie, quand il y a un coup monté pour des raisons

[203] A. Diamond et T. Sugrue, « Introduction: Historicizing the Neoliberal Metropolis » dans *Neoliberal Cities*, *op. cit.*, p. 1-9.
[204] A. Diamond et T. Sugrue, « Introduction: Historicizing the Neoliberal Metropolis » dans *Neoliberal Cities*, *op. cit.*, p.5. Sur les conséquences du néolibéralisme sur les mobilisations politiques des Africains Américains « par le bas » et au niveau local, voir aussi : Marion Marchet, *Participations politiques et mobilisations sociales des Africain·es-Américain·es avant Black Lives Matter. Le cas d'Euclid, Ohio (1967-2008)*, Thèse de doctorat en civilisation américaine, Paris, Sorbonne Université, 2023.

politiques ici en Caroline du Nord[205] ». Il ajouta qu'il avait choisi de rester avec les manifestants plutôt que de profiter de son passe-droit d'élu pour assister au discours de l'intérieur. Le gouverneur Jim Hunt avait en effet refusé de gracier les 10 et avait plutôt opté pour réduire la durée de leur peine[206].

Little prit aussi position sur le « Massacre de Greensboro » de 1979. Le 3 novembre 1979, cinq militants communistes furent tués par des néo-nazis et des membres du Ku Klux Klan au cours d'une manifestation anti-raciste à Greensboro dont le mot d'ordre était « Mort au Ku Klux Klan ! ». Ces militants appartenaient au micro-parti maoïste, le Communist Workers Party (CWP) qui comptait parmi ses membres Nelson Johnson, une figure majeure du mouvement Black Power en Caroline du Nord[207]. Alors qu'ils étaient informés que les membres du Klan et néo-nazis étaient armés et avaient l'intention de confronter les manifestants, la police et le State Bureau of Investigation ne firent rien pour les en empêcher[208]. En raison du contexte très hostile au communisme, prendre la défense des membres du parti était loin d'être consensuel. Little s'exprima lors d'une réunion organisée par les survivants en décembre 1979 et lors d'une manifestation organisée par le CWP en août 1980. Il prit ainsi la défense de Nelson Johnson, inculpé pour incitation à l'émeute, accusant le procureur d'avoir ciblé délibérément Johnson et dénonçant l'injustice d'avoir composé un jury entièrement blanc pour le procès des six néo-nazis et membres du Ku Klux Klan inculpés pour les meurtres de 1979. Expliquant que même s'il n'avait pas toujours été d'accord avec Johnson à la fin des années 1960 quand ce dernier était fervent défenseur du nationalisme culturel, il reconnaissait l'importance de son travail pour la fierté et l'estime de soi des Africains Américains. Little se défendait d'être qualifié de communiste et précisa qu'il était contre l'usage de la violence sauf en cas de légitime défense. Ne se voyant pas rester au conseil municipal éternellement, il n'était pas inquiet des répercussions politiques d'une telle prise de position et estimait qu'il était impossible pour lui de ne pas manifester sa solidarité[209] :

---

[205] « President Warns the Soviets Against Trying Blackmail », *The Sentinel*, 17 mars 1978, p. 12.
[206] Art Eisenstadt, « Carter: Don't Fear Tobacco Research », *The Sentinel*, 17 mars 1978, p. 12. Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[207] Nous contextualiserons le CWP de Caroline du Nord et le Massacre de Greensboro plus en détail au **Chapitre 6.**
[208] Claire Anchordoqui, Anissa Khamkham et Anne Stefani, « Conversation and Reconciliation in the United States » dans Phillipe Birgy, Françoise Coste, Nathalie Dessens, Laurent Mellet (dir.) *Conversations*, Routledge (à paraître).
[209] Pete Mantius, « Alderman Little Isn't Worried », *Winston-Salem Journal*, 14 septembre 1980 dans Larry Little Manuscript Collection, Carton 3, Dossier 54.

> Mes soutiens me disaient « ils vont te traiter de communiste » et je leur ai répondu « on ne peut pas laisser le FBI et le Klan tuer des gens et juste la fermer. […] J'ai vu où Sandi Smith a été tuée. J'ai pris la boue et le sang et je les ai mis dans un sac. Je me suis dit, je vais les garder, pour me souvenir. Juste quelque chose pour me souvenir de ce qu'ils ont fait, qu'ils ont tué ces gens. Je ne pouvais pas me taire, je les connaissais[210].

Little se reconnaissait dans l'expérience des membres du CWP, surtout au vu de son expérience dans le BPP avec le FBI car il estimait « qu'il avait de la chance d'avoir survécu » à la répression policière du BPP. Après avoir consulté le dossier du FBI sur lui, il savait que le service de renseignement avait voulu « le neutraliser[211] ». Il fut très critiqué par un journaliste du *Winston-Salem Journal* pour sa participation aux événements organisés par les survivants du CWP. On lui reprochait d'avoir été critique envers la police de Greensboro et surtout d'entretenir ainsi une ambiguïté avec son passé radical. Le journaliste sous-entendit que Little n'était pas sincère quand il assurait vouloir œuvrer à l'intérieur du système et demanda : « y a-t-il deux Larry Little : l'un, conseiller municipal à Winston-Salem pendant la semaine, et l'autre, radical le weekend ?[212] ». Little ne revint pas pour autant sur son engagement. Lorsqu'il devint le coordinateur du comté de Forsyth pour la campagne de Jesse Jackson aux primaires présidentielles démocrates de 1984, Little persuada Jackson de prendre la défense des militants du CWP blessés ou tués en 1979 malgré les risques d'une telle prise de position[213].

La fin du second et dernier mandat de Larry Little fut marquée par l'affaire judiciaire autour de Darryl Hunt. Accusé puis condamné en 1985 pour le viol et le meurtre d'une journaliste blanche, ce dernier ne cessa de proclamer son innocence. Little crut en son innocence en apprenant la façon dont la police avait géré l'enquête et les incohérences qui entouraient le dossier[214]. Devenant le porte-parole le plus engagé en sa défense, il prit la tête du groupe formé pour l'occasion, le Darryl Hunt Defense Fund. Son statut d'élu municipal lui donna une crédibilité qui lui permit de rallier d'autres figures importantes africaines-

---

[210] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.* « My supporters said "they're gonna brand you as a communist", I said "you can't let the FBI and the Klan kill people and just shut up". […] I saw where Sandi Smith had been shot. I grabbed the mud and the blood put it in a bag, I said keep it, just to remind you. Just something to remind you of what they did, to kill those folks. I couldn't be quiet, I knew them. […] »
[211] *Ibidem*. « I'm just lucky to be alive ».
[212] « Are there two Larry Littles – one who is an alderman in Winston-Salem during the week and another who is a radical on weekends? ». Charles Wheeler, « Little Reticent About THAT Meeting », *Winston-Salem Jounral*, 23 décembre 1979, p. C3.
[213] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[214] Michael Wade, « Blacks Urging Police to Make Investigation Open, Thorough », *The Sentinel*, 20 septembre 1984, p. 1 et p. 9.

américaines à Winston-Salem : plusieurs pasteurs noirs et le président de la section locale de la NAACP, Patrick Hairston[215]. Les églises noires de la ville jouèrent un rôle important dans la défense de Darryl Hunt. Le statut d'élu de Little lui permit aussi d'avoir accès à des documents confidentiels, notamment de la police, grâce à des alliés qui lui transmirent des informations en secret[216]. Hunt ne fut innocenté qu'au début des années 2000[217].

Cet épisode illustre une autre façon dont Little utilisa son statut et son pouvoir d'élu en faveur de causes très controversés, en s'appuyant sur son capital politique et sa position d'*insider*. Il révèle aussi une certaine continuité entre Little en tant que Panthère (dans son rôle de porte-parole dans l'affaire Joan Little) et Little en tant qu'élu, endossant le même rôle dans l'affaire Darryl Hunt. Nous pouvons donc conclure que dans le cas de Larry Little, il n'y a pas eu de rupture complète entre son engagement militant radical et son rôle d'élu, ni dans ses prises de position symboliques, ni dans son répertoire d'action. Bien que Little ait utilisé avant tout les armes institutionnelles à sa disposition au sein du conseil municipal, il se servit également de sa position d'influence pour participer à, ou organiser, des manifestations.

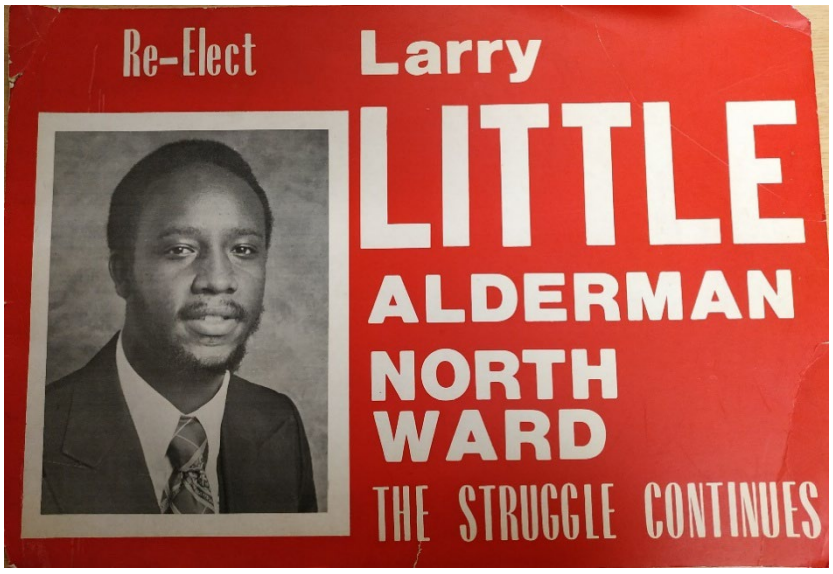


Figure 16 : Poster de campagne, 1981[218].

Enfin, Little s'allia souvent avec la NAACP et porta ses revendications. Cette dernière était une des rares organisations *grassroots* à survivre au déclin de la fin des années 1970[219].

[215] « Darryl Hunt's Supporters Hold Meeting to Discuss Plans for Appeal », *Winston-Salem Journal*, 20 juin 1985, p. 12.
[216] Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[217] Annie Sundberg et Ricki Stern, *The Trials of Darryl Hunt* (documentaire), 2006.
[218] Carton 3 dans Larry Little Manuscript Collection.
[219] Notons qu'historiquement, la NAACP n'est pas une organisation de masse, ni de terrain (*grassroots*), notamment en raison de sa stratégie principale : l'action judiciaire. Pendant les trente premières années de son histoire, elle refusa de soutenier les actions de masse. Il s'agissait donc plutôt d'une organisation d'élite, qui

Après la disparition du BPP en 1976 et de la Welfare Rights Organization locale, la NAACP redevint une des seules organisations du mouvement de libération noire à porter et fédérer des revendications de justice et d'égalité raciale aux côtés des associations de quartier et des églises. La NAACP de Winston-Salem s'opposa par exemple à un nouveau plan de *busing* en 1978, estimant que ce dernier était inégalitaire, car il imposait aux élèves Africains Américains de faire des longs trajets pour intégrer des écoles blanches[220]. Little et Newell participèrent à une réunion sur le sujet organisée par la NAACP[221]. L'organisation planifia aussi une manifestation pour protester contre les pratiques discriminatoires de recrutement et de licenciement de la ville et, plus généralement, l'absence d'une véritable politique d'*affirmative action*[222]. Selon le politiste Philip Thompson, les élus noirs ne pouvaient mener de véritables politiques réformatrices et démocratiques (qui relaient véritablement les demandes et intérêts de leurs électeurs, en particulier des plus pauvres) que s'ils pouvaient s'appuyer sur des mobilisations noires *grassroots* structurées par des organisations civiques ou militantes[223]. Malgré le déclin des mouvements de protestation du début des années 1970, la vivacité de la NAACP participa à donner du poids aux rapports de force engagés par Little, Newell et Burke avec les autres élus du conseil municipal.

3.3. Stratégies de coalition, volonté d'indépendance et Parti démocrate

Tout comme Howard Lee, Little chercha à développer une force politique indépendante noire pour que les Africains Américains puissent peser sur les décisions à différentes échelles.

À Winston-Salem déjà, comme nous l'avons montré à propos des politiques de logement, Little forma une alliance avec Vivian Burke et Virginia Newell. Outre leurs prises

---

peina à s'implanter dans le Sud jusque dans les années 1940. À partir de là, la sociologie de l'organisation dans le Sud et son orientation stratégique commencèrent à changer. Sur l'histoire de la NAACP, voir : Patricia Sullivan, *Lift Every Voice: The NAACP and the Making of the Civil Rights Movement*, New Press, New York, 2009 et Beth Tompkins Bates, « A New Crowd Challenges the Agenda of The Old Guard in the NAACP: 1933-1941 », *American Historical Review*, vol. 102, 1997, p. 340-377.

[220] Sur le *busing* voir notamment : Ronald P. Formisano, *Boston Against Busing: Race, Class, and Ethnicity in the 1960s and 1970s*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2004 ; T. J. Sugrue, *Sweet Land of Liberty*, *op. cit.* ; Matthew F. Delmont, *Why Busing Failed Race, Media, and the National Resistance to School Desegregation*, Oakland, University of California Press, 2016.

[221] Bella English, « NAACP Will Fight New Busing Proposal », *Winston-Salem Journal*, 11 février 1978, p. 13.

[222] Gary Dorsey, « "Going to Be Out All Summer": NAACP President Vows to Keep Demonstrating », *The Sentinel*, 8 juillet 1980, p. 7.

[223] Phillip J. Thompson III, *Double Trouble: Black Mayors, Black Communities, and the Call for a Deep Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2005, p. ix et p. 273.

de positions communes sur le logement, ils s'unirent pour exiger la démission du gestionnaire de la ville (*city manager*), Orville Powell, car ils estimaient qu'il n'avait pas mis en place une politique de discrimination positive satisfaisante[224]. Pour cela, ils unirent leur force avec les conseillers municipaux républicains. Little affirmait d'ailleurs (comme d'autres à cette époque) que les Africains Américains ne devaient pas dépendre entièrement du Parti démocrate qui les tenait pour acquis et les « prostituait » en utilisant des candidats noirs pour concentrer les votes des électeurs Africains Américains et s'assurer ainsi que les candidats blancs gagnent[225].

Little chercha avec d'autres Africains Américains du Parti démocrate à étendre l'influence des électeurs Africains Américains. Il organisa avec son ancien directeur de campagne, Howard Wiley, un rassemblement à la Winston-Salem State University en 1980 pour décider des stratégies que les Démocrates Africains Américains devaient adopter pour ce faire, intitulé « Renaissance politique noire en 1980[226] ». Tous les candidats au niveau du comté de Forsyth venaient en effet de perdre les élections. Little attribuait ces défaites à la trahison des Démocrates conservateurs blancs qui avaient voté républicain plutôt que de voter pour les candidats noirs démocrates, dans un contexte de montée du conservatisme avec l'élection de Ronald Reagan. Little, Patrick Hairston de la NAACP et les candidats défaits étaient d'accord pour dire que les électeurs noirs devaient revenir à la méthode du *single-shot voting* : ne pas voter pour l'ensemble des candidats Démocrates en lice mais uniquement pour les candidats Africains Américains[227]. Ces derniers étaient en meilleure position au conseil municipal, uniquement grâce au système de circonscription, d'où la nécessité, selon Little, de trouver une stratégie au niveau du comté ou des circonscriptions pour l'assemblée de l'État ou du Congrès[228].

« Renaissance politique noire en 1980 » fit scandale car les Démocrates blancs présents au rassemblement ne furent pas autorisés à s'exprimer. Howard Wiley expliqua que l'événement n'était pas pour eux, « qu'il s'agissait d'un rassemblement pour la communauté noire pour qu'[elle] puisse établir [sa] stratégie de vote[229] ». Les candidates africaines-

[224] Mark Wagenveld, « Three Aldermen Say Powell Should Quit », *Winston-Salem Journal*, 8 juillet 1978, p. 13 et p. 15.
[225] Robin Barksdale, « Activist Larry Little's fire still burns strong », *Winston-Salem Chronicle*, 12 mai 1988, p. A3.
[226] « Black Political Revival 1980 ». Art Eisenstadt, « "Black Political Revival 1980" Embarasses Some Candidates », *The Sentinel*, 28 avril 1980, p. 12.
[227] Alan Willis, « "We Got Wiped Out": Blacks Blame Lack of White Support », *The Sentinel*, 5 novembre 1980, p. 1 et p. 15.
[228] « This is not for you all, this is a rally for the black community so we can get our strategy on how to vote ». Larry Little, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[229] *Ibidem*.

américaines modérées, Annie Brown Kennedy et Mazie Woodruff, battues aux élections, prirent néanmoins leur distance avec Little et Wiley, exprimant leur embarras dans la presse face à l'exclusion des Démocrates blancs[230]. Ces divisions révélèrent le fossé entre des figures politiques plus radicales comme Little et Wiley, prêts à bousculer et froisser l'*establishment* du Parti démocrate pour assurer le maintien d'un pouvoir d'influence de la communauté noire au sein du système électoral et les figures politiques plus modérées et plus dépendante de l'appareil du Parti.

À la suite de ce rassemblement et des défaites aux élections de 1980, Larry Little participa à la création de la Black Leadership Roundtable, en 1982, et en devint le président. Celle-ci rassemblait des élus comme lui ou Larry Womble, le conseiller du Southeast Ward récemment élu et des personnalités africaines-américaines issues du monde militant (Patrick Hairston de la NAACP) mais aussi des affaires (Mel L. White, cadre à la Mechanics and Farmers Bank, la banque africaine-américaine de Caroline du Nord). L'organisation avait pour but de soutenir des candidats Africains Américains aux élections à différents postes dans le comté mais aussi d'exprimer des positions communes sur des sujets politiques. Elle travaillait donc avec la NAACP pour l'inscription des électeurs Africains Américains sur les listes. En 1982, les élus soutenus par la BLRC furent tous victorieux sauf un. Quatre Africains Américains remportèrent des élections : Beaufort O. Bailey au conseil scolaire, C. B. Hauser et Annie Brown Kennedy à l'assemblée de l'État et Mazie S. Woodruff au conseil du comté. La BLRC avait en effet conseillé aux électeurs d'éviter de voter pour l'ensemble des listes démocrates mais plutôt de cibler les candidats noirs soutenus par l'organisation[231] (*single-shot voting* v. *straight Democratic ticket*). Selon un éditorial du journal africain-américain, le *Winston-Salem Chronicle*, la BLRC « pourrait annoncer un renouvellement du *leadership* de la communauté noire[232] ». En 1983, l'organisation se réunit pour décider de soutenir ou non un référendum en faveur d'une obligation municipale (*municipal bond*)[233].

Alors que le système de circonscriptions était absolument crucial pour l'élection de conseillers municipaux Africains Américains, la ville de Winston-Salem annexa deux

[230] A. Einsenstadt, « "Black Political Revival 1980" », *op. cit.*
[231] Allen Johnson, « Nineteen Hundred and Eighty-Two: A Busy, Up-And-Down Year », *Winston-Salem Chronicle*, 6 janvier 1983, p. 1.
[232] « The Roundtable may herald the changing of the guard in the black community's leadership ». *Ibidem*.
[233] Michael Wade, « Well…? Blacks Still Looking At City Bond Vote », *The Sentinel*, 11 octobre 1983, p. 1 et p. 3.

banlieues à la ville de Winston-Salem, malgré l'opposition de Larry Little et de Larry Womble. Ces derniers craignaient que l'annexion de ces banlieues majoritairement blanches ne dilue le pouvoir électoral des Africains Américains de la ville arraché grâce à des années de mobilisation. Selon Little, si la ville continuait d'annexer de plus en plus de banlieues, il ne pourrait y avoir plus que deux Africains Américains élus au conseil municipal. Il proposait par ailleurs que les habitants des banlieues alentours mais qui travaillaient et utilisaient les services de la ville paient un impôt[234].

CONCLUSION

En trente ans, les inégalités entre les Africains Américains et les Blancs à Winston-Salem diminuèrent mais persistèrent (voir graphiques en **annexes du chapitre**). Le pourcentage de familles noires sous le seuil de pauvreté baissa de 11,4 % entre 1969 et 1989 alors que le pourcentage de familles non-noires sous le seuil de pauvreté baissa de 5,6 % entre 1969 et 1989. Le nombre de familles noires avec un revenu sous le seuil de pauvreté décrût légèrement (de 5,8 points) par rapport aux familles non-noires. Par ailleurs, l'écart entre le revenu médian des Africains Américains et celui du reste de la population se resserra. Entre 1969 et 1989, le revenu médian des Africains Américains passa de trois fois moins élevé à deux fois moins élevé que celui du reste de la population[235]. En parallèle, comme ailleurs dans le pays, une partie de la population blanche quitta la ville pour la banlieue ou les zones rurales à l'extérieur de Winston-Salem, aggravant ainsi les difficultés fiscales du centre-ville, privé de sources importantes de revenus issus des taxes foncières[236]. La ville de banlieue la plus peuplée aux alentours de Winston-Salem, Kernersville, ne fut pas annexée par Winston-Salem en raison de l'opposition des habitants de Kernersville aux projets d'annexion[237]. Cependant, la croissance de Kernersville posait des problèmes d'infrastructures et d'accaparement de ressources en eau du comté, à tel point que Larry Little dénonçait une mentalité de « Pac-

[234] Ruthell Howard, « Bigger is Better? Aldermen Question City's Annexation Moves », *Winston-Salem Chronicle*, 29 juillet 1982, p. 1-2. Althea Bradford, « Could Annexation Hurt Blacks? », *Winston-Salem Chronicle*, 19 août 1982, p. 1-2.
[235] US Department of Commerce, *1970 Census of Population and Housing* p. 35-31 ; *1970 Census of Population* p. 35-279, p. 35-299 ; *1990 Census of Housing*, p. 64-69, p. 251, p. 274 ; *1990 Census of Population and Housing*, p. 400, p. 424.
[236] La population blanche dans la ville de Winston-Salem représentait 62,4% de la population blanche totale du comté de Forsyth en 1979 alors qu'elle ne représentait plus que 43,3% en 1989 (-19 points). En comparaison, la population noire dans la ville de Winston-Salem représentait 94,7% de la population noire totale du comté de Forsyth en 1979 alors qu'elle ne représentait plus que 85,2% en 1989 (-9 points).
[237] Alan Willis, « 'A State of Mind' – And Still Growing », *The Sentinel*, 6 février 1979.

Man[238] » du maire de Kernersville. Il était donc urgent, selon lui, que le conseil municipal étende sa juridiction concernant le zonage, pour protéger et réguler le Salem Lake, une des réserves en eau principales du comté[239].

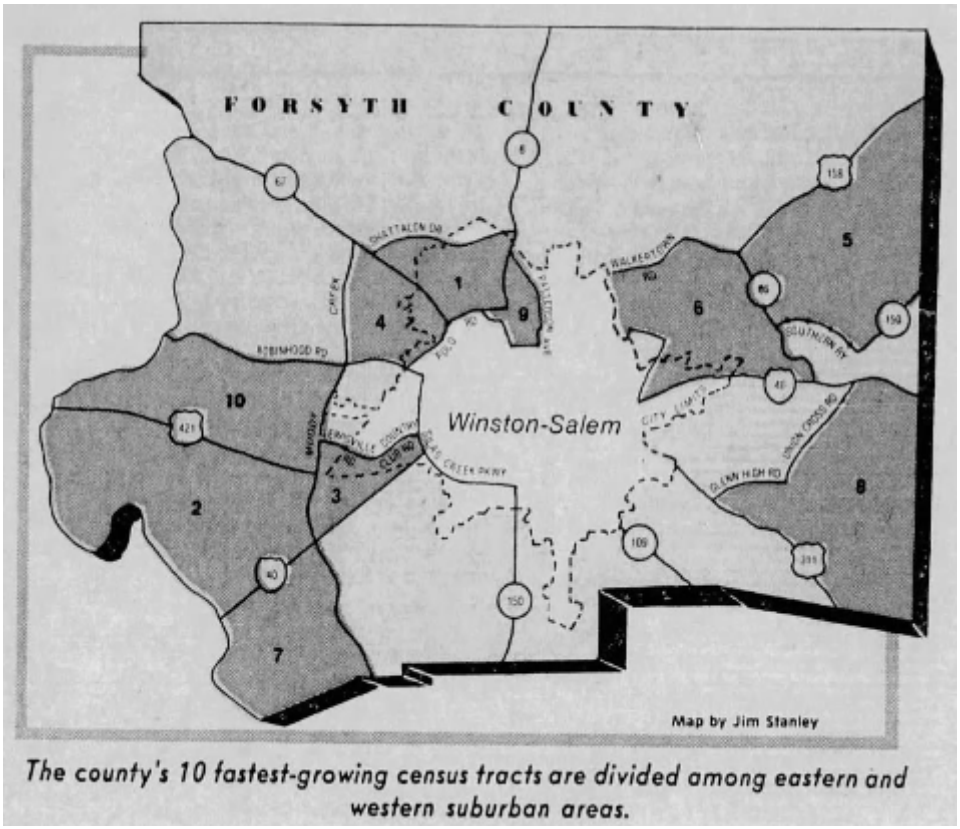


Figure 17 : Carte de l'expansion de l'agglomération autour de Winston-Salem, 1979[240].

Pour ce qui est de l'accès à la propriété, le pourcentage de propriétaires Africains Américains n'augmenta que d'environ 5 % entre 1969 et 1989 et restait trois fois moins élevé que le pourcentage de propriétaires blancs en 1989 (voir **Annexes du chapitre**).

Malgré la rhétorique radicale de Little, les enjeux autour de la justice économique et de la démocratie au travail ne firent pas véritablement leur retour dans les luttes politiques à Winston-Salem. Comme le souligne Robert Korstad, en l'absence d'un mouvement interracial syndical de masse et à cause de l'extinction du syndicalisme des droits civiques des années 1940, ni Little ni les militants Africains Américains engagés pour l'égalité et la justice ne

[238] En référence au personnage de jeu vidéo d'arcade « Pac-Man » (créé en 1980) qui dévore tout sur son passage.
[239] Michael Wade, « Protecting the Watershed: Board Considering Extending Zoning Control to Lake », *The Sentinel*, 26 avril 1983, p.16.
[240] Alan Willis, « 'A State of Mind' », *op. cit.*

purent s'attaquer aux structures du capitalisme racial[241]. Little concentra donc ses efforts sur les politiques urbaines et la négociation de ressources pour les quartiers noirs les plus pauvres au moment où les subventions se faisaient rares en raison du désengagement de l'État fédéral à partir de Nixon. Little, Newell et Burke luttèrent ainsi pour une forme de démocratie urbaine sans remettre en cause le système.

L'arrivée au conseil municipal de Little, Newell et Burke marqua une rupture avec la filière de recrutement traditionnel à Winston-Salem et donc avec l'hégémonie d'une certaine élite politique noire, assez conservatrice, issue du monde des affaires ou choisie par les Démocrates blancs[242]. En dépit de résultats mitigés et limités, les victoires de Little ne furent pas insignifiantes pour autant. Little obtint des concessions notamment en matière de logement et devint le porte-parole de la classe populaire noire de la ville. Il exerça aussi une certaine pression au sein du Parti démocrate local pour que ce dernier tienne compte des besoins des quartiers populaires noirs d'East Winston. Nonobstant l'affaiblissement d'un mouvement de libération de masse, les Africains Américains de Winston-Salem continuèrent de se mobiliser tant bien que mal, sous d'autres formes, contre les structures du régime de suprématie blanche en constante adaptation (comme en témoignent notamment les stratégies pour réduire l'influence du vote des électeurs noirs) et ce en plein avènement de la révolution conservatrice néolibérale. La trajectoire politique et militante unique de Little permet ainsi de nuancer les thèses qui concluent à une démobilisation et une disparition totale de la dimension contestataire du mouvement de libération noire avec l'arrivée au pouvoir d'élus issus ou se revendiquant du Black Power.

Little se fit d'ailleurs le fer de lance de la lutte pour maintenir et développer une représentation par et pour les Africains Américains à travers la création d'organisations noires indépendantes à Winston-Salem. En 1983, il participa au procès *Gingles v. Edmisten* en témoignant à la barre sur son expérience d'élu engagé à Winston-Salem (voir **Chapitre 3**). Ce procès força l'assemblée de l'État à créer deux circonscriptions uninominales à minorité majoritaire. La 12e circonscription était l'une d'entre elles et couvrait une partie de Winston-Salem. Little se porta candidat pour être représentant au Congrès de cette circonscription contre deux poids lourds Africains Américains du Parti démocrate : Mickey Michaux et Mel Watt. De façon prévisible, il perdit cette élection face à Mel Watt.

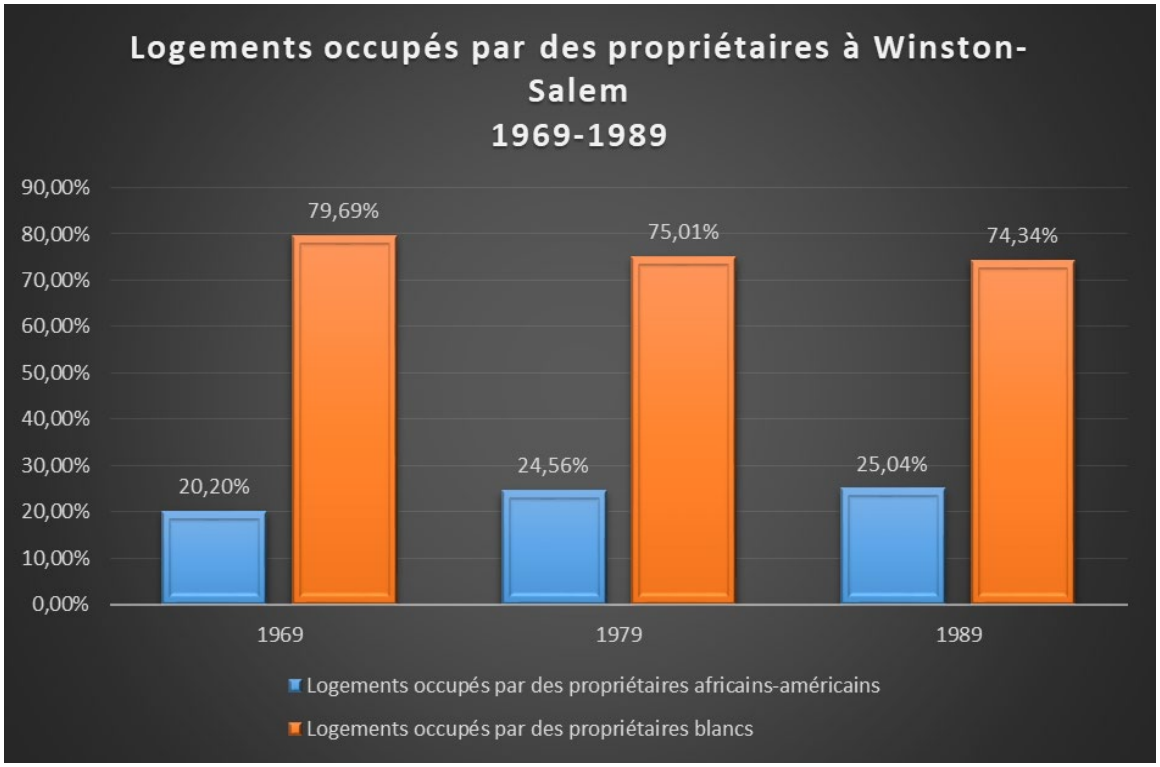
[241] R. Kortsad et N. Lichtenstein, « Opportunities Found and Lost », *op. cit.*, p. 806. R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 415-417.
[242] Phoebe Zerwick, « Movers and Shakers », *Winston-Salem Journal*, non daté dans Larry Little Manuscript Collection, Carton 4, Dossier 22.

La victoire puis les mandats de Little permirent néanmoins une certaine institutionnalisation de l'héritage du BPP et démontrèrent l'intégration dans le système de candidats issus de la frange radicale et même anciennement révolutionnaire du mouvement de libération noire. Après le départ de Little en 1985, Patrick Hairston, le président de la NAACP de Winston-Salem reprit son siège au conseil. Par la suite, Nelson Malloy, ancien bras droit de Little au BPP, se fit élire et resta conseiller municipal pour le North Ward pendant 20 ans, ce qui valut à ce siège d'être surnommé « le siège permanent des Black Panthers »[243].

L'institutionnalisation relative du BPP de Winston-Salem, contrairement à d'autres villes du Sud constitue un exemple intéressant de transformation d'une organisation radicale du mouvement de libération par le recours aux stratégies électorales après 1965. Cette trajectoire intimement liée au contexte et à l'histoire politique locale de Winston-Salem illustre une des formes que prirent les mobilisations électorales au niveau local et le rôle d'élus engagés en faveur du mouvement. Néanmoins, comme nous le verrons dans le chapitre suivant sur Durham, surnommée « capitale de la classe moyenne noire » depuis le début du XXe siècle, le parcours de Little, ses actions avec Newell et Burke au conseil et le maintien d'une pression *grassroots* en faveur des classes populaires noires et de ses relais organisationnels et politiques étaient loin d'être la norme dans les années 1970 et 1980.

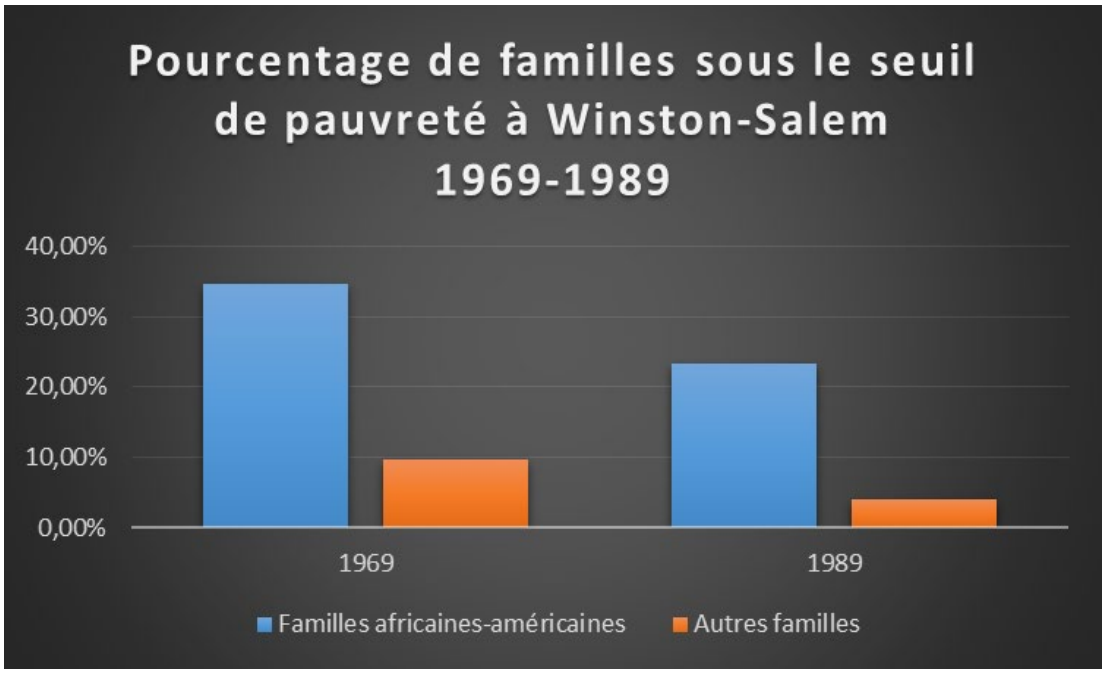
[243] D. Fergus, *Black Power, Liberalism*, *op. cit.*, p. 91.

ANNEXES DU CHAPITRE 2

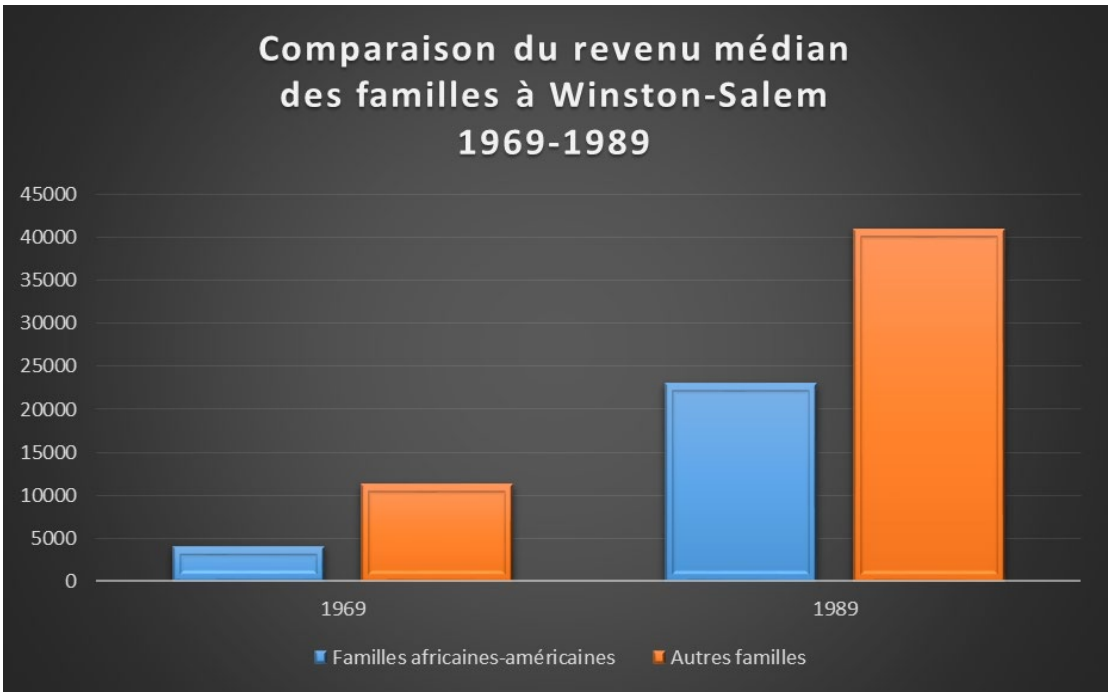


Graphique 2 : Comparaison des pourcentages de logements occupés par des propriétaires à Winston-Salem, 1969-1989[244].

[244] Graphique réalisée par l'autrice à partir des données du recensement.



Graphique 3 : Comparaison du taux de familles africaines-américaines sous le seuil de pauvreté avec le reste de la population de Winston-Salem, 1969-1989[245].



Graphique 4 : Comparaison du revenue median à Winston-Salem, 1969-1989[246].

[245] Graphique réalisée par l'autrice à partir des données du recensement.
[246] Graphique réalisée par l'autrice à partir des données du recensement.

CHAPITRE 3 – DURHAM ET LA MACHINE POLITIQUE NOIRE LOCALE : ACCOMMODATION, NÉGOCIATIONS, TENSIONS

As what we did in the Durham Committee, you have to use the lever of strength that you have in order to bring about change.

— Kenneth Spaulding[1]

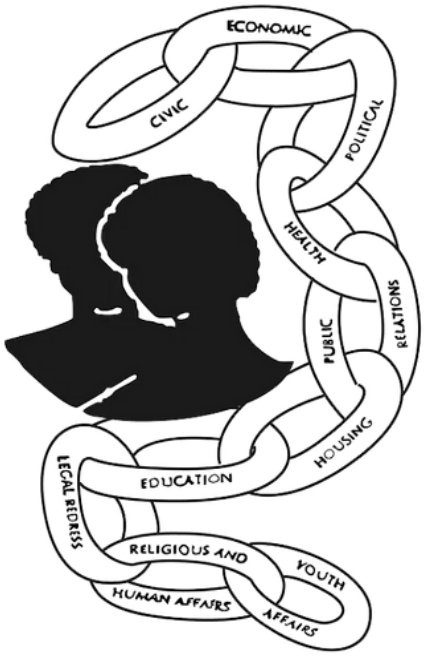


Figure 18 : Logo du Durham Committee on the Affairs of Black People[2].

INTRODUCTION

« Un peuple sans droit de vote est un peuple sans espoir[3] », telle est la devise du Durham Committee on the Affairs of Black People (DCABP[4]), encore aujourd'hui organisation et institution africaine-américaine incontournable de Durham. Initialement appelée Durham Committee on Negro Affairs (DCNA), elle fut fondée en 1935 par des cadres de la North Carolina Mutual Life Insurance[5]. Christina Greene utilise le terme de « machine

[1] Kenneth Spaulding, entretien mené par l'autrice, Durham, 3 septembre 2023.
[2] Disponible en ligne https://www.dcabp.org/ (consulté le 3 septembre 2024)
[3] « A Voteless People is a Hopeless People ».
[4] Nous utiliserons le sigle DCABP et l'abréviation « Durham Committee » pour plus de variation et de clarté.
[5] Leslie Brown et Anne Valk, « Black Durham Behind the Veil: A Case Study », *OAH Magazine of History*, vol. 18, n°2, janvier 2004, https://doi.org/10.1093/maghis/18.2.23, p. 23. Andre D. Vann et Beverly Washington Jones, *Durham's Hayti*, Charleston, Arcadia Publishing, 1999, p. 7.

politique noire » pour qualifier le DCABP[6]. Comme on peut le voir sur le logo de l'organisation, le Durham Committee était une organisation composée de plusieurs comités sur divers sujets comme l'éducation, le logement, la santé, les loisirs. Le comité le plus important était cependant le comité d'action politique. Ce dernier était chargé de mobiliser les électeurs Africains Américains en les inscrivant sur les listes électorales et en les incitant à bien aller voter le jour de l'élection grâce à des opérations d'incitation au vote (*get out the vote*)[7]. Le comité passait au crible les candidats puis donnait des consignes de vote aux électeurs Africains Américains en listant officiellement les candidats soutenus par le DCABP (**Figure 21**). L'historien Walter Weare parle du DCABP comme d'une « organisation oligarchique bienveillante », car elle était contrôlée par l'élite économique noire de la ville. Les Africains Américains des classes populaires et ouvrières n'avaient pas véritablement voix au chapitre dans les prises de décision du Durham Committee. Cette domination ne fut pas toujours incontestée comme nous le verrons.

Ce chapitre retrace l'histoire du Durham Committee et son rôle dans les mobilisations électorales à Durham de 1935 jusqu'en 1992. Il montre comment l'élite noire de Durham a su développer une organisation puissante et influente dans la politique locale. Il relate également l'évolution de la philosophie et de la stratégie de cette organisation. Comme nous le verrons,

---

[6] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 21. Le terme de « machine politique » est souvent employé « de manière très extensive, pour définir tout système partisan clientéliste ou corrompu à l'échelon urbain ». À l'origine, le terme désigne une organisation politique historique précise qui émergea à la fin du XIXe siècle dans les grandes villes industrielles du Nord-est des États-Unis et disparut progressivement au cours de la première moitié du XXe siècle. Il reposait sur un clientélisme à destination des immigrants afin de maintenir « la machine au pouvoir ». Les « bosses » (les dirigeants de la machine) mobilisaient un réseau de relations interpersonnelles et de solidarités ethniques pour acheter les votes des immigrants, en échange de diverses incitations matérielles (notamment les emplois municipaux). La machine démocrate la plus connue de l'époque était Tammany Hall à New York, dirigée par William M. Tweed. Francine Simon-Ekovich, « Recherches sur la nature des machines politiques aux États-Unis » dans Dominique Colas et Claude Éméri, *Droit, institutions et systèmes politiques. Mélanges en hommage à Maurice Duverger*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988, p. 445. François Bonnet, « Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950 », *Politix*, vol. 92, n°4, 2010, p. 7-29.

[7] Ces opérations d'incitation au vote visent à lutter contre l'abstention, souvent grâce à la participation de volontaires. Lorsqu'elles sont mises en œuvre par une organisation ou un parti politique, comme le souligne, Rémi Lefebvre, il s'agit moins de transformer les préférences des électeurs que de convaincre ceux qui ne votent pas de le faire (pour leur camp). La pratique du *get out the vote* est intimement liée à celle du *canvassing* (technique de rationalisation du porte-à-porte afin de convaincre les électeurs de voter grâce à de courtes conversations interpersonnelles). Selon Julien Talpin et Romain Belkacem, l'histoire précise du *canvassing* reste encore à écrire, mais celui-ci est pratiqué au moins depuis les années 1920. Rémi Lefebvre, « La modernisation du porte-à-porte au Parti socialiste. Réinvention d'un répertoire de campagne et inerties militantes », *Politix*, vol. 1, n°113, 2016, p. 96. Julien Talpin et Romain Belkacem, « Frapper aux portes pour gagner les élections ? Ethnographie de la campagne présidentielle socialiste dans deux villes du Nord de la France », *Politix*, vol. 1, n°105, 2014, p. 188. Comme nous le démontrerons tout au long de cette thèse, le *get out the vote* tout comme le *canvassing* furent centraux dans le répertoire des pratiques électorales à partir de l'adoption du *Voting Rights Act* en Caroline du Nord, puisqu'il était justement crucial d'amener les Africains Américains aux urnes pour la conquête du pouvoir politique.

en application de la philosophie de Booker T. Washington, elle soutint à ses débuts des candidats conservateurs et hostiles à toute contestation radicale et avait tendance à minimiser les tensions raciales. Près de quarante-cinq ans plus tard, le Durham Committee permit de faire élire le premier maire africain-américain de la ville en 1989. Pourtant, aucuns travaux scientifiques n'ont, à notre connaissance, analysé en profondeur l'histoire de l'organisation après le début des années 1970. Or, le Durham Committee fut justement une constante dans le paysage politique de Durham. Après l'affaiblissement du mouvement de libération noire de la ville au tournant des années 1970, le DCABP fut une des seules organisations politiques noires de la ville a perduré.

Nous analyserons comment et pourquoi l'organisation évolua, notamment au contact du militantisme plus radical des partisans du Black Power dans les années 1960, puis des militants des quartiers dans les années 1970-1980. Après la fin des actions de masse à la fin des années 1960, les mobilisations politiques des Africains Américains ne disparurent pas, mais s'adaptèrent, prenant essentiellement la forme de conseils de quartier (*neighborhood councils*) pour porter les revendications des habitants. Un des axes de lutte principaux de ces conseils concernait la résistance aux effets destructeurs des politiques de rénovation urbaine (*urban renewal*) du conseil municipal, contrôlé par une élite conservatrice pro-patronat jusque dans les années 1970.

Étudier l'histoire du Durham Committee est inséparable de l'étude des luttes africaines-américaines à Durham sur la période, mais aussi indissociable de la trajectoire de Durham dans son ensemble. Comme l'explique l'historienne Esther Cyna, l'histoire de Durham a souvent été écrite à travers le prisme du motif de l'apogée, puis du déclin (*rise and fall*) : apogée avec le mouvement pour les droits civiques puis déclin dans les années 1980 en raison de la crise urbaine. Ce trope narratif est souvent associé à la théorie de la victoire pyrrhique (*hollow prize theory*) utilisée pour qualifier la prise de contrôle des municipalités ou des conseils scolaires par des élus noirs au moment où les villes sombrent dans la pauvreté, notamment à cause du phénomène de « fuite des Blancs » (*white flight*). Cyna souligne que la combinaison de ces deux tropes conduit à « faire un amalgame entre la noirité (*blackness*) et la pauvreté et dépeint la prospérité comme reposant sur la blanchité (*whiteness*) et les choix des personnes blanches[8] ». À sa suite, nous souhaitons remettre en question et nuancer ces récits et ainsi montrer à travers ce chapitre que le contrôle du conseil municipal, de la mairie, ou plus généralement, l'exercice d'une pression électorale, étaient loin d'être des victoires

[8] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 208.

inutiles : « ce n'était pas seulement le résultat de décennies de militantisme solide, mais aussi le moteur d'importantes réformes urbaines[9] », pour reprendre Cyna. Ici, les mobilisations du Durham Committee dans le cadre de référendums pour des obligations municipales ou pour l'élection de représentants permirent de négocier les politiques de croissance urbaine et d'arracher des concessions non négligeables pour les habitants Africains Américains de Durham. Du point de vue de ces derniers, comme de la direction du Durham Committee, ces concessions et ces victoires, même éphémères, étaient vitales, et ce, d'autant plus au vu des attaques des conservateurs pro-patronat à Durham dans les années 1980 et 1990. Le DCABP fut un des leviers de résistance à la démolition des quartiers Africains Américains au nom de la croissance urbaine.

Ce chapitre portera enfin une attention toute particulière aux dimensions de classe et de genre. Durham étant en effet connu sous le nom de « capitale de la classe moyenne noire », le Durham Committee au vu de son histoire et de sa sociologie était avant tout une organisation d'élite. Par ailleurs, les femmes africaines-américaines ont une longue histoire de mobilisation spécifique à Durham, comme nous le verrons. Ce chapitre s'attache donc aussi à étudier les candidatures et les élections de femmes africaines-américaines à Durham en lien avec les dimensions genrées de la longue histoire du mouvement de libération.

Nous retracerons tout d'abord l'histoire du Durham Committee avant 1975. Puis, nous verrons comment le retour de bâton conservateur au tournant des années 1980 s'articula aux logiques de mobilisations électorales. Enfin, ce chapitre analysera l'adoption d'une stratégie plus conflictuelle par le Durham Committee au début des années 1980 et l'élection du premier maire africain-américain de la ville qui découla de ce renouveau.

1. LA « MACHINE POLITIQUE » EN DEVENIR DE LA « CAPITALE DE LA CLASSE MOYENNE NOIRE[10] » (1935-1975)

1.1. L'essor de la « capitale de la classe moyenne noire »

Tout comme Winston-Salem, Durham, devenue un des fers de lance industriels de l'État à la fin du XIXe siècle, était une ville emblématique du Nouveau Sud. Les notables de Durham vantaient les mérites d'une ville moderne au climat racial paisible. Entre les années

[9] *Ibid.*, p. 209.
[10] E. Franklin Frazier, « Durham: Capital of the Black Middle Class » dans Alain Locke (dir.), *The New Negro: An Interpretation*, New York, Albert & Charles Boni, 1925, p. 333-340.

1890 et les années 1930, la ville s'était imposée comme « la capitale du tabac » du monde entier, centre névralgique de la production et de l'exportation de cigarettes à base de tabac *bright leaf* à travers le monde[11]. Le succès de l'industrie du tabac attira, dans son sillage, des entreprises textiles. Sous l'effet de l'industrialisation, de très nombreux Africains Américains et surtout d'Africaines-Américaines affluèrent, quittant les difficultés de la vie rurale pour travailler dans les usines de tabac et de textile de la ville, échappant ainsi aux emplois de domestiques ou de travailleuses agricoles[12].

Il y avait cependant une mystique progressiste spécifique à Durham. Elle se distinguait des autres villes industrielles du Piedmont par l'émergence d'une classe moyenne noire conséquente au plus fort de l'ère Jim Crow. La ville fut en effet baptisée « la capitale de la classe moyenne noire » par le sociologue E. Franklin Frazier en 1925. W.E.B Du Bois et Booker T. Washington saluèrent eux aussi ce qu'ils qualifiaient de progrès exceptionnel de la population africaine-américaine de Durham[13]. Une élite économique et politique noire s'était développée grâce à la création de la North Carolina Mutual Life Insurance Company (NC Mutual) en 1898, la plus grande institution financière détenue par des Noirs dans le pays et même le monde à l'époque[14]. L'essor d'un secteur bancaire et d'assurance contrôlé par des Africains Américains permit l'accès à un capital d'investissement à une petite frange de la population noire de la ville. La presse noire du pays parlait avec enthousiasme du « Wall Street noir de l'Amérique[15] ». Ainsi, « derrière le Voile » de la ségrégation[16], une société

[11] L. Brown et A. Valk, « Black Durham Behind the Veil », *op. cit.*, p. 24. C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 1.
[12] *Ibidem* (Brown et Valk). Jean Bradley Anderson, *Durham County: A History of Durham County*, Durham, Duke University Press, p. 134.
[13] L. Brown et A. Valk, « Black Durham Behind the Veil », *op. cit.*, p. 23. Leslie Brown, *Upbuilding Black Durham: Gender, Class and Black Community Development in the South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2009, p. 12-14.
[14] L. Brown et A. Valk, « Black Durham Behind the Veil », *op. cit.*, p. 23. Andre D. Vann et Beverly Washington Jones, *Durham's Hayti*, Charleston, Arcadia Publishing, 1999, p. 7.
[15] « The Black Wall Street of America ». Walter B. Weare, *Black Business in the New South: A Social History of the North Carolina Mutual Life Insurance Company*, Durham, Duke University Press, 1993, p. 4. L'expression « Wall Street noir » (*Black Wall Street*) désigne plusieurs quartiers noirs historiques aux États-Unis qui furent florissants à l'ère de la ségrégation. Le plus connu de ces « Wall Street » est le quartier de Greenwood à Tulsa dans l'Oklahoma qui fut bombardé et détruit par les suprémacistes blancs lors du Massacre de Tulsa en 1921. Voir Scott Ellsworth, *Death in a Promised Land: the Tulsa Race Riot of 1921*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1982 cité par E. Cyna, « Shortchanged », *op. cit.*, p. 208. Sur l'histoire du « Wall Street noir » de Durham, voir aussi : Jorren Biggs, « Black Dollar, Mixed City: A Comparative Analysis of Durham, North Carolina's "Black Wall Street" and the Political Philosophy of Booker T. Washington », *Global Africana Review*, vol. 7, n°1, Printemps 2023, p. 17-26.
[16] Leslie Brown fait référence à la notion de Voile de W.E.B Du Bois dans *Les Âmes du peuple noir*. Le Voile conceptualise « non seulement la séparation et la division, mais aussi la porosité et le franchissement des limites ». Il « ne divise pas seulement le moi individuel ; il fissure aussi la communauté, la nation, la société entière ». Matthieu Renault, « W.E.B Du Bois : conscience et inconscience de la race », Blog Collectif de Pantin, 22 juin 2019, https://www.collectifdepantin.org/posts/w-e-b-du-bois-conscience-et-inconscience-de-la-race (consulté le 25 mars 2024). Sur ce concept et celui tout aussi central de la « double conscience » voir Magali

africaine-américaine se développa autour de ces institutions prospères, mais aussi d'Églises, et de la seule université noire de sciences humaines et sociales bénéficiant de subventions publiques de l'État, le North Carolina College for Negroes (NCCN)[17].

Pourtant, comme le souligne l'historienne Leslie Brown, cette réputation masquait des inégalités de classe criantes. La grande majorité des Africains Américains de Durham travaillait sans relâche dans l'ombre et devait composer avec la chape de plomb du régime Jim Crow. Ceci explique en partie la spécificité du mouvement de libération noire à Durham et son évolution après les années 1970. Encore plus qu'ailleurs, la « bourgeoisie » noire de Durham avait un poids économique et politique important. Au plus fort du régime Jim Crow, celle-ci négociait en coulisses avec les dirigeants blancs une « paix raciale » en échange de la possibilité de se développer de son côté, grâce aux écoles et à l'entrepreneuriat. L'élite noire de Durham appliquait donc la philosophie accommodationniste de Booker T. Washington[18].

Cette philosophie exhortait les Africains Américains à se concentrer avant tout sur le développement socio-économique de la population noire plutôt que sur la lutte directe contre la discrimination et la ségrégation raciale. Selon Washington, « la conquête de l'égalité économique ouvrirait, dans un second temps, les portes de l'égalité politique aux Noirs du Sud[19] ». Le progrès socio-économique des Noirs devait passer avant tout par l'éducation, à travers notamment, des établissements d'enseignement supérieur tournés vers les métiers agricoles et industriels. Pour l'historien Walter Weare, les sept fondateurs de la NC Mutual souscrivaient à une hybridation de la philosophie du Nouveau Sud et celle de Washington. Cinq d'entre eux avaient été actifs en politique pendant la Reconstruction. À la suite du coup d'État de Wilmington de 1898 et de ses répercussions violentes (voir **Chapitre 1** – 1.1.), y compris à Durham, ces derniers firent le choix pragmatique de rediriger leurs efforts vers l'entrepreneuriat et l'éducation dans des institutions noires séparées, plutôt que de continuer à se heurter au mur de la privation du droit de vote.

La NC Mutual fut donc fondée avec l'idée que l'enrichissement personnel des fondateurs bénéficierait à l'ensemble de la communauté et participerait donc à « l'élévation de

---

Bessone et Matthieu Renault, *W.E.B Du Bois : Double conscience et condition raciale*, Paris, Amsterdam éditions, 2021.

[17] Qui adopta plus tard le nom de North Carolina Central University (NCCU). C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 1.

[18] *Ibid*. p. 9. W. Weare, *Black Business in the New South, op. cit.,* p. 22.

[19] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 46.

la race » (*racial uplift*)[20]. À l'aune de la Seconde Guerre mondiale, l'entreprise était sans conteste une institution philanthropique noire de premier plan. Elle avait en effet donné des milliers de dollars à l'Urban League, la NAACP, le YMCA et même au National Negro Congress (NNC) pendant la Grande Dépression. Le NNC, fondé en 1935 à Howard University, par le Parti communiste, regroupait des organisations religieuses, fraternelles, syndicales et des droits civiques, unies pour lutter contre la discrimination raciale au sein d'une même organisation « frontiste[21] ». Il est donc particulièrement notable que la NC Mutual ait donné de l'argent au NNC, pourtant associé à des figures radicales, syndicalistes, et communistes. La contribution de la NC Mutual était cependant loin d'être une anomalie, car le NNC se voulait rassembleur et comptait ainsi parmi ses soutiens des partisans du *racial uplift* comme la NC Mutual[22].

Le PDG de la NC Mutual de l'époque, Charles C. Spaulding, s'était imposé comme un intermédiaire incontournable entre les élites blanches de Durham et la population noire de la ville. Au vu du succès exceptionnel de l'entreprise et de ses fines compétences de diplomate, Spaulding fut nommé à la tête d'un programme du New Deal, l'Emergency Advisory Council, destiné à convaincre les Noirs des bénéfices du *National Recovery Act* de 1933. Spaulding avait d'abord eu de grands espoirs, pensant que le New Deal marquerait un tournant pour l'égalité et la justice raciales. Il fut cependant profondément déçu par l'inflexibilité des dirigeants sudistes dans la mise en place des politiques du New Deal : pratiquant la discrimination et l'exclusion des Africains Américains de ces dernières[23]. C'est dans ce contexte que Spaulding fonda, aux côtés d'autres cadres de la NC Mutual, le Durham

[20] La philosophie du *racial uplift* était née à l'aube du régime Jim Crow, à la fin des années 1870, en réponse à l'avènement du régime d'oppression raciale. Elle prônait l'ascension sociale de la communauté noire par sa prospérité économique, obtenue grâce à l'autonomie économique, l'entraide au sein de la communauté et surtout une éthique du travail et de l'effort individuel. Cette stratégie, défendue par toute une frange de l'élite politique et économique noire du Sud de l'époque, tel Booker T. Washington, allait de pair avec une politique de la respectabilité qui visait à démontrer aux Blancs que les Noirs étaient dignes d'être considérés comme des égaux et de jouir, à terme, des mêmes droits civiques. Voir K. Gaines, *Uplifting the Race, op. cit*. Jacqueline Moore, *Booker T. Washington, W.E.B. Du Bois, and the Struggle for Racial Uplift*, Rowman & Littlefield, New York, 2003.

[21] O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power*, *op. cit.*, p. 52.

[22] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 124. Sur le NNC, voir : Erik S. Gellman, *Death Blow to Jim Crow: The National Negro Congress and the Rise of Militant Civil Rights*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2012.

[23] Sur les Africains Américains et le New Deal, voir : Harvard Sitkoff, *A New Deal for Blacks: The Emergence of Civil Rights as a National Issue: The Depression Decade*, Oxford University Press, New York, 2009 [1978]. Jill Watts, *The Black Cabinet: The Untold Story of African Americans and Politics During the Age of Roosevelt*, New York, Grove Press, 2020.

Committee on Negro Affairs (DCNA – futur Durham Committee on the Affairs of Black People) en 1935[24].

Cette nouvelle organisation voulait rassembler au-delà des cadres de la NC Mutual et associa donc Louis Austin, fondateur du journal noir de la ville, *The Carolina Times* (dans lequel il dénonçait ouvertement le racisme des élites blanches locales) et James E. Shepard, fondateur du North Carolina College for Negroes[25]. Le mot d'ordre du DCNA était « un peuple sans droit de vote est un peuple sans espoir[26] ». Le politiste Everett Carll Ladd, Jr. estime que le DCNA était novateur[27], car il rassemblait trois mouvements jusque lors séparés : l'entraide économique (*economic welfare*), la lutte pour les droits civiques et les mobilisations électorales[28]. Selon Weare, le DCNA était censé être « tout à la fois une sorte d'Urban League, de NAACP et d'organisation d'électeurs non-partisane[29] », mais était en pratique « une oligarchie bienveillante[30] ». Lorsque des Africains Américains de la classe ouvrière s'exprimaient lors des réunions du DCNA, les dirigeants de l'organisation répondaient en insistant avant tout sur le besoin d'unité et de solidarité raciale. Un homme d'affaires déclarait ainsi lors d'une réunion du DCNA : « nous devons oublier toutes ces histoires de sentiment d'appartenance de classe. Quand il s'agit des Blancs, on est tous dans le même bateau. […] Le seul moyen pour qu'on se fasse respecter par les Blancs c'est d'avoir du pouvoir[31] ».

De plus, dans la droite lignée de la philosophie de Booker T. Washington, mais aussi de celle de Du Bois, ses dirigeants étaient en effet animés par la peur que les masses laborieuses noires soient corrompues par le suffrage. En l'absence de conseils prodigués par la classe moyenne noire, celle-ci craignait que les classes populaires noires tombent dans le piège du clientélisme en monnayant leurs votes en échange de faveurs sans intérêt[32]. Malgré leurs divergences, l'approche de Du Bois et celle de Washington à cette époque avaient pour point commun l'idée d'une élévation des masses noires par une élite noire grâce à l'adoption

[24] W. Weare, *Black Business in the New South, op. cit.*, p. 212-218. Weare compare la NC Mutual à « une sage-femme » qui avait permis la naissance du DCNA.
[25] Andre D. Vann et Beverly Washington Jones, *Durham's Hayti*, Charleston, Arcadia Publishing, 1999, p. 7-8. « Negro Business Leaders of City Show Steady Progress », *The Durham Herald-Sun*, 19 janvier 1941, p. 8.
[26] « A voteless people is a hopeless people ». C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 21.
[27] Il emploie le terme d'« organisation ultime » (*peak organization*).
[28] Everett Carl Ladd Jr., *Negro Leadership in the South*, New York, Atheneum, 1969, p. 237.
[29] W. Weare, *Black Business in the New South, op. cit.*, p. 240-241.
[30] W. Weare, *Black Business in the New South, op. cit.*, p. 242.
[31] W. Weare, *Black Business in the New South, op. cit.*, p. 219-220.
[32] *Ibidem*. W. Weare, *Black Business in the New South, op. cit.*, p. 242.

des valeurs morales de la classe moyenne[33]. Pourtant, Spaulding, premier président du DCNA jusqu'à sa mort en 1952[34], n'était pas seulement partisan d'un accommodationnisme total, mais plutôt d'une approche militante gradualiste. Weare le décrit comme un « néo-Washingtonien » qui cherchait à allier relation clientéliste avec l'élite blanche et soutien au mouvement pour le droit de vote à partir des années 1930[35]. Les stratégies déployées par Spaulding et le DCNA s'inscrivaient donc dans un équilibre et un périmètre d'action très précaires. Comme le souligne l'historien Walter Weare, le DCNA n'était pas à proprement parler une machine politique. Spaulding ne promettait pas de « livrer » le vote des Noirs à des « clients » blancs au sein du Parti démocrate. Les élites blanches comptaient plutôt sur lui pour « contrôler » la population noire de la ville et étouffer toute émeute ou remise en cause du *statu quo*. En échange, il négociait avec la classe dirigeante pour obtenir de modestes avancées, tout en participant au mouvement pour installer et accroître l'influence électorale des électeurs noirs de la ville.

Il convient de recontextualiser cette hybridation pragmatique de philosophies visant « le progrès » des Africains Américains avec l'évolution des enjeux électoraux et un début d'ouverture à la fin des années 1920 et dans les années 1930. À la fin des années 1920, le Parti démocrate avait commencé à acheter le vote de la faible proportion d'Africains Américains qui pouvaient voter en Caroline du Nord lors d'élections serrées, surtout dans des villes comme Durham où le vote de quelques électeurs noirs n'était pas vu comme une menace, car ces derniers étaient en grande minorité par rapport aux électeurs blancs. Mettre l'accent sur l'éducation des électeurs noirs était aussi une façon pour le DCNA de se prémunir des arguments des Blancs qui utilisaient la corruption du vote des Africains Américains comme prétexte pour les empêcher de voter[36]. Les activités du DCNA, dès sa création en 1935, visaient donc essentiellement à forger une force politique noire indépendante grâce à l'inscription d'électeurs sur les listes électorales et au soutien officiel de candidats jugés favorables à l'avancement de la population africaine-américaine de Durham. En 1928, après

[33] C. Rolland-Diamond, *Black America, op. cit.*, p. 49-50. Sur le débat entre Washington et Du Bois, voir : Thomas Aiello, *The Battle for the Souls of Black Folk: W.E.B Du Bois, Booker T. Washington, and the Debate That Shaped the Course of Civil Rights*, Santa Barbara, Praeger, 2016. Robert Gooding-Williams, *In the Shadow of Du Bois: Afro-American Political Thought in America*, Cambridge, Harvard University Press, 2009. Jacqueline Moore, *Booker T. Washington, W.E.B. Du Bois, and the Struggle for Racial Uplift*, Rowman & Littlefield, New York, 2003.
[34] Robert Joseph Cannon, *The Organization and Growth of Black Political Participation in Durham, North Carolina, 1933-1958*, Thèse de doctorat en histoire, Chapel Hill, University of North Carolina at Chapel Hill, 1975.
[35] W. Weare, *Black Business in the New South, op. cit.,* p. 248-249.
[36] *Ibid.*, p. 242.

plusieurs années d'efforts pour inscrire les habitants noirs de Durham sur les listes de la ville sous l'égide de la Durham Independent Voters' League créée par Louis Austin et R. McCants Andrews, seulement 50 électeurs noirs étaient inscrits sur les listes. Un an plus tard, le DCNA avait augmenté ce chiffre à 1000, puis à 3000 en 1939. L'organisation était très efficace les jours d'élections et était responsable d'une augmentation de la participation des électeurs noirs[37]. Malgré ces avancées électorales, le DCNA ne pouvait pas inscrire ou mobiliser suffisamment d'électeurs pour peser sur les questions de déségrégation scolaire et des établissements publics. Dans les années 1940, ils obtinrent néanmoins de meilleurs équipements et le recrutement d'un policier noir[38].

L'approche paternaliste et gradualiste du DCNA ne fut pas unanimement acceptée par la population noire de Durham et conduisit à des tensions et des négociations avec les classes populaires et ouvrières de la ville, essentiellement féminisées.

Comme l'ont montré les historiennes Leslie Brown et Christina Greene, Durham était aussi fortement marquée par l'intersection des dynamiques de race, de classe et de genre. Brown décrit Durham au tournant du XIXe siècle comme « une ville de femmes[39] ». En effet, l'empire industriel de la ville reposait sur l'exploitation d'une main-d'œuvre féminine noire bon marché. Entre 1880 et 1950, l'augmentation du nombre de femmes venues s'installer à Durham dépassait presque systématiquement celle du nombre d'hommes[40]. Pourtant, Brown explique que la vision de progrès (*upbuilding*) promue par l'élite noire était en fait très genrée, car fondée sur une vision masculiniste de la liberté pour les Noirs (*black freedom*). L'objectif était de prouver que les hommes Africains Américains pouvaient posséder les mêmes attributs de la masculinité que les hommes blancs : position de dirigeant influent, appartenance à la classe moyenne et adhésion au système de valeurs et de mœurs associé. Le discours d'auto-suffisance et d'élévation de la race (*self-help* et *racial uplift*) reconnaissait l'hégémonie de la respectabilité à travers la performance de rôles genrés[41]. Ainsi, comme le souligne Brown : « les héritages de la "capitale de la classe moyenne noire" tout comme ceux du mouvement pour les droits civiques sont ambigus, paradoxaux et contradictoires[42] ».

[37] *Ibid.*, p. 248-249.
[38] *Ibid.,* p. 246. J. Anderson, *Durham County*, *op. cit.*, p. 361.
[39] L. Brown, *Upbuilding Black Durham, op. cit.*, p. 17.
[40] *Ibidem*.
[41] *Ibid.*, p. 18-19.
[42] *Ibid.*, p. 340.

1.2. Vers une cristallisation du long mouvement à Durham

Avec l'ouverture d'un camp d'entraînement militaire pendant la Seconde Guerre mondiale aux abords de la ville, la campagne de la « Double Victoire » de 1942 impulsa une vague de mobilisation en faveur du droit de vote des Noirs à Durham. Ce slogan, lancé par le journal noir *Pittsburgh Courier*, enjoignait les Africains Américains à non seulement lutter pour la victoire contre le fascisme en Europe, mais aussi pour vaincre le racisme institutionnel au sein même du pays[43]. Du fait de leur ancrage central dans les réseaux de sociabilité et d'entraide de la communauté noire, les femmes africaines-américaines de Durham furent en première ligne des campagnes d'inscription des hommes éligibles sur les listes électorales[44]. Au même moment, selon Greene, Spaulding mit plutôt en avant une harmonie raciale superficielle, au détriment des revendications légitimes des Africains Américains de Durham[45]. Sur le plan national, Spaulding s'opposa par exemple à la Marche de Washington de 1941 d'Asa Philip Randolph. Cette marche devait faire pression sur Franklin Delano Roosevelt pour qu'il interdise la discrimination raciale dans les industries de l'armement qui bénéficiaient de contrats avec le gouvernement fédéral[46]. Grâce aux efforts et aux campagnes de porte-à-porte, en 1949, les électeurs noirs de Durham finirent néanmoins par acquérir le pouvoir d'influencer les élections locales grâce à un « vote en bloc » (*bloc vote*). En 1954, cela leur permit d'élire Rencher Harris, président de la NAACP locale et premier Africain Américain au conseil municipal ; si bien que Durham fut célébrée comme un modèle d'inscription des Africains Américains sur les listes électorales à travers l'État. En 1960, 68 % des Noirs de Durham étaient inscrits sur les listes[47], soit 22 % de l'ensemble des électeurs inscrits de la ville. Avec ces chiffres, Durham se démarquait du reste de l'État où environ 38 % des Noirs étaient inscrits sur les listes en 1960 et encore plus des États du Sud profond

[43] Sur la campagne « Double Victoire », voir : Ronald Takaki, *Double Victory: A Multicultural History of America in World War II*, Boston, Little, Brown and Company, 2000. Cheryl Mullenbach, *Double Victory: How African American Women Broke Race and Gender Barriers to Help Win World War II*, Chicago, Chicago Review Press, 2013. Lea Lyon, *The Double V Campaign: African Americans Fighting for Freedom at Home and Abroad*, Washington D.C., Rowman & Littlefield, 2024.

[44] Les Africaines-Américaines avaient créé un riche tissu associatif et communautaire à Durham (voir plus loin) qui servit de base au mouvement des années 1960, à tel point qu'à l'aube du mouvement de désobéissance civile en 1960, les femmes étaient majoritaires dans la section locale de la NAACP. Par ailleurs, le travail « communautaire » (de soin, de solidarité, de sociabilité), notamment au sein des paroisses des Églises, était considéré comme un « travail de femme », ce qui explique que les femmes noires furent en première ligne des opérations de porte-à-porte. Elles avaient en effet développé un réseau formel et informel de solidarité dans leurs quartiers (que ce soit les femmes de classe moyenne ou de la classe ouvrière) qui fut particulièrement utile pour ces opérations. C. Greene, *Our Separate Ways, op. cit.,* p. 10-14.

[45] *Ibid.*, p. 17.

[46] L. Brown, *Upbuilding Black Durham, op. cit.*, p. 340.

[47] C. Greene, *Our Separate Ways, op. cit.,* p. 14.

comme le Mississippi où seulement 6 % d'entre eux étaient inscrits sur les listes à la même époque[48].

À la fin des années 1950, les *sit-ins* et boycotts permirent d'aboutir à la déségrégation des établissements publics de la ville. La déségrégation des établissements scolaires resta elle cependant très limitée et principalement symbolique en raison du plan Pearsall adopté par l'État pour retarder et résister le plus possible à l'arrêt *Brown v. Board* (voir **Chapitre 1**). La majorité des habitants noirs continuait en outre à subir la pauvreté et le racisme[49]. Le maire de la ville créa le Durham Interim Committee pour mettre en œuvre la déségrégation. Asa Spaulding et John Wheeler étaient les deux seuls membres Africains Américains du comité[50].

Une seconde phase du mouvement, à partir de la 1965, se concentra donc sur la lutte contre les inégalités économiques et, en particulier, les problèmes liés au logement et aux politiques de réhabilitation urbaine (*urban renewal*). Cette seconde phase fut marquée par l'influence du Black Power et par le rôle des habitantes noires des quartiers populaires qui prirent la tête du mouvement, marquant ainsi une rupture dans le mouvement de libération jusqu' alors mené en grande partie par la classe moyenne noire[51]. Le mouvement à Durham fut en effet transformé par l'arrivée du siège du North Carolina Fund, en pleine démocratisation des politiques de lutte contre la pauvreté de la Grande Société de Johnson (voir **Chapitre 1**). Ce programme, véritable laboratoire d'expérimentation de la Guerre contre la pauvreté, adopta à partir de 1965, le principe de « participation maximale des bénéficiaires défavorisés » en application de l'*Economic Opportunity Act*. À Durham, le programme d'action communautaire Operation Breakthrough (OBT) ouvrit ses portes en 1964 avec le soutien du maire. Howard Fuller fut recruté en tant que responsable de la section jeune du programme en mai 1965[52]. OBT était soutenu par le maire, car il espérait que le programme permettrait de désamorcer les tensions raciales et sociales en incluant symboliquement quelques représentants pauvres noirs dans l'administration d'OBT. Cependant, très vite, Fuller épousa le mot d'ordre du Black Power.

De plus, les bénéficiaires d'OBT, en grande majorité des femmes africaines-américaines bénéficiaires de l'aide sociale et habitantes des logements sociaux, se saisirent de la clause de « participation maximale » pour influencer et façonner les politiques qui les

[48] W. Weare, *Black Business in the New South, op. cit.,* p. 244.
[49] C. Greene, *Our Separate Ways, op. cit.,* p. 103.
[50] J. Anderson, *Durham County*, *op. cit.*, p. 369.
[51] C. Greene, *Our Separate Ways, op. cit.,* p. 135.
[52] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p. 14.

concernaient au premier chef[53]. Un des objectifs d'OBT était en effet d'organiser des conseils de quartiers populaires ciblés par le programme et de faire émerger des *leaders* qui participeraient activement aux activités d'OBT. La priorité était donc de favoriser véritablement l'émergence d'une démocratie participative, au travers de laquelle les pauvres seraient acteurs de leur émancipation, mais aussi de leur politisation[54]. Fuller et les dirigeants d'OBT créèrent en 1966 une confédération de conseils de quartiers, l'United Organizations for Community Improvement (UOCI), avec un conseil d'administration composé d'élus des pauvres bénéficiaires. Elle avait pour but de mobiliser les habitants et en particulier les habitantes noires des logements sociaux pour lutter contre les politiques d'aide sociale et de logements dont elles estimaient qu'elles étaient racistes et inégalitaires.

Les Africaines-Américaines des quartiers populaires et des logements sociaux prirent ainsi la tête du mouvement puisque l'UOCI devint l'organisation militante *grassroots* la plus importante de la ville. Rubye Gattis, une ancienne domestique, devint la première présidente d'UOCI. L'organisation joua un rôle majeur dans le militantisme des femmes noires pauvres[55]. Elle se saisit de l'outil électoral pour faire avancer la représentation des habitants Africains Américains des quartiers en difficulté. En seulement deux ans, ces femmes avaient réussi à augmenter le nombre d'électeurs noirs inscrits sur les listes de 10 600 à 16 700[56]. En outre, les *leaders* de quartiers s'impliquèrent dans les logiques de parti au niveau local des circonscriptions (*precincts*). Ann Atwater, mère célibataire, habitante d'Hayti, bénéficiaire des allocations, devint l'une des militantes les plus redoutables pour mobiliser les pauvres. Grâce à ses efforts aux côtés des alliés libéraux et syndicaux, Atwater finit même par être élue vice-présidente du Parti démocrate du comté en 1968[57]. Les militantes africaines-américaines des quartiers populaires jouèrent donc un rôle essentiel dans l'investissement de la politique électorale au niveau local dans le cadre du mouvement de libération à Durham.

Les tensions autour de la politique de logement de Durham finirent par éclater à l'été 1967. Rubye Gattis, accompagnée de 150 Africaines-Américaines de l'UOCI, se rendit au conseil municipal du 17 juillet et agita la menace d'une émeute aussi violente que celle en cours à Newark dans le New Jersey au même moment[58]. Face à cette montée des tensions, le

[53] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 110.
[54] R. Korstad et J. Leloudis, *To Right These Wrongs*, *op. cit.*, p. 178-180.
[55] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 117-124.
[56] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 172.
[57] R. Korstad et J. Leloudis, *To Right These Wrongs*, *op. cit.*, p. 189-191.
[58] L'émeute de Newark de juillet 1967 fut l'une des plus spectaculaires et dévastatrices de cet été de révoltes urbaines. Ces révoltes furent provoquées par une explosion des tensions déclenchées par des violences

conseil municipal créa un comité pour entendre les demandes de l'UOCI. L'organisation établit une liste de 100 revendications qui comprenait le logement, l'emploi, l'éducation, une meilleure représentation des Noirs au conseil municipal et au service de gestion des espaces verts et des équipements de sport et de loisir (*Parks and Recreation*), ainsi qu'un traitement digne. Ses revendications étaient soutenues par la classe moyenne noire et le DCNA. Le président du DCNA de l'époque, John Wheeler, également président de la Mechanics and Farmers Bank[59], soutint publiquement l'UOCI et exhorta le conseil à répondre à leurs demandes[60].

Un an plus tard, en 1968, cette coalition interclasse conduisit à la création du Black Solidarity Committee for Community Improvement (BSC) par l'UOCI. Le BSC rassemblait des hommes d'affaires, des pasteurs, des *community organizers*, des étudiants et des locataires de logements sociaux. En juillet 1968, le BSC organisa un boycott des commerces gérés par des Blancs pour protester contre la discrimination raciale persistante. Les porte-paroles du BSC étaient des hommes noirs de l'élite politique et économique de la ville, issus en partie du DCNA et/ou de la NC Mutual. Cependant, comme Christina Greene le souligne, les militantes noires des organisations de quartiers et de l'UOCI étaient les maillons indispensables du boycott sur le terrain et permirent de le faire advenir. Malgré cette unité, le BSC révéla aussi les profondes divisions de classe au sein de la population africaine-américaine de Durham[61]. Les femmes africaines-américaines des quartiers populaires réussirent néanmoins à tenir tête à l'élite noire qui dirigeait le BSC notamment, car, contrairement aux Africaines-Américaines de la classe moyenne, elles pouvaient s'affranchir du carcan des normes de la respectabilité. Le boycott prit fin en mars 1969 et porta ses fruits. Pour Christina Greene, ce boycott fut « le dernier tour de piste » du mouvement à Durham[62].

La montée de la répression conservatrice ainsi que la nouvelle orientation donnée par les cadres du FCD, dont Howard Fuller, sur le recrutement d'étudiants intéressés par le Black Power plutôt que sur les militantes noires des quartiers finirent par avoir raison de l'UOCI en

---

policières, les discriminations systémiques et la pauvreté des ghettos noirs des villes américaines. À ce sujet, voir : Kevin Mumford, *Newark: A History of Race, Rights, and Riots in America*, New York, New York University Press, 2007 et Malcolm McLaughlin, *The Long, Hot Summer of 1967*, Palgrave MacMillan, New York, 2014.

[59] Créée aux alentours de 1907 par les dirigeants de la NC Mutual, la Mechanics and Farmers Bank, s'imposa comme l'institution financière africaine-américaine de Durham. Sur Wheeler et la Mechanics and Farmers Bank, voir : Brandon K. Winford, *John Hervey Wheeler, Black Banking, and the Economic Struggle for Civil Rights*, Lexington, University Press of Kentucky, 2020.

[60] C. Greene, *Our Separate Ways, op. cit.,* p. 129-131.

[61] C. Greene, *Our Separate Ways, op. cit.,* p. 166-193.

[62] *Ibid*., p. 184-189.

1969. De plus, l'activisme politique des militantes de l'UOCI était particulièrement dans le collimateur de l'*establishment* politique démocrate comme républicain. Ces derniers avançaient que les fonds fédéraux étaient détournés par les programmes d'action communautaire pour financer l'extrémisme du Black Power incarné selon eux par Howard Fuller. Ce sentiment était partagé par les conservateurs démocrates et républicains au niveau national. Ces derniers s'attaquèrent aux fondations philanthropiques, affirmant que celles-ci étaient trop libérales (au sens étatsunien du terme), trop puissantes et trop proches du Black Power. En 1967, la Ford Foundation avait octroyé 175 000 dollars à la section locale de CORE pour une campagne d'inscription sur les listes électorales à Cleveland dans l'Ohio. Quelques mois plus tard, Carl Stokes était élu maire, le premier africain-américain à prendre la tête d'une grande métropole. Les élus conservateurs des deux partis au Congrès se précipitèrent pour dénoncer le lien de cause à effet entre la subvention et l'élection de Stokes, preuve selon eux que les fondations philanthropiques étaient hors de contrôle et profitaient des campagnes d'inscription sur les listes pour s'immiscer dans les élections. Les mouvements de contestation de 1968, notamment les manifestations autour de la convention démocrate à Chicago, contribuèrent à créer un climat de plus en plus hostile aux financements d'organisations communautaires par les fondations philanthropiques. Les conservateurs sudistes au Congrès tenaient ces fondations pour responsables du « chaos » dans lequel le pays était tombé. Ils menèrent donc la charge pour limiter la possibilité pour ces fondations de soutenir financièrement les campagnes d'inscriptions sur les listes électorales. Ce retour de bâton conservateur finit par aboutir à une réforme de la fiscalité en 1969. Le *Tax Reform Act* empêchait désormais aux organisations bénéficiant de fonds fédéraux et d'exemption fiscale (statut légal dit 501(c)3) toute mobilisation électorale ou investissement dans des activités partisanes, sous peine de perdre leur statut et leurs financements[63]. Cette réforme eut l'effet escompté par les conservateurs (notamment sudistes), car elle fragilisa et limita considérablement le mouvement de libération noire qui dépendait de ces financements philanthropiques[64].

1.3. Les élues pionnières : l'ascension politique d'Elna Spaulding et de Josephine Clement

Au début des années 1970, le militantisme de masse porté par les organisations radicales dirigées par les femmes africaines-américaines des classes populaires était donc en

[63] C. Greene, *Our Separate Ways, op. cit.,* p. 190-193.
[64] E. Faulkenbury, *Poll Power*, *op. cit.*, p. 110-112.

train de disparaître[65]. La classe moyenne noire revint sur le devant de la scène pour porter les revendications des Africains Américains. Elna Spaulding, épouse d'Asa Spaulding, ancien dirigeant de la NC Mutual, créa le Women-in-Action for the Prevention of Violence and Its Causes (WIA) en septembre 1968, en plein boycott du BSC. Cette organisation avait pour but de promouvoir une déségrégation pacifique des établissements scolaires en mettant l'accent sur la collaboration interraciale. L'organisation cherchait à créer des liens d'amitié entre les femmes noires et blanches d'origines sociales différentes. Les membres étaient en grande majorité des femmes d'âge mûr, actives dans les associations citoyennes dans les années 1950, notamment dans le Young Women's Christian Association (YWCA) et la League of Women Voters (LWV) qui avaient progressivement intégré les femmes noires à leurs associations. Le WIA faisait valoir le rôle des femmes en tant que proctectrices, nourricières et pacificatrices. La respectabilité de classe moyenne, la domesticité et la maternité étaient autant de valeurs mises en avant par les femmes du WIA. La médiation, la conciliation et la recherche de consensus étaient leurs modes d'action privilégiés. L'organisation parvint à mettre en place une direction interraciale et à favoriser les liens amicaux entre femmes noires et femmes blanches de classe moyenne. Cependant, l'accent mis sur la respectabilité et l'absence de réelles prises en compte des revendications des Africaines Américaines aux faibles revenus finirent par éloigner définitivement ces dernières. Alors que le mouvement de libération était en perte de vitesse, le WIA abandonna son action de plaidoyer en faveur de la déségrégation scolaire et adopta la neutralité comme mot d'ordre, devenant un simple centre d'information. Selon Greene, le WIA échoua ainsi à créer une sororité interraciale et interclasse. Les Africaines Américaines des classes populaires continuèrent néanmoins à s'organiser tant bien que mal dans leurs quartiers pour répondre aux besoins des habitants, sans organisations à part entière[66].

Le milieu des années 1970 vit néanmoins l'ascension politique locale d'Elna Spaulding et de Josephine Clement, fondatrice et membre du WIA respectivement, dans un contexte de tensions autour des politiques de croissance urbaine et des politiques scolaires. Elna Spaulding fut élue à la commission de comté de Durham en 1974. Quant à Josephine Clement, elle fut d'abord nommée au conseil scolaire de la ville de Durham en 1973, puis élue en 1975. Elles étaient justement issues de l'élite politique noire de Durham. Leurs élections respectives témoignaient de la continuité de leur engagement et des stratégies

[65] C. Greene, *Our Separate Ways, op. cit.,* p. 190-193.
[66] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 197-223.

adoptées au sein du WIA. Elles mirent en effet l'accent sur la respectabilité et les atouts spécifiques que les femmes pouvaient apporter dans le champ politique : compassion, sensibilité et propension à résoudre les conflits et promouvoir des relations pacifiées.

Comme Esther Cyna l'a démontré, les questions de déségrégation des écoles et de répartition des ressources entre secteurs scolaires du comté et de la ville (*city school district/ county school district*) étaient au cœur des enjeux politiques de la période au moment de leur élection respective. Dans les années 1970, comme dans d'autres agglomérations du pays, les banlieues autour de Durham se développèrent rapidement sous l'effet de la désindustrialisation, de politiques de croissance inéquitables et d'une stratégie des familles blanches aisées pour éviter les politiques de déségrégation imposées par la justice[67]. Au début des années 1970, la moitié de la population de la ville était africaine-américaine tandis que 86 % de la population du comté était blanche[68]. Le centre-ville de Durham se trouva ainsi appauvri par la diminution des recettes fiscales du fait de la concentration des classes populaires à l'intérieur des limites de la ville. Pire encore, la commission de comté permit aux habitants des banlieues annexées par la ville de voter pour choisir de ne pas faire partie du secteur scolaire de la ville, mais plutôt de celui du comté, tout en bénéficiant de l'accès à tous les services offerts par la ville. Cette politique eut pour conséquence non seulement d'accroître les inégalités entre centre-ville et banlieue blanche, mais aussi, comme le souligne Cyna, de diluer le pouvoir électoral des Africains Américains. Les habitants de ces enclaves nouvellement annexées (appelées « *city out areas* ») pouvaient en effet voter pour le conseil scolaire de la ville, tout en ne scolarisant pas leurs enfants dans le système scolaire de la ville, mais dans celui du comté. Les habitants de ces enclaves votaient donc à la fois pour le conseil scolaire de la ville et pour celui du comté. Le pouvoir politique de ces habitants était ainsi décuplé par ces schémas électoraux[69].

À Durham, les politiques de croissance urbaine, scolaires et fiscales étaient donc intimement entremêlées avec les enjeux de représentation politique au niveau local. Des propositions pour fusionner le système scolaire de la ville et celui du comté avaient fleuri depuis 1958 et avaient été systématiquement rejetées par les électeurs. En 1971 par exemple, après la tenue d'une commission spéciale, surnommée Save Our Schools (SOS) Durham

[67] Esther Cyna, « Equalizing Resources vs. Retaining Black Political Power: Pardoxes of an Urban-Suburban School District Merger in Durham, North Carolina, 1958-1996 », *History of Education Quarterly*, vol. 59, n°1, février 2019, p. 41.
[68] *Ibid.*, p. 44.
[69] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 210-215 ; p. 255.

Charrette, présidée par C. P. Ellis (alors président de la section locale du Ku Klux Klan) et Ann Atwater (militante africaine-américaine de premier plan à Durham – voir plus haut), la proposition de fusion (préconisée par SOS) avait été rejetée[70].

C'est peu après que la composition du conseil scolaire de la ville commença à changer. Josephine Clement devint la première femme africaine-américaine au conseil scolaire de Durham en 1973[71]. À l'époque, les membres du conseil scolaire étaient encore nommés par le conseil municipal où seuls deux Africains Américains, John Stewart et C. E. Boulware, siégeaient sur treize élus au total[72]. Au moment de la nomination de Clement au conseil scolaire, seul un autre Africain Américain était au conseil. Stewart, Boulware et le DCNA sous l'égide de John Wheeler protestèrent contre le conseil municipal qui refusa de renouveler le mandat d'un autre Africain Américain au conseil scolaire, soutenu par le DCNA et populaire dans la communauté noire. Pour eux, les Africains Américains devaient être mieux représentés au conseil scolaire, surtout que la population scolarisée de la ville était, en 1973, à 67 % africaine-américaine[73].

Deux ans plus tard, de nombreuses personnalités politiques noires attendaient que le conseil municipal nomme plus d'Africains Américains au conseil scolaire alors que la population scolarisée à Durham était désormais à 73 % noire. Au dernier moment, le conseil municipal décida de demander à l'Assemblée de l'État de transformer le conseil scolaire de la ville de Durham en instance élue avec un mode d'élection *at-large* et des mandats échelonnés (*staggered terms*). Ralph Hunt, élu africain-américain au conseil municipal, y voyait une stratégie du conseil municipal pour éviter d'avoir à nommer plus de représentants noirs au conseil scolaire. Hunt avança que près de 75 % des élèves étaient noirs et qu'il était donc temps que « le conseil prenne ses responsabilités […] en s'assurant que la composition du conseil scolaire reflète celle de la population scolarisée ». Il craignait en outre qu'avec la mise en place d'élections, le conseil devienne plus blanc alors même que la proportion d'élèves Africains Américains continuerait d'augmenter, affirmant que si les élections se faisaient au niveau de la ville entière (et non par circonscription) avec des mandats échelonnés, la

[70] Sur la fusion des systèmes scolaires de la ville et du comté de Durham qui aura finalement lieu en 1991 sans l'approbation des électeurs, voir E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 261-270.
[71] E. Cyna, « Equalizing Resources », *op. cit.*, p. 46-49. Henry Wefing, « City School Board Member Has 'Passion For Education', *Durham Morning Herald*, 1er août 1973, 1B.
[72] John Stewart avait été le premier Africain Américain nommé au conseil scolaire en 1958. Andre D. Vann et Beverly Washington Jones, *Durham's Hayti*, Charleston, Arcadia Publishing, 1999, p. 47.
[73] Ed Martin, « Black Member Not Reappointed: School Board Decision Poses 'Delicate Dilemma' », *Durham Morning Herald*, 22 juillet 1973, 14D. Jim Lasley, « Bid For Increased Black Vote Denied », *Durham Morning Herald*, 17 juillet 1973, 1A.

situation empirerait. Dans le meilleur des cas, les Africains Américains ne pourraient, selon lui, élire qu'un candidat noir à chaque élection[74].

La demande fut finalement acceptée par l'Assemblée et les premières élections pour le conseil scolaire de la ville de Durham eurent lieu en octobre 1975, en même temps que les élections pour le conseil municipal. Quatre élus Africains Américains, dont Josephine Clement remportèrent les élections et obtinrent ainsi une majorité au conseil scolaire (qui ne comportait désormais plus que cinq membres élus par l'ensemble des électeurs pour quatre ans)[75]. La forte participation des électeurs Africains Américains, autour de 40 %, comparée à la participation des électeurs blancs, autour de 13 %, témoignait de la volonté d'avoir plus d'influence sur les politiques éducatives de la ville. Cette influence paraissait d'autant plus nécessaire au vu des inégalités dans le financement de l'éducation pour la ville de Durham par rapport au système scolaire du comté[76]. Le Durham Committee avait œuvré en ce sens et avait soutenu les trois candidats Africains Américains élus[77].

Lors de sa campagne, Josephine Clement mit en avant le fait que les femmes puissent enrichir et donner plus de sens aux prises de décisions des instances gouvernementales. Son comité de campagne chercha à convaincre le Women-In-Action, mais aussi le Durham Committee de soutenir sa candidature[78]. Elle se présentait aussi comme une mère et une grand-mère, ancienne présidente d'association de parents d'élèves et membre de l'Église White Rock Baptist Church (voir **Figure 19**)[79]. Fondée en 1866 au cœur de ce qui était alors « le Wall Street noir » de Durham, cette église était une institution centrale de la communauté africaine-américaine de la ville[80]. La majorité des membres de l'élite noire était membre de sa paroisse et de nombreux événements du Durham Committee avaient lieu dans cette église. Nous reviendrons sur le rôle central des églises en **2.3.**

---

[74] Kathy McPherson, « Hunt Says Blacks Would Be Blocked », *Durham Morning Herald*, 23 avril 1975, 1B.
[75] Valerie Wright, « City School Board Elections Set Up », *The Durham Sun*, vol. 87, n°56, p. 1A-2A. Kathy McPherson, « Blacks Seize Firm Control Of Durham Education Board », *Durham Morning Herald*, 8 octobre 1975, 1A-2A.
[76] E. Cyna, « Shortchanged », *op. cit.*, p. 195-196 et p. 211-212.
[77] Kathy McPherson, « Seize Firm Control Of Durham Education Board », *Durham Morning Herald*, 8 octobre 1975, 1A-2A.
[78] Finance Committee, « The Committee To Elect Mrs Josephine D. Clement, Durham, N.C., September 5, 1975 » ; « Minutes, August 28, 1975 » dans Josephine Clement Papers, 1937-1998 (#04444), Southern Historical Collection, Wilson Special Collections Library, University of North Carolina at Chapel Hill [ci-après Josephine Clement Papers], Carton 21, Dossier 303.
[79] Comme mentionné plus haut, cet accent mis sur l'éducation, les enfants et la maternité dans son discours de campagne était typique des discours des femmes de classe moyenne de sa génération. Les militantes blanches antiracistes étudiées par Anne Stefani entre les années 1920 et 1950 mettaient elles aussi en avant ces sujets dans leurs discours. A. Stefani, *Unlikely Dissenters*, *op. cit.*, p. 124.
[80] A. Vann et B. Jones, *Durham's Hayti*, *op. cit.*, p. 7. J. Anderson, *op. cit.*, p. 135.

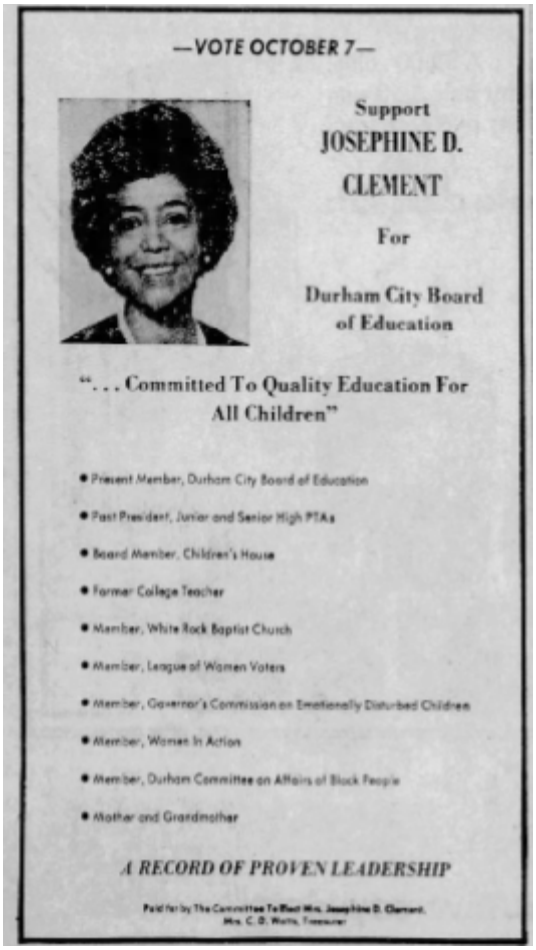


Figure 19 : Encart de campagne pour le conseil scolaire, Josephine Clement, octobre 1975[81].

Pour mieux comprendre l'enjeu de son élection au conseil scolaire et sa stratégie de campagne, il est indispensable de recontextualiser l'élection d'Africaines-Américaines aux conseils scolaires après le *Voting Rights Act* de 1965. Ces élections s'inscrivent dans une histoire à la fois genrée et racialisée de la gouvernance scolaire aux États-Unis. L'historienne Jackie Blount a montré comment le métier d'enseignant fut progressivement féminisé alors que la gouvernance des établissements scolaires et des conseils scolaires devint une affaire d'hommes après la Seconde Guerre mondiale[82]. Cette féminisation rapide de la profession enseignante à partir des années 1840 (mais plus tardivement dans le Sud, rural notamment) était due à la massification scolaire (dans le cadre du mouvement de systématisation d'écoles publiques gratuites financées par les gouvernements fédéraux et fédérées)[83]. Les conseils scolaires devinrent la norme aux États-Unis à la fin du XIXème siècle, suite à un mouvement

[81] *Durham Morning Herald*, 5 octobre 1975, 4A.
[82] Jackie M. Blount, *Destined to Rule the Schools: Women and the Superintendency, 1873-1995*, Albany, State University of New York Press, 1998, p. 2.
[83] M. Ménard, *Renouveau ou continuité ?*, *op. cit.*, p. 78-80. Un des facteurs les plus souvent avancés pour expliquer cette féminisation est le souci d'économie sur les salaires dans un contexte de sous-financement des écoles publiques.

de réforme et de standardisation de la gouvernance scolaire, dans la lignée des mouvements populistes et progressistes. Cette standardisation devait permettre de « dépolitiser » la gouvernance des établissements scolaires et de lutter contre le clientélisme des machines politiques au niveau local, qui se servaient des postes de gouvernance (siège au conseil scolaire ou poste de directeur du secteur scolaire – *superintendent*) comme d'un vivier pour nommer des personnes fidèles à leurs machines. Le nombre de membres des conseils scolaires fut ainsi réduit, les candidats se présentaient désormais sans étiquette de parti (*nonpartisan elections*) et au niveau du secteur scolaire dans son ensemble (*at large*) plutôt que par circonscription (*ward*). De plus, c'est à ce moment que les délimitations des secteurs scolaires (*school district*) furent décorrélées des délimitations des municipalités et que les secteurs scolaires devinrent des entités fiscales indépendantes[84]. Les effets de ces réformes furent plus dévastateurs dans le Sud du pays, car elles coïncidèrent avec la mise en place du régime Jim Crow et donc de la ségrégation spatiale, scolaire et de la dépossession politique (*disfranchisement*) des Africains Américains[85]. À la suite de ces réformes qui rendirent l'élection directe des conseils scolaires par les citoyens courante, et grâce aux mobilisations des militantes suffragistes pour que les femmes aient le droit de voter, l'élection de femmes au sein des conseils scolaires atteignit son apogée à la fin des années 1920, avant de décliner durablement. La plupart des élues étaient blanches, protestantes, de classe moyenne et s'identifiaient avant tout comme des mères de famille, tout comme les femmes de la League of Women Voters évoquées précédemment[86].

Dans les années 1960, les conseils scolaires redevinrent un lieu de conflits aigus sous l'effet de la déségrégation scolaire et du mouvement pour les droits civiques, du renouveau syndical enseignant et du mouvement national de révolte fiscale[87]. Ainsi, après l'adoption du *Voting Rights Act* de 1965 et à la suite du mouvement pour déségréguer les écoles, l'élection de représentants et représentantes africaines-américaines dans les conseils scolaires était plus que jamais un enjeu majeur de mobilisation au niveau local. Elle devait notamment permettre d'avoir plus de contrôle sur les politiques de déségrégation scolaire et sur la répartition des financements scolaires. La victoire de Josephine Clement aux premières élections du conseil scolaire de la ville de Durham en 1975 s'inscrit donc à la fois dans la continuité du « militantisme scolaire » africain-américain pour reprendre l'expression d'Esther Cyna

[84] Anne E. Just, « Urban School Board Elections: Changes in the Political Environment Between 1950 and 1980 », *Education and Urban Society,* vol. 12, n°4, Août 1980, p. 423-426.
[85] Michael B. Berkman et Eric Plutzer, *Ten Thousand Democracies: Politics and Public Opinion in America's School Districts*, Washington, D.C., Georgetown University Press, 2005, p. 89-90.
[86] J. Blount, *Destined to Rule the Schools*, *op. cit.*, p. 80-83.
[87] A. Just, « Urban School Board Elections », *op. cit.*, p.426-429.

(*educational activism*) et des mobilisations électorales locales du mouvement de libération. L'histoire de la gouvernance scolaire aux États-Unis et à Durham évoquée ci-dessus explique pourquoi les mobilisations électorales pour l'élection de représentants noirs s'imposèrent comme des modes d'action incontournables pour lutter contre la longue histoire de confiscation du pouvoir politique au niveau local et les politiques inégalitaires qui en découlèrent.

Elna Spaulding, quant à elle, se présenta aux élections du conseil de comté en 1974. Elle fit de son point de vue « féminin[88] » de la politique un argument de campagne central, affirmant qu'elle « écouterait [ses concitoyens] avec "la tête" aussi bien qu'avec "le cœur"[89] » (voir **Figure 20**).



Figure 20 : Encart de campagne d'Elna Spaulding pour les élections au conseil du comté de Durham, 1974[90].

Les notions d'écoute et de dialogue étaient en effet au cœur de l'approche de l'organisation qu'elle avait fondée, le WIA. En 1973, alors que l'organisation faisait face à de grandes difficultés financières qui menaçaient sa survie, Elna Spaulding écrivit un communiqué de presse pour demander un soutien financier au conseil de comté de Durham. Dans cet appel à l'aide, elle vantait les mérites du WIA, qui selon elle, avait permis de mettre un terme au boycott de 1968, en réunissant à la même table le Black Solidarity Committee, l'association des commerçants de Durham et la Chambre de Commerce. Les parties en

[88] « Ladies Host Coffee Sip for Mrs. Spaulding », *The Carolina Times*, vol. 51, n°14, 13 avril 1974, 5A.
[89] *Ibidem* (« Ladies Host »). Encart de campagne, *The Carolina Times*, 4 mai 1974, vol. 51, n°17, 5B.
[90] Encart de campagne, *The Carolina Times*, 4 mai 1974, vol. 51, n°17, 5B.

présence avaient ainsi pu « s'écouter » et les conflits avaient alors été résolus. Devenu un centre d'information depuis 1970, le WIA, selon Spaulding, offrait aux habitants de Durham la possibilité de « dire ce qu'ils [avaient] sur le cœur […] sans peur de récrimination ». Spaulding concluait ainsi : « nous avons souvent observé que, grâce à cette expérience thérapeutique, beaucoup d'individus évacuent les tensions, car ils ont eu l'opportunité d'être entendus par quelqu'un qui se sent concerné[91] ». À sa création, le WIA s'était justement donné pour mission principale la prévention de la violence par l'apaisement des tensions. L'outil principal pour y parvenir était donc le dialogue interpersonnel qui devait permettre une catharsis individuelle, plutôt que la lutte collective pour des réformes structurelles visant à remédier aux inégalités et aux discriminations raciales. Les modes d'action contestataires, et même les actions de plaidoyer auprès des institutions gouvernementales, ne faisaient donc pas partie des outils mis en avant par le WIA. Spaulding utilisa par ailleurs son réseau mondain de « *visiting ladies* » pour faire campagne dans un cadre renforçant une certaine performance de la sociabilité féminine respectable. Le *Carolina Times* (le journal africain-américain de la ville) décrivait des femmes élégamment vêtues, conversant tout en sirotant un café autour de petits gâteaux pour parler de la candidature de Spaulding[92]. Ce type de stratégie rappelle celle des « *southern ladies* » blanches qui œuvrèrent pour la déségrégation des écoles pendant la période de résistance massive à l'arrêt *Brown v. Board of Education*, tout en s'appuyant sur leur image traditionnelle de respectabilité[93].

À la fin des années 1960, cette rhétorique du « dialogue » interracial s'insérait ainsi parfaitement dans la mystique progressiste de Caroline du Nord et dans une volonté de dépolitisation des enjeux raciaux[94]. La campagne d'Elna Spaulding s'inscrivit donc dans cette

[91] « The organization also provides an opportunity for people who have grievances to come in and "get things off their chest", which are causing tensions, and without fear of recrimination. We have often found that through this therapeutic experience many individuals are greatly relieved of their tensions, because they have had an opportunity to be heard by someone who cares ». Mrs. A. T. Spaulding, Présidente de Women-In-Action au City Editor, « An Appeal to The Durham County Board of Commissioners For Financial Support », 19 février 1973 dans Women-In-Action for the Prevention of Violence and Its Causes, Inc., Durham Chapter records, 1968-1998 and undated (RL.01380), David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University [ci-après WIA Records], Carton 6, Dossier 3.

[92] « Ladies Host Coffee Sip », *op. cit.*

[93] Sur l'importance de la mobilisation des codes culturels associés à l'identité et l'idéal de la « *southern lady* » blanche dans le militantisme anti-raciste des femmes blanches du Sud, voir : Anne Stefani, *Unlikely Dissenters: White Southern Women in the Fight for Racial Justice*, Gainesville, The University Press of Florida, 2015, p. 123-133.

[94] Le dialogue interracial avait été un instrument réel de médiation (quoique limité et limitant, comme le souligne William Chafe dans *Civilities and Civil Rights*, *op. cit.*) dans la lutte pour la justice raciale et avait même pu être considéré comme radical par nombre de militantes blanches et noires, dans un contexte de répression extrême au plus fort du régime Jim Crow dans le Sud, jusque dans les années 1950 (A. Stefani, *Unlikely Dissenters*, *op. cit.*). Au tournant des années 1970, près de dix ans après le début du mouvement de désobéissance civile et de

veine, soulignant sa propension à la compassion et l'écoute en tant que femme tout en affirmant une compétence intellectuelle (« la tête ») et administrative suffisante pour participer à la gouvernance du comté. Selon elle, « le point de vue féminin » permettait un « équilibre parfait entre les dimensions économiques et les dimensions humaines[95] ». Dans des notes pour sa campagne de réélection en 1977 intitulées « La perspective des femmes dans la politique sociale », Spaulding analysait et listait rétrospectivement les spécificités de « l'approche féminine » qui expliquaient, selon elle, la source de certains de ses désaccords avec les autres membres du conseil de comté :

> 1. Les femmes prêtent davantage attention aux détails que les hommes, dans beaucoup de cas, j'estime les détails importants pour prendre des décisions.
>
> 2. L'implication dans les activités civiques bénévoles dans la communauté […]. Je suis persuadée que j'ai une certaine sensibilité aux besoins de la communauté en raison de ma longue expérience aux côtés des gens et de leurs problèmes. […]
>
> 4. […] Je pense que les femmes sont consciencieuses quand il s'agit de respecter les réglementations mises en œuvre par l'assemblée de l'État. […]
>
> 5. Approche conservatrice des questions de budget : en raison de leur rôle de gestionnaire du budget de la famille, les femmes sont naturellement enclines à en avoir pour leur argent. Il est donc naturel que cela se retrouve quand il est question de budget de gouvernements locaux. […]
>
> 8. Nous voulons tous une gouvernance plus honnête et plus transparente. C'est seulement si nous décidons de contribuer à aider à faire advenir le genre de gouvernance dans lequel nous croyons que nous, en tant que femmes, accomplirons notre mission dans le monde d'aujourd'hui[96].

---

confrontation directe à Durham, le dialogue interracial relevait plutôt d'un répertoire d'action très modéré, voire conservateur.

[95] « Other comments by her regarding the woman's point of view was that a proper balance between economic and human factors should be used in the Commissioner's decision making ». « Ladies Host Coffee Sip », *op. cit.*

[96] Elna Spaulding, « Women's Perspectives in Social Politics », 13 septembre 1977 dans Asa and Elna Spaulding Papers, 1909-1997 and undated (RL.01240), Elna Spaulding Subgroup, 1909-1997 and undated [ci-après Elna Spaulding Papers], David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University, Carton ES-3, Dossier 1. Le soulignement est d'origine.

« 1. Women are more accustomed to placing importance on details than men might be, in many instances I consider details important in making overall decisions.

2. Involvement in Voluntary Civic activities in the community and helping to solve some of its problems, also make a difference. I am confident I have a kind of sensitivity to community needs because of my long experience in working with people and their problems. […]

3. […] I believe women to be conscientious in regard following prescribed regulations set up by the state legislature. […]

4. Conservatism in Budget matters. Women because they have to manage the family budget are naturally tuned-in on getting the most for their money. It would be natural for this to follow where government budget are being considered. […]

8. We all want better, more honest and more open government. It is only when we are willing to participate in helping to bring about the kind of government we believe in, that we as women are fulfilling our goals in today's world ».

Ces caractéristiques « féminines » mises en avant lui permettaient aussi de souligner une certaine continuité du rôle des femmes entre la sphère privée et la sphère publique. Les compétences acquises dans leur rôle de maîtresse de maison pouvaient être ainsi transférées dans leur exercice de la politique. Le rôle des femmes élues était aussi présenté comme étant dans la continuité de leurs activités dans des associations de bénévolat et citoyennes comme le WIA ou la League of Women Voters[97]. Selon l'historienne Melissa Blair, la plupart des femmes de Durhamn, engagées dans une démarche féministe dans les années 1960 et 1970, s'investirent sans directement remettre en question les normes de genre du Sud. Le besoin d'être perçues comme des « *ladies* », des femmes respectables, constituait en effet une part importante de l'identité des femmes du Sud à cette époque[98]. Dans son étude des militantes blanches antiracistes du Sud, Anne Stefani montre à quel point la conformité à l'identité de la « *southern lady* » fut un élément central dans leur activisme, malgré leur ambivalence quant à leur double positionnement en tant qu'oppresseure et oppressée et leur rejet de la société sudiste ségrégationniste. En outre, Leslie Brown documente dans ses travaux comment, au début du XXe siècle, les femmes africaines-américaines actives dans le *club movement* ou au sein des paroisses noires concevaient la performance de la respectabilité genrée comme une stratégie de résistance au régime Jim Crow « derrière le voile » et un moyen de mettre en œuvre les objectifs « d'élévation de la race » (*racial uplift*) et « d'auto-suffisance » (*self-help*) de cette époque[99]. L'entrée en politique d'Elna Spaulding ne dérogeait donc pas à cette performance de la respectabilité féminine de classe moyenne de la « *southern lady* ».

Pendant sa première campagne pour le conseil de comté en 1974, Spaulding avait conscience d'être en lice pour briser le plafond de verre[100]. Elle avança que « les femmes de la communauté du comté de Durham devraient avoir une voix dans les processus de décision » et que, « de manière générale, les femmes avaient beaucoup à offrir[101] ». Elle arriva troisième lors des primaires démocrates en mai, puis première lors des élections

[97] La League of Women Voters est née de la transformation de la National American Woman Suffrage Association (NAWSA) après l'obtention du 19e amendement garantissant le droit de vote aux femmes en 1920. La ligue se donna pour mission principale l'éducation apartisane des citoyens à leurs devoirs démocratiques. J. Blount, *Destined to Rule the Schools*, *op. cit.*, p. 81.

[98] Melissa Estes Blair, *Revolutionizing Expectations: Women's Organizations, Feminism, and American Politics, 1965-1980*, Athens, University of Georgia Press, 2014, p. 41-42.

[99] L. Brown, *Upbuilding Black Durham*, *op. cit.*, p. 20 et p. 101. Les associations de femmes — YWCA, les associations paroissiales et religieuses des églises méthodistes, baptistes et quakers — jouèrent un rôle important dans la lutte contre le régime ségrégationniste en secret (avant la période de confrontation frontale des années 1960). A. Stefani, *Unlikely Dissenters*, *op. cit.*

[100] Valerie Wright, « Incumbents, Woman Win Durham County Races », Durham Morning Herald, 6 novembre 1974, 1A & 7A.

[101] « County Commission Seat is Sought By Mrs. Spaulding », *The Carolina Times*, vol. 51, n°5, 2 février 1974, p. 1A & 6A.

générales de novembre 1974 avec près de 48 % des voix[102]. Pour Spaulding, les citoyens du comté étaient en train de se rendre compte des talents et du potentiel des femmes et il était grand temps que cela arrive. De surcroît, sa victoire écrasante témoignait, selon elle, de la prise de conscience par tous que « la communauté dans son entièreté n'est représentée que si une femme fait partie de cette représentation[103] ». Dans une déclaration adressée aux électeurs, elle ajouta :

> À travers votre vote aujourd'hui, vous vous êtes exprimés avec éloquence, avec force et avec clarté contre le monopole des hommes blancs et pour la démocratie, avec un sens de l'équité et de la justice pour tous – un gouvernement représentatif « du peuple, par le peuple, et pour le peuple »[104].

Spaulding avait d'ailleurs ajouté le mot « homme » (*male* dans le texte source) dans un second temps. Ces déclarations montrent à quel point elle concevait son élection comme un tournant et comme une démarche politique de double représentation des femmes et des Africains Américains.

Concernant son programme, celui-ci restait très général, mais elle fit de l'éducation sa première priorité[105]. Elle s'exprima aussi en faveur d'une réduction d'impôts pour les personnes âgées et les personnes modestes et pour la fin de la TVA sur les produits alimentaires et médicaux pour soulager les personnes les plus vulnérables face à l'inflation galopante qui frappait alors le pays à la suite du choc pétrolier[106]. Ces baisses seraient, selon elle, compensées par l'augmentation de la valeur foncière imposable du comté (« *assessed value of the county's taxable property* »). L'accent sur une fiscalité responsable doit être compris dans le contexte des débats autour de l'augmentation des impôts alors que la municipalité devait faire face aux coupes budgétaires fédérales. Le débat sur la fusion des systèmes scolaires de la ville et du comté avait aussi provoqué l'inquiétude de certains

[102] « Newcomer, 4 Incumbents Top Race For Durham Board », *The Durham Sun*, vol. 86, n°59, 8 mai 1974, p. 1A. Martha Mullen, « Four GOP Nominees Defeated », *Durham Morning Herald*, 6 novembre 1974, 1B.
[103] « How everybody realizes that the total community is not represented until a woman is part of that representation », Martha Mullen, « Four GOP Nominees Defeated », *Durham Morning Herald*, 6 novembre 1974, 1B.
[104] Déclaration non datée et sans titre dans Elna Spaulding Papers, Carton ES-3, Dossier 9. « Through your vote today, you have spoken eloquently, loudly and clearly against white male monopoly and for democracy with fairness and justice for all – a representative "government of the people, by the people, and for the people" ».
[105] Henry Wefing, « 14 Candidates Respond To Questions On Schools », *Durham Morning Herald*, 5 mai 1974, p. 1C.
[106] « Reducing Of Taxes On Elderly Backed », *Durham Morning Herald*, 3 mars 1974, p. 9C. Valerie Wright, « Library, School Funding Priorities For Hopefuls », *The Durham Sun*, 25 octobre 1974, p. 7-B. Martha Mullen, « Candidates Say Federal Spending Must Be Reduced », *Durham Morning Herald*, 25 octobre 1974, p. 1C.

électeurs du comté qui craignaient une hausse de la taxe foncière pour financer ce système scolaire fusionné[107].

Les primo-élections de Josephine Clement et d'Elna Spaulding démontrent que celles-ci ont su tirer profit du capital politique acquis au sein du WIA et du Durham Committee. Ce capital politique était dans leur cas en partie fondé sur une performance de la respectabilité genrée. Il n'est pas non plus anodin que les politiques éducatives aient joué un rôle central dans leur ascension. L'éducation était traditionnellement associée aux femmes, comme nous l'avons évoqué plus haut, et constituait la première préoccupation du WIA qui mettait d'ailleurs en avant une approche politique maternaliste[108] ancrée dans un *habitus*[109] de classe (« *class-based maternalist politics*[110] »). En outre, comme le souligne Linda Faye Williams, les femmes nouvellement élues dans le sillage du mouvement de libération purent s'appuyer sur les compétences transférables acquises au sein du mouvement[111].

Le faible coût d'entrée pour ce type d'élections explique aussi que de nombreuses Africaines Américaines entrèrent en politique en se faisant élire au conseil scolaire ou à la commission de comté[112]. Elna Spaulding n'avait par exemple dépensé que 141 $ lors de sa première campagne pour le comté de 1974[113]. Josephine Clement avait, elle, dépensé 1 478 $

---

[107] *Ibidem*.

[108] Dans leur volume d'histoire transnationale sur les politiques maternalistes et les États-Providence, les historiens Seth Koven et Sonya Michel mobilisent la notion de « discours politiques et stratégies […] maternalistes » pour expliquer en quoi l'activisme des femmes réformatrices pendant l'ère progressiste posa les fondations des États-Providence étatsunien et européens et leur permit, ce faisant, de revendiquer un nouveau rôle dans la sphère publique. En se concentrant sur les politiques liées à la maternité et au bien-être des enfants, ces réformatrices firent de la maternité un enjeu de politique publique, et non plus seulement la responsabilité individuelle des femmes dans la sphère privée. Ces discours maternalistes constituèrent un point de départ pour l'implication des femmes dans différents mouvements de réforme et pour revendiquer leur accès à la citoyenneté et au champ politique, conçus sous l'angle de la maternité et des vertus nourricières et morales qui y étaient associées. Seth Koven et Sonya Michel, « Introduction: "Mother Worlds" » dans Seth Koven et Sonya Michel (dir.), *Mothers of a New World: Maternalist Politics and the Origins of Welfare States*, New York, Routledge, 1993, p. 1-3.

[109] Le concept d'*habitus*, systématisé par Pierre Bourdieu, désigne les dispositions acquises au cours de sa socialisation par un individu qui forme un ensemble cohérent de goûts, de comportements, d'attitudes, de représentations et de styles de vie qui organisent et structurent l'espace social. Frédéric Lebaron, « Habitus » dans *Les 300 mots de la sociologie*, Paris, Dunod, 2014, p. 119-125. Phillipe Cabin, « Dans les coulisses de la domination » dans Xavier Molénat (dir.), *La sociologie*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, p. 142-153.

[110] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 198.

[111] L. Williams, « The Civil Rights-Black Power Legacy », *op. cit.*, p. 316.

[112] Notons cependant, que l'élection au conseil scolaire ne constitue pas nécessairement un tremplin pour une carrière politique plus longue. Comme le souligne la politiste Melissa Deckman dans une étude sur un échantillon de conseils scolaires en 1998, siéger dans ces conseils est souvent perçu comme un service rendu à la communauté. De plus, les femmes sont plus susceptibles que leurs collègues masculins de déclarer que le fait d'avoir des enfants dans le système scolaire a été leur motivation première dans leur décision de se porter candidates. Melissa Deckman, « Women Running Locally: How Gender Affects School Board Elections », *Political Science & Politics*, vol. 37, n°1, 2004, p.61-62.

[113] « Durham Candidates Report Little Campaign Spending », *Durham Morning Herald*, 30 octobre 1974, p. 1B.

pour sa campagne au conseil scolaire de 1979[114]. On note néanmoins une augmentation constante des dépenses de campagne sur la période. Dix ans après la primo-élection d'Elna Spaulding, Josephine Clement dépensa 7 173 $ pour sa primo-élection à la commission de comté[115]. Enfin, le faible niveau de rémunération de ces fonctions électives explique aussi sans doute pourquoi l'élection aux commissions de comté était plus accessible pour l'entrée en politique des candidates africaines-américaines. Dans le comté de Durham, au début des années 1980, les élus de la commission étaient payés 250 $ par mois (le Président de la commission 400 $) et 25 $ par réunion[116]. Les conseillers municipaux gagnaient autour de 400 $ par mois[117]. En comparaison, les élus à l'Assemblée et au Sénat de l'État étaient eux payés autour de 6 000 $ par mois[118]. Étonnamment, à notre connaissance, aucuns travaux sur l'histoire des conseils scolaires ne mentionnent la question de la rémunération des élus au conseil scolaire. Les modalités diffèrent selon les systèmes scolaires à travers le pays. De plus amples recherches sont nécessaires, néanmoins, il semblerait que sur notre période, la plupart des élus au conseil scolaire ne recevait pratiquement pas ou aucune compensation financière pour ces fonctions[119]. Cela nous paraît cohérent avec l'histoire des conseils scolaires et renforce notre argument selon lequel ces fonctions étaient plus accessibles aux candidates africaines-américaines novices en politique, et en particulier celles appartenant à la classe moyenne, qui n'avaient donc pas besoin de ce revenu pour subsister. L'absence de rémunération correspond aussi à la construction sociale autour de l'éducation pensée comme un service bénévole rendu à la communauté.

2. LE TOURNANT DES ANNÉES 1980 : LE RETOUR DE BÂTON CONSERVATEUR

2.1. Joan Burton, une candidate *grassroots*, face à une coalition pro-entreprise

Avec l'affaiblissement du militantisme de masse porté par les classes populaires noires et l'aggravation des problèmes de financement de la ville provoquée par le retrait de l'État

[114] « Campaign Report Transmittal », 18 octobre 1979 dans Josephine Clement Papers, Carton 21, Dossier 304.
[115] « Pulley, Hight Out-Spent Opponents », *Durham Morning Herald*, 20 novembre 1984, p. 1C.
[116] Barbara Friedman, « Eight People Seek County Board Seat », *Durham Morning Herald*, 5 novembre 1978, p. 1D.
[117] Alison Howard, « Council May Cut Its Pay », *Durham Morning Herald*, 3 juin 1980, p. 1B.
[118] Bill Gilkeson, « Senate Challenger's View "Comical" », *Durham Morning Herald*, 5 novembre 1978, p. 1D.
[119] « "More Pay?" "No, Thanks" », *The Chapel Hill Newspaper*, 30 novembre 1979, p. 1A. Aujourd'hui, les élus au conseil scolaire du système scolaire de la ville de Durham sont rémunérés à hauteur de 1 667 $ par mois. « Board of Education », site Durham Public Schools, disponible en ligne https://www.dpsnc.net/page/board-of-education (consulté le 7 août 2025).

fédéral (voir **Chapitre 2**), la fin des années 1970 fut un moment charnière pour le Durham Committee on the Affairs of Black People.

Après des victoires électorales pour le DCABP en 1977 et deux nominations (pour cause de postes vacants en cours de mandat), le nombre d'élus Africains Américains au conseil municipal de Durham atteignit cinq à la veille des élections de 1979. La première représentante africaine-américaine, Carolyn Thornton, directrice du département des services sociaux et d'accompagnements psychologiques d'un centre de santé communautaire, avait même fait son entrée au conseil en mars 1978, après avoir été nommée par une commission spéciale, grâce aux soutiens de deux élus noirs, Clarence Brown et Ralph Hunt. Selon C. E. Boulware, en nommant Thornton, Brown et Hunt avaient montré « [qu'ils] étaient vraiment engagés pour l'égalité des chances… », car « jamais une femme noire n'avait été membre de la plus haute instance décisionnaire de [la] ville ne serait-ce que cinq minutes[120] ». Sa présence au conseil fut cependant de courte durée et marquée par un scandale qui faillit la faire exclure de celui-ci, quelques mois à peine après sa prise de fonctions. Elle fut en effet accusée de ne pas avoir payé ses impôts[121]. Thornton put finalement finir son mandat, mais décida de ne pas se présenter aux élections municipales de 1979. Pour elle, les attaques contre elle témoignaient du climat de suspicion généralisée de l'après-Watergate, mais aussi du niveau « alarmant de racisme et de sexisme » à Durham[122]. La carrière politique éclair de Thornton au conseil municipal et les attaques qu'elle subit annonçaient le recul de la représentation des Africains Américains à venir. Cet épisode démontrait aussi l'hostilité que les femmes africaines-américaines novices en politique devaient affronter à Durham à la fin des années 1970[123].

Lors des élections municipales de 1979, tous les candidats soutenus par le DCABP furent battus et le nombre d'élus Africains Américains fut réduit à deux. Plusieurs facteurs expliquent ce revers après des années de montée en puissance de l'influence du DCABP. Le conseil municipal de Durham était composé de 12 élus et le maire de la ville participait aux

---

[120] « We mean business when we talk about equality of opportunity… A black woman has never served five minutes on the highest policy-making body in our city ». William M. Smith, « Carolyn Thornton Named to City Council », *Durham Morning Herald*, 7 mars 1978, p. 1A. William M. Smith, « Council Seat Taken By Newest Member », *Durham Morning Herald*, 14 mars 1978, p. 1A.

[121] William M. Smith, « Rodenhizer Drops Bid To Oust Mrs. Thornton: Council Support Cited in Decision », *Durham Morning Herald*, 1er novembre 1978, p. 1A.

[122] « Mrs. Thornton Will Not Run For City Council », *The Carolina Times*, vol. 57, n°36, 8 septembre 1979, p. 1.

[123] Ce type d'accusation s'inscrivait dans une stratégie plus large d'harcèlement des élus noirs après l'adoption du VRA, visant à affaiblir leur influence politique. À ce sujet voir : Derek Musgrove, *Rumor, Repression, and Racial Politics - How the Harassment of Black Elected Officials Shaped Post-Civil Rights America*, Athens, University of Georgia Press, 2012.

votes du conseil. Les élections étaient non-partisanes, ce qui signifiait que les élus ne se présentaient pas sous les couleurs d'un parti. Par ailleurs, les mandats des conseillers municipaux étaient échelonnés. Il y avait donc des élections municipales tous les deux ans, mais le conseil n'était renouvelé que par partie. Certains élus représentaient l'ensemble de la ville (sièges *at-large*) et d'autres représentaient certaines circonscriptions de la ville (siège de *ward*), mais tous étaient élus par l'ensemble des électeurs, y compris, donc, les élus de circonscription. Les trois sièges *at-large* étaient occupés par des Africains Américains en 1979. Le DCABP se retrouva face à un choix stratégique : soutenir trois candidats pour les trois sièges – mais cela risquait d'affaiblir la stratégie du *single-shot* ou du *double-shot*[124] – ou soutenir moins de candidats pour concentrer les voix des électeurs Africains Américains et s'assurer une ou deux victoires. Finalement, le DCABP soutint deux candidats Africains Américains : Paul Bland et Joan Burton, une femme[125].

[124] Pour rappel, la stratégie du *single-shot* consistait à voter pour un seul candidat africain-américain parmi plusieurs sièges à pourvoir lors d'une élection, plutôt que pour l'ensemble des candidats démocrates en lice pour un nombre de sièges. Cette stratégie avait pour objectif de garantir l'élection d'au moins un candidat africain-américain (ou deux dans le cas du *double-shot*) en évitant de disperser les suffrages des électeurs Africains Américains en faveur de candidats blancs (car seuls les premiers candidats arrivés en tête des suffrages étaient élus aux sièges vacants). Le *double-shot* consistait à voter pour seulement deux candidats Africains Américains. Comme nous l'avons vu, cette stratégie était un mode d'action privilégié au sein du répertoire des pratiques électorales des Africains Américains.

[125] William M. Smith, « Six Candidates Running For Three At-Large Seats », *Durham Morning Herald*, 4 novembre 1979, p. 1-D.

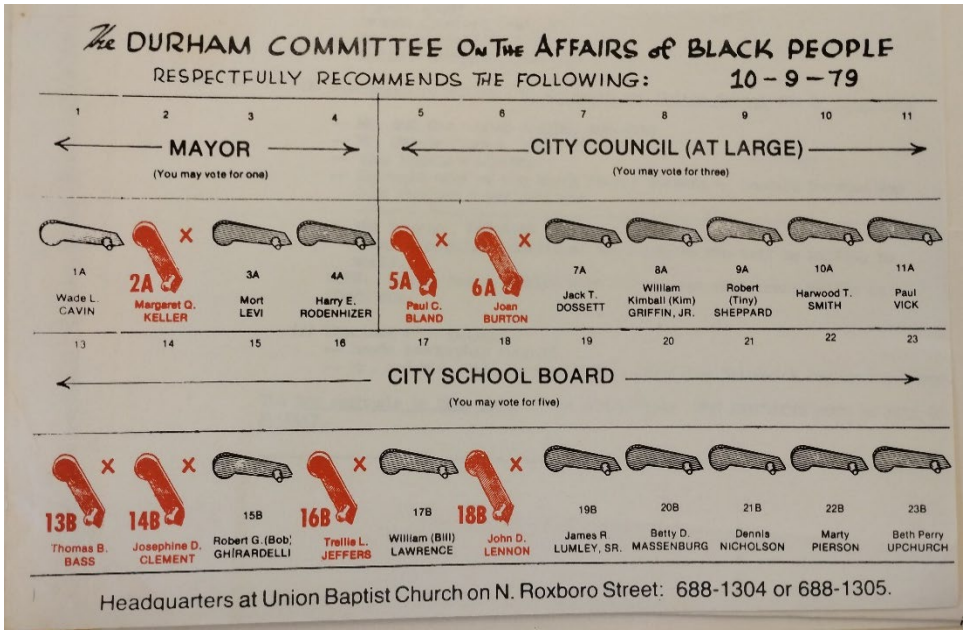


Figure 21 : Recommandations de vote du DCABP pour les élections de 1979[126].

Les noms en rouge correspondent aux candidats officiellement soutenus par le DCABP.

La candidature de Joan Burton est particulièrement intéressante, car Burton avait un profil résolument *grassroots* et engagé auprès des habitants Africains Américains des quartiers populaires. Burton était en effet directrice d'une maison de quartier, le Edgemont Community Center. Elle avait travaillé pour l'Equal Employment Opportunity Commission, l'instance fédérale chargée de lutter contre la discrimination à l'embauche, mais aussi pour le programme de lutte contre la pauvreté de Durham, Operation Breakthrough, qui, comme nous l'avons vu plus haut, avait joué, sous la direction du militant Black Power Howard Fuller, un rôle majeur dans la politisation et la mobilisation des Africains Américains de la ville au plus fort du mouvement local.

Le quartier d'Edgemont était un quartier majoritairement noir à l'Est de la ville et était décrit comme l'un des plus « délabrés » (*blighted*) de Durham. Selon un rapport de 1964 d'Operation Breakthrough, Edgemont affichait le taux de délinquance juvénile le plus élevé, se classait au deuxième rang pour le niveau moyen de scolarité le plus faible et au troisième rang pour la proportion de logements dégradés. Le quartier avait éclos au tournant du XXème siècle autour de l'usine de filature de coton, Durham Hosiery, et d'autres usines similaires qui avaient fait construire des logements pour leurs employés[127]. Lorsque Durham Hosiery ferma ses portes suite à une grève en 1934 et que les autres usines fermèrent dans les années qui

[126] DCABP, Recommandations de vote, 1979 dans Dr. E. Lavonia Allison Papers (PC.2049), State Archives of North Carolina, Raleigh [ci-après Lavonia Allison Papers], Carton 7, Dossier « DCABP 1972-1979 ».
[127] Sur les usines de coton dans le Piedmont en Caroline du Nord, voir le classique : Jacquelyn Down Hall, James L. Leloudis, Robert R. Korstad, Mary Murphy, Lu Ann Jones, Christopher B. Daly, *Like A Family : The Making of a Southern Cotton Mill World*, Chapel Hill, University of Carolina Press, 1987.

suivirent, le quartier commença à s'appauvrir avec le départ de nombreux habitants et les logements furent vendus à des promoteurs privés par les entreprises de textile. Le quartier resta exclusivement blanc jusqu'en 1962 puis connut une période de transition jusqu'en 1972 à mesure que les Blancs partaient et que des Africains Américains s'installaient.

À l'été 1979, quelques mois avant les élections municipales, le quartier fut sélectionné pour accueillir le centre de maintenance des véhicules de la ville. Ce projet impliquait de raser 127 des 131 logements d'Edgemont. Les habitants s'y opposèrent. Comme le soulignait le pasteur local, John Moore : « [les habitants] aiment ce quartier… et ses commerces. C'est proche de leur lieu de travail, des lignes de bus […]. Ils ne veulent pas le quitter. Si la ville veut s'engager dans un bras de fer, ils vont se battre jusqu'au bout[128] ». Joan Burton était une fervente défenseure d'Edgemont. Elle avait organisé des campagnes de nettoyage ainsi que des conseils de quartier (*neighborhood councils*) et avait emmené des groupes d'habitants à la mairie pour protester contre ce projet. Elle dénonçait l'absence de concertation avec les habitants et le fait que la municipalité préférait « faire venir les bulldozers[129] ». Pour la municipalité, le quartier n'était pas réhabilitable et la seule solution était de le raser. La ville espérait de surcroît obtenir des subventions fédérales pour réaliser ce projet de démolition[130].

Lors de sa campagne pour le conseil municipal, Joan Burton mit justement en avant la question du logement et des choix d'urbanisme. Pour elle, les problèmes les plus pressants étaient le mal-logement, les transports publics inadaptés et le manque d'équipements de loisirs. La priorité était donc d'accroître l'offre en misant à la fois sur la construction de nouveaux logements et sur la rénovation de l'existant. De plus, pour Burton, la réhabilitation du quartier d'affaires du centre-ville (*downtown*) devait impérativement être conjuguée à la réhabilitation des quartiers résidentiels défavorisés également situés au centre-ville (*inner city*)[131]. Elle mettait aussi en avant l'inaccessibilité des transports publics pour les personnes âgées et handicapées et la nécessité de développer un véritable réseau global, accessible et abordable[132].

---

[128] « They love this neighborhood… and its conveniences. It's close to their work, to the bus lines, to the A&P and to the fish market. They don't want to leave it. If the city wants a fight on this, they'll fight to the end ». Ernie Shipe, « 'If the City Wants a Fight, They'll Get One' », *Durham Morning Herald*, 10 juin 1979, p. 1C-2C.
[129] *Ibidem*.
[130] *Ibid*.
[131] Charles Rowe, « Burton's Top Priority: Meeting Citizens' Needs », *The Durham Sun*, 5 octobre 1979, vol. 90, n°188, p. 1-A.
[132] Trellie L. Jeffers, « Candidates Stress Higher Tax Base For Durham: East-West Expressway Is Also Subject », *The Carolina Times*, 3 novembre 1979, vol. 57, n°43, p. 1.



Figure 22 : Encart de campagne de Joan Burton pour l'élection au conseil municipal, novembre 1979[133].

Comme Larry Little, Virginia Newell et Vivian Burke à Winston-Salem, Joan Burton se fit la porte-voix des oppositions aux démolitions comme pierre angulaire de la réhabilitation urbaine. Sa propagande de campagne dénonçait ainsi : « depuis trop longtemps, nous avons cherché à démolir. Nous devrions explorer des alternatives inventives pour les logements existants et les bâtiments publics comme notre vieille bibliothèque municipale… La clé pour la revitalisation du centre-ville passe par la réhabilitation des quartiers populaires du centre-ville[134] ». Par dessus tout, elle défendait une vision de l'aménagement urbain fondée sur les besoins des citoyens, en particulier, des plus vulnérables plutôt que donner à tout prix la priorité à la croissance et aux stratégies pour attirer des entreprises et investisseurs.

Comme de nombreuses villes américaines à la même période, Durham faisait en effet face à une crise fiscale à mesure que la ville perdait ses habitants aisés au profit des *suburbs*

[133] *Durham Morning Herald*, 1er novembre 1979, p. 1C.
[134] *Ibidem*. « For too long we've been looking to tear things down. We should examine creative alternatives for existant housing and public buildings such as our old public library… The key to revitalizing downtown is revitalizing inner city neighborhoods ».

environnantes. Les adversaires politiques de Joan Burton proposaient une réponse tout autre à cette crise. Kim Griffin, Harwood Smith et Paul Vick se présentaient avec le soutien officieux, mais évident, des milieux d'affaires et des promoteurs immobiliers de Durham. Paul Vick mettait par exemple en avant la nécessité d'attirer des investisseurs pour remédier au rétrécissement de l'assiette fiscale[135]. Un comité d'action politique (*Political Action Committee* – PAC), Voters for Durham's Future, fut créé pour soutenir les candidats pro-entreprises. Ce comité mena une opération de démarchage téléphonique visant à augmenter la participation des électeurs blancs pour accroître les chances de victoire de ces trois candidats. Voters for Durham's Future pensait en effet que les électeurs blancs se rendraient compte que leurs intérêts concordaient avec ceux des entreprises. Selon un journaliste du *Durham Morning Herald*, la campagne avait révélé la frustration du milieu des affaires de Durham à l'encontre du DCABP et des électeurs Africains Américains qui, selon eux, voyaient constamment et à tort tous les problèmes de Durham sous l'angle du racisme. Cette frustration puisait précisément sa source dans la capacité du DCABP à mobiliser les électeurs noirs dans les circonscriptions à majorité africaine-américaine, souvent en leur défaveur. La mobilisation collective des électeurs noirs révélait, selon ces élites pro-entreprises, « un manque de réflexion de la part des électeurs noirs[136] ».

Finalement, aucun des candidats soutenus par le DCABP ne fut élu lors des élections municipales[137]. Cette défaite marquait la montée en puissance du conservatisme à Durham, mais aussi de la revendication d'une approche racialement neutre (*colorblind*) pour défendre des choix d'aménagement urbain. Ces choix, supposément neutres, promouvaient en réalité une croissance urbaine inégalitaire reposant sur la démolition de certains quartiers noirs et la destruction du tissu social de ces quartiers. La rhétorique *colorblind* s'était progressivement imposée dans le champ politique national depuis la fin des années 1960 et connut son apogée avec l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan. Cette rhétorique s'appuyait sur l'idée que le pays avait dépassé ses clivages raciaux et qu'il ne restait plus aucune barrière structurelle à l'égalité depuis les réformes des années 1960. Comme l'ont montré de nombreux chercheurs, cette idéologie avait été formulée par les conservateurs pour contre-attaquer les acquis obtenus par le mouvement des droits civiques, tout en abandonnant le recours à un discours ouvertement raciste. Les politiques d'*affirmative action* étaient particulièrement ciblées et les

[135] Trellie L. Jeffers, « Candidates Stress Higher Tax Base For Durham: East-West Expressway Is Also Subject », *The Carolina Times*, 3 novembre 1979, vol. 57, n°43, p. 1.
[136] William M. Smith, « Six Candidates Running For Three At-Large Seats », *Durham Morning Herald*, 4 novembre 1979, p. 1-D.
[137] Paul Brown, « Lovett: Upstart Or Upcoming? », *Durham Morning Herald*, 6 septembre 1981, p. 2D.

attaques contre celles-ci étaient même devenues le fer de lance du renouveau conservateur, afin de rallier au Parti républicain les Blancs mécontents des réformes de la Grande Société de Johnson et hostiles aux mouvements sociaux. Cette rhétorique *colorblind* reposait ainsi sur le renversement de la logique d'égalité promue par le mouvement des droits civiques. Dans cette logique, c'étaient désormais les Blancs qui devenaient victimes d'une approche raciale (*race-conscious*) au nom de politiques d'inclusion et de redistribution. Or, les entrepreneurs du discours *colorblind* soutenaient que ces politiques n'avaient pas raison d'être dans un contexte où « l'égalité des chances » (*equality of opportunity*) était supposément à la portée de tous. Parachevant la perversion de la logique du mouvement des droits civiques, Reagan fit même de Martin Luther King une icône de l'idéal *colorblind* en s'appuyant sur son célèbre discours « I Have a Dream » de 1963[138]. Le discours *colorblind* imprégnait la gouvernance du pays à tous les échelons et les conseils municipaux urbains n'y faisaient pas exception. Ainsi, à Durham, les conservateurs pro-entreprises du Voters for Durham's Future, tout en se revendiquant *colorblind*, s'étaient en fait organisés pour contrer l'exercice d'une influence politique par le DCABP et les électeurs noirs de Durham.

2.2. Crest Street et l'East-West Expressway

La victoire des candidats pro-entreprise aux élections de 1979 constituait un recul par rapport aux victoires électorales des candidats Africains Américains et libéraux aux deux élections précédentes. Ce changement de majorité au conseil municipal s'annonçait lourd de conséquences pour le rapport de force autour des politiques d'aménagement urbain. Un cas en particulier illustre le lien entre pouvoir politique au conseil municipal et luttes *grassroots* africaines-américaines locales dans les années 1970 et 1980. Il s'agit du projet de prolongement d'une voie rapide, l'East-West Expressway, au début des années 1970, qui devait répondre aux problèmes de circulation autour de l'université Duke et la relier au Research Triangle Park. Le prolongement de cette voie impliquait cependant la démolition d'un quartier africain-américain très ancien autour de Crest Street. Le projet initial de construction de l'Expressway remontait à 1959, à la suite du *Federal-Aid Highway Act* de 1956[139] et s'inscrivait plus largement dans une politique fédérale visant à développer les

[138] Nancy MacLean, *Freedom is Not Enough*, *op. cit.*, p. 233-236. Andrew Hartman, *A War for the Soul of America: A History of the Culture Wars*, Chicago, The University of Chicago Press, 2015, p. 107.
[139] Cette loi, votée sous l'administration du Président Dwight D. Eisenhower, octroya 25 millliards de dollars sur un peu plus de dix ans pour la construction d'un système d'autoroutes pharaonique de 65 000 kilomères à travers le pays, dont la grande majorité en milieu urbain.

suburbs au détriment des centres urbains, sacrifiant presque systématiquement des quartiers Africains Américains au passage. Cette politique eut pour conséquence, comme nous l'avons vu au **Chapitre 2**, d'enraciner et d'accroître les inégalités raciales dans l'espace métropolitain.

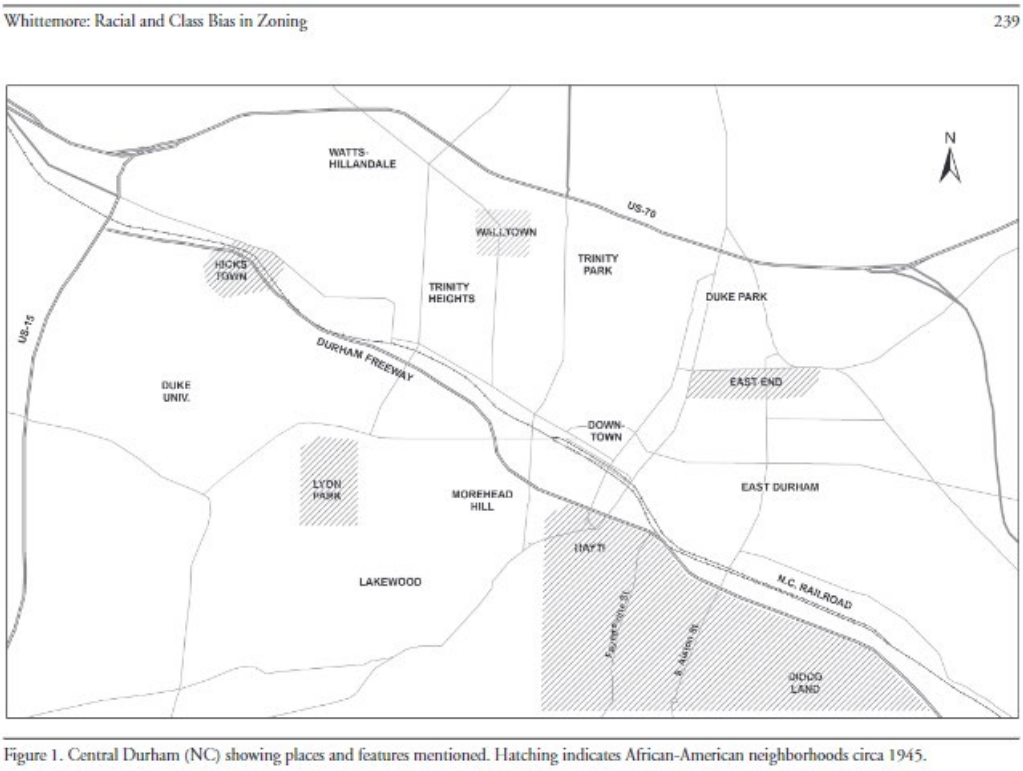


Figure 23 : Carte de Durham indiquant les quartiers africains-américains de Durham autour de 1945 (hachures)[140].

Le quartier de Crest Street était un quartier emblématique du « Durham noir » (*Black Durham*) au Nord-Est de la ville. Certaines familles habitaient à Crest Street depuis sept générations[141]. Le quartier faisait autrefois partie d'un plus grand quartier appelé Hickstown (voir **Figure 23** ci-dessus). Ce dernier était à l'origine une colonie agricole, fondée aux abords de la ville de Durham dans les années 1860 par des esclaves affranchis. Hickstown fut officiellement annexé à Durham en 1887 et se développa considérablement dans les années 1920-1930 en raison de la construction d'un nouveau campus et d'un centre hospitalier par

[140] Andrew H. Whittemore, « Racial and Class Bias in Zoning: Rezonings Involving Heavy Commercial and Industrial Land Use in Durham (NC), 1945-2014 », *Journal of the American Planning Association*, vol. 83, n°3, 2017, p. 239.
[141] Mildred Booth, Willie Patterson, Antoinette Booth, Betty Johnson, Tony Booth, Crest Street Community Residents Durham, Opinion "Crest Street Should Be Saved", *The Durham Sun*, 30 juin 1978, p. 4-A.

l'université Duke non loin de là[142]. Une communauté africaine-américaine très soudée s'était ainsi développée depuis la fondation d'Hickstown, notamment autour d'une église et d'une école. La paroisse de New Bethel Baptist Church avait été fondée en 1879. Il s'agissait de la deuxième Église noire fondée à Durham. Plus qu'une simple église, elle devint une véritable institution centrale dans la vie de la communauté noire de Hickstown. L'école primaire avait été fondée en 1921 et avait dû fermer ses portes, malgré l'opposition des habitants, lors de l'adoption du plan de déségrégation scolaire en 1970[143]. Un nouveau bâtiment pour l'église avait été construit en 1964 et se retrouvait menacé par l'East-West Expressway alors que la municipalité avait assuré aux habitants que la voie rapide ne l'affecterait pas[144]. Or, comme le souligna le Révérend Lowry Wilson Reid, son pasteur – également figure de proue du mouvement de lutte contre l'Expressway – les habitants, modestes pour la plupart, « avaient beaucoup sacrifié pour avoir cette église. [Leur enlever ça] maintenant, [c'était] une blessure douloureuse de plus pour eux[145] ». En 1975, des habitants de Crest Street créèrent une première organisation, « Save Our Church », qui devint rapidement le Crest Street Community Council, afin de lutter contre la construction de l'Expressway en plein cœur de Crest Street[146].

La communauté de Crest Street se trouvait donc menacée par le prolongement de la voie rapide. Or, les habitants de Crest Street avaient en mémoire le précédent d'Hayti. Autre quartier historique noir, symbole de prospérité, car berceau du « Wall Street noir » dont Du Bois et Washington avaient fait l'éloge, Hayti avait été décimé par la construction de la voie rapide et les plans de réhabilitation urbaine entre 1962 et 1975 (voir 2.3 plus bas)[147]. Les habitants de Crest Street refusaient ainsi catégoriquement de se faire reloger dans des logements sociaux comme l'avaient été les habitants d'Hayti avant eux[148]. Pour eux, un tel programme de relogement détruirait non seulement la cohésion de la communauté qui s'était créée à Crest Street, mais provoquerait aussi, pour certains d'entre eux, la perte du statut de propriétaire et donc une forme de déclassement, alors que 40 % des logements du quartier appartenaient à leurs occupants[149].

---

[142] Emily Goldstein, « We Shall Not Be Moved: A History of Anti-Ewpressway Organizing by the Crest Street Community in Durham, North Carolina », Mémoire de fin d'études en géographie, University of North Carolina at Chapel Hill, 2018, p. 3-11.
[143] *Ibid.*, p. 8-9.
[144] Barbara Friedman, « Profile of A Troubled Community », *Durham Morning Herald*, 2 juillet 1978, p. 1D-2D.
[145] « Not too many people up here are financially well off. They made sacrifices to get that church. Now to have that taken away from them, that's another thing that hurts ». *Ibidem.*
[146] Willie Patterson, entretien mené par Emily Goldstein, 25 juillet 2017 (K-1108), SOHP.
[147] E. Goldstein, « We Shall Not Be Moved », *op. cit.*, p. 14-17. J. Anderson, *Durham County*, *op. cit.*, p. 344.
[148] B. Friedman, « Profile », *op. cit.*
[149] *Ibidem.*

Alors que les tensions montaient autour du projet, un éditorial paru dans le *Durham Sun* à l'été 1978, intitulé « Déménager aiderait beaucoup de personnes », apporta son soutien au prolongement de l'East-West Expressway en argumentant que la nécessité de décongestionner la circulation à Durham était plus importante que la fierté des habitants de Crest Street. La rédaction critiquait aussi l'utilisation de l'argent du contribuable pour reloger un quartier tout entier plutôt que d'essayer de trouver des logements vides (ce qui aurait pour conséquence de dissoudre la cohésion de la communauté de Crest Street)[150]. Face à ces attaques, les *leaders* de Crest Street mobilisés dans la lutte contre l'Expressway, Mildred Booth, Willie Patterson, Antoinette Booth, Betty Johnson et Tony Booth répliquèrent dans une tribune, accusant le journal d'ignorance et défendant l'histoire et la beauté de Crest Street. La tribune dénonçait aussi le fait que ce projet soit présenté comme l'apanage du progrès pour Durham alors que l'éditorial faisait complètement abstraction du fait que l'Expressway participait pleinement à l'essor des *suburbs* au détriment du centre-ville, ce qui allait aggraver la diminution de la population vivant au centre-ville.

Les militants pointaient aussi la contradiction inhérente au développement d'axes routiers comme celui-ci alors que les automobilistes étaient encouragés à réduire leur consommation d'essence en raison de la crise énergétique et de l'inflation[151]. Pour eux, la solution aux problèmes de circulation était le développement du réseau de transports en commun. Enfin, ils dénonçaient la négligence et l'inaction de la municipalité, notamment en matière d'application de la réglementation du logement et de la suspension des services publics à Crest Street, en attendant l'arrivée de l'Expressway[152]. Willie Patterson, le président du Crest Street Community Council pointait aussi la responsabilité de l'université Duke, qui avait été construite grâce aux artisans qualifiés Africains Américains venus s'installer à Crest Street dans les années 1920. Pour lui, « Duke avait une dette envers [eux][153] ».

Les habitants de Crest Street se mobilisèrent contre la voie rapide et pour la défense de leurs intérêts, ce pour quoi le conseil municipal commença à remettre en question le plan d'aménagement à partir de 1976, alors qu'il avait toujours soutenu l'Expressway. En février 1979, sous la pression des habitants mobilisés, le lendemain d'une prière collective organisée par le pasteur Reid et les militants de Crest Street, le conseil municipal vota pour la première fois contre le projet de prolongement de l'Expressway, malgré le soutien du maire de

[150] Éditorial, « Move Would Help Many », *The Durham Sun*, 22 juin 1978, p. 4-A.
[151] Mildred Booth, Willie Patterson, Antoinette Booth, Betty Johnson, Tony Booth, Crest Street Community Residents Durham, Opinion « Crest Street Should Be Saved », *The Durham Sun*, 30 juin 1978, p. 4-A.
[152] *Ibidem*.
[153] « I always felt that Duke was indebted to us ». Willie Patterson, entretien mené par Emily Goldstein, *op. cit*.

l'époque et de la Chambre de commerce au projet[154]. Les habitants de Crest Street recherchèrent et obtinrent le soutien d'organisations militantes progressistes locales comme Carolina Action et la People's Alliance, un comité d'action politique (PAC) libéral. Ce dernier avait ses propres raisons de se battre contre le prolongement de l'Expressway : l'impact environnemental délétère et l'aggravation du phénomène de *suburbanization* au détriment du développement d'un réseau de transports en commun[155].

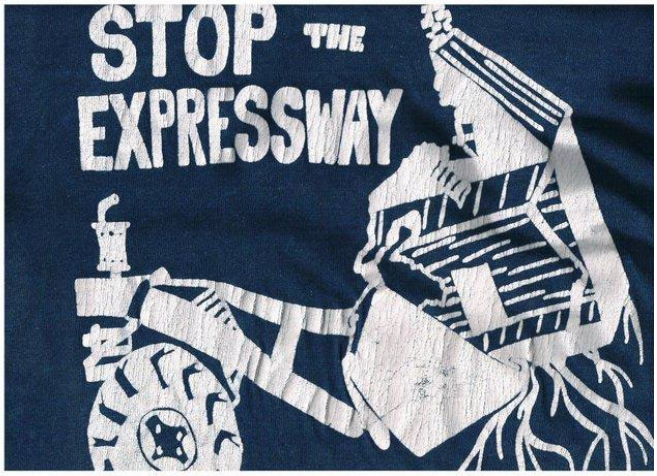


Figure 24 : Tee-Shirt "Stop the Expressway" créé par la People's Alliance. Dessin de Brown Griffith Little[156].

Le Durham Committee on the Affairs of Black People apporta également son soutien à l'association de la communauté de Crest Street ainsi qu'aux candidats aux élections municipales ayant exprimé leur opposition au projet de prolongement (alors que le Durham Committee avait soutenu le projet de l'Expressway à ses débuts dans les années 1960, comme nous le verrons plus loin)[157]. Pour une des militantes africaine-américaines de premier plan de Crest Street, Betty Johnson, la symbolique de faire venir des Africains Américains à la mairie, là où le conseil municipal se réunissait, était nécessaire et un « énorme choc », car, expliquait-elle : « regardons les choses en face, à cette époque, même si nous votions, la détresse des Noirs ne figurait pas à l'ordre du jour des élus. C'était seulement quand ils voulaient profiter

[154] Jack Adams, Opinion, « To Be, Or Not to Be? », *Durham Morning Herald*, 9 septembre 1979, p. 1D-2D. Betty Johnson et Maedell Gattis, entretien mené par Emily Goldstein, 2 mai 2016 (K-1107), SOHP.
[155] E. Goldstein, « We Shall Not Be Moved », *op. cit.*, p. 20.
[156] Open Durham, « Hickstown / Crest Street », https://www.opendurham.org/buildings/hickstown-crest-street (consulté le 19 juillet 2024).
[157] J. Adams, « To Be, Or Not to Be? », *op. cit.*

de quelque chose qu'on avait qu'ils mettaient des points nous concernant à l'ordre du jour[158] ».

Les élections municipales de 1979 étaient donc décisives pour le devenir de la voie rapide. D'autant plus que l'opposition au prolongement de l'Expressway, votée par le conseil en février, n'avait pu se concrétiser que grâce à la prise de poste le matin même d'une conseillère municipale anti-Expressway, Adrienne Fox. Cette dernière avait été nommée pour remplacer le siège vacant de la circonscription n°5, la circonscription où se trouvait Crest Street[159]. Pendant la campagne, les candidats pro-croissance et les candidats Africains Américains et libéraux prirent position pour ou contre la voie rapide[160]. La victoire des candidats pro-entreprise, dont la première action en tant qu'élus serait de voter l'extension de l'Expressway, fut donc un sérieux revers essuyé par les habitants de Crest Street[161].

En 1980, les habitants de Crest Street intentèrent un procès à la municipalité et au gouvernement de Caroline du Nord, invoquant une violation de leurs droits civiques[162]. Finalement, en 1982, après plusieurs années de conflits, les habitants de Crest Street parvinrent à un accord avec Durham et le gouverneur de l'État. Cet accord comprenait la construction de nouveaux logements et de chaussées goudronnées, des travaux de rénovation et des aides pour déménager. Il permettait ainsi de préserver la cohésion de la communauté lors de la relocalisation des habitants dont les logements seraient détruits par le prolongement

---

[158] Betty Johnson et Maedell Gattis, entretien mené par Emily Goldstein, *op. cit.* « Because, let's face it, at that time, even though we voted, elected officials did not have the plight of Blacks on their agenda. It was only when they wanted to profit from something that we had that they would have agenda items that related to that. So it was a big shock when you got all of those Black folks in that city council chambers ».

[159] J. Adams, « To Be, Or Not to Be? », *op. cit.* Alison Howard et Al Wheless, « Judge's Order Not Appealed », *Durham Morning Herald*, 13 février 1979, p. 1A-2A. William M. Smith, « Student Needs Council's OK », *Durham Morning Herald*, 27 septembre 1978, p. 1A. Philip A. Lehman, Lettre à la rédaction, « Adrienne Fox Should Be Appointed », *Durham Morning Herald*, 20 octobre 1978, p. 4A. Adrienne Fox, étudiante à l'université de Duke engagée dans des associations d'assistance juridique, avait même été intronisée seulement deux heures avant le vote sur l'extension, suite à une action en justice intentée par le maire de Durham et les élus pro-Expressway. Ces derniers contestaient la légitimité du vote qui avait conduit à la nomination de Fox au conseil municipal pour représenter le Ward 5. Fox avait, elle, demandé au juge d'empêcher un vote sur l'Expressway tant que le siège du Ward 5 n'était pas pourvu, car les habitants du Ward 5, y compris de Crest Street, n'avaient donc pas de représentant au conseil. Ces conflits autour de la nomination à un poste vacant et le recours à la justice pour trancher montrent bien l'enjeu autour des questions de représentation au niveau du conseil municipal, mais aussi des rapports de force qui se jouaient à Durham entre partisans d'une croissance urbaine fondée sur le secteur privé et défenseurs des communautés de quartiers, tout particulièrement historiquement Africains Américains.

[160] Trellie L. Jeffers, « Candidates Stress Higher Tax Base For Durham: East-West Expressway Is Also Subject », *The Carolina Times*, 3 novembre 1979, vol. 57, n°43, p. 1. William M. Smith, « Six Candidates To Survive Council Primary Tuesday », *Durham Morning Herald*, 7 octobre 1979, p. 2A.

[161] Charles Rowe, « Rodenhizer Sees Mayoral, Council Victories As Mandate For Growth », *The Durham Sun*, 7 novembre 1979, vol. 90, n°216, p. 1A.

[162] « Residents of Crest Street Reassessing Role on Panel », *Durham Morning Herald*, 22 novembre 1980, p. 14A. Amy O'Neal, « Crest Street residents decline to meet on Expressway issue », *The Durham Sun*, 21 novembre 1980, p. 1-A. Mark Kreuzwieser, « Tract may slow expressway », *The Durham Sun*, 2 septembre 1981, p. 2C.

de l'Expressway. Au terme de ce combat, Willie Patterson déclara : « tout notre travail a payé […] on s'est pris des coups, mais on les a pris avec dignité […] nous sommes prêts pour l'exode de chez nous vers notre nouvelle communauté[163] ». Pour le pasteur Lowry Reid, il s'agissait de l'aboutissement de vingt ans de combat pendant lesquels il avait « porté ce fardeau… chérissant l'espoir que ce moment viendrait[164] ».

Ce compromis fut mis en avant et célébré par la presse locale comme par les gouvernements de Durham et de Caroline du Nord comme le premier en son genre, un modèle de coopération entre citoyens, gouvernement local et État, inédit en Caroline du Nord et même dans le pays tout entier. Il remporta même plusieurs prix entre 1987 et 1988[165]. Cette victoire douce-amère pour les habitants de Crest Street qui, obligés de renoncer à l'emplacement historique de leur communauté, avaient, au terme d'une décennie de lutte, obtenu des concessions capitales à leurs yeux, servit ainsi à alimenter la mystique progressiste à Durham et en Caroline du Nord plus largement[166].

L'histoire de la lutte des habitants Africains Américains de Crest Street est un exemple emblématique des conflits autour de l'aménagement urbain entre les années 1960 et 1980. Le basculement du conseil municipal aux mains de conservateurs blancs pro-entreprises en 1979 fut lourd de conséquences pour l'avenir de Crest Street et démontre à quel point le contrôle politique de la municipalité était un enjeu majeur pour la survie des quartiers Africains Américains historiques et de ses habitants. Ces luttes (comme celles étudiées au **Chapitre 2** sur Winston-Salem) sont la preuve d'une continuité du mouvement de libération noire, bien après la fin des mobilisations de masse, mais selon d'autres modalités et structuré à une échelle plus réduite (celle du quartier). À Durham, ces luttes ancrées dans les quartiers étaient soutenues et relayées par le Durham Committee qui demeurait un des acteurs principaux du paysage politique de la ville. La destruction du « Durham noir » historique et l'arrivée au pouvoir de conseillers municipaux conservateurs, hostiles aux revendications des

[163] « All of the labors were worthwhile […] we have taken our licks on the chin, but we took them with dignity […] we are ready for the exodus of our home in our new community ». Mark Kreuzwieser, « Agreement opens way for road extension », *The Durham Sun*, 15 décembre 1982, p. 2-A.
[164] « For some 20 years, I have carried this particular burden… looking for this hour ». Mark Kreuzwieser, « Council plan pleases Crest Street residents », *The Durham Sun*, 26 février 1982, p. 1-A-2-A.
[165] Emily Smith, « The (New) Old Neighborhood », *Durham Morning Herald*, 18 juin 1989, p. 1E. William M. Smith, « Crest Street War Earns U.S. Honor », *Durham Morning Herald*, 23 octobre 1988, p. 2B. J. Lee Howard, « Crest St. project wins federal award », *The Durham Sun*, 24 mars 1987, p. 1A-2A. J. Lee Howard, « Crest Street resident likes relocated home », *The Durham Sun*, 1er décembre 1986, p. 1A-2A. J. Lee Howard, « Crest Street center helps youths », *The Durham Sun*, 26 décembre 1988, p. 1A-2A.
[166] Pourtant, depuis les années 1990, la composition du « nouveau » Crest Street a changé en raison de l'arrivée de nouveaux habitants, souvent blancs, et de la gentrification en cours dans le centre de Durham. En parallèle, les enfants et petits-enfants des familles historiquement ancrées à Crest Street se sont installés ailleurs. E. Goldstein, « We Shall Not Be Moved », *op. cit.*, p. 42. Maedell Gattis, entretien mené par Emily Goldstein (K-1106), 8 avril 2018, SOHP.

Africains Américains et du DCABP, poussèrent ce dernier à adopter de nouveaux modes d'action.

3. LE DCABP CONTRE-ATTAQUE

Pour mieux comprendre l'évolution des stratégies de conquête électorale à Durham au cours des années 1980, il est important de revenir aux changements de stratégies déployés par le Durham Committee on the Affairs of Black People (DCABP) après la défaite cinglante aux élections municipales de 1979. Cette défaite, due à une stratégie de mobilisation des électeurs blancs de Durham par une organisation politique pro-patronat et l'arrivée de Reagan au pouvoir un peu plus d'un an plus tard, poussa le Durham Committee à évoluer. Celui-ci devint plus incisif que par le passé et mit de côté son indépendance absolue en formant une coalition avec deux comités d'action politique libéraux blancs : le People's Alliance et le Durham Voters Alliance. Cette coalition permit au DCABP de faire élire le premier maire africain-américain de la ville en 1989, Chester Jenkins. Son élection parachevait la montée en puissance de cette coalition libérale au conseil municipal et symbolisait le chemin parcouru pour les Africains Américains depuis le retour de bâton conservateur de 1979.

3.1. Changement de cap : Willie Lovett et Lavonia Allison

Presque un an après la prise de pouvoir des conservateurs pro-patronat au conseil municipal, en décembre 1980, Willie C. Lovett fut élu à la tête du DCABP. Plus clivant dans ses propos et son approche que les précédents présidents du DCABP, son élection conduisit à une redynamisation du Durham Committee dans les années suivantes.

Lovett était né en 1939 à Statesboro, petite ville rurale de Géorgie. Après avoir travaillé pour l'Armée de l'Air et obtenu son diplôme, il s'était installé à Durham en 1965 lorsqu'il avait été recruté en tant qu'ingénieur par l'entreprise IBM, nouvellement installée dans le Research Triangle Park. Très vite, il s'impliqua dans le Parti démocrate local et prit la tête de l'organisation du Parti dans sa circonscription (*precinct chairman*). En 1977, il fut choisi pour diriger le Parti démocrate du comté. Il fut rapidement décrié dans la presse et par les conservateurs modérés du Parti démocrate du comté de Durham. Il était accusé d'exclure les Blancs des positions de pouvoir et critiqué pour avoir approuvé une résolution condamnant le refus du gouverneur Jim Hunt de gracier les 10 de Wilmington. En mai 1979, il perdit l'élection pour la direction du Parti au niveau du comté et fut mis à l'index par

l'appareil politique démocrate du comté. Il resta cependant influent. Il avait notamment permis à 16 délégués Africains Américains d'aller à la convention du Parti démocrate d'août 1980 alors que la délégation de Caroline du Nord prévue par le Parti n'en prévoyait que huit initialement.

Fort de ce succès, Lovett fut élu président du Durham Committee en décembre 1980. Son élection fut présentée dans la presse locale comme une surprise. Lovett se démarquait en effet de ses prédécesseurs ou d'autres figures influentes du DCABP plus consensuelless telles que J. J. Henderson ou Mickey Michaux[167]. Il dénonçait par exemple clairement le racisme à l'origine de la montée en puissance du conservatisme à Durham qui conduisit à la défaite de 1979 (aucun candidat soutenu par le DCABP n'ayant été élu)[168].

Après ce revers historique, le DCABP, sous l'égide de Willie Lovett, chercha à remobiliser l'électorat africain-américain de la ville en vue des élections municipales suivantes de 1981. Il était loin d'être seul dans cette démarche. Dr. Lavonia Allison avait pris la tête du comité d'action politique du Durham Committee en 1980[169]. Dr. Allison était née et avait grandi dans le quartier d'Hayti à Durham en 1931. Son père, C.J. Ingram avait fondé l'agence immobilière Dunbar qui devint une institution historique du Wall Street noir d'Hayti. Allison grandit ainsi au contact de l'élite économique et politique noire de la ville (les professeurs de la North Carolina Central University, les dirigeants de la NC Mutual et du DCNA). Sa mère était devenue la première femme africaine-américaine habilitée à inscrire des électeurs sur les listes (*registrar*). Elle rejoint le Durham Committee dans les années 1960 et y fut très active pendant près de cinquante ans[170]. Comme nous l'avons exposé au **Chapitre 1** (1.4), elle avait aussi participé à l'action de protestation à la convention du Parti démocrate de l'État du 6 juin 1968 (initiée par le North Carolina Committee for Better Black Political Representation de Reginald Hawkins). Allison était donc parfaitement insérée dans le milieu social de l'élite économique et politique historique de la ville et impliquée de longue date dans les stratégies électorales.

---

[167] Paul Brown, « Lovett: Upstart or Upcoming? », *Durham Morning Herald,* 6 septembre 1981, p. 2D.
[168] *Ibidem*.
[169] Le comité d'action politique du DCABP n'avait pas légalement le statut d'un *Political Action Committee* au sens où on l'entend aujourd'hui. Cependant, le Durham Committee recevait des contributions de candidats et d'organisations et utilisait des fonds pour financer leurs opérations de *canvassing* et de *get out the vote* (en rémunérant des militants dans chaque *precinct* où le DCABP était actif).
[170] Jennifer Strom, « The Conflicting Agendas of Lavonia Allison », *Independent Weekly*, 21 novembre 2001, disponible en ligne https://indyweek.com/news/conflicting-agendas-lavonia-allison/ (consulté le 30 juillet 2025). Jordan Meadows, « Durham Mourns the Loss of Dr. E. Lavonia Allison », *The Carolinian Newspaper*, 23 janvier 2025, disponible en ligne https://caro.news/durham-mourns-the-loss-of-dr-e-lavonia-allison/ (consulté le 30 juillet 2025).

Dès le printemps 1979, avant la défaite de novembre, Allison avait alerté le président du DCABP de l'époque, J. J. Henderson sur la menace imminente qui pesait sur l'influence politique durement acquise des Africains Américains à Durham, mais aussi plus largement dans le pays. Elle interprétait en effet les résultats des élections aux postes de responsabilité du Parti démocrate au niveau des circonscriptions du comté (*precincts*) comme le début d'« une attaque de grande ampleur visant à démettre de postes à responsabilité tous les Noirs dont la philosophie, les opinions politiques et les actions ne sont pas perçues comme étant dans l'intérêt de la communauté blanche et/ou des entreprises[171] ». Il s'agissait pour elle de « la partie émergée de l'iceberg » qui s'inscrivait dans une « attaque systématique contre le *leadership* noir[172] ». Selon elle, la population blanche était en train de s'organiser pour modifier la composition du conseil municipal, du conseil scolaire et de la direction du Parti démocrate du comté de Durham[173]. Cette attaque, alertait-elle, faisait partie d'un retour de bâton à l'échelle nationale contre les droits et l'influence politique des Africains Américains gagnés à la suite des victoires du mouvement des droits civiques :

> L'idée selon laquelle les Noirs doivent être remis à leur « place » est l'état d'esprit qui prédomine dans le pays, en Caroline du Nord et à Durham. « Les Noirs ont obtenu trop de choses. Les Noirs sont en train d'acquérir trop de pouvoir. Il faut mettre les Noirs sous contrôle ». Ce phénomène n'est pas apparu du jour au lendemain. Beaucoup l'ont vu venir et ont alerté, en vain, que le temps presse pour les Noirs. […] Nous sommes tous coupables d'avoir fait trop peu, trop tard[174].

Outre le contexte local à Durham, Allison faisait sans doute référence au climat politique national marqué par la montée en puissance de la contre-offensive conservatrice réactionnaire. L'opinion publique était de plus en plus hostile à toute demande de redistribution ou de politiques pour remédier à des siècles d'inégalités raciales, comme les quelques exemples suivants en témoignent. Un an plus tôt, en 1978, la Cour suprême avait porté un coup aux politiques d'*affirmative action* en déclarant l'utilisation de quotas raciaux

---

[171] « This very organized well-financed effort, as I see it, is going to be a wholesale frontal attack to remove from major leadership positions any and all Black people whose philosophy, politics, and actions are viewed as not in the interest of the white and/or business community ». Lettre de Lavonia Allison à J. J. Henderson, Président du DCABP, 20 avril 1979 dans Lavonia Allison Papers, Carton 7, Dossier « DCABP 1972-1979 ».

[172] « The result of the precinct elections is only the "tip of the iceberg" regarding the omnibus attack against Black leadership ». *Ibidem*.

[173] *Ibid*.

[174] « The mood of the country, in North Carolina, and in Durham is that Black people must be put in their "places". "Black people have had too much. Black people are getting too much power. Black people must be controlled". This development is not something that has appeared overnight. Many have seen it coming and have cried out, not to be heard, that time is running out for Black people. […] We are all guilty of too little, too late ». *Ibid.*

inconstitutionelle *Regents of the University of California v. Bakke*. L'affaire à l'origine de cette décision avait été soutenue par des organisations conservatrices qui cherchaient par tous les moyens à mettre fin aux politiques d'*affirmative action*, comble de l'ironie, au nom du *Civil Rights Act* de 1964. Par ailleurs, la même année, la révolte fiscale, en germe depuis au moins une décennie, remporta une victoire majeure, les électeurs de Californie avaient plébiscité la Proposition 13 (« Prop 13 ») qui limita les taxes foncières à 1 % de la valeur des biens imposés[175]. Or, la révolte fiscale était intimement liée au ressentiment de nombreux contribuables blancs qui estimaient que leurs impôts (jugés trop élevés) servaient principalement à financer l'aide sociale à destination des minorités raciales.

Il était donc urgent que le Durham Committee agisse. Or, écrivait-elle, l'organisation s'était embourbée dans des lâchetés et des bassesses politiques, « cautionnant en silence des approches inefficaces » et en « se compromettant en raison de calculs politiques personnels[176]. Ainsi terminait-elle sa lettre à Henderson :

> Nous devons agir et nous ne pouvons pas laisser cette défaite dans la première bataille (pour les présidences de circonscription), nous paralyser, nous endormir ou nous auto-détruire. Si le Durham Committee échoue, Durham tout entière en pâtira, mais, pour les Noirs, si nous échouons, la souffrance sera au-delà de nos pires craintes[177].

C'est pourquoi Lavonia Allison participa à mettre en place une stratégie de remobilisation du DCABP fondée sur l'augmentation des taux d'inscription et de participation électorales des Africains Américains et Africaines-Américaines de Durham. Cette réorientation vers des actions de terrain, du Durham Committee marquait un tournant dans l'histoire de l'organisation, qui s'était beaucoup concentré jusqu'ici sur des délibérations en son sein.

Dans une lettre adressée aux pasteurs noirs de Durham, Lavonia Allison alertait sur l'enjeu majeur des élections municipales de l'automne 1981. Alors qu'il n'y avait plus que

---

[175] F. Coste, *Reagan*, *op. cit.*, p. 164.

[176] « We have seen in too many instances where the interest and welfare of the Committee, and yes the Black community in general, have been compromised because of personal political agendas, yet we have remained silent. […] We have quietly condoned ineffective approaches ». *Ibid.*

[177] « We must and cannot allow the loss of this first battle (defeat of precinct leadership) to mesmerize us into a state of inaction, apathy, self-pity, and self-degradation. But rather, I believe we must use this 'crushing blow' as a rally point to awaken a new sense of urgency, a new sense of commitment, and a new sense of dedication. We must being, with an unparalleled degree of unity, the work which should have been started 'yesterday'. The time is now and we must move forward aggressively, if we are to be true to ourselves and true to our cause. We urge you to chart a course for us and to steer us toward new levels of achievement in all we attempt to do. If the Durham Committee fails, all of Durham will suffer, but for Black people, if we fail the suffering will be beyond our worse dreads ». *Ibid.*

deux élus noirs sur treize au conseil municipal et que six sièges étaient à pourvoir, il était impératif, selon elle, non seulement de conserver ces deux sièges, mais aussi de faire élire plus d'Africains Américains et de Blancs libéraux. Elle soulignait qu'en raison de cette faible représentation au conseil municipal :

> La majorité des conseillers municipaux prenaient des décisions qui nuisaient aux Noirs et aux pauvres dans le domaine du logement, de l'emploi, de la représentation dans les instances décisionnaires, des augmentations de charges et soutenaient, en plus, la politique économique de Reagan (les « Reaganomics »). Cela signifiait des coupes budgétaires pour les aides sociales aux familles, les aides alimentaires (*food stamps*), les repas à l'école, l'emploi, les allocations[178].

Allison et Lovett exhortaient donc les pasteurs à se mobiliser dans le cadre d'une campagne d'inscription de masse sur les listes électorales en sollicitant leurs fidèles et en faisant circuler le message pour qu'ils s'inscrivent ou se portent bénévoles pour la campagne. L'objectif était d'inscrire les plus de 20 000 électeurs Africains Américains non-inscrits avant les élections[179]. Cette campagne reposait également sur une analyse statistique des électeurs noirs non-inscrits sur les listes par *precinct* pour permettre un porte-à-porte (*canvassing*) le plus efficace possible. Cette analyse avait révélé que les femmes noires étaient deux fois plus susceptibles d'être inscrites que les hommes noirs[180]. Cet écart était sans doute dû à la mobilisation de longue date des femmes africaines-américaines à Durham dans les opérations de *canvassing* et de *get out the vote*. Comme nous l'avons montré plus haut, dès les années 1940, les Africaines-Américaines de Durham avaient été les plus actives dans les campagnes d'inscription sur les listes. Ce rôle prépondérant doit être compris à l'aune de la forte tradition d'activités civiques et communautaires développées par les femmes noires depuis le début du régime Jim Crow à Durham (au sein du YWCA et de la NAACP puis d'UOCI et de WIA – voir plus haut).

[178] Lettre de Lavonia Allison, Présidente de la Commission Politique, aux pasteurs, 22 juillet 1981 dans Lavonia Allison Papers, Carton 7, Dossier « DCABP 1981 ».
[179] *Ibidem*. Lettre de Willie C. Lovett, Président du DCABP et de Lavonia Alison, Présidente de la Commission Politique, aux pasteurs, 14 septembre 1981 dans Lavonia Allison Papers, Carton 9, Dossier « DCABP Committee Records 1978-2003 ».
[180] Jim O'Reilly, « Memorandum on Durham voter registration », 13 août 1981 dans Lavonia Allison Papers, Carton 7, Dossier « DCABP 1981 ».

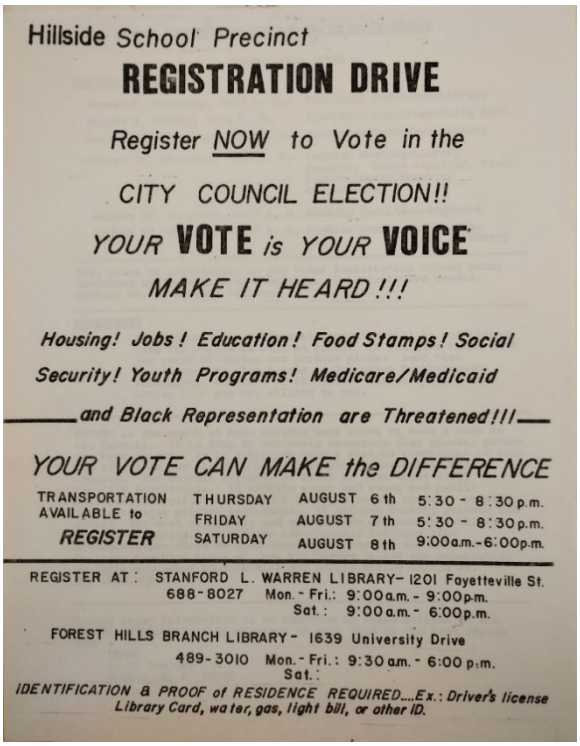


Figure 25 : Tract pour la campagne d'inscription sur les listes électorales organisée par le DCABP à l'été 1981[181].

Les membres de la Commission politique du DCABP présidée par Allison pensaient qu'il était désormais plus difficile de faire élire des candidats noirs parce que la répartition spatiale de la population noire avait changé. En raison des effets des politiques de rénovation urbaine, les Africains Américains étant plus dispersés dans le comté (voir plus loin 3.3). La situation était d'autant plus complexe pour les élections de 1981 que l'enjeu portait sur des sièges *at-large*. Il fallait donc 3 000 votes de plus que par le passé. La stratégie adoptée par le Durham Committee passait par la mobilisation, d'une part, des élus noirs dans les luttes *grassroots* et, d'autre part, l'activation des réseaux d'associations et des organisations fraternelles, professionnelles, communautaires et sociales. Pour Allison et Lovett, les élus noirs devaient s'impliquer directement dans les campagnes d'inscription et de *get out the vote* pour stimuler l'intérêt et l'engouement des électeurs. Le recours à des techniques de rationalisation de ces opérations d'inscription sur les listes et de *get out the vote* grâce à l'utilisation d'une fine analyse statistique assistée par ordinateur pour pouvoir cibler très précisément les électeurs à convaincre, faisait aussi partie de la redynamisation des pratiques électorales du Committee. Il fallait aussi, selon eux et le reste de la Commission, s'assurer que

[181] Tract pour la campagne d'inscription sur les listes électorales organisée par le DCABP à l'été 1981 dans Lavonia Allison Papers, Carton 7, Dossier « DCABP 1981 ».

les votes et actions des élus soient dans l'intérêt des électeurs Africains Américains[182]. La Commission devait donc endosser un rôle de garde-fou à qui les élus devaient rendre des comptes.



Figure 26 : Portraits de Lavonia Allison et Willie Lovett, 1984[183].

3.2. Le DCABP et les Églises

Pour ce qui est des types d'organisations ciblées en priorité par le DCABP, il est intéressant de relever que celles-ci étaient avant tout des organisations de la classe moyenne et non des organisations de lutte contre la pauvreté, d'habitants de quartiers populaires ou des syndicats. Le DCABP cherchait donc avant tout à mobiliser le réseau de sociabilité de classe moyenne de ses membres influents : des fraternités, des sororités des universités noires comme celles de la NCCU, des organisations professionnelles ou des clubs[184].

Surtout, le DCABP s'appuyait sur les églises africaines-américaines de Durham dont White Rock Baptist Church, l'une des plus anciennes, des plus importantes et la plus prestigieuse. Cela passait par des actions de plaidoyer auprès des pasteurs, en adressant, par exemple, des lettres en période de campagne électorale comme nous l'avons vu plus haut. Les

[182] F. V. Allison, Lavonia Allison, Willie E. Lovett, Robinson, George White, « Durham Committee's Political Structure – Suggestions and Recommendations for Consideration » dans Lavonia Allison Papers, Carton 9, Dossier « DCABP – Committee Records 1978-2003 ». « Durham Committee to Highlight Political Accountability in '83 », *The Carolina Times*, 15 janvier 1983, vol. 61, n°2, p. 1 et p. 4.
[183] Jocelyn Daniels, « With the Durham Committee: Politics is the Main Issue », *The Carolina Times*, 21 avril 1984, vol. 62, n°16, p. 1.
[184] F. V. Allison *et al.*, « Durham Committee's Political Structure – Suggestions and Recommendations for Consideration », *op. cit.*

membres du DCABP étaient aussi autorisés à se lever ou s'exprimer pendant l'office pour véhiculer leur message d'empouvoirement par les urnes[185], tout comme les candidats Africains Américains pendant leurs campagnes[186]. Les églises étaient par ailleurs très impliquées dans les campagnes d'inscriptions d'électeurs Africains Américains sur les listes électorales[187]. Cette utilisation des églises comme réseau premier de mobilisation à des fins de politiques électorales doit être analysée à la lumière de la longue histoire des églises africaines-américaines aux États-Unis. Depuis le *Tax Reform Act* de 1969 sous Nixon (voir **Chapitre 1**), elles devaient cependant veiller à ne pas prendre explicitement part à des activités partisanes, afin de ne pas perdre leur statut 501(c)3 d'exemption fiscale. Un des objectifs de cette loi de 1969 était justement de dépolitiser les églises puisque ces dernières avaient été un des piliers de l'organisation du mouvement de libération.

Les églises africaines-américaines ont en effet joué un rôle culturel, social et politique central tout au long de l'histoire des Africains Américains. Pendant la Reconstruction notamment, l'Église noire a été le vecteur de résistance le plus efficace face à l'avènement de Jim Crow[188]. Puis, pendant le mouvement des droits civiques, selon le sociologue Aldon Morris : « l'Église noire a servi de centre institutionnel au mouvement pour les droits civiques. Les églises offrirent un vivier organisé de grande ampleur au mouvement ; le *leadership* des pasteurs ; une base institutionnelle de financement ; et des lieux de rencontre où les masses planifièrent leurs stratégies et s'engagèrent collectivement dans la lutte[189] ». Le mouvement des droits civiques à Durham n'avait pas fait exception et s'était en partie organisé dans et avec les églises. La NAACP de Durham dès ses débuts se réunissait dans certaines églises noires de la ville et certains pasteurs se firent connaître par leur engagement[190]. Plus tard, les femmes à l'origine de l'UOCI étaient en partie liées par la fréquentation des mêmes églises dont elles se servaient pour leurs mobilisations, comme par

[185] Randall Rogers, entretien mené par téléphone par l'autrice, 22 août 2023.
[186] Kenneth Spaulding, entretien par l'autrice, *op. cit.*
[187] *Ibidem.* « Black churches were very strong and aggressive in voter registration ».
[188] Voir à ce sujet l'ouvrage d'Evelyn Brooks Higginbotham, *Righteous Discontent: The Women's Movement in the Black Baptist Church, 1880-1920,* Cambridge, Harvard University Press, 1993. Higginbotham montre aussi comment les femmes africaines-américaines ont défié la théologie patriarcale grâce à leurs efforts pour faire de l'église une institution de protection sociale.
[189] « The black church functioned as the institutional center of the modern civil rights movement. Churches provided the movement with an organized mass base; leadership of clergymen; an institutionalized financial base; and meeting places where the masses planned tactics and strategies and collectively committed themselves to the struggle ». Aldon D. Morris, *The Origins of the Civil Rights Movement: Black Communities Organizing for Change*, New York, The Free Press, 1984, p. 4 cité dans Melissa V. Harris-Lacewell, « Righteous Politics: the Role of the Black Church in Contemporary Politics », *CrossCurrents*, vol. 57, n°2, été 2007, p. 181.
[190] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 101.

exemple en 1967, lorsque Rubye Gattis organisa un rassemblement de masse à l'église St. Joseph's AME Church pour dresser une liste de demandes au conseil municipal[191].

Selon le politiste Frederick Harris, la mobilisation dans les villes d'un clergé et de fidèles militants engagés pour la justice sociale a été constante de la période avant-guerre de Sécession[192] à la Reconstruction et pendant le mouvement des droits civiques. Ce clergé et ces fidèles ont ainsi été des atouts politiques pour les communautés noires et les élites politiques qui se sont appuyées, dans leur quête électorale et de réformes visant la communauté noire, sur les ressources des hommes d'Église engagés[193]. Là où précédemment, certaines Églises noires avaient été accusées de prôner le gradualisme et de donner la priorité à une spiritualité très stricte, elles furent transformées par le mouvement de libération. L'engagement social et politique devint incontournable et, après l'adoption du *Voting Rights Act* de 1965, cela impliquait aussi une participation aux mobilisations électorales. Harris défend donc l'idée selon laquelle les Églises peuvent agir comme de puissants facilitateurs de participation politique pour les Noirs américains, allant ainsi à l'encontre de la vision marxiste de la religion comme vectrice d'oppression et de soumission (à la suite du sociologue Frazier ou du politiste Adolph Reed Jr. plus récemment)[194]. Les stratégies du DCABP pour mobiliser les pasteurs et les fidèles lors des campagnes d'inscriptions sur les listes électorales et lors des élections locales confirment les thèses de Harris sur le rôle des Églises africaines-américaines urbaines dans les mobilisations et stratégies de conquête électorale.

Enfin, à l'ère post-Jim Crow, la sociologue Mary Pattillo-McCoy souligne que le rôle de l'Église noire en tant qu'institution matérielle et culturelle conduit à remettre en question l'idée communément acceptée selon laquelle la classe moyenne noire est complètement déconnectée de la classe populaire noire[195]. Selon Pattillo-McCoy, la dimension religieuse et culturelle de l'Église noire unit la classe moyenne et la classe populaire noires grâce à une forme de communion spirituelle fondée sur une théologie de la libération, malgré une histoire de stratification de classe qui se manifeste dans l'appartenance aux dénominations religieuses et dans les pratiques de culte. Elle agit comme une institution qui cimente la communauté

---

[191] *Ibid.*, p. 116-118 et p. 130.

[192] Voir notamment l'ouvrage d'Eugene Genovese sur le rôle de la religion dans la résistance et les rébellions d'esclaves qui a fait date : *Roll Jordan, Roll: The World the Slaves Made*, New York : Pantheon Books, 1974.

[193] Frederick C. Harris, « Introduction: Black Churches, Activist Traditions, and Urban Political Contexts » dans Drew R. Smith et Frederick C. Harris, *Black Churches and Local Politics: Clergy Influence, Organizational Partnerships, and Civic Empowerment*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2005, p. x. L'ouvrage comprend des études de cas sur le rôle politique d'Églises noires dans différentes villes américaines.

[194] *Ibid.*, p. xii. Frederick C. Harris, « Something Within: Religion as a Mobilizer of African-American Political Activism », *Journal of Politics*, vol. 56, n°1, février 1994, p. 43-44.

[195] Mary Pattilo-McCoy, « Church Culture as a Strategy of Action in the Black Community », *American Sociological Review*, vol. 63, n°6, décembre 1998, p. 768.

africaine-américaine, ayant historiquement servi d'école, de banque, d'association caritative, d'organisation politique, de salle des fêtes et de lieu de culte[196]. Dès les années 1930, la prestigieuse White Rock Baptist Church de Durham, sous l'égide d'un nouveau pasteur influencé par la philosophie du *settlement movement* d'Ida B. Wells, avait embrassé un évangile social et avait invité les travailleurs de l'industrie du tabac à rejoindre la paroisse[197].

La place centrale occupée par les églises noires, et ici en l'occurrence, par la White Rock Baptist Church à Durham, explique une des spécificités des stratégies électorales du Durham Committee (et d'autres organisations politiques similaires en Caroline du Nord) : la mobilisation particulièrement forte du clergé africain-américain dans les campagnes d'inscription sur les listes électorales et dans la politisation des paroissiens.

3.3. Hayti : réparer la trahison du Durham Committee ?

Après la destruction du quartier dans les années 1960, le plan de réhabilitation d'Hayti[198] fut l'une des réussites en demi-teinte du Durham Committee au début des années 1980. Le cas d'Hayti est particulièrement intéressant, car il illustre les logiques inégalitaires des politiques de rénovation urbaine (*urban renewal*). Surtout, il démontre à la fois le poids politique et électoral du Durham Committee, et sa philosophie d'empouvoirement, fondée sur le développement économique et donc un investissement dans le capitalisme noir, rappelant ses origines intimement liées aux cadres de la NC Mutual. L'histoire d'Hayti remet également en question les récits de type « apogée et déclin » (*rise and fall*) de quartiers noirs emblématiques et autrefois prospères (comme Harlem à New York) qui auraient « naturellement » disparu sous l'effet de la déségrégation. La destruction d'Hayti était en fait le résultat de politiques urbaines délibérées. Négocier le renouveau d'Hayti était donc un enjeu de lutte politique majeur pour le DCABP et les Africains Américains à Durham.

---

[196] *Ibid.*, p. 768-770.

[197] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 1-2. Ida B. Wells (1862-1931) est une figure majeure du Long Mouvement de libération noire et des mouvements féministes et de réforme sociale de l'ère progressiste. Son impressionnante carrière militante se structura autour d'une compréhension de la violence raciale à travers un prisme intersectionnel. Surtout connue pour son journalisme d'investigation et sa campagne pour rendre le lynchage illégal, Wells avait aussi participé à la création la NAACP. À Chicago, elle avait aussi fondé une *settlement house* noire, le Negro Fellowship Club. Elle fut aussi très active dans le mouvement suffragiste, établissant un « club » pour le suffrage pour les femmes noires et se portant candidate pour le Sénat de l'Illinois. Les *settlement houses* étaient des structures d'accueil où des femmes bénévoles de classes moyennes venaient en aide aux populations (surtout immigrées) des quartiers pauvres. Ces structures s'inscrivaient dans le cadre du *settlement movement* initié par la militante blanche Jane Addams à Chicago, qui prônait la nécessité de mettre en œuvre des réformes sociales et éducatives. Paula Giddings, « Missing in Action Ida B. Wells, the NAACP, and the Historical Record », *Meridians*, vol. 1, n°2, 2001, p. 1. Kristina DuRocher, *Ida B. Wells: Social Activist and Reformer*, New York, Taylor & Francis, 2016. Linda O. McMurry, *To Keep the Waters Troubled: The Life of Ida B. Wells*, New York, Oxford University Press, 2000.

[198] Prononcé « Hay-tie »

Hayti était en effet le berceau du « Wall Street noir » qui avait fait la prospérité et la réputation de l'élite noire de Durham au tournant du XXe siècle. Du Bois avait baptisé Hayti « la Mecque noire de l'entrepreneuriat du Sud[199] ». À son apogée, plus de 100 commerces et établissements appartenant à des Africains Américains et 600 logements essaimaient à l'angle des deux artères principales : Fayette et Pettigrew Street. Le Biltmore Hotel, seul hôtel de luxe pour Africains Américains de la région, fut par exemple créé en 1920 et accueillit de grands artistes tels que Count Basie et Duke Ellington.

Hayti avait été fondé par des Africains Américains libres et des affranchis après la guerre de Sécession et nommé ainsi en référence à l'État noir indépendant d'Haiti[200]. « Derrière le voile », relativement à l'écart des interférences de la société blanche, certains entrepreneurs noirs surent tirer profit de la ségrégation pour créer et développer leurs commerces[201]. La communauté africaine-américaine la plus importante de la ville se développa autour de ces entreprises et des églises noires (White Rock Baptist et St. Joseph AME Zion Church[202]). Malgré cette prospérité apparente, la plupart des habitants d'Hayti étaient logés dans des rues et allées annexes surpeuplées, à l'écart des deux artères centrales. Toujours est-il qu'Hayti constituait un puissant symbole d'indépendance pour la communauté noire de Durham, une source de fierté, un lieu de cohésion[203] qui était aussi célébré comme la preuve du succès de la philosophie du capitalisme « *self-help* ».

Avec le déclin relatif de l'industrie du tabac et du textile à Durham après la Seconde Guerre mondiale, le conseil municipal entreprit un grand projet de construction de voie rapide et de rénovation urbaine dans le sillage de la politique fédérale comme nous l'avons vu au 2.2 de ce chapitre. Depuis la Grande Dépression, selon l'historien Andrew Highsmith, l'éthos de la gouvernance métropolitaine aux États-Unis pouvait se résumer par la formule « la démolition c'est le progrès[204] ». La ville cibla entre autres Hayti, qui était accusé de freiner la revitalisation du centre-ville (*downtown*) et d'être délabré et surpeuplé. Dans un prospectus

[199] « the Negro business Mecca of the South ». A. Vann et B. Jones, *Durham's Hayti*, *op. cit.*, p. 7.
[200] L. Brown, *Upbuilding Black Durham*, *op. cit.*, p. 14 ; p. 31. D'autres quartiers noirs ségrégués portent le nom d'Haiti aux États-Unis, sans que l'on sache si l'appellation venait avant tout des Blancs ou des habitants Africains Américains.
[201] *Ibid.*, p. 39-40.
[202] J. Anderson, *A History of Durham County*, *op. cit.*, p. 135-136.
[203] Kenneth Spaulding, fils d'Asa et Elna Spaulding, élu à l'Assemblée de Caroline du Nord (1978-1984), puis candidat au Congrès en 1984 et futur président du DCABP se rappelle ainsi la destruction d'Hayti : « I remember how much pride we all had […] [it] was not worth tearing down. It created, again, an independence of African Americans ». Kenneth Spaulding, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[204] Andrew R. Highsmith, *Demolition Means Progress: Flint, Michigan, and the Fate of the American Metropolis*, Chicago, University of Chicago Press, 2015.

distribué par la Commission de réhabilitation de la ville de Durham (Redevelopment Commission of The City of Durham) aux électeurs, les zones ciblées par le projet de rénovation urbaine de Durham, dénommées « bas quartiers » et « quartiers délabrés » (*slum and blighted areas*) où sévissaient « la criminalité, la délinquance, et les dangers sanitaires moraux et matériels », étaient comparées à un « cancer humain » qui « se propag[eait] à l'insu de tous aux quartiers sains de la ville[205] ». Ces quartiers étaient aussi présentés comme des poids économiques et fiscaux : coûteux en impôts et décourageant les entreprises d'investir à Durham.

[205] Redevelopment Commission of The City of Durham, North Carolina, « Concerning Durham's Urban Renewal Program », 1962, Durham Urban Renewal Records, Carton 13 dans North Carolina Collection at Durham County Library, disponible en ligne https://lib.digitalnc.org/record/104453?ln=en&v=uv#?#files&xywh=-515%2C-143%2C2013%2C2844&cv=19 (consulté le 27 août 2024). Esther Cyna cite également cette utilisation du terme de « cancer humain » dans le projet de la Redevelopment Commission de Durham et relève que ce vocabulaire du champ lexical de la pathologie était aussi utilisé pour parler du système scolaire de la ville. E. Cyna, « Shortchanged », *op. cit.*, p. 197.

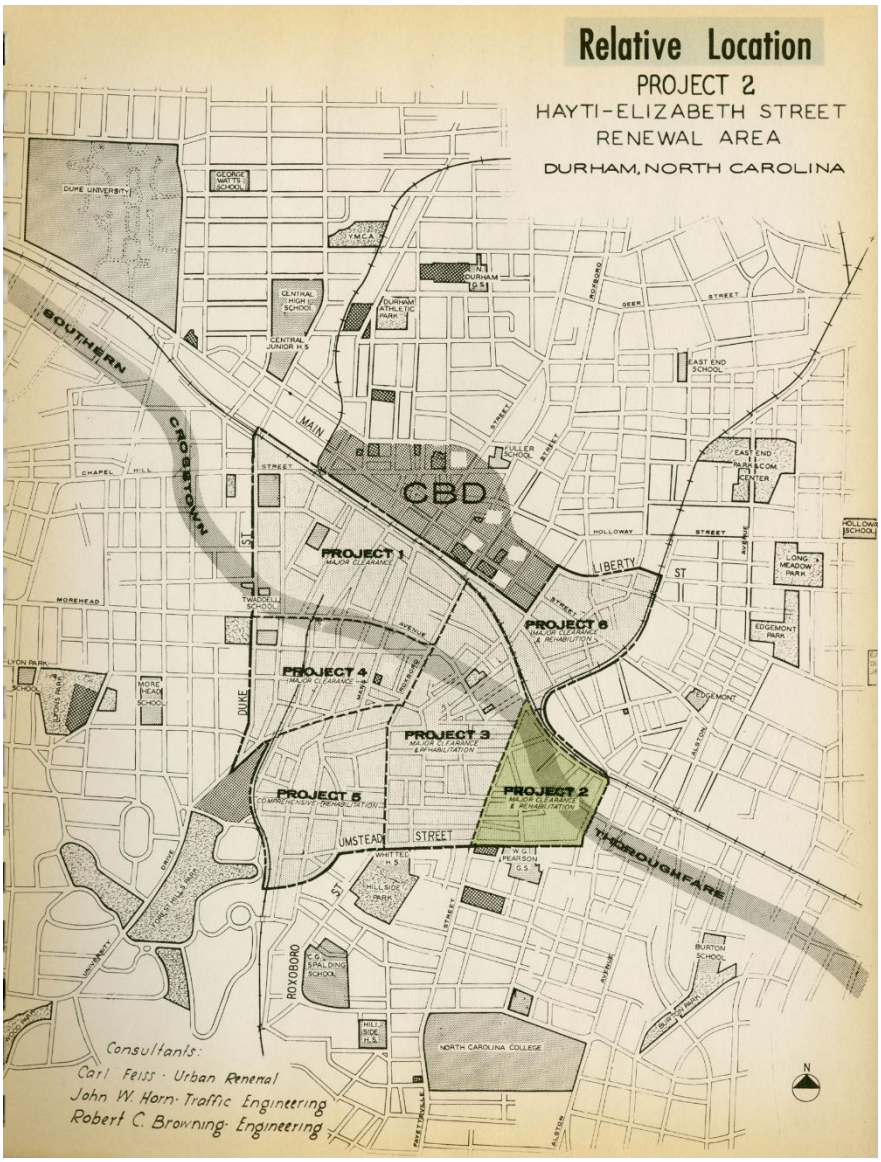


Figure 27 : Carte du projet de rénovation urbaine de 1962 établie par la Durham Redevelopment Commission. "Project 2" en jaune désigne la rénovation d'Hayti[206].

Le conseil municipal, en accord avec la Durham Redevelopment Commission décida donc que la voie rapide reliant le centre-ville et le tout jeune Research Triangle Park (inauguré à la fin des années 1950) traverserait Hayti[207] (voir **Figure 27** ci-dessus). Mais la construction de l'Expressway devait s'accompagner d'un projet de rénovation urbaine pour les habitants

[206] Durham Redevelopment Commission, « Hayti Elizabeth Reuse Appraisal », 7 juin 1962 dans Durham Urban Renewal Records, North Carolina Collection at Durham County Library, Carton 3, disponible en ligne https://lib.digitalnc.org/record/104456?ln=en&v=uv#?xywh=-447%2C-121%2C2535%2C2406&cv=4 (consulté le 3 septembre 2024).

[207] Oscar R. Williams, « Memories of Hayti: Africain American Community in Durham, North Carolina, 1890-1970 » dans Gayle T. Tate et Lewis A. Randolph, *The Black Urban Community: From Dusk Till Dawn*, New York, Palgrave MacMillan, 2006, p. 46-47. Rappel : Le Research Triangle Park est le pôle scientifique et technologique situé entre Durham et Raleigh, fondé en 1957, pour stimuler l'essor économique de la région, telle la « Silicon Valley du Sud ».

d'Hayti. Lors du référendum sur l'obligation municipale de 8,6 millions de dollars pour le projet de rénovation urbaine associé à la construction de la voie rapide en 1962, le Durham Committee apporta son soutien en faveur du projet. L'organisation avançait que la communauté bénéficierait du projet de rénovation urbaine, censé offrir de meilleurs logements, un nouveau centre commercial et des services publics. Le vote fut serré et les voix des électeurs Africains Américains en faveur de l'obligation municipale s'avérèrent décisives[208]. En définitive, Hayti fut décimé par la construction de l'East-West Expressway. Sous couvert de réhabilitation, la ville entreprit de démolir de nombreux bâtiments déclarés insalubres[209]. Plus de 600 logements furent détruits ainsi qu'environ 80 % des commerces. Les promesses de réhabilitation prévues dans le projet initial ne furent pas tenues[210]. Les démolitions eurent pour conséquence l'affaiblissement de la cohésion sociale des habitants d'Hayti, ce qui était loin d'être anodin dans le contexte de forte mobilisation autour des droits civiques. Les Africains Américains modestes tinrent l'élite noire et le Durham Committee pour responsables de la destruction d'Hayti, ce qui aggrava les tensions interclasses tout en remettant une fois de plus en question l'influence politique du DCABP[211]. Le destin d'Hayti laissa un goût très amer aux électeurs et aux figures politiques africaines-américaines de Durham qui se sentirent trahis et « vendus » par le conseil municipal et par le Durham Committee.

Vingt ans plus tard, Hayti était toujours à l'abandon. Des membres de la commission économique du Durham Committee on the Affairs of Black People créèrent la Hayti Development Corporation (HDC) en 1981 afin de promouvoir une véritable réhabilitation d'Hayti[212]. Le conseil municipal avait en effet commencé à réfléchir à un projet[213]. L'enjeu était donc d'infléchir la teneur du projet et d'imposer une véritable participation des Africains Américains à son élaboration et à sa mise en œuvre. Il s'ensuivit un bras de fer entre le conseil municipal et HDC. Pour HDC et la communauté noire, il était temps de redonner à

[208] Donald Alderman, « Hayti Development Corp. Plans 'Mini-City' », *The Carolina Times*, vol. 60, n°6, 13 février 1982, p. 1. Donald Alderman, « Public Hearing Set For Monday On Hayti Developement », *The Carolina Times*, vol. 60, n°1, p. 1.
[209] Nathaniel B. White, entretien mené par Paul Ortiz, 17 février 1995, Durham, Behind the Veil: Documenting Africain-American Life in the Jim Crow South Digital Collection, John Hope Franklin Research Center, Duke University Libraries, p. 20-21.
[210] C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 171-172.
[211] *Ibidem* et p. 298.
[212] Donald Alderman, « Hayti Stirred in '82… Expected to Live in '83 », *The Carolina Times*, 8 janvier 1983, vol. 61, n°1. p. 3. Donald Alderman, « Public Hearing Set For Monday On Hayti Development », *The Carolina Times*, 9 janvier 1982, vol. 60, n°1, p. 1-4. Donald Alderman, « Hayti Fight Coming Between City And HDC », *The Carolina Times*, vol. 60, n°37, 18 septembre 1982, p. 8.
[213] « Hayti: To Renew Or Not To Renew », *The Carolina Times*, 5 décembre 1981, vol. 59, n°49, p. 1.

Hayti « sa gloire d'antan en tant que Mecque de l'économie noire[214] ». HDC souhaitait mettre l'accent sur les commerces et non seulement sur la construction de logements qui selon eux, reviendraient à être un simple prolongement du centre-ville d'affaires (*downtown*). Le projet de réhabilitation d'Hayti faisait partie d'une proposition d'obligation municipale de 10 millions de dollars qui reposait avant tout sur la construction d'un palais des congrès municipal (*civic center*). Ce type de projet s'inscrivait dans une politique plus large qui ambitionnait de redynamiser les centres-villes en attirant les visiteurs (et les investisseurs) grâce à des équipements culturels et sportifs, au premier rang desquels figuraient les palais des congrès[215].

Le conseil municipal avait besoin du vote des électeurs Africains Américains en faveur de l'obligation municipale pour construire ce palais. C'est grâce à cela que l'HDC et le Durham Committee parvinrent à obtenir des concessions, à savoir : 65 000 dollars pour la réhabilitation d'Hayti, la participation de l'HDC dans le processus décisionnel et le recrutement à hauteur de 30 % d'entreprises appartenant à des minorités[216]. Pour Lavonia Allison, il était primordial que « la communauté noire ait le contrôle sur cette réhabilitation » et que des fonds soient débloqués pour la mettre en œuvre[217]. En échange, le Durham Committee mobilisa les électeurs Africains Américains. Sans leur soutien, il aurait manqué environ 300 voix pour l'approbation de l'obligation municipale[218]. Le DCABP espérait ainsi redorer son image en démontrant l'importance cruciale de participer à la politique locale pour garantir qu'il y ait des réponses aux inquiétudes des Africains Américains de Durham. L'organisation souhaitait aussi que cette victoire soit le point de départ d'une politique plus large qui s'attaquerait au chômage, à la pauvreté et au mal-logement dans tous les quartiers majoritairement noirs de la ville[219].

Le cas d'Hayti illustre que les combats pour l'exercice d'une influence politique des Africains Américains dans les urnes ne se jouaient pas uniquement dans l'élection de représentants politiques, mais aussi lors des référendums pour la contraction d'obligations

[214] D. Alderman, « Hayti Fight », *op. cit*.
[215] Voir Heywood T. Sanders, *Convention Center Follies: Politics, Power, and Public Investment in American Cities*, Philadelpie, University of Pennsylvania Press, 2014.
[216] D. Alderman, « Hayti Stirred in '82 », *op. cit.* D. Alderman, « Hayti Fight », *op. cit.* Durham Committee on the Affairs of Black People Task Force on Downtown Development, « Report to the Political Committee and Full Body Recommendation Regarding June 29 Bond Referendum, Durham Civic Center », 27 juin 1982 dans Lavonia Allison Papers, Carton 7, Dossier « DCABP 1982 ».
[217] Milton Jordan, « Civic Center Wins Big, Black Vote Turns Tide », *The Carolina Times*, vol. 60, n°26, 3 juillet 1982, p. 1.
[218] *Ibidem*.
[219] DCABP Task Force on Downtown Development, « Report to the Political Committee », *op. cit.*

municipales. Ces obligations jouaient un rôle primordial dans la fabrique des inégalités spatiales de richesse et de pouvoir en raison de la dépendance croissante des municipalités au financement par obligations après la Seconde Guerre mondiale comme l'a démontré Destin Jenkins dans *The Bonds of Inequality: Debt and the Making of the American City*[220]. Lorsque les électeurs Africains Américains votaient en faveur des obligations municipales pour réhabiliter leurs quartiers, le résultat était en réalité à double tranchant. La souscription à cet emprunt signifiait souvent une augmentation des charges et des impôts locaux, en répercussion à l'augmentation des taux d'intérêt (pour le remboursement du prêt). Par ailleurs, les obligations étaient, la plupart du temps, utilisées pour les quartiers blancs. Ainsi, la question de « qui et quoi était jugé digne de l'endettement collectif » était souvent au cœur des conflits autour des référendums pour les obligations municipales[221]. Par conséquent, les luttes électorales pour infléchir les politiques de financement de la revitalisation urbaine doivent être comprises comme faisant partie intégrante des stratégies de conquête électorale. Le conflit, puis le compromis, autour du palais des congrès municipal à Durham entre 1981 et 1983 et de la réhabilitation d'Hayti en sont un bon exemple. L'exercice d'une pression politique par le vote était donc un outil pour arracher une forme de justice spatiale, aussi imparfaite soit-elle.

3.4. Chester Jenkins : premier maire africain-américain de Durham

Après le compromis autour de la réhabilitation d'Hayti, le Durham Committee, renforcé par la démonstration de son pouvoir de levier électoral, obtint une nouvelle victoire aux élections municipales de 1983. Tous les candidats au conseil municipal soutenus par le DCABP furent en effet élus haut la main à cette occasion. Pour la première fois depuis sa création, le Durham Committee avait formé une coalition avec deux organisations blanches libérales, la Durham Voters Alliance et la People's Alliance, ainsi que le syndicat Durham Central Labor Union (DCLU). Ensemble, ils menèrent une campagne électorale centrée autour de la gestion des déchets toxiques, de la qualité de vie, du développement communautaire et des inquiétudes des habitants des quartiers résidentiels de Durham face aux politiques de croissance urbaine récentes[222]. L'élection de six candidats soutenus par la

[220] Destin Jenkins, *The Bonds of Inequality: Debt and the Making of the American City*, Chicago, The University of Chicago Press, 2021, p. 35. Jenkins parle d'une « suprématie des obligataires[220] » qui prirent un rôle de plus en plus prépondérant dans la gouvernance des villes étatsuniennes.
[221] *Ibid.*, p. 13.
[222] Mark Kreuzwieser, « Election Gives Durham More Liberal City Council », *The Durham Sun*, 9 novembre 1983, p. 1-A.

coalition permit, pour la première fois, de faire basculer le conseil municipal, qui avait été jusqu'ici toujours dominé par les conservateurs. Le nombre d'élus Africains Américains monta à cinq dont une femme. Pour le représentant de la DCLU, Wilbur Hobby, la victoire de la coalition aux élections était une victoire contre le racisme (environnemental en l'occurrence)[223].

La coalition avait émergé plus tôt dans l'année autour de la lutte contre les déchets toxiques. En mars 1983, des tonneaux contenant des déchets toxiques explosèrent dans le centre de recyclage, Armageddon Recycling Company. Le centre était situé à East Durham, un quartier résidentiel populaire de la ville. Les fumées toxiques provoquèrent l'évacuation des habitants aux alentours et rendirent malades les employés municipaux de sécurité mandatés sur les lieux. Des membres du Durham Committee ainsi que de People's Alliance, Durham Voters Alliance et Durham Central Labor Union participèrent avec d'autres organisations à la création de la Citizens for a Safer East Durham. L'organisation avait pour but de faire fermer le centre Armageddon et plus largement de forcer le conseil municipal à protéger les habitants des déchets toxiques[224]. C'est pourquoi la campagne municipale de 1983 portait en partie sur cet enjeu. La question de la gestion des déchets toxiques et de son impact sur les populations africaines-américaines était brûlante en Caroline du Nord à cette époque (comme nous l'avons vu au **Chapitre 1**) avec le mouvement autour du comté de Warren qui vit l'émergence de la lutte contre le racisme environnemental[225]. Au-delà des questions environnementales, l'enjeu des élections de 1983 était plus que jamais l'orientation à donner à l'essor de la ville de Durham, en particulier l'équilibre entre développement suburbain et celui du centre-ville.

Le DCABP était divisé sur la croissance urbaine et les alliances à privilégier pour améliorer l'influence politique des Africains Américains à Durham. Kenneth Spaulding, fils d'Elna et Asa Spaulding et ancien candidat au Congrès (comme nous le verrons au **Chapitre 4**), défia Willie Lovett pour la présidence du Durham Committee en 1986. En 1984, Kenneth Spaulding avait défendu le projet Treyburn (un parc mixte résidentiel et industriel) au nord de la ville en tant qu'avocat des promoteurs immobiliers. Pour ce faire, Spaulding

[223] *Ibidem.*
[224] Mark Hellman, « Chapter 4: Durham's Progressive Coalition » dans Bob Hall, *Environmental Politics: Lessons from the Grassroots*, Durham, Institute for Southern Studies, p. 43-44. Mark Kreuzwieser, « Residents Want Waste Action », *The Sun*, 4 octobre 1983, p. 5-B.
[225] Rappel : le concept de « racisme environnemental » a justement émergé dans les années 1980 en Caroline du Nord. Il dénonce l'imbrication du racisme systémique et des politiques environnementales qui ciblent intentionnellement les populations racisées et pauvres pour la gestion de la pollution et des déchets. Eileen McGurty, *Transforming Environmentalism*.

avait dû faire pression auprès du conseil municipal pour qu'il modifie le zonage du site où Treyburn devait être construit. Surtout, il fallait permettre la construction de nouvelles canalisations qui pomperaient plus d'eau dans un lac environnant. Les associations blanches de Durham pour la défense de l'environnement s'opposèrent farouchement au projet et dénoncèrent l'alliance entre Spaulding et les grands promoteurs, qui, pour eux entraînait la population noire de Durham dans la mauvaise direction. Pour Spaulding, cette opposition était l'expression d'une forme de racisme, car, pour lui, les progressistes blancs ne supportaient pas qu'un homme noir qui a réussi puisse être leur égal et ne pas aller dans leur sens[226]. Il considérait que la coalition entre le Durham Committee, la Durham Voters Alliance et la People's Alliance était une erreur pour plusieurs raisons. Spaulding était partisan d'une politique de croissance suburbaine et donc d'un rapprochement entre le Durham Committee et les entrepreneurs et promoteurs blancs intéressés par des projets de développement urbain[227]. Selon lui : « Durham avait besoin de s'étendre. Je suis né et j'ai grandi ici. On avait besoin de se développer. Mais en même temps, nous avions besoin de reconnaître que ça avait des répercussions sur les habitants sur place, le voisinage sur place, les citoyens sur place[228] ». Spaulding estimait que le Durham Committee ne devait pas dépendre de la coalition avec les organisations blanches libérales[229]. Tous les conseillers municipaux Africains Américains votèrent finalement en faveur du projet Treyburn[230].

Ainsi, lors de l'élection de 1986 pour la présidence du Durham Committee, deux visions stratégiques pour le futur de la population noire à Durham s'affrontèrent. D'un côté, Willie Lovett, président depuis six ans du DCABP, représentait le camp de « l'approche sociale » et architecte de la coalition avec les organisations libérales blanches ; de l'autre, Kenneth Spaulding celui de l'approche « pro-entreprise[231] » et pro-croissance. Lovett, quant à lui, affirmait que la croissance des *suburbs* était néfaste pour les Africains Américains de l'*inner city* : « nous pensons que plus il y a de l'étalement urbain (*urban sprawl*), plus il est

[226] « What I think bothered them is the same thing that I, as a child, had to go through in segregation. They just don't look at blacks as equal, even though they claim they're liberal. I'm not saying every White liberal. I'm saying many of them that I've had to deal with on a political thing here in Durham. And to me, that's racist. And I haven't been the one to hold my tongue about it. And I think they resent that too ». Kenneth Spaulding, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[227] Todd Oppenheimer, « Showdown For Black Power: A Durham Committee Election Shows The Black Community Divided About Who Its Friends Are », *The Independent*, 19 décembre 1986-15 janvier 1987, p. 5-7.
[228] « Durham needed to grow. I was born and raised here. We needed to grow. We needed to develop. But at the same time, we needed to recognize that we were impacting existing residents, existing neighbors, existing citizens ». Kenneth Spaulding, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*
[229] *Ibidem.*
[230] T. Oppenheimer, « Showdown For Black Power », *op. cit.*
[231] *Ibidem.*

dur de rendre l'*inner city* attractive[232] ». Lovett s'était ainsi prononcé contre la contraction d'une obligation à hauteur de 120 millions de dollars par le comté qui favoriserait l'expansion des *suburbs*[233]. Le financement par obligation devait notamment permettre de financer de nouvelles canalisations d'eau et d'évacuation des eaux usées dans des zones encore « non incorporées » par la ville de Durham. Lovett était d'autant plus opposé à cette obligation que le comté prévoyait de mettre en place une taxe sur les ventes (*sales tax*) pour pouvoir rembourser l'emprunt chaque année. Or, ce type de taxe était jugé particulièrement injuste, car elle concernait tout le monde, mais pesait plus lourdement sur le budget des ménages les plus modestes[234].

Spaulding jugeait pour sa part que Lovett avait « concentré trop de pouvoir dans les mêmes mains habituelles ». Il pensait aussi que le DCABP avait tort de ne pas avoir cherché à s'adresser aux nouveaux quartiers noirs de classe moyenne en train d'émerger dans les *suburbs* et de ne pas avoir noué des alliances avec l'élite économique blanche[235]. Lovett remporta finalement l'élection à 213 voix contre 194. L'écart relativement faible démontrait les divisions croissantes au sein du Durham Committee quant à la meilleure stratégie à adopter pour poursuivre l'avancement des Africains Américains à Durham. Un journaliste qualifiait ainsi le DCABP d'« Empire ottoman de la politique à Durham : énorme, tentaculaire, puissant, mais tiraillé dans tous les sens et en danger perpétuel de fragmentation de l'intérieur[236] ». Malgré tout, la victoire de Willie Lovett pour un troisième mandat consécutif à la tête du DCABP démontrait la popularité du positionnement de l'organisation sous sa direction en faveur des habitants Africains Américains des quartiers défavorisés de Durham et de sa stratégie de coalition avec les Blancs libéraux.

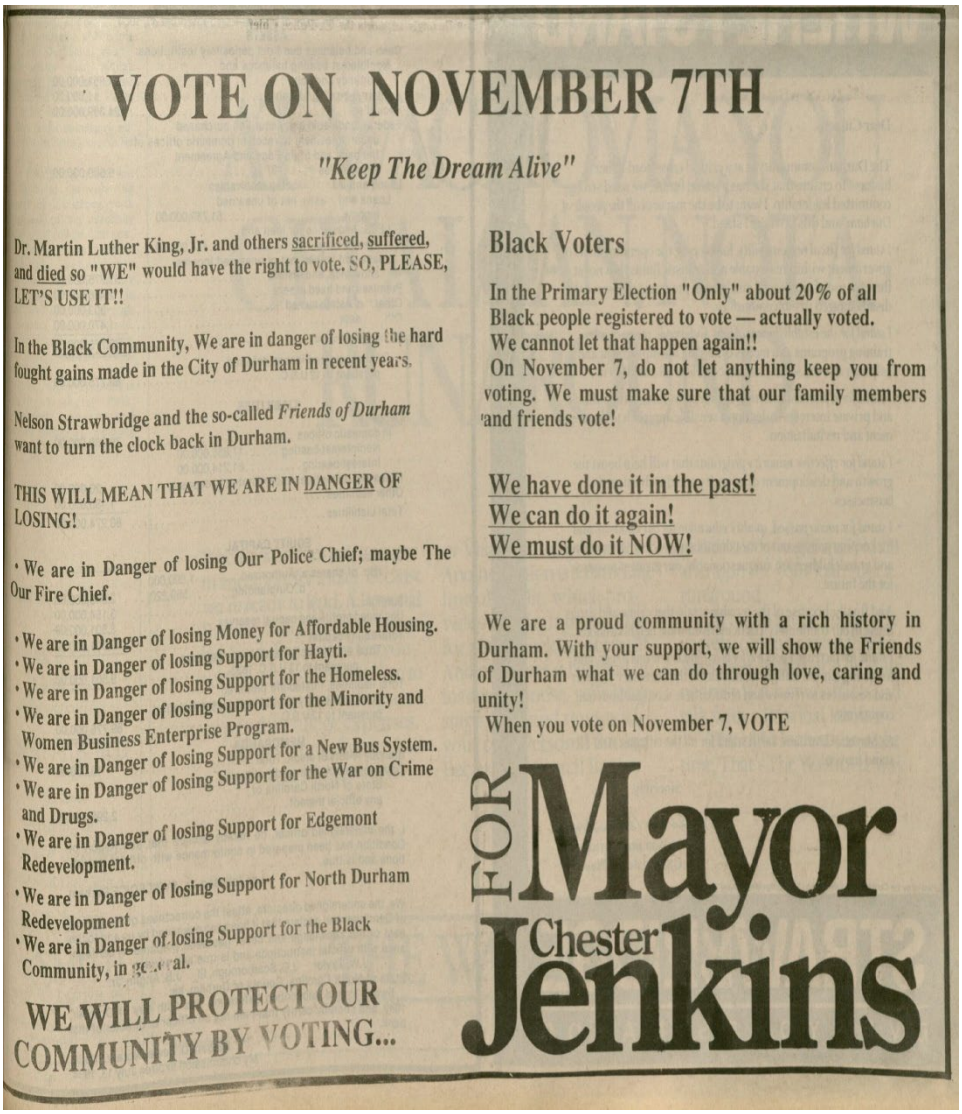
La montée en puissance de cette coalition progressiste finit par aboutir à l'élection du premier maire africain-américain de la ville, Chester Jenkins, en 1989. Ce dernier était conseiller municipal depuis 1981. Jenkins affrontait dans cette élection un candidat blanc très conservateur, Nelson Strawbridge, soutenu par Friends of Durham (FOD). Dix ans après Voters for Durham's Future (voir **2.1**), Friends of Durham était la nouvelle incarnation d'un comité d'action politique au service des intérêts des entreprises privées qui souhaitaient reprendre le contrôle du conseil municipal à la coalition libérale. Strawbridge avait même

[232] *Ibidem.*
[233] Edison McIntyre, « Bond Issue Forum Draws Criticism », *The Durham Sun*, 24 septembre 1986, p. 1-A-2-A.
[234] Al Wheless, « Commissioners Hear Concerns, Set Bond Referendum Nov. 4 », *Durham Morning Herald*, p. 1C.
[235] T. Oppenheimer, « Showdown For Black Power », *op. cit.*
[236] *Ibidem.*

occupé un poste à responsabilités dans la campagne électorale de l'ultra-conservateur réactionnaire Jesse Helms en 1984 (voir **Chapitre 5**).

La candidature de Jenkins pour la mairie fut soutenue par toutes les organisations de la coalition précédemment citées. La coalition axa sa stratégie de campagne autour de la défense du bilan de la coalition libérale au conseil et du danger posé par le programme de Strawbridge et des Friends of Durham, en particulier pour les Africains Américains. De nombreux documents de campagne proclamaient que le programme de Strawbridge et des Friends of Durham promouvait en fait une remise en cause des avancées obtenues par la coalition au cours des dix dernières années, et ce, malgré le règne du Reaganisme[237]. L'équipe de campagne de Jenkins dénonçait les attaques racistes contre le chef de police africain-américain de Durham, contre les ordonnances municipales visant à garantir le recrutement d'entreprises appartenant à des Africains Américains et contre les programmes de réhabilitation des quartiers Africains Américains en difficulté[238]. L'équipe de campagne de Jenkins assurait que la victoire de Strawbridge viendrait faire éclater « la fragile bonne volonté » entre les Noirs et les Blancs au terme de « dix ans de progrès au cours desquels le fossé entre les deux moitiés blanche et noire de la ville avait été réduit[239] ». La coalition se vantait d'avoir fait de « l'égalité des chances pour les citoyens noirs de Durham (c'est-à-dire la moitié de la population de la ville), le pilier de leur action[240] ». Ils mettaient en avant la nomination d'Africains Américains dans toutes les instances décisionnaires de la ville et notamment le recrutement d'un chef de police africain-américain. La coalition faisait aussi valoir leurs efforts pour la réhabilitation et la préservation de quartiers Africains Américains en difficulté ainsi que l'adoption d'une ordonnance de « droit à l'information » concernant les substances toxiques auxquelles les habitants ou employés sont exposés, en réponse à l'accident de mars 1983[241].

[237] People's Alliance Political Action Committee, « Rolling Back a Decade of Progress: What's At Stake in the City Council, Elections November 7? So Much » et « What's At Stake in the City Council elections on November 7? » dans Steve Schewel Papers (NCC.0231), North Carolina Collection, Durham County Library [ci-après Steve Schewel Papers], Carton 2, Dossier 1.
[238] People's Alliance Political Action Committee, « Rolling Back a Decade of Change » dans Steve Schewel Papers, Carton 2, Dossier 1.
[239] « Rolling Back a Decade of Change: What's at Stake in the City Council elections on November 7? » dans Steve Schewel Papers, Carton 2, Dossier 1.
[240] *Ibidem*.
[241] *Ibid*.



VOTE ON NOVEMBER 7TH

"Keep The Dream Alive"

Dr. Martin Luther King, Jr. and others sacrificed, suffered, and died so "WE" would have the right to vote. SO, PLEASE, LET'S USE IT!!

In the Black Community, We are in danger of losing the hard fought gains made in the City of Durham in recent years.

Nelson Strawbridge and the so-called *Friends of Durham* want to turn the clock back in Durham.

THIS WILL MEAN THAT WE ARE IN DANGER OF LOSING!

- We are in Danger of losing Our Police Chief; maybe The Our Fire Chief.
- We are in Danger of losing Money for Affordable Housing.
- We are in Danger of losing Support for Hayti.
- We are in Danger of losing Support for the Homeless.
- We are in Danger of losing Support for the Minority and Women Business Enterprise Program.
- We are in Danger of losing Support for a New Bus System.
- We are in Danger of losing Support for the War on Crime and Drugs.
- We are in Danger of losing Support for Edgemont Redevelopment.
- We are in Danger of losing Support for North Durham Redevelopment
- We are in Danger of losing Support for the Black Community, in general.

WE WILL PROTECT OUR COMMUNITY BY VOTING...

Black Voters

In the Primary Election "Only" about 20% of all Black people registered to vote — actually voted. We cannot let that happen again!! On November 7, do not let anything keep you from voting. We must make sure that our family members and friends vote!

We have done it in the past!
We can do it again!
We must do it NOW!

We are a proud community with a rich history in Durham. With your support, we will show the Friends of Durham what we can do through love, caring and unity!
When you vote on November 7, VOTE

FOR Mayor Chester Jenkins

Figure 28 : Encart de campagne « Chester Jenkins for Mayor », 4 novembre 1989[242].

L'enjeu pour Jenkins était de parvenir à augmenter la participation des électeurs Africains Américains entre la primaire, où il était arrivé deuxième, et l'élection finale. Son équipe avait calculé que si la participation remontait autour de 40 %, comme lors des élections de 1987, Jenkins n'aurait besoin « que de 2 500 votes d'électeurs blancs pour gagner[243] ». La propagande électorale à destination des électeurs Africains Américains (comme l'encart ci-dessus – **Figure 28**– publié dans le journal africain-américain de la ville, le *Carolina Times*) interpellait les électeurs noirs sur le danger posé par une potentielle victoire de Strawbridge pour la communauté noire. Cette propagande électorale faisait appel à l'image héroïque de Martin Luther King Jr., à son célèbre rêve de justice raciale et sociale, mais aussi au sacrifice des militants des droits civiques pour l'exercice du droit de vote. Cette

[242] « Chester Jenkins for Mayor », *The Carolina Times*, 4 novembre 1989, vol. 67, n°44, p. 3.
[243] Notes manuscrites dans Steve Schewel Papers, Carton 2, Dossier 1.

double interpellation permettait à Jenkins de se présenter dans la lignée du long mouvement de libération noire au niveau national, mais aussi de s'inscrire dans la longue histoire d'indépendance et de cohésion de la population noire de Durham. En proclamant « nous protégerons notre communauté en votant » tout en revendiquant cette histoire militante, l'équipe de campagne de Jenkins faisait de l'exercice du droit de vote un impératif de survie et en quelque sorte un devoir de mémoire. Là où, dans les années 1970, Josephine Clement et Elna Spaulding (voir **1.3.**) n'avaient pas explicitement mis en avant ces enjeux de justice raciale et de survie de la communauté.

Jenkins remporta finalement l'élection avec 2 780 voix d'avance sur son adversaire[244]. Sans doute l'augmentation du nombre d'Africains Américains inscrits sur les listes électorales au cours des années 1980 y était-elle pour quelque chose : le taux était passé de 33 % à 44 % entre 1981 et 1988[245].

Un autre facteur contribua à la victoire de Jenkins : le soutien du mouvement syndical noir de Durham. Jenkins avait en effet été non seulement soutenu par la coalition progressiste composé du Durham Committee, de la People's Alliance, de la Durham Voters Alliance et du Durham Central Labor Union, mais aussi par Black Workers for Justice (BWFJ) et le syndicat des employés du secteur public de Durham, le Local 1194 (affilié à l'American Federation of State, County & Municipal Employees Union – AFSCME)[246]. BWFJ était une organisation radicale de travailleurs noirs créée en 1982 à Rocky Mount et qui conjuguait (comme nous le verrons plus en détail au **Chapitre 6**) lutte syndicale et lutte pour l'exercice d'un pouvoir politique noir. L'organisation avait contribué à redynamiser le Local 1194 en recrutant les éboueurs de Durham, qui étaient africains-américains en grande majorité. Les nouvelles recrues du Local 1194 poussèrent le syndicat à exiger de meilleures conditions de travail et de rémunération pour les employés municipaux, et même, à prendre position contre l'apartheid

[244] « Jenkins Wins Durham Mayor's Race », *The Carolina Times*, 11 novembre 1989, vol. 67, n°45.
[245] Bob Hall (dir.), *Environmental Politics: Lessons from the Grassroots*, Durham, Institute for Southern Studies, 1988, p. 32.
[246] Dans les années 1970, le mouvement syndical noir à Durham avait connut une période d'effervescence à la Duke University. Owusu Sadaukai (anciennement Howard Fuller – voir Chapitre 1), figure centrale du Black Power, avait même été élu à un poste de responsabilité au sein du Local 77, le *local union* des employés du campus de Duke (affilié à l'AFSCME). Essentiellement composé d'agents d'entretien, le *local* organisa une campagne de recrutement auprès du personnel du complexe médical de Duke, avec un argumentaire mêlant droits des travailleurs et philosophie du Black Power. Cette campagne fit l'objet d'une couverture médiatique nationale, mais finalement, le Local 77 perdit l'élection pour être reconnu officiellement en novembre 1976. James W. Wrenn, *The Price of Democratic Government and Freedom*: *The 1978 Rocky Mount Sanitation Workers Strike*, Mémoire de master en histoire, NC State University, 2023, p. 52-53. Sur la campagne de syndicalisation des hôpitaux de Duke dans les années 1970, voir : Karen Brodkin, *Caring by the Hour: Women, Work, and Organizing at Duke Medical Center*, Champaign, University of Illinois Press, 1988.

en Afrique du Sud[247]. Par la suite, le Local rejoignit la campagne « Workers Want Fairness » de BWFJ à la fin de l'année 1989. Cette campagne avait pour objectif de lutter contre les pratiques discriminatoires et abusives de la municipalité, en particulier vis-à-vis des travailleuses et des travailleurs Africains Américains, « maintenus au bas de l'échelle » et contre les pratiques d'intimidation des travailleurs syndiqués[248].

Au vu du programme de Jenkins et de la menace incarnée par son adversaire, Nelson Strawbridge, le Local 1194 apporta son soutien à Chester Jenkins. Les membres du syndicat participèrent à des opérations de porte-à-porte et d'incitation au vote, véhiculant les électeurs jusqu'aux bureaux de vote[249], contribuant ainsi à sa victoire. BWFJ interprétait l'élection de Jenkins comme le résultat d'un « mouvement pour l'exercice d'un pouvoir politique noir à Durham[250] » grâce à l'union des syndicalistes et d'autres progressistes pour faire échouer Strawbridge et ses alliés conservateurs. BWFJ estimait que les attaques racistes à peine voilées de ces derniers avaient démontré que le pouvoir politique noir (Black Political Power) et le mouvement syndical à Durham et dans le Sud « terrifiaient le patronat de Durham, du Sud, des États-Unis et la classe du patronat dans son ensemble[251] ».

Au cours de son mandat, Jenkins fut un allié important pour les organisations syndicales et BWFJ. Rappelant leur soutien décisif pour la victoire de Jenkins, le Local 1194 et BWFJ firent pression sur Jenkins pour qu'il soutienne, la Workers Bill of Rights, une proposition d'ordonnance municipale qui protégerait les droits des travailleurs. Selon BWFJ, l'élection de Jenkins avait ouvert une fenêtre d'opportunité pour défier le *disenfranchisement* historique des électeurs de la classe ouvrière noire, et le fervent anti-syndicalisme de la Caroline du Nord. L'État avait en effet un des plus faibles taux de syndicalisation du pays, notamment en raison des ses lois dites « right-to-work » qui proscrivaient le « closed shop » et la négociation collective dans le secteur public. Au niveau national, une guerre féroce avait été déclarée contre les syndicats depuis la fin des années 1970. L'événement qui marqua le plus les consciences est l'affaire des 11 000 grévistes de la Professional Air Traffic Controllers Organization (PATCO) de 1983, licenciés par le président Ronald Reagan[252]. Pourtant, comme le souligne l'historienne Donna Murch, avant lui, le président démocrate

[247] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 148.
[248] « Pump it Up! Political Battle Opens For Workers Bill Of Rights! », *op. cit.* « AFSCME Joins Campaign », *Justice Speaks*, décembre 1989, vol. 7, n°4.
[249] « Interview with Nathanette Mayo: Black Workers for Justice », *Against the Current*, n°27, Juillet/Août 1990, p. 3-5 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ Flyers & Reports ».
[250] « Pump it Up! Political Battle Opens For Workers Bill Of Rights! », *Justice Speaks*, mars 1990, vol. 7, n°7.
[251] *Ibidem*. « Black Political Power in Durham and the South and Labor as necessary and equal allies is frightening to coporate Durham, the corporate South, the corporate U.S., the corporate class ».
[252] S. Laurent, *La couleur du marché, op. cit.*, p. 42-43.

Jimmy Carter avait ouvert la voie à cette attaque en règle contre le syndicalisme, en utilisant le *Taft-Hartley Act* contre les mineurs grévistes en 1978. Dans le même temps, la désindustrialisation massive (aggravée par le second choc pétrolier de 1979) et la flexibilisation du travail exacerbèrent les difficultés du mouvement syndical étatsunien. Dans ce contexte, le patronat avait tout loisir de casser les campagnes de recrutement syndical multiracial qui exigeaient l'égalité racial. C'est pourquoi, selon Murch, le secteur public devint, dans les années 1980, un des fronts de bataille les plus importants pour les travailleurs africains-américains pour espérer faire advenir les promesses économiques du mouvement des droits civiques[253]. L'essor des syndicats d'employés municipaux, et d'éboueurs en particulier, trouvait en effet ses racines dans l'intensification du mouvement de libération noire des années 1960 et 1970[254]. Le syndicalisme des employés municipaux, en particulier africains-américains, était (et est toujours) l'un des secteurs les plus actifs du *labor movement* aux États-Unis. Ce secteur, et le syndicalisme dans le secteur public plus généralement, était cependant fragilisé par la privatisation croissante du service public et la diminution des budgets municipaux, à travers le pays. En Caroline du Nord, cette fragilité était aggravée par la législation antisyndicale susmentionnée, mais n'étouffait pourtant pas complètement les mobilisations des travailleurs.

Dans ce contexte, en 1990, les membres de BWFJ s'adressèrent à Jenkins, le premier maire africain-américain de Durham, qu'ils avaient aidé à élire (comme ils ne manquaient pas de lui rappeler), et l'ensemble des conseillers municipaux progressistes (africains-américains pour la moitié d'entre eux). Ils exhortaient ces derniers à prendre position pour les travailleurs, comme Martin Luther King l'avait fait en avril 1968 (en apportant son soutien aux éboueurs municipaux en grève)[255]. Jenkins répondit à l'appel et donna un discours à l'occasion de la célébration annuelle du Martin Luther King Day, à Rocky Mount en 1991, devant une assemblée de 300 personnes qui comprenait des représentants du syndicat des employés du secteur public. Il rappela à cette occasion (comme l'avait fait BWFJ) que Martin

[253] D. Murch, « Toward a Black Working-Class History of the Long 1980s », *op. cit.*, p. 427-430.
[254] Michael Honey, « Anti-Racism, Black Workers, and Southern Labor Organizing: Historical Notes on a Continuing Struggle », *Labor Studies Journal*, vol. 25, n°1, printemps 2000, p. 21. Pour une synthèse de l'histoire du syndicalisme aux États-Unis, voir : Elizabeth Faue, *Rethinking the American Labor Movement*, New York, Taylor & Francis, 2017 – sur les années 1980 en particulier : p. 178-202.
[255] « Pump it Up! », *op. cit.* Sur la grève des éboueurs de Memphis voir : Michael Honey, *Going Down Jericho Road: The Memphis Strike, Martin Luther King's Last Campaign*, New York, Norton, 2006 et S. Estes, *I Am a Man!*, *op. cit.*

Luther King s'était tenu aux côtés des travailleurs noirs municipaux de Memphis dans le Tennessee dans « leur lutte pour l'équité et le respect[256] ».

En 1991, en collaboration avec le Durham Committee, People's Alliance et Durham Voters Alliance, ces syndicalistes organisèrent une réunion publique sur les coupes dans le budget municipal de 1991-1992 qui allaient provoquer des licenciements d'employés municipaux[257]. Le fait que le Durham Committee participe à une action du syndicat des employés municipaux de la ville et même d'une organisation politique telle que BWFJ témoigne du processus d'ouverture de l'organisation, au-delà de ses réseaux de mobilisation de prédilection (fraternités, sororités, églises, associations professionnelles), mais aussi de la montée en puissance du mouvement des employés municipaux à cette époque.

Jenkins fit campagne pour sa réélection en 1991 sur son bilan et des arguments assez similaires à ceux de 1989, soulignant également ses actions en matière de gestion de l'augmentation de la criminalité à Durham, son soutien aux transports en commun, aux logements abordables et à une fiscalité modérée, et ce, dans un contexte économique défavorable[258]. Il perdit l'élection face au candidat conservateur, Harry Rodenhizer, ancien maire de 1979 à 1981, soutenu par Friends of Durham avec un écart de 8 points[259]. Sa défaite fut attribuée à une participation trop faible des électeurs Africains Américains et à un scandale politique persistant (à propos d'un conseiller municipal africain-américain qu'il avait soutenu alors qu'il avait détourné des fonds publics). Malgré son passage de très courte durée à la mairie (les mandats de maire ne duraient que deux ans), l'élection de Jenkins marqua néanmoins un tournant important dans l'histoire de Durham, une ville longtemps dirigée par l'élite conservatrice patronale blanche. Son élection en 1989 marqua aussi le point culminant de la coalition entre le DCABP et les comités d'action politiques blancs Durham Voters Alliance et People's Alliance. La posture de Jenkins lors de sa campagne et une fois élu témoignait aussi du pouvoir d'influence politique acquis par les Africains Américains à Durham via le DCABP, mais aussi via les associations *grassroots* et même les syndicats.

Cette influence était cependant sans cesse menacée, comme le montra la défaite de Jenkins et des candidats Africains Américains au conseil municipal en 1991. Le Durham Committee parvint néanmoins à remobiliser les électeurs Africains Américains en 1992. Le

[256] « In their struggle for fairness and respect ». « Black Southern Workers Join National King Day Call: No Persian Gulf War! Democracy & Jobs at Home! », *Justice Speaks*, février 1991, vol. 8, n°6.
[257] « City Workers Build Unity in Struggle for Rights, Against Layoffs », *Justice Speaks*, juin-juillet 1991, vol. 8, n°10.
[258] « Re-elect Mayor Chester Jenkins » dans Steve Schewel Papers, Carton 2, Dossier 4.
[259] « Low Turnout Gives Rodenhizer Victory », *The Carolina Times*, 9 novembre 1991, vol. 69, n°44.

contexte était favorable à une participation accrue suite au mouvement de protestation en réponse au passage à tabac de Rodney King par des policiers à Los Angeles. Au niveau local, le chef de police africain-américain de la ville, qui avait été nommé par Chester Jenkins, était sur le point de démissionner après les attaques incessantes des conservateurs au conseil municipal. De nombreuses figures politiques et militantes africaines-américaines interprétaient ces attaques comme s'inscrivant dans une stratégie raciste visant à revenir en arrière sur toutes les avancées obtenues par les Africains Américains à Durham. Lors d'un rassemblement organisé par le Durham Committee, la Interdenominational Ministerial Alliance et la section locale de la NAACP en mars 1992, Ann Atwater (désormais Ann Atwater Pettiford) déclarait : « Nous avons laissé un petit groupe de racistes égoïstes tout nous prendre, mais nous n'allons plus nous laisser faire. La communauté est là et tous ceux qui ne sont pas là vont nous rejoindre[260] ». Le Durham Committee mobilisa à nouveau les pasteurs pour qu'ils incitent leurs fidèles à aller voter lors des élections de 1992. Le Durham Committee comparait le fait d'aller voter à une « marche pour la liberté » et une « manifestation dans les urnes[261] ». L'argumentaire du Président du DCABP de l'époque, F. V « Pete » Allison (époux de Lavonia Allison), se déroulait ainsi :

> Certains à Durham veulent revenir à « **la politique de la plantation** ». […] Nous devons **VOTER** contre « **la politique de la plantation** » et **VOTER** pour des candidats sensibles aux inquiétudes profondes des nôtres. Nous ne devons pas laisser le visage ignoble du racisme détruire le progrès limité que nous avons obtenu grâce à nos *leaders* et nos élus que certains souhaitent démolir. Nous devons **VOTER** pour l'autodétermination. Nous devons **VOTER** pour une représentation juste. Nous devons **VOTER** pour l'égalité et la justice. Nous devons **VOTER** contre une liste de candidats exclusivement blancs soutenus par les soi-disant « **Amis** ». […] L'injustice, l'inégalité, et le racisme pullulent à Durham tout comme à Los Angeles. Voter pour élire des candidats est un des signes que nous devons nous battre contre les injustices qui ont fait de la pauvreté, du chômage, du sous-emploi, de la mauvaise santé, du crime, des drogues et de la violence, de sérieux problèmes pour les nôtres. Les soi-disant « **Amis** » veulent mettre en place une forme d'**APARTHEID** comme celle en Afrique du Sud dans le comté de Durham, en Caroline du Nord et dans le pays. Ils veulent prendre toutes les décisions pour contrôler et esclavagiser les Noirs économiquement, socialement, en matière d'éducation et politiquement. […] Nous pouvons les en empêcher avec nos **VOTES**. […] « Personne ne nous sauvera, de nous-mêmes, à notre place, seulement nous-mêmes »[262].

---

[260] « We let a small group of selfish racists take everything from us […] but we are not taking it anymore […] The community is here […] and all who are not here are on the way ». Ray Trent, « Community Rallies For Trevor Hampton », *The Carolina Times*, 21 mars 1992, vol. 70, n°11, p. 1.

[261] « March for Freedom » et « March on the Ballot Box ». Lettre de F. V. « Pete » Allison, Jr. (alors Président du DCABP) aux pasteurs dans Lavonia Allison Papers, Carton 7, Dossier « DCABP 1990-1994 ».

[262] « There are those in Durham who want to return to "**Plantation Politics**". […] We must **VOTE** against "**Plantation Politics**" and **VOTE** for candidates who will be sensitive to issues of deep concern to our people.

La rhétorique déployée dans cette lettre faisait écho à celle du Black Power. Elle mettait en effet l'accent sur la quête d'autodétermination, un tenant central de la philosophie protéiforme autour du mot d'ordre Black Power. Par ailleurs, l'emploi de l'expression « politique de la plantation » (*plantation politics*) évoque une condamnation sans appel d'un système de gouvernance politique qui subordonne les Africains Américains en les déshumanisant, en référence au régime politique, économique et géographique de la plantation esclavagiste. L'usage de ce terme dans ce contexte avait été popularisé par les Africains Américains de Chicago depuis les années 1960 pour dénoncer le contrôle d'airain des élus Africains Américains de circonscriptions par la machine politique du maire blanc de Chicago Richard J. Daley[263]. Le vote était donc mis en avant comme la seule façon de lutter contre un retour vers une condition proche de l'esclavage. La référence à l'apartheid en Afrique du Sud tout comme celle à Los Angeles faisaient aussi le lien entre l'urgence électorale et les mobilisations les plus récentes du long mouvement de libération au niveau national (manifestations contre les violences policières suite à l'assassinat de Rodney King et contre l'apartheid et le soutien des États-Unis au régime sud-africain) afin de persuader les électeurs Africains Américains que l'enjeu à Durham était tout aussi important. Toujours est-il que le ton de cette lettre adressée aux pasteurs Africains Américains signalait un changement de ton par rapport aux origines du Durham Committee, et même à la lettre écrite par Lavonia Allison au début des années 1980.

We must not let the ugly head of racism destroy the limited progress we have made through our leaders and elected officials whom some wish to destroy. We must **VOTE** for self-determination. We must **VOTE** for fair representation. We must **VOTE** for equality and justice. We must **VOTE** against all-white slates endorsed by the so called "**Friends**". […] Injustice, inequality, and racism abound in Durham just as in Los Angeles. Voting to elect our candidates is one small measure that we have to fight many of the injustices that have made poverty, unemployment, underemployment, joblessness, poor health, crime, drugs, and violence serious problems among our people. The so called "**Friends**" want to have the South African type **APARTHEID** in Durham County, in North Carolina, and in the nation. They want to make all the decisions to control and enslave Black people economically, socially, educationally, and politically." "We can stop it with our "**VOTES**". […] "**Nobody will save us, from us, for us, but us"** ». *Ibidem*.

[263] Robin Einhorn, « Political Culture » dans *The Electronic Encyclopedia of Chicago*, 2005, disponible en ligne http://www.encyclopedia.chicagohistory.org/pages/987.html (consulté le 6 septembre 2024). Sur les élus Africains Américains à Chicago et la machine politique Daley, voir aussi : William J. Grimshaw, *Bitter Fruit: Black Politics and the Chicago Machine, 1931-1991*, Chicago, University of Chicago Press, 1992 ; notamment p. 120 et p. 230 sur l'origine du terme « *plantation wards* ». Le terme « *plantation politics* » est aujourd'hui essentiellement utilisé pour désigner les politiques de subordination et d'exploitation des étudiants et, en particulier, des athlètes noirs dans les universités américaines. Voir à ce sujet : François-René Julliard, *Cette médaille est pour l'Amérique noire : les athlètes olympiques noirs américains, entre excellence sportive et lutte pour l'égalité (1896-1984)*, Thèse de doctorat en histoire contemporaine, Clermont-Ferrand, Université Clermont Auvergne, 2022, p. 358 ; Bianca C. Williams, Dian D. Squire, Frank A. Tuitt, Albany, State University of New York Press, 2021 et Billy Hawkins, *The New Plantation: Black Athletes, College Sports, and Predominantly White NCAA Institutions*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

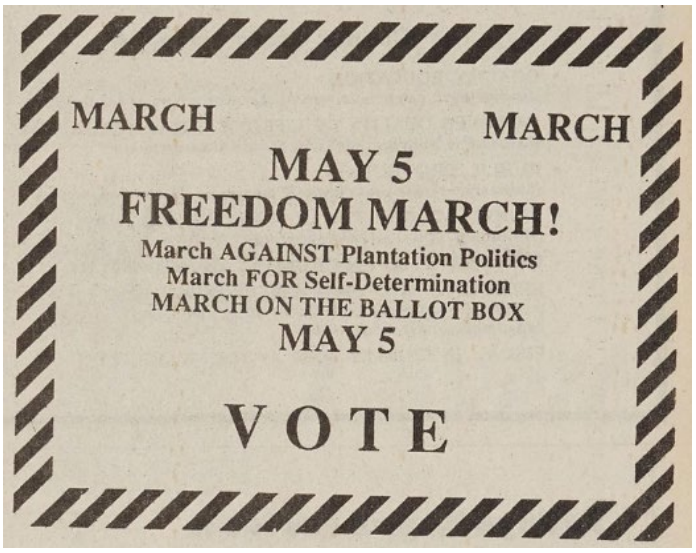


Figure 29 : Encart dans le Carolina Times, 1992[264].

CONCLUSION

En 1991, le DCABP dut faire face à la fusion des systèmes scolaires du comté et de la ville alors que l'organisation craignait une perte d'influence politique dans le conseil scolaire fusionné[265]. Elle continua de se battre pour des politiques éducatives équitables pour les élèves Africains Américains. En 1997, Lavonia Allison devint présidente du Durham Committee. Elle poursuivit l'approche plus conflictuelle de l'organisation. Elle mena le combat contre une proposition visant à réduire le nombre de conseillers municipaux à Durham de treize à sept lors d'un référendum en décembre 1998. Selon elle, si ce référendum était victorieux : « plus de la moitié des conseillers municipaux Africains Américains du conseil [pourraient] être éliminés sans élection[266] ». Bill Bell, après des années à la commission de comté, fut élu maire de Durham. Contrairement à Chester Jenkins, il resta 16 ans à la tête de la ville.

Le Durham Committee est toujours un acteur incontournable à Durham, bien que sa direction, toujours aux mains de l'élite noire de la ville et toujours très peu démocratique, soit toujours contestée[267], comme l'illustre l'épisode suivant. En 2001, lorsque Lavonia Allison fut réélu à la tête du DCABP, une partie des membres appartenant à une génération plus jeune, espéraient un renouvellement de la direction et crièrent à une vaste blague. Pour

[264] *The Carolina Times*, 2 mai 1992, vol. 70, n°17.
[265] E. Cyna, *Shortchanged, op. cit.*
[266] Lettre de Lavonia Allison (Présidente du DCABP), « Dear Leader », 16 novembre 1998, Carton 8, Dossier DCABP 1997-1999.
[267] Samiha Khanna, « No ouster of Allison, just discussion, for Durham Committee », *The Indy Week*, 3 mars 2011.

certains, l'organisation « était mourante » et ne répondait plus aux besoins de la communauté noire de Durham. Sa seule force résidait dans sa capacité à mobiliser les électeurs africains-américains en période électorale. Déçue par la réélection d'Allison, Jackie Wagstaff, membre du Durham Committee, ancienne conseillère municipale, alors âgée de 31 ans, exprimait son ressenti ainsi : « Tout ce que je vois autour de moi, c'est la bourgeoisie […] où sont les personnes comme moi ? Je me bats pour les classes populaires […] Je ne me sens pas à ma place dans cette organisation[268] ».

Au cours de ce chapitre, nous avons vu son évolution et sa capacité d'adaptation qui explique en partie sa longévité. L'organisation fut fondée par des entrepreneurs noirs de premier plan, mus par une hybridation de l'idéologie du Nouveau Sud et de la philosophie d'émancipation de Booker T. Washington, au cœur du régime Jim Crow, mais néanmoins à un moment où le mouvement de libération noire dans les années 1930 dans le Sud était en pleine recrudescence dans le sillage de l'affaire des *Scotsboro Boys*. Le DCABP, indissociable des cadres de l'iconique NC Mutual, pilier du « Wall Street noir » de Durham et de leur attitude paternaliste vis-à-vis des Africains Américains des classes populaires et ouvrières fut néanmoins fortement influencé par le militantisme radical des années 1960 porté en grande partie par les militantes noires des quartiers populaires. Certaines d'entre elles furent même intégrées au Durham Committee. La célèbre Ann Atwater fut présidente du comité logement pendant plusieurs années, mais jamais du comité politique, beaucoup plus influent[269].

Avec l'affaiblissement d'un mouvement de masse protestataire et populaire, le Durham Committee devint une des seules organisations capables de peser sur les processus décisionnels de la municipalité et du comté. Il continua de le faire en se servant avant tout de l'arme électorale : le travail de porte-à-porte, d'incitation au vote, de recommandations de candidats. Le DCABP devint de plus en plus explicite dans sa condamnation des politiques urbaines délétères et perpétuant le racisme systémique à Durham. Il n'était pourtant pas le seul acteur à Durham. Il y avait d'une part les comités de quartiers qui menaient leur propre combat contre ces politiques urbaines. D'autre part, des organisations blanches libérales devinrent également incontournables. La coalition du DCABP et de ces dernières leur permit de faire sauter le verrou conservateur au conseil municipal, de porter les revendications des

[268] « All I see in there are bourgeoisie […] Where are the people who are like me? I am an advocate for low-income folks and against slumlords. So I don't fit in with this group ». Jennifer Strom, « Lavonia Wins », *The Indy Week*, 19 décembre 2001.
[269] « Durham Committee on the Affairs of Black People. Officers and Committee Chair and Co-Chairpersons, 1980-1981 », 25 novembre 1980 dans Elna Spaulding Papers, Carton EO-4, Dossier 4.

Africains Américains et des électeurs progressistes et surtout d'élire le premier maire africain-américain de la ville en 1989, Chester Jenkins. Il devint un modèle pour d'autres communautés africaines-américaines en Caroline du Nord en raison des concessions obtenues. Aujourd'hui, le DCABP est toujours très actif à Durham. Il continue de s'appuyer sur des réseaux de classe moyenne et supérieure et le processus de sélection des candidats officiellement soutenus est toujours opaque.

Ces trois premiers chapitres ont montré, à travers trois études de cas, choisies pour leur dimension emblématique, la façon dont les Africains Américains de Caroline du Nord s'emparèrent du bulletin de vote pour investir le champ électoral après l'adoption du *Voting Rights Act*. Les victoires électorales, qui portèrent au pouvoir des élus noirs pionniers, constituèrent à la fois une conquête symbolique et un terrain de luttes concrètes, révélant autant de percées que de limites structurelles. L'analyse des trajectoires d'Howard Lee, de Larry Little et du Durham Committee on the Affairs of Black People (DCABP) permet de saisir les formes variées de ces luttes pour la conquête du pouvoir politique, la façon dont elles se sont inscrites dans la continuité du Long Mouvement de libération noire et les tensions qui les ont traversées.

Howard Lee, élu maire d'une ville à majorité blanche de Caroline du Nord à la fin des années 1960, incarne la portée symbolique des pionniers noirs dans les institutions locales. Son élection historique força le Parti démocrate à reconnaître les Africains Américains comme acteurs politiques incontournables. Toutefois, son pouvoir réel resta limité : ses marges de manœuvre en matière de politiques publiques étaient étroites, souvent au détriment des plus pauvres. Sa position ambiguë – oscillant entre soutien au mouvement de libération, atténuation du discours radical du Black Power et rôle de médiateur – reflète l'ambivalence de certains élus noirs arrivés au pouvoir à cette époque, mais n'étant pas eux-même issus du mouvement.

À Winston-Salem, Larry Little représente une autre trajectoire : celle de l'intégration d'anciens militants radicaux, issus du Black Panther Party, dans les institutions locales. Son arrivée au conseil municipal, aux côtés de Newell et Burke, brisa l'hégémonie d'une élite noire plus conservatrice et issue du monde des affaires. Bien que limité dans son champ d'action, Little parvint à obtenir des concessions sur des enjeux concrets comme le logement, tout en relayant les voix des quartiers noirs populaires marginalisés. Sa trajectoire illustre la transformation partielle de l'héritage du Black Power en action institutionnelle, mais aussi les

contraintes liées à la disparition d'un mouvement syndical interracial, au désengagement fédéral et à la montée du conservatisme néolibéral.

Enfin, le Durham Committee on the Affairs of Black People illustre encore une autre voie, issue d'une tradition bien différente. Fondé par l'élite économique noire dans le contexte de Jim Crow, il porta d'abord une vision paternaliste centrée sur la bourgeoisie noire. Mais il fut transformé dans les années 1960 par l'influence des militantes issues des quartiers populaires. Dans les décennies suivantes, alors que le mouvement de masse s'essoufflait, le DCABP demeura un acteur incontournable grâce à sa maîtrise des outils électoraux : mobilisation des électeurs, recommandations de candidats et alliances stratégiques. Sa capacité à mobiliser les électeurs lui permit de contribuer à briser le verrou conservateur au conseil municipal et d'appuyer l'élection du premier maire noir de Durham en 1989, en formant une alliance avec des organisations politiques blanches. Toutefois, son fonctionnement, marqué par l'opacité et la mainmise d'une élite, continua d'alimenter des critiques internes, notamment de la part de générations plus jeunes et de militants des classes populaires.

Pris ensemble, ces trois cas démontrent que l'entrée des Africains Américains dans le champ politique électoral se heurta à des contraintes structurelles profondes. Ces trajectoires, entre avancées et blocages, montrent que le vote et les institutions devinrent des terrains de lutte décisifs, même s'ils étaient insuffisants à eux seuls pour renverser les structures de l'oppression raciale.

Les enjeux concrets — politiques de logement, accès aux soins, éducation, racisme environnemental, accès au vote — dépassaient cependant largement les cadres des municipalités et des comtés. Dès lors, l'un des défis majeurs de l'après-VRA consistait à faire élire des représentants, non seulement aux instances gouvernementales locales, mais aussi à la législature de l'État et au Congrès. Les deux prochains chapitres traitent de ces échelons de gouvernance, à travers le cas de la 2e circonscription fédérale de Caroline du Nord, connue historiquement sous le nom de « Black Second ». Au terme de longues batailles dans l'arène électorale et dans les arcanes judiciaires de l'État, deux élus noirs de Caroline du Nord firent leur entrée au Congrès en 1992, soit 91 ans après le départ du dernier élu noir du Congrès après la chute de la Reconstruction.

CHAPITRE 4 – LE « BLACK SECOND » : UNE CIRCONSCRIPTION FÉDÉRALE « GAGNABLE » ? (1968-1982)

This, Mr. Chairman, is perhaps the Negroes' temporary farewell to the American Congress; but let me say, phoenix-like he will rise up some day and come again. These parting words are in behalf of an outraged, heartbroken, bruised, and bleeding, but God-fearing people, faithful, industrious, loyal people – rising people, full of potential force. […] The only apology that I have to make for the earnestness with which I have spoken is that I am pleading for the life, the liberty, the future happiness, and manhood suffrage for one-eighth of the entire population of the United States.

George H. White au Congrès, 29 janvier 1901[1]

INTRODUCTION

« Ceci, Monsieur le Président de séance, pourrait être l'adieu temporaire des Noirs au Congrès des États-Unis. Mais permettez-moi de dire qu'un jour, tels des phœnix, ils se relèveront et y feront leur retour[2] ». Au crépuscule de la Reconstruction, le discours d'adieu de George Henry White en 1901 (dernier député africain-américain de Caroline du Nord et du pays tout entier), prophétisait ainsi le retour, un jour, d'élus noirs au Congrès.

Il fallut attendre 1992 avec l'élection d'Eva Clayton pour que l'État envoie à nouveau un élu, en l'occurrence une élue noire, à Washington, soit 64 ans après le retour du premier élu africain-américain du pays au Congrès[3]. White et Clayton étaient tous deux issus de la même circonscription au nord-est de la Caroline du Nord. Cette dernière était issue d'un *gerrymandering*[4] (« charcutage ») par les Démocrates à l'Assemblée de l'État en 1872 et avait

[1] George H. White, « Congressman George H. White's Farewell Address To Congress », *BlackPast*, 1901, disponible en ligne https://www.blackpast.org/african-american-history/1901-george-h-whites-farewell-address-congress/ (consulté le 24 septembre 2024).
[2] *Ibidem*. Voir l'épigraphe pour la citation originale en anglais.
[3] C'est Oscar De Priest, en 1928, qui fut le premier Africain-américain à être élu au Congrès après le départ de George White, 27 ans plus tôt. Il représentait une circonscription de l'Illinois qui comprenait les quartiers noirs de Chicago, Pour ce qui est des anciens États confédérés du Sud, les premiers élus Africains Américains de cette région firent leur retour au Congrès en 1973. Il s'agissait de Barbara Jordan, pour la 18ème circonscription du Texas, et d'Andrew Young, pour la 5ème circonscription de Géorgie.
[4] Le terme « gerrymandering » fut inventé en 1812 en référence au redécoupage d'une circonscription du Massachusetts, avec l'aval du gouverneur de l'époque Elbridge Gerry. La presse se moqua du redécoupage de la carte électorale de l'État pour favoriser son parti aux prochaines élections, pointant la forme incongrue de l'une des circonscriptions, qui ressemblait à une salamandre mythologique (sorte de dragon légendaire). Le terme « gerrymander » est donc issu de la contraction de « Gerry » et de « Mander ». M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 251. Neely Tucker, « Gerrymandering: the Origin Story », *Timeless: Stories from the Library of Congress*, 18 juillet 2024, disponible en ligne https://blogs.loc.gov/loc/2024/07/gerrymandering-the-origin-story/

été surnommée péjorativement « the Black Second » (littéralement « la Deuxième Noire ») car elle concentrait la plus forte proportion d'électeurs africains-américains de l'État. L'histoire sur la longue durée de cette circonscription et des luttes qui y furent menées par les Africains Américains pour le droit de vote et la possibilité, réelle, d'élire des représentants de leur choix à différents échelons de gouvernance, est au cœur de ce chapitre.

Recontextualiser l'évolution de cette circonscription, de ses redécoupages mais aussi des luttes locales pour la justice et l'égalité raciale dans les comtés qui la composent est essentiel pour analyser la signification des mobilisations électorales autour de candidatures africaines-américaines entre 1968 et 1992 dans cette partie rurale et conservatrice de l'État. Les candidatures d'Africains Américains pour le Congrès se soldèrent toutes par des échecs jusqu'à l'arrêt *Thornburg v. Gingles* de 1986 qui obligea les États à créer des circonscriptions à minorité majoritaire. Ce tournant juridique permit la création de deux circonscriptions à minorité majoritaire en Caroline du Nord : la 1ère et la 12ème. La 1ère recoupait en partie la 2ème circonscription historique de George White et c'est celle-ci que remporta Eva Clayton lors des élections de novembre 1992[5].

Ce chapitre entend replacer les campagnes électorales pour le Congrès dans l'histoire du mouvement de libération dans certains des comtés de l'Est qui firent partie de la circonscription dans ses différentes versions au cours de l'histoire. Cette contextualisation permet de mieux mettre en évidence les relations entre les mobilisations politiques locales et celles pour le Congrès. La comparaison des campagnes électorales de trois candidats africains-américains en 1968, 1972 et 1982 et de leur façon de s'inscrire ou non dans le mouvement de libération noire démontre l'évolution des stratégies de conquête électorale déployées par les candidats. Leurs échecs successifs, quel que soit la stratégie de campagne privilégiée, malgré la forte proportion d'Africains Américains dans cette circonscription historique, contribuèrent à la genèse du procès *Gingles v. Edmisten* entre 1982 et 1984. En effet, ces échecs démontraient la persistance de puissants obstacles structurels à l'élection de représentants noirs au niveau fédéral.

(consulté le 31 octobre 2024). Pour rappel, nous empruntons le terme « charcutage » à Olivier Richomme pour traduire la notion de *gerrymandering*. O. Richomme, *De la diversité en Amérique*, *op. cit.*

[5] Lors de ces mêmes élections, un autre Africain-américain, Mel Watt, fut élu pour représenter la 12ème circonscription au Congrès. Ce chapitre ne traitera pas de son élection car nous nous concentrons sur la partie Est de l'État.

1. « THE BLACK SECOND » : LES CAMPAGNES INFRUCTUEUSES POUR LA 2ÈME CIRCONSCRIPTION FÉDÉRALE

1.1. Du crépuscule de la Reconstruction au mouvement des droits civiques

L'histoire de la circonscription commença en 1872, au cœur de la période de la Reconstruction. Elle comprenait alors les dix comtés suivants : Warren, Northampton, Halifax, Edgecombe, Wilson, Wayne, Lenoir, Craven, Greene et Jones[6].

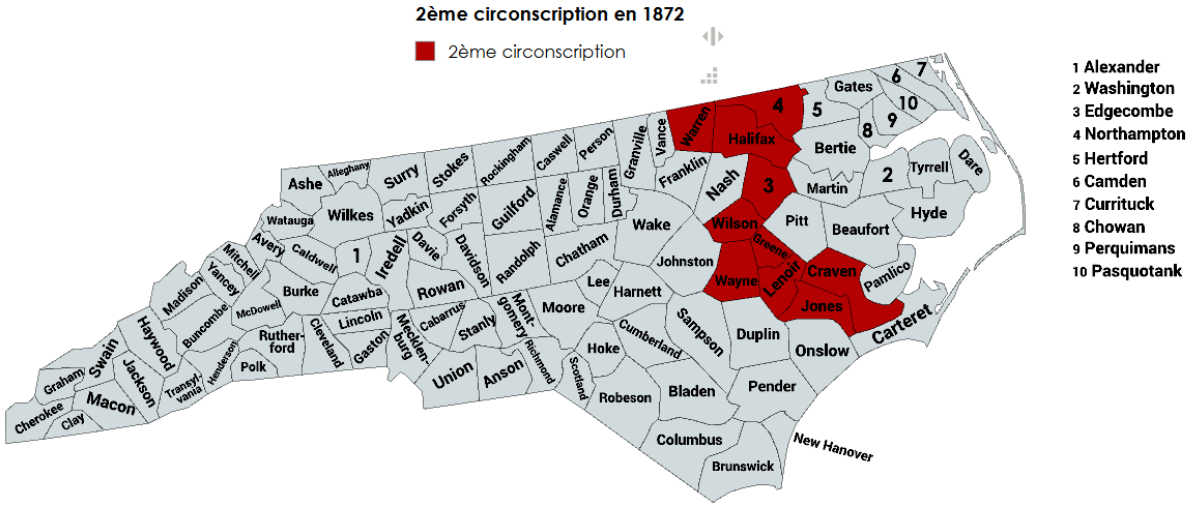


Figure 30 : Carte de la 2ème circonscription de Caroline du Nord en 1872

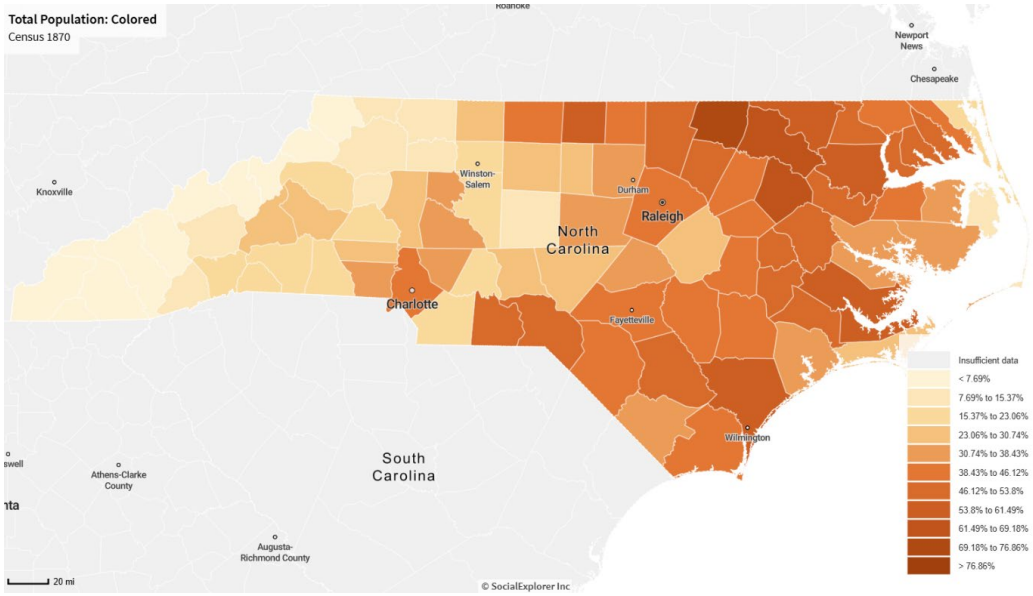


Figure 31 : Carte montrant la répartition de la population africaine-américaine en Caroline du Nord en 1870[7].

[6] Eric Anderson, *Race and Politics in North Carolina, 1872 to 1901: The Black Second*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1982, p. 4.

Les Démocrates au pouvoir à l'assemblée de l'État cherchaient à mettre un terme à l'influence politique des Républicains. Le but était donc de créer une circonscription que les Démocrates « n'auraient aucune chance de gagner mais qui neutraliserait des milliers de votes pour les Républicains[8] ». Plus d'un cinquième de la population africaine-américaine de l'État y vivait. La circonscription devint donc « un bastion noir » pendant près de 30 ans. Elle envoya quatre députés noirs à la Chambre des représentants entre 1874 et 1898[9], plus de cinquante élus noirs à l'assemblée de l'État et une vingtaine au Sénat de l'État[10]. Leur influence était limitée car l'assemblée était dominée par les représentants blancs mais ils purent néanmoins influencer les politiques éducatives à destination des Africains Américains et la législation régissant les élections, ainsi que celle relative au travail des prisonniers[11]. Les Démocrates se servirent pourtant de cette circonscription comme d'un chiffon rouge, démontrant les dangers d'un règne du Parti républicain, qui signifierait « le règne des Noirs[12] ». Le Parti républicain était en effet le seul à offrir, non sans tensions et difficultés, une plateforme pour les revendications des Noirs américains dans le Sud après la fin de la guerre de Sécession.

Après le coup d'état de Wilmington de 1898 qui mit un terme à l'expérience politique fusionniste[13] (qui avait vu une alliance se nouer entre les populistes blancs, le Parti républicain et les Africains Américains comme nous l'avons évoqué dans le **Chapitre 1**), l'assemblée de l'État adopta un amendement à la Constitution de l'État instaurant un test d'alphabétisation (*literacy test*) pour pouvoir s'inscrire sur les listes électorales[14]. Il empêchait dans les faits les Africains Américains de voter puisque les autorités locales avaient toute

---

[7] Carte par l'autrice avec Social Explorer.

[8] E. Anderson, *Race and Politics in North Carolina, op. cit*., p. 3-4.

[9] Ces quatres députés étaient : John A. Hyman, de James E. O'Hara, d'Henry Plummer Cheatham et de George H. White. Trois d'entre eux étaient nés esclaves. George W. Reid, « Four in Black: North Carolina's Black Congressmen, 1974-1901 », *The Journal of Negro History*, vol. 64, n°3, été 1979, p. 229-243.

[10] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 12%.

[11] C. Davidson et B. Grofman, *Quiet Revolution in the South*, *op. cit.*, p. 157.

[12] « Negro domination ». E. Anderson, *Race and Politics*, *op. cit.*, p. 315.

[13] Sur l'histoire du fusionnisme en Caroline du Nord voir : Kent Redding, *Making Race Making Power: North Carolina's Road to Disfranchisement*, Chicago, University of Illinois Press, 2003. Helen G. Edmonds, *The Negro and Fusion Politics in North Carolina, 1894-1901*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1951. Pour l'historien Morgan Kousser, les législateurs fusionnistes avaient créé le système politique « le plus démocratique » du Sud de la fin du XIXe siècle. Notons aussi que la Caroline du Nord était le seul État du Sud où les Démocrates avaient perdu le contrôle du pouvoir dans les années 1890. Morgan Kousser, *The Shaping of Southern Politics: Suffrage Restriction and the Establishment of the One-Party South, 1880*-1910, New Haven, Yale University Press, 1974, p. 182.

[14] E. Anderson, *Race and Politics in North Carolina, op. cit*., p. 3-4. L'amendement dispensait du test d'alphabétisation les citoyens dont le grand-père avait le droit de vote (*grandfather clause*) en 1861, soit au début de la guerre de Sécession, et donc, avant l'abolition de l'esclavage, ce qui permettait de s'assurer que les Blancs, même illettrés, puissent voter.

latitude pour mettre en œuvre ce test de façon arbitraire et discriminatoire. À cela s'ajoutait l'intimidation légale (n'importe qui pouvait remettre en cause la validité d'une inscription électorale) et illégale (par la violence). Cet amendement de révocation du droit de vote (*disenfranchisement*) acheva définitivement l'ère de la Reconstruction en Caroline du Nord[15].

Dans les années 1970, les politistes Jack Bass et Walter De Vries affirmaient que le mouvement pour les droits civiques avait « contourné l'Est de la Caroline du Nord[16] ». Depuis, de nombreux historiens se sont attachés à mettre au jour l'histoire du mouvement de libération dans cette région de l'État. Selon l'historien Charles McKinney Jr. cette région continue d'être négligée par rapport au Piedmont urbain (qui a constitué le cœur de notre étude jusqu'ici). Par conséquent, « le récit dominant […] invisibilise et minimise les efforts des militants noirs pendant des décennies dans la région pour négocier, subvertir et confronter la suprématie blanche dans ses différentes expressions[17] ». Le régime suprématiste blanc était beaucoup plus oppressif dans cette région de l'État que dans les villes du Piedmont : il était ainsi quasiment impossible de s'inscrire sur les listes électorales jusqu'au *Voting Rights Act*. Un militant du Southern Conference Educational Fund (SCEF) écrivait en 1963 que « la résistance des Blancs à l'inscription des Noirs sur les listes électorales dans certains endroits de l'Est de la Caroline du Nord au milieu des années 1970 [était] "aussi véhémente que dans le Mississippi"[18] ».

Plusieurs facteurs expliquent la particularité de cette région. Tout d'abord, elle fait partie de la Black Belt. Ce terme, signifiant littéralement « ceinture noire », désigne la région du Sud-Est des États-Unis qui s'étend des plaines côtières de la Virginie à l'Est du Texas où le système de la plantation esclavagiste était central avant la guerre de Sécession, entraînant une forte concentration d'Africains Américains vivant dans ces zones rurales et où l'héritage de ce système laissa le plus de traces[19]. Elle était donc très largement rurale et agricole au

[15] *Ibidem*. R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 15%.
[16] J. Bass, W. De Vries, *The Transformation of Southern Politics*, *op. cit.*, p. 242.
[17] Charles W. McKinney Jr., *Greater Freedom: The Evolution of the Civil Rights Struggle in Wilson, North Carolina*, 2010, p. xix-xx. « The lack of research on the region provides room for the dominant narrative to obscure and minimize the decades-long efforts of black activists in the region to negotiate, subvert and confront white supremacy and its many manifestations ».
[18] Jerry Gershenhorn et Anna Jones, « The Long Black Freedom Struggle in Northampton County, North Carolina, 1930s to 1970s », *The North Carolina Historical Review*, vol. 97, n°1, janvier 2020, p. 1-2. « that white resistance to black voter registration in parts of eastern North Carolina in the mid-1960s, "was as bad as anything in Mississippi" ».
[19] Rosalind Harris et Heather Hyden, « Geographies of Resistance Within the Black Belt South », *Southeastern Geographer*, vol. 57, n°1, 2017, p. 52-53. La délimitation géographique exacte que recouvre ce terme est sujette à débat. Le terme semblait à l'origine désigner une région beaucoup plus restreinte en Géorgie et en Alabama où la terre était noire et particulièrement riche. L'augmentation du nombre de personnes noires esclavagisées avec

sortir de la guerre et une majorité des comtés de la Black Belt de Caroline du Nord avait une forte proportion d'Africains Américains, ces derniers étant parfois même en majorité[20]. Depuis l'abolition de l'esclavage, la plupart étaient métayers (*sharecroppers*)[21]. Entre 1860 et 1880, la population noire avait même doublé, avant de décroître à partir de 1880, en raison de l'exode de nombreux Africains Américains vers d'autres États du Sud pour fuir l'exploitation et l'oppression dont ils étaient victimes. Sur la même période (1880-1900), la population blanche augmenta, surtout en raison de l'essor de l'industrie du tabac dans la région[22]. La circonscription demeura cependant très peu urbanisée : aucune ville ne dépassait 10 000 habitants entre 1870 et 1900[23], et cette situation perdura jusqu'à la fin du XIXe siècle. Enfin, une dernière caractéristique distinctive de cette région de l'État était la très forte présence du Ku Klux Klan pendant la Reconstruction, à la fin du XIXe siècle[24] (et plus tard pendant le mouvement des droits civiques, nous y reviendrons).

Pour autant, les Africains Américains de cette région n'eurent de cesse de se battre pour leurs droits civiques tout au long du XXe siècle, malgré un contexte particulièrement hostile à leur encontre.

Dans les années 1930, des habitants africains-américains des comtés d'Halifax et de Northampton créèrent des sections locales de la NAACP et organisèrent des opérations d'inscription sur les listes électorales, sans succès. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, le contexte était favorable à un renouveau du militantisme autour du droit de vote dans le Sud. La campagne pour la « Double Victoire » (*Double V campaign*), l'ordonnance abolissant la

---

l'essor des plantations esclavagistes cultivant le coton dans cette région conduisit à ce que le terme désigne plutôt la concentration de la population noire que la terre fertile. Ainsi, le terme fut utilisé par extension pour désigner toute la ceinture régionale du Sud où l'économie de la plantation était centrale avant la guerre de Sécession. Outre les notions de spécificité géologique et démographique, le terme charrie aussi des connotations de ruralité profonde, de sévères difficultés économiques et d'héritage historique du régime de la plantation fortement marqué. Pour une discussion de la définition de « Black Belt » voir : Gerald R. Webster et Jerrod Bowman, « Quantitatively Delineating the Black Belt Geographic Region », *Southeastern Geographer*, vol. 48, n°1, mai 2008, p. 3-6.

[20] D. Cecelski, *Along Freedom Road*, *op. cit.*, p. 13.

[21] E. Anderson, *Race and Politics*, *op. cit.*, p. 15.

[22] La culture du tabac devint une monoculture dans l'Est de l'État à partir des années 1880. Elle supplanta le coton, en raison de la chute spectaculaire de son prix à la vente. Le développement du réseau de chemin de fer qui reliait l'État aux marchés nationaux et européens encouragea cette transition du coton au tabac. Plus précisément, comme évoqué au **Chapitre 3**, l'industrie du tabac en Caroline du Nord connut un essor sans précédent grâce à la popularité de la variété dite « bright leaf » en Europe, variété qui était de surcroît, particulièrement adaptée aux sols du Nord de la Caroline du Nord et du Piedmont. L'Est de l'État devint ce qui fut surnommé « tobacco country ». L'économie et l'organisation sociale et politique tournaient autour de l'industrie du tabac. Roger Biles, « Tobacco Towns: Urban Growth and Economic Development in Eastern North Carolina », *The North Carolina Historical Review*, vol. 84, n° 2, 2007, p. 156-190.

[23] E. Anderson, *Race and Politics*, *op. cit.*, p. 11.

[24] J. Gershenhorn et A. Jones, « The Long Black Freedom Struggle », *op. cit.*

ségrégation dans l'armée du président Harry Truman et l'arrêt de la Cour suprême *Smith v. Allwright* (1944) laissaient entrevoir l'espoir d'une brèche dans la chape de plomb politique de Jim Crow. Invoquant le 15e amendement, cet arrêt historique de la Cour interdit les primaires électorales exclusivement blanches[25]. C'est dans ce contexte qu'en 1944, des électeurs africains-américains des comtés de Northampton, Halifax et de Warren intentèrent un procès à leurs commissions de comté, après s'être vus refuser l'inscription sur les listes par des officiers de l'état civil (*registrar*) blancs. Toutefois, la Cour suprême refusa d'examiner le fondement constitutionnel de la plainte, éloignant toute perspective d'accès au système politique local. Dans les années 1950, les militants locaux créèrent le Eastern Council on Community Affairs pour se mobiliser dès qu'un officier refusait d'inscrire un électeur noir sur les listes[26]. Puis, dans les années 1960, deux organisations sœurs virent le jour : le Northampton County Voters Movement et le Halifax County Voters Movement[27]. Comme le souligne l'historien David Cecelski, qui a travaillé sur le comté de Hyde, l'existence de ces mouvements de résistance dans la région est de l'État mérite d'être étudié de façon plus approfondie par les historiens[28].

1.2. La candidature d'Eva Clayton en 1968 : « une mère au foyer noire » « envers et contre tous »

En 1968, la candidature d'Eva Clayton au Congrès pour cette 2ème circonscription fut la première d'une lignée de candidatures africaines-américaines infructueuses de l'après *Voting Rights Act*. Elle constitua un moment important en raison du contexte politique

[25] *Smith v. Allwright*, 321 U.S. 649 (1944). L'exclusion des Africains Américains des primaires du Parti démocrate avaient été un des outils indispensables de l'arsenal législatif des États du Sud pour les empêcher de participer au système politique, d'où la dimension historique de cette décision de la Cour pour laquelle la NAACP s'était battu dans les tribunaux depuis sa création. Cependant, comme le rappelle Robert Korstad, bien qu'il y ait des points communs dans les mécanismes déployés pour exclure les Africains Américains de la politique entre États du Sud, chaque État avait un appareil législatif et juridique qui lui était propre. Ainsi, en Caroline du Nord, le recours aux primaires exclusivement blanches n'avait pas été aussi importante qu'ailleurs, ce qui explique que *Smith v. Allwright* ne constitua pas un tournant majeur pour l'État. R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 431-432 et p. 416. E. Faulkenbury, *Poll Power*, *op. cit.*, p. 11. Rappelons également que la brèche pour l'accès au vote dans le Sud, ouverte dans les années 1940, fut de courte durée, sous l'effet de la répression anti-communiste au tournant des années 1950 (voir **Chapitre 2**).

[26] J. Gershenhorn et A. Jones, « The Long Black Freedom Struggle », *op. cit.*, p. 6-10.

[27] *Ibid.*, p. 24. E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 61-64.

[28] Cecelski mentionne notamment le Williamston Freedom Movement, les Dix de Wilmington, le Halifax County Voters Movement et la grève de l'abattoir industriel de Rose Hill. D. Cecelski, *Along Freedom Road*, *op. cit.*, p. 13. Amanda Hilliard Smith, *The Williamston Freedom Movement: A North Carolina Town's Struggle for Civil Rights, 1957-1970*, Jefferson, North Carolina, McFarland, 2014. W. Janken, *The Wilmington Ten*, *op. cit.* Pour un état de l'art sur l'Est de la Caroline du Nord, voir J. Gershenhorn et A. Jones, « The Long Black Freedom Struggle », *op. cit.*,

national et local, mais aussi car Clayton était la première femme africaine-américaine de l'État à se porter candidate pour un tel mandat électif.

Eva Clayton, originaire de Savannah en Géorgie puis habitante de Warrenton (chef-lieu du comté de Warren) avait étudié le droit à l'Université de Caroline du Nord. Elle était l'épouse de l'avocat T. T. Clayton qui s'était présenté pour l'assemblée de l'État, sans succès, en 1963 et 1965. Clayton fut choisie, en 1968, pour mobiliser l'électorat noir de la circonscription et cristalliser les efforts du NCVEP pour l'inscription sur les listes. Elle avait été encouragée à se présenter par Vernon Jordan, le directeur du Voter Education Project à l'époque. L'objectif était d'identifier un ou une candidate susceptible de mobiliser les électeurs noirs de la circonscription afin d'augmenter le nombre d'inscrits sur les listes de l'État. Clayton avait participé au mouvement pour la déségrégation des établissements publics de sa ville, Warrenton, au milieu des années 1960, en tant que conseillère des lycéens noirs de la ville, dans le cadre d'une mobilisation encouragée par le North Carolina Fund[29]. Elle s'était aussi impliquée, aux côtés de son mari, pour inscrire les électeurs de Warrenton sur les listes. Elle se remémorait les défis rencontrés ainsi :

> Donc, une partie de notre expérience fut de renforcer l'idée chez les Noirs qu'ils avaient la responsabilité de tenter de s'inscrire sur les listes. Mais on devait aussi les rassurer au sujet de ce qui les attendaient et qu'ils allaient devoir surmonter, à savoir de la résistance et même de l'hostilité de la part de l'officier en charge des inscriptions, puisque ce dernier allait leur demander de lire la Constitution, leur adresser des remarques, les faire attendre, et bien d'autres choses encore[30].

[29] Eva Clayton, entretien mené par Kathryn Nasstrom (#C-0084), 18 juillet 1989, SOHP, p. 4-5. Clayton ne nomme pas le NCF dans cet entretien mais d'après la description qu'elle en fait, il semble que c'est l'organisation à laquelle elle fait référence : « in Warren County, you were about three or four years behind the student movement. There was a movement in North Carolina called […] it was an adjunct of the NAACP […] they were college kids who worked to free, they called them freedom riders, or… […] It wasn't SNCC. There was something indigenous to North Carolina. At any rate, we requested for that youth leadership to come to Warren County and they helped to mobilize marches and to inspire and to work with the youth that were involved. […] I was intimately involved with the high school kids who protested the local drugstore, who protested [by] going to the various department stores, or those kind of things. So I served as their advisor. But we also were assisted by this youth organization […] ».

[30] « So, part of our experience was trying to reinforce among blacks, they had a responsibility to go out and try to register, but also had to reassure them that they had to overcome what they were certainly going to experience is resistance and sometimes hostility on the part of the registrar, making them read the Constitution, making a comeback, making them wait, a variety of things ». Eva Clayton, entretien mené par Joseph Mosnier (#A-0373), 30 mai 1995, SOHP.

Les Africains Américains du comté de Warren représentaient 58 % de la population totale mais n'avaient aucun élu noir pour les représenter[31], alors que le comté était pourtant le seul de la circonscription à ne pas être couvert par la section 5 du VRA de 1965. Seulement 46,7 % des Africains Américains en âge de voter étaient inscrits sur les listes en 1966, contre 100 % des Blancs en âge de voter, faisant ainsi de Warren l'un des comtés de la circonscription avec la plus haute proportion d'électeurs noirs inscrits, mais pas celui avec la plus haute pour autant[32]. La section 5 s'appliquait en effet aux États ou aux comtés où existaient encore des mécanismes de privation du droit de vote en 1964, ou si moins de 50 % des personnes en âge de voter étaient inscrites sur les listes, ou bien si moins de 50 % des personnes éligibles avaient voté aux élections présidentielles de 1964[33]. Tous les autres comtés de la circonscription – Franklin, Wilson, Edgecombe, Nash, Halifax, Northampton, Warren, Vance, Granville et Person comptaient parmi les quarante comtés de Caroline du Nord couverts par la section 5. 27 de ces 40 comtés se situaient à l'Est de l'État (voir **Figure 32**), là où le régime de suprématie blanche pesait le plus lourd sur le taux d'Africains Américains inscrits sur les listes.

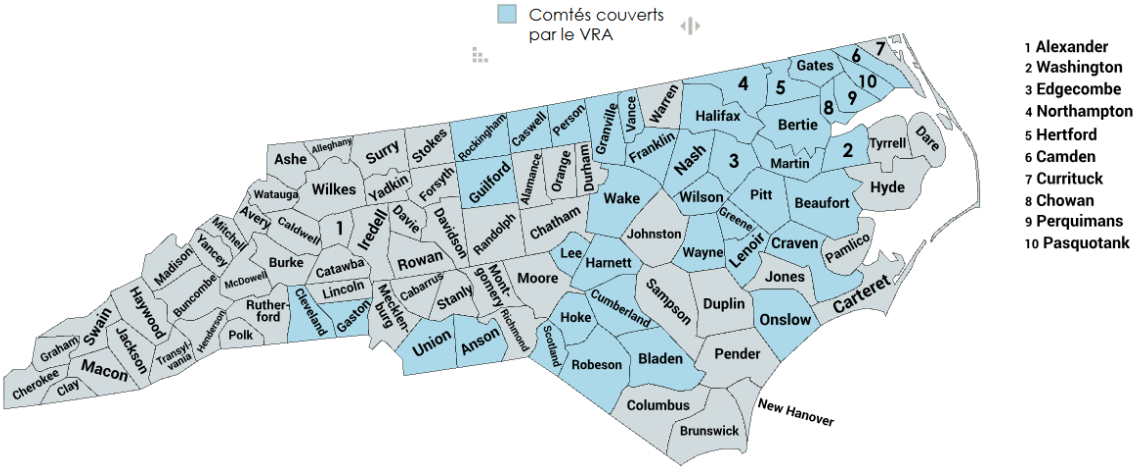


Figure 32 : Carte des comtés couverts par la section 5 du VRA (en bleu clair)[34].

Lors de cette même période électorale, Reginald Hawkins était en lice pour le poste de gouverneur de l'État. La candidature de Clayton faisait donc partie d'un mouvement plus

[31] Lettre de Floyd B. McKissick à Wiley Brandon (directeur du Voter Registration Southern Regional Council), 27 février 1963 dans Floyd B. McKissick Papers (#4930), Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill [ci-après Floyd B. McKissick Papers], Carton 348, Dossier 7731.
[32] VEP, « Voter Registration in the South – Summer 1966 », p. 5, dans NCF Records, Carton 579, Dossier 7606.
[33] US Congress, *Voting Rights Act of 1965*. R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 46%. Les comtés couverts par le VRA sont les suivants : Anson, Beaufort, Bertie, Bladen, Camden, Caswell, Chowan, Cleveland, Craven, Cumberland, Edgecombe, Franklin, Gaston, Gates, Granville, Greene, Guilford, Halifax, Harnett, Hertford, Hoke, Lee, Lenoir, Martin, Nash, Northampton, Onslow, Pasquotank, Perquimans, Person, Pitt, Robeson, Rockingham, Scotland, Union, Vance, Wake, Washington, Wayne et Wilson.
[34] Carte créée par l'autrice avec paintmaps.com d'après les informations de la note ci-dessus.

large, reconnaissant « que la participation politique était la solution si nous voulions l'égalité, qu'il faut des personnes en position de prendre des décisions[35] ». Clayton avait conscience du défi qui l'attendait mais affirmait l'avoir accepté « avec le courage et la conviction que les citoyens consciencieux et chrétiens ont une obligation morale de s'engager pour transformer réellement l'Amérique en l'Amérique pour tous[36] ». Dans la lignée de Martin Luther King, elle présentait sa campagne comme résultant d'un triple impératif moral, religieux et citoyen. En effet, elle affirmait que la démocratie américaine ne s'appliquait pas véritablement à tous les Américains, et que tous les Américains « noirs, blancs et rouges » devraient jouir des droits garantis par « [leur] vénérable Constitution[37] ». Comme d'autres militants partisans de l'approche intégrationniste et réformatrice à la même époque, elle en appelait aux fondements de la démocratie américaine et au symbole de la Constitution pour souligner le fait que la promesse de la démocratie américaine n'était pas complètement tenue, mais qu'elle pouvait encore l'être si elle incluait les minorités raciales. Il ne s'agissait donc pas de remettre en cause les fondements du système politique mais d'exiger l'inclusion et la véritable protection des droits fondamentaux des minorités raciales. Lors d'un meeting de campagne à Rocky Mount, Clayton invoqua la mémoire du Dr. King, « le Roi de l'amour », « un militant pour ses propres droits humains[38] ». À sa suite, elle prônait la non-violence comme la seule philosophie morale et efficace pour atteindre les objectifs du mouvement. Toutefois, elle pointait la responsabilité du Congrès, des gouvernements locaux et des entreprises qui, en refusant d'assurer des emplois et des formations pour ces derniers, avaient contribué aux émeutes qui entachaient la réputation du pays. Elle rejoignait ainsi en partie le discours de Reginald Hawkins, candidat au poste de gouverneur à la même période, qui attribuait les émeutes à la ségrégation, au racisme et à la pauvreté. Mais elle n'allait pas comme lui jusqu'à se déclarer comme la seule police d'assurance contre les émeutes en Caroline du Nord (voir **Chapitre 1**).

La posture de Clayton était beaucoup moins radicale et conflictuelle que celle d'Hawkins. Elle ne revendiquait pas l'autodétermination des Noirs par le vote ou les emprunts

[35] « There was an emerging recognition that political participation was the way if you're going to have equality, that you had to have people in positions to make the decision ». Eva Clayton, entretien mené par Kathryn Nasstrom, *op. cit.*

[36] « I have accepted this challenge with the courage and conviction that concerned and Christian citizens have a moral obligation to be involved in making America truly America for all ». Encart de campagne « Who is Eva Clayton? », *Rocky Mount Telegram*, 23 avril 1968, p. 8.

[37] « My belief in America and its democracy leads me to be concerned about the fulfillment of all Americans. That all Americans black, white and red should enjoy all rights provided by our great Constitution ». *Ibidem.*

[38] « Dr. King as the King of love » ; « Dr. King was a personal crusader for her own human rights in America ». « Negro Candidate Protests Violence », *The Warren Record*, 11 avril 1968, p. 2.

à la rhétorique du Black Power, contrairement à Hawkins. Son discours insistait plutôt sur la promesse inachevée de la démocratie américaine, sur les laissés pour compte de l'État et sur le besoin urgent d'inclusion de toutes les minorités. Elle utilisait également la notion de « progrès » dans ses encarts de campagne : « est-ce que notre circonscription doit nécessairement être en bas de l'échelle du progrès aux États-Unis ?[39] », citant le très mauvais classement de l'État en matière d'éducation, de revenus et de logement. Voter pour elle « aiderait le Sud à véritablement faire partie de la nation[40] » déclarait-elle. Elle suggérait ainsi que l'absence de représentation et la confiscation du droit de vote aux Africains Américains empêchaient la véritable intégration de la région dans le pays. Ce faisant, son discours participait à renforcer l'image d'un Sud arriéré à contre-courant d'un Nord plus progressiste, ce qui, comme les militants et les historiens l'ont démontré, ne correspondait pas à la réalité. Dans le même temps, comme Howard Lee lors de sa primo-candidature un an plus tard (voir **Chapitre 1**), elle demandait à ne pas être jugée pour sa couleur de peau mais pour son programme[41].

Les différences entre Hawkins et Eva Clayton peuvent être attribuées à leurs parcours politiques différents et au périmètre géographique de leurs élections respectives. Clayton devait en effet composer avec un électorat plus conservateur qu'Hawkins. Ce dernier pouvait s'appuyer sur les grandes villes du Piedmont, là où le mouvement de libération noire avait été le plus radical et là où se trouvaient les grandes universités de l'État. Malgré ces différences, Hawkins et Clayton firent campagne ensemble dans la circonscription lors d'un meeting commun à Wilson[42].

Clayton se présentait à la primaire démocrate contre un poids lourd du parti : L. H. Fountain, originaire de Tarboro, député de sa circonscription depuis 20 ans et archétype du sudiste conservateur démocrate. L'argument central de la campagne de Clayton était donc l'opposition au bilan de ce candidat sortant ultra-conservateur qui avait voté contre les réformes des droits civiques et les politiques sociales de la Grande Société de Johnson[43]

[39] « Who is Eva Clayton? », *op. cit.*
[40] « Help the South be a real part of this nation ». « Mrs. Clayton Brings Her Campaign to Home County », *The Warren Record*, 2 mai 1968, p. 1.
[41] *Ibidem.*
[42] « Over $5,000 Raised in Wilson Rally For Mrs. Clayton Sun », *The Carolina Times*, 16 mars 1968, p. 1. Martin Luther King avait même prévu de se rendre à Wilson pour soutenir leurs candidatures avant son assassinat.
[43] « Lee Could Win Second District Seat », *Greensboro Daily News*, 27 janvier 1972 et « Howard Lee Meets Rep. Fountain », *Charlotte Observer*, 5 février 1972, Carton 6 Dossier 123, Howard Lee Papers #5609.

(**Figure 33**). Fountain ne fit pas vraiment campagne contre Clayton car il ne s'estimait pas menacé par sa candidature.

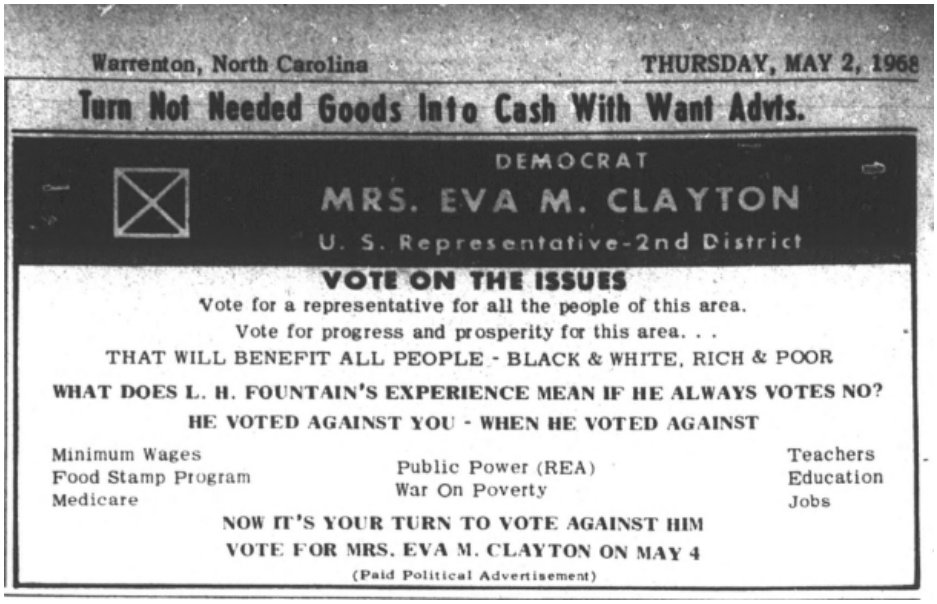


Figure 33 : Encart de campagne d'Eva Clayton, *The Warren Record*, 2 mai 1968, p. 8.

Clayton était soutenue par un groupe de citoyens des comtés de la circonscription mené par le révérend africain-américain A. I. Dunlap, son co-directeur de campagne avec Frank Ballance (futur représentant à l'Assemblée de l'État, comme nous le verrons)[44]. Dunlap était une figure importante du comté d'Halifax et était alors président du North Carolina Voter Education Project (NCVEP), l'antenne du VEP en Caroline du Nord[45]. Il avait d'ailleurs participé à la première réunion stratégique de campagne de Reginald Hawkins (voir **Chapitre 1**), ce qui prouve que les candidatures d'Hawkins et Clayton de 1968 faisaient partie d'une stratégie de conquête électorale simultanément à plusieurs échelles en Caroline du Nord. Lors d'un rassemblement du groupe à Warrenton le 27 janvier 1968, Dunlap déclara que Fountain « n'avait pas représenté la majorité des citoyens de la circonscription, y compris les familles noires, blanches et indiennes aux revenus modestes[46] ». Le groupe soulignait à cet égard que la circonscription fédérale était classée 425ème sur les 435 du pays pour ce qui était du revenu médian par foyer. De plus, un cinquième des familles blanches et deux tiers des familles non blanches gagnaient moins de 2 000 dollars par an. Preuve supplémentaire de

[44] « Plans to File », *Rocky Mount Telegram*, 20 février 1968, p. 6B.
[45] Lettre de George Esser Jr. (directeur du NCF) à A. I. Dunlap (président du NCVEP), « Request for Grant », 14 août 1967 dans NCF Records, Carton 66, Dossier 692.
[46] « has not represented the majority of the citizens of the district, including the low-income families of the Negro, Caucasian and Indian races ». « Warrenton Group Supports Rep. Fountain's Opponent », *The Franklin Times*, 1er février 1968, p. 1.

l'adhésion suscitée par les campagnes d'Hawkins et Clayton, en lien avec le mouvement noir étudiant, quelques jours avant l'élection, un groupe d'une quinzaine d'étudiants de l'université africaine-américaine de Durham, North Carolina College, organisa une marche de Raleigh à Wilson (dont ils étaient originaires), pour rendre hommage à Martin Luther King, mais aussi pour encourager la participation des électeurs africains-américains de la circonscription. Eva Clayton les accompagna symboliquement sur quelques kilomètres[47].

À rebours de cet engagement politique et militant de longue date manifeste de Clayton, la presse la dépeignit avant tout comme une mère noire n'ayant aucune chance de remporter l'élection. Le journal local du comté de Warren, le *Warren Record*, écrivait ainsi : « le métier principal de Mme Clayton a été d'être mère et femme au foyer[48] ». Pourtant, l'article précisait quelques lignes plus loin qu'elle avait été active dans le mouvement pour les droits civiques, qu'elle détenait un diplôme de master et était alors étudiante en droit à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill. De même, l'un des journaux principaux de Durham, le *Durham Morning Herald*, titrait « Une mère mène un combat envers et contre tous dans la 2ème circonscription » et poursuivait ainsi : « une jeune mère éloquente de quatre enfants mène un combat envers et contre tous pour remonter le temps[49] » (en référence au fait que la circonscription fut autrefois représentée par un député noir avant la fin définitive de la Reconstruction). Le journaliste la décrivait aussi comme une femme « menue et habillée avec goût[50] ». Cette caractérisation était révélatrice de tropes misogynes qui mettaient l'accent sur le rôle avant tout maternel de Clayton et sur son apparence, plutôt que sur ses qualifications et ses compétences. De plus, les tropes maternels participaient aussi à assigner Clayton à une performance de la respectabilité genrée très restrictive, fondée sur les codes de la féminité blanche de classe moyenne (voir **Chapitre 3**). Cette caractérisation de Clayton par la presse sapait donc implicitement la crédibilité de sa candidature en tant que jeune femme noire, et, surtout, la vidait presqu'entièrement de sa dimension politique et militante. Des années plus tard, lors d'un entretien d'histoire orale, Eva Clayton se remémorerait que la presse la dépeignait comme « une jeune mère noire », « en grande difficulté », qui n'avait que très peu de chance de gagner[51].

[47] « 17 Students Hike 47 Miles To Vote », *The Charlotte Observer*, 3 mai 1968, p. 16A.
[48] « Mrs. Clayton's principal vocation has been mother and housewife ». « Warrenton Woman Seeks Nomination For Congress », *The Warren Record*, 22 février 1968, p. 1.
[49] « A young, articulate mother of four is waging an uphill fight to turn back the pages of history ». Russell Clay, « Mother Fights Uphill Battle in 2nd Dist. », *Durham Morning Herald*, 22 avril 1968, p. 8.
[50] « petite and tastefully dressed ». *Ibidem.*
[51] Eva Clayton, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit*.

Clayton perdit la primaire face à L. H. Fountain mais remporta néanmoins 30,2 % des voix (23 419 voix contre 53 959 pour Fountain[52]). Selon elle, « l'idée même qu'une personne noire, femme noire de surcroît, défie le pouvoir en place était trop à accepter pour la plupart des électeurs[53] », d'où le fait qu'elle ait été si « maltraitée[54] ». En dépit de cet échec, Clayton revendiquait des victoires annexes : « des personnes qui n'avaient jamais pensé à s'impliquer ont commencé à s'inscrire pour voter. Des septuagénaires et des octogénaires ont voté pour la première fois[55] ». Cet engagement nouveau était particulièrement important dans le comté de Warren, soulignait-elle, « un comté où une majorité de citoyens étaient noirs ou indiens, or, ces deux groupes n'exerçaient aucun pouvoir politique ou économique[56] ». Selon elle, le taux d'inscription des électeurs noirs avait augmenté de 25 % dans le comté de Warren et de 12 % dans la circonscription[57].

La candidature d'Eva Clayton s'inscrivait en effet au niveau local dans une lutte contre la gouvernance blanche du comté de Warren. En septembre 1968, quelques mois après sa défaite aux primaires, Clayton se fit porte-parole d'un groupe de parents d'élèves africains-américains, le Warren County Citizens Committee. Le groupe appelait à un boycott des magasins et du marché à tabac de la ville de Warrenton pour protester contre le conseil scolaire du comté. Ce dernier avait refusé de laisser Eva Clayton relayer une lettre, énumérant les revendications du groupe concernant la mise en œuvre de la déségrégation dans les écoles du comté. Le comité demandait notamment que le surintendant démissionne. Il lui reprochait de ne pas avoir obligé les enseignants blancs à aller enseigner dans les écoles noires et surtout d'utiliser le « N–word »[58]. Le conseil scolaire du comté de Warren avait été enjoint, un mois plus tôt, par la Cour de district de nommer des enseignants blancs dans chacune des écoles noires du comté. Or, le conseil avait opté pour une directive sur la base du volontariat, empêchant la rentrée des classes, faute d'enseignants blancs volontaires en nombre suffisant[59].

---

[52] « Official Primary Returns », *Greensboro Daily News*, 16 mai 1968, p. A14.
[53] « The very idea of a black, and a black woman besides, challenging the powers-that-be was too much for most voters to accept ». Leslie Wayne, « A Spirited, Soft-Spoken Social Reformer », *News and Observer*, 9 avril 1972.
[54] « I really had to put myself on the line for the kind of abuse I received ». *Ibidem*.
[55] *Ibidem.*
[56] *Ibid.*
[57] Eva Clayton, entretien mené par Kathryn Nasstrom, *op. cit.*, p. 9.
[58] « Citizens Committee Calls For Boycott Of Stores, Warehouses » ; « Citizens Committee Asks For Peeler's Resignation », *The Warren Record*, vol. 72, n°37, 12 septembre 1968, p. 1 et p. 4.
[59] « White Teachers Won't Go To Negro Schools », *The Charlotte Observer*, 9 septembre 1968, p. 1C.

Depuis l'arrêt *Brown* de 1954, les conseils scolaires et les commissions de comté avaient tout fait pour contourner ou retarder la déségrégation effective des établissements scolaires en Caroline du Nord. Un premier boycott avait d'ailleurs été organisé en 1961 dans le comté de Warren pour protester contre le financement inégalitaire des écoles noires par le conseil scolaire. Ces inégalités étaient particulièrement criantes dans les comtés de l'Est de la Caroline du Nord[60]. Une des méthodes employées pour retarder l'intégration scolaire était le recours à des dispositifs laissant le choix des écoles aux parents d'élèves (*« freedom-of-choice » plans*). En mai 1968, la Cour suprême déclara ces dispostifs inconstitutionnels (*Green v. County School Board of New Kent County*), forçant les conseils scolaires à adopter de véritables politiques de déségrégation scolaire. Toutefois, ces politiques se traduisaient, la plupart du temps, par une intégration à sens unique des établissements scolaires, sans réelle inclusion, entraînant injures racistes, effacement des traditions des écoles noires et, surtout, licenciement des Africains Américains aux postes de direction[61].

Le Warren County Citizens Committee concluait ainsi sa lettre expliquant les raisons motivant le boycott : « nous ne pensons pas que nous soyons obligés de supporter la doctrine du racisme ou quiconque la pratiquant dans notre système scolaire[62] ». Un mois plus tard, le groupe, renommé Negro Citizens Committee, annonça le maintien du boycott face à l'inflexibilité du conseil scolaire. Ses membres critiquaient plus largement les inégalités criantes d'accès aux services publics et l'absence de représentation des citoyens africains-américains dans les différentes instances. Le comité écrivait ainsi :

> La population totale du comté de Warren est composée à 65 % de Noirs et à 35 % de Blancs. Étant donné qu'il n'y a quasiment aucun Noir dans les différentes instances du comté chargées de l'éducation, de la santé, des services sociaux, des élections, etc., cela veut simplement dire que la majorité des citoyens ne sont pas représentés, puisque la majorité de la population est noire. […] Dans le comté de Warren, nous n'avons même pas appris à être assez justes pour que tout le monde soit représenté. Nombre de ces commissions sont établies par les commissaires de comté, ce qui signifie qu'ils n'ont pas été assez honnêtes pour nommer y des Noirs. Les Noirs rappellent à tous ceux qui seraient amenés à nommer des Noirs qu'il convient de choisir ceux qui sont véritablement représentatifs des leurs, et non ceux qui arrangent le pouvoir. Il suffit simplement de demander à la communauté noire qui elle souhaite voir choisi pour les représenter, et cesser

[60] À tel point, que le Department of Health, Education and Welfare (HEW) conditionna la subvention des écoles publiques de ces comtés (dans le cadre de la loi de 1965 sous Johnson) à la déségrégation scolaire.
[61] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.* D. Cecelski, *Along Freedom Road*, *op. cit.* W. Janken, *The Wilmington Ten*, *op. cit.*
[62] « We do not feel that we have to put up with the doctrine of racism or anyone who practices it in our school system ». « Citizens Committee Asks For Peeler's Resignation », *The Warren Record*, vol. 72, n°37, 12 septembre 1968, p. 4.

> de sélectionner les soi-disant bons Noirs qui ont peur de parler pour ceux qu'ils sont censés représenter[63].

Cette absence de représentation avait pour conséquence la discrimination envers les Africains Américains dans l'accès aux services, aux soins et à l'emploi. Ils pointaient par exemple le fait que les Africains Américains bénéficiant des aides sociales subissaient le mépris raciste des administrateurs alors que pour les bénéficiaires blancs, ils estimaient que c'était leur droit. Le comité pointait aussi la persistance de discriminations envers les Africains Américains lors de l'inscription sur les listes électorales :

> Les Noirs subissent différentes formes de discrimination lorsqu'ils tentent de s'inscrire sur les listes électorales. Par le passé, les citoyens noirs ont demandé et demandent à nouveau que des officiers noirs soient choisis pour inscrire les électeurs sur les listes. Avec une population noire à 65 %, quelle justification peut-il y avoir à ne pas nommer de Noirs officiers ? Aucune ! Si ce n'est la discrimination[64].

Bien que le comté ne fût pas couvert par le VRA, il y existait bel et bien une discrimination systématique persistante visant à empêcher les électeurs africains-américains de voter. Ceci explique les efforts pour présenter des candidats noirs, afin de mobiliser l'électorat et d'améliorer la proportion d'inscrits sur les listes.

Comme nous l'étudierons au **Chapitre 5**, ce n'est que dans les années 1980 que les Africains Américains du comté de Warren purent briser le statu quo[65]. Malgré sa défaite, Eva Clayton avait ouvert la voie à d'autres candidatures.

---

[63] « The total population of Warren County is composed of 65% Negro and 35% white. When the fact is considered that there are almost no Negroes on the various County Boards in areas of education, health, welfare, election, etc., this simply means the majority of citizens are not represented since the majority is Negro. […] In Warren County we haven't even learned fairness of representation of all the people. Many of these Boards are appointed by the County Commissioners which means they have not been fair enough to appoint Negroes to these Boards. The Negroes remind all those who would appoint Negroes to appoint those who are truly representative of their people and not those that the power structure only want. This simply means to ask of the Negro Community who they want to represent them and stop hand picking your so called good Negro who is fearful to speak for those he is to represent ». « Negro Group Tells Board Boycott To Be Continued », *The Warren Record*, 10 octobre 1968, p. 12.

[64] « Negroes have experienced various types of discrimination in their effort to register. The Negro citizens have requested before and do so now again to appoint Negro registrars. With a population 65 % Negro, what justification can be given for not appointing Negroes as registrars? None! other than discrimination ». *Ibidem*. (« Negro Group Tells Board Boycott »).

[65] Notons auussi que le comté de Warren est aussi connu pour le projet Soul City, porté par Floyd B. McKissick Sr. à partir de 1969. Le projet, inspiré du Plan Marshall, était de créer une ville nouvelle par et pour les Africains Américains, en incitant les entreprises à s'y installer. Soul City est un exemple de mise en œuvre d'une version du Black Power, centré sur le capitalisme noir, avec la bénédiction du président Richard Nixon. À ce sujet voir : D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p. 196-231 et Thomas Healy, *Soul City: Race, Equality, and the Lost Dream of an American Utopia*, New York, Metropolitan Books, 2021.

1.3. La candidature d'Howard Lee en 1972 : le pari de l'union « populiste »

Quatre ans plus tard, le redécoupage de la 2ème circonscription conduisit à une nouvelle candidature africaine-américaine pour mettre fin au règne de L. H. Fountain au Congrès. Il s'agissait de celle d'Howard Lee, le pionnier de Chapel Hill, premier maire noir élu d'une ville à majorité blanche du Sud (voir **Chapitre 1**).

Le redécoupage des circonscriptions pour le Congrès par l'assemblée de l'État en 1971, suite au recensement de 1970, avait retiré le comté d'Orange (auquel appartenait Chapel Hill) de la 4ème circonscription – cette dernière étant composée des comtés de Durham et de Wake – pour l'ajouter à la 2ème circonscription de Fountain. Ce redécoupage fut vertement dénoncé par les personnalités politiques du comté d'Orange, dont initialement Howard Lee. Le rédacteur en chef du journal bihebdomadaire de Chapel Hill affirmait que le comté serait « castré » par ce redécoupage et deviendrait « l'enfant libéral illégitime à une réunion de famille de *rednecks*[66] ». Le retrait du comté d'Orange brisait en effet la cohésion de la 4ème circonscription, puisque ce dernier rassemblait des comtés très urbains (y compris la capitale de l'État, Raleigh, dans le comté de Wake) liés par le Research Triangle Park, leurs grandes universités, leur orientation très libérale et une proportion importante d'Africains Américains actifs en politique, comme nous l'avons vu avec les exemples de Chapel Hill et de Durham (**Chapitre 1 et Chapitre 2**). Selon un étudiant du journal de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill, le *Daily Tar Heel,* avec le nouveau découpage de la 2ème circonscription, le comté d'Orange ressemblait à un « bout de chewing-gum flasque qui pendouille du bout d'une chaussure[67] » (voir **Figure 34**). Il attribuait ce choix à une revanche de la part des Démocrates conservateurs qui cherchaient, selon lui, à affaiblir l'une des rares circonscriptions libérales de l'État[68].

[66] « In Congressional politics Orange would be effectively gelded. […] We would become the liberal illegitimate at a redneck family reunion ». « Redistricting Shafting », *The Chapel Hill Weekly*, Second Section, 21 février 1971, p. 2. Le terme péjoratif « rednecks », littéralement « nuques rouges », désigne les pauvres fermiers blancs du Sud des États-Unis jugés réactionnaires, arriérés et vulgaires.
[67] « […] leaving the county looking like a limp piece of bubblegum hanging down from the toe of a shoe ».
[68] Rick Gray, « Orange Gelded by Plan », *The Daily Tar Heel*, 23 février 1971, p. 6.

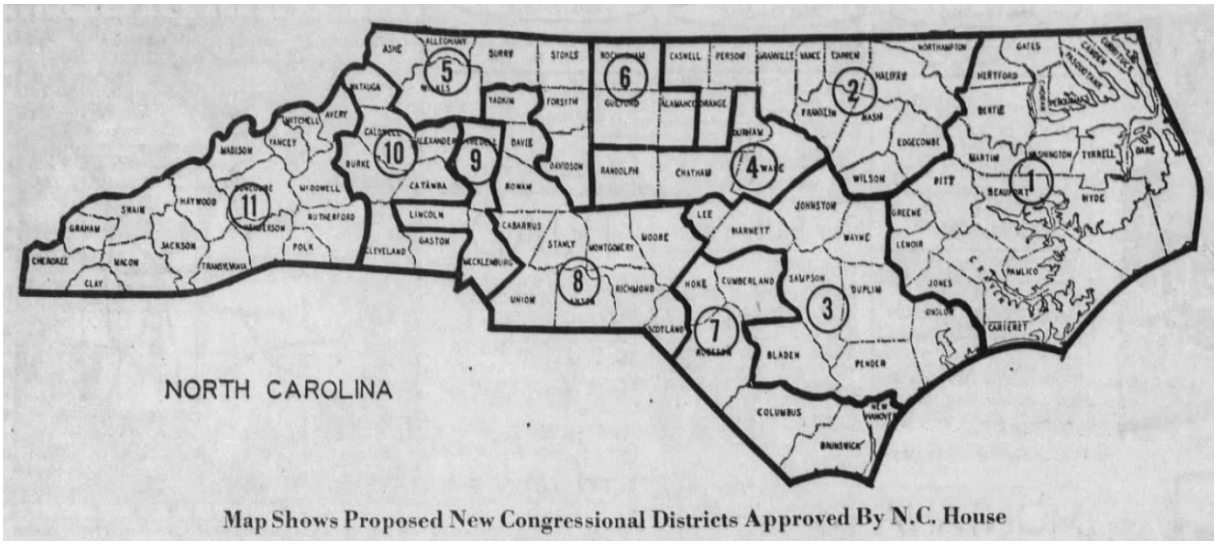


Figure 34 : Carte des nouvelles circonscriptions de Caroline du Nord pour le Congrès adoptée en 1971[69].

Un peu plus d'un mois avant l'adoption de la nouvelle carte électorale, Howard Lee prit position contre ce redécoupage en tant que maire de Chapel Hill, soutenant que séparer Orange des comtés de Durham et de Wake créerait une « fracture psychologique[70] ». Il affirma qu'il était prêt à se battre jusqu'au bout contre ce plan. Même s'il prétendait ne pas vouloir être candidat à ce moment-là, il estimait que s'il venait à l'être, il aurait plus de chance avec l'ancienne carte qu'en rejoignant la 2ème circonscription, et ce, malgré la majorité d'Africains Américains dans cette dernière. Selon lui, il serait plus difficile de mobiliser les électeurs noirs de la circonscription et de « briser l'emprise totale des Blancs sur l'économie et les emplois[71] ». Dans ses mémoires, Lee explique que beaucoup pensaient, à l'époque, que « le redécoupage avait pour but d'empêcher toute possibilité pour un candidat noir de gagner, ce que les députés de l'Assemblée nièrent catégoriquement[72] ». Finalement, après avoir d'abord estimé qu'il serait impossible pour lui de se faire élire dans la 2ème circonscription, il se mit à croire que c'était peut-être « un mal pour un bien ». Devant le précédent établi par la campagne d'Eva Clayton et la démographie des électeurs de la circonscription redécoupée, il « fut enhardi par l'idée qu'il puisse générer suffisamment d'enthousiasme pour avoir un vote

[69] Carte des nouvelles circonscriptions de Caroline du Nord pour le Congrès adoptée en 1971, *Greensboro Daily News*, 28 avril 1971, p. B14.
[70] « It would be pscychologically isolating to remove Orange to a district apart from Durham and Wake ». « Mayor Lee Tees Off On Redistricting », *The Chapel Hill Weekly*, 17 mars 1971, p. 1.
[71] « It would be difficult to politically activate the blacks and to break the stronghold the whites have on economics and jobs » (propos paraphrasés par le journaliste). *Ibid.*, p. 4.
[72] « Many believe the lines were redrawn to shut out any chance a black candidate might have of winning, this was vehemently denied by the legislative leadership ». H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.*, p. 123.

noir important dans les urnes et compenser le reste en obtenant de hauts scores dans son comté d'origine, le comté d'Orange[73] ».

Pour mettre en œuvre cette stratégie, Howard Lee se positionna comme un candidat populiste rassembleur. Son cœur de cible était les Africains Américains de la circonscription mais aussi les étudiants de Chapel Hill. Leur proportion avait augmenté dans l'électorat, en raison de l'extension du suffrage aux Américains âgés de plus de 18 ans en 1971, grâce au 26e amendement[74]. Dès l'annonce officielle de sa candidature à Rocky Mount le 10 janvier 1972, il déclarait se présenter en tant que « candidat populiste[75] » et poursuivait ainsi :

> Je crois que, pour les Américains laissés pour compte – les Noirs, les Blancs, les Rouges –, mon élection sera un signe indiquant que les mobilisations citoyennes sur le terrain ne se sont pas complètement moribondes, et que le travailleur peut avoir une influence sur le système, sans l'avoir détruit au préalable[76].

Il s'érigeait ainsi en candidat proche des mouvements *grassroots*, tout en se positionnant comme réformiste et porte-parole des Américains ordinaires, qu'ils appartiennent à une minorité raciale ou non. Dans ses discours de campagne, Lee insistait sur la dimension universaliste de sa campagne :

> […] J'ai parlé avec des travailleurs agricoles dans le comté de Franklin, de petits entrepreneurs dans le comté de Granville, des ouvriers à Roanoke Rapids et des étudiants à Chapel Hill et Rocky Mount. […]
>
> Pendant trop longtemps, les politiciens ont construit des murs au lieu de ponts : des ponts qui opposent les jeunes aux vieux, les Noirs aux Blancs, les riches aux pauvres et les hommes aux femmes. […]
>
> Tant que 25 millions de citoyens américains de ce pays – beaucoup d'entre eux ici même en Caroline du Nord – continueront de vivre dans le silence, le désespoir, la faim, l'aliénation et la pauvreté, les Noirs comme les Blancs souffriront. […]
>
> Tant que nous aurons un barème d'imposition laissant parfois les millionnaires et les chefs de grandes entreprises payer moins d'impôts que les mécaniciens ou les menuisiers, tous les travailleurs souffriront[77].

---

[73] « Nevertheless as I reviewed the voting population statistics, I was encouraged that I could generate enough excitement to get a big black vote to the poll and make up the difference by running strong in my home county of Orange County ». H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.*, p. 126.

[74] « Howard Lee Campaign for Congress », p. 2 dans Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 123. J. Morgan Kousser, *Colorblind Injustice: Minority Voting Rights and the Undoing of the Second Reconstruction*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1999, p. 246.

[75] « Howard Lee Campaign for Congress », *op. cit.*, p. 1.

[76] « I believe that my election will be a sign to left-out Americans, black, white and red, that the grassroots have not all dried up – that it is possible for the working man to have an impact on the system without first tearing the system apart ». *Ibid*., p. 3.

[77] « Henderson Speech Rough Draft », non daté dans Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 118.
« I've talked with farm workers in Franklin, small businessmen in Granville, factory workers in Roanoke Rapids and college students in Chapel Hill and Rocky Mount. […] For too long politicians have built walls instead of bridges – walls that pit young against old, Black against White, rich against poor and male against female. […]

Lee soulignait les problèmes rencontrés par les pauvres de sa circonscription, qu'il attribuait implicitement aux divisions raciales. La clé était donc de former une coalition d'électeurs modestes exigeant une fiscalité, et donc une redistribution plus juste des ressources. Il s'inscrivait ainsi dans l'héritage du mouvement fusionniste qui avait justement permis l'élection de nombreux élus noirs dans la 2ème circonscription sous la bannière de candidatures communes aux Populistes et aux Républicains. L'accent mis sur la fiscalité injuste, sur le fossé entre les riches, les grandes entreprises ainsi que les travailleurs dans les usines et dans les champs relevait de cet héritage.

Afin de ne pas s'attirer les foudres des électeurs blancs de la circonscription et risquer de mobiliser un vote d'opposition blanc massif, Lee, contrairement à Eva Clayton quatre ans plus tôt, ne s'attaqua pas frontalement au bilan ultra-conservateur de Fountain, et notamment son opposition à la législation des droits civiques ou de la Grande Société de Johnson. Le contraste entre leurs propagandes électorales illustre bien cette différence stratégique entre les deux campagnes. Là où l'encart de campagne de Clayton (voir **Figure 33**) était entièrement centré sur la nécessité de voter contre Fountain, son bilan allant à l'encontre des intérêts des citoyens de la circonscription et le manque de représentativité de sa politique, le tract de campagne de Lee (voir **Figure 35**) ne mentionnait ni Fountain, ni son bilan, ni son manque de représentativité. Lee se contentait de mettre l'accent sur quelques-unes de ses propositions et de se présenter comme le « choix du changement » :

As long as 25 million of America's own citizens, many of them here in North Carolina, continue to live lives of quiet desperation in hunger, alienation and poverty – both Black and White people suffer. […] As long as we have a tax system that sometimes lets millionaires and corporation presidents pay less taxes than mechanics and carpenters – all working people suffer ».

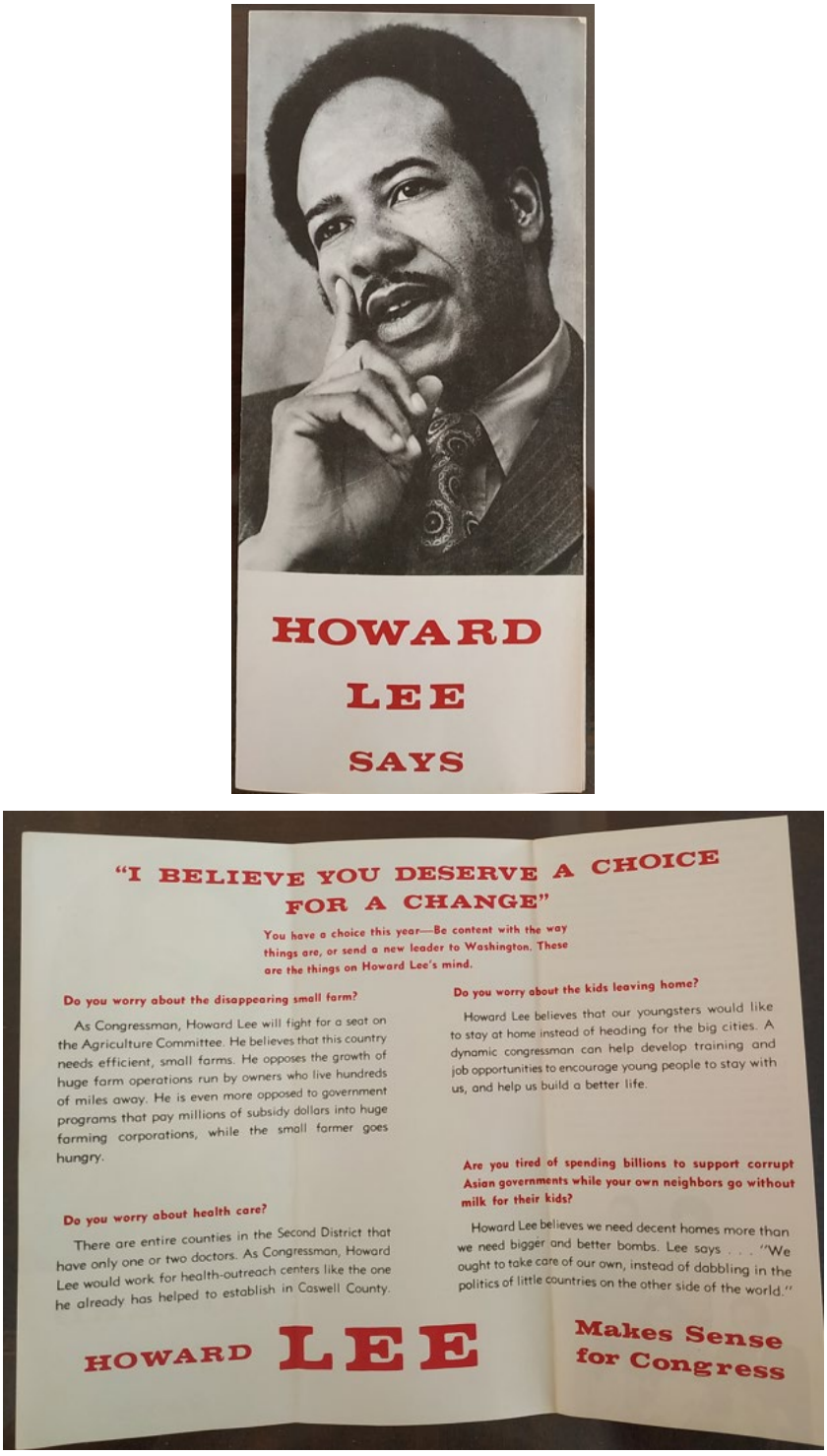


Figure 35 : Tract de campagne d'Howard Lee pour le Congrès en 1972[78].

Lee affirmait par ailleurs n'avoir « aucune animosité personnelle » contre Fountain, qu'il jugeait « respectable » et « compétent ». Il qualifiait seulement sa politique de « routinière »[79].

[78] Howard Lee Papers, Carton 6, Dossier 128.
[79] « Closing Statement », dans Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 119. « I think anyone who knows both of us will tell you that we are both decent, capable, citizens. I have never had any feeling of personal animosity

Il condamnait cependant fermement la guerre au Vietnam, comme le montrent les références aux bombes et aux « gouvernements corrompus en Asie » de ce tract. Lee affirmait aussi que cette guerre était « l'une des plus grandes tragédies des dix dernières années[80] ». Cette prise de position reflétait à la fois ses convictions sur le sujet (ainsi qu'en témoignent ses précédents discours cités dans le **Chapitre 1**) et un positionnement stratégique. En effet, l'opposition à la guerre au Vietnam était un sujet sensible pour les étudiants libéraux qu'il courtisait particulièrement dans cette élection. Le mouvement de contestation étudiante contre la guerre au Vietnam avait ainsi atteint son apogée à l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill en mai 1970. Ce mouvement, d'abord assez marginal à Chapel Hill au début des années 1960, avait gagné en popularité à partir de 1968, année charnière pour le mouvement antiguerre. Le mouvement de contestation était alors en plein essor au niveau national, dans le sillage du durcissement de la conscription, de l'offensive du Têt et du massacre de My Lai en mars 1968. Ces événements alimentèrent le rejet de la guerre dans l'opinion publique et provoquèrent un mouvement étudiant et lycéen massif contre cette dernière[81]. En 1970, indignés contre l'invasion du Cambodge en avril, puis par le meurtre de quatre étudiants à Kent State University par la Garde Nationale le 4 mai lors d'une confrontation avec des étudiants manifestant contre la guerre, les étudiants de l'UNC organisèrent une grève des cours pour le reste du semestre[82]. Au niveau national, le mouvement de protestation continua de s'intensifier. En 1971, des milliers de manifestants se rassemblèrent à Washington D.C. pour paralyser la ville et le gouvernement fédéral[83]. Lee espérait donc jouer sur l'impopularité de la guerre parmi les jeunes électeurs de sa circonscription, et fut ainsi soutenu par des journaux étudiants comme *The Collegiate*, une petite faculté de sciences humaines à Wilson[84] ou le journal étudiant de l'UNC, *The Daily Tar Heel*[85]. Lee bénéficiait aussi du soutien d'un

---

toward my opponent and I hope he can say the same about me. […] It boils down to a question of business as usual, versus a new and dynamic approach ».

[80] « One of America's greatest tragedies for the past ten years ». « Howard Lee for Congress », 29 avril 1972 dans Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 123.

[81] James Cohen, « 1968 aux États-Unis, tournant politique des années de mouvement », *IdeAs*, n°11, juin 2018, p. 3, disponible en ligne https://doi.org/10.4000/ideas.2742 (consulté le 21 juillet 2025). Sur l'historiographie du mouvement antiguerre voir notamment : Simon Hall, *Rethinking the American Anti-War Movement*, New York, Routledge, 2012. Jeffrey A. Turner, *Sitting In and Speaking Out: Student Movements in the American South, 1960-1970*, Athens, The University of Georgia Press, 2010. C. Rolland-Diamond, *Chicago, le moment 68, op. cit.*

[82] « Part 4: Vietnam War Protests » dans « I Raised My Hand to Volunteer », Exposition en ligne du département des archives de la Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill, 2007, disponible en ligne https://exhibits.lib.unc.edu/exhibits/show/protest/vietnam-essay (consulté le 15 octobre 2024).

[83] Mitchell K. Hall, « The Vietnam Era Antiwar Movement », *OAH Magazine of History*, vol. 18, n°5, octobre 2004, p. 15-16.

[84] « Congressional Candidate Howard Lee Hopes to Excite Student Voters », *The Collegiate*, 10 mars 1972, p. 1 et p. 4.

[85] « Support Lee for Congress », *The Daily Tar Heel*, 5 mai 1972, p. 12.

réseau d'étudiants coordonnés depuis Chapel Hill appelé « Students for Howard Lee » pour soutenir sa campagne au Congrès[86].

Par ailleurs, comme nous l'avons vu au **Chapitre 1**, il cherchait à « adoucir la rhétorique du Black Power en proposant l'union[87] ». Cette utilisation de la rhétorique Black Power lui valut le soutien officiel du journal africain-américain de Durham, le *Carolina Times*. Dans un éditorial le jour de l'élection, le journal affirmait que Lee était un de ces « Noirs progressistes en pleine ascension qui rejettent l'idée d'être de seconde zone pour quoi que ce soit » et que c'était « un homme avec une vision pour l'avenir, capable de croire que les sans-votes et les opprimés peuvent devenir des hommes et des femmes autonomes, fiers et déterminés[88] ».

Concernant son programme, il défendait une réorientation des priorités au niveau national et proposait un ensemble de mesures à destination de cette circonscription rurale : aide au développement et de meilleurs services de santé en ruralité, ainsi qu'un programme visant à enrayer l'exode des jeunes des campagnes. Il plaidait aussi pour une réforme du système éducatif qui mettrait la priorité sur l'enseignement professionnel et technique, ainsi que des mesures s'attaquant aux problèmes de logement et de chômage[89].

La presse fut beaucoup plus positive à propos de la candidature de Lee qu'elle ne l'avait été à propos de celle de Clayton. La campagne de Lee était aussi dépeinte comme une « bataille contre vents et marées » mais les journalistes étaient plus optimistes quant à ses chances de réussite. Sa campagne était mieux financée et mieux organisée que celle de Clayton. Lee était un homme, déjà élu plusieurs fois, bien implanté dans l'appareil politique de Caroline du Nord (il était vice-président du Parti démocrate de l'État depuis 1971). Un journaliste soulignait également « son approche conciliante » qui « avait probablement dû élargir sa base au sein de la majorité blanche » à Chapel Hill[90]. Comme nous l'avons vu au

---

[86] « Congressional Candidate Howard Lee Hopes to Excite Student Voters », *The Collegiate*, 10 mars 1972, n°17, p. 1 et p. 4. William March, « Lee has hopes for "new politics" », *The Daily Tar Heel*, 3 mars 1972, p. 1.

[87] « I attempted to soften the black power rhetoric by offering unity ». H. Lee, *The Courage To Lead*, *op. cit.*, p. 129.

[88] « Lee appears to be a man in touch and in step with the rising tide of progressive blacks who are rejecting the notion of second-class anything ». « He represents a man of vision capable of believing that the disenfranchised and the downtrodden can become self-sufficient men and women of pride and determination ». « Howard Lee for Congress », *The Carolina Times*, 6 mai 1972, vol. 51, n°19, p. 2.

[89] « Congressional Candidate Howard Lee Hopes to Excite Student Voters », *op. cit*. « Mayor Howard Lee Campaigning Hard to Unseat Rep. Fountain », 13 mars 1972, *Raleigh News & Observer* dans Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 123.

[90] « his conciliatory politics probably has broadened his support among the white majority ». « Campaign '72: Sharp Battles in 4 House Districts », *Congressional Quarterly*, 25 mars 1972. « Lee Could Win 2nd District

Chapitre 1, Lee était également dépeint très positivement dans la presse blanche, et ce alors qu'au même moment, Reginald Hawkins ne bénéficiait pas d'une telle image pour sa deuxième campagne pour le poste de gouverneur lors des primaires de mai 1972. Malgré les obstacles, Lee semblait être le candidat africain-américain le mieux positionné pour – peut-être – l'emporter. Il est ainsi révélateur que, pour la première fois depuis sa primo-élection en 1952, Fountain se sentit suffisamment menacé pour organiser une véritable campagne avec des équipes dans chaque comté. Il investit dans de nombreux messages de campagne diffusés à la télévision et à la radio, ainsi que dans la distribution massive de tracts et d'autocollants à mettre sur les voitures[91]. Alors qu'il n'avait dépensé que 800 $ en 1968 face à Eva Clayton, il dépensa plus de 54 000 $ face à Howard Lee en 1972[92].

La campagne de Lee était bien mieux financée que celle d'Eva Clayton. Elle avait réussi à récolter 8 363 $, grâce notamment à un don de 1 000 $ du Committee on Political Education de la section de Caroline du Nord du syndicat AFL-CIO[93]. Lee, lui, avait rassemblé 37 891 $ environ pour une dépense totale de 64 161 $[94]. Cependant, l'examen de ses comptes de campagne révèle un déséquilibre entre le comté d'Orange et les autres comtés ruraux de la circonscription :

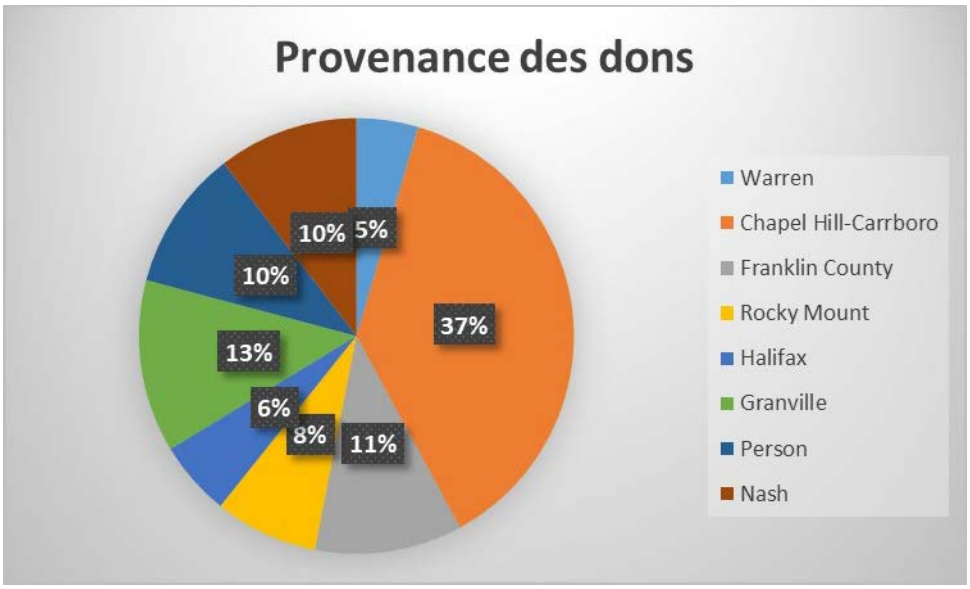
Seat », *Greensboro Daily News*, 27 janvier 1972. « Howard Lee Meets Rep. Fountain », *Charlotte Observer*, 5 février 1972.

[91] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 247. « Lee vs. Fountain », *The Daily Tar Heel*, 5 mai 1972, p. 1.

[92] « Republicans Now Eye L. H. Fountain », *The Charlotte Observer*, 8 mai 1972, p. 12A.

[93] « Campaign Expenses Filed », *The Salisbury Post*, 24 mai 1968, p. 13.

[94] « Expenditures – H. Lee Campaign » p. 6 et « Statement of Contributions and Expenditures » p. 25 dans Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 115.



Graphique 5 : Diagramme des dons à la campagne d'Howard Lee de 1972 par siège de campagne[95].

Lee lui-même reconnut que « la communauté universitaire de Chapel Hill [avait] pris en charge l'essentiel des coûts ». Soulignant les faibles ressources des électeurs des comtés ruraux de la circonscription (tels que ceux de Warren, Franklin, Halifax, Granville et Person), il fit appel à des donateurs en dehors de la circonscription, alors que Fountain était, lui, soutenu par de riches conservateurs. La capacité de financement de leurs campagnes faisait donc partie des obstacles structurels auxquels les candidats noirs étaient confrontés, d'autant plus en contexte rural et conservateur pour des élections au niveau fédéral. Les dépenses électorales étaient en augmentation constante depuis les années soixante, en raison notamment d'une succession de décisions de la Cour suprême dont *Buckley v. Valeo* (1976) qui inscrit les contributions aux campagnes électorales sous la protection du Premier amendement (garantissant la liberté d'expression), considérant que « speech is money »[96].

Lee perdit finalement la primaire face à Fountain en remportant seulement 41,5 % des suffrages. Sa campagne s'était appuyée sur l'inscription de près de 18 500 nouveaux électeurs africains-américains sur les listes. Ce ne fut cependant pas suffisant car la participation

[95] Howard Lee Papers, Carton 5, Dossier 115. Les contributions provenant d'autres potentielles sièges de campagne ou les contributions extérieures à la circonscription ou à l'État ne sont pas systématiquement disponibles. Diagramme par l'autrice.

[96] Sur l'histoire de la dépendance croissante aux financements privés des campagnes électorales et de la déreglementation des contributions, et des dépenses de campagnes, voir : Robert E. Mutch, *Campaign Finance: What Everyone Needs to Know*, New York, Oxford University Press, 2016. R. E. Mutch, *Buying the Vote, op. cit.* Martin Gschwentner, « A Review of campaign finance literature », *Politique américaine*, vol. 35, nº 2, 2020, p. 77-87. Anne-Emmanuelle Deysine, « Argent et politique. Quels horizons pour 2002 ? », *Revue française d'études américaines*, vol. 4, n°90, p. 44-60.

électorale des électeurs noirs ne fut pas aussi haute qu'espérée[97]. Dans ses mémoires, Lee attribue sa défaite à la corruption de certains électeurs noirs par Fountain, accusant ce dernier d'avoir acheté leurs votes[98]. Quelques jours après les résultats définitifs, Lee évoquait aussi des irrégularités dans certains bureaux de vote et le fait que les ouvriers agricoles travaillant dans les champs de tabac n'avaient pas été autorisés à quitter les champs pour se rendre aux urnes. La presse soulignait aussi le manque d'organisation et de professionnalisme de son équipe de campagne. En effet, cette dernière s'était concentrée sur l'inscription massive d'électeurs africains-américains sur les listes, mais s'était délitée le jour du vote et échoua ainsi à amener suffisamment d'électeurs noirs aux urnes.

Lee revendiquait cependant des victoires malgré la défaite. Il avait en effet obtenu 11,2 % de plus que Clayton en 1968 face à Fountain. Il déclarait ainsi : « Eva Clayton a entrouvert la porte en 1968. Nous venons d'enfoncer la porte à coups de pied. Dans les années qui viennent, une personnalité politique combative pourrait bien en franchir le seuil…[99] ». On retrouve ici la métaphore de la porte, chère à Howard Lee[100] (déjà étudiée au **Chapitre 1**. Elle illustrait à quel point Lee estimait que la conquête politique par les urnes et les institutions du Parti démocrate était essentielle à la poursuite du mouvement de libération. Selon Lee, sa campagne de 1972 avait contribué à rendre la perspective d'un député noir pour la 2ème circonscription beaucoup moins impensable qu'auparavant. Il jugeait aussi que sa campagne avait « éveillé les consciences dans les zones rurales de la circonscription » et que « gagner ne fait pas tout et que ce qu'on sème aujourd'hui pourrait porter ses fruits demain[101] ». De même, Clayton pensait que sa défaite de 1968 avait tracé un chemin pour Lee, elle résumait ainsi sa victoire dans la défaite :

> On a perdu, on a gagné. Il me semble que les chiffres officiels indiquent 38 % […]. Dans tous les cas, ça a servi d'exemple pour prouver aux gens qu'il était possible de participer et d'avoir de bons résultats avec un budget très serré[102]. […] La communauté noire elle-même disait : comment peut-elle croire qu'elle a la moindre chance de gagner ? Enfin… et on peut comprendre que c'était… qu'il n'y avait pas de précédent. Il n'y avait pas de

[97] « Getting Together 1973 » dans Howard Lee Papers, Carton 9, Dossier 216.
[98] H. Lee, *The Courage to Lead*, *op. cit.*, p. 131. « Lee Picks Up Pieces, Future Still Unclear », *The Chapel Hill Weekly*, 10 mai 1972, p. 1.
[99] « Eva Clayton cracked the door in 1968. We've kicked the door open. In future years, some aggressive politician may walk through it… ». « Lee Picks Up Pieces », *op. cit.*
[100] « The civil rights movement at that point had been knocking on the door, banging on the door and disturbing the inhabitants of the room but nothing had moved the door. So this was the key ». Howard Lee, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*
[101] « It brought a sense of awakening to rural areas of this district […] winning is not everything and what we do today may yield fruit tomorrow ». *Ibidem*.
[102] Eva Clayton, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*

> preuves que ça pouvait se faire, vous voyez. Donc c'était un vrai truc. […] Beaucoup étaient enthousiasmés par cette possibilité[103].

Comme le démontrent les remarques ci-dessus et la récurrence de la métaphore de la porte dans le discours de Lee, l'un comme l'autre se voyaient comme des jalons qui aboutiraient, un jour, à l'élection d'un député noir de Caroline du Nord au Congrès. Il est ainsi possible d'interpréter leurs candidatures et les mobilisations électorales autour de ces premières comme s'inscrivant dans une lutte plus large sur la longue durée. Plus de 70 ans après la fin de la carrière de George White au Congrès, ces candidatures dépassaient la simple ambition individuelle car elles étaient conçues comme des outils pour une conquête politique par les urnes pour les Africains Américains.

Lee considérait par ailleurs que les résultats avaient prouvé que sa stratégie de coalition avait été bénéfique pour y parvenir. Il affirmait ainsi :

> Des coalitions peuvent être formées – je le sais bien, je viens juste d'en former une –, ce que tout le monde pensait impossible. Lors de ma campagne pour la 2ème circonscription de Caroline du Nord pour le Congrès […] j'ai réussi à capter une partie des voix pour M. Wallace, et pour la première fois, on a réussi à faire en sorte que les Noirs et les Blancs se parlent, que les Noirs pauvres et les Blancs pauvres travaillent ensemble […] ; pour la première fois dans l'histoire de cette circonscription en Caroline du Nord, le vote a rassemblé un échantillon disparate de citoyens de différents horizons. Cette coalition était comme un ragoût : c'était une coalition digne de 1972, pas comme l'ancienne coalition d'antan qui était condamnée à l'échec avant même d'avoir commencé[104].

Lee comparait donc cette « ancienne coalition d'antan […] condamnée à l'échec » à « une soupe », par opposition à son « ragoût ». Il faisait peut-être référence ici à ce que les historiens appellent « la coalition du New Deal » qui avait constitué le socle électoral du Parti démocrate et qui était en train de se déliter, à la suite des réformes des droits civiques. Depuis le New Deal de Frederick Delano Roosevelt des années 1930, cette coalition avait rassemblé les ouvriers, les Africains Américains et les Démocrates blancs sudistes. Cette coalition était à terme intenable, et surtout, elle avait empêché les Africains Américains de voir leurs revendications véritablement prises en compte jusqu'au mouvement des années 1960 puisque les ténors sudistes verrouillaient le Parti[105].

---

[103] « We lost, we won. I think about some records say, with 38% […] Either way, it was the basis for which people knew that they could participate and do well in their own shoestring amount of money. […] you want to look at a fact in the black community itself. How could she think she could possibly win? I mean, just and you can understand that it was, there was no history. There's no evidence of it, you know. So it's for real. […] where you have many who were excited about that ». *Ibidem.*

[104] « A Time for New Coalitions – Lenoir Speech », non daté dans Howard Lee Papers, Carton 9, Dossier 215.

[105] L'historien Ira Katznelson parle de « southern cage » pour désigner cette emprise des Démocrates conservateurs du Sud sur la coalition du New Deal. Ira Katznelson, *Fear Itself: The New Deal and the Origins of*

Au contraire, Lee affirmait que personne ne devait renoncer à quoi que ce soit pour faire partie de son genre nouveau de coalition, qu'il « était important que les Noirs soient des Noirs, et les Blancs des Blancs, les jeunes des jeunes et les femmes des femmes, et les hommes des hommes[106] ». Lee proposait ainsi une version actualisée de la coalition populiste qui avait porté les derniers députés noirs de la circonscription au Congrès. Elle devait rassembler tous les laissés pour compte, en particulier les travailleurs et les agriculteurs pauvres, noirs comme blancs, tout en tenant compte des identités spécifiques et donc des revendications de chaque composante de la coalition. Cette proposition reposait sur une nouvelle mobilisation de l'identité en politique, directement héritée des mouvements sociaux des années 1960 et de la Nouvelle Gauche, ce que certains militants et chercheurs ont dénommé *identity politics*. Ces derniers avaient fait de l'identité le fondement et l'angle d'attaque privilégié du militantisme de gauche (*New Left*), rompant avec l'approche « universaliste » de lutte des classes, privilégiée par l'Ancienne Gauche (*Old Left*)[107]. Nous pouvons aussi rattacher cette proposition de coalition inclusive et sensible aux identités minoritaires plurielles à ce que l'historienne Nancy MacLean appelle la « culture de l'inclusion », qui s'est, selon elle, imposée dans la culture politique et les politiques publiques étatsuniennes à partir du milieu des années 1960, dans le sillage du mouvement des droits civiques et des combats pour l'*affirmative action*[108].

La mobilisation des citoyens ordinaires (*grassroots*) était essentielle au projet politique d'Howard Lee. Il affirmait en effet :

> Je sais que certains voudraient décourager la participation des *grassroots* dans le système politique. Mais à ceux qui l'exigent de nous, voici ce que je réponds : satisfaire à cette demande reviendrait à nous demander de nous passer de l'outil le plus important que nous puissions

---

Our Time, New York, Liveright, 2013. Sur l'émergence de la New Deal coalition, voir aussi : Nancy, J. Weiss, *Farewell to the Party of Lincoln*, Princeton, Princeton University Press, 1983. Steve Fraser et Gary Gerstle (dir.), *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1989. Sur le délitement de la coalition et le réalignement politique à partir de la fin des années 1960 : Dan T. Carter, *From George Wallace to Newt Gingrich: Race in the Conservative Counterrevolution, 1963-1994,* Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1996. Robert O. Self, *All in the Family: The Realignment of American Democracy since the 1960s*, New York, Hill and Wang, 2012. Mary Edsall et Thomas Edsall, *Chain Reaction: The Impact of Race, Rights and Taxes on American Politics,* New York, Norton, 1991.

[106] « A Time for New Coalitions – Lenoir Speech », *op. cit.*

[107] C'est cette grille de lecture que défend le courant de la théorie des Nouveaux Mouvements Sociaux en sociologie (*New Social Movement theory*). Ces nouveaux mouvements sociaux seraient caractérisés par la primauté donnée aux enjeux identitaires et de qualité de vie, et par leur mode de fonctionnement plus démocratique, en accord avec leurs aspirations. Certains sociologues, comme Ronald Inglehart, qualifient ces mouvements de « post-matérialistes ». A. Douillet, *Sociologie politique., op. cit.*, p. 98-99.

[108] Nancy MacLean, *Freedom is Not Enough: The Opening of the American Workplace*, Cambridge, Harvard University Press, 2006, p. 345. Steven M. Buechler, « New Social Movements and New Social Movement Theory » dans D.A. Snow, D. Porta, B. Klandermans and D. McAdam (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Wiley Online Library (Encyclopédie en ligne), 2022, disponible en ligne https://onlinelibrary.wiley.com/doi/book/10.1002/9780470674871 (consulté le 21 juillet 2025).

> utiliser pour faire progresser notre communauté, grâce à un niveau de vie plus élevé et une meilleure qualité de vie[109].

Comme nous l'avons vu au **Chapitre 1**, cet attachement aux *grassroots* et à la coalition comme outil de conquête politique se traduisit par la création du Black Caucus de Caroline du Nord.

Concernant le rôle joué par le racisme dans les résultats de l'élection, Lee tint un double discours. Premièrement, comme le révèle la citation mentionnée plus haut, Lee se targuait d'avoir su convaincre des électeurs du ségrégationniste George Wallace. Ce dernier se présentait pour la deuxième fois aux élections présidentielles américaines, cette fois en tant que candidat aux primaires démocrates. Lee soutenait que tous les sympathisants de Wallace n'étaient pas racistes, mais que beaucoup se sentaient isolés et délaissés par les responsables politiques[110]. Comme nous l'avons vu, Lee s'était efforcé de minimiser la question raciale et n'avait pas attaqué Fountain pour son bilan contre les réformes des droits civiques ni mis en avant les inégalités criantes de la circonscription. Publiquement, il insistait sur le fait qu'il avait été bien accueilli et qu'il n'avait pas subi d'hostilité manifeste. Cependant, il avait donné pour consigne à ses sympathisants de ne pas mettre ses affiches de campagne dans les bureaux de vote où les électeurs étaient majoritairement blancs. Il expliquait son raisonnement de cette manière, « si vous mettez des affiches, les Blancs qui passent devant en voiture les verront et vont dire : "Et merde ! J'avais presque oublié que ce n***e était candidat". Et donc ils vont rentrer dans le bureau et ils vont voter contre nous[111] ». Comme le soulignaient certains articles, la question raciale était le sujet tabou de cette campagne mais son importance ne faisait aucun doute dans la tête des électeurs[112]. Un membre de la commission électorale du comté de Wilson avait par exemple déclaré à la presse : « si les Blancs s'endorment sur ce coup, le réveil pourrait être rude[113] ». Dans un entretien d'histoire orale, Lee explique qu'il avait fait face à plus de racisme que ce à quoi il s'attendait. Certains de ses panneaux de campagne avaient été dégradés. Surtout, il n'avait pas réussi à être reçu par des Blancs pour

[109] « I know there are those who would want to dissuade the participation of grassroots in the political system, but I say to those who ask us to do this would ask us to bypass the most important tool which can be used to elevate our people to a higher level of life and a better quality of living ». « Getting Together 1973 », non daté dans Howard Lee Papers, Carton 9, Dossier 216.
[110] « Lee Picks Up Pieces, Future Still Unclear », *The Chapel Hill Weekly*, 10 mai 1972, p. 1 et p. 2.
[111] « "Oh, hell, I almost forgot that n***er was running". Then they'll go in and they'll vote against us ». Charles Osolin, « Lee Says Wallace Could Help Him », *Winston-Salem Journal*, 5 mai 1972, p. 4.
[112] Daniel C. Hoover, « Unspoken Issue Is Key in Lee's Challenge to Fountain », *The News and Observer*, 2 mai 1972, p. 5. J. A. C. Dunn, « In the Relentless Pursuit of Votes », *The Chapel Hill Weekly*, 19 avril 1972, p. 1 et p. 12.
[113] « If white folks go to sleep, there could be a rude awakening ». D. C. Hoover, « Unspoken Issue », *op. cit.*

présenter son programme, ni à ce que des Blancs fassent ouvertement campagne pour lui. Il avait donc « fini par mener une campagne avec une équipe essentiellement noire[114] ».

Malgré les avancées et les succès revendiqués par Lee dans sa campagne de 1972, comme le souligne l'historien Morgan Kousser, plus aucun autre candidat africain-américain ne se présenta pour la circonscription au cours des années 1970[115].

Le redécoupage de la carte électorale de la Caroline du Nord après le recensement de 1980 allait rebattre les cartes. Ce redécoupage fit l'objet de longues batailles à l'assemblée de l'État qui aboutirent à un procès historique et ouvrirent de nouvelles possibilités politiques que certains candidats africains-américains s'efforcèrent de saisir.

2. DES URNES AU TRIBUNAL : LA GENÈSE DU PROCÈS *GINGLES*

Neuf ans plus tard, le redécoupage électoral controversé de la 2ème circonscription en 1981, conjugué à la défaite d'un nouveau candidat africain-américain au Congrès en 1982, H. M. Michaux, imputable aux règles du second tour des primaires, cristallisèrent les tensions politiques et juridiques liées à la représentation des Africains Américains dans le Sud. Ces événements constituèrent les déclencheurs du procès *Gingles*, dont l'issue marquerait un tournant décisif dans l'interprétation du *Voting Rights Act*. Ce procès deviendrait non seulement une référence majeure en jurisprudence électorale, mais aussi un levier de changement concret à l'échelle locale, notamment dans les comtés ruraux de l'Est, comme nous l'analyserons dans le chapitre suivant.

2.1. « L'hameçon de Fountain[116] » : le redécoupage controversé de 1981

En 1981, le redécoupage des circonscriptions de Caroline du Nord pour l'élection des députés à la Chambre des Représentants fit l'objet de batailles féroces à l'assemblée de l'État. La nouvelle carte qui en résulta donna l'occasion à la NAACP de remettre en question un ensemble de pratiques visant à limiter l'influence politique des Noirs. L'issue de cette bataille politique puis juridique conduisit en effet à la fin du règne de L. H. Fountain sur sa circonscription et à un arrêt historique de la Cour suprême sur l'interprétation du *Voting*

[114] « basically ended up running a black dominated campaign ». Howard Lee, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*
[115] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 247.
[116] « Fountain's fishhook ».

Rights Act de 1965. La genèse et le déroulé du procès mirent en lumière la longue histoire de confiscation du droit de vote des Africains Américains par le pouvoir en Caroline du Nord et la persistance d'une « polarisation raciale » dans le vote des électeurs de l'État[117]. L'inscription sur le temps long et la persistance des politiques de confiscation et de la polarisation raciale du vote contredisaient ainsi formellement la rhétorique *colorblind* brandie par les conservateurs à cette époque. Comme vu au **Chapitre 3**, cette rhétorique s'appuyait sur l'idée que le pays avait dépassé ses clivages raciaux et qu'il ne restait plus aucune barrière structurelle à l'égalité depuis les réformes des années 1960. La rhétorique *colorblind* reposait donc sur le renversement de la logique d'égalité promue par le mouvement des droits civiques. Dans cette logique, c'étaient les Blancs qui étaient désormais les victimes d'une approche raciale (*race-conscious*) à l'origine des politiques d'inclusion et de redistribution, dans un contexte où « l'égalité des chances » (*equality of opportunity*) était supposément à la portée de tous.

Par ailleurs, la genèse et l'impact de ce procès démontrent à quel point la stratégie légaliste du mouvement de libération noire continua d'être centrale sur la longue durée. Le levier juridique restait un mode d'action privilégié par différents acteurs, en parallèle d'autres modes d'action. C'est ce que nous étudierons à travers les différents témoignages lors du procès au **Chapitre 5** (ainsi qu'au **Chapitre 6**). Ces témoignages s'appuyaient sur une histoire de luttes locales au niveau des municipalités et comtés, mais également sur l'histoire des candidatures africaines-américaines infructueuses au niveau fédéral, comme celles d'Eva Clayton et d'Howard Lee.

Au début des années 1980, les contours de la 2ème circonscription ne pouvaient pas rester à l'identique. En vertu du principe « une personne, une voix » (*one man, one vote*) établi par la Cour suprême dans les années 1960, la population devait être équitablement répartie dans chaque circonscription de l'État.

Ce principe d'une répartition équitable de la population dans les différentes circonscriptions avait été établi par trois arrêts de la Cour suprême : *Baker v. Carr* (1962), *Reynolds v. Sims* (1964) et *Wesberry v. Sanders* (1964). La Cour s'appuyait sur la Clause d'égale protection de la loi (*equal protection clause*) du 14e amendement pour affirmer que le

[117] Richomme définit la « polarisation raciale, ou le vote racial en bloc » comme lorsque « des membres d'une communauté vote systématiquement pour les candidats qu'ils perçoivent comme des membres de leur propre groupe racial ». O. Richomme, *Race and Partisanship*, *op. cit.*, p. 1.

vote de chaque citoyen devait avoir le même poids pour l'élection de représentant et que chaque élu devait représenter le même nombre de personnes[118].

Dès lors, après chaque recensement décennal, les législatures d'État devaient (et doivent toujours) redessiner la carte électorale afin de s'assurer que l'équilibre démographique soit toujours respecté. La population de la 2ème circonscription ayant diminué, il fallait donc la redessiner pour s'approcher le plus possible de 534 039 habitants[119], ce chiffre correspondant à la population de l'État divisée par 11 (le nombre de circonscriptions attribuées à la Caroline du Nord pour le Congrès). Les législatures d'État devaient respecter un certain nombre de règles, mais la plupart relevaient de principes traditionnels et non d'une exigence constitutionnelle[120]. En Caroline du Nord, la pratique du redécoupage électoral s'effectuait selon les principes suivants : chaque comté de chaque circonscription devait avoir une frontière en commun avec au moins un autre comté de cette circonscription (règle de la contiguïté) ; les circonscriptions devaient être approximativement compactes (règle de cohésion territoriale) ; enfin, depuis le VRA de 1965, le redécoupage ne devait pas être intentionnellement discriminant envers les minorités raciales.

Comme le souligne l'historien et politiste Olivier Richomme, « le processus de redécoupage [des circonscriptions] est autant politique qu'il est historique, et c'est tout autant l'objet d'une bataille partisane pour le pouvoir politique qu'une lutte ethno-raciale pour l'empouvoirement politique[121] ». Dans son ouvrage, *Race and Partisanship in California Redistricting: from the 1965 Voting Rights Act to Present*, Richomme montre combien les logiques raciales et partisanes sont imbriquées et inséparables lors des opérations de redécoupage des circonscriptions aux États-Unis. Les procédés de redécoupage de circonscription, en s'appuyant sur un vote polarisé racialement et sur la ségrégation résidentielle, ont été historiquement et continuent d'être utilisés pour empêcher les minorités

[118] *Baker v. Carr*, 369 I.S. 186 (1962), *Reynolds v. Sims*, 377 U.S. 533 (1964) et *Wesberry v. Sanders*, 376 U.S. 1 (1964). R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, loc. 48 %. À ce sujet voir aussi : Joshua M. Rosenberg, « Defining Population for One Person, One Vote », *Loyola of Los Angeles Law Review*, vol. 42, n°3, janvier 2009, p. 709-736.

[119] Bill Gilkeson, « Politicians Plot to See Who Gets What Piece Of The Pie », *The Durham Morning Herald*, 5 avril 1981, p. 1A-2A.

[120] Jean-François Mignot, « Le racial redistricting aux États-unis. Une introduction à la jurisprudence de la cour suprême », *Revue internationale des sciences sociales*, 2005, vol. 183, n°1, p. 153-162.

[121] « The redistricting process is political as much as it is historical, and it is as much of a partisan fight for political power as it is an ethno-racial struggle for political empowerment ». O. Richomme, *Race and Partisanship*, *op. cit.*, p. 1.

de se faire élire[122]. Le redécoupage de la carte électorale de Caroline du Nord de 1981 en est un très bon exemple.

Les divisions se cristallisèrent autour du comté de Durham, qui se trouvait alors dans la 4ème circonscription avec les comtés de Wake, Chatham et Randolph (**Figure 36**). Les soutiens de L. H. Fountain cherchaient à tout prix à éviter que le comté de Durham ne soit ajouté à la 2ème circonscription. En raison de la forte politisation et mobilisation des Africains Américains à Durham, ils craignaient que Fountain ne perde face à un candidat noir lors des primaires démocrates, avançant que cela reviendrait à donner la circonscription aux Républicains puisque la circonscription était très « conservatrice » et ne voterait pas pour un candidat noir. Les partisans de Fountain proposaient plutôt que le comté d'Orange soit retiré de la circonscription et que la 4ème circonscription comprenne dorénavant Orange, Durham et Wake[123]. Par ailleurs, à la place d'Orange, ils défendaient une proposition consistant à ajouter les comtés de Martin, Lenoir et Greene, situés à l'Est de l'État (**Figure 37**). Elle deviendrait ainsi la « circonscription du Research Triangle ». Cependant, la population de la 4ème circonscription avait largement dépassé le chiffre cible de 534 039 habitants et la croissance du Research Triangle Park (RTP) signifiait qu'une nouvelle circonscription urbaine rassemblant Orange, Wake et Durham dépasserait très rapidement le chiffre cible.

[122] « Racial polarization, or racial bloc voting, can simply be defined as members of a community voting systematically for candidates they perceive as a member of their own racial group. Using racial polarization and residential segregation, redistricting has been used to keep minorities out of office ». O. Richomme, *Race and Partisanship*, *op. cit.*, p.3.
[123] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 248.

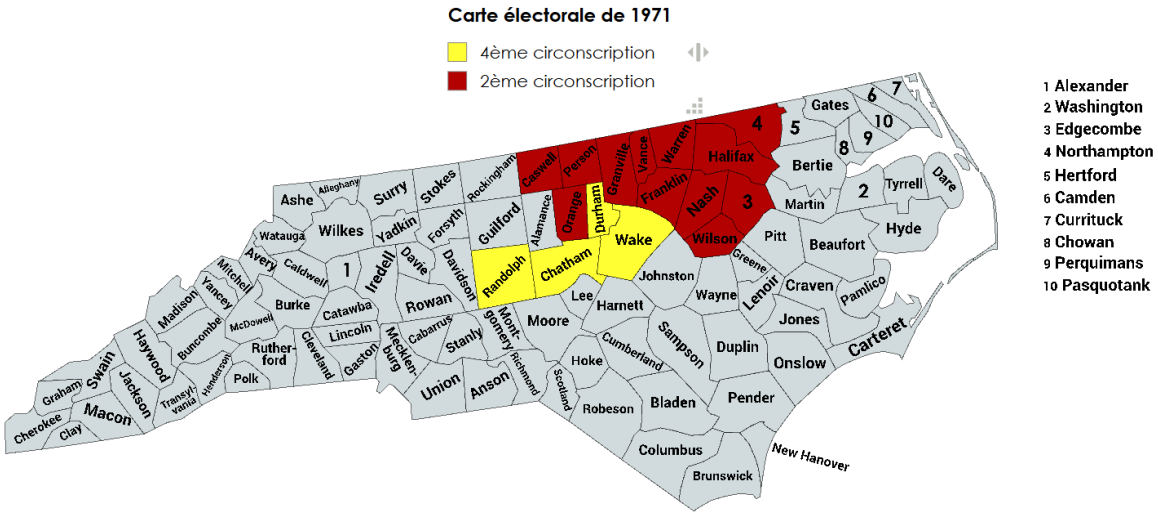


Figure 36 : Carte des circonscriptions pour le Congrès adoptée en 1971.

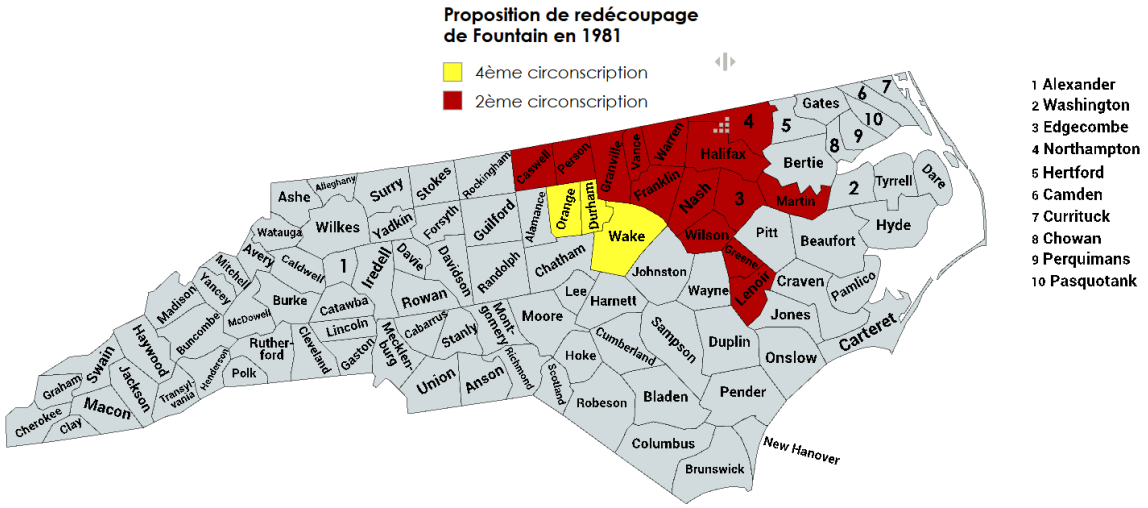


Figure 37 : Proposition de redécoupage de L. H. Fountain en 1981[124].

Les élus représentant Durham à l'Assemblée de l'État (y compris Kenneth Spaulding, nous y reviendrons) plaidaient aussi pour que Durham et Wake ne soient pas dans la même circonscription car les besoins de Durham étaient éclipsés par le comté de Wake, ce dernier étant le plus grand et le plus peuplé[125] (rappelons que c'est là qu'est située la capitale de l'État, Raleigh). Des personnalités politiques africaines-américaines influentes espéraient par ailleurs que si le comté de Durham était ajouté à la 2ème circonscription, celle-ci deviendrait

[124] Cartes par l'autrice à l'aide de mapchart.net.
[125] B. Gilkeson, « Politicians Plot to See Who Gets What Piece Of The Pie », *op. cit.*

enfin gagnable par un candidat noir. C'était le cas de H. M. « Mickey » Michaux de Durham, alors procureur du Middle District, comme nous le verrons ultérieurement. Willie Lovett et Lavonia Allison soutinrent de surcroît ce redécoupage, arguant qu'il retirerait le comté d'Edgecombe de la 2ème circonscription. Ce soutien s'explique probablement par le fait que Fountain habitait justement dans ce compté[126].

En juin 1981, après plusieurs mois de négociations tendues, les élus parvinrent à un compromis : le comté d'Orange fut retiré de la 2ème circonscription et les comtés de Caswell, d'Alamance et de Chatham lui furent ajoutés. Ce redécoupage fut immédiatement décrié comme étant un exemple de « charcutage électoral » (*gerrymandering*)[127]. La circonscription fut surnommée « l'hameçon de Fountain[128] » par ses détracteurs, car elle contournait intentionnellement les comtés de Durham, Orange et Wake (**Figure 37**)[129]. En outre, ce nouveau découpage avait pour conséquence de réduire le pourcentage d'Africains Américains dans la circonscription à 37 %. Le bras armé de la NAACP en matière juridique, le *Legal Defense Fund* (LDF)[130], écrivit au *Department of Justice* (DOJ)[131] pour signaler que cette nouvelle carte contrevenait au VRA de 1965, puisqu'elle diluait intentionnellement le vote des Noirs. Le LDF intenta également un procès au nom de quatre Africains Américains de l'État : Ralph Gingles, Sippio Burton, Fred Belfield et Joseph Moody (voir **Chapitre 5**).

Quelques mois plus tard, le DOJ invalida la carte électorale pour le Congrès, refusant ainsi de donner son aval dans le cadre de la section 5 du VRA[132]. Le DOJ donna raison au LDF et jugea que ce découpage minimisait délibérément l'influence politique des Africains Américains, d'autant plus que la proportion d'Africains Américains avait été diminuée. Alors que ces derniers représentaient 43 % de la population en 1970, ils n'auraient plus représenté que 36,7 % avec la nouvelle carte. L'Assemblée fut donc obligée de dessiner une nouvelle carte qui fut, cette fois, validée par le DOJ. Le comté de Durham fut ainsi ajouté

[126] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 249.
[127] Kousser relève que si on faisait pivoter « l'hameçon de Fountain » de 1981 de 90 degrés, la circonscription ressemblait à s'y méprendre à la fameuse circonscription « salamandre » de Gerry du 19e siècle, qui avait donné naissance au terme *gerrymandering*, ce que ne manqua pas de noter le *News and Observer*. (Sur l'histoire de ce terme, voir la note 4 dans l'introduction de ce chapitre).
[128] « Fountain's Fishhook »
[129] « Group Charges N.C. Gerrymandered 2nd District », *The Charlotte Observer*, 14 septembre 1981, p. 1B.
[130] Le Legal Defense Fund (LDF) de la NAACP fut créé en 1940. D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p. 71. Steven C. Tauber, « The NAACP Legal Defense Fund and the U.S. Supreme Court's Racial Discrimination Decision Making », *Social Science Quarterly*, vol. 80, n°2, juin 1999, p. 329.
[131] Équivalent du Ministère de la Justice aux États-Unis.
[132] Mary Tom Bass et Millie Buchanan, « NAACP Leader Pleased, Not Surprised At Decision », *Rocky Mount Telegram*, 9 décembre 1981, p. 33. Pour rappel, cette section obligeait certains États du Sud à faire valider toute modification de leur système électoral par le DOJ (« preclearance »). Cette section s'appliquait à 40 comtés de Caroline du Nord dont 11 comtés de la 2ème circonscription dans sa dernière version, comme nous l'avons vu.

à la 2ème circonscription, mais le comté d'Orange en fut retiré ; Edgecombe fut quant à lui conservé[133]. Le LDF abandonna donc son objection aux contours de la 2ème circonscription en avril 1982, malgré le fait qu'ils ne permettaient pas réellement aux électeurs africains-américains d'élire le candidat de leur choix, comme la primaire de 1982 allait le démontrer[134].

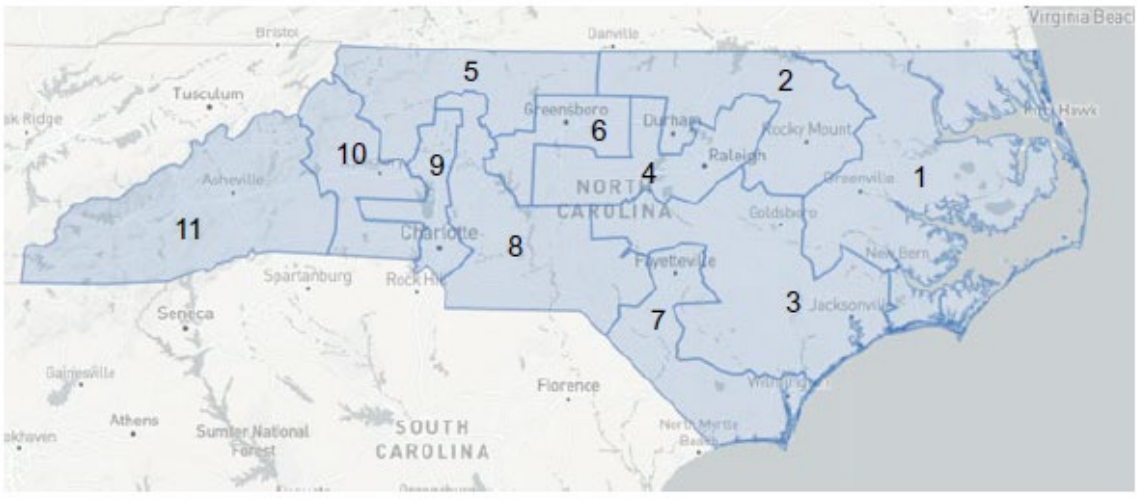


Figure 38 : Carte des circonscriptions fédérales pour le Congrès approuvée par le DOJ, 1981[135].

Toutefois, le procès de la LDF ne portait pas uniquement sur le « charcutage » de la 2ème circonscription (c'est-à-dire à l'échelle fédérale), mais aussi sur le découpage des circonscriptions pour la législature de l'État (à l'échelle fédérée). Ces deux niveaux étaient imbriqués car, dans les deux cas, c'était la législature des États qui était maîtresse de la redéfinition des frontières des circonscriptions. Ainsi, la manipulation des frontières à l'échelle fédérée avait des conséquences sur l'équilibre politique de la législature. Les représentants de la législature en position majoritaire pouvaient ultérieurement redessiner la carte en leur faveur, notamment pour les circonscriptions fédérales, et donc influer sur l'équilibre politique au Congrès.

---

[133] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 253-254.
[134] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 254.
[135] « Map 2.12 North Carolina congressional districts, enacted 1981, used 1982-1990 elections » dans J. Michael Bitzer, *Redistricting and Gerrymandering in North Carolina: Battlelines in the Tar Heel State*, Utica, NY, Palgrave Macmillan, 2021, p. 38, à partir des données de Jeffrey B. Lewis, Brandon DeVine, Lincoln Pitcher, and Kenneth C. Martis, *Digital Boundary Definitions of United States Congressional Districts, 1789-2012*, 2013, « North Carolina 98_to_102.geojson », disponible en ligne https://github.com/JeffreyBLewis/congressional-district-boundaries/blob/master/North_Carolina_98_to_102.geojson (consulté le 22 juillet 2025).

Au début des années 1980, la population de Caroline du Nord était très inégalement répartie dans les circonscriptions fédérées pour l'Assemblée et le Sénat de l'État. En effet, on constatait des écarts allant jusqu'à 24 % de population entre la plus petite et la plus grande circonscription. Cette répartition inéquitable violait le principe « une personne, une voix » mentionné plus haut. En Caroline du Nord, ce principe avait d'ailleurs été réaffirmé par la Cour fédérale du Middle District de Caroline du Nord avec l'arrêt *Drum v. Seawell* de 1965[136]. La Cour avait jugé que la pratique en vigueur dans l'État tout au long du XXème siècle – consistant à attribuer un élu à l'assemblée de Caroline du Nord pour chaque comté – violait le principe « une personne, une voix » instauré par le 14e amendement. Les comtés ruraux moins peuplés avaient alors la même représentation que les comtés urbains beaucoup plus peuplés, ce qui décuplait leur poids politique dans l'État et donnait plus de pouvoir au vote des électeurs ruraux. De fait, chaque voix d'un électeur de comté rural avait plus de chance d'influencer le résultat de l'élection que le vote d'un électeur de comté urbain[137].

La LDF s'attaquait aussi à la persistance de l'utilisation des circonscriptions à scrutin plurinominal majoritaire pour l'assemblée et le Sénat de Caroline du Nord (*multi-member*

---

[136] *Drum v. Seawell*, 249 F. Supp. 877 (M.D.N.C. 1965). U.S. District Court for the Middle District of North Carolina. Le système judiciaire américain se décline en deux grands systèmes parallèles : le système judiciaire des États fédérés et le système judiciaire fédéral. Ce dernier est divisé en trois niveaux « qui statuent sur les affaires qui relèvent de la loi fédérale et de la Constitution ». Les Cours fédérales de district (*federal district courts*) sont les cours de première instance de ce système fédéral (nous emploierons le terme de Cour de district par souci d'économie pour nous y référer). Il y a trois Cours fédérales de district en Caroline du Nord pour les Eastern, Middle et Western Districts. Au deuxième niveau, on trouve les douze cours d'appel, qui sont réparties en circuits. Enfin, le dernier niveau est la Cour suprême des États-Unis, qui est la plus haute juridiction du pays et qui arbitre, en dernière instance, les questions de constitutionalité et de respect du droit fédéral. M. Guillerit, *Étude sur corpus des dynamiques conversationnelles*, *op. cit.*, p. 84-85. « North Carolina US Federal District Courts Case Law », *Justia*, disponible en ligne https://law.justia.com/cases/federal/district-courts/north-carolina/ (consulté le 31 octobre 2024). Sur la structuration du système judiciaire américain voir aussi : Lawrence Baum, *The Supreme Court*, 14e édition, Washington, D.C., 2022 ; Arthur T. von Mehren et Peter L. Murray, *Law in the United States*, 2e édition, New York, Cambridge University Press, 2007. Élisabeth Zoller, « Présentation de la Cour suprême des États-Unis », *Cahier du Conseil Constitutionnel*, n°5, novembre 1998, disponible en ligne https://www.conseil-constitutionnel.fr/nouveaux-cahiers-du-conseil-constitutionnel/presentation-de-la-cour-supreme-des-etats-unis. Anne Deysine, *La Cour suprême des États-Unis. Droit, politique et démocratie*, Paris, Dalloz, 2015.

[137] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 48 %. *Drum v. Seawell* faisait suite à une série de décisions de la Cour suprême enjoignant les législatures à créer des circonscriptions à poids démographique égal. En effet, de nombreux autres États du Sud avait adopté des règles qui avantageaient les comtés ruraux de façon disproportionnée aux comtés urbains, afin de maintenir le régime de suprématie blanche. En Géorgie, le système de la « règle de l'unité » (*unit rule*) avait permis ce que le politiste V. O. Key Jr. appelle le « règne des campagnards » (« rule of the rustics »). Cette règle fut invalidée par la Cour suprême en 1963 et 1964 avec les arrêts *Gray v. Sanders* et *Wesberry v. Sanders* respectivement, marquant un tournant dans la jurisprudence autour du 14e amendement et du principe « one person, one vote ». Selon Cooper Jr., Terrill et Childers, ces décisions, conjointement au mouvement des droits civiques et au VRA, contribua à « transformer la structure même du système politique sudiste ». William J. Cooper Jr., Thomas E. Terrill et Christopher Childers, *The American South: A History, Volume 2, From Reconstruction to the Present, Fifth Edition*, Lanham, Maryland, Roman & Littlefield, 2017, p. 851. Voir aussi : Anne Stefani, *Unlikely Dissenters*, *op. cit.*, p. 88.

districts)[138]. L'Assemblée avait généralisé ce type de circonscription en réaction à *Drum v. Seawell,* cet arrêt l'ayant obligé à créer des circonscriptions où la population était équitablement répartie. Les électeurs votaient donc pour plusieurs sièges en même temps pour une plus grande circonscription, au lieu de voter pour un représentant pour une circonscription plus réduite géographiquement. Ce mode de scrutin désavantageait les candidats noirs et était utilisé à dessein depuis les années 1950[139]. De surcroît, entre 1967 et 1971, l'Assemblée mit en place des mesures pour limiter encore davantage les possibilités d'élire des candidats noirs, notamment des lois empêchant la pratique dite du *single-shot voting*. Celle-ci consistait à voter « en bloc » pour le seul candidat noir pour concentrer les voix des électeurs africains-américains, au lieu de voter pour lui et d'autres candidats en lice pour plusieurs sièges. La Cour fédérale de l'Eastern District de Caroline du Nord invalida l'ensemble de ces lois et mesures[140], estimant à nouveau qu'elles violaient la Clause d'égale protection de la loi du 14e amendement. Malgré cela, en raison du scrutin plurinominal majoritaire en vigueur dans une majorité de circonscriptions, il demeurait presqu'impossible de parvenir à faire élire un candidat africain-américain à l'assemblée. Le nombre de députés noirs à l'assemblée de Caroline du Nord passa ainsi de deux en 1970 à six entre 1974 et 1976, avant de retomber à quatre en 1980[141].

2.2. L'élection manquée de 1982 de « Mickey » Michaux au Congrès

À l'issue du redécoupage de la 2ème circonscription et de l'ajout du comté de Durham, Henry « Mickey » Michaux annonça officiellement qu'il se présentait à la primaire démocrate. Six jours plus tard, L. H. Fountain annonça qu'il ne se présenterait pas, soulignant qu'il se sentait trahi par l'ajout de Durham à sa circonscription[142].

La campagne de Michaux était bien organisée et bien financée : il réussit à lever 69 000 dollars, notamment grâce au soutien de l'AFL-CIO. Michaux était en effet une personnalité politique reconnue de Caroline du Nord : il avait participé à des actes de désobéissance civile et des *sit-ins* à Durham dans les années 1960 alors qu'il était étudiant en droit à la North Carolina Central University (NCCU) de Durham ; il avait d'ailleurs été arrêté suite à son militantisme. Michaux venait d'une famille aisée, puisque son père avait fondé une

[138] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 251-252.
[139] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 48 %.
[140] *Dunston v. Scott*, 336 F. Supp. 206 (E.D.N.C. 1972). U.S. District Court for the Eastern District of North Carolina.
[141] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 49 %.
[142] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 255.

compagnie d'assurance prospère à Durham dans les années 1920. Il s'était présenté trois fois pour être élu à l'Assemblée de l'État entre 1964 et 1968, sans succès, mais avait finalement réussi à se faire élire à l'Assemblée en 1972, puis réélire en 1974 et 1976. En raison de son soutien au Président démocrate Jimmy Carter, il fut nommé procureur pour la Cour fédérale du Middle District de Caroline du Nord en 1977, devenant ainsi le premier procureur fédéral noir du Sud des États-Unis[143]. En tant qu'élu à l'Assemblée de l'État, Michaux faisait partie de l'aile la plus progressiste du Parti démocrate[144]. Il parvint à obtenir des financements pour la faculté de droit de la NCCU, dont l'accréditation était menacée. Il s'opposa vertement à la peine de mort, qu'il qualifiait de « génocide racial ». Il essaya par ailleurs, sans succès, d'abolir une loi très controversée datant de 1866 qui autorisait tout citoyen à tuer une personne accusée de crime en fuite après qu'on l'ait sommée de se rendre[145].

Michaux adopta un ton relativement modéré et peu vindicatif lors de sa campagne. Lors de l'annonce officielle de sa candidature, il affirma qu'il ne se présentait pas « contre Fountain » et que ce dernier avait « bien fait son devoir » dans le cadre de ses fonctions, mais qu'il était temps d'avoir du changement[146]. Sa campagne se déclinait principalement en deux volets. Premièrement, il déclarait « se présenter contre un grand nombre des politiques de Reagan », en particulier en matière d'économie et de politique étrangère. Il prônait l'augmentation des aides fédérales pour l'agriculture et l'éducation, tout en se revendiquant partisan de la réduction des dépenses publiques en réponse à l'augmentation exponentielle du déficit public[147]. Il préconisait également un « partenariat » entre les villes et les campagnes de la circonscription, notamment pour attirer les industries qui stimuleraient l'économie[148].

---

[143] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 255. Martin Donsky, « Legislative Activist Michaux Moves on to Court », 31 juillet 1977 dans Henry M. Michaux Papers (PC2187), State Archives in Raleigh [ci-après H. M. Michaux Papers], « Scrapbook ». Brent Hackney, « Michaux Now Enforcing Laws He Agitated For », *Greensboro Daily News*, 5 septembre 1977, p. A1 dans H. M. Michaux Papers, « Scrapbook », *op. cit.*

[144] « 2nd District seat sought by Michaux », *The Greensboro Record*, 22 mars 1982, p. B3.

[145] B. Hackney, « Michaux Now Enforcing Laws He Agitated For », *op. cit.* Cette loi était désignée sous le nom d' « outlaw statute » ou « outlawry ». M. Keith Kapp, « Outlawry » dans William S. Powell, *Encyclopedia of North Carolina*, 2006, disponible en ligne https://www.ncpedia.org/outlawry (consulté le 6 novembre 2024). La loi fut finalement jugée inconstitutionnelle par une Cour fédérale de district en 1976.

[146] Mary Tom Bass, « Michaux Kicks Off Campaign », *The Evening Telegram*, 23 mars 1982, p. 7.

[147] « I'll be running in opposition to many of Reagan's policies ». Ken Siman et Kelly Simmons, « Candidates await redistricting outcome before cranking up races for offices », *The Daily Tar Heel*, 29 avril 1982, p. 4. Bill Gilkeson, « Michaux Sees Reactionary Conservatism », *Durham Morning Herald*, 9 février 1982, p. 9A. A. L. May, « Michaux is tuning in to new district needs », *News and Observer*, 17 février 1982, p. 4C. « Mickey Michaux: Attract More Industries, New Jobs », *The Evening Telegram*, 25 juin 1982, p. 9.

[148] M. T. Bass, « Michaux Kicks Off Campaign », *op. cit.* « Mickey Michaux: Attract More Industries, New Jobs », *op. cit.*

En cela, sur le fond, son message était assez similaire à celui de Lee dix ans plus tôt, mais ses propositions étaient beaucoup plus conservatrices, notamment d'un point de vue fiscal. Michaux suivait ainsi l'orthodoxie économique qui s'était imposée depuis l'élection de Reagan en 1980. Les économistes de l'offre prônaient une réduction considérable des dépenses de l'État pour réduire le déficit – jugé responsable de l'inflation – et une baisse drastique des impôts afin de créer un « choc de l'offre », censé stimuler la croissance économique, en berne depuis le choc pétrolier de 1973. Cette théorie économique (*supply-side economics*) venait légitimer tant la vision conservatrice de l'État promue par Reagan que la révolte antifiscale des classes moyennes blanches qui avait émergé à la fin des années 1970[149].

Le 29 juin 1982, Michaux arriva en tête de la primaire avec 44 % des suffrages. Cependant, mais comme il n'avait pas obtenu une majorité absolue face à ses adversaires, le candidat arrivé en deuxième position (avec 33 % des voix), Tim Valentine, demanda la tenue d'un second tour (*runoff*)[150]. Valentine mettait en avant le fait qu'il était conservateur, originaire de la partie rurale de la circonscription qui cultivait le tabac et qu'il comprenait donc mieux les préoccupations des électeurs et des agriculteurs en particulier. Il accusait Michaux d'être trop libéral, d'avoir soutenu une augmentation de 40 % des impôts d'État et de défendre l'abrogation de la loi dite *right-to-work* en vigueur en Caroline du Nord[151]. Cette loi rendait l'adhésion à un syndicat facultative pour les employés, alors même qu'ils pouvaient jouir de la représentation syndicale et des avantages liés aux accords collectifs. L'adoption de ce type de législation était possible depuis la loi Taft-Hartley de 1947, qui avait pour but d'affaiblir le pouvoir des syndicats. De nombreux États du Sud adoptèrent des lois *right-to-work*, affaiblissant dès lors considérablement le mouvement syndical dans le Sud, comme nous le verrons plus en détail aux **Chapitres 6 et 7**. [152]. Valentine pointait l'importante contribution financière des syndicats à la campagne de Michaux pour souligner sa trop grande connivence avec ces derniers[153].

[149] Françoise Coste, *Reagan*, Paris, Perrin, 2024, p. 225-231.
[150] « Runoff Probable In 2nd », *The Asheville Citizen*, 30 juin 1982, p. 12.
[151] Ken Allen, « Race Seen As The Issue In 2nd District Runoff », *The Charlotte Observer*, 18 juillet 1982, p. 1D et p. 4D.
[152] Émilien Julliard, « Contraindre le fait syndical par sa mise en transparence financière aux États-Unis (années 1950 – années 2010) », *Revue française d'administration publique*, n°165, 2018, p. 99.
[153] K. Allen, « Race Seen As The Issue », *op. cit.*

Michaux perdit finalement face à Valentine lors du second tour, récoltant seulement 45 % des voix[154]. Ni Michaux ni Valentine n'avait mis leur identité raciale en avant pendant la campagne de l'entre-deux tours, ce alors que de nombreux observateurs et Démocrates jugeaient pourtant que le duel entre les deux candidats reposait précisément cette une dimension raciale[155]. Un an plus tard, en 1983, le procès *Gingles* mit en évidence l'usage de sous-textes racistes dans la propagande électorale de l'entre-deux tours de Valentine, destinés à mobiliser les électeurs blancs des comtés ruraux de la circonscription. Le sociologue Paul Luebke, témoignant en tant qu'expert lors du procès, expliqua que des lettres envoyées au nom de la campagne de Valentine visaient clairement à interpeller les électeurs blancs en jouant sur le spectre de la menace d'un contrôle politique par les Noirs. Luebke s'appuyait sur deux extraits d'une lettre en particulier, que nous allons commenter.

Dans une première lettre adressée aux électeurs de Wilson, Halifax et Edgecombe, qui commençait par « cher voisin », Valentine présentait le second tour comme « la décision la plus importante que les électeurs de la circonscription aient à prendre depuis 30 ans[156] ». Il faisait ainsi référence à la longévité de Fountain en tant que représentant de la circonscription depuis 1952. La primaire de 1982 était donc dépeinte comme un tournant décisif entre le choix d'un élu dans la lignée de Fountain et celui d'un élu représentant un danger pour les citoyens de la circonscription. La lettre insistait sur des thématiques qui semblaient être « racialement neutres » (*colorblind*). Valentine soulignait le programme trop libéral et « dépensier[157] » de Michaux, ainsi que sa trop grande proximité avec « les patrons syndicalistes ». Au contraire, Valentine mettait en avant le fait que lui était un « voisin » qui avait vécu toute sa vie dans le comté de Nash, et qui était « beaucoup plus en phase avec la majorité de [leur] communauté[158] ». Michaux était donc implicitement décrit comme étranger à la circonscription. Il n'était pas anodin que cette lettre soit adressée aux comtés ruraux de Wilson, Halifax, Nash et Edgecombe, puisqu'ils faisaient tous partie, à l'exception de Nash, de la 2ème circonscription depuis sa création en 1872. Wilson, Halifax et Edgecombe

[154] A. L. May, « Valentine wins in 2nd District », *News and Observer*, 28 juillet 1982, p. 1A et p. 7A.
[155] K. Allen, « Race Seen As The Issue », *op. cit.*
[156] « it's a day when you have a choice and an obligation to make the most important decision to be faced by the voters of our congressional district in thirty (30) years ». Lettre du candidat Tim Valentine aux électeurs de la circonscription, 1982, dans Leslie Winner Papers, Exhibit 52, Carton 4, Dossier 1.
[157] « free-spending liberal with close ties to labor bosses ».
[158] « whether you want to be represented by a neighbor whose thinking is much more in tune with the majority of our people ».

comptaient d'ailleurs une forte proportion d'Africains Américains, avoisinant la moitié de la population totale dans les cas d'Halifax et Edgecombe[159].

Lors du procès, dans son témoignage, Luebke s'attarda sur le dernier paragraphe de la lettre :

> Nos sondages indiquent que ce même vote en block, bien organisé, si évident et si efficace lors de la Première Primaire, serait de nouveau actif le 27 juillet. Mon adversaire amènera à nouveau un nombre record de ses soutiens aux bureaux de vote grâce au *busing*[160].

Luebke releva la faute d'orthographe sur « block » (« block voting » dans la lettre en anglais) au lieu de « bloc » (« bloc voting ») qui était, selon lui, intentionnelle car quelqu'un qui lirait la lettre rapidement pourrait comprendre « black » (en anglais donc) et non « bloc ». Il mit aussi en évidence l'insistance sur le « busing » qui, explicita-t-il pour la Cour, était « un sujet à controverse aux dimensions raciales bien connu dans la culture de la Caroline du Nord[161] ».

Cette analyse mérite selon nous d'être contextualisée et approfondie. Tout d'abord, la simple mention du « vote en bloc », comme nous l'avons vu plus haut, s'inscrivait manifestement dans l'histoire de la dépossession du droit de vote des Africains Américains par les Blancs en Caroline du Nord. Rappelons qu'à la fin des années 1960, l'Assemblée de l'État avait voté la mise en place de mécanismes empêchant le « single-shot voting », une forme de « bloc voting » donc, avant que ces lois ne soient jugées inconstitutionnelles car contraires au 14e amendement par la Cour fédérale de l'Eastern District.

Le *busing* faisait référence à un dispositif né à la fin des années 1960 afin de mettre en œuvre une véritable déségrégation scolaire, malgré la persistance de la ségrégation résidentielle dite *de facto*. Il s'agissait donc d'amener des élèves en bus dans un établissement loin de leur lieu de résidence pour assurer la mixité scolaire. La Caroline du Nord s'était quant à elle à nouveau retrouvée au cœur d'un procès qui fit jurisprudence. Suite à une action en

---

[159] Les Africains Américains du comté de Wilson représentaient 36,4 %, ceux d'Edgecombe 50,8 % et ceux d'Halifax 47,1 % contre une moyenne de 22,4 % au niveau de l'État. « Demographic Abstracts » of Wilson, Edgecombe et Halifax, Exhibits 60-61 ; 63 et « Demographic Abstract of State as whole », Exhibit 70A dans Leslie Winner Papers, Carton 4, Dossier 1. Cependant, les électeurs Africains Américains ne représentaient que 33 % des inscrits dans le comté d'Edgecombe, 34,3 % dans le comté d'Halifax et 20,6 % dans le comté de Wilson. Il y avait donc encore un écart considérable entre la proportion d'Africains Américains en âge de voter et le nombre d'inscrits sur les listes. State Board of Elections, « Vital Statistics of Counties in North Carolina », 9 février 1982, Exhibit KK dans Leslie Winner Papers, Carton 4, Dossier 5.

[160] « Our polls indicate that the same well organized block vote which was so obvious and influential in the First Primary will turn out again on July 27. My opponent will again be bussing his supporters to the polling places in record numbers ». Le soulignement, tout comme la faute d'orthographe sur « block » est d'origine et comme nous allons le voir, essentielle pour l'analyse du sous-texte raciste. Lettre du candidat Tim Valentine, *op. cit.*

[161] « Busing is well-identified in North Carolina culture as being a controversial racial issue ». District Court Minutes, p. 360-361, Leslie Winner Papers, Carton 1, Dossier 14.

justice intentée par des militants pour les droits civiques (dont Reginald Hawkins) avec l'aide de la NAACP à Charlotte, la Cour fédérale du Western District de Caroline du Nord (1969) et la Cour suprême (1971), jugèrent que le recours au *busing* était constitutionnel et constituait une solution parmi d'autres pour parvenir à déségréguer les écoles. Cette décision, *Swann v. Charlotte-Mecklenburg Board of Education*, propulsa Charlotte sur la scène nationale et marqua un tournant dans l'interprétation du concept de ségrégation *de facto* par rapport à *de jure*.

En effet, en confirmant l'arrêt de la Cour de district, la Cour suprême donna du poids à la ligne défendue par l'avocat des plaignants, ce dernier ayant démontré que la ségrégation résidentielle n'était ni « innocente », ni le fruit du hasard, mais résultait au contraire de politiques délibérées encouragées par les institutions à différents échelons[162]. Ces arrêts firent immédiatement l'objet d'une forte résistance de la part des parents blancs à Charlotte, et dans le pays plus largement. Les conservateurs comme le Républicain James G. Martin (futur gouverneur de l'État, 1985-1993) instrumentalisèrent le mouvement d'opposition au *busing* pour faire avancer leur carrière en Caroline du Nord[163]. Richard Nixon prit aussi position contre le *busing* en 1970 et affirma que la ségrégation *de facto* ne relevait pas du champ d'intervention du gouvernement fédéral[164]. La référence au *busing* des électeurs de Michaux (sous-entendu majoritairement africains-américains) dans l'entre-deux tours était donc délibérée et convoquait un imaginaire raciste et conservateur d'intégration « forcée », violant « la liberté de choix » des parents (*freedom of choice*)[165]. Un tel sous-texte raciste rappelait les tracts de campagne de Reagan distribués aux *white ethnics*[166] lors de sa campagne : ces tracts mettaient l'accent sur l'opposition de Reagan au *busing,* qu'il décrivait comme « une

[162] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 290-297. C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 306. Cyna souligne à quel point la distinction entre ségrégation *de facto* et *de jure* avait été utilisée pour consolider le discours autour de « l'innocence des *suburbs* blancs » (*white suburban innocence*), p. 291.
[163] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 298.
[164] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op. cit.*, p. 307.
[165] L'utilisation de termes « racialement neutres » (*colorblind*) pour obtenir le soutien des institutions aux écoles blanches ségréguées était récurrente dans le mouvement contre la déségrégation des écoles. E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 296. Sur l'opposition au *busing* voir Matthew Delmont, *Why Busing Failed: Race, Media and the National Resistance to School Desegregation*, Berkeley, University of California Press, 2016. Ronald Formisand, *Boston Against Busing: Race, Class, and Ethnicity in the 1960s and 1970s,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1991. Sur le mouvement à Charlotte : M. Lassiter, *The Silent Majority*, *op. cit*. Sur les limites du *busing* comme seul mécanisme pour assurer une éducation égalitaire voir Ansley T. Erickson, *Making the Unequal Metropolis : School Desegregation and Its Limits*, Chicago, University of Chicago Press, 2016.
[166] Cette expression désigne « les Américains de la classe ouvrière blanche descend[ant] de la grande vague migratoire venue d'Europe du Sud et de l'Est » au tournant du XXe siècle. Ces derniers étaient le cœur de cible de la campagne de Reagan de 1980 car en capacité de faire basculer l'élection en sa faveur. F. Coste, *Reagan*, *op. cit.*, p. 291. Ces derniers étaient le cœur de cible de la campagne de Reagan de 1980 car en capacité de faire basculer l'élection en sa faveur.

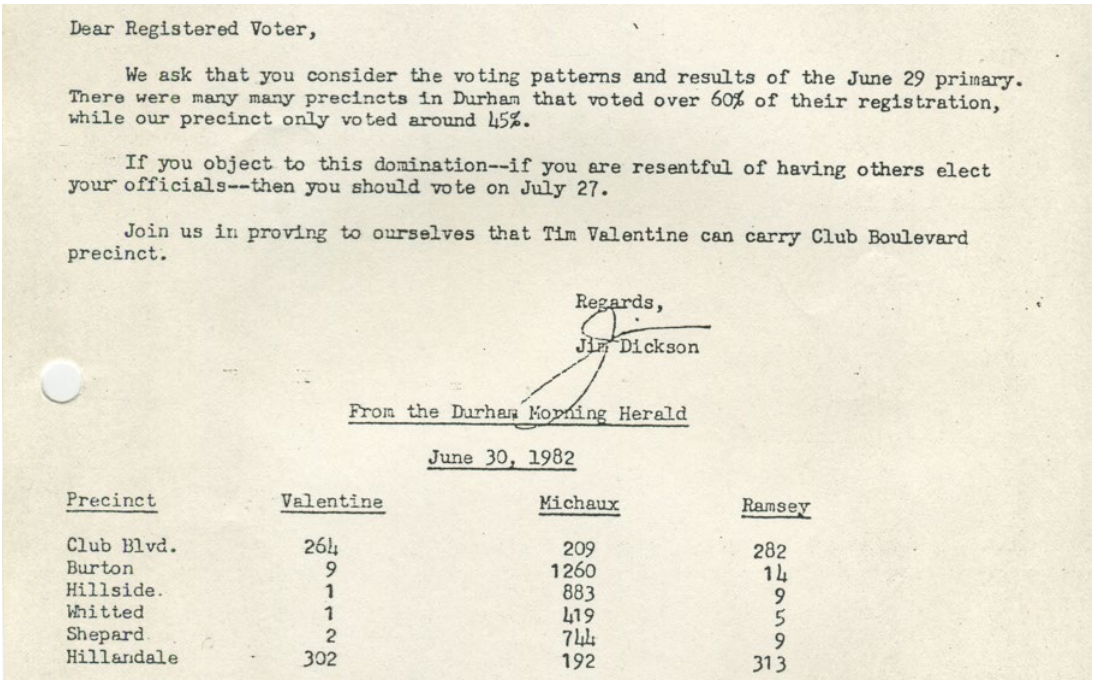
expérimentation sociale » et une violation du « droit fondamental » des parents d'« envoyer leurs enfants dans les écoles qui correspondent le mieux à leurs valeurs culturelles et morales[167] ». De façon plus générale, Reagan avait eu recours à une rhétorique codée raciste depuis le début de sa campagne, dans le cadre de « la stratégie sudiste » (d'abord utilisée par Nixon en 1968), comme l'avait illustré son désormais célèbre discours sur la défense du droit des États dans le comté de Neshoba dans le Mississippi[168].

Outre la lettre rédigée par Valentine, Luebke eu recours à deux autres documents de cette campagne qui étayaient la thèse d'une interpellation des électeurs blancs pour contrer ce qui était présenté comme le danger d'une élection contrôlée par les Africains Américains. Le premier était une lettre adressée aux électeurs démocrates d'un *precinct* à majorité blanche de Durham (où Lueke habitait), pour l'essentiel similaire à la lettre commentée ci-dessus, mais qui se terminait par « si vous et vos amis n'allez pas voter le 27 juillet, le vote en block de mon adversaire décidera de l'élection pour vous ». Lors de son témoignage, Luebke souligna le fait que, dans ce contexte, « vous et vos amis » signifiait « vous et vos amis blancs », étant donné la mention de la forte participation des électeurs africains-américains lors de la Première Primaire et du *busing*[169]. Le deuxième document, une autre lettre de la campagne de Valentine, était quant à elle adressée en particulier au *precinct* majoritairement blanc de Club Boulevard à Durham (**Figure 39** ci-dessous). Elle listait les voix obtenues par chaque candidat lors de la Première Primaire dans quatre *precincts* à majorité noire à Durham (Burton, Hillside, Whitted et Shepard) et dans deux *precincts* à majorité blanche dont Club Boulevard.

[167] « Gov. Reagan's Stand on issues of Special Concern to Ethnic Americans!, 15 janvier 1980, cité dans F. Coste, *Reagan*, *op. cit.*, p. 295-296.

[168] F. Coste, *Reagan*, *op. cit.*, p. 302. Le choix du lieu pour prononcer ce discours était tout sauf anodin, car c'est dans ce comté que trois jeunes militants pour les droits civiques avaient été assassinés en 1964. La « stratégie sudiste » avait été conçue par le conseiller de Nixon, Kevin Phillips, pour rallier les électeurs blancs du Sud au Parti républicain. L'objectif était de tirer profit de l'hostilité provoquée par le démantèlement de Jim Crow, mais sans adopter une rhétorique explicitement raciste à l'aide de l'emploi de messages codés, comme dans le cas de la lettre de Valentine lors du second tour de la primaire de 1982. Sur la *southern strategy* voir : Bruce Kalk, « Wormley's Hotel Revisited: Richard Nixon's Southern Strategy and the End of the Second Reconstruction », *North Carolina Historical Review*, vol. 71, n°1, 1994, p. 85-105. Dan T. Carter, *From George Wallace to Newt Gingrich: Race in the Conservative Counterrevolution 1963-1994*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, p. 28-29. Ian Haney López, *Dog-whistle Politics: How Coded Appeals Have Reinvented Racism and Wrecked the Middle Class*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

[169] Témoignage de Luebke, Carton 1, Dossier 14, p. 367. « If you and your friends don't vote on July 27, my opponent's block vote will decide the election for you ». Tim Valentine for Congress Committee, « Dear Fellow Democrat », non datée, dans Leslie Winner Papers, Pièce à conviction 52(B), Carton 4, Dossier 1052.



Dear Registered Voter,

We ask that you consider the voting patterns and results of the June 29 primary. There were many many precincts in Durham that voted over 60% of their registration, while our precinct only voted around 45%.

If you object to this domination--if you are resentful of having others elect your officials--then you should vote on July 27.

Join us in proving to ourselves that Tim Valentine can carry Club Boulevard precinct.

Regards,

Jim Dickson

From the Durham Morning Herald

June 30, 1982

Precinct	Valentine	Michaux	Ramsey
Club Blvd.	264	209	282
Burton	9	1260	14
Hillside	1	883	9
Whitted	1	419	5
Shepard	2	744	9
Hillandale	302	192	313

Figure 39 : Lettre aux électeurs inscrits dans le *precinct* de Club Boulevard envoyée par l'équipe de campagne de Tim Valentine pour le Congrès, 21 juillet 1982[170].

La lettre attirait l'attention de ses destinataires sur le fait que la participation dans « certains *precincts* » avait été supérieure à 60 %, tandis que la participation dans « [leur] *precinct* », Club Boulevard avait été autour de 45 %. Sans le dire explicitement, la lettre soulignait la forte participation des électeurs des *precincts* à majorité africaine-américaine, à rebours de celle des électeurs de Club Boulevard à majorité blanche. La lettre s'achevait sur la conclusion suivante :

> Si vous vous opposez à cette domination, si vous êtes amers à l'idée que d'autres élisent vos députés, alors vous devriez voter le 27 juillet.
>
> Rejoignez-nous pour que nous nous prouvions à nous-mêmes que Tim Valentine peut remporter le *precinct* de Club Boulevard.

L'insistance sur les pronoms « nous », « nous-mêmes », par opposition à « leurs » et aux « autres » servait à signaler l'opposition entre les électeurs blancs et les électeurs africains-américains. L'éventualité d'une victoire de Michaux lors de la Seconde Primaire était donc clairement présentée comme un danger de « domination » par les Africains Américains, ces derniers étant caractérisés comme des « Autres » menaçants. La lettre jouait sur plusieurs sous-textes contemporains et historiques. Tout d'abord, la mention du ressentiment des électeurs blancs exploitait implicitement la vague conservatrice réactionnaire des années 1980. Comme nous l'avons vu (**Chapitre 3**), celle-ci s'exprimait à la

[170] Tim Valentine for Congress Committee, « Dear Registered Voter », 21 juillet 1982 dans Leslie Winner Papers, Pièce à conviction 52(C), Carton 4, Dossier 1051.

fois au niveau national, avec l'avènement du Reaganisme, et au niveau local à Durham avec l'élection d'un conseil municipal réactionnaire.

Après les avancées électorales des Africains Américains, notamment en Caroline du Nord et dans le Sud, l'heure était au ressentiment et à une volonté de reprendre le contrôle sur les postes de pouvoir. Parallèlement, la lettre puisait aussi dans l'imaginaire raciste de la Rédemption, caractéristique de la fin de la Reconstruction. Le spectre d'une « domination par les Noirs » de la 2ème circonscription de Caroline du Nord était en effet au cœur de la rhétorique déployée à la fin du XIXe siècle pour attaquer et affaiblir le mouvement fusionniste (voir **Chapitre 1**).



Figure 40 : Dessin de presse au moment des débats en 1900 autour de l'adoption de l'amendement sur le conditionnement du droit de vote à un test d'alphabétisation[171].

L'iconographie du dessin de presse ci-dessus est une parfaite illustration de la stratégie de diabolisation de l'exercice du droit de vote des Africains Américains au crépuscule de la Reconstruction en Caroline du Nord. Sur fond de paysage apocalyptique, un Africain-américain s'échappant d'une urne y est représenté de façon archétypale, bestiale et monstrueuse, accentuée par sa taille disproportionnée par rapport aux autres personnages du dessin. Il semble sur le point d'écraser deux hommes Blancs entre ses mains pourvues d'immenses griffes, tandis que des femmes blanches tentent de s'échapper alors que ces deux hommes essaient de s'agripper à leurs jupes. Les inscriptions « règne des Noirs » sur ses ailes

[171] Dessin de presse, *Raleigh News and Observer*, 4 juillet 1900 dans Leslie Winner Papers, Pièce à conviction 24, Carton 3, Dossier 17.

et « urne des Fusionnistes » sur l'urne complètent le tableau. De par ces inscriptions, un lien de cause à effet est établi entre le vote des Africains Américains pour les Fusionnistes, leur accession à des fonctions électives sous cette bannière, et l'apocalypse qui en résulterait selon le dessin. Enfin, le témoignage présent sous l'image souligne encore davantage la menace que les Africains Américains représenteraient. Un homme (blanc vraisemblablement) rapporte avoir entendu des Africains Américains dire que la meilleure façon de se battre contre l'amendement sur le test d'alphabétisation, s'il venait à être adopté, serait de « tuer tous les Blancs dès le berceau ».

Ainsi, en raison de ce sous-texte et de cet imaginaire historique, l'association faite entre d'un côté la forte participation des Africains Américains lors de la Première Primaire à Durham en faveur de l'élection de Michaux au Congrès, et de l'autre la notion de « domination » contre laquelle un « nous » (implicitement caractérisé comme blanc) doit se défendre et nourrir du ressentiment, est loin d'être anodine. Bien au contraire, elle est révélatrice de la persistance d'une forte opposition à l'exercice du droit de vote et l'élection de représentants africains-américains. En outre, la défaite de Michaux lors de la Deuxième Primaire démontre la puissance de cette rhétorique, mais aussi sa prégnance sur la longue durée et encore bien vivante au début des années 1980.

Cet échec faisait aussi écho à une autre défaite survenue six ans auparavant : en 1976, Howard Lee avait perdu la primaire pour être candidat au poste de Lieutenant Gouverneur face à Jimmy Green. Il était arrivé en tête de justesse au premier tour mais pas au deuxième[172]. Jimmy Green avait fait usage du même sous-texte raciste que pendant l'entre-deux-tours Michaux-Valentine. Paul Luebke cita un tract lors du procès : « à moins que les électeurs se rendent aux bureaux de vote le 14 septembre, une petite portion de la population pourrait sans aucun doute déterminer le deuxième tour de la primaire[173] ». La possibilité donnée au candidat arrivé en seconde position de demander un second tour si le candidat arrivé en première position n'avait pas obtenu une majorité absolue désavantageait les candidats noirs. Michaux avait essayé de faire passer une loi à l'Assemblée de l'État en 1973 pour abolir les seconds tours. Peu après la défaite de Michaux de 1982, Kenneth Spaulding essaya de faire passer une loi similaire. Il proposa à l'Assemblée plusieurs versions dont un compromis qui n'abolirait pas les seconds tours complètement, mais abaisserait le

[172] Lee avait obtenu 27,71 % des suffrages, là où Green en avait obtenu 27,35 % lors du premier tour. Au deuxième tour, Lee fut battu par Green qui obtint 56 % des voix (contre 44 % pour Lee). William R. Keech et Michael P. Sistrom, « North Carolina » dans *Quiet Revolution in the South: The Impact of the Voting Rights Act, 1965-1990*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 163.

[173] « Unless the people go to the polls and vote September 14, the run-off primary could be largely determined by a relatively small segment of the population ». Leslie Winner Papers, Carton 4, Dossier 1.

pourcentage de voix nécessaire pour éviter la mise en place d'un second tour. Toutes ces propositions furent cependant rejetées[174].

En dépit de la victoire de Valentine à la primaire démocrate, deux organisations politiques africaines-américaines importantes décidèrent de s'organiser pour envoyer un message au Parti démocrate. Le Durham Committee on the Affairs of Black People et le North Carolina Black Leadership Caucus soutinrent une stratégie de *write-in* pour l'élection générale de novembre 1982. Cela consistait à inscrire le nom de Michaux sur un bulletin de vote, bien qu'il ne soit pas officiellement le candidat démocrate vainqueur de la primaire (voir **Chapitre 2**).

Le North Carolina Black Leadership Caucus avait été créé en 1976 pour « consolider les avancées du mouvement pour les droits civiques grâce à un mouvement pour une influence politique noire[175] » et pour « œuvrer à l'égalité absolue pour tous les Noirs de Caroline du Nord, de la montagne jusqu'à la mer[176] ». Howard Lee et Mickey Michaux figuraient parmi les membres fondateurs du Caucus. Pour atteindre ces objectifs, l'organisation avait créé des sections dans chaque circonscription pour le Congrès. Celles-ci rassemblaient différents acteurs : des élus, des responsables de *precinct*, des représentants d'organisation, des militants et des membres du clergé. En septembre 1982, la section du Caucus de la 2ème circonscription, réunie à Warrenton, avait unanimement voté en faveur d'une campagne de *write-in* pour Michaux. Le secrétaire de la section pensait même que Michaux avait davantage de chance de l'emporter de cette manière que s'il avait gagné la primaire, car il aurait alors fait face, seul, au candidat républicain[177]. Malgré cette mobilisation, Michaux ne remporta pas pour autant l'élection ; il obtint toutefois 16 307 voix, soit 14,6 % des suffrages exprimés. Pour Michaux, cela démontrait que les électeurs africains-américains « étaient las de se prêter à ce petit jeu et de se mobiliser pour le candidat le moins mauvais[178] » et devaient être pris au sérieux. En effet, le Républicain soutenu par l'organisation ultra-conservatrice de Jesse Helms, le Congressional Club, était arrivé en tête à

[174] M. Kousser, *Colorblind Injustice*, *op. cit.*, p. 257.
[175] « consolidate the civil rights gains of the past into a new, different thrust for black political influence ». « Minutes North Carolina Black Leadership Caucus ; Meeting – January 17, 1981, Raleigh, N.C. », NC Black Leadership Caucus dans Lavonia Allison Papers, Carton 25, Dossier « January-December 1981 ».
[176] « the goal of the Caucus is to seek full equality for all Black North Carolinians – from the mountains to the sea ». *Ibidem*.
[177] « North Carolina Black Leadership Caucus, Winston Salem, North Carolina, Reynolds Cafeteria », 12 septembre 1982, p. 2 dans Lavonia Allison Papers, North Carolina Black Leadership Caucus, Carton 25, Dossier « Janvier-Décembre 1982 ».
[178] « tired of playing games and working for the lesser of two evils and explore a way toward future actions ». Daniel C. Hoover, « Write-in vote suggests action in future races, Michaux says », *The News and Observer*, 4 novembre 1982, p. 24A.

Durham en raison de la mobilisation des électeurs africains-américains de Durham en faveur de Michaux. C'est d'ailleurs dans ce comté que Michaux avait obtenu le plus de voix[179]. Le message envoyé au Parti démocrate de l'État était clair : les entraves à l'élection de représentants noirs démocrates pouvaient ne seraient plus tolérées, au point que le mécontentement des électeurs africains-américains pouvait faire gagner les adversaires ultra-conservateurs du Parti républicain, même au détriment de leur intérêt politique.

CONCLUSION

Les défaites systématiques des candidats noirs dans cette circonscription, pourtant si symbolique et supposément « gagnable » en raison de la forte proportion d'électeurs africains-américains, révélaient de façon criante les obstacles structurels persistants à l'exercice d'une influence politique par les Africains Américains de l'État. Près de vingt ans après l'adoption du *Voting Rights Act*, pas un seul élu noir de Caroline du Nord n'avait pénétré l'enceinte du Capitole à Washington, 80 ans après l'exclusion de George White du Congrès au crépuscule de la Reconstruction.

Ces échecs successifs au fil des redécoupages de la 2ème circonscription furent un des motifs principaux à l'origine du procès *Gingles v. Edmisten* entre 1982 et 1984, dans lequel de nombreuses personnalités politiques noires importantes de l'État se sont impliquées, dont certaines que nous avons déjà évoquées dans les chapitres précédents. Le chapitre suivant exploite les archives d'audiences du procès à la Cour de district de Caroline du Nord pour analyser les luttes locales mises au jour par le procès. Ce faisant, il démontre une imbrication des échelles dans les configurations des luttes électorales. Enfin, nous examinerons les conséquences du tournant jurisprudentiel initié par le procès *Gingles* à plusieurs échelles.

[179] *Ibidem*. (D. Hoover, « Write-in vote suggests »).

CHAPITRE 5 – LE TOURNANT DU PROCÈS *GINGLES* (1983-1986) : LUTTES LOCALES ET JURISPRUDENCE FÉDÉRALE

I think it would be a travesty if we had to wait another century for another African-American to be elected.

— Eva Clayton, à la veille de son élection au Congrès en 1992[1]

Redistricting has always been here. Redistricting for rural, coastal, urban, and Piedmont. All of those are decisions as to where you draw boundary lines and the boundary lines have been there all the time. We're having a war on words. Redistricting for whom? Now that you said that you want to make sure that everyone has the opportunity to vote, redistricting is a dirty word. Redistricting wasn't bad for farmers when you want to have a rural district. It wasn't bad for city folks when you want to have a city. So now where are we legally?

— Eva Clayton, à propos des attaques contre le découpage de circonscriptions à minorité majoritaire dans les années 1990[2]

INTRODUCTION

Dans ce chapitre, l'analyse et la recontextualisation fine de certains témoignages lors des audiences du procès *Gingles* permettront d'explorer les réseaux qui reliaient différents militants et personnalités politiques au niveau régional. Pour ce faire, nous nous attacherons ici à l'étude des cas des comtés de Wilson, Warren et Halifax (**Figure 41**), mis en avant lors du procès. Ces études de cas révèleront la circulation des luttes entre comtés limitrophes ainsi que l'imbrication des logiques de confiscation du pouvoir politique à l'échelle des municipalités, des comtés et des circonscriptions fédérales dans cette partie rurale de l'État.

[1] Paul Nowell, « Clayton is ready for responsibility », *The Herald Sun*, 5 novembre 1992, p. C10.
[2] Eva Clayton, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*

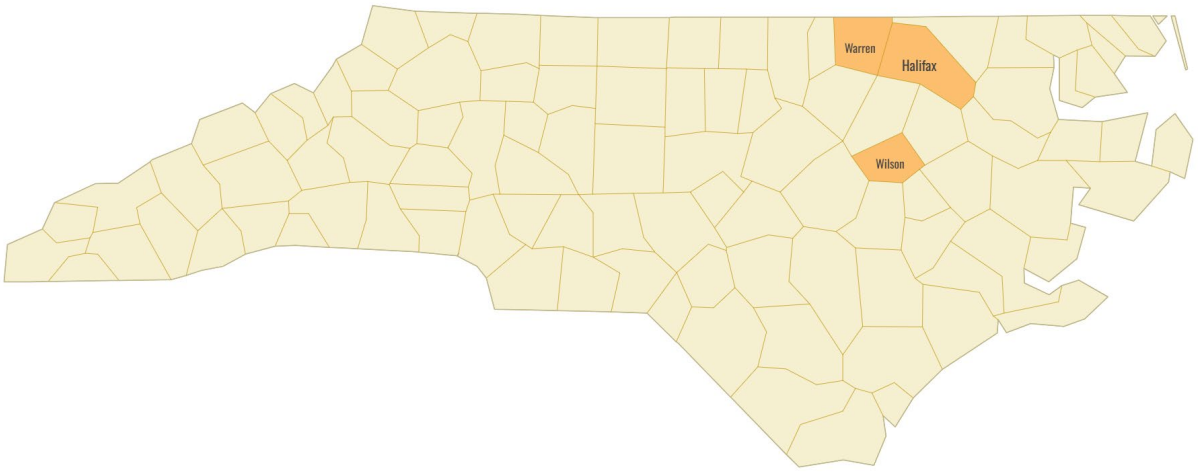


Figure 41 : Carte des études de cas du Chapitre 5.

L'étude des combats pour le pouvoir politique dans ces comtés montre à quel point les questions électorales furent centrales des années 1950 aux années 1980 dans les mouvements menés par les Africains Américains car l'impossibilité de peser sur les instances de gouvernance s'inscrivait à l'intersection de plusieurs enjeux : délimitation des circonscriptions électorales, des cartes scolaires, contrôle du budget, gestion des infrastructures et des services publics. Le récit de ces luttes complexifie ainsi la chronologie du mouvement de libération. Les trajectoires du mouvement dans ces comtés ruraux de l'Est se distinguaient en effet de celles des centres urbains du Piedmont que nous avons étudiées dans les trois premiers chapitres de cette thèse, tant sur le plan des stratégies déployées, que sur celui du type d'organisations créées, ou encore des victoires ou des moments de cristallisation plus tardifs.

Le début des années 1980 marqua l'aboutissement de décennies de mobilisations et de campagnes infructueuses locales qui servirent comme autant de preuves de la confiscation du pouvoir politique par les règles et cartes électorales en vigueur. Les audiences du procès *Gingles* démontrèrent aussi en quoi l'absence de représentation politique des Africains Américains à différents échelons de gouvernance était intrinsèquement liée à l'architecture du racisme systémique en Caroline du Nord et donc à la persistance des inégalités et discriminations raciales.

Enfin, ce chapitre a pour objectif de contribuer à la littérature en histoire du droit et en science politique sur l'évolution de la jurisprudence autour du *Voting Rights Act*, en apportant une perspective sur le temps long et une approche par le bas. Ce chapitre remonte ainsi aux origines de la 2ème circonscription à la fin du XIXème siècle et conclut sur les récentes

évolutions des années 2010. Nous adopterons une approche dite « par le bas » (*from the bottom up*), en nous inspirant de celle développée par l'historienne et juriste Tomiko Brown-Nagin[3]. Dans *Courage to Dissent : Atlanta and the Long History of the Civil Rights Movement*, Brown-Nagin analyse les tribunaux comme « une arène de lutte » au niveau local et propose d'établir un pont entre histoire du droit et histoire sociale pour permettre d'explorer l'intersection entre le mouvement de libération, la législation fédérale et le droit. Pour ce faire, elle choisit de décentrer l'analyse, traditionnellement axée sur la Cour suprême, ce qui permet de voir « les membres de la communauté noire [comme] des agents du changement » qui se firent « façonneurs du droit, interprètes de la loi et même législateurs[4] ». Dans le cas de notre étude, examiner les mobilisations électorales au niveau local permet de mettre en lumière à quel point les victoires juridiques obtenues étaient le fruit de ces luttes locales, là où une approche seulement par « le haut » et par les tribunaux tendrait à effacer les contributions essentielles des militants et personnalités politiques africaines-américaines dans l'obtention de nouvelles protections juridiques pour l'exercice d'un pouvoir politique par les Africains Américains. Ce chapitre montre ainsi l'influence des évolutions de la jurisprudence au niveau fédéral sur le local et vice versa. Comme le souligne l'historien Thomas Sugrue, la relation entre le local et le national n'est pas statique. Les institutions fédérales (telles que le Congrès et la Cour suprême) réagissent à la pression exercée par les mobilisations locales, modifiant ainsi l'équilibre politique entre les gouvernements locaux et les groupes sociaux. Dans le même temps, les gouvernements locaux s'adaptent aux évolutions imposées par les institutions fédérales[5]. Nous montrerons que l'arrêt de la Cour suprême, *Thornburg v. Gingles* de 1986 est à la fois l'aboutissement des luttes locales menées en Caroline du Nord, et un catalyseur pour ces dernières, puisque l'issue du procès, eut pour effet de contraindre les gouvernements locaux à adopter des circonscriptions à minorité majoritaire, permettant ainsi à de nouvelles opportunités politiques d'émerger. Néanmoins, comme après la première Reconstruction (à la fin du XIXe siècle) la contre-offensive ne se fit pas attendre et la Caroline du Nord se trouva une nouvelle fois au cœur de batailles juridiques autour de l'interprétation du VRA et du 14e amendement au cours des années 1990. L'issue de ces batailles aboutit à

[3] On trouve aussi une approche similaire de l'histoire du droit dans la thèse d'Esther Cyna, en particulier dans la troisième partie. Par ailleurs, puisque son étude porte sur plusieurs comtés ruraux de Caroline du Nord, dont Halifax, notre chapitre s'appuiera sur ses conclusions et prolongera l'étude de la privation du pouvoir politique en la situant dans la longue histoire des luttes électorales, mises en lumière par le procès *Gingles*. E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*

[4] « local black community members [emerge as] agents of change – law shapers, law interpreters, and even law makers ». Tomiko Brown-Nagin, *Courage to Dissent: Atlanta and the Long History of the Civil Rights Movement*, New York, Oxford University Press, 2011, p. 7-8.

[5] T. Sugrue, « All Politics is Local », *op. cit.*, p. 303.

une série d'arrêts de la Cour qui marquèrent le début du démantèlement des protections juridiques du droit de vote acquises de longue lutte et l'avènement de l'idéologie *colorblind*.

1. ABOUTISSEMENT ET CATALYSEUR DES LUTTES LOCALES

Le procès *Gingles* mit en exergue la persistance de systèmes électoraux discriminatoires par le biais de mécanismes multiples, en particulier dans les comtés ruraux de l'Est. Ce faisant, les audiences du procès, qui se déroulèrent à l'été 1983, exposèrent à quel point cette dépossession politique (*disenfranchisement*) protéiforme assurait la mainmise des Blancs sur le pouvoir politique et donc sur la distribution des ressources. En outre, les témoignages de personnalités politiques et militantes africaines-américaines de premier plan mirent les luttes locales pour l'exercice du droit de vote sous le feu des projecteurs. Enfin, le procès *Gingles* est l'aboutissement de certaines de ces luttes locales et fut un catalyseur pour la multiplication de procès contre les *boards of election* et les gouvernances de comté, de district scolaire et de municipalités. Ces procès, avec le soutien de la NAACP ou de l'ACLU, avaient pour but de forcer l'adoption de cartes électorales composées de circonscriptions où les Africains Américains seraient majoritaires. Ainsi, dans les années qui suivirent l'arrêt de la Cour de district, une vingtaine d'actions en justice permirent l'adoption de telles cartes électorales, et ainsi l'augmentation du nombre d'élus noirs américains dans des instances locales (commission de comté, conseil municipal, conseil scolaire), comme nous le verrons aussi aux Chapitres 6 et 7.

Nous nous attarderons ici en particulier sur trois témoignages emblématiques qui mirent en lumière les luttes locales pour la conquête du pouvoir politique dans le cadre du long mouvement de libération noire dans des comtés ruraux de l'Est de l'État (que nous avons commencé à étudier au chapitre précédent).

1.1. George Butterfield Jr., les luttes électorales et le long mouvement à Wilson

Lors du procès *Gingles*, George K. Butterfield Jr., militant des droits civiques du comté de Wilson depuis les années soixante, livra un témoignage sur les obstacles à l'exercice du droit de vote par les Africains Américains mais aussi sur la longue histoire de lutte pour la conquête du pouvoir politique dans le comté de Wilson.

Son témoignage se concentra principalement sur deux types d'obstacles : les freins à l'inscription des Africains Américains sur les listes électorales et les freins à l'élection de candidats noirs en raison du découpage des *precincts* et du mode de scrutin plurinominal *at-large.*

Tout d'abord, Butterfield exposa les dispositions qui limitaient ou dissuadaient les Africains Américains de s'inscrire pour pouvoir voter dans le comté de Wilson. Pendant des années, même après l'adoption du *Voting Rights Act*, la commission électorale du comté (*board of elections*) refusa de faciliter les modalités d'inscription sur les listes. Jusqu'à la fin des années 1970, les habitants du comté devaient se rendre au tribunal du comté pendant les jours ouvrés pour s'inscrire. Comme Butterfield le soulignait, ce dispositif était dissuasif pour trois raisons. Premièrement, les horaires de travail de la plupart des Africains Américains du comté ne leur permettaient pas de se rendre au tribunal lors de ces horaires d'ouverture. Deuxièmement, le tribunal n'était pas accessible pour de nombreux Africains Américains car beaucoup ne possédaient pas de voiture et ne disposaient d'aucun autre moyen de transport alors que le comté était très étendu. Enfin, la charge symbolique même de se rendre au tribunal suffisait à décourager de potentiels électeurs noirs, surtout les plus âgés. Ces derniers associaient en effet le palais de justice aux pires heures de la ségrégation, avec des jurés exclusivement blancs et des personnes de pouvoir (dont le sheriff) blanches, et avaient donc peur de s'y rendre[6]. Jusqu'à ce que l'Assemblée de Caroline du Nord ne rende possible la décentralisation de l'inscription sur les listes électorales, la commission de Wilson justifiait son refus de réforme ainsi selon Butterfield : « ils pensaient que si les Noirs n'étaient pas prêts à se sacrifier pour se rendre au palais de justice pendant un quart d'heure afin de s'inscrire sur les listes, alors il était du devoir de la commission électorale de ne pas rendre la procédure plus accessible[7] ». Il est intéressant de souligner ici que la commission faisait ainsi du sacrifice et donc d'une certaine forme d'abnégation, un prérequis pour le plein exercice de la citoyenneté. Ce faisant, la commission dessinait les contours d'une citoyenneté reposant sur une forme de méritocratie : le droit de vote devait se mériter.

Ce type de discours doit être recontextualisé dans la longue histoire des débats autour de qui « mérite » le droit de vote. Comme le montre Alexander Keyssar dans sa monographie sur l'histoire du droit de vote depuis l'époque coloniale, le droit de vote n'a jamais été une

[6] Témoignage de Butterfield dans Leslie Winner Papers, Carton 2, Dossier 1, p. 704-707.
[7] « We were told that the officials did not believe in registration outside of the courthouse. They felt as though that if black people were unwilling to make the sacrifice and come to the courthouse for 15 minutes in order to register, then the board of elections should not make that process more available ». *Ibid.*, p. 705-706.

évidence, dès la création de la République états-unienne. Au contraire, le droit de vote fut initialement conçu comme un privilège, octroyé seulement aux hommes blancs propriétaires terriens. Plus tard, pendant l'ère Jacksonienne[8], les débats autour de l'élargissement du droit de vote à tous les hommes blancs, propriétaires ou non, dans les années 1840 entraînèrent l'émergence de la notion de « droit mérité ». Les partisans de la démocratisation du suffrage soutenaient que le vote n'était pas un privilège mais un droit que les hommes blancs avaient mérité en payant leurs impôts et en s'engageant dans l'armée[9]. Pendant la période de la « Rédemption » du Sud, au cours de laquelle, les Démocrates blancs du Sud reprirent le contrôle politique de la région et réinstaurèrent le régime de suprématie blanche, notamment en confisquant le droit de vote aux Africains Américains. Pour ce faire, ils réactualisèrent l'argument selon lequel voter était un privilège et non un droit inné[10]. Les audiences du procès mettaient donc en lumière la longévité, dans le Sud, de ce type de discours sur le vote comme un privilège qui se mérite et non comme un droit démocratique inaliénable devant être le plus accessible possible à tous les citoyens en âge de voter. Ce faisant, le témoignage de Butterfield illustrait à quel point les structures profondes du régime d'oppression raciale étaient profondes et encore en place dans les années 1980, près de quinze ans après le VRA, censé avoir mis un terme à ce régime de confiscation.

En 1978, après des années de pression, Butterfield et ses alliés obtinrent la certification de trois personnes noires habilitées à inscrire les électeurs sur les listes mais ces derniers ne pouvaient enregistrer des inscriptions que dans leur *precincts*. Ils ne pouvaient donc pas organiser des campagnes d'inscription lors d'événements qui rassemblaient beaucoup de monde (lors d'événements de paroisses africaines-américaines par exemple), ce qui aurait optimisé l'efficacité des efforts déployés pour inscrire les électeurs Africains Américains les plus éloignés du vote. Ce n'est qu'en 1982 que la commission électorale accepta de lever cette limitation géographique, certainement par peur d'une intervention du gouvernement fédéral à la suite du renouvellement du VRA et de l'application plus large de la section 2 (mentionnée plus haut).

Deuxièmement, Butterfield démontra comment la carte électorale du comté désavantageait non seulement les candidats Africains Américains, mais aussi comment celle-

[8] Sur la « démocratie Jacksonienne », voir notamment : Joshua A. Lynn, *Preserving the White Man's Republic: Jacksonian Democracy, Race, and the Transformation of American Conservatism*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2019.
[9] Alexander Keyssar, *The Right to Vote: The Contested History of Democracy in the United States*, New York, Basic Books, 2009, p. 44-45.
[10] *Ibid.*, p. 114.

ci dissuadait de nombreux électeurs Africains Américains de se rendre aux urnes. Le conseil municipal tout comme la commission de comté de Wilson étaient élus avec un mode de scrutin plurinominal (*at-large*). C'est pourquoi il n'y avait qu'un seul élu noir au conseil municipal de la ville de Wilson alors que la population de la ville comptait 40,27 % d'Africains Américains. De plus, il n'y avait jamais eu de représentant noir élu à la commission de comté. Pour ce qui était de la carte pour l'Assemblée de l'État, Wilson faisait partie de la 8ème circonscription de l'État avec le comté de Nash et d'Edgecombe. Butterfield était en faveur de l'adoption d'un système uninominal avec des circonscriptions à minorité majoritaire pour permettre l'élection de représentants Africains Américains. Pour lui, c'était la seule façon de permettre « à la communauté noire d'avoir une voix à différents niveaux[11] ». Enfin, le découpage des *precincts* de la ville de Wilson datait des années 1940 et obligeait les électeurs Africains Américains à parcourir de longues distances car les *precincts* avaient des formes horizontales d'Est en Ouest. Or, la ville était ségréguée de part et d'autre de la voie ferrée qui la traversait. Comme le rappelait George Butterfield Jr. lors d'un entretien, la voie ferrée était « le symbole le plus tangible de Jim Crow » et « [avait] toujours été la ligne de démarcation entre le Wilson noir et le Wilson blanc, entre East Wilson et West Wilson[12] »[13]. La plupart des bureaux de vote étaient situés dans les quartiers blancs. Un tel découpage était donc dissuasif à plusieurs titres : un manque d'accessibilité et, encore une fois, le poids symbolique de se rendre dans des espaces considérés comme « blancs », pouvaient constituer des freins psychologiques pour certains électeurs[14]. Leslie Winner, l'avocate des plaignants, demanda même à Butterfield de dessiner à la barre le chemin de fer qui séparait les quartiers blancs des quartiers noirs sur une carte de la ville de Wilson pour appuyer son propos.

Le témoignage de Butterfield Jr. s'inscrivait dans une riche et longue histoire de lutte pour la conquête du pouvoir politique à Wilson. Le père de Butterfield Jr. avait été une figure de premier plan jusque dans les années 1960. Né dans les Bermudes en 1900 et après avoir combattu pendant la Première Guerre mondiale pour obtenir sa naturalisation, Butterfield Sr. devint le premier dentiste africain-américain à être accepté dans la North Carolina Dental Society. Membre de la NAACP, il obtint le droit de vote en 1928 alors que seulement 45

[11] « opportunity for the black community to have a voice at these different levels », p. 715.
[12] « most tangible symbol of Jim Crow » « has always been the line of demarcation between black Wilson and white Wilson, between East Wilson and West Wilson ». George Kenneth Butterfield, Jr. (btvnc03005), entretien mené par Paul Ortiz, Wilson (N.C), 15 octobre 1993, Behind the Veil: Documenting African-American Life in the Jim Crow South Digital Collection, John Hope Franklin Research Center, Duke University Libraries, p. 18.
[13] La partie noire de la ville se trouvait à l'Est et était appelée East Wilson. C. McKinney Jr., *Greater Freedom*, *op. cit.*, loc. 9 %.
[14] Témoignage Butterfield, *op. cit.*, p. 712.

Africains Américains étaient inscrits sur les listes. Butterfield Sr. participa à la création du Men's Civic Club en 1939. Cette organisation rassemblait l'élite masculine noire de la ville et devint l'intermédiaire entre East Wilson et les gouvernants blancs de la ville. Elle prônait une approche réformiste par l'accommodation, la négociation et la voie juridique[15]. Butterfield Sr. devint le premier candidat noir élu dans l'est de la Caroline du Nord en 1953. À l'époque, la ville de Wilson était divisée en six circonscriptions (*wards*) mais ces dernières avaient été dessinées de façon irrégulière afin de s'assurer que la population noire ne soit jamais en majorité. Grâce à une campagne d'inscription sur les listes, Butterfield Sr. arriva ex-aequo avec un candidat blanc dans le Ward Three, qui comptait environ 45 % d'Africains Américains. Pour départager les candidats, la ville demanda à un enfant de tirer au sort l'un des deux candidats. C'est ainsi que Butterfield Sr. fut élu. Il fut réélu en 1955 et fut nommé à la Commission des finances, l'une des commissions du conseil municipal les plus influentes. En 1957, le conseil municipal de Wilson mit en place un système électoral *at-large* (qui remplaça ainsi le mode de scrutin par circonscription). En outre, le conseil adopta aussi une mesure rendant illégale la pratique du *single-shot* (voir plus haut). Ces deux réformes rendaient l'élection d'un candidat africain-américain pratiquement impossible. Butterfield Sr. perdit l'élection suivante de 1957 et aucun Africain Américain ne fut élu à Wilson par la suite, jusqu'au milieu des années 1970[16].

Dans les années 1960, le monopole du MCC et de ses membres fut remis en cause par de nouvelles formes de militantisme. Le fils de Butterfield Sr., George Butterfield Jr. faisait partie d'une nouvelle génération acquise aux stratégies d'action directe et de confrontation pour démanteler l'ordre établi. Butterfield Jr. participa ainsi à l'organisation de marches et de sit-ins et à la création d'une section jeune de la NAACP (NAACP Youth Council) à Wilson[17]. En 1977, il se présenta au conseil municipal pour remplacer un élu noir qui avait été choisi par l'élite patronale blanche. Il obtint de bons résultats dans les 4 *precincts* noirs mais perdit dans les 6 *precincts* blancs[18]. Ainsi, la critique de la carte électorale de la ville de Wilson lors du témoignage de Butterfield dans le cadre du procès *Gingles* s'inscrivait dans sa trajectoire militante personnelle. Cette dernière illustrait elle-même l'évolution des modes d'action entre générations. Comme dans le cas de Durham (étudié au **Chapitre 3**), les jeunes militants des années 1960 rompirent avec l'approche accommodationiste des élites africaines-américaines locales qui privilégiaient la retenue et la recherche de consensus (ce que William Chafe

[15] C. McKinney Jr., *Greater Freedom*, *op. cit.*, loc. 9-15 %.
[16] George Kenneth Butterfield, Jr., entretien par Paul Ortiz, *op. cit.*, p. 4-6.
[17] C. McKinney Jr., *Greater Freedom*, *op. cit.*, loc. 63 %.
[18] *Ibid.*, loc. 89 %.

appelle « civility[19] »). Là où Butterfield père avait privilégié la négociation et le respect des normes de bienséance imposées par l'élite blanche ou les campagnes d'inscription sur les listes et la voie électorale, le fils eut, quant à lui, recours à un répertoire d'actions plus diversifié tout au long de sa carrière militante : désobéissance civile, candidature aux élections et arène juridique.

En avril 1982, George Butterfield Jr., avec le soutien du NAACP Legal Fund, intenta un procès au comté de Wilson pour violation de la Section 2 du *VRA* en raison du mode de scrutin *at-large* et échelonné (*staggered*) qui empêchait l'élection de candidat africain-américain à la Commission de comté. La Commission de comté contesta cette accusation et dépensa des milliers de dollars en frais juridiques. Dans le sillage du verdict du procès *Gingles*, près de quatre ans plus tard, en 1986, le comté fut finalement forcé de conclure un accord incluant l'adoption d'un système électoral par circonscription avec des circonscriptions où les Africains Américains étaient majoritaires à 60 %[20]. Pour George Butterfield Jr., il s'agissait d'une « révolution politique[21] ». Lors d'une cérémonie en l'honneur de la NAACP en février 1987, Butterfield Jr. déclarait que les actions des cinq années précédentes avaient été entreprises dans le but de « redistribuer le pouvoir politique, au niveau de l'État mais aussi au niveau local » et ce, en adéquation avec « les enseignements de Martin [Luther King] ». Il fallait désormais « développer une stratégie qui permettrait d'obtenir une redistribution radicale du pouvoir » dont l'objectif était « une redistribution radicale du pouvoir économique[22] ».

Les luttes pour la conquête du pouvoir dans le comté de Wilson, mises en lumière par Butterfield à la barre, s'inscrivaient dans une constellation de luttes plus larges dans ces comtés ruraux de l'Est de la 2ème circonscription. La contextualisation et la mise en relation d'autres témoignages permettent ainsi de mettre au jour l'histoire des mobilisations électorales dans ces comtés. Nous nous attarderons en 1.2. sur les cas emblématiques des comtés de Warren et d'Halifax. Les mobilisations dans ces deux comtés voisins étaient en

[19] W. Chafe, *Civilities and Civil Rights*, *op. cit.*

[20] Barry Yeoman, « Creeping Equality: A quiet insurrection is changing forever the all-white face of North Carolina's local governments », *The Independent*, 23 avril-6 mai 1987, p. 7-10 dans G.K. Butterfield Papers, Carton 7, Dossier 67. « Wilson County Votes To Accept Election Plan », *Durham Morning Herald,* 28 mars 1986, p. 21.

[21] B. Yeoman, « Creeping Equality », *op. cit.*, p. 7.

[22] « We have been busy in Eastern North Carolina in the past five years trying to (as Martin taught us) redistribute political power, both at the state and local level ». « develop a strategy that will result in a radical redistribution of the political power […] [and] a radical redistribution of the economic power ». Discours de G. K. Butterfield, Jr. lors du NAACP Founder's Day Banquet à Fayetteville, Caroline du Nord, 13 février 1987 dans G. K. Butterfield Papers, Carton 2, Dossier 17.

effet intimement liées. Le début des années 1980 fut un moment de bascule pour ces deux comtés avec d'importantes percées électorales et un renouvellement ayant pour objectif la conquête du pouvoir politique dans ces comtés respectifs. Enfin, tout comme le comté de Wilson, les personnalités politiques africaines-américaines impliquées dans les mobilisations électorales de ces comtés appartenaient au North Carolina Black Leadership Caucus (NCBLC), créé en octobre 1976[23].

Cette organisation avait pour but de coordonner les forces africaines-américaines de l'État pour porter les revendications des Africains Américains et avoir plus de poids politique, afin de « consolider les avancées obtenues grâce au mouvement des droits civiques par le passé et de les transformer en une nouvelle impulsion pour l'influence politique des Noirs ». L'objectif premier était « d'œuvrer pour l'égalité raciale réelle pour tous les Noirs de Caroline du Nord, des montagnes à la côte atlantique[24] ». Howard Lee comptait parmi les membres fondateurs du NCBLC, aux côtés notamment de « Mickey » Michaux et de Clarence E. Lightner (premier maire africain-américain de Raleigh, 1973-1975). Le Caucus avait donc été fondé par les élus Africains Américains pionniers de Caroline du Nord. Presque tous étaient issus des centres urbains du Piedmont, la région la plus libérale de l'État.

Créé en 1976, ce Caucus était la nouvelle itération du North Carolina Black Caucus (NCBC), lui créé en 1972, notamment par Howard Lee, en pleine affaire des Wilmington 10, à l'époque où les mouvements issus du Black Power étaient à leur apogée (voir **Chapitre 1**, 5.3). Les contextes de création de ces deux organisations étaient pourtant très différents. La sociologie des membres et l'orientation politique du Caucus reflétaient cette évolution des luttes électorales au niveau de l'État. Les dirigeants et personnalités influentes du nouveau Caucus n'étaient, en 1976, plus en lien avec les militants radicaux de la base, comme cela avait été le cas en 1972 pour le NCBC. Comme nous allons le voir, l'approche du nouveau Caucus (NCBLC) était avant tout élitiste et reprenait la philosophie de DuBois selon laquelle il était du devoir de l'élite noire de guider les masses africaines-américaines. Ici, il s'agissait d'organiser les masses pour l'exercice du droit de vote comme levier de négociation et de conquête du pouvoir au niveau de l'État et au niveau fédéral.

[23] « North Carolina Black Leadership Caucus: We Need Your Membership Now! » dans Lavonia Allison Papers, Carton 25, Dossier « January-May 1983 ».
[24] « a statewide organization which would consolidate the civil rights gains of the past into a new, different thrust for black political influence […] The goal of the Caucus is to seek full equality for all Black North Carolinians – from the mountains to the sea ». *Ibidem*.

Le NCBLC avait pour vocation de rassembler et coordonner différents acteurs au niveau local :

> des personnes influentes, impliquées dans leur communauté et actives dans leur *precinct*, les représentants d'organisations, les représentants (élus ou nommés), les militants de la base, le clergé et tout autre personne ayant un intérêt pour les problématiques civiques, éducatives et politiques de la communauté noire, afin d'améliorer la qualité de vie pour toute la communauté noire de l'État[25].

Dans les faits, les membres étaient surtout des personnalités politiques africaines-américaines bien installées au niveau local, que ce soit dans le Parti démocrate ou dans les organisations politiques noires tels le Durham Committee. Le fonctionnement interne du NCBLC ressemblait d'ailleurs à celui du Durham Committee. On retrouvait au sein du NCBLC, cette même approche descendante et élitiste des mobilisations électorales (on était donc bien loin de l'esprit du *caucus* de 1972, qui avait émergé dans un contexte tout autre, en pleine mobilisation pour la cause des Dix de Wilmington). Rappelons qu'à la même période, le Durham Committee était en pleine réorientation stratégique, sous l'impulsion de Willie Lovett et Lavonia Allison, afin de prendre le contrôle du conseil municipal aux conservateurs pro-patronat de Durham.

Lavonia Allison, déjà à la tête du Comité Politique du Durham Committee (**Chapitre 3**), prit la direction du NCBLC en 1981[26]. Un an plus tard, en 1982, plus que jamais, le mot d'ordre du NCBLC était l'exercice du droit de vote. Le livret du congrès annuel de l'organisation s'articulait autour du thème « mobilisation et stratégies pour maximiser le pouvoir politique noir » et interpellait les participants avec cette citation : « Si ce n'est maintenant, alors quand ? Si ce n'est nous, alors qui ? La lutte pour la liberté recommence chaque matin ![27] ». Lavonia Allison accueillait ainsi les participants avec ce propos liminaire :

> L'heure du BULLETIN DE VOTE a sonné et il n'a jamais été aussi urgent de s'en servir. C'est un outil de survie que nous devons utiliser plus efficacement. Comme DuBois le disait : « nous avons besoin du pouvoir du

[25] « concerned community leaders who are precinct workers, organization representatives, public officials (elected or appointed), community activists, clergy, and others with an interest in civic, educational, and political affairs in the Black community in order to improve the quality of life for the statewide Black community ». *Ibid.*
[26] « Minutes – North Carolina Black Leadership Caucus », Réunion du 17 janvier 1981, Raleigh, N.C. dans Lavonia Allison Papers, Carton 25, Dossier « January-December 1981 ».
[27] « If not now, When? If not us, Who? The Struggle for Freedom begins every morning! ». Livret du Cinquième Congrès du North Carolina Black Leadership Caucus, 17 juillet 1982 dans SEJ Records, Carton 46, Dossier 1357.

> bulletin de vote en toute légitime défense. Sinon, qu'est-ce qui nous sauvera d'une nouvelle esclavagisation ? » […]
>
> L'importance de la participation politique et son impact sur nos vies au quotidien est bien connue. Nous avons beaucoup progressé dans l'exercice de notre droit le plus fondamental à participer au processus électoral. […]
>
> En tant que personnalités influentes, nous devons inspirer tous LES CITOYENS NOIRS À S'INSCRIRE SUR LES LISTES et À SE RENDRE AUX URNES en nombre, comme jamais auparavant[28].

De même, le livret du congrès de juillet 1983, soit au moment précis où le procès *Gingles* se tenait devant la Cour fédérale de l'Eastern District, insistait sur l'urgence d'utiliser le vote pour « la paix, l'emploi, la justice et la liberté », afin de « transformer le rêve américain en réalité pour tous les enfants de Dieu, que la vie, la liberté, l'égalité et l'accès égal aux opportunités économiques et politiques le soit pour tous[29] ». Ce congrès était en fait le troisième volet d'un cycle organisé par le NCBLC autour de l'optimisation des stratégies de mobilisation de l'influence politique noire.

[28] « The age of the BALLOT is upon us as never before. It is the tool of survival which must be used more effectively. As DuBois said, "the power of the ballot we need in sheer self-defense, else what shall save us from a second slavery". […] The importance of political participation and its impact on our daily lives is well documented. We have made great gains in exercising our fundamental right to participation in the electoral process. […] As leaders, we must inspire all BLACK CITIZENS TO REGISTER and GO TO THE POLLS in record numbers ». *Ibid.*, p. 6.

[29] « Our vote must speak to issues of peace, jobs, justice, and freedom. We can and will make the difference in '84. We must help translate the dream of America into a reality for all of God's children, where life, liberty, equality, and full economic and political opportunity are available to all ». Lavonia E. Allison, Livret du 6ème Congrès du North Carolina Black Leadership Caucus, 16 juillet 1983, Winston-Salem, N.C, p. 1 dans SEJ Records, Carton 46, Dossier 1357.

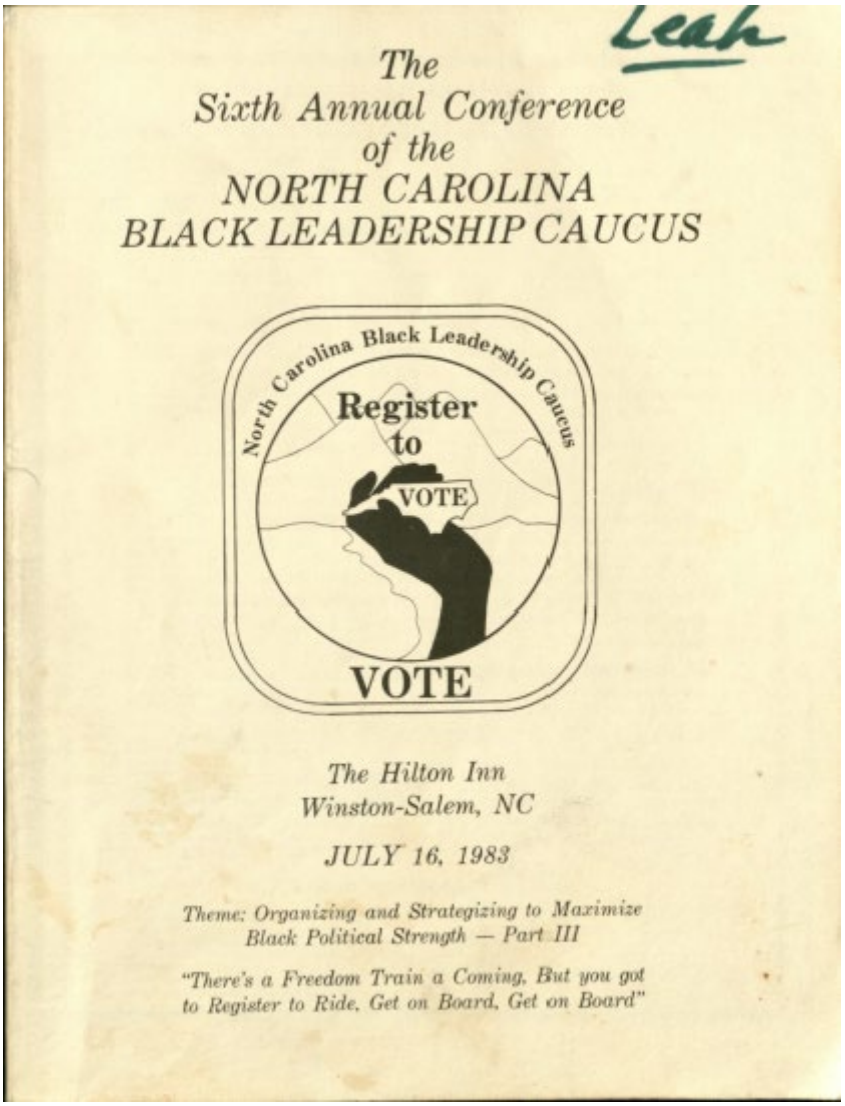


Figure 42 : Couverture du Livret du 6ème Congrès du NCBLC, 16 juillet 1983[30]

Cette cristallisation des stratégies électorales (comme outil privilégié de la lutte pour la justice et l'égalité raciale et de résistance aux attaques conservatrices de l'ère Reaganienne) mises en avant par des organisations politiques noires, à différentes échelles en Caroline du Nord, confirme l'hypothèse selon laquelle les années 1980 constituent la décennie où le mouvement de libération s'est le plus investi dans les stratégies électorales. En effet, pour le politiste Bill Fletcher Jr., le renouvellement du mouvement de libération noire dans les années 1980 s'articula notamment autour de luttes pour l'essor d'une représentation électorale des Africains Américains par eux-mêmes[31].

[30] Livret du 6ème Congrès du North Carolina Black Leadership Caucus, 16 juillet 1983, Winston-Salem, N.C, p. 1 dans SEJ Records, Carton 46, Dossier 1357.

[31] Bill Fletcher Jr. parle de « Black-led electoral upsurge » : « A Black 1980s framework situates the Black Freedom Movement in a global and domestic context in which, […] domestically, there was an effort to renew and reorient the Black Freedom Movement as represented by the Black-led electoral upsurge ». Jafari Allen, N.

Le NCBLC était subdivisé en onze *caucus* qui regroupaient les comtés de chaque circonscription fédérale pour le Congrès. Chaque *caucus* avait un bureau de direction et des représentants de *precincts*[32]. Les comtés de Wilson, Warren et d'Halifax étaient donc réunis dans le même *caucus* de la 2ème circonscription.

Pour ce qui est du comté de Wilson, le témoignage de Butterfield Jr. mit en lumière la persistance des mécanismes de confiscation du pouvoir politique au niveau local, mais aussi la longue histoire de résistance face à ces mécanismes. Cette sous-partie a aussi montré comment ces luttes s'inséraient dans un réseau d'organisations africaines-américaines qui avaient pour but d'exercer un pouvoir politique noir. Tout comme dans le comté de Wilson, avant 1982, dans le comté de Warren comme dans celui d'Halifax, les commissions de comtés et les conseils scolaires étaient gouvernés par des élus exclusivement blancs. Dans la sous-partie suivante, nous verrons comment les luttes locales pour la conquête du pouvoir politique s'articulèrent de façon différente selon les contextes.

1.2. Halifax et Warren : trajectoires croisées de comtés ruraux de la Black Belt

1.2.1. Halifax : tensions de classe et tensions générationnelles dans la lutte contre le charcutage multidimensionnel (gerrymandering)

Joseph (« Joe ») Moody, l'un des quatre plaignants du procès *Gingles*, témoigna en audience des obstacles à l'exercice du droit de vote par les Africains Américains du comté d'Halifax. Moody était membre de la section locale de la NAACP et avait été licencié pour avoir intenté un procès à son employeur qui pratiquait la ségrégation au sein de l'usine où il travaillait. Moody parla de l'absence d'élus noirs à la commission de comté d'Halifax, malgré sa participation à plusieurs campagnes électorales en ce sens. Selon lui, aucun candidat noir du comté ne pouvait se faire élire dans une circonscription à majorité blanche. Il affirma donc la nécessité d'avoir une circonscription uninominale à majorité noire. Il dénonça les obstacles qui pesaient plus particulièrement sur les métayers Africains Américains qui avaient peur que « le patron s'énerve contre eux ou les force à quitter [leur propriété] ». « Le patron » faisait ici référence aux propriétaires blancs de terres agricoles, pour lesquels les métayers

D. B. Connolly, Bill Fletcher, Elizabeth Hinton et Keeanga-Yamahtta Taylor, « Roundtable: Defining The Black 1980s », *The Journal of African American History*, juin 2023, vol. 108, n°3, p. 353 et p. 361.
[32] « NCBLC: We Need Your Membership Now! », *op. cit.*

Africains Américains avaient travaillé toute leur vie[33]. Il expliqua également que, même si seule une petite partie du comté appartenait à la circonscription de l'État représentée par Frank Ballance, Moody et d'autres faisaient appel à lui car il était à l'écoute des graves problèmes auxquels faisaient face les Africains Américains du comté d'Halifax[34]. Il constatait en effet, la persistance de la ségrégation résidentielle et de la ségrégation scolaire dans le comté d'Halifax, mais aussi l'inégale distribution et qualité des services et infrastructures gérés par le comté, comme par exemple, les canalisations[35]. Son témoignage à la barre se conclut par l'échange suivant :

> Q : À votre avis, M. Moody, les Noirs du comté d'Halifax ont-ils tout autant la possibilité que les Blancs de participer dans le système politique ?
> R : Non, ce n'est pas le cas.
> Q : Les Noirs du comté d'Halifax ont-ils tout autant la possibilité que les Blancs d'élire des candidats de leur choix ?
> R : Non, ce n'est pas le cas[36].

Pour mieux comprendre l'importance du témoignage de Moody, il convient de le recontextualiser dans la longue histoire de luttes des Africains Américains pour la conquête du pouvoir politique dans le comté d'Halifax. Ces luttes électorales étaient cruciales pour le contrôle des politiques fiscales et sociales du comté, elles-mêmes intrinsèquement liées aux politiques éducatives. Elles constituaient donc un enjeu majeur pour démanteler le régime suprématiste blanc qui assurait « la concentration du pouvoir politique et de l'autorité budgétaire[37] ». Prendre le contrôle des conseils scolaires et de la commission de comté, et ainsi des cordons de la bourse, était donc essentiel pour le mouvement de libération noire dans le comté d'Halifax.

Dans ce comté en effet, le mode de scrutin *at-large* se doublait d'un découpage discriminatoire de la carte (*gerrymandering*) du comté et de la carte scolaire afin de préserver la ségrégation raciale et la répartition inéquitable des ressources. Comme l'a étudié

---

[33] « Some people live back on the farm and been farming all their life – not their farm, but they work for some white people. And they are skeptical about getting off and trying to register because they are scared that the man might get mad with them or might make them move or whatever ». Témoignage de Joseph Moody, District Court Minutes, 28 juillet 1983, vol. 4, part 2, p. 774-776 et p. 778-779 dans Leslie Winner Papers, Carton 2, Dossier 2.
[34] *Ibid.* p. 778.
[35] *Ibid.* p. 775.
[36] « Q: In your opinion, Mr. Moody, do Blacks in Halifax county have an equal opportunity as whites to participate in the political process? A: No, they don't ; Q: Do Blacks in Halifax county in your opinion have an equal opportunity as whites to elect candidates of their choice? ». *Ibid*., p. 783.
[37] Esther Cyna, « Les inégalités de financement scolaire aux États-Unis et leurs contestations », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, n°29, 12 juillet 2023, p. 5.

l'historienne Esther Cyna, alors que le comté d'Halifax était le quatrième comté le plus pauvre de l'État, il y avait trois systèmes scolaires (*school districts*) dans celui-ci : le district de la ville de Roanoke Rapids, « minuscule enclave blanche et riche du Nord », celui du comté, majoritairement noir et pauvre et celui de Weldon, ville limitrophe avec Roanoke Rapids, majoritairement noir dans les années 1970[38]. Il y avait par ailleurs, quatre écoles privées chrétiennes.

Comme l'explique Cyna, ces trois *districts* avaient été conçus et étaient maintenus expressément dans le but de favoriser les vies et les propriétés des Blancs de la ville de Roanoke Rapids, qui était assez prospère économiquement grâce à la concentration d'usines, et profitait donc d'une meilleure assiette fiscale. Outre cette tripartition, le système de financement inégalitaire de ces trois *districts* avantageait volontairement le district scolaire de Roanoke Rapids[39]. Les Africains Américains qui habitaient en bordure de la ville de Roanoke Rapids étaient exclus à dessein à l'extérieur des limites de la ville. Le mode de scrutin *at-large* empêchait l'élection de représentants Africains Américains au conseil scolaire et à la commission de comté d'Halifax. Changer le mode de scrutin et parvenir à élire des représentants étaient donc des enjeux de taille pour les Africains Américains en lutte d'Halifax. Pour Cyna, ces mécanismes électoraux empêchant l'exercice d'un pouvoir de vote s'inséraient plus largement dans un « régime kleptocratique » qui volait systématiquement les personnes racisées[40]. Alors que les personnes noires représentaient 56 % de la population du comté en 1964, il y avait presque trois fois plus d'électeurs blancs inscrits dans le comté[41].

Comme le souligne Cyna, cette oppression politique s'inscrivait dans une « architecture de dépossession[42] » des Africains Américains en milieu rural. Au cours du XXe

---

[38] *Ibid.*, p. 3. Pour l'analyse complète des inégalités de financement scolaire dans le comté d'Halifax (et d'autres comtés ruraux), voir aussi : Esther Cyna, « Chapter 1. Valuing White Lives and White Property: County Governance and School Finance in Halifax County (1964-1997) dans *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 53-117. Esther Cyna, « Schooling the Kleptocracy: Racism and School Finance in Rural North Carolina, 1900-2018 », *Journal of American History*, vol. 108, n°4, mars 2022, p. 745-766. Sur le comté de Robeson en particulier, voir aussi : Esther Cyna, « La ségrégation scolaire au-delà de la "fuite des Blancs". Exemple d'un comté rural en Caroline du Nord (1967-1989) », *Revue française d'études américaines*, vol. 1, n°166, avril 2021, p. 114-136.

[39] En complément des subventions distribuées par l'État par l'intermédiaire de la commission du comté d'Halifax, le comté avait adopté un impôt supplémentaire pour compléter le financement des écoles. La commission avait cependant décidé de répartir les fonds issus de cet impôt *ad valorem*, c'est-à-dire proportionnellement à la valeur des biens immobiliers, et non pas *per capita*, c'est-à-dire proportionnellement à la population scolaire de chaque district. Ainsi les districts du comté d'Halifax et de Weldon étaient condamnés à la crise budgétaire chronique, ce qui les rendait dépendants du bon vouloir des commissaires de comté pour subvenir aux dépenses courantes. Cyna parle ainsi de la constitution de « ghettos ruraux » dans les faits. E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 58-59.

[40] *Ibid.*, p. 60.

[41] E. Cyna, « Les inégalités de financement », *op. cit.*, p. 5.

[42] Elle emprunte cette expression à l'historien Alec Fazackerley Hickmott, « Black Land, Black Capital: Rural Development in the Shadows of the Sunbelt South, 1969-1976 », *The Journal of African American History*, vol. 101, n°4, 2016, p. 528 cité dans E. Cyna, « Les inégalités de financement », *op. cit.*, p. 5.

siècle, la surface de terres agricoles appartenant à des agriculteurs noirs chuta drastiquement, passant de presque 7 millions d'hectares en 1910 à seulement presque 3 millions d'hectares en 2005, s'accompagnant d'une baisse de 98 % du nombre d'agriculteurs noirs. Cyna analyse l'histoire de cette perte des terres agricoles appartenant à des Africains-Africains comme le résultat de politiques délibérées de spoliation à plusieurs échelons. Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de la Farmers Home Administration (FmHA) et des refus de prêts par l'U. S. Department of Agriculture (USDA), dépouilla les agriculteurs noirs de millions d'hectares. Encore une fois, les gouvernances de comté jouèrent un rôle crucial dans la mise en œuvre discriminatoire des politiques de la FmHA grâce aux commissions pour l'agriculture, nommées par les commissaires de comté. Or, en Caroline du Nord, en 1983, seuls 10 membres de ces commissions pour l'agriculture sur 236 étaient noirs. Ces politiques de discriminations systémiques aggravèrent une crise agricole plus généralisée et structurelle dans le Sud rural, liée notamment, à l'exode rural, au regroupement des terres et à l'accélération de la mécanisation agricole. Ainsi, entre 1982 et 1992, alors que le nombre total d'exploitations agricoles baissa de 29 %, la proportion d'exploitations agricoles appartenant à des Africains Américains, elle, baissa de 58 % sur la même période[43]. Les agriculteurs noirs du comté d'Halifax avaient d'ailleurs une histoire particulière concernant ces politiques de confiscation des terres agricoles. C'est dans ce comté que la communauté de Tillery vit le jour, soit le plus grand programme de relocalisation d'agriculteurs dans le cadre des politiques du New Deal. Les Africains Américains de Tillery créèrent une organisation en 1978, The Concerned Citizens of Tillery, et une coalition au niveau de l'État, the Black Land Loss Fund, pour lutter contre la confiscation des terres agricoles africaines-américaines[44].

---

[43] Pour une histoire plus complète de la dépossession des terres agricoles africaines-américaines, voir E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 83-87. Voir aussi notamment : Pete Daniel, *Dispossession: Discrimination against African American Farmers in the Age of Civil Rights*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013. P. Daniel, « African American Farmers and Civil Rights », *The Journal of Southern History,* vol. 73, n°1, 2007, p. 3-38.

[44] « Concerned Citizens of Tillery, Inc. » jointe à la Lettre de Gary Grant à Leah Wise, 10 août 1989 dans SEJ Records, Carton 31, Dossier 821. Sur les luttes de la communauté de Tillery voir le documentaire de l'association : « We Shall Not Be Moved: The Story of the Tillery Resettlement Community » réalisé par Charles Thompson et Chris Potter, 2007. Voir aussi : Gary Grant, Spencer Wood, and Willie Wright, « Black Farmers United: The Struggle Against Power and Principalities », *The Journal of Pan African* Studies, vol. 5, n°1, 2012, p. 3-22. Gary Grant, entretien mené par Kieran Taylor (U-0458), 6 août 2003 dans SOHP, p. 30-31. E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 82-84. Gary Grant, « "Her's My Mule: Where's My Forty Acres ?": The Plight of Black Farmers and Farmland in Tillery, North Carolina » dans Thomas Lyson (dir.), *Under the Blade: The Conversion of Agricultural Landscapes*, New York, Routledge, 1999. Balvanz, P., Barlow, M. L., Lewis, L. M., Samuel, K., Owens, W., Parker, D. L., De Marco, M., Crowder, R., Williams, Y., Barker, D., Lightfoot, A., & Ammerman, A., « "The Next Generation, That's Why We Continue To Do What We Do": African American Farmers Speak About Experiences with Land Ownership and Loss in North Carolina ». *Journal of Agriculture, Food Systems, and Community Development*, vol. 1, n°3, 2011, p. 67–88. https://doi.org/10.5304/jafscd.2011.013.011.

Les gouvernements de comté étaient donc ainsi au cœur de « l'architecture de la dépossession » qui se traduisait par une mainmise sur les politiques agricoles, économiques, sociales et fiscales, soit notamment : la répartition des financements publics (du gouvernement fédéral, de l'État et du comté grâce aux impôts locaux) et des aides pour l'agriculture, l'immobilier, les écoles, les infrastructures. Comme l'a souligné Esther Cyna, le capitalisme racial, au fondement de ce régime d'oppression, passait au niveau local en grande partie par la fiscalité. Or, les comtés jouaient un rôle clé dans l'attribution de la valeur foncière des propriétés qui dictaient elles-mêmes le budget du comté alloué aux services publics. Parvenir à faire élire des représentants Africains Américains à la commission d'Halifax était donc crucial dans la lutte contre les conséquences matérielles du racisme systémique.

Entre les années 1950 et les années 1980, les mobilisations africaines-américaines dans le comté d'Halifax s'articulèrent autour d'une succession d'organisations, nées de scissions causées par des divergences stratégiques et des tensions de classe. Les efforts d'inscriptions sur les listes électorales faisaient l'objet d'une lutte soutenue depuis les années 1950, notamment pour contrer les tests d'alphabétisation. Au niveau local, le mouvement se caractérisait avant tout par une approche très gradualiste et conciliante sous l'égide de la section locale de la NAACP. Certains pasteurs déconseillèrent même aux parents de laisser leurs enfants participer aux manifestations et actions non-violentes des années 1960 à Durham[45]. Une deuxième organisation, le Halifax County Voter Movement (HCVM), fondée en 1964, œuvra pour l'exercice du droit de vote des Africains Américains du comté. Pour ce faire le HCVM organisa des campagnes d'inscription sur les listes électorales, milita pour l'adoption d'un mode de scrutin par circonscription, coordonna des manifestations et des groupes chargés de surveiller les urnes pour contrer les tentatives des Blancs, notamment des membres du Ku Klux Klan pour intimider les électeurs Africains Américains dans les bureaux de vote[46].

Cependant, la campagne d'Howard Lee pour le Congrès en 1972 (traitée au **Chapitre 4**) provoqua une scission au sein de la NAACP locale. Le président de l'époque

[45] « Even the minister of church that I grew up in, the Tillery Chapel Baptist Church here back when we were demonstrating in Durham preached one Sunday and told our parents if you have children who are participating in this nonsense, you go get them […] that kind of an attitude that has been pervasive across this county and that you must do it gently and that you can't make it rough or anything like that ». Gary Grant, entretien mené par Kieran Taylor, *op. cit.*, p. 30-31.
[46] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 64-73.

remit en effet en question la pertinence de la candidature de Lee, qu'il jugeait perdue d'avance. Il reprochait également à Lee de faire campagne et d'inscrire des électeurs noirs dans le comté sans passer par lui. C'est dans ce contexte que fut créé le Halifax County Coalition for Progress (HCCP)[47]. Le HCCP fut aussi créé en opposition au HCVM, également jugé trop conciliant avec les autorités blanches du comté. Le bilan du HCVM, qui, malgré tous ses efforts n'était pas parvenu à faire élire un représentant noir dans le comté durant ses 15 années d'existence, était aussi pointé du doigt. Cyna souligne qu'un fossé générationnel et de classe était aussi à l'origine de la création du HCCP, en opposition au HCVM. Les membres du HCVM étaient en effet d'âge mûr, de classe moyenne et pour beaucoup des avocats et des pasteurs.

Le HCCP, quant à lui, rassemblait des catégories socio-professionnelles diplômées de classe moyenne, essentiellement des enseignants, des proviseurs, mais aussi de grands propriétaires de terres agricoles. Le HCCP, moins timoré que la section locale de la NAACP, s'efforça de soutenir la candidature de Lee en inscrivant en nombre des électeurs sur les listes. Des tensions de classe au sein de la HCCP conduisirent cependant à une nouvelle scission avec la création d'une nouvelle organisation en 1981 : le Halifax County Black Caucus (HCBC). Le HCCP n'était en effet pas parvenu à rassembler au-delà de sa catégorie sociale et faisait preuve de paternalisme envers les classes populaires du comté. Selon Gary Grant, militant du mouvement de libération et pour l'égalité dans l'éducation depuis les années 1960, l'organisation était devenue très élitiste[48]. Les dirigeants du HCCP attendaient des travailleurs agricoles des preuves de respect et d'obéissance[49].

D'après Grant, qui avait participé au HCCP puis à la création du HCBC, ce dernier constituait une rupture car le Caucus « pensait qu'enfoncer les portes était la meilleure façon de procéder » et « n'avait pas peur d'utiliser le mot noir[50] ». Le HCBC avait d'ailleurs été co-fondé par le pasteur C.E. McCullum à la suite d'une réunion du HCCP où il fut impossible de se mettre d'accord sur la stratégie à adopter. Le Caucus réussit davantage à obtenir le soutien des travailleurs agricoles et des classes ouvrières noires[51].

---

[47] Gary Grant, entretien mené par Kieran Taylor, *op. cit.*, p. 43.
[48] « it became so elitist that these farmers were feeling alienated and they just came home ». *Ibid*., p. 33.
[49] Marvin Arrington, entretien mené par William Goldsmith, 29 mars 2012 cité dans William D. Goldsmith, « Black Power on the School Board: The Politics of Financing Public Education in a Cotton Belt County, 1976-1986 », Communication pour l'Association for the Study of African American Life and History, 25 septembre 2017, cité dans Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 73.
[50] « So finally we have a group that is not afraid to use the word black. This was a group that did not believe in knocking on the door. It believed in kicking the damned door down and going in ». E Gary Grant, entretien mené par Kieran Taylor, *op. cit.*, p. 32.
[51] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit*., p. 73.

En 1982, grâce à l'inscription de 4 000 nouveaux électeurs Africains Américains sur les listes en 45 jours, le Caucus parvint à faire basculer le conseil scolaire du comté (Grant comptait parmi les nouveaux élus noirs au conseil). Cela leur permit de nommer le premier *superintendent* noir (directeur du secteur scolaire) pour le système scolaire du comté[52]. Le HCBC participa aussi à l'effort de campagne pour Frank Ballance qui fut élu à l'Assemblée de Caroline du Nord lors de ces mêmes élections de 1982.

En juin 1983, un mois avant le début des audiences du procès *Gingles* à Raleigh, le HCBC intenta un procès au comté pour obtenir le changement du mode de scrutin, avec le soutien de la NAACP. Le jugement qui en découla un an plus tard, le 2 juillet 1984, *Johnson v. Halifax*, estima que le comté était en violation de la section 2 du VRA et n'avait pas soumis ses règles électorales à la validation du Ministère de la Justice dans le cadre de la section 5 (*preclearance* – voir plus haut). Dans son raisonnement, le juge s'appuya sur la longue histoire de discrimination raciale dans le comté d'Halifax, statistiques à l'appui, mais aussi sur le jugement de la Cour fédérale de district à l'issue du procès *Gingles*. Le comté dut donc changer ses règles électorales. Il adopta un nouveau système qui comprenait trois sièges *at-large* et trois sièges par circonscription. Les électeurs blancs de Roanoke Rapids étaient ainsi toujours surreprésentés mais l'ajout de sièges de circonscription permit l'élection de trois représentants noirs à la commission de comté d'Halifax[53]. Jusque là, six hommes blancs tenaient les cordons de la bourse pour la distribution des financements provenant de l'État et du comté, alors que les Noirs représentaient 65 % et les Amérindiens 8 % de la population[54]. Les élections de l'automne 1984 donnèrent ainsi lieu, pour la première fois, à « une percée électorale » des Africains Américains du comté d'Halifax, grâce aux trois sièges de circonscription.

Cependant, le renversement de l'équilibre politique en faveur des Africains Américains fut de courte durée pour le système scolaire. Le conseil scolaire du comté repassa aux mains des Blancs en 1986 après une controverse autour de l'allongement des journées d'école. D'après Cyna, les divisions dans la communauté noire suscitées par cette controverse avaient été orchestrées par les Blancs afin de rétablir la suprématie blanche dans la gouvernance du système scolaire[55]. Quant à la commission de comté d'Halifax, le

[52] Gary Grant, entretien mené par Kieran Taylor, *op. cit.*, p. 32.
[53] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 73. Johnson v. Halifax County, 594 F. Supp. 161 (E.D.N.C. 1984). Gary Grant, entretien mené par Kieran Taylor, *op. cit.*, p. 10-11.
[54] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 74.
[55] *Ibid.*, p. 74-76.

maintien des trois sièges *at-large* n'avait pas rendu possible un renversement total de l'équilibre politique entre Blancs et Africains Américains, ce qui limitait leur capacité d'action[56].

1.2.2. Warren : naissance du mouvement contre le racisme environnemental et conquêtes électorales

Les luttes contre la dépossession des Africains Américains du comté d'Halifax de l'exercice de leur pouvoir politique, évoquées notamment dans le témoignage de Joe Moody lors du procès *Gingles*, faisaient écho à un autre témoignage, celui de Frank Ballance Jr., un militant de longue date pour les droits civiques dans le comté de Warren et élu à l'assemblée de l'État depuis 1982. Le comté de Warren (déjà évoqué au **Chapitre 1**), avait connu ses propres luttes et percées électorales au début des années 1980 comme nous allons le voir.

Frank Ballance Jr. était le fils d'Alice Ballance, une militante du comté de Bertie depuis les années 1950. Cette dernière avait participé à la création d'une organisation de lutte contre la pauvreté en 1966, le People's Program on Poverty, qui s'adressait notamment aux métayers agricoles poussés hors des exploitations agricoles (dans un contexte plus large de perte d'emplois agricoles et de dépossessions des terres déjà mentionné plus haut). Elle avait aussi donné des cours pour que les Africains Américains du comté puissent passer le test d'alphabétisation requis pour l'inscription sur les listes électorales[57]. Son fils avait été influencé par la philosophie du Black Power. Devenu avocat à Warrenton, il participa à la création du Black People's Union Party (BPUP) en 1972 et en prit la tête. Lors d'un discours à Greensboro, Ballance appela les Noirs à « divorcer définitivement[58] » du système politique bipartisan. Ce dernier avait, selon lui, sans cesse trahi les électeurs noirs et créé une forme de dépendance. Les Républicains tout comme les Démocrates étaient coupables d'avoir dépossédé les Africains Américains du droit de vote dès qu'ils menaçaient l'ordre établi. Il prônait ainsi la création d'une organisation politique indépendante pour les Africains Américains de Caroline du Nord, le BPUP[59].

---

[56] Gary Grant, entretien mené par Kieran Taylor, *op. cit.*, p. 36.
[57] Alice Ballance, entretien mené par Jaimee Bullock (U-0596), 22 mars 2012, SOPH.
[58] « absolute divorce »
[59] « Emphasis on N.C. Statewide Black Politics on Upward Trend », SOBU News Service, *The Carolina Times*, 1er janvier 1972, vol. 51, n°1, p. 1-2.

Ballance avait finalement été élu en 1982 pour la 7e circonscription de Caroline du Nord car celle-ci était uninominale et à majorité africaine-américaine. Il témoigna lors de l'audience qu'il n'aurait pas pu être élu si la circonscription avait été plurinominale[60] et fit le récit ses campagnes infructueuses pour la commission de comté de Warren. Il évoqua également son engagement au sein du Warren County Political Action Council pour inscrire les électeurs noirs sur les listes électorales. Les Africains Américains étaient relégués à l'extérieur des limites de la ville, comme à Roanoke Rapids[61]. Tout comme Joseph Moody, il s'attacha à décrire des inégalités scolaires dues à l'existence de deux systèmes scolaires et d'écoles privées :

> Donc à ce moment-là, il y a à Warrenton, un système scolaire financé par le comté, et un établissement privé, financé par des individus. La démographie du système scolaire est très largement noire, à 80 %. Et dans les 20 % restants, il y a environ 5 % d'Indiens[62].

Cette absence de représentation politique s'accompagnait comme dans le comté d'Halifax, d'infrastructures et de services publics inférieurs pour les Africains Américains. Le contexte économique local était aussi particulièrement défavorable pour les électeurs noirs en raison de la tendance à la concentration des exploitations agricoles[63].

1982 fut donc également une année de percée électorale dans le comté de Warren car c'est aussi l'année où Eva Clayton fut élue à la commission de comté de Warren avec deux autres élus Africains Américains. Cela porta au nombre de trois les élus noirs à la commission sur un total de cinq, ce qui permit à Clayton d'être élue présidente de la commission. Au cours de ses huit années de mandat, Clayton s'efforça de développer l'économie locale du comté. Il était d'autant plus crucial de créer des emplois et d'attirer de nouvelles industries dans le contexte du retrait de l'État-Providence pendant les années Reagan[64].

Cette percée électorale s'inscrivait dans un mouvement plus large apparu dans le comté de Warren à l'automne 1982. Le comté devint le point de départ d'une hybridation du mouvement de libération noire et des mouvements écologistes naissants sous la bannière de la

[60] Témoignage de Frank Ballance, 29 juillet 1983, District Court Minutes, vol. 5, p. 834-835 dans Leslie Winner Papers, Carton 2, Dossier 3.
[61] *Ibid.*, p. 840-841.
[62] *Ibid.*, p. 843. « So you have in Warrenton now one school system that is supported by the county, and you have a private academy that is supported by individuals. The school system is overwhelmingly Black – about 80 %. The other 20% is about 5% Indian ».
[63] *Ibid.*, p. 842.
[64] Eva Clayton, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit*.

lutte pour la « justice environnementale[65] ». Pendant un mois et demi, le mouvement de contestation, grâce à des actions de désobéissance civile empruntant aux célèbres mobilisations des années 1960 lors du mouvement de masse pour les droits civiques, donna une visibilité nationale à la dénonciation du racisme environnemental, concept qui fut justement forgé à cette occasion.

À l'été 1978, la Ward Transformer Company, une société spécialisée dans la collecte et le transport des déchets dangereux, déversa illégalement des déchets toxiques contenant des PCB (polychlorobiphényles) le long de routes de campagne à l'est de l'État. Les PCB étaient des polluants hautement toxiques pour l'homme et l'environnement. L'agence fédérale de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency – EPA) et le gouvernement de Caroline du Nord décidèrent de prélever les sols contaminés par ces déchets et de les acheminer vers une décharge qu'ils prévoyaient de construire à Afton, dans le comté de Warren. Certains habitants du comté, blancs pour la plupart, organisèrent un mouvement de résistance en créant le Warren County Citizens Concerned About PCBs (Concerned Citizens). Pendant trois ans, ils tentèrent d'empêcher la construction de la décharge par tous les moyens juridiques à leur disposition.

Durant cette période, ils formulèrent leur opposition à la décharge en invoquant deux axes principaux : des inquiétudes pour leur santé (en raison du risque de contamination des nappes phréatiques) et la crainte que le comté devienne peu attractif pour les industriels. Cependant, face à l'inflexibilité des autorités, l'échec des recours juridiques, et l'arrivée des premiers camions transportant des sols contaminés à Afton à l'été 1982, les militants du Concerned Citizens changèrent d'approche, unirent leurs forces avec les Églises africaines-américaines locales et firent appel à des figures de proue du mouvement pour l'égalité raciale sur le plan national. Ensemble, ils accusèrent l'EPA et la Caroline du Nord d'avoir choisi le comté de Warren car sa population était à 64 % africaine-américaine (ce qui en faisait le comté au taux de population noire le plus élevé de l'État) et classé 97e sur les 100 comtés de l'État en termes de revenu par habitants[66].

---

[65] Selon l'historien Michael Foley, la mobilisation contre les déchets toxiques dans le comté de Warren s'appuyait avant tout sur une continuité avec le mouvement de libération plutôt qu'avec le mouvement écologiste. La militante Dollie Burwell, considérée par certains comme « la mère du mouvement pour la justice environnementale », résumait ainsi le ressort du mouvement : « les Africains Américains ne se préoccupent pas des espèces en danger car c'est nous qui sommes l'espèce en danger » (« African Americans are not concerned with endagnered species because we are the endangered species »). M. Foley, *Front Porch Politics*, *op. cit.*, p. 181. E. McGurty, *Transforming Environmentalism*, *op. cit.*, p. 104.

[66] Jenny Labalme, « From the Archives: Dumping on Warren County », *Facing South*, 30 septembre 2022, https://www.facingsouth.org/2022/09/archives-dumping-warren-county (consulté le 25 mars 2025).

En outre, l'emplacement de la décharge, à proximité de la ville d'Afton, majoritairement noire et pauvre, faisait en fait partie du *township* (sorte de canton, soit une subdivision du comté) de Shocco (Shocco township - **Figure 43**). Or, Afton, tout comme le *township* de Shocco, n'étaient ni considérés comme des communes ou municipalités à part entière, ni rattachées administrativement ou politiquement à des municipalités comme celles de Warrenton, le chef-lieu du comté, qui était à environ cinq kilomètres. Les habitants à proximité de la décharge n'avaient donc pas d'instance élue représentative directe, hormis la commission de comté[67]. Or cette dernière, après s'être initialement opposée au projet de décharge, avait finalement approuvé le projet et abandonné le procès que le comté avait intenté contre l'État, en mai 1982. Les habitants mobilisés contre la décharge se sentirent trahis par la commission de comté, qu'ils accusaient de s'être vendue au gouvernement de l'État à leurs dépens[68] (« the Commission sold us out »).

L'absence d'une compétence administrative propre, et donc de représentation politique directe pour les habitants d'Afton et du *township* de Shocco, faisait écho au cas de la décharge de Rogers Road étudiée au **Chapitre 1** (5.2.). La communauté africaine-américaine de Roger Roads ne faisait pas officiellement partie de la municipalité de Chapel Hill (car située à l'extérieur de ses limites) mais était néanmoins gouvernée par son conseil municipal en vertu du principe d'extraterritorialité. Ces deux cas illustrent un schéma plus systématique mis en lumière par le géographe Charles Aiken : l'*underbounding* (forme d'exclusion spatiale), particulièrement courant dans les zones rurales, comme nous le verrons plus en détail au **Chapitre 7**.

[67] *Ibidem* (Jenny Labalme). Exchange Project, « Real People – Real Stories: Afton, NC (Warren County) », University of North Carolina at Chapel Hill, septembre 2006, p. 8.
[68] E. McGurty, *Transforming Environmentalism*, *op. cit.*, p. 78.

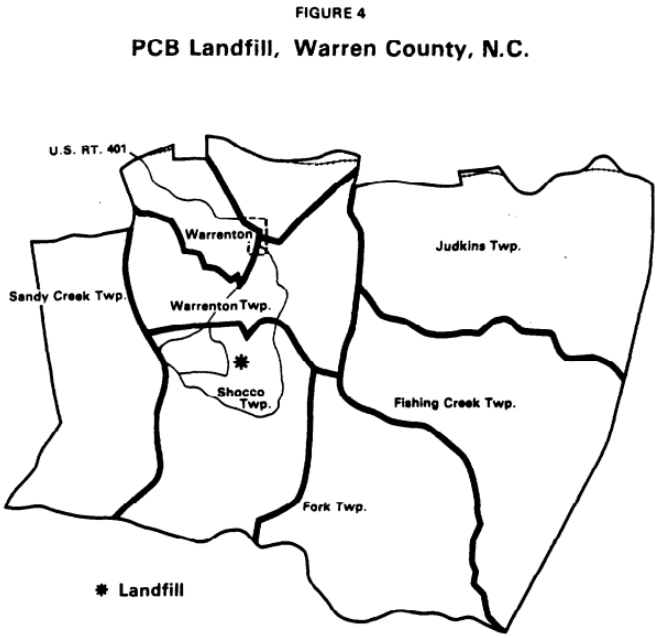


Figure 43 : Carte du comté de Warren indiquant l'emplacement de la décharge pour les déchets PCB construite en 1982[69].

Le mouvement fut soutenu par des personnalités politiques célèbres du mouvement de libération noire et attira l'attention des médias nationaux lorsque ces dernières furent arrêtées. 523 manifestants furent arrêtés à l'automne 1982 pour s'être allongés devant les camions à benne transportant les sols contaminés.

La mobilisation ne parvint pas à arrêter la décharge et fit l'objet d'accusations d'égoïsme. Ces accusations s'inscrivaient dans une stratégie plus large pour décrédibiliser les mouvements citoyens populaires qui luttaient pour la protection de l'environnement au niveau local. Cette stratégie, développée par les lobbys industriels et des membres du gouvernement, s'articulait autour d'un usage péjoratif de l'étiquette « NIMBY », abréviation de « Not In My Back Yard ». Cet usage critiquait en creux, les citoyens opposés aux installations comportant des risques toxiques et environnementaux pour leur étroitesse d'esprit et leur égoïsme[70].

La mobilisation autour du scandale des déchets PCBs du comté de Warren permit justement de populariser une nouvelle grille de lecture : celle du racisme environnemental. En 1987, Benjamin Chavis, militant chevronné du mouvement de libération noire en Caroline du Nord, figure de proue qui avait rejoint la campagne du comté de Warren, publia un rapport national accablant. Il y dénonçait les politiques environnementales qui ciblaient

[69] United States General Accounting Office, « Siting of Hazardous Waste Landfills and Their Correlation with Racial and Economic Status of Surrounding Communities », 1er juin 1983, Annexe I, p. 8.
[70] M. Foley, *Front Porch Politics*, *op. cit.*, p. 180-184.

intentionnellement les quartiers où vivaient les populations racisées et pauvres pour stocker les déchets toxiques, et, plus généralement, construire des infrastructures indésirables (décharges de tout type, etc.)[71].

C'est dans ce contexte de renouveau militant que les électeurs Africains Américains du comté de Warren se mobilisèrent pour s'inscrire sur les listes et se rendre aux urnes en novembre 1982 (soit juste après les *lie-in* visant à empêcher les camions d'alimenter la décharge) pour faire basculer l'équilibre politique du comté en élisant trois commissaires de comté, mais aussi le premier shérif africain-américain et le premier député noir, Frank Ballance[72]. Ballance avait d'ailleurs été l'un des avocats qui avaient défendu les manifestants arrêtés lors des *lie-in* contre la décharge d'Afton. Le basculement politique dans le comté de Warren, à la suite du mouvement de résistance historique contre la décharge (considéré par beaucoup comme l'acte de naissance du mouvement pour la justice environnementale) illustre l'enchevêtrement des luttes africaines-américaines *grassroots* dans les années 1980 (parfois imbriquées comme ici sur le plan national et local) dans les mobilisations électorales au niveau local. Selon Dollie Burwell, « la communauté était désempouvoirée sur le plan politique et économique. C'était ça la raison du *sit-in*. Ils [les décisionnaires] avaient profité des personnes racisées et pauvres[73] ».

L'étude des cas de Warren, Halifax et Wilson a montré la façon dont la privation du pouvoir politique s'articulait dans ses comtés ruraux, à très forte proportion africaine-américaine. Les moteurs des luttes pour la conquête du pouvoir politique, au sein des instances gouvernementales locales n'étaient pas les mêmes. À Halifax, l'extrême inégalité dans le financement des écoles constitua le front de lutte principal, tandis qu'à Warren le mouvement pour la justice environnemental contribua à articuler absence de pouvoir politique au niveau local et justice environnementale. Ces luttes locales, mises en lumière par les audiences du procès *Gingles* contribuèrent à un tournant majeur de la jurisprudence.

---

[71] *Ibid.*, p. 184. Eileen McGurty, *Transforming Environmentalism: Warren County, PCBs, and the Origins of Environmental Justice*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 2009 [2007], p. 1-20.

[72] Jenny Labalme, « Chapter 3: Dumping on Warren County » dans B. Hall (dir.), *Environmental Politics, op. cit.*, p. 30. E. McGurty, *Transforming Environmentalism*, *op. cit.*, p. 150.

[73] « The community was politically and economically unempowered. That was the reason for the siting. They took advantage of poor people of color ». Dollie Burwell, entretien mené par Eileen McGurty, Macon, NC, 24 mai 1994, cité dans E. McGurty, *Transforming Environmentalism*, *op. cit.*, p. 4.

2. BILAN DE L'APRÈS-*THORNBURG V. GINGLES* (1986)

En définitive, la Cour de l'Eastern District de Caroline du Nord trancha en faveur des plaignants en 1984, enjoignant ainsi l'Assemblée de l'État à renoncer aux circonscriptions plurinominales (*multimember districts*). L'État (par l'intermédiaire du procureur de Caroline du Nord) fit appel. L'affaire remonta ainsi jusqu'à la Cour suprême qui rendit son verdict en 1986. Dans l'arrêt *Thornburg v. Gingles* (1986), la Cour entérina l'arrêt de la Cour de district de Caroline du Nord *Gingles v. Edmisten* (1984). Elle statua ainsi :

> La Caroline du Nord a officiellement discriminé ses citoyens noirs dans l'exercice de leur droit de vote entre 1900 et 1970 approximativement, en recourant, à différentes périodes, à des dispositifs tels qu'un impôt électoral (*poll tax*), un test d'alphabétisation, une interdiction du vote « en bloc » (*single-shot voting*), ainsi que des systèmes de sièges désignés dans des circonscriptions à plusieurs sièges (*seated plans for mulitmember districts*)[74].

L'arrêt marqua un tournant dans la jurisprudence autour du VRA. La Cour affirma son autorité pour juger les affaires alléguant une violation du VRA en s'appuyant sur les résultats et non sur l'existence d'une intention discriminatoire. Il n'était donc plus nécessaire de prouver l'intentionnalité des discriminations touchant à l'exercice du droit de vote, mais seulement, de prouver que dans les faits, les minorités raciales étaient victimes de discrimination. La Cour valida ce faisant la nouvelle interprétation de la Section 2 du VRA (modifiée lors du renouvellement du VRA par le Congrès en 1982).

Dans cet arrêt, la Cour dressa un ensemble de critères pour juger les affaires qui affirmaient que le vote des minorités était « dilué » (*voter dilution*), en violation de la Section 2 du VRA. Ce cadre de référence fut dès lors connu sous le nom de « standard Gingles » ou le « test en trois étapes[75] ». Premièrement, le groupe minoritaire devait être « suffisamment important et compact géographiquement pour constituer une majorité dans une circonscription uninominale ». Deuxièmement, le groupe minoritaire devait former « un bloc politique

[74] « North Carolina had officially discriminated against its black citizens with respect to their exercise of the voting franchise from approximately 1900 to 1970 by employing at different times a poll tax, a literacy test, a prohibition against bullet (single-shot) voting, and designated seat plans for multimember districts ». Anita S. Earls, Emily Wynes, LeeAnne Quatrucci, « Voting Rights in North Carolina, 1982-2006 », Rapport du RenewtheVRA.org, Chapel Hill, Center for Civil Rights, University of North Carolina School of Law, mars 2006, disponible en ligne http://www.protectcivilrights.org/pdf/voting/NorthCarolinaVRA.pdf (consulté le 8 avril 2025).

[75] Chandler Davidson et Bernard Grofman, « The Voting Rights Act and the Second Reconstruction », p. 383 dans C. Davidson et B. Grofman (dir.), *Quiet Revolution in the South: The Impact of the VRA, 1965-1990*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

homogène ». Troisièmement, la majorité d'électeurs blancs devait voter suffisamment « en bloc » pour généralement battre le candidat préféré par le groupe minoritaire[76].

L'État fut donc sommé de créer des circonscriptions à minorité majoritaire pour le Congrès et davantage de circonscriptions uninominales à minorité majoritaire pour l'Assemblée et le Sénat de Caroline du Nord. Le nombre d'élus Africains Américains à l'Assemblée de l'État était déjà passé de 3 à 11 lorsque le DOJ avait retoqué la carte initialement proposée (incluant « l'hameçon de Fountain »). Dans le sillage de *Thornburg v. Gingles* (1986), en 1989, les élus noirs à l'Assemblée étaient au nombre de 19 (un record encore jamais atteint). Le représentant Daniel T. Blue fut élu Speaker of the House en 1991 (le poste le plus haut placé jamais occupé par un élu noir en Caroline du Nord et le premier élu noir à être nommé à un tel poste dans le Sud depuis la fin de la Reconstruction[77]). En ouvrant la possibilité de remettre en cause les modes de scrutins plurinominaux et *at-large*, l'affaire *Gingles* eut également des conséquences importantes au niveau local, et ce, avant même que la Cour suprême rende son verdict en 1986. Face au grand nombre d'actions en justice intentées aux gouvernements locaux par des plaignants Africains Américains à partir de 1982, une majorité de comtés et de conseils municipaux abandonnèrent leurs modes de scrutin *at-large*. Ainsi, au tournant des années 1990, plus de 400 élus noirs siégeaient dans des commissions de comté ou des conseils municipaux en Caroline du Nord, contre seulement 172 en 1980[78].

Pour ce qui est du Congrès, l'issue de *Gingles* donna donc naissance à la 1ère et à la 12ème circonscription. La 1ère recouvrait en partie l'ancienne 2ème circonscription étudiée jusqu'ici. Celle-ci regroupait désormais 9 comtés dans leur entièreté (Bertie, Chowan, Gates, Greene, Hertford, Northampton, Perquimans, Warren et Washington) et des sections de 19 autres comtés (Beaufort, Bladen, Columbus, Craven, Cumberland, Duplin, Edgecombe, Halifax, Jones, Lenoir, Martin, Nash, New Hanover, Pasquotank, Pender, Pitt, Vance, Wayne et Wilson[79] (**Figure 44**). Les Africains Américains de cette circonscription représentaient environ 53 % de la population en âge de voter et environ 50 % des électeurs inscrits sur les listes[80].

[76] O. Richomme, *Race and Partisanship*, *op. cit.*, p. 26. *Thornburg v. Gingles*, 478 US 30 (1986), p. 50-51.
[77] W. Keech et M. Sistrom, « North Carolina », *op. cit.*, p. 167.
[78] R. Korsard et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, loc. 50 %. David Campbell et Joe R. Feagin, « Black Electoral Victories in the South », *Phylon*, vol. 45, n°4, 1984, p. 332.
[79] « New Districts », *Raleigh News & Observer*, 25 janvier 1992, p. 13A.
[80] Mike Homan, « Profile: 1st Congressional District », *The Charlotte Observer*, 20 septembre 1992, p. 4C.

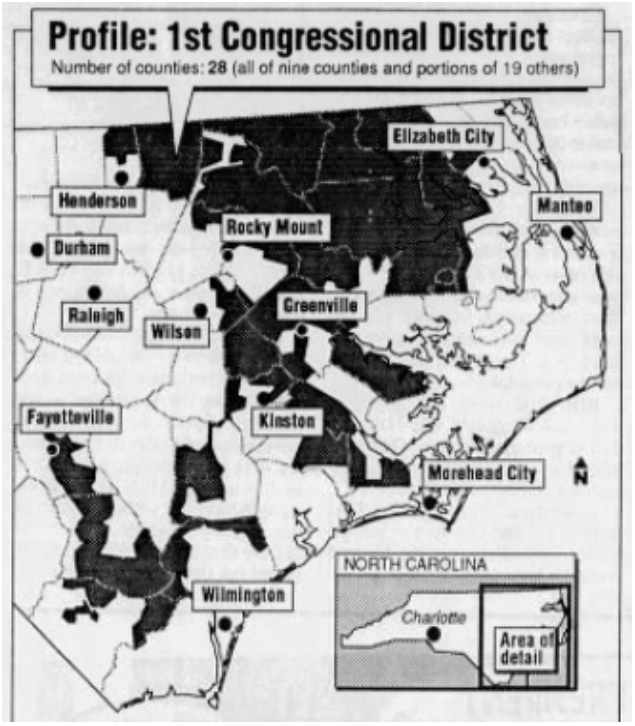


Figure 44 : Carte de la 1ère circonscription de Caroline du Nord pour la Chambre des Représentants pour les élections de 1992[81].

La création de ces deux circonscriptions fédérales (**Figure 45**) permit l'élection de deux élus Africains Américains de Caroline du Nord au Congrès, pour la première fois depuis la fin de la Reconstruction. Néanmoins, tout comme la première Reconstruction avait immédiatement provoqué un retour de bâton, l'aboutissement de ce que Morgan Kousser considère comme la seconde Reconstruction, donna, elle aussi, immédiatement lieu à une contre-offensive réactionnaire, comme nous allons l'étudier dans cette partie. La protection de la valeur effective du vote (c'est-à-dire la possibilité réelle pour les Africains Américains d'élire un représentant de leur choix, et non le simple accès aux urnes) que la plus haute cour du pays avait placé sous son autorité avec l'arrêt *Gingles* marqua un tournant, qui fut finalement, de courte durée.

[81] Mike Homan, « Profile: 1st Congressional District », *The Charlotte Observer*, 20 septembre 1992, p. 4C.

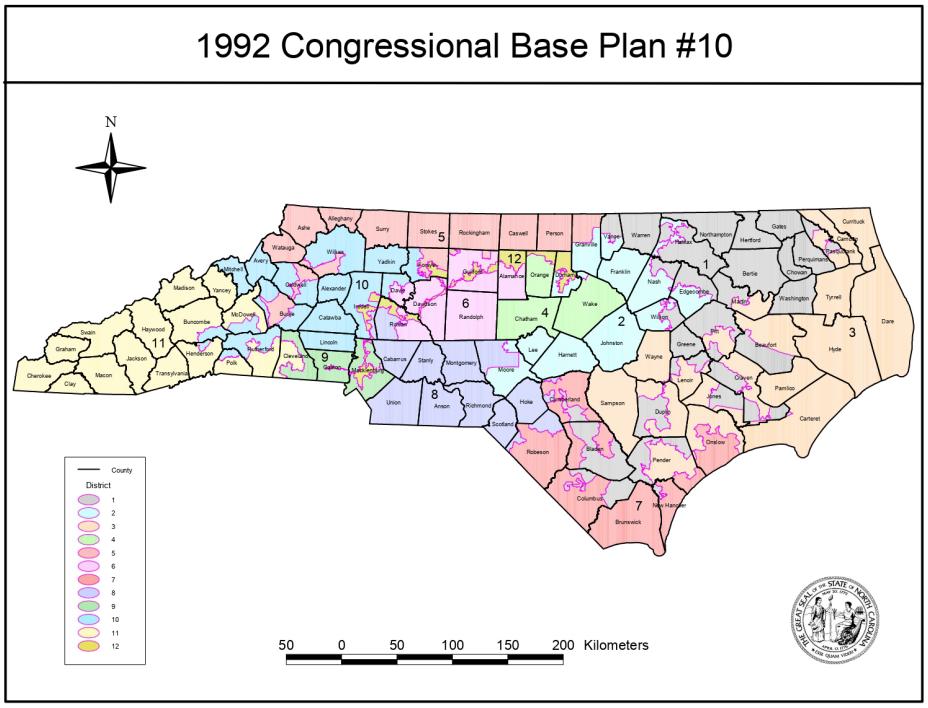


Figure 45 : Carte électorale des circonscriptions de Caroline du Nord pour le Congrès, adoptée en 1991[82].

2.1. « Réécrire l'histoire » : Eva Clayton au Congrès (1992)

Une fois la 1ère circonscription délimitée pour inclure une majorité d'Africains Américains en âge de voter, l'enjeu était de remporter la primaire démocrate.

Eva Clayton se présenta, dans l'espoir d'être la première représentante africaine-américaine de Caroline du Nord au Congrès. Clayton n'avait pourtant pas été soutenue par le North Carolina Black Leadership Caucus, qui lui préféra William Riddick, un de ses adversaires, qui avait été assistant du député blanc sortant Walter Jones Sr[83]. Elle était en lice face à six autres candidats, tous des hommes, trois autres candidats Africains Américains et trois candidats blancs. Clayton fit campagne sur un programme progressiste. Elle insistait sur les emplois, l'accès aux soins, les problématiques environnementales et les politiques à destination des femmes et des familles. Son message de campagne s'articula autour des besoins de la classe ouvrière de la circonscription et des femmes en particulier. Ainsi, Clayton déclarait : « en effet, quand on s'intéresse à la classe ouvrière en Caroline du Nord, les

[82] « 1992 Congressional Base Plan #10 », North Carolina General Assembly, disponible en ligne https://www.ncleg.gov/Files/GIS/Plans_Main/Congress_1992/mapSimple.pdf (consulté le 4 août 2025).
[83] Van Denton, « 1st District rifts may hamper blacks », *Raleigh News & Observer*, 25 février 1992, p. 2B.

femmes sont celles qui sont le plus défavorisées[84] ». Elle avait d'ailleurs obtenu le soutien officiel du PAC de l'AFL-CIO. Elle fit de la défense des travailleurs et des droits des grévistes, un des thèmes majeurs de sa campagne pour la primaire et alla à la rencontre des ouvriers aux sorties d'usine et des syndicats dans leurs locaux[85].

En mai, Clayton arriva en seconde position, éliminant les autres candidats Africains Américains avec 32 % des suffrages, contre 36 % pour Walter B. Jones Jr[86]. Les résultats la qualifiaient pour un second tour face à Jones Jr., le fils du député sortant. Clayton critiqua son absence de prise de position sur les questions d'égalité raciale et de droits civiques. Elle déclara : « les droits civiques sont importants pour moi. On m'a déjà privée de mes droits civiques ». De plus, pour elle, le simple fait que Jones Jr. maintienne sa candidature était un manque de respect pour les Africains Américains de Caroline du Nord qui espéraient être représentés pour la première fois en 100 ans[87]. Clayton remporta finalement très largement ce second tour avec presque 60 % des suffrages[88]. Sans surprise, puisque la circonscription était démocrate à plus de 87 %[89], Clayton fut élue au Congrès le 4 novembre 1992. Pour elle, son élection était le signe « d'un nouveau départ où la race et le genre ne sont plus considérés comme des obstacles à l'ouverture d'un dialogue » et c'eut été « un scandale s'[ils] avaient dû attendre encore un siècle pour l'élection d'un autre Africain Américain[90] ». Clayton rejoignit 47 autres élues au Congrès lors de cette élection qui donna naissance à l'expression « L'Année de la Femme » (« Year of the Woman »), en référence à la percée électorale des femmes au Congrès (passant de 30 à 48 députées à la Chambre et de 2 à 6 sénatrices)[91].

---

[84] « Indeed, as we look at the working class in North Carolina, women are the ones who are the most disadvantage ». Van Denton, « Racial vote shapes up in primary », *Raleigh News and Observer*, 8 avril 1992, p. 10A.
[85] Van Denton, « Clayton Roams District Advocating Labor, Change », *Raleigh News and Observer*, 18 avril 1992, p. 9A.
[86] « Clayton Could Vie to Be 1st N.C. Black in House since '01 », *The Evening Telegram*, p. 12 [date ??]
[87] Van Denton, « Younger Jones Reluctant to Talk of Black Issues », *Raleigh News & Observer*, 18 avril 1992, p. 9A.
[88] Will Anderson, « Clayton rewrites history with win », *The Evening Telegram*, 3 juin 1992, p. 1.
[89] Paul Nowell, « Clayton is ready for responsibility », *The Herald Sun*, 5 novembre 1992, p. C10. M. Homan, « Profile: 1st Congressional District », *op. cit.*
[90] « My election is a sign of a new beginning, when people no longer consider gender or race a barrier for opening a dialogue ». « I think it would be a travesty if we had to wait another century for another African-American to be elected ». Paul Nowell, « Clayton is ready for responsibility », *The Herald Sun*, 5 novembre 1992, p. C10.
[91] Brooke Speer Orr, « Year of the Woman », *EBSCO*, 2022, disponible en ligne https://www.ebsco.com/research-starters/womens-studies-and-feminism/year-woman (consulté le 4 août 2025).

Clayton siégea au Congrès pendant 20 ans, jusqu'en 2002. Frank Ballance Jr. lui succéda de 2003 à 2004. Il avait d'ailleurs été son chef de campagne en 1992. En 2004, c'est George K. Butterfield Jr. qui prit la relève, et ce jusqu'en 2022. Depuis 2023, c'est Don Davis, un élu africain-américain, qui siège à la Chambre des Représentants pour la 1ère circonscription fédérale de Caroline du Nord.

L'institutionnalisation pérenne d'élus noirs au niveau fédéral, grâce aux circonscriptions à minorités majoritaires, ne signifiait pourtant pas la fin de l'usage de stratégies visant à affaiblir l'influence politique des Africains Américains de l'État, comme nous allons le voir dans les deux sous-parties suivantes. Tout d'abord, la campagne pour le Sénat de 1990 qui vit s'affronter Harvey Gantt, un candidat africain-américain soutenu par l'appareil du Parti démocrate de Caroline du Nord et de puissants alliés progressistes, et l'ultra-conservateur Jesse Helms est un bon exemple des obstacles persistants à l'élection de candidats noirs à l'échelle de l'État entier. Deuxièmement, les protections juridiques acquises de haute lutte au cours des années 1980, notamment par l'arrêt *Gingles*, furent progressivement fragilisées à partir du début des années 1990, sous l'effet d'une contre-attaque conservatrice dans les tribunaux, témoignant d'une constante réadaptation des structures du régime racial étatsunien.

2.2. Gantt contre Helms (1990) : faire du neuf avec du vieux ?

Tout comme les audiences de *Gingles*, sept ans plus tôt, la campagne sénatoriale de 1990, qui opposa le premier maire africain-américain de la ville de Charlotte, Harvey Gantt, et l'ultra-conservateur réactionnaire, Jesse Helms, démontra à nouveau le poids des stratégies racistes dans les élections en Caroline du Nord. En outre, contrairement aux percées électorales de 1992 pour les élus à la Chambre des Représentants, grâce aux circonscriptions à minorité majoritaire, la défaite de Gantt témoignait de l'impossibilité d'élire un candidat africain-américain pour représenter l'État dans son entièreté au niveau fédéral.

Jesse Helms était le chef de file du nouveau Parti républicain qui émergea à la fin des années 1960. Tenant d'un conservatisme libertarien assumé, figure de la New Right, il devint la voix du Vieux Sud (« the old Cotton South »)[92]. Élu sénateur de Caroline du Nord en 1972, il devint célèbre pour ses tirades contre le « soi-disant mouvement des droits civiques », la

[92] William A. Link, *Righteous Warrior: Jesse Helms and the Rise of Modern Conservatism*, New York, St. Martin's Press, 2008, p. 144-146 ; p. 290-291 ; p. 380. R. Christensen, *The Paradox of Tar Heel Politics*, *op. cit.*, p. 203 et p. 278.

jeunesse libérale et l'État-Providence étatsunien qu'il comparait à du « socialisme », lorsqu'il était présentateur pour la chaîne d'informations de Caroline du Nord[93]. Au cours de ses mandats, il prit position contre toutes les politiques d'aide sociale et d'égalité raciale, tant et si bien qu'il fut surnommé « Sénateur Non[94] ». Il devint l'architecte d'une nouvelle façon de faire de la politique en créant une machine politique extrêmement efficace et bien financée, le National Congressional Club en 1978. Il fut l'un des premiers à utiliser la télévision et des courriers personnalisés pour lever des fonds de campagne, en ciblant le ressentiment des électeurs blancs envers les minorités raciales et les aides sociales[95].

Harvey Gantt était originaire de Caroline du Sud et avait participé au mouvement des droits civiques à Charleston. Il fut le premier étudiant africain-américain à intégrer le Clemson Agricultural College (en Caroline du Sud) en 1963. Diplômé d'architecture et d'urbanisme du Massachusetts Institute of Technology, il vint s'installer à Charlotte, où il fut élu au conseil municipal de 1974 à 1983, puis premier maire africain-américain de Charlotte de 1983 à 1987[96]. En remportant l'investiture démocrate pour l'élection sénatoriale de 1990, Gantt devint le premier Démocrate noir du pays à être candidat au Sénat. Cette victoire aux primaires démocrates de Caroline du Nord montrait le chemin parcouru depuis la campagne de Reginald Hawkins pour le poste de gouverneur de l'État en 1968. Comme le soulignent les historiens Robert Korstad et James Leloudis dans *Fragile Democracy*, « la simple présence [de Gantt] dans la course témoignait des gains obtenus par les Africains Américains pour l'accès aux urnes et à l'influence politique[97] ».

Gantt demeura en tête des sondages jusqu'à une semaine avant l'élection. Il incarnait l'image d'un Nouveau Sud progressiste et ouvert à l'instar de la ville de Charlotte qui faisait partie des métropoles de la Sunbelt[98]. Sa campagne suscita une mobilisation d'envergure nationale pour faire battre l'ultraconservateur Helms, en croisade contre les minorités sexuelles et les « libéraux radicaux ». En Caroline du Nord, la militante lesbienne africaine-américaine Mandy Carter créa un Political Action Committee (PAC), « Vote '90 », qui avait pour objectif de mobiliser les électeurs LGBT, racisés ou non, dans cette élection. Carter fut

[93] R. Christensen, *The Paradox of Tar Heel Politics*, *op. cit.*, p. 203-210.
[94] « Senator No ».
[95] R. Christensen, *The Paradox of Tar Heel Politics*, *op. cit.*, p. 220.
[96] Dans sa thèse sur Harvey Gantt, l'historien Samuel T. Ritchie analyse l'élection d'Harvey Gantt à la mairie de Charlotte comme l'aboutissement de décennies de militantisme pour les droits civiques à Charlotte et estime que le parcours biographique de Gantt incarne la dimension multigénérationelle et l'évolution des stratégies du long mouvement pour les droits civiques. Samuel T. Ritchie, *Where No One Stands Alone: Harvey Gantt and the Civil Rights Movement in the Carolinas, 1943-1987*, Thèse de doctorat en histoire américaine, Auburn, Auburn University, 2017, p. 263-265.
[97] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 54 %.
[98] M. Lassiter, *op. cit.* K. Kruse, *op. cit.*

en effet pionnière de l'approche que l'on qualifiera plus tard « d'intersectionnelle »[99]. Elle croyait en effet à une approche multi-identitaire (« multi-issue »). Ainsi, son PAC fit circuler l'affiche suivante à Durham :

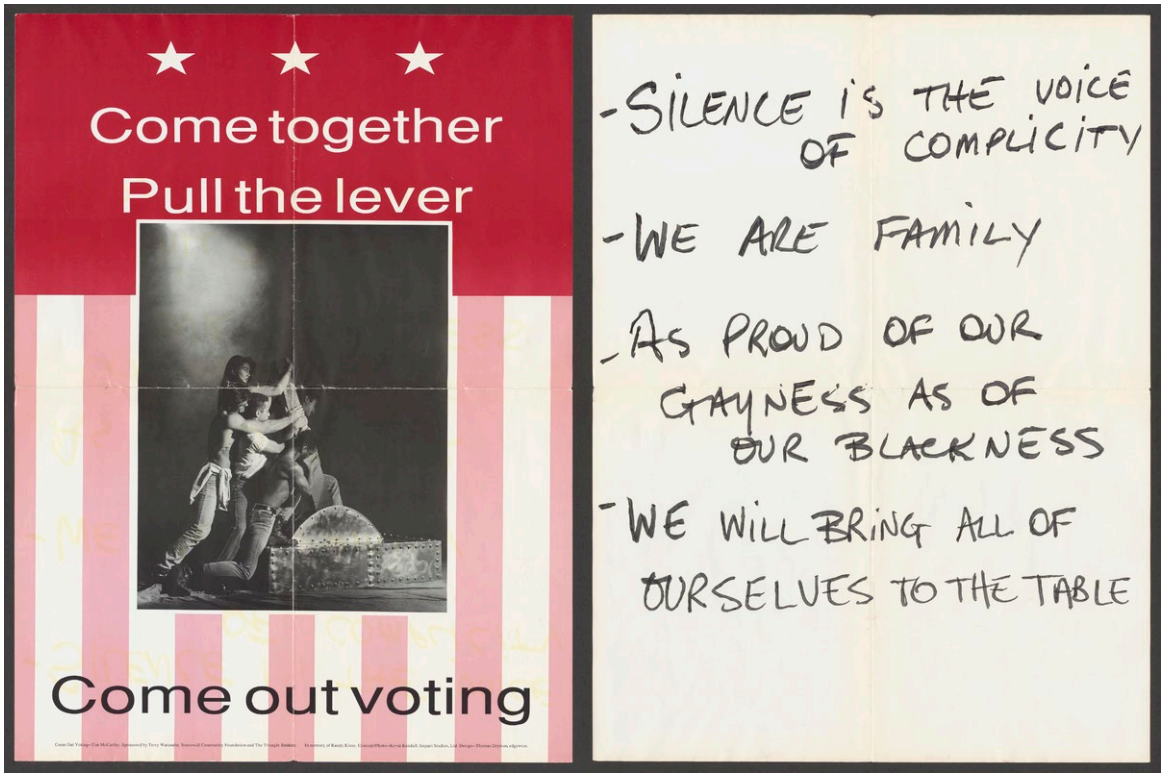


Figure 46 : Affiche de campagne pour l'élection au Sénat de novembre 1990 contre Jesse Helms, « Come out voting »[100].

Carter était à l'avant-garde du féminisme troisième vague et prônait la convergence des luttes. Elle milita tout particulièrement contre l'homophobie au sein des communautés noires mais aussi pour l'engagement anti-raciste au sein des organisations LGBT nationales, alors largement dominés par les hommes gays blancs. Comme en témoigne l'affiche ci-dessus qui faisait à la fois référence à la fierté d'être noir et d'être homosexuel. Le mot d'ordre « we will bring all of ourselves to the table » rappelait la philosophie féministe intersectionnelle

[99] Née en 1948 à Albany dans l'État de New York, Mandy Carter a été une figure majeure de plusieurs organisations anti-racistes, féministes et de libération queer depuis 1968. Elle participa au mouvement pacifiste au sein de la War Resisters League, à la Marche sur Washington de 1963. Elle est installée à Durham en Caroline du Nord depuis 1982. Elle est notamment à l'origine de la création de Southerners on New Ground (SONG) en 1993, une organisation intersectionnelle LGBTQIA+ ayant pour but de faire converger les luttes contre le racisme, l'exploitation économique, le patriarcat et l'homophobie. A. Kamau Pope, « Mandy Carter: Scientist of Activism », Exposition en ligne, The Jerry and Bruce Chappell Family Gallery, Duke University Libraries, disponible en ligne, https://exhibits.library.duke.edu/exhibits/show/mandycarter/intro (consulté le 4 août 2025). Au sujet de SONG voir : Wesley C. Hogan, *On the Freedom Side: How Five Decades of Youth Activists Have Remixed American History*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019, p. 35-64 et la thèse en cours de rédaction suivante, A. Kamau Pope, *Queer the Land: Southern Activism's Mandate of Justice*, Thèse de doctorat, Département d'Histoire, Duke University, à venir, 2026.

[100] Affiche « Come Out Voting », Durham NC dans Mandy Carter Papers, Carton 10, David M. Rubenstein Rare Book and Manuscript Library, Duke University [ci-après Mandy Carter Papers].

développée par le Combahee River Collective dans son manifeste de 1977. Bien avant que le terme « intersectionnalité » soit inventé comme outil conceptuel par la juriste Kimberlé Crenshaw, les féministes noires lesbiennes avaient proposé une pensée de l'imbrication des oppressions et donc des luttes, à partir de leurs propres expériences. Enfin, la référence à la complicité et au silence était une allusion au slogan de l'organisation ACT UP dans la lutte contre le SIDA qui ravageait les communautés queers et noires depuis le début des années 1980. Harvey Gantt avait justement publiquement exprimé son soutien aux personnes séropositives, là où Jesse Helms avait fait carrière sur un discours homophobe revendiqué. La campagne menée par Mandy Carter en soutien à Jesse Helms témoigne de l'importance de la politique électorale pour les militants revendiquant une approche multidimensionnelle des luttes.

Helms, pour sa part, construisit sa campagne autour des « guerres culturelles » (*culture wars*) émergentes, contre le mouvement de libération gay et lesbien et les « libéraux radicaux » notamment dans les milieux artistiques. Il passa la majeure partie de sa campagne à attaquer Gantt sans relâche, l'accusant d'être le candidat des « homosexuels militants » qui soutiendrait la légalisation du mariage pour les couples homosexuels[101]. À quelques semaines du scrutin, constatant que cette stratégie n'avait pas inversé l'avance de huit points de Gantt dans les sondages, Helms diffusa à la télévision un spot de campagne raciste pour rallier les électeurs blancs indécis. Le spot montrait un homme blanc, présenté comme un père de famille prolétaire, ouvrant une lettre l'informant qu'il n'avait pas eu l'emploi pour lequel il avait candidaté. La voix-off concluait ainsi :

> Vous aviez besoin de ce travail et vous étiez le plus qualifié. Mais ils ont dû le donner à une personne issue des minorités à cause d'un quota racial. Est-ce vraiment juste ? Harvey Gantt dit que ça l'est. Harvey Gantt soutient […] une loi pour les quotas raciaux qui fait de la couleur de peau un critère plus important que les qualifications. Votre vote de jeudi prochain portera sur cette question. Pour les quotas raciaux, votez Harvey Gantt. Contre les quotas raciaux, votez Jesse Helms[102].

[101] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 55 %.
[102] Spot publicitaire.



Figure 47 : Capture d'écran du spot de campagne de Jesse Helms pour le Sénat, surnommé "Hands", Octobre 1990[103].

Helms cherchait ainsi à exploiter les peurs et ressentiments des Blancs de classe populaire quant aux politiques de discrimination positive dans le marché de l'emploi. En parallèle, le Parti républicain de Caroline du Nord eut recours à des tactiques d'intimidation (*voter suppression*) des électeurs noirs de l'État en envoyant 125 000 cartes postales à des habitants de *precincts* au fort pourcentage d'Africains Américains. Ces cartes informaient leurs destinataires qu'ils ne seraient pas autorisés à voter s'ils avaient déménagé dans les 30 derniers jours et que s'ils se présentaient aux bureaux de votes, ils risquaient la prison. Cette stratégie double, celle à destination des électeurs blancs et celle à destination des électeurs noirs, permit à Helms de remporter l'élection avec 53 % des voix au total, essentiellement grâce aux votes d'électeurs blancs qui votèrent à 65 % en sa faveur. Korstad et Leloudis concluent que la victoire d'Helms contre Gantt en 1990, puis en 1996, prouvèrent que la recomposition politique était terminée avec la migration définitive des conservateurs blancs vers le Parti républicain et la puissance des interpellations aux connotations racistes pour faire basculer les élections en Caroline du Nord[104].

Outre les stratégies d'intimidation des électeurs Africains Américains et des campagnes au sous-texte raciste, sur le plan juridique, les années 1990 marquèrent le début du démantèlement de la jurisprudence établi par *Thornburg v. Gingles*, celle-là même qui avait permis le retour d'élus noirs de Caroline du Nord au Congrès.

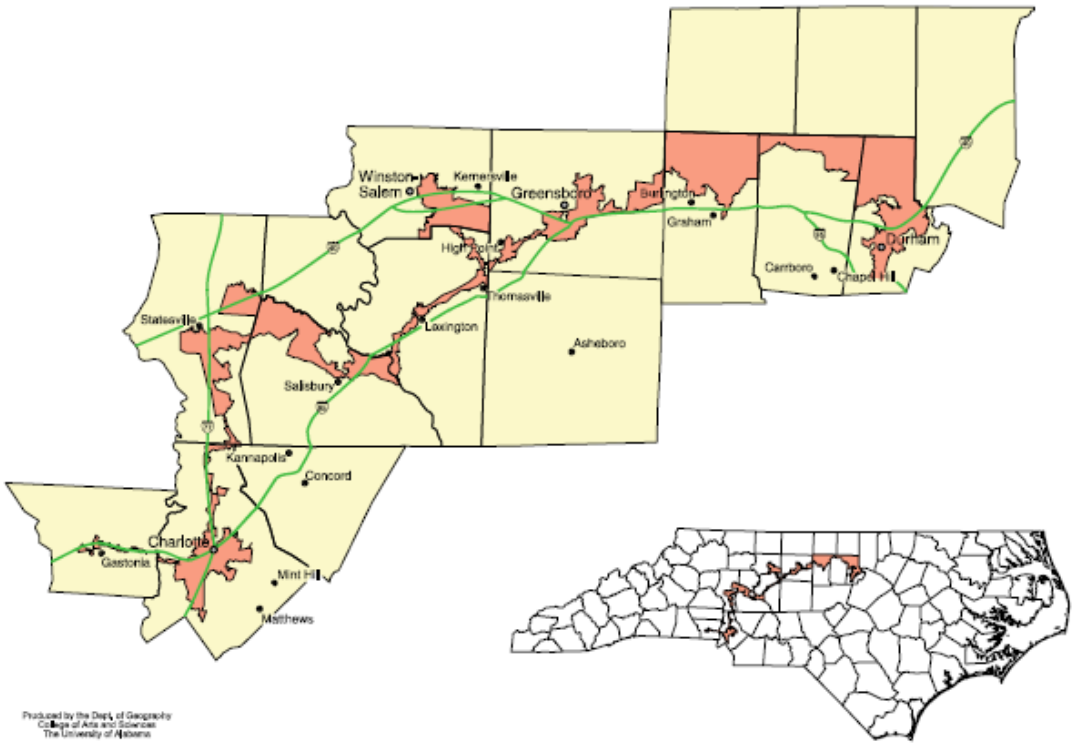
---

[103] « Jesse Helms "Hands" ad », octobre 1990, disponible en ligne https://www.youtube.com/watch?v=KIyewCdXMzk (consulté le 3 avril 2025).
[104] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 56 %.

2.3. De *Shaw v. Reno* (1993) à *Cooper v. Harris* (2017) : vers un démantèlement de l'héritage de *Gingles* ?

À peine adoptée, la carte électorale de 1991 (**Figure 45**) fut immédiatement contestée au tribunal par des plaignants blancs. La Caroline du Nord se trouva à nouveau au cœur des batailles juridiques sur le redécoupage des circonscriptions et l'exercice du droit de vote des minorités, et le reste jusqu'à aujourd'hui. Dans *Shaw v. Reno*, les plaignants blancs affirmaient que la création de circonscriptions à minorité-majoritaire contrevenait à leur droit à l'égale protection de la loi du 14e amendement car relevait d'un racisme anti-blanc. La forme irrégulière de la 12ème circonscription (**Figure 48**) était particulièrement décriée. En tranchant en faveur des plaignants blancs, dans *Shaw v. Reno* (1993) puis *Shaw v. Hunt* (1996), la Cour suprême des États-Unis acta un virage conservateur concernant le droit de vote des minorités raciales. Comme le souligne le journaliste Ari Berman, en invoquant le 14e amendement pour invalider les circonscriptions favorables aux candidats noirs, la Cour subverti complètement la logique historique du 14e amendement (qui avait justement été adopté pour protéger les citoyens africians-américains)[105]. Ces arrêts signalèrent le début d'un démantèlement juridique progressif du cadre de protection des droits électoraux des minorités, un processus qui culminerait avec l'arrêt *Shelby County v. Holder* en 2013. Ce dernier invalide la section 5 du VRA, qui imposait aux anciens États confédérés de soumettre toute modification de leurs lois électorales à l'approbation du gouvernement fédéral. En amputant la loi du contrôle fédéral sur les États, la Cour affaiblit significativement et durablement les gardes-fous protégeant le droit de vote et ouvrit ainsi la porte au retour de mesures de confiscation du droit de vote, comme nous l'étudierons plus en détail dans l'épilogue.

[105] A. Berman, *Give Us the Ballot*, *op. cit.*, loc. 2 %.



Map 3.2 North Carolina's twelfth congressional district, enacted 1991, used 1992–1996 elections

Figure 48 : Carte de la 12ème circonscription fédérale de Caroline du Nord, adoptée en 1991[106].

Eva Clayton, lors d'un entretien en 1995, exprimait ainsi l'hypocrisie de ces attaques contre le redécoupage des circonscriptions électorales, maintenant qu'il était, en partie, conçu pour permettre aux électeurs Africains Américains d'élire un représentant de leur choix, après près d'un siècle de confiscation du pouvoir politique :

> Le redécoupage électoral a toujours existé. Le redécoupage pour les zones rurales, côtières, urbaines, ou celles du Piémont. Tout cela revient à décider où tracer les lignes de démarcation, et ces lignes ont toujours été là. On est en train d'avoir une guerre rhétorique. La question c'est le redécoupage, mais pour qui ? Maintenant qu'on déclare vouloir garantir à chacun la possibilité de voter, le redécoupage est devenu un gros mot. Mais le redécoupage n'était pas mal vu quand il s'agissait de créer une circonscription rurale pour les agriculteurs. Il n'était pas décrié non plus pour les citadins quand on voulait une circonscription urbaine[107].

[106] J. M. Bitzer, *Redistricting and Gerrymandering in North Carolina*, *op. cit.*, p. 56.

[107] « Redistricting has always been here. Redistricting for rural, coastal, urban, and Piedmont. All of those are decisions as to where you draw boundary lines and the boundary lines have been there all the time. We're having a war on words. Redistricting for whom? Now that you said that you want to make sure that everyone has the opportunity to vote, redistricting is a dirty word. Redistricting wasn't bad for farmers when you want to have a rural district. It wasn't bad for city folks when you want to have a city. So now where are we legally? There was a challenge ». Eva Clayton, entretien mené par Joseph Mosnier, *op. cit.*

En affirmant que les Assemblées d'État devaient être *colorblind* lorsqu'elles dessinent leurs cartes électorales, l'inversement de la logique du 14e amendement pour défendre les droits des électeurs blancs entériné par *Shaw v. Reno*, s'inscrivait dans un recul plus large sur le plan judiciaire à cette époque-là. Les années 1990 voient en effet la consécration de l'idéologie *colorblind* par l'institution judiciaire. Comme l'analyse Cyna, « dans les années 1990, il devint de plus en plus difficile de défendre des cas de discrimination raciale au tribunal[108] » alors que l'idéologie *colorblind* s'était imposée dans le discours public. Comme l'ont montré de nombreux chercheurs, cette idéologie fut formulée par les conservateurs dans les années 1970 afin d'attaquer les politiques d'*affirmative action*[109]. Ainsi, lors des élections de mi-mandat de 1994, l'équilibre politique de la délégation de Caroline du Nord au Congrès fut renversé. Au lieu de huit Démocrates et 4 Républicains, l'État élit huit Républicains et quatre démocrates.

Néanmoins, la composition démographique à minorité majoritaire de la 1ère et la 12ème circonscription résista aux redécoupages successifs et aux recours juridiques jusqu'en 2016. Après quatre procès sur la carte électorale de Caroline du Nord ayant fait l'objet d'arrêts de la Cour suprême des États-Unis depuis les années 1990 (*Shaw v. Reno* 1993 ; *Shaw v. Hunt* 1996 ; *Hunt v. Cromartie* 1999 ; *Easley v. Cromartie* 2001), la Cour jugea en 2017 dans *Cooper v. Harris* que la 1ère et la 12ème circonscription devaient être redessinées car leurs délimitations s'appuyaient démesurément sur un critère racial et ce faisant, violaient la clause de protection égale du 14e amendement. Les juges estimèrent que les considérations de répartition raciale avaient primé sur les considérations partisanes et qu'il n'y avait pas de raisons suffisantes justifiant l'utilisation d'un critère racial dans le redécoupage, tel que permis par la jurisrprudence du VRA pour remédier à la potentielle dilution du vote des Africains Américains.

Ironie ultime, la création de circonscriptions à minorité majoritaire fut utilisée par les Républicains pour prendre le contrôle des États du Sud. Puisque les électeurs issus des minorités raciales votaient en grande majorité pour le Parti démocrate, les Républicains voyaient un intérêt à créer des circonscriptions concentrant les minorités, afin d'augmenter le

[108] « the 1990s were a moment when racial discrimination claims became increasingly difficult to argue in court ». E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 476.
[109] Nancy MacLean, *Freedom is Not Enough*, *op. cit.*

nombre de circonscriptions gagnables. C'est ce qui s'appelle la technique du « packing »[110]. Dans les arrêts *Reno*, si la Cour suprême avait affirmé que le critère racial ne pouvait pas être utilisé dans le redécoupage des circonscriptions, elle avait dans le même temps affirmé que le redécoupage à des fins partisanes, c'est-à-dire pour favoriser les candidats sortants du Parti en position de force dans le processus de redécoupage, ne constituait pas une violation de la Constitution. Or, comme l'a souligné Olivier Richomme, les dimensions raciales des redécoupages des circonscriptions sont indissociables des dimensions partisanes, en raison de la très forte polarisation du vote selon des clivages raciaux[111]. Comme nous l'expliquerons dans l'épilogue de cette thèse, en 2011, le redécoupage des circonscriptions fédérales par les Républicains peut être interprété comme un retour aux origines de la 2ème circonscription qui a fait l'objet de ces deux chapitres. En effet, en 1872, « the Black Second » avait justement été créé par les Démocrates pour concentrer les voix des minorités dans une seule circonscription, afin de s'assurer le contrôle de toutes les autres.

L'histoire tortueuse des luttes autour des redécoupages pour l'élection de candidats noirs montre ainsi à quel point celle-ci fut jalonnée de victoires aux effets pervers et de contre-offensives. Aujourd'hui, la Caroline du Nord se retrouve régulièrement au cœur de batailles juridiques et de mouvements de contestation pour ces cartes électorales. Après le recensement décennal de 2022, les Républicains au pouvoir à l'Assemblée de Caroline du Nord dessinèrent une carte particulièrement décriée pour son « charcutage » racial et partisan. La Cour suprême de Caroline du Nord jugea cette carte inconstitutionnelle. En 2022, les Républicains de l'Assemblée de l'État firent appel de cet arrêt, allant jusqu'à affirmer que seules les législatures d'État avaient autorité sur la réglementation des élections fédérales, sans aucun contrepoids législatifs, exécutifs ou judiciaires (que ce soit au niveau fédéral ou fédéré). Cette « théorie de l'indépendance de la législature » (« Independent State Legislature ») fut déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême en juin 2023 par l'arrêt *Moore v. Harper*[112]. Si la Cour avait donné raison aux Républicains de Caroline du Nord, les législatures d'État de tout le pays auraient eu toute latitude pour légiférer sur les élections. Le simple fait que la Cour ait accepté d'examiner la constitutionnalité de cette affaire montre la

[110] Voir aussi les débats autour du bien-fondé des circsonscriptions à minorité majoritaire en raison du risque de marginalisation des élus noirs (certains chercheurs parlent de « balkanisation » de la politique). O. Richomme, *Race and Partisanship*, *op. cit*.
[111] Clara Sebastiani, *Modern disenfranchisement: Vote dilution and voter suppression in North Carolina, 2010-2018*, Mémoire en études américaines, Université Paris Cité, 2021, p. 45. Kevin Philips, *The Emerging Republican Majority*, *op. cit*, p. 287.
[112] *Moore v. Harper* 600 U.S. 1 (2023).

fragilité des protections fédérales pour l'exercice du droit de vote aux États-Unis et la réinvention constante des stratégies de confiscation du pouvoir politique.

CONCLUSION

L'analyse du procès *Gingles* et des trajectoires militantes dans les comtés de Wilson, Warren et Halifax révèle à quel point les luttes électorales locales constituèrent à la fois le socle et le moteur de la transformation du paysage politique en Caroline du Nord. Loin d'être de simples illustrations anecdotiques des conséquences du mouvement des droits civiques, ces luttes ancrées dans des contextes ruraux jouèrent un rôle décisif dans la reconnaissance juridique des discriminations systémiques et dans l'extension des protections offertes par le *Voting Rights Act*. Le procès *Gingles*, catalyseur et point d'orgue de décennies de mobilisations, permit de documenter la manière dont le pouvoir politique local fut confisqué au moyen de mécanismes électoraux discriminants, allant de la manipulation des frontières de circonscriptions (*gerrymandering*) à la distribution inégale des ressources administrées par les gouvernements locaux.

En adoptant une approche par le bas, ce chapitre a mis en lumière la centralité des acteurs locaux (militants, candidats et élus) dans la conquête d'un pouvoir politique, soulignant que les avancées juridiques furent indissociables des combats menés sur le terrain. Ce décentrement de l'analyse permet de repenser l'histoire du droit de vote comme le produit d'un rapport de forces dans lequel les communautés noires furent actrices à part entière et non seulement, les sujets de grands arrêts de la Cour suprême.

Mais si *Gingles* conduisit à une victoire majeure, les décennies suivantes virent l'émergence de nouvelles stratégies de contournement juridiques et politiques, destinées à affaiblir l'influence électorale des Africains Américains. L'avènement d'une lecture *colorblind* du 14e amendement, entérinée par *Shaw v. Reno* (1993) puis *Shaw v. Hunt* (1996), marqua le début d'un long processus de remise en cause des acquis du *Voting Rights Act*. La persistance des circonscriptions à majorité noire jusqu'en 2016, malgré les multiples offensives judiciaires, témoigne à la fois de la résilience des conquêtes passées et de la fragilité des protections acquises de longue lutte. Fragiles aussi au vu des détournements de ces acquis à des fins partisanes par le Parti républicain pour affaiblir le Parti démocrate et ce faisant, marginaliser les électeurs Africains Américains.

Les deux prochains chapitres traiteront du renouvellement du militantisme africain-américain local à partir des années 1980. En réponse à la virulence de la contre-offensive conservatrice sous Ronald Reagan, un groupe de militants venus d'États du Nord s'installèrent en Caroline du Nord, espérant contribuer à revitaliser le mouvement de libération noire en s'attaquant au nerf de la guerre : la politisation et l'organisation des non-organisés, c'est-à-dire les travailleurs Africains Américains du Sud des États-Unis. Ainsi naquit Black Workers for Justice en 1981. Nous démontrerons comment BWFJ se positionna à l'intersection de filiations militantes plurielles et comment ses dirigeants envisagèrent le recours à la politique électorale comme un levier clé de leurs luttes, tant sur le plan théorique, que sur le plan des pratiques, au niveau national et au niveau local.

CHAPITRE 6 – AUX ORIGINES DE BLACK WORKERS FOR JUSTICE : FILIATIONS HISTORIQUES ET CONTEXTE LOCAL

No union anywhere will be safe, and there will be no security nor civil rights for anyone so long as millions of Southern workers, and particularly the 9 million Negro workers of the South, remain unorganized.

— Robert Black, cadre du Local 22 de Winston-Salem, à la convention inaugurale du Distributive, Processing and Office Workers of America à New York, octobre 1950[1]

For Black people, who are more than 90 percent workers (employed and unemployed), […] have always been kept at the bottom of the American system. In the 80's, we find that the basic democratic rights fought for and won by Black people in the 1960's, like the Voting Rights Act, have come under attack by the Reagan administration and the many old and new line racists, who still hold political and economic power throughout the Black Belt South – where the majority of Black people live.

— Premier numéro de *Justice Speaks*, newsletter de BWFJ, août 1983[2]

INTRODUCTION

Black Workers for Justice fut officiellement créé en avril 1982 à Rocky Mount en Caroline du Nord. Il s'agissait de pérenniser et de développer une organisation qui avait été créée fin 1981, sous le nom de « Black Workers for Justice at Kmart » pour construire la mobilisation en soutien aux employées africaines-américaines d'un supermarché Kmart[3] aux pratiques discriminatoires et illégales. Trois employées africaines-américaines – Mildred Davis, Christine Smith et Helen Solomon – avaient en effet été injustement licenciées par le gérant du magasin sous de faux prétextes car elles avaient contesté les pratiques racistes de ce dernier en interne, en envoyant une pétition aux sièges de la chaîne. Suite à cela, Davis, Smith et Solomon firent appel aux pasteurs noirs de la ville qui avaient soutenu des travailleurs noirs de Rocky Mount par le passé, dont certains étaient aussi membres de la NAACP locale.

[1] Distributive, Processing, and Office Workers of America, « A Brief History of the Organizing Struggles of the Workers in the R. J. Reynolds Plants in Winston-Salem, N.C., since 1942 », n.d., p. 50, North Carolina Collection, University of North Carolina at Chapel Hill cité dans R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*, p. 414.
[2] « The March on Washington. Black Workers Stand Up! », *Justice Speaks*, vol. 1, n°1, août 1983, p. 2.
[3] Chaîne de supermarché locale.

C'est dans ce contexte que Saladin Muhammad entra en contact avec Davis, Smith et Solomon et quatorze autres employées noires encore à Kmart et leur conseilla de créer leur propre organisation « BWFJ at Kmart » pour élaborer leur mobilisation depuis leur lieu de travail, plutôt que de risquer que cette mobilisation perde son caractère populaire[4] (*working-class*) en laissant la main aux pasteurs de la NAACP[5]. À partir de décembre 1981, BWFJ at Kmart et ses alliés organisèrent un mouvement de boycott et de piquet de grève du Kmart, tant que leurs demandes (dont la réhabilitation des employées licenciées et la fin du harcèlement visant les employées noires du magasin) ne seraient pas entendues. Le mouvement s'étiola quelques mois plus tard, au printemps 1982, après avoir obtenu le licenciement du gérant blanc raciste et le recrutement d'un gérant noir mais pas la réhabilitation de Davis, Smith et Solomon[6]. Néanmoins, comme nous le verrons, cette première mobilisation autour des employées du Kmart donna naissance à BWFJ qui deviendrait une organisation à l'envergure régionale dans un premier temps, puis nationale, dans un second.

Pour comprendre comment BWFJ concevait la politique électorale comme un élément essentiel de son répertoire d'action ainsi que sa culture organisationnelle particulière, nous devons d'abord nous pencher sur le contexte historique, politique, économique et social de sa création en Caroline du Nord au début des années 1980. Nous retraçons ici sa genèse. Ses origines sont à la fois locales et nationales. L'analyse aura pour but de caractériser le positionnement de l'organisation dans l'histoire du Long Mouvement. Pour ce faire, nous nous appuyons sur les travaux pionniers d'Ajamu Dillahunt-Holloway, le premier à proposer une étude approfondie et systématique de l'histoire de l'organisation. Sa thèse, soutenue en 2023, est une histoire organisationnelle de BWFJ et une biographie collective de ses membres les plus influents, de sa création, en 1981, jusqu'en 1988. Petit-fils d'un des membres fondateurs, Dillahunt-Holloway, a fait un travail archivistique considérable[7] et de nombreux

[4] La traduction de « working class » en français par « classe ouvrière » pose problème car elle induit des connotations différentes. La classe ouvrière étant conçue en contexte étatsunien de façon beaucoup plus large. C'est pourquoi, nous avons choisi de traduire par classe populaire, et *worker* par travailleur, afin d'éviter tout téléscopage de contextes.

[5] Ajamu Amiri Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead: The Southern Freedom Movement and the Building of Black Workers for Justice, 1981-1988*, Thèse de doctorat en histoire, East Lansing, Michigan State University, 2023, p. 24-31.

[6] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 56-57.

[7] Ce travail a impliqué de réunir les documents en possession des différents membres fondateurs de l'organisation, dont ceux de sa famille, les classer et les constituer en fonds d'archive. Dillahunt-Holloway est actuellement en train de créer un « fonds d'archive communautaire » à part entière (c'est-à-dire un fonds par et pour la communauté noire gravitant autour de BWFJ et des mouvements de luttes de libération et de justice sociale dans le Sud) dont il est co-directeur, rassemblant les archives de BWFJ : The Communiversity. Un site internet a été créé en 2022 pour donner de la visibilité à certaines de ces archives. Comme nous le verrons, dans

entretiens d'histoire orale. Ces travaux permettent d'avoir accès à des perspectives inédites du fait de son lien personnel avec l'organisation, dont il est lui-même membre depuis son adolescence. Sa thèse s'attache particulièrement à analyser les pratiques militantes de l'organisation, son fonctionnement interne, ses objectifs et sa vision politique, façonnés par les expériences militantes des fondateurs mais aussi par leurs « mentors ». Dillahunt-Holloway insiste sur le caractère novateur du BWFJ, qui, selon lui, a transformé la tradition radicale en Caroline du Nord[8]. Il enjoint également les historiens à réévaluer les mouvements de libération noire dans les années 1980 et 1990, en particulier dans les espaces ruraux du Sud[9]. L'histoire des mouvements de ces décennies a jusqu'ici été largement négligée car la période est souvent considérée comme un nouveau « nadir[10] » pour la population africaine-américaine du pays.

À sa suite, ce chapitre s'attache à étayer ses travaux en commençant par retracer la genèse de BWFJ en profondeur, ses filiations politiques et militantes, ainsi que le contexte en Caroline du Nord, et plus précisément à Rocky Mount, ville où BWFJ fut fondé. L'étude détaillée des origines de BWFJ et la recontextualisation dans le Long Mouvement de libération noire nous permettra d'analyser de manière plus pertinente et plus juste, dans le chapitre suivant (**Chapitre 7**), leur vision et mobilisation de la politique électorale et ce jusqu'en 1996, date de création d'un tiers parti travailliste multiracial, le Labor Party, dans lequel BWFJ plaça beaucoup d'espoir. Ce chapitre, tout comme les travaux de Dillahunt-

---

la continuité de la philosophie de BWFJ, The Communiversity est aussi pensé comme une structure éducative populaire, qui en préservant l'histoire des luttes ouvrières noires dans le Sud et en montrant ses liens avec le mouvement de libération noire dans son ensemble aux États-Unis mais aussi dans le Sud global, permet de contribuer aux mouvements d'aujourd'hui. The Communiversity, « History » et « Communiversity launches a Website », 5 juin 2022, disponible en ligne https://thecommuniversitysouth.org/ (consulté le 28 mai 2025). Nous n'avons malheureusement pas pu avoir accès à ce fonds lors des terrains de recherche.

[8] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 16.

[9] *Ibid.*, p. 13.

[10] Ce terme désigne le point le plus bas, en l'occurrence ici, une période de grand désespoir pour la population africaine-américaine. Ce terme est très souvent employé dans l'historiographie étatsunienne pour désigner la période après la fin de la Reconstruction, lors de la mise en place du régime Jim Crow, entre 1877 et 1901, depuis son utilisation par l'historien Rayford W. Logan en 1954 dans *The Negro In American Life And Thought; The Nadir, 1877-1901*, New York, Dial Press, 1954. Sur l'emploi de « nadir » dans l'historiographie africaine-américaine voir : Pero Gaglo Dagbovie, *What is African American History?*, Malden, Massachusetts, 2015, p. 18. Depuis, le terme est à nouveau employé pour décrire les années 1980 et le début des années 1990, voir : M. Marable, *Race, Reform and Rebellion*, *op. cit.*, p. 186 : « in many respects the state of American race relations reached a new nadir in the late 1980s and early 1990s » ; et plus récemment Daniel S. Lucks, *Reconsidering Reagan: Racism, Republicans, and the Road to Trump*, Boston, Beacon Press, 2020, p. 13, cité dans A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 11.

Holloway, et l'ensemble de cette thèse, a pour ambition de contribuer au renouveau historiographique en cours sur les mouvements de libération noire dans les années 1980[11].

1. FILIATIONS IDÉOLOGIQUES ET MILITANTES

1.1. Des militants ancrés dans le Long Mouvement de libération noire

1.1.1. New Communist Movement and Third-World Marxism à la fin des années 1970

Les membres fondateurs du BWFJ étaient des militants qui avaient débuté leur carrière militante au sein d'une constellation d'organisations radicales noires, dont certaines de Caroline du Nord influencées par le *New Communist Movement* (NCM).

Le NCM désigne un ensemble de groupuscules issus de la Nouvelle Gauche (*New Left*), à la fin des années 1960 aux États-Unis, en plein mouvement contre la guerre au Vietnam et mouvements de libération nationale dans les colonies occidentales. Selon Max Elbaum, le NCM se distinguait de la *Old Left* des années 1930 et du Communist Party (CPUSA) qui s'étaient structurés autour de l'expérience soviétique et mettaient l'accent sur le syndicalisme[12]. Le NCM lui s'articulait autour d'un « Marxisme tourné vers le Tiers-Monde » (*Third-World oriented Marxism*). Cette variante du marxisme faisait de l'opposition au racisme et aux ingérences militaires impérialistes une priorité de la lutte contre le capitalisme. L'intersection de la race et la classe, et donc l'imbrication de l'exploitation économique et de l'oppression raciale, était considérée comme centrale. Cette mouvance fut très influencée par les révolutions socialistes cubaines et chinoises (là où le CPUSA des années 1930 avait pour référence la révolution bolchevique de 1917)[13].

---

[11] Jafari Allen *et al.*, « Roundtable: Defining The Black 1980s », *op. cit.*, p. 347-368. Joshua Guild, George Derek Musgrove, Benjamin Talton, Keeanga-Yamahtta Taylor et Leah Wright Rigueur, « Introduction », *The Journal of African American History*, Juin 2023, Vol. 108, n°3, p. 339-346.

[12] Max Elbaum, *Revolution in the Air: Sixties Radicals Turn to Lenin, Mao and Che*, New York, Verso, 2002, p. 30. Sur les différences entre *Old Left* et *New Left* voir aussi Maurice Isserman, *If I Had a Hammer: The Death of the Old Left and the Birth of the New Left*, Urbana, University of Illinois Press, 1987. Pour une histoire récente de la New Left qui décentre Student for a Democratic Society (SDS) voir : Van Gosse, *Rethinking the New Left: An Interpretative History*, New York, Palgrave Macmillan, 2005 et M. Elbaum, *Revolution in the Air*, *op. cit.*, p. 43-73 et p. 96-134. Selon Elbaum, c'est le SNCC plus que toute autre organisation des années 1960 qui a façonné l'émergence de la *New Left* (p. 48). Toujours selon lui, le New Communist Movement s'efforça de faire une synthèse entre le Marxisme de la *Old Left* et l'énergie morale des mouvements sociaux des années soixante (p. 403).

[13] James W. Wrenn, *The Price of Democratic Government and Freedom: The 1978 Rocky Mount Sanitation Workers Strike*, Mémoire de master en histoire, NC State University, 2023, p. 9.

Le Maoisme offrait un nouveau modèle de rupture avec les modèles eurocentrés de révolution communiste qui avaient servi d'inspiration principale pour la gauche communiste des années 1920 et 1930. La Révolution culturelle chinoise, lancée par Mao Zedong en 1966, était vue par cette génération de marxistes comme un modèle de révolution communiste par le bas[14]. Les militants africains-américains marxistes y voyaient « un outil pour construire un internationalisme anti-impérialiste du Tiers-Monde ». Le Petit Livre Rouge de Mao servit « d'outil syncrétique pour conceptualiser et faire avancer leurs propres luttes d'autodétermination[15] ».

Pour mieux comprendre la circulation des idées du NCM dans les milieux nationalistes noirs marxistes, il faut rappeler l'histoire des liens entre la gauche des années 1920-1930 et le mouvement de libération noire de l'époque. Comme l'explique Olivier Maheo, le CPUSA connut un succès relatif auprès de la minorité noire étatsunienne en raison de la nouvelle approche théorique de Lénine, de la « question nationale ». Lénine fit du soutien contre toutes les oppressions coloniales ou raciales, une condition d'appartenance au mouvement communiste. Le soutien du CPUSA lors de l'affaire des « neuf de Scottsboro » (*Scottsboro Boys*) en 1931, de jeunes Africains-Américains accusés à tort de viol, marqua aussi un tournant dans les relations entre les communistes blancs et les militants du mouvement noir[16]. Ce soutien du Parti aux revendications des militants africains-américains connut son apogée avec la participation du Parti au National Negro Congress (NNC). Fondé en 1935, à Howard University, ce congrès rassemblait les militants et intellectuels noirs de l'époque, des plus

[14] « La Révolution culturelle déclenchée par Mao a pour objectif de mettre un terme au passé de la Chine, la débarrasser de ses références les plus traditionnelles et les plus anciennes. Au début de 1960, l'une des premières étapes de cette révolution chinoise entraîne un vaste déplacement géographique de tous les Chinois instruits, les professeurs et les étudiants, installés dans les villes, vers les campagnes pour être formés par les paysans aux activités agricoles ». Qingya Meng, « *Le petit livre rouge* de Mao, une rhétorique au service de la révolution », *TRANS*- n° 28, novembre 2022, disponible en ligne https://doi.org/10.4000/trans.7707 (consulté le 08 juin 2025). Max Elbaum, *Revolution in the Air*, *op. cit.*, p. 30-31.

[15] Le titre exact du Petit Livre Rouge est *Citations du président Mao Tsé-Toung*, 1964. Bill V. Mullen, « By the Book: Quotations from Chairman Mao and the Making of Afro-Asian radicalism, 1966-1975 », p. 246 dans Alexander C. Cook (dir.), *Mao's Little Red Book: A Global History*, New York, Cambridge University Press, 2014. Mullen montre comment le Petit Livre Rouge fut une référence fondamentale pour la création du Black Panther Party, notamment car le livre pouvait aisément servir de manuel pratique pour construire un parti politique et faire avancer des luttes de libération nationale mais aussi des luttes de classe et contre le patriarcat. Les aphorismes du Petit Livre Rouge infusèrent dans une grande partie de la gauche étatsunienne des années 1960 et 1970 (notamment des organisations révolutionnaires de travailleurs noirs comme la League of Revolutionary Black Workers et le Detroit Revolutionary Union Movement). Dans le cadre de notre étude, il est intéressant de relever que Robert F. Williams, célèbre militant en faveur de la légitime défense de la NAACP de Monroe en Caroline du Nord, devint un des passeurs africains-américains du Maoïsme à cette époque, alors qu'il était en exil en Chine. Bill Mullen, *supra.*, p. 245-246 ; p. 258.

[16] Selon Michael Goldfield, le soutien du CPUSA aux accusés de Scotsboro rendit le Parti très populaire auprès de la population africaine-américaine de Birmingham presque du jour au lendemain. M. Goldfield, *The Southern Key*, *op. cit.*, p. 103.

radicaux aux plus libéraux afin de former un front unitaire pour faire avancer la lutte pour l'émancipation et l'égalité raciale.

En Caroline du Nord, ce rapprochement du CPUSA avec les revendications d'égalité raciale, se manifesta dans le mouvement social de Winston-Salem mené par le Local 22 – section syndicale locale, affiliée au FTA de la CIO – à l'usine Reynolds. Le Local 22 associé à ce rapprochement du syndicalisme et de la lutte pour les droits civiques, notamment par la politique électorale (voir **Chapitre 2**), succomba aux attaques anticommunistes du Maccarthysme[17]. Au niveau national, le NNC s'éteignit en 1947 pour les mêmes raisons[18]. C'est ce que Michael Dawson appelle « la fracture » (*the sundering*), soit la séparation du mouvement ouvrier des mouvements noirs radicaux, qui selon lui conduisit à « un rétrécissement de l'imaginaire radical dans les mouvements noirs et dans d'autres »[19]. Michael Goldfield attribue aussi l'échec de cette coalition ouvrière interraciale aux choix de la direction nationale du CPUSA. En effet, afin de préserver la coalition du Front Populaire de « centre gauche », le Parti sacrifia la cause antiraciste et céda à la purge des communistes des organisations syndicales. En acceptant d'exclure les cadres syndicaux communistes et africains-américains du syndicat de US Steel, le Parti contribua à détruire toute possibilité de mobilisation ouvrière dans le Sud, en laissant le pouvoir aux syndicalistes conservateurs et corporatistes (*business unionists*)[20].

Comme le rappelle également Olivier Maheo, cette fracture altéra durablement le Long Mouvement de libération noire en réduisant les possibilités de convergence interraciale autour de l'exploitation économique. Robert Korstad montre aussi comment la répression anti-communiste a empêché la transmission entre les générations de militants des années 1930 et 1960. Ainsi, le mouvement des droits civiques à partir du milieu des années 1950 ne se développa pas à partir des luttes syndicales mais plutôt autour de l'accès à l'espace public et à une citoyenneté pleine et entière. Les Églises et non les syndicats furent les lieux privilégiés à partir duquel le mouvement s'organisa[21].

---

[17] R. Korstad et N. Lichstenstein, « Opportunities Found and Lost », *op. cit*., p. 792-793. R. Korstad, *Civil Rights Unionism*, *op. cit.*

[18] Michael Dawson, *Blacks In and Out of the Left*, Cambridge, Harvard University Press, 2013, p. 78.

[19] Michael Dawson, *Blacks In and Out of the Left*, Cambridge, Harvard University Press, 2013, p. 68-69. « The sundering led to a narrowing of the radical imagination in black movements and others », *Ibid.*, p. 94.

[20] Michael Goldfield, *The Southern Key: Class, Race, and Radicalism in the 1930s and 1940s*, New York, Oxford University Press, 2020, p. 179. Goldfield définit le *business unionism*, par opposition au *revolutionary industrial unionism*. Le premier tend à accepter le système capitaliste et voit le syndicalisme comme une institution de négociation et peut aller jusqu'à diriger les syndicats comme des entreprises en cherchant à enrichir ces derniers. Le deuxième conçoit le syndicalisme comme une lutte pour la classe ouvrière (p. 28-30).

[21] R. Korstad et N. Lichstenstein, « Opportunities Found and Lost », *op. cit*., p. 804-806 et R. Korstad, *Civil Rights Unionsim*, *op. cit.*, p. 415-417. Ce constat est partagé par Michael Goldfield qui propose d'ailleurs une

1.1.2. Filiations militantes communistes et garveyistes : Abner Berry et Queen Audley Moore

Néanmoins, plusieurs membres de premier plan de BWFJ, dont Saladin Muhammad, eurent pour mentors des militants des années 1920 et 1930. Leur influence s'avéra décisive dans la formation militante et intellectuelle des membres du BWFJ. Il est donc essentiel de retracer les filiations militantes entre ces deux générations afin de comprendre le positionnement de l'organisation.

Premièrement, certains membres du BWFJ bénéficièrent des enseignements d'une militante africaine-américaine communiste pan-africaniste de premier plan, « Queen Mother » Audley Moore, lors de leurs années au sein du Revolutionary Action Movement (RAM) et du African People's Party (APP) et de l'African Liberation Support Committee (ALSC) dans les années 1970[22].

Née en 1898, Moore s'était engagée auprès de l'United Negro Improvement Association (UNIA) de Marcus Garvey et avait milité au sein du CPUSA dans les années 1930 à New York[23]. Fondée en 1913 par Garvey, née en Jamaïque, l'UNIA remporta une forte adhésion au début des années 1920 et devint « le plus vaste mouvement panafricain de l'histoire[24] ». Selon Rolland-Diamond, l'UNIA fut une « première incarnation populaire du nationalisme noir et [une] étape décisive dans la prise de conscience des Africains-Américains de leur appartenance à une diaspora noire mondiale[25] ». L'UNIA revendiquait le droit de retour en Afrique pour les descendants d'esclaves[26]. Le garveyisme est considéré comme précurseur des nationalismes noirs des années 1950 et 1960 de la Nation of Islam et de Malcolm X (le père de Malcolm X était en effet un fervent défenseur de Garvey)[27].

---

analyse contrefactuelle du mouvement syndical dans le Sud si le CPUSA avait fait des choix différents. M. Goldfield, *The Southern Key*, *op. cit.*

[22] Nous présentons ces organisations plus bas.

[23] Sur « Queen Mother » Audley Moore voir Olivier Maheo, « "Queen Mother" Moore, une militante longtemps oubliée à l'origine des revendications pour les réparations aux États-Unis », *Esclavages & Post-esclavages*, novembre 2021, disponible en ligne https://doi.org/10.4000/slaveries.5215 (consulté le 28 mai 2025).

[24] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op.cit.*, p. 76 et p. 78. Garvey participa à l'organisation de quatre congrès panafricains entre 1919 et 1927 en Europe et à New York. À son apogée, l'UNIA comptait plus d'un millier de sections locales aux États-Unis, au Canada, aux Antilles, en Amérique du Sud, en Afrique, en Europe et en Australie.

[25] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op.cit.*, p. 19.

[26] O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power*, *op. cit.*, p. 70 et p. 271.

[27] C. Rolland-Diamond, *Black America*, *op.cit.*, p. 76. Sur Marcus Garvey voir : Mary Rolinson, *Grassroots Garveyism: The Universal Negro Improvement Association in the Rural South, 1920-1927*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2007 ; William Van DeBurg (dir.), *Modern Black Nationalism from Marcus Garvey*

Comme l'explique Dillahunt-Holloway, Moore avait justement été attirée par l'approche internationaliste du CPUSA à cette époque et son soutien aux *Scottsboro Boys*[28]. Cette transmission entre Moore et les militants de BWFJ montre que, malgré la fracture évoquée plus haut, des liens décisifs se nouèrent entre deux générations militantes du mouvement de libération. Selon l'historien Komozi Woodard, Moore agit comme « "un pont stratégique" entre la génération militante ralliée au garveyisme dans les années 1920 et la génération du Black Power des années 1960[29] ». Comme nous le verrons en détail plus loin, les membres de BWFJ furent très influencés par les enseignements de Moore, en particulier les femmes africaines-américaines de l'organisation.

Deuxièmement, Abner Berry, né en 1902, originaire du Texas, membre du CPUSA de 1929 à 1956, peut être considéré comme le mentor le plus influent pour les dirigeants du BWFJ. Il participa d'ailleurs à la création de l'organisation. En 1934, Berry avait été élu au Central Committee du Parti communiste et devint dirigeant de la section locale à Harlem. Après avoir quitté le Parti communiste en 1957, pour son manque d'engagement envers les Africains-Américains et les travailleurs, Berry fut journaliste pour l'ONU jusqu'à son départ à la retraite en 1970. Au cours de cette période, il noua des liens avec des révolutionnaires d'Afrique et fut publié dans *Muhammad Speaks*, le journal de Nation of Islam. Une fois à la retraite, Berry s'engagea dans le African People's Party (APP)[30] et devint un de ses chefs de file. Il devint aussi membre de l'African Liberation Support Committee (ALSC)[31]. C'est au sein de ces deux organisations que les Muhammads, membres fondateurs de BWFJ, firent la connaissance d'Abner Berry.

À l'été 1981, Berry et les époux Muhammad décidèrent de quitter le New Jersey et Philadelphie respectivement, pour s'installer à Rocky Mount en Caroline du Nord, la ville

---

to Louis Farrakhan, New York University Press, New York, 1997, p. 40-50. Minkah Makalani, *In the Cause of Freedom: Radical Black Internationalism from Harlem to London, 1917-1939*, University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2011. Colin Grant, *Negro with a Hat: The Rise and Fall of Marcus Garvey*, Oxford University Press, New York, 2008.

[28] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 155-156.

[29] Komozi Woodard, « Queen Mother Moore and the Black Power Generation », *Palimpsest : A Journal on Women, Gender, and the Black International*, vol. 7, n°2, 2018, p. 181 cité dans O. Maheo, « "Queen Mother" Moore », *op. cit*. Sur la mise au jour de l'impressionnante carrière militante de Moore, voir le numéro de *Palimpsest* cité ci-dessus et notamment : Ashley D. Farmer et Erik S. McDuffie, « Guest Editors' Introduction : The Life, Legacy, and Activism of Queen Mother Audley Moore », *Palimpsest*, vol. 7, n°2, 2018, p. v-xii.

[30] L'APP avait succédé au Revolutionary Action Movement (RAM) à Philadelphie. Il s'agissait d'une organisation révolutionnaire nationaliste, fondée en grande partie par Abner Berry. Abdul Alkalimat, *Dialectics of Black Liberation: The African Liberation Support Movement*, Trenton, New Jersey, Africa World Press, 2022, p. 201-202.

[31] « Long Live the Vision, Humility, and Revolutionar Dedication of Abner Berry », *Justice Speaks*, vol. 4, n°10, juillet 1987, p. 3 et p. 7.

natale de Naeema Muhammad. Comme nous le montrerons de façon plus approfondie plus bas, cette décision s'inscrivait dans une démarche et une vision politique réfléchies[32]. Pour eux, la clé du mouvement de libération noire était d'organiser politiquement[33] les Africains-Américains de la Black Belt dans le Sud.

Une fois à Rocky Mount, Berry endossa le rôle de conseiller lors de la mobilisation autour des employés du K-Mart en octobre de la même année – qui donnerait naissance au BWFJ. Berry resta très actif au sein du BWFJ jusqu'à sa mort en 1987[34]. Dillahunt-Holloway estime qu'au vu de sa longue expérience de militant et de son engagement, Berry fut au BWFJ ce qu'Ella Baker fut aux étudiants du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC), c'est-à-dire un pont entre deux générations et une guide qui nourrit et fit prospérer une nouvelle forme de militantisme[35].

---

[32] J. Wrenn, « The Price of Democratic Government and Freedom », *op. cit.*, p. 88.

[33] Dans ce chapitre et le suivant, nous choisissons de ne pas traduire *organize* et *organizing* par des équivalents français idiomatiques tels que « recruter », « syndiquer », « mobiliser », « politiser » car justement la notion en anglais en contexte étatsunien peut recouvrir tout cela à la fois, selon le contexte. Son sens doit beaucoup à la notion de *community organizing* que Julien Talpin définit « comme un projet d'émancipation des classes populaires, qui passe par la constitution de contrepouvoirs locaux face à l'influence de l'État et des forces du marché » et « repose sur une participation en nombre de la population, mais requiert l'intervention de professionnels déployant des méthodes de mobilisation fortement rationalisées ». Julien Talpin, « Quand le "community organizing" arrive en France », *Projet*, n°363, février 2018, p. 30-31. Selon le sociologue Kenneth Andrews, il y a une distinction importante à faire entre *organizing* et *mobilizing.* Le premier implique de créer des groupes avec des participants en grand nombre et une volonté d'influer sur la direction de ce groupe. Le second désigne un grand nombre de personnes qui s'unissent pour une courte période de façon plus sporadique pour une action souvent spectaculaire. Kenneth Andrews, « The Impacts of Social Movements on the Political Process: The Civil Rights Movement and Black Electoral Politics in Mississippi », *American Sociological Review*, vol. 62, n°5, 1997, p. 815-816. Dans le cas de BWFJ, justement, leur slogan « Organizing the South » (étudié plus bas) et « organizing the unorganized » signifiait rarement « syndiquer », car l'activité syndicale en bonne et due forme était très difficile voire impossible dans cet État du Sud. En outre, le concept d'*organizing* mobilisé par BWFJ allait au-delà du recrutement des travailleurs dans des activités assimilables au syndicalisme. Comme nous le verrons plus en détail, il s'agissait aussi d'éveiller les consciences et de politiser les travailleurs africains-américains dans le Sud, de créer une force politique indépendante dirigée par ces derniers, tout ceci en rendant lesdits travailleurs acteurs de leur propre émancipation et à la tête de leurs propres collectifs au niveau local. Toute traduction, autre que le calque « organiser » que nous utiliserons, réduirait donc la polysémie du terme en anglais et escamoterait notre compréhension de la philosophie organisationnelle de BWFJ.

[34] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 3-5. « Profile of a Lifeling Freedom Fighter: Abner Winston Berry », *Justice Speaks*, vol. 3, n°6, février 1986, p. 3 et p. 7.

[35] Barbara Ransby, *Ella Baker and the Black Freedom Movement: A Radical Democratic Vision,* Chapel Hill, NC, The University of North Carolina Press, 2003. Baker est considérée comme l'une des militantes les plus efficaces de l'histoire du pays. Elle enseigna aux jeunes militants du SNCC sa philosophie organisationnelle fondée sur les relations interpersonnelles dans le respect mutuel au sein et en dehors de l'organisation. Cette philosophie reposait sur l'identification et la mobilisation de *leaders* de la communauté opprimée cible, à partir des revendications de ces dernières (plutôt que d'imposer une direction et des objectifs exogènes à la communauté). Autrement dit les rendre acteurs et maîtres de leur propre émancipation. C'est cette philosophie que certains nommeraient plus tard « community organizing ». *Wesley C. Hogan, Many Minds, One Heart: SNCC's Dream for a New America*, Chapel Hill, NC, The University of North Carolina Press, 2007, p. 40-42 et p. 59. Clément Petitjean met en exergue la notion de « spadework » pour caractériser la philosophie organisationnelle radicale développée par le SNCC sous l'égide d'Ella Baker. Signifiant littéralement « travail de déblayage », ce terme désigne le fastidieux travail sur le terrain pour tisser des réseaux de relationsinterpersonnelles avec les habitants d'une communauté sur le long terme, en vue d'une mobilisation

1.1.3. Biographie collective d'un groupe de militants avant le départ vers le Sud

Avant de venir s'installer en Caroline du Nord au début des années 1980, les membres fondateurs de BWFJ militèrent au sein d'un réseau d'organisations de libération noire, dont certaines implantées en Caroline du Nord. Nous synthétisons ici la biographie collective écrite par Dillahunt-Holloway en ajoutant des éléments de contextualisation sur les différentes organisations, notamment en Caroline du Nord, afin de pouvoir mieux analyser, dans un second temps, le rôle de la politique électorale chez BWFJ. Cette biographie collective met en outre en lumière les raisons politiques et stratégiques qui poussèrent ces militants à s'installer dans le Sud, et plus particulièrement en Caroline du Nord. Nous nous pencherons ici sur les parcours des membres les plus influents dans la direction de l'organisation à ses débuts, soit : Saladin et Naeema Muhammad, Ajamu et Rukiya Dillahunt et Angaza Laughinghouse. Tous et toutes avaient une attache personnelle en Caroline du Nord et décidèrent de s'y installer pour des raisons politiques et personnelles. Ils et elles y avaient tous et toutes des attaches familiales, leurs parents ayant quitté leur Sud natal pour New York ou Philadelphie dans les années 1940. Leurs carrières militantes et politiques étaient ainsi le fruit d'une double migration : celles de leurs parents d'abord, puis la leur, dans une logique délibérée de retour vers le Sud. Ils étaient ainsi à l'avant-garde d'un phénomène plus large de « migration inversée » des Africains-Américains vers le Sud à partir des années 1970[36]. Ce « retour » vers le Sud avait été encouragé, dès le début des années 1970, par des chefs de file du mouvement des droits civiques dans la presse noire. Par exemple, Julian Bond interpellait les Africains-Américains installés dans le Nord dans le magasine *Ebony* ainsi : « rentrez à la maison […]

---

politique émancipatrice. Clément Petitjean, *Occupation: Organizer: A Critical History of Community Organizing in America*, Chicago, Haymarket Books, 2023, p. 155-156.

[36] Le démographe William H. Frey conceptualise cette « migration inversée » depuis plus de cinquante ans comme une « Nouvelle Grande Migration », soit l'inverse de la Grande Migration qui vit la migration de 6 millions d'Africains-Américains du Sud vers le Nord entre les années 1910 et 1970 pour fuir Jim Crow. La grande majorité des Noirs étatsunien qui (re)viennent dans le Sud, surtout depuis les années 1990, s'installent dans des métropoles de la Sunbelt, telles qu'Atlanta en Géorgie ou Charlotte en Caroline du Nord. William H. Frey, « A 'New Great Migration' is bringing Black Americans back to the South » (Brookings: September 12, 2022), disponible en ligne https://www.brookings.edu/research/a-new-great-migration-is-bringing-black-americans-back-to-the-south/#footref-1 (consulté le 8 janvier 2023). William H. Frey, Chapitre 6, « The Great Migration of Blacks, In Reverse » in « Diversity Explosion: How New Racial Demographics are Remaking America » (Brookings Institution Press, 2018), disponible en ligne https://www.brookings.edu/book/diversity-explosion-2/ (consulté le 8 janvier 2023). John Cromartie et Carol B. Stack, « Reinterpretation of Black Return and Nonreturn Migration to the South 1975-1980 », *Geographical Review*, vol. 79, n°3, 1989, p. 297–310, https://doi.org/10.2307/215574. Nicolas Raulin, *Une nouvelle Grande Migration? Le "retour" des Africains-Américains dans le Sud des États-Unis depuis les années 1970. Le cas de la métropole d'Atlanta*, Thèse de doctorat en histoire étatsunienne, Paris, École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2022. Le cas des fondateurs de BWFJ est différent de la majorité des profils étudiés par Nicolas Raulin dans sa thèse, puisque leurs motivations relevaient avant tout d'une stratégie politique délibérée à des fins militantes.

nous avons besoin de vous… Vos racines, tout comme les nôtres, sont ici. Venez les replanter. La terre noire ici – au sens propre comme spirituel – est riche[37] ». À la même époque, le président du Parti démocrate de l'Alabama (qui était majoritairement africain-américain), appelait de ses vœux une « une migration de retour de masse » car c'était, selon lui : « le moyen le plus rapide pour les Noirs de prendre entièrement le contrôle de territoires[38] ».

Les époux Dillahunt furent les premiers à déménager en Caroline du Nord quand ils s'installèrent à Raleigh en 1978. Rukiya avait grandi à Charleston en Caroline du Sud[39]. Ajamu, né en 1945, avait grandi dans le Queens à New York et avait passé ses étés à New Bern en Caroline du Nord car son père avait grandi là-bas[40]. Angaza Laughinghouse quant à lui, avait aussi une grande partie de sa famille en Caroline du Nord, plus précisément dans la partie est, puisque ses parents étaient originaires de Greenville, et y avait passé tous ses étés depuis son plus jeune âge[41]. Saladin Muhammad était né en 1945 dans un grand ensemble de logements sociaux à Philadelphie. Il avait lui aussi passé des étés à Rocky Mount, en Caroline du Nord, car c'était la ville natale de sa mère. Il passa trois ans, de ses 17 à ses 20 ans, en poste sur la base de Fort Bragg à Fayetteville en Caroline du Nord alors qu'il était dans l'Armée de l'Air[42]. Cette expérience le marqua durablement car il fut confronté à la violence suprématiste blanche – cautionnée par les institutions – lorsqu'un ami soldat fut assassiné – probablement par le Ku Klux Klan – et que l'Armée déclara qu'il s'était suicidé. Outre cet événement tragique, Saladin Muhammad fit l'expérience du racisme ordinaire et du statut de citoyen de seconde zone réservé aux Africains-Américains, à qui on manquait constamment de respect dans l'espace public à Fayetteville, alors même qu'il portait son uniforme militaire[43].

---

[37] « Come home […] we need you... Your roots, like ours, are here. Put them down again. The Black soil here – both actually and spiritually – is rich ». [37] « Black Voices of the South », *Ebony*, août 1971, cité dans Julia E. Gunn, *A Good Place to Make Money: Business Labor and Civil Rights in Twentieth-Century Charlotte, North Carolina*, Thèse en histoire, Philadelphie, University of Pennsylvania, 2014, p. 211-212.

[38] « mass reverse migration […] the quickest way for Blacks to take over political control of entire areas » cité dans J. E. Gunn, *A Good Place to Make Money*, *op. cit.*, p. 211-212.

[39] Nous n'avons pas été en mesure de trouver des sources concernant la date de naissance de Rukiya Dillahunt.

[40] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 103. Amos et Ajamu Dillahunt (U-0561), 3 décembre 2008, entretien mené par Bridgette Burge, U.18 Long Civil Rights Movement: Heirs to a Fighting Tradition, SOHP, p. 11 ; p. 20.

[41] Angaza Laughinghouse, entretien mené par Lauren Gerald et Marcus Montaño, *op. cit.*, p. 9.

[42] Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Caroline du Nord était l'État avec le plus grand nombre de bases militaires. C. Greene, *Our Separate Ways*, *op. cit.*, p. 237. Comme le souligne Greene, les conflits raciaux, pendant la guerre dans les bases militaires, étaient très répandus dans le Sud et furent un des moteurs du mouvement de libération (*supra*., p. 15 ; p. 20).

[43] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 32.

Après avoir quitté l'armée, il revint s'installer à Philadelphie avec son épouse, Naeema, qu'il venait de rencontrer à Rocky Mount, alors qu'il rendait visite à sa famille maternelle. De retour à Philadelphie, deux ans plus tard, alors qu'il travaillait dans une usine de téléviseurs, Saladin Muhammad rejoignit la section paramilitaire du Revolutionary Action Movement (RAM), the Black Guard. Le RAM avait été fondé en 1962 par des étudiants du Central State College dans l'Ohio. Cette organisation semi-clandestine avait des membres à Philadelphie, dans l'Ohio et en Californie, et prônait la légitime défense armée, face à la violence suprématiste[44]. Après la dissolution du RAM, sous l'effet de la répression et du programme COINTELPRO, de nombreux membres migrèrent vers le African People's Party (APP), né en 1968 à Philadelphie. Ce parti se voulait une alternative au Parti démocrate – c'est-à-dire un parti politique indépendant qui se réclamait du nationalisme révolutionnaire. Saladin Muhammad devint responsable de terrain pour l'APP en 1971 (et plus tard Secrétaire Général). Abner Berry et Queen Mother Moore, que nous avons présentés plus haut, faisaient partie de l'organe décisionnaire de l'APP[45]. Par ailleurs, en tant que responsable de terrain, Muhammad fut amené à rencontrer des militants du mouvement de libération noire de tout le pays pour créer un réseau de sympathisants du parti. Il participa notamment à la Convention de Gary de 1972. Au cours de ses voyages, il rentra en contact avec Howard Fuller et Nelson Johnson, deux militants Black Power de premier plan en Caroline du Nord (voir **Chapitre 1)**. À partir de 1975, sous l'égide de Muhammad, la section locale de l'APP se mit à concentrer ses efforts sur la mobilisation des travailleurs noirs de la ville afin de les intégrer au *labor movement*[46].

Les Dillahunt, pour leur part, avaient été membres de The East à New York à la fin des années 1960. Créée en 1969 à Brooklyn, The East était une organisation à visée éducative et artistique qui appartenait à la mouvance culturelle du nationalisme noir. En effet, elle jouait le rôle, à cette époque, de section locale du Congress of African People (CAP) d'Amiri Baraka. Le couple fut très attiré par le panafricanisme de The East[47]. Deux ans plus tard, les Dillahunts firent la connaissance de Howard Johnson, un ancien cadre noir du CPUSA, alors

[44] Elle comptait parmi ses membres des militants célèbres tels que Huey Newton et Bobby Seale des Black Panthers, Ron Karenga de l'organisation US (nationalisme noir culturel) et le couple communiste révolutionnaire James et Grace Lee Boggs de Detroit. A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 33-34. Selon Welden, le manifeste du RAM « peut être considéré comme les efforts théoriques les plus aboutis pour magner les notions maoistes […] d'internationalisme du Tiers-Monde par les Noirs radicaux ». B. Welden, « By the Book », *op. cit.*, p. 259.

[45] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 33-35.

[46] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 33-37.

[47] Kwasi Konadu, *A View From The East: Black Cultural Nationalism and Education in New York* City, Syracuse, NY, Syracuse University Press, 2009.

qu'ils étaient à la State University de New York (Ajamu Dillahunt y fit son master, tandis que Rukiya Dillahunt y était institutrice). Johnson façonna durablement le point de vue politique des Dillahunts. En parallèle, ils rejoignirent le Amilcar Cabral/Paul Robeson Collective (AC/PRC) sur le campus[48]. L'AC/PRC était un club de lecture marxiste fondé par des enseignants et des étudiants noirs et blancs. Il avait pour but de lire et discuter des ouvrages théoriques sur le marxisme et les mouvements d'indépendance africains afin d'articuler conjointement théorie marxiste et mouvements de libération noire à travers le monde. À cette période, les groupes de travail comme l'AC/PRC proliféraient à travers le pays. Ils s'inséraient dans le New Communist Movement évoqué plus haut. Surtout, selon Max Elbaum, ces groupes furent le point d'entrée de nombre de jeunes révolutionnaires dans le militantisme[49].

Angaza Laughinghouse, né en 1952[50], avait lui fait son éducation politique dès son adolescence à Brooklyn (New York), alors en pleine effervescence. Laughinghouse habitait non loin de l'Audubon Ballroom, là où Malcolm X faisait ses discours. Il se souvient aussi bien des grèves des enseignants et du personnel hospitalier que du Black Arts Movement en plein essor[51]. Après le lycée, il fut membre du groupe Harlem Fight Back qui luttait contre la discrimination raciale dans les métiers du bâtiment à New York. Peu après, il fut recruté pour travailler dans la Workers Defense League, aux côtés des célèbres vétérans du Long Mouvement, A. Phillip Randolph et Bayard Rustin[52]. Au cours de ses études supérieures, il se

[48] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 99-100.
[49] M. Elbaum, *Revolution in the Air*, *op. cit.*, p. 137-138. Amilcar Cabral était une figure de référence pour les révolutionnaires nationalistes noirs marxistes de l'époque. Son parti, le PAIGC, pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert, inspira nombre d'entre eux. Voir aussi : « History of AC/PRC (Amilcar Cabral/ Paul Robeson Collective) », *Marxists.org*, disponible en ligne https://www.marxists.org/history/erol/ncm-1a/ac-prc.pdf (consulté le 5 juin 2025). Paul Robeson, acteur et chanteur, était un célèbre communiste noir étatsunien qui fut inscrit sur la liste noire pour avoir refusé de céder face à la répression maccarthyste. O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power*, *op. cit.*, p. 36.
[50] Brian Gordon, « Black Workers Fueled North Carolina's Labor Movement In The Past – And Are Dictating Its Future », *The Brunswick News*, 24 février 2023, disponible en ligne, https://thebrunswicknews.com/news/business/black-workers-fueled-north-carolinas-labor-movement-in-the-past-and-are-dictating-its-future/article_cff0ca34-d679-5a37-b7bc-a7297dc7962b.html (consulté le 28 juillet 2025).
[51] Angaza Laughinghouse, entretien mené par Lauren Gerald et Marcus Montaño, *op. cit.*, p. 4.
[52] Asa Philip Randolph (1889-1979) et Bayard Rustin (1912-1987) sont tous les deux des figures majeures du Long Mouvement qui firent le lien entre plusieurs générations et tendances du mouvement. D'abord un membre important du Parti socialiste, Randolph créa le syndicat Brotherhood of Sleeping Car Porters en 1925, un des rares syndicats noirs de l'époque. Il fut à l'origine de l'organisation de la Marche sur Washington pour l'emploi et la liberté de 1963 et de sa première itération avortée de 1941 (la marche sur Washington de 1941 n'eut finalement pas lieu car le Président Roosevelt céda aux demandes et interdit la ségrégation dans l'industrie de l'armement). Andrew E. Kersten et Clarence Lang, *Reframing Randolph: Labor, Black Freedom, and the Legacies of A. Philip Randolph*, New York, New York University Press, 2015. Cornelius L. Bynum, *A. Philip Randolph and the Struggle for Civil Rights*, Champaign, University of Illinois Press, 2010. Après avoir été brièvement membre du CPUSA, Rustin participa à la fondation du Congress of Racial Equality (CORE) en 1942, qui fut une des premières organisations à utiliser la non-violence pour lutter contre le racisme. Longtemps invisibilisé dans la mémoire et l'historiographie du mouvement des droits civiques en raison de son

rapprocha d'organisations implantées en Caroline du Nord. En licence à Columbia, il devint membre du Student Organization for Black Unity (SOBU). Puis, en maîtrise de droit dans le New Jersey, il travailla pour une organisation de défense des prisonniers. C'est ainsi qu'il se retrouva à travailler dans le secteur de Raleigh et Durham, sur les affaires des Trois de Charlotte (*Charlotte Three*)[53] et des Dix de Wilmington (*Wilmington Ten*) avec la Commission for Racial Justice (voir **Chapitre 1** et **Chapitre 2**), dans le cadre d'un projet de recrutement d'étudiants (Student Mobilization Project).

Avant leur installation en Caroline du Nord, les fondateurs de BWFJ eurent aussi des liens avec deux organisations nationalistes noires se réclamant du panafricanisme de Caroline du Nord : YOBU (initialement SOBU) et MXLU, dans le cadre de leur mobilisation au sein de l'African Liberation Support Committee (ALSC).

ALSC

Outre l'engagement dans des organisations aux philosophies similaires, les Muhammad, Dillahunt et Laughinghouse se rencontrèrent dans le cadre de leur participation à l'African Liberation Support Committee (ALSC) qui rassembla des militants nationalistes panafricanistes noirs de Caroline du Nord et du reste du pays. Active de 1971 à 1975, l'ALSC émergea autour de l'organisation d'une journée de commémoration, le African Liberation Day (ALD) le 27 mai 1972 à Washington : une manifestation en soutien aux mouvements de libération noire indépendantistes dans les pays africains. Ce rassemblement favorisa la convergence des organisations et militants nationalistes noirs étatsuniens partisans du panafricanisme, malgré des divergences idéologiques importantes entre approche culturelle et approche marxiste du nationalisme noir[54]. Alkalimat compare l'ALSC à un « front populaire » car, selon lui, il s'agissait d'une « union au-delà des clivages de classes au sein de la communauté noire opprimée »[55]. Deux des trois organisations motrices de l'ALSC étaient implantées en Caroline du Nord : le MXLU et YOBU. Owusu Sadaukai de la MXLU fut

homosexualité, de son passé communiste et de son engagement pacifiste radical, Rustin joua pourtant un rôle crucial dans la transformation du boycott de Montgomery de 1955 en véritable mouvement de masse. Il fut en effet un proche conseiller et mentor du Dr. King et un des principaux organisatoires de la Marche de 1963. John D'Emilio, « Remembering Bayard Rustin », *OAH Magazine of History*, vol. 20, nº 2, 2006, p. 12-14 et *Lost Prophet: The Life and Times of Bayard Rustin*, New York, Simon and Schuster, 2003. Daniel Levine, *Bayard Rustin and the Civil Rights Movement*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 2000.

[53] J. Christopher Schutz, « The Burning of America: Race, Radicalism, and the 'Charlotte Three' Trial in 1970s North Carolina », *The North Carolina Historical Review*, vol. 76, no. 1, 1999, p. 43-65.

[54] A. Alkalimat, *Dialectics of Liberation*, *op. cit.*, p. 1-8.

[55] A. Alkalimat, *Dialectics of Liberation*, *op. cit.*, p. 72.

même élu président du comité[56]. La Caroline du Nord fut un centre d'activité de premier plan pour l'ALSC qui y planifia des rassemblements à Greensboro, Durham, Chapel Hill et Raleigh. L'ALD à Raleigh en 1973, le plus important, réunit 3 000 personnes de tout l'État, dont des personnalités politiques telles qu'Howard Lee (**Chapitre 1**) ou Mickey Michaux (**Chapitre 4**).

La **SOBU**, Student Organization for Black Unity, fut, elle, créée en mai 1969 à Greensboro sur le campus de l'université historiquement noire (HBCU), North Carolina A & T. Nelson Johnson fut le premier président de l'organisation. En 1971, ils changèrent leur nom en Youth Organization for Black Unity (YOBU)[57].

La Malcolm X Liberation University (MXLU) (voir **Chapitre 1)** avait quant à elle, été fondée en 1969 par des étudiants africains-américains de l'université de Duke à Durham sous l'égide d'Howard Fuller[58] (qui travaillait encore pour le North Carolina Fund). L'objectif de cette université indépendante était de fournir une éducation panafricaniste conçue pour la libération noire, en rupture avec l'enseignement dans les universités blanches, vu comme vecteur d'oppression coloniale[59].

Les membres fondateurs de BWFJ participèrent tous aux mobilisations organisées par l'ALSC. L'APP participa aux congrès organisés. C'est donc à cette occasion que les fondateurs de BWFJ entrèrent en contact et se retrouvèrent autour d'une adhésion commune au panafricanisme. Les Dillahunt s'étaient d'ailleurs rendus en Tanzanie en 1973, alors gouvernée par des communistes[60]. Dans les entretiens d'histoire orale, les Dillahunt expliquent que la Caroline du Nord leur semblait être un centre névralgique du mouvement de libération noire en raison de la présence de SOBU et MXLU, de la mobilisation autour des Dix de Wilmington et de l'ALD[61].

---

[56] A. Alkalimat, *Dialectics of Liberation*, *op. cit.*, p. 80.
[57] A. Alkalimat, *Dialectics of Liberation*, *op. cit.*, p. 43-44.
[58] Plus tard, Owusu Sadaukai.
[59] D. Fergus, *Liberalism, Black Power*, *op. cit.*, p. 38-40. A. Alkalimat, *Dialectics of Liberation*, *op. cit.*, p. 45-52.
[60] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 162. Sur la réappropriation et la mise en œuvre du Maoïsme en Tanzanie, voir Priya Lal, « Maoism in Tanzania: Material Connections and Shared Imaginaries », p. 96-116 dans A. C. Cook, *Mao's Little Red Book*, *op. cit.* Lal estime que le gouvernement de l'époque avait élaboré la version la plus ambitieuse du « socialisme africain » (p. 99).
[61] Ajamu Dillahunt, entretien mené par Bridgette Burge, 9 décembre 2009 (U-0563), SOHP, p. 39.

1.2. Les principes fondateurs de BWFJ

1.2.1. La Black Belt Nation Thesis

Tous les fondateurs de BWFJ adhéraient à la thèse dite de « la nation de la Black Belt » (*Black Belt Nation Thesis*). Selon cette thèse, les Africains-Américains de la Black Belt dans le Sud des États-Unis constituaient une nation à part entière et, comme tous les autres peuples, avaient le droit de constituer leur propre république en vertu du droit à l'autodétermination. Comme nous l'avons évoqué plus haut, cette thèse a été formulée par Harry Haywood en 1928, peu avant l'essor de l'alliance entre Africains-Américains communistes et le CPUSA. Pour Haywood donc, la « question noire » était une « question nationale » et comme l'écrit Maheo : « le droit à l'autodétermination [était] désormais lié à la définition de la *Black Belt*, un vaste territoire qui pourrait devenir celui d'un nouvel État noir[62] ». Cette thèse redevint centrale dans les philosophies nationalistes noires des années 1960 et 1970. Ce fut notamment le cas dans les courants se réclamant du New Communist Movement (voir plus haut) ce qui explique l'urgence d'organiser le prolétariat noir de la Black Belt, tout en développant la solidarité avec les mouvements décoloniaux de libération en Afrique.

La libération de la Black Belt est ainsi centrale dans la philosophie du BWFJ. Dans leur première newsletter publiée en 1983, l'organisation affirmait qu'il était urgent que les travailleurs noirs s'organisent en Caroline du Nord car la législation de l'État « vis[ait] clairement à priver les Noirs de tout pouvoir politique et économique réel sur leur vie, leur terre […] [et] leurs conditions de travail »[63] . Ils ajoutaient que 90 % des Africains-Américains étaient des travailleurs, « maintenus au plus bas de l'échelle du système américain » et qu'il était donc impératif et urgent de mobiliser et syndiquer les travailleurs noirs de la Black Belt. BWFJ avait donc pour objectif de lutter pour « l'autodétermination nationale des Noirs en tant que nation dans la Black Belt du Sud[64] ». Cette dernière était pour eux un « "tiers-monde" à l'intérieur des frontières des États-Unis ». L'organisation reprenait donc la thèse de la nation de la Black Belt des années 1920 d'Haywood, tout en y ajoutant une dimension internationaliste décoloniale – dimension inspirée par le Marxisme tiers-mondiste cité plus haut. Ainsi, cette analyse reposait non seulement sur l'idée que les travailleurs du

[62] O. Maheo, *De Rosa Parks au Black Power*, *op. cit.*, p. 71.
[63] « clearly aimed at denying Black people any real political and economic power over their lives, land […] [and] conditions of their labor ». « The March on Washington: Black Workers stand up! », *Justice Speaks* vol. 1, n°1, août 1983, p. 2.
[64] « Bloomer Hill Fights Nash County », *Justice Speaks*, vol. 4, n°3, décembre 1986, p. 3.

monde entier devaient se révolter contre le capitalisme, mais aussi sur la notion d'une diaspora noire colonisée et exploitée par le capitalisme, que ce soit dans les pays d'Afrique en lutte pour leur indépendance, ou à l'intérieur même de la puissance occidentale impériale étatsunienne[65]. L'autodétermination sur et en dehors du lieu de travail constituait donc un pilier de leur « vision de la liberté », pour reprendre le concept de Michael Dawson[66]. Ces deux dimensions faisaient partie d'une seule et même lutte internationale décoloniale et anticapitaliste.

C'est précisément cette compréhension du Sud comme la clé de voûte du mouvement de libération noire qui poussa les membres fondateurs de BWFJ à venir s'installer en Caroline du Nord afin de syndiquer et fédérer les travailleurs noirs de la Black Belt dans la lutte de libération. Naeema Muhammad explique qu'elle et Saladin avaient déménagé car ils voulaient « organiser la mobilisation dans le Sud » contre « la nature oppressive de [cette] société[67] ». Ajamu Dillahunt évoque les mêmes raisons pour leur emménagement à Raleigh. Rukiya et lui voulaient habiter dans la Black Belt et avaient estimé que la Caroline du Nord était un État stratégique pour être au cœur « du mouvement ouvrier et du mouvement de libération noire », et ce, en raison de son rôle historique en tant que foyer des mouvements des droits civiques et du Black Power[68]. Dillahunt citait à cet effet les éléments suivants : « la création du SNCC, le mouvement des sit-in, les Dix de Wilmington, les Trois de Charlotte, l'affaire Joan Little, l'African Liberation Support Committee, MLXU[69] ». Il semble donc que l'expérience au sein du ALSC, avec la forte mobilisation de Owusu Sadaukai de la MXLU, ait orienté le choix de la Caroline du Nord comme base stratégique.

Laughinghouse, déjà présent sur place dans le cadre du Student Mobilization Project, décida de s'installer de façon permanente à Raleigh après le Massacre de Greensboro de novembre 1979. Il fut profondément marqué par cette tuerie, d'autant plus qu'il connaissait certains des membres du Communist Workers Party (CWP) tués ou blessés par un groupe de

[65] Vanessa Trait, « Organizing Where We Live and Work » dans *Poor Workers' Unions: Rebuilding Labor from Below*, Chicago, Haymarket Books, 2016, p. 143.
[66] Michael Dawson, *Black Visions: The Roots of Contemporary African-American Political Ideologies,* Chicago, University of Chicago Press, 2001, p. 2. Dans ce livre, Dawson invente cette notion de « visions de la liberté » qu'il définit comme des « feuilles de route indiquant le chemin vers la liberté » que les militants, les intellectuels et les élites noires ont réinterprétées et suivies de diverses manières au cours des siècles.
[67] Naeema Muhammad, entretien mené par Adrienne Heller, 25 mars 2014 (U-1081), SOHP, Series U: The Long Civil Rights Movement: The South Since 1960s, p. 11.
[68] Ajamu Dillahunt, entretien mené par Bridgette Burge, 9 décembre 2009 (U-0563), SOHP, Series U: The Long Civil Rights Movement: The South Since 1960s, p. 22 et p. 39-40. Rukiya Dillahunt, entretien mené par Nandini Srinivasan, 19 février 2014, Video for Social Change Oral History Collection, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University, p. 11.
[69] Ajamu Dillahunt, entretien mené par Bridgette Burge, 9 décembre 2009, *op. cit.*, p. 40.

suprématistes du Ku Klux Klan et du Parti Néo-Nazi lors de cette marche contre le Klan. Il les avait rencontrés en raison de leur activisme au sein de YOBU et de l'ALSC. Laughinghouse intégra donc la ligue des avocats mobilisés pour les victimes de Greensboro (the Legal Alliance for Greensboro Justice)[70].

Une fois installés à Raleigh, les Dillahunt et Laughinghouse rejoignirent le mouvement contre la brutalité policière et la criminalisation des militants du mouvement de libération qui s'était cristallisé autour des affaires (des Trois de Charlotte et des Dix de Wilmington). Ils militèrent ensemble au sein de la section locale du National Black United Front (NBUF), appelé le Raleigh Black United Front (RBUF). En 1981, alors que Saladin Muhammad cherchait à activer un réseau de solidarité autour des employées du Kmart de Rocky Mount, il entra en contact avec le RBUF à Raleigh. Il avait rencontré Laughinghouse dans le cadre de l'ALSC et les Dillahunt lors d'un congrès du NBUF. Laughinghouse était déjà en train d'organiser un rassemblement de travailleurs noirs de Caroline du Nord. Saladin Muhammad et Angaza Laughinghouse unirent leurs forces pour créer une organisation à l'échelle de l'État pour mobiliser les travailleurs noirs. Cela donna lieu au rassemblement « Workers Know Your Rights » à Fremont en décembre 1982. Celui-ci marqua la naissance officielle de BWFJ en tant qu'organisation pérenne (et non plus seulement une création *ad hoc* autour du Kmart).

1.2.2. « Black Workers Take the Lead » : les travailleurs noirs au cœur et à la tête du mouvement

BWFJ adopta plusieurs mots d'ordre dont « Black Workers Take the Lead ». Ce slogan n'était pas nouveau. Il avait été utilisé par la League of Revolutionary Black Workers (LRBW) de Detroit. Saladin Muhammad se revendiquait héritier de la LRBW car il avait été beaucoup influencé par leur positionnement et leur philosophie organisationnelle[71]. Les militants de la League of Revolutionary Black Workers et du Dodge Revolutionary Movement (DRUM) de Detroit, deux organisations fondées par des jeunes ouvriers noirs dans les grandes usines automobiles de Detroit, avaient eux aussi mis les travailleurs noirs au cœur

[70] Angaza Laughinghouse, entretien mené par Marcus Montaño et Lauren Gerald, 6 mars 2014, Video for Social Change Oral History Collection, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University, disponible en ligne https://idn.duke.edu/ark:/87924/r41838g39 (consulté le 28 janvier 2023), p. 9-10.
[71] J. Wrenn, « The Price of Democratic Government and Freedom », *op. cit.*, p. 90.

de leur conception révolutionnaire. Pour eux, la révolution devait partir des ateliers des usines plutôt que des étudiants[72].

Le slogan avait ensuite été adopté par l'ALSC lors des Congrès de 1973 et 1974. En témoigne l'extrait du manifeste adopté au Congrès de l'ALSC en 1973 ci-dessous :

> Notre front unitaire noir antiraciste, anti-impérialiste doit essayer d'unir tous les groupes sociaux et les classes sociales qui composent la communauté noire dans une même lutte commune. […].
>
> La plupart des adultes noirs travaillent dans le secteur industriel ou dans des emplois de service à la personne. C'est dans ce secteur de la communauté noire qu'il y a le plus à gagner si nous remportons nos combats. Et pourtant, ce sont ces combats qui ont été le plus laissés de côté par le mouvement. Nous estimons aussi que les travailleurs sans emploi, la plupart de nos frères et sœurs incarcérés en prison et les bénéficiaires des allocations sont des travailleurs empêchés. Nous devons donner la plus haute priorité à la mobilisation des travailleurs noirs car ils ont démontré leur capacité à faire beaucoup de choses, comme par exemple empêcher l'envoi de livraisons de chrome en provenance de Rhodésie […], non seulement en solidarité avec les mouvements de libération, mais aussi en participant au combat contre leur propre oppression. Nous encourageons donc les travailleurs noirs à prendre la tête du mouvement. C'est dans cet esprit que l'ALSC – le Black United Front antiraciste et anti-impérialiste, doit relever le défi de montrer l'interrelation entre l'oppression des peuples d'Afrique du Sud et l'exploitation des Noirs dans l'hémisphère occidental[73].

L'utilisation du slogan « Black Workers Take the Lead » (que nous avons traduit par « les travailleurs noirs à la tête du mouvement ») fit l'objet de débats au sein de l'ALSC. Dans son livre, Alkalimat, lui-même membre du comité de direction de l'ALSC, se souvient que le débat autour de la priorité donnée à la classe avait fracturé une partie de l'organisation. Certains dirigeants qui étaient partisans de la primauté de l'identité raciale dans l'orientation du mouvement de libération avaient quitté le comité de direction. Pour eux, l'ALSC était désormais « clairement un Front Unitaire blanc dominé par le Marxisme », à rebours de

[72] B. Mullen, « By the Book », *op. cit.*, p. 259.

[73] « Our anti-racist, anti-imperialist, Black united front must attempt to unite all social groups and class formations within the Black community in a common struggle. […] Most Black adults work in production or service jobs. It is this sector of the Black community that has the most to gain by the victory of our struggles and yet they have been the most ignored by the movement. We also consider unemployed workers, most brothers and sisters incarcerated in prisons and mobilizing Black workers because they have demonstrated the power to do many things, such as shipping illegal chrome shipments from Rhodesia […], not only in solidarity with the liberation movements, but also as part of the fight against their own oppression. Therefore we encourage Black workers to take the lead. It is in this area that the ALSC – the anti-racist, anti-imperialist Black United Front, must meet the challenge of showing the interrelationship of the oppression of the people of Southern Africa and the exploitation of the Black people in the Western Hemisphere ». « ALSC Statement of Principles », juillet 1973 dans A. Alkalimat, *Dialectics of Liberation*, *op. cit.*, p. 258-259.

« l'esprit révolutionnaire de Garvey, Malcolm et Lumumba[74] ». Pour les détracteurs du manifeste de 1973 :

> L'ALSC devrait cesser de promouvoir l'idée fausse selon laquelle les travailleurs ont un rôle historique à jouer en se positionnant en première ligne pour mener le mouvement de libération. […] Les travailleurs noirs […] souffrent de discrimination et de pratiques injustes, en premier lieu, parce qu'ils sont noirs et non parce qu'ils sont des travailleurs. Ils doivent donc s'identifier au mouvement de libération en comprenant leur rôle historique en tant qu'Afrikains opprimés et non en tant que travailleurs opprimés[75].

Ces débats mirent en évidence les dissensions internes autour de la question de la classe et de la place des ouvriers noirs dans le mouvement de libération anticapitaliste, anti-impérialiste et panafricain. Lors de la création de BWFJ, en adoptant le slogan « Black Workers Take the Lead », les membres ont tranché en faveur d'une analyse imbriquant oppression de classe et oppression raciale, tout en revendiquant une ligne anti-impérialiste et internationaliste. Ainsi, nous pouvons identifier une filiation directe avec la ligne majoritaire de l'ALSC, qui concevait les travailleurs noirs comme l'avant-garde et le point de départ nécessaire du mouvement de libération.

Selon Vanessa Trait, l'organisation cherchait à développer une « culture renouvelée du militantisme » dans le Sud en associant délibérément le mouvement de libération et le *labor movement*. Les fondateurs faisaient valoir que ces deux mouvements étaient des « alliés naturels en dépit des problèmes historiques et actuels[76] ». Ils créèrent une *workers' school* à Rocky Mount en s'appuyant sur le modèle de la célèbre Highlander Folk School dans le Tennessee (qui avait formé des générations de militants au syndicalisme et au *community organizing*) et sur les théories de l'éducation populaire de Paulo Freire[77]. Ils considéraient

---

[74] « We thought that the national body would reject this 1860 white Marxist bullshit and return to the revolutionary spirit of Garvey, Malcolm and Lumumba […] ALSC is now clearly a white Marxist-dominated United Front » cité dans A. Alkalimat, *Dialectics of Liberation*, *op. cit.*, p. 122-123.

[75] « ALSC should stop pushing the misconception that workers have a historic role to come to the forefront to spearhead the liberation movement. [...] Black workers […] suffer the discrimination and unfair practices […] primarily because they are black and not because they are workers. Their identification with the liberation struggle must be a result of their understanding of their historic role as oppressed Afrikans not as oppressed workers » cité dans A. Alkalimat, *Dialectics of Liberation*, *op. cit.*, p. 117-118.

[76] V. Trait, « Organizing Where We Live and Work », *op. cit.*, p. 143.

[77] Fondé en 1932, le Highlander Center, joua un rôle primordial dans la trajectoire du mouvement de libération noire. Dans les années 1930 et 1940, le centre de formation interracial avait pour objectif de former les personnes sans emploi, les travailleurs mais aussi les syndicalistes du CIO. Aldon Morris qualifie le Highlander de « lieu de passage » pour des chefs de file du mouvement des droits civiques de tous bords tels qu'Ella Baker, Fannie Lou Hamer et Rosa Parks. Le centre concevait l'éducation de manière collective et émancipatrice. Selon Clément Petitjean, l'approche de l'*organizing* du SNCC doit beaucoup à la formation d'Ella Baker au Highlander Center. Les membres du SNCC se considéraient comme des « catalyseurs » pour que les Africains-Américains du Sud s'auto-organisent. Il fallait être attentif aux problèmes, au tissu communautaire et à la culture

qu'offrir les conditions d'un éveil politique pour que les membres d'une communauté locale dirigent leur propre mouvement était essentiel car cela permettait de « donner du pouvoir aux travailleurs sur leur lieu de travail et dans leur communauté »[78]. Au niveau national, ils firent pression sur les syndicats nationaux dans l'espoir d'infléchir le mouvement ouvrier afin qu'il y ait davantage de dirigeants noirs et de ressources investies dans le Sud et en Caroline du Nord. Bien que le Sud ne soit « pas attrayant pour les syndicats en raison de l'antagonisme antisyndical [...] et de la peur des travailleurs de parler de syndicats en raison des représailles des employeurs »[79], ils soulignèrent la nécessité de lutter contre la délocalisation des entreprises dans la région, qui était une des principales causes structurelles de la dégradation des conditions de travail à l'échelle nationale[80].

Au niveau local, ils eurent recours à des « organisations de travailleurs » ou à des syndicats « pré-majoritaires » pour remédier à l'absence de droits de négociation collective ou d'élections syndicales[81]. L'encouragement des « solidarités horizontales » et du « pouvoir associatif »[82] pour assurer des alliances par le biais de « vastes campagnes de résistance au pouvoir des employeurs » était également au cœur de la stratégie de l'organisation.

2. CONTEXTE MILITANT ET ORGANISATIONNEL EN CAROLINE DU NORD AU DÉBUT DES ANNÉES 1980

2.1. Justice économique et l'après-Greensboro Massacre

Outre la mobilisation autour des Dix de Wilmington, le contexte à la fin des années 1970 en Caroline du Nord était particulièrement propice à un retour des questions autour de la justice économique pour les travailleurs noirs.

---

des communautés au niveau local. L'objectif premier était de favoriser l'articulation entre les vies personnelles des individus et la prise de conscience de leur pouvoir collectif. C. Petitjean, *Occupation: Organizer*, *op. cit.*, p. 164-165. Dans un entretien d'histoire orale, Ajamu Dillahunt mentionne l'influence des enseignements de Paulo Freire sur sa conviction qu'apprendre et encourager les individus à lire était un outil vital d'émancipation. Pour une analyse détaillée de la Workers' School de BWFJ, voir A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, p. 110-124. BWFJ ouvrit d'ailleurs, en 1988, une bibliothèque d'ouvrages politiques révolutionnaires, ouverte à tous à Rocky Mount, l'Abner Berry Freedom Library, en hommage à Abner Berry, mentor de BWFJ.

[78] Angaza Laughinghouse, entretien mené par Marcus Montaño et Lauren Gerald, *op. cit.*, p. 15. V. Trait, « Organizing Where We Live and Work », *op. cit.*, p. 145.

[79] Naeema Muhammad, entretien mené par Adrienne Heller, *op. cit.*, p. 23-24.

[80] V. Trait, « Organizing Where We Live and Work », *op. cit.*, p. 143-144.

[81] *Ibid*em. Angaza Laughinghouse, entretien mené par Marcus Montaño et Lauren Gerald, *op. cit.*, p. 19.

[82] V. Trait, « Organizing Where We Live and Work », *op. cit.*, p. 145. Michael Goldfield utilise la notion de « pouvoir par association » (*associative power*) qui était le critère déterminant pour la réussite des campagnes de syndicalisation dans le Sud dans les années 1930. Il définit cette notion comme la capacité à mobiliser de vastes coalitions, notamment les communautés minorisées, en dehors des syndicats pour soutenir leurs actions. M. Goldfield, *The Southern Key*, p. 33.

Les ouvriers furent particulièrement touchés par les changements économiques structurels des années 1980. Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les gouverneurs et les législateurs de Caroline du Nord firent la promotion de l'État comme étant « favorable aux entreprises » en promettant : des bas salaires, des allègements fiscaux et une réglementation des conditions de travail très souple. Ces politiques destinées à attirer les entreprises, renforçaient un environnement historiquement hostile aux syndicats. En effet, la Caroline du Nord était déjà un des États au plus faible taux de syndicalisation du pays[83].

Cette politique pro-entreprise participa, dans la période d'après-guerre, au développement de l'industrialisation rurale dans le Sud et en Caroline du Nord, en particulier dans la partie Est de l'État. Des usines du Nord et du Midwest furent délocalisées vers les zones rurales pour profiter des « marchés isolés et des travailleurs isolés ». Cet isolement a rendu pratiquement impossible pour les travailleurs de lutter collectivement contre les salaires de misère et les conditions de travail dangereuses. Ces travailleurs avaient peur de perdre leur emploi car les entreprises menaçaient de délocaliser leurs activités ailleurs[84]. Dans les années 1980, avec la mondialisation et la désindustrialisation croissante, le Sud rural connut une érosion constante de l'emploi dans l'industrie manufacturière rurale, ce qui accrut la pression sur les travailleurs afin qu'ils acceptent des conditions de travail toujours plus dégradées et pour un salaire toujours plus bas[85]. Par conséquent, les comtés industriels ruraux de l'Est connurent une situation plus défavorable que le reste de l'État en matière de pauvreté, de santé et de bien-être tout au long des années 1980[86]. C'est en partie pour cette raison que BWFJ concentra son action dans cette région de l'État.

Le travail du BWFJ s'inscrivait dans un mouvement plus large d'organisations œuvrant pour la justice économique et la lutte contre ces restructurations économiques désastreuses en Caroline du Nord dans les années 1980. Ces organisations ciblaient en

[83] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 16. Dans les années 1970, seulement 14 % des travailleurs non-agricoles étaient membres d'un syndicat, contre environ 30 à 40 % dans le Michigan ou l'Ohio au même moment. Bryant Simon, *The Hamlet Fire: A Tragic Story of Cheap Food, Cheap Government, and Cheap* Lives, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2017, p. 44. Pour une discussion de l'historiographie sur la très faible syndicalisation du Sud voir : Bryant Simon, « Rethinking Why There Are So Few Unions in the South », *The Georgia Historical Quarterly*, vol. 81, n°2, 1997, p. 465–484 et M. Goldfield, *Southern Key*, *op. cit.*

[84] B. Simon, *The Hamlet Fire, op. cit.*, p. 257.

[85] Peter A. Coclanis et Louis M. Kyriakoudes, « Selling Which South? Economic Change in Rural and Small-Town North Carolina in an Era of Globalization, 1940-2007 », *Southern Cultures*, vol. 13, n°4, hiver 2007, p. 94.

[86] *Ibid*, p. 96.

particulier les fermetures d'usines et l'absence de réglementation concernant la sécurité des travailleurs.

En 1976, les employés de J. P. Stevens, l'une des plus grandes entreprises textiles du pays, sous l'égide de l'Amalgamated Clothing and Textile Workers Union (ACTWU) organisèrent une grève et un boycott de grande ampleur pour protester contre les pratiques illégales de répression du syndicalisme par la direction de l'entreprise[87]. C'est pour soutenir ce mouvement de grève que l'organisation Southerners for Economic Justice (SEJ) fut créée par des figures de proue du mouvement des droits civiques et du clergé dans le Sud des États-Unis[88]. L'objectif était de recruter des alliés au sein des organisations religieuses au niveau régional et national, afin de soutenir la campagne des travailleurs de J. P. Stevens. SEJ obtint le soutien de l'Église méthodiste et du National Council of Churches qui furent des alliés essentiels pour le boycott des produits J. P. Stevens à l'échelle du pays[89]. Après ce premier succès, SEJ eut pour ambition de s'attaquer à l'exploitation économique que subissaient les travailleurs dans le Sud – particulièrement les travailleurs africains-américains et les femmes qui étaient au plus bas de l'échelle économique. L'organisation avait pour but d'encourager et de soutenir des mouvements de lutte contre les conditions de travail dangereuses dans le Sud. SEJ avait un statut d'organisation à but non lucratif et faisait partie d'un réseau d'organisations engagées pour la justice économique. Elles luttaient contre la désindustrialisation et étaient également financées par des organisations religieuses progressistes[90].

En parallèle, le Communist Workers Party (CWP) avait identifié la Caroline du Nord comme un terrain stratégique pour diffuser leur projet politique communiste révolutionnaire en incitant les travailleurs à s'organiser collectivement. Un groupe de membres du CWP établis en Caroline du Nord (aux alentours de Greensboro et Durham) entreprit une campagne de recrutement dans des *cotton mills* de l'entreprise Cone Corporation autour de et à

[87] Selon Timothy Minchin, la mobilisation contre la direction de J. P. Stevens est un des événements notoires de la décennie et peut même être considéré comme la plus grande mobilisation syndicale depuis les *sit-down strikes* des années 1930-1940 dans l'industrie automobile dans le Midwest. À ce sujet voir Timothy J. Minchin, *« Don't Sleep With Stevens »: The JP Stevens Campaign and the Struggle to Organize the South 1963-1980*, Gainesville, FL, The University Press of Florida, 2005. Lane Windham, *Knocking on Labor's Door: Union Organizing in the 1970s and the Roots of a New Economic* Divide, Chapel Hill, NC, University of North Carolina Press, 2017.
[88] Le SEJ fut fondé en 1976 et se décrivait comme « une organisation multiraciale, interconfessionnelle et à but non lucratifde défense des droits des travailleurs, composée de travailleurs, de défenseurs des droits civiques et de dirigeants et militants religieux ». « Southerners for Economic Justice – Working Women's Organizing Project » dans SEJ Records, Carton 26, Dossier 687.
[89] Leah Wise, entretien mené par l'autrice, Durham, 25 mai 2022.
[90] *Ibidem*.

Greensboro. Le 3 novembre 1979, alors que le CWP organisait une marche contre le Ku Klux Klan, le rassemblement fut attaqué par des membres du Klan et du Parti néo-nazi. Cinq militants du CWP furent assassinés par balles et d'autres furent blessés. Cette attaque, surnommée le « Massacre de Greensboro », choqua profondément les militants de gauche et antiracistes dans tout le Sud et même dans tout le pays[91]. Cela donna lieu à une mobilisation nationale qui aboutit à l'organisation d'une marche commémorative pour dénoncer la violence suprématiste blanche.

Sous la direction de Leah Wise, une ancienne militante du SNCC, SEJ s'attaqua aux accidents du travail liés à l'exploitation économique des employés africains-américains dans les usines et fermes industrielles de l'État – en particulier l'exploitation des femmes[92]. Le Massacre de Greensboro avait selon Leah Wise « jeté un froid sur le militantisme » en Caroline du Nord, et renforcé sa volonté de redynamiser les luttes pour la justice sociale et raciale. Dans le cadre du travail de SEJ dans les usines, et grâce à son positionnement dans un vaste réseau d'organisations progressistes régionales et nationales, Leah Wise fit la connaissance de Saladin Muhammad de BWFJ. Celui-ci travaillait à l'époque pour une organisation d'aide juridique, NC Legal Services[93]. C'est dans ce cadre que SEJ devint un des

[91] Greensboro Truth and Reconciliation Commission, « Greensboro Truth and Reconciliation Commission Report: Executive Summary », 2006, disponible en ligne https://greensborotrc.org/exec_summary.pdf (consulté le 7 mars 2024). 25 ans plus tard, les survivants de la tuerie de Greensboro initièrent l'organisation d'une commission Vérité et Réconciliation pour faire toute la lumière sur cet événement. À ce sujet voir : Claire Anchordoqui, Anissa Khamkham, Anne Stefani, « Conversation and Reconciliation in the United States » dans Phillipe Birgy, Françoise Coste, Nathalie Dessens, Laurent Mellet (dir.) *Conversations*, Routledge (à paraître).

[92] Leah Wise, entretien mené par l'autrice, 25 mai 2022, *op. cit.* et Leah Wise, entretien mené par l'autrice, Durham, 17 juin 2022. Née en 1945 à Berkley en Californie, Wise grandit dans une famille très politisée (son père était syndicaliste). En 1967, elle se rendit pour la première fois dans le Sud avec le SNCC. Avant de rejoindre SEJ peu après sa création, elle travailla à Atlanta pour l'Institute of Southern Studies. Wise prit la tête de SEJ en 1982 et y resta jusqu'en 1994, date à laquelle elle devint coordinatrice à temps plein du Southeast Regional Economic Justice Network (REJN), une organisation sœur de SEJ qu'elle avait contribué à créer. Le but du REJN était de créer un réseau de luttes des travailleuses dans le Sud-Est des États-Unis et de les inscrire dans un réseau international d'organisations de travailleuses du monde entier. Le parcours de Leah Wise ainsi que l'histoire de SEJ et du REJN dépassent le cadre de cette thèse, car, du fait de leur statut fiscal de *non-profit* (501-c-3), ces organisations ne pouvaient pas directement s'impliquer dans la politique électorale ou partisane. L'histoire de Wise, SEJ et le REJN feront néanmoins l'objet de futurs travaux car les fonds d'archives de SEJ et REJN et les archives personnelles de Leah Wise sont extrêmement riches. L'histoire de ces organisations et des réseaux qu'elles ont développés contribuerait à enrichir notre compréhension de l'évolution des mouvements pour la justice économique en Caroline du Nord, en lien avec le Sud global, notamment leur adaptation aux contraintes institutionnelles dues au financement de fondations philantropiques et religieuses. Analyser les mutations institutionnelles des organisations religieuses des différents courants du Protestantisme aux États-Unis est essentiel pour comprendre ce qui se joua dans les années 1980 et 1990 pour toutes les organisations militantes qui dépendaient de ces financements. Enfin, Leah Wise s'efforça de développer une philosophie organisationnelle en rupture avec le modèle d'*organizing* de Saul Alinsky et expérimenta des pratiques internes à ces organisations pour s'attaquer aux oppressions internalisées par les militants.

[93] Leah Wise, entretien mené par l'autrice, 25 mai 2022, *op. cit.*

principaux soutiens financiers et le « sponsor fiscal » du BWFJ[94]. Ce partenariat permit à BWFJ de construire et ouvrir, en 1988, un centre d'information pour les travailleurs (*Workers' Center*) à Rocky Mount de manière pérenne. Plus tard, BWFJ et SEJ travaillèrent de concert sur deux mobilisations cruciales : premièrement, la campagne autour de la fermeture de l'usine Schlage Lock à Rocky Mount (1986-1988)[95] et deuxièmement, la campagne autour de l'incendie de l'usine à Hamlet en 1991[96].

Entre 1986 et 1988, le BWFJ, avec le soutien de SEJ, organisa avec succès une campagne visant à obtenir des concessions de la part d'Ingersoll Rand. Ce dernier avait décidé de délocaliser au Mexique son usine de serrures Schlage de Rocky Mount. Ils organisèrent des manifestations devant l'usine, avec le soutien d'une organisation nationale de défense des droits civiques (Commission for Racial Justice – The United Church of Christ) pour exiger de meilleures indemnités de départ, des prestations de retraite et des compensations pour les risques sanitaires subis par les travailleurs (en raison de la manipulation de produits chimiques toxiques et le nettoyage de la décharge de déchets toxiques laissés par Schlage Lock)[97]. Pour BWFJ, cette campagne s'inscrivait dans la lutte contre l'exploitation des travailleurs noirs, et en particulier des travailleuses[98]. 75 % des employés de l'usine Schlage Lock étaient des femmes et 75 % de ces femmes étaient africaines-américaines[99].

BWFJ établissait un lien direct entre, d'une part, le manque de pouvoir politique et d'autodétermination et, d'autre part, la privation des Africains-Américains de protections politiques et réglementaires dans le Sud (et en particulier sur le lieu de travail). C'est dans ce

---

[94] Demande de financement, non datée dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 610. SEJ Records, Carton 26, Dossier 676. Demande de financement, non datée dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 610.

[95] Sur la mobilisation autour de Schlage Locke voir Ajamu A. Dillahunt-Holloway, « Victory through Struggle: Black Workers for Justice and the Fight for Economic and Environmental Justice in North Carolina », *The Journal of African American History*, vol. 108, nº 3, juin 2023, p. 447-475.

[96] Lors de l'incendie dans un abattoir industriel à Hamlet dans le comté de Richmond en 1991, 25 travailleurs perdirent la vie, 56 furent hospitalisés, 20 enfants devinrent orphelins et 200 personnes se retrouvèrent au chômage. La direction avait verrouillé les portes pour empêcher les employés de voler, les piégeant ainsi à l'intérieur. Une grande majorité des employés étaient des femmes africaines-américaines. L'usine n'avait jamais été inspectée en 15 ans, malgré de nombreuses plaintes et les travailleurs n'avaient aucune structure de mobilisation collective pour faire entendre leurs voix. B. Simon, *The Hamlet Fire*, *op. cit.* « Meeting Minutes Committee Schlage Locke », 22 mars 1988 dans SEJ Records, Carton 28, Dossier 738.

[97] John Bookser-Feister et Leah Wise (Southerners for Economic Justice), « Betrayal of Trust: The Impact of Economic Development Policy Upon Working Citizens », 1988 dans les archives de Southerners for Economic Justice #5320, Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill [ci-après SEJ Records]. Communiqué de presse du Comité contre la fermeture de l'usine Schlage Lock, 18 août 1988, Rocky Mount dans SEJ Records, Carton 28, Dossier 737.

[98] Les militantes de BWFJ créèrent la Women's Commission. Voir A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead, op. cit.*, p. 149-174.

[99] Saladin Muhammad, « Schlage Lock Workers Fight Back », *Justice Speaks*, vol. 5, n°6, avril 1988, p. 1; « Fact Sheet regarding Schlage Lock/ Rocky Mount Plant Closure », n.d. dans SEJ Records, Carton 28, Dossier 737.

contexte – celui d'une oppression économique, politique, syndicale et raciale – que le BWFJ élabora sa stratégie d'organisation.

Pour le BWFJ, les organisations à but non lucratif telles que SEJ et ses partenaires (I/ECON, IFCO, Urban Rural Mission) étaient des alliés importants pour favoriser l'émergence d'un mouvement ouvrier dans le Sud, et ce malgré ce qu'ils estimaient être leurs faiblesses, à savoir leur tendance à être cooptés par les syndicats dominants corporatistes (*business unions*). Ils se félicitaient d'avoir poussé ces organisations à consacrer leurs ressources aux questions syndicales, y compris dans le contexte hostile du Sud[100]. Selon Leah Wise, œuvrer pour la justice au travail en Caroline du Nord lui donnait le sentiment de recruter pour le Parti communiste en plein McCarthysme[101].

2.2. Rocky Mount : un terreau fertile pour l'émergence du BWFJ

Dans le contexte de la création de l'organisation, cette stratégie qui consistait à rallier le soutien de la communauté par le biais d'une organisation parasyndicale[102], en associant défense des travailleurs et luttes pour l'égalité raciale au niveau local, apparaît centrale. Lorsque le BWFJ a été créé à Rocky Mount dans le sillage de la lutte contre K-mart en 1981, pour protester contre la discrimination et le racisme systématique visant les employées noires du supermarché, le contexte local était propice pour ce type de militantisme. Le boycott de K-mart s'inscrivait en effet dans le sillage de la grève des éboueurs de 1978. Alexander Evans, un éboueur africain-américain, avait été licencié pour avoir ramassé un costume près d'une poubelle. Ses collègues organisèrent un mouvement de grève pour protester contre son licenciement, avec le soutien d'une coalition de leaders noirs locaux[103]. Le mouvement de soutien aux éboueurs de Rocky Mount de 1978 dépassait le cadre du seul conflit avec la municipalité à propos du traitement discriminatoire des employés noirs de la ville. En effet, il

[100] « Tightening Up the BWFJ », 1998, p. 4 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ – Flyers & Reports ».
[101] « me trying to do workplace justice work in North Carolina was like organizing for the Communist Party in the middle of the McCarthy era ». Leah Wise, entretien mené par l'autrice, *op. cit.*, 25 mai 2022.
[102] « Nous entendons par groupes et réseaux parasyndicaux les regroupements de travailleuses et de travailleurs qui s'organisent de manière indépendante des organisations syndicales officielles et s'inscrivent dans la perspective autonome au sein des mouvements sociaux ». Phillipe Boudreau et Rachel Sarrasin, « Les initiatives parasyndicales : pour ou contre le syndicalisme ? », *Nouveaux cahiers du socialisme*, n°19, 2018, p. 153-166. Ce terme nous paraît particulièrement approprié pour décrire l'activité de BWFJ.
[103] David Cecelski, « The Rocky Mount Sanitation Workers Strike », 30 septembre 2019 dans « Freedom Stories », David Cecelski's Blog, disponible en ligne https://davidcecelski.com/2019/09/30/the-rocky-mount-sanitation-workers- strike/ (consulté le 8 janvier 2023).

cristallisait également les revendications des Africains-Américains de la ville et permit de forger une coalition de militants et d'organisation de différentes tendances.

Plus particulièrement, selon Jim Wrenn, la grève des éboueurs de 1978 permit la jonction entre « le Black Power, les mouvements du Nouveau Communisme des années 1970 et les formations politiques du New Labor et de la gauche telles que BWFJ qui émergèrent dans les années 1980 dans le sillage du déclin du WVO […] après le Massacre de Greensboro de novembre 1979 »[104]. C'est pourquoi il nous semble primordial de présenter le contexte à Rocky Mount quelques années avant la création de BWFJ.

Le mouvement des éboueurs de 1978 s'inscrivait dans une tradition militante radicale noire locale bien implantée. Lors de l'été 1977, une organisation locale, Whitakers Peoples Coalition for Justice (PCJ), avait organisé un mouvement à Whitakers (non loin de Rocky Mount) pour protester contre le meurtre d'un travailleur agricole noir par un commerçant blanc mais aussi exiger « l'autodétermination pour la nation de la Black Belt ». Ils avaient été soutenus par des membres de l'ALSC de Durham et de Greensboro dont Nelson Johnson[105]. En 1978, Shirley Pinnix et Naomi Green (respectivement présidente de la section locale de l'ALSC pour les comtés de Nash et Edgecombe, et présidente de la section locale de la Southern Christian Leadership Conference – le SCLC), organisèrent un rassemblement pour exiger la libération des Dix de Wilmington et, plus largement, exprimer leur soutien aux luttes de libération en Afrique australe. Shirley Pinnix, née à Greensboro, avait rejoint l'ALSC et le WVO en 1974 après sa sortie de prison. Elle avait déménagé à Rocky Mount pour implanter et diriger l'ALSC dans le secteur[106]. Quant à Naomi Green, elle était née en 1930 à Rocky Mount. Ses parents étaient actifs dans le mouvement syndical local dans les années 1940. Plus tard, en 1968, elle et sa famille avait participé au boycott des commerces du centre-ville. Dans les années 1970, désormais mère de neuf enfants et bénéficiaire des aides sociales, Green prit la tête de la section de la National Welfare Rights Organization (NWRO) du comté d'Edgecombe. Le mouvement de 1978 à Rocky Mount fut massivement soutenu par les Africains-Américains de Rocky Mount. Le Révérend Walker de la NAACP, Shirley Pinnix, Naomi Green furent tous actifs dans ce mouvement. Au moment de l'affaire du K-mart en 1981, Alexander Evans apporta son soutien aux employées licenciées et participa à la création

[104] J. Wrenn, « The Price of Democratic Government and Freedom », *op. cit.*, p. 9.
[105] *Ibid.*., p. 12.
[106] *Ibid.*., p. 31-32.

de BWFJ aux côtés d'Abner Berry et Saladin Muhammad. Naomi Green continua de militer en lien avec les militants du BWFJ.

3. LE COMBAT POUR L'EXERCICE DU DROIT DE VOTE À ROCKY MOUNT

3.1. La politique électorale dans la philosophie organisationnelle de BWFJ

Dès ses débuts, la lutte pour le pouvoir politique des Noirs – et plus particulièrement des travailleurs noirs – fit partie intégrante des axes de mobilisation de BWFJ.

Dans leur manifeste exposant la philosophie et les modes d'actions de BWFJ, publié à l'issue de leur rassemblement inaugural du 11 décembre 1982 à Fremont, « Workers : Know Your Rights Conference[107] », les cadres de BWFJ établissaient déjà un lien entre l'absence de pouvoir politique des travailleurs noirs et l'administration inégalitaire des services publics dans la Black Belt South :

> Nous constatons que partout où la classe ouvrière noire vit en grand nombre aux États-Unis, et particulièrement dans la Black Belt du Sud, les services et institutions publiques – tels que le nettoyage des rues et l'entretien des espaces publics, les aires de loisirs et parcs, les logements sociaux, les transports publics, les écoles et les hôpitaux – sont de piètre qualité. En outre, ce sont, en général, des personnes en lien avec ou influencées par de grandes entreprises, qui décident des politiques publiques dans ces endroits[108].

BWFJ concluait donc que l'amélioration des conditions de vie des communautés ouvrières noires « dépendr[ait] principalement du pouvoir que la classe ouvrière noire [aurait] pour contrôler ses conditions de travail et les politiques régissant leurs communautés »[109]. Ainsi, dans l'encart « Ce que nous défendons », qui listait les six positions principales de l'organisation, le BWFJ mettait en avant l'empouvoirement politique :

> *CONTRE l'impuissance politique de tous les travailleurs, et l'oppression raciste des Noirs en tant que nation, ainsi que de toutes les nationalités opprimées.

---

[107] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 60.

[108] « We find that wherever the Black working class lives in large numbers throughout the U.S. and especially in the Black Belt South, that the public services and institutions, like street cleaning and repairs, recreation, public housing, public transportation, schools and hospitals, are very poor. Furthermore, the politics in these areas are usually decided by people who are tied to or influenced by the major businesses ». « Black Workers: Get Organized! bwfj - Black Workers for Justice: Organizing Program », p. 2 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 611.

[109] « will mainly depend upon, how much power the Black working class has to control the conditions of their labor and the politics of their communities ». *Ibidem*.

> -POUR l'empouvoirement politique de tous les travailleurs, et la liberté et la libération nationale des Noirs et des nationalités opprimées[110].

BWFJ mobilisait ainsi le cadre d'analyse du nationalisme noir qui concevait l'empouvoirement politique des travailleurs noirs par le prisme d'une libération nationale, tout en affirmant sa volonté de former des alliances avec tous les travailleurs.

Le premier numéro de la newsletter du BWFJ, *Justice Speaks* (publié en août 1983), insistait déjà sur l'importance vitale de la politique électorale comme mode d'action :

> Les luttes des Noirs pour les droits démocratiques, la justice économique, le pouvoir politique et la liberté, doivent être menées quotidiennement au travail […] [lors] des conseils municipaux, et dans les communautés pour s'opposer aux baisses de salaires des employés municipaux. Dans les bureaux des services sociaux, dans les réunions des commissions de comté contre la politique de *WORKFARE*. Et lors des séances des Sénats d'État, et partout dans les comtés […].
>
> Nous devons mener nos luttes sur le FRONT ÉLECTORAL. […]. Pour ce faire […], nous devons organiser une campagne de grande ampleur pour inscrire les Noirs sur les listes électorales et les amener aux bureaux de vote le jour de l'élection. Nous devons aussi prévoir une campagne d'éducation à grande échelle […].
>
> Les efforts que nous déployons dans l'Est de la Caroline du Nord, pour inscrire les Noirs sur les listes, et présenter des candidats à des fonctions éligibles, doivent être compris comme s'inscrivant dans un mouvement des Noirs américains en plein essor dans tout le pays pour exiger des droits démocratiques, la justice économique, le pouvoir politique, et la liberté. […]
>
> NOUS NE DEVONS PAS ÉCHOUER ! ORGANISONS UNE CAMPAGNE D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES POUR METTRE FIN À L'ESCLAVAGE EN CAROLINE DU NORD[111] !

[110] « *AGAINST the political powerlessness of all working people, and racist national oppression of Blacks and all oppressed nationalities. […] FOR the political empowerment of all working people, and the freedom and national liberation of Blacks and oppressed nationalities ». *Ibid.*, p. 4.

[111] « The struggles of black people for democratic rights, economic justice, political power, and freedom, must be waged on an ongoing basis in workplaces […] On the floor of City Council's, and in the communities against city workers' pay cuts. At the Social Services offices, and County Commissioner meetings against WORKFARE. And on the floor of state Senate meetings, and throughout the counties. […] In order to effectively fight on the ELECTORAL FRONT, we must have a major campaign to register black people to vote, and get them out to the polls on Election Day. There must also be a massive education campaign about the pressing issues which affect the lives of the poeple, which politicians running for office need to address […] Our efforts in Eastern North Carolina, to register black people to vote, and run candidates for public office, must be seen as part of a growing movement of black people throughout the country, demanding democratic rights, economic justice, political power, and freedom. […]« WE MUST NOT FAIL! LET'S ORGANIZE A REGISTRATION CAMPAIGN TO END SLAVERY IN N.C.! ». « REGISTER TO VOTE! », *Justice Speaks*, vol. 1, n°1, août 1983, p. 12.

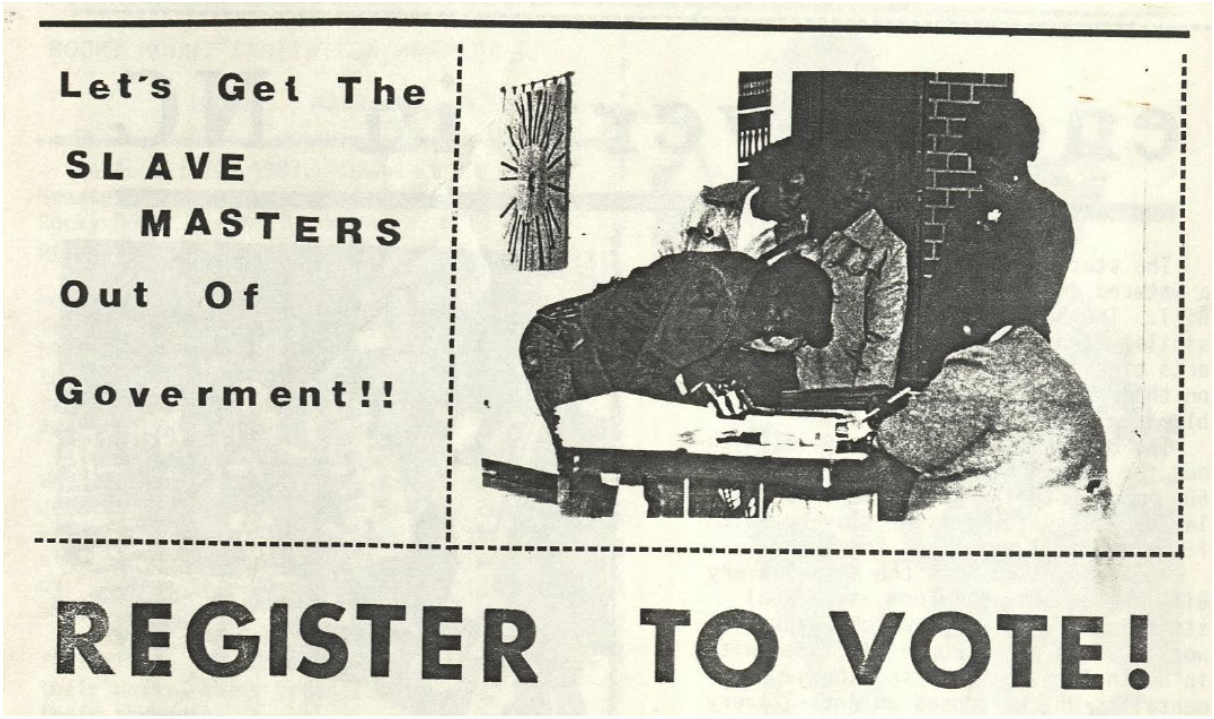


Figure 49 : Premier numéro de la newsletter de BWFJ *Justice Speaks*, août 1983[112].

Les membres du BWFJ concevaient la politique électorale comme une partie intégrante du mouvement de libération noire tel qu'ils l'envisageaient. Les mobilisations dans l'arène électorale étaient donc appréhendées comme le pendant des efforts de syndicalisation ou de mobilisation au travail. Ils établissaient un lien direct entre les décisions prises par les gouvernements locaux et les conditions de rémunération des employés municipaux, la répartition des allocations sociales et la gestion des services publics. Fidèles à leurs filiations militantes et au principe d'autodétermination, qui était chère à leur version du nationalisme noir inspiré du mouvement Black Power des années 1960, les cadres de BWFJ comparaient « l'impuissance politique » structurelle (imposée aux travailleurs noirs par le monopole politique exercé par les Blancs dans les gouvernements locaux) à une forme d'esclavage. L'image ci-dessus (**Figure 49**) en témoigne. On y voit des femmes noires s'inscrire sur les listes auprès d'une responsable noire. La légende « dégageons les maîtres esclavagistes du gouvernement !! »[113], qui sous-titre l'image, fait un parallèle explicite entre l'héritage du régime esclavagiste et le monopole politique des Blancs dans les instances gouvernementales locales.

[112] *Justice Speaks*, vol. 1, n°1, août 1983, p. 12.
[113] *Ibidem.*

Dans le *State of the Organization Report* de novembre 1983, Saladin Muhammad formulait ainsi le lien entre exploitation économique des Africains-Américains et privation du pouvoir politique :

> Depuis l'époque de l'esclavage, la classe ouvrière noire a été utilisée comme vivier de main d'œuvre bon marché pour l'essor des industries implantées dans le Nord et des villes, des plantations dans le Sud et exploitations agricoles, et certains endroits dans le Sud. Ces vingt dernières années, de nombreuses entreprises implantées dans le Nord se sont déplacées dans la Black Belt du Sud pour utiliser (exploiter) cette main d'œuvre noire bon marché pour faire plus de profits ; et pour être davantage protégées par le système politique raciste, qui a toujours refusé aux Noirs de réels droits démocratiques et […] l'exercice d'un pouvoir politique sur leurs communautés. Ainsi, les conditions que la classe ouvrière noire doit subir dans la Black Belt du Sud, sont les pires conditions d'exploitation économique de tous les travailleurs américains. Et les Noirs y subissent également les pires conditions d'oppression en tant que nation que tous les autres Noirs aux États-Unis. La lutte pour mettre fin à l'oppression de la nation noire est, ainsi, dans le meilleur intérêt de tous les travailleurs, noirs et blancs[114].

Dans ce rapport, Saladin Muhammad traitait donc des liens entre l'exploitation économique, les réformes de Reagan visant à déréguler les mécanismes de protection des travailleurs et la réforme des aides sociales (coupes budgétaires et *workfare*). Au niveau local, il pointait du doigt la qualité inférieure des infrastructures dans les communautés noires et les fermetures d'écoles décidées par les gouvernements locaux, en raison de l'assiette fiscale moindre[115]. On comprend donc mieux le sens donné aux mobilisations électorales à différentes échelles par BWFJ.

3.2. L'Area Black Coalition

En août 1983, le BWFJ rejoignit une coalition composée de la section locale de la NAACP à Rocky Mount, de l'Alliance du Clergé de Rocky Mount, des associations Citizens for a Better Edgecombe County et Community Advocates Agency et de l'association des Démocrates issus des minorités du comté de Nash. Cette coalition, appelée la « Area Black

[114] « Ever since slavery, the Black working class has been used as a source of cheap labor, for the development of northern industries and cities, southern plantations and farms, and certain areas in the south. In the last 20 years, many northern industries have moved to the black belt south to use (exploit) this cheap Black labor force to make greater profits ; and to be further protected by the racist political system, which has always denied Black people real democratic rights […] and political power over their communities. Thus the conditions faced by the Black working class in the black belt south, are the worse conditions of economic exploitation faced by all U.S. workers, and at the same time the most brutal conditions of national oppression faced by all Black people in the U.S. The struggle to end national oppression is, therefore, in the best interest of all workers, black and white ». « BWFJ: State of Organization Report 11-8-83 », 8 novembre 1983, p. 7 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 612.

[115] *Ibid.*, p. 2.

Coalition », écrivit au Ministère de la Justice pour protester contre le projet d'annexion de la municipalité de Rocky Mount, qui selon ses membres, violait la Section 5 du VRA et s'inscrivait « dans un contexte de lutte pour le contrôle politique » des deux comtés de la ville – Edgecombe et Nash. Dans sa lettre, la coalition argumentait que ce projet d'annexion de onze nouvelles zones perpétuait « une stratégie bien établie pour minimiser la force du vote des Noirs de la ville », d'autant plus que ces annexions s'ajoutaient à un mode de scrutin plurinominal à l'échelle de la ville (*at-large*). Pour eux, ces derniers « servai[ent] de toute évidence à maintenir et renforcer la manipulation des circonscriptions » de sorte que les électeurs noirs avaient l'équivalent du poids d'une seule circonscription, alors que 42 % des habitants de la ville étaient africains-américains. Ils étaient en effet concentrés dans deux circonscriptions (Ward 2 et Ward 4).

La coalition affirmait que, si le projet d'annexion n'était pas retoqué par la justice, l'écart entre électeurs noirs et blancs inscrits sur les listes se creuserait encore davantage et en faveur des Blancs. Et ce, alors qu'au vu du mode de scrutin *at-large*, les élus blancs n'étaient que « peu voire pas du tout à l'écoute des problématiques de la communauté noire ». La coalition énumérait des preuves de ce manque de considération, notamment les services inégaux (par exemple le réseau d'eau et d'égouts, entre la partie blanche et la partie noire de la ville). Rappelons que la ville était divisée en deux le long de la voie ferrée et que chaque partie relevait de deux comtés différents : Nash était majoritairement blanc et Edgecombe, majoritairement noir. Ses membres soulignaient aussi que le seul membre noir du conseil scolaire de la ville nommé par la municipalité n'avait pas été renouvelé après avoir fait remonter au Ministère de la Justice que la carte scolaire prévue par le conseil contrevenait à la législation protégeant les droits civiques. Ils évoquaient également le traitement des employés municipaux d'entretien, très majoritairement noirs, relégués aux postes les moins bien payés et dont la ville avait réduit les salaires. Enfin, la lettre expliquait que ce projet d'annexion faisait suite au contexte particulièrement tendu des élections de 1982, lors desquelles les organisations de la coalition avaient dû faire face à l'hostilité et même à des pratiques illégales pour les dissuader d'inscrire des électeurs noirs sur les listes[116]. Le mouvement s'inscrivait dans une coalition d'organisations locales aux orientations diverses, démontrant ainsi sa capacité à conjuguer des stratégies collectives et à mobiliser un répertoire d'actions riches et diversifiées. Celui-ci incluait notamment le recours aux voies institutionnelles, en particulier juridiques, sans pour autant s'y limiter.

[116] Lettre de l'Area Black Coalition à M. Gerald Jones (U.S. Department of Justice), « Re: Annexation. Section 5 Submission. Rocky Mount, N.C. », p. 1-4 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 611.

3.3. Le procès : Greene v. City of Rocky Mount

En septembre 1983, trois membres du BWFJ (dont Abner Berry) et deux militantes africaines-américaines (dont Naomi Green) se portèrent plaignants dans une action en justice contre la municipalité de Rocky Mount (*Green v. City of Rocky Mount*) et avec le soutien de Legal Aid of North Carolina[117]. Comme nous l'avons vu précédemment, les plaignants estimaient que le système électoral *at-large* et les nombreuses annexions étaient en violation du *Voting Rights Act,* puisque ce dernier limitait les chances d'être élus pour les candidats noirs. Alors que la ville comptait 42 % d'Africains-Américains, seul un élu africain-américain sur un total de sept siégeait au conseil municipal, il s'agissait du Révérend George Dudley[118]. Ce dernier était un ancien président de la Rocky Mount Voter Improvement League et ilfut le premier élu noir à siéger au conseil depuis 1902[119].

Les candidats noirs échouaient donc presque systématiquement. Par exemple, Naomi Green s'était portée candidate en 1981 pour le conseil municipal, sans succès. Lors de sa campagne, elle avait mis en avant les besoins de la classe ouvrière de Rocky Mount. Elle insistait sur la nécessité d'avoir des élus issus des classes ouvrières et populaires comme elle, qui s'opposeraient à l'influence démesurée des intérêts du patronat de la ville par l'intermédiaire de la Chambre de Commerce :

> Je représenterai les travailleurs de la ville, les Noirs et les Blancs, et non la Chambre de Commerce […] Nous avons besoin de véritables représentants du peuple au conseil, qui savent d'expérience personnelle ce que les membres de notre communauté traversent et ce dont ils ont besoin pour assurer leur vie, leur liberté, et la quête du bonheur[120].

La référence au préambule de la Déclaration d'Indépendance inscrivait sa candidature dans la tradition démocratique américaine et revendiquait implicitement que les travailleurs de la ville étaient, de fait, exclus de la citoyenneté pleine et promise par la Constitution. Greene soutenait une meilleure politique de lutte contre les violences policières ainsi qu'un soutienau

---

[117] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 93-94. Susan Perry Cole, RM City Council Minutes. Leslie Winner Papers, *op. cit.*

[118] « Rocky Mount BWFJ : Challenges Voting Rights Violations », *Justice Speaks*, vol. 2, n°2, 1984, p. 9 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 615.

[119] Conseiller municipal de 1972 à 1983.

[120] « I will represent the working people of the city, both blacks and white, not the Chamber of Commerce […] We need true people's representatives on the council who know first hand what folks in the community are going through and what they need to insure their life, liberty, and the pursuit of happiness ». *Rocky Mount Telegram*, 10 septembre 1981.

financement des services publics. Greene se porta candidate en 1982 pour la commission de comté d'Edgecombe, à nouveau sans succès.

Les candidatures de Naomi Green s'inscrivaient dans un contexte d'accaparement des ressources par le comté de Nash majoritairement blanc. La ville de Rocky Mount était en effet ségréguée le long du chemin de fer. Cette ligne de démarcation de part et d'autre de la voie ferrée, qui était courante dans les villes du Sud, se doublait d'une fracture administrative et politique puisque la partie majoritairement blanche de la ville dépendait du comté de Nash, tandis que la partie majoritairement noire dépendait du comté d'Edgecombe.



"New Ward Lines Are Approved"
Nashville Graphic,
March 2, 1972, p. 9

Figure 50 : Carte du redécoupage de la carte électorale municipale de Rocky Mount, 1972[121].

[121] James Wrenn, *The Price of Democratic Government*, *op. cit.*, p. 30.



Figure 51 : Carte des comtés d'Edgecombe, Nash et Wilson, 1980[122].

Les candidatures infructueuses de Naomi Green étaient autant de preuves supplémentaires de l'impossibilité d'élire des représentants noirs issus de la classe ouvrière et du militantisme au sein des instances de la ville de Rocky Mount.

Pour Abner Berry, qui était le mentor de BWFJ, il semblait vital que l'organisation s'implique dans une action en justice contre la carte électorale de Rocky Mount pour deux raisons principales. Tout d'abord, et comme nous l'avons vu, accroître le pouvoir politique des Noirs dans l'arène électorale était un des objectifs fondamentaux de BWFJ et un élément clé de leur répertoire d'action. Deuxièmement, pour Berry, ce type d'action – qui sortait du cadre du syndicalisme ou de la mobilisation des travailleurs et qui amenait le BWFJ à s'allier avec des organisations plus modérées dans leur discours et aux modes d'actions routiniers (comme la NAACP) – était cruciale pour plusieurs raisons secondaires. Notamment, cela permettait de démontrer que le militantisme pouvait fonctionner et que les efforts de mobilisation des travailleurs noirs pouvaient réussir et avoir des effets plus larges sur la communauté noire. Surtout, selon Berry, plus le BWFJ était ancré dans la communauté noire

[122] 1980 Census Tracts, Wilson Library.

dans toute sa diversité – y compris grâce à des actions en lien avec des organisations respectées et plus consensuelles du mouvement de libération noire – plus l'organisation serait protégée. L'objectif stratégique était ainsi d'éviter à tout prix l'isolement de BWFJ qui le mènerait à sa perte[123]. Berry estimait sans doute etparticulièrement à la répression du CPUSA dans les années 1940 et 1950 – répression qu'avaient subie les communistes africains-américains en premier chef.

Ainsi, pour eux, la municipalité violait les Sections 2 et 5 du VRA, ainsi que les 14e et 15e amendements (voir *supra* sur la base juridique). Rappelons ici que cette action en justice venait juste après le verdict *Gingles* et la nouvelle acception de la Section 2 (étudiée au **Chapitre 4**), c'est-à-dire dans un contexte plus favorable à ce type de plainte en vertu de la Section 2 – qui révélait une dilution de l'influence du vote des électeurs noirs. Le Ministère de la Justice donna raison aux plaignants en février 1984. La municipalité créa sept circonscriptions (*wards*) dont trois à majorité africaine-américaine afin d'assurer qu'ils puissent élire un représentant de leur choix[124]. Selon Jim Wrenn, il est possible de considérer cette victoire comme un héritage du mouvement de 1978, puisqu'il s'agissait d'un des objectifs les plus larges portés par ce dernier[125].

CONCLUSION

À la suite du procès contre la ville de Rocky Mount, le changement du mode de scrutin à Rocky Mount, puis pour le comté d'Edgecombe, permit l'élection de deux alliés de poids de BWFJ : le Réverend Walker susmentionné et J. O. Thorne en 1982. Ces deux élus s'affichèrent comme soutien des travailleurs noirs de Rocky Mount et des habitants noirs de la ville plus généralement[126]. En 1994, alors que les élus africains-américains étaient en majorité à la commission de comté depuis 1982, ces derniers perdirent les primaires démocrates. Le BWFJ reprocha alors aux élus sortants défaits d'être devenus complaisants à deux égards : d'abord, en ayant pensé pouvoir contrôler l'appareil du Parti démocrate d'Edgecombe, et ensuite, et principalement, de s'étant éloignés de leur base électorale. Des candidats, soutenus par le BWFJ, se présentèrent alors en tant qu'indépendants lors des élections générales, mais sans succès. Pour le BWFJ, les échecs de 1994 dans le comté d'Edgecombe, démontraient une

[123] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 94.
[124] Susan Perry Cole, Rocky Mount City Council Minutes, 27 septembre 2021, p. 348.
[125] J. Wrenn, « The Price of Democratic Government and Freedom », *op. cit.*, p. 88-89.
[126] « Organize for Power… Build the Black Political Movement », *Justice Speaks*, vol. 3, n°8, p. 4-5. « Black Independent Political Action: A Task of the Black Freedom Movement », *Justice Speaks*, vol. 4, n°1, octobre 1986, p. 4.

fois de plus qu'il était essentiel pour les candidats africains-américains de prendre leur distance avec le Parti démocrate. Plus encore, les candidatures qui ne reposaient ni sur un véritable programme et ni n'était soutenues par un mouvement politique de masse, étaient vouées à l'échec et desservaient la cause du mouvement de libération – telle que BWFJ la concevait. Ce constat rejoint les cas qui seront étudiés dans le chapitre suivant.

Qu'en est-il de la portée du BWFJ au niveau local, régional et national ? Au début des années 1990, le journal de BWFJ, *Justice Speaks* tirait à environ 2500 exemplaires et comptait un peu moins de 200 abonnés[127]. Cela démontre une diffusion toute relative des idées de BWFJ. Cependant, l'organisation comptait cinq sections locales actives en Caroline du Nord[128] et une en Géorgie. Elle pouvait surtout revendiquer le succès de campagnes importantes, dont certaines à résonance nationale (telles que la marche pour dénoncer l'incendie d'Hamlet de 1991, à laquelle l'ancien candidat aux présidentielles et célèbre figure du mouvement de libération, Jesse Jackson, participa). BWFJ faisait aussi partie d'une nébuleuse d'organisations syndicales et cherchait activement à promouvoir des sympathies et solidarités entre des organisations de travailleurs ou syndicats du Nord et du Midwest et leurs propres organisations en Caroline du Nord (« Workers Want Fairness Tour »). Enfin, le BWFJ était soutenu par un réseau d'organisations antiracistes et de justice sociale à but non lucratif, qui lui donnait accès à des financements et amplifiait la portée de ses actions.

Comme nous l'avons vu, le positionnement du BWFJ dans le paysage militant du début des années 1980 était singulier tout en étant l'héritier d'une combinaison, d'une part, d'influences politiques et idéologiques plurielles et, d'autre part, de différentes époques du mouvement de libération noire. Cela explique l'approche singulière du BWFJ de la politique électorale à différentes échelles. Sa conception des mobilisations politiques des classes ouvrières et populaires noires était fondée sur une imbrication des échelles. Pour les cadres de BWFJ, le point de départ du mouvement de libération noire nationale devait avant tout être les lieux de travail et les communautés à l'échelle de très petites localités dans le Sud. Ensuite, ces différents lieux de mobilisation devaient être coordonnés au sein d'un mouvement syndical et politique plus large, qui, en s'appuyant sur des alliances et coalitions avec d'autres organisations syndicales et de gauche, permettrait d'aboutir à la création d'un tiers parti. Comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, pour le BWFJ, le seul moyen de faire

[127] « Justice Speaks Overview Report & Discussion Paper », 10 septembre 1993, p. 2 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ – Correspondence + admin 1993 ».
[128] BWFJ revendiquait une activité soutenue dans les comtés de Nash, Edgecombe, Wayne, Duplin, Martin et Wake. Demande de financement, non datée dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 610.

avancer concrètement le mouvement de libération noire à toutes les échelles était de créer un mouvement politique autonome et indépendant, jusqu'à aboutir à la fondation d'un tiers parti.

CHAPITRE 7 : STRATÉGIES POUR UNE INDÉPENDANCE POLITIQUE (1984-1996)

What value is electoral politics to the Black struggle for freedom? […] The electoral movement is really a combination of struggling within the electoral process while struggling against the process […]. We do not oppose the electoral arena as one form of struggle but it ***must*** *go beyond elections to the consolidation of mass political consciousness in the fight for National Liberation.*

— *Justice Speaks*, novembre 1985[1]

Shiloh residents put aside their fear
Their land, to them, was something dear
Government planned to take it and run roads through
Grabbed their power, said the roads must be moved
Still more changes must be made
But Shiloh folks are not afraid.

— The Fruit of Labor Singing Ensemble, extrait de chanson, « No Need to Be Afraid », mai 1986[2]

INTRODUCTION

Ce chapitre analyse en détail le positionnement de BWFJ en pratique sur les questions électorales à différentes échelles. Comme nous l'avons vu à la fin du chapitre précédent, le front électoral constituait un pilier essentiel de la philosophie organisationnelle de BWFJ. Dès ses balbutiements, les cadres dirigeants de BWFJ s'étaient mobilisés pour modifier le système électoral de la ville de Rocky Mount. L'organisation établissait un lien direct entre exploitation économique, discrimination et oppression des travailleurs noirs, que ce soit dans le secteur public ou dans les usines, et privation du pouvoir politique. Concrètement, ce positionnement se traduisit par un soutien massif aux campagnes de Jesse Jackson pour la candidature démocrate aux élections présidentielles de 1984 et 1988 et surtout, par des mobilisations locales dans de petites communes, où BWFJ avait une forte présence. Ce chapitre met donc en lumière les tensions entre les stratégies électorales de BWFJ à différentes échelles, parfois même les contradictions, et ses efforts pour encourager la

[1] « Electoral Politics in the Black Political Movement », *Justice Speaks*, vol. 3, n°3, novembre 1985, p. 4.
[2] The Fruit of Labor Singing Ensemble, « No Need to Be Afraid », *Justice Speaks*, vol. 3, n°9, mai 1986, p. 2. Le Fruit of Labor Singing Ensemble était la branche culturelle de BWFJ : un chœur de travailleurs et travailleuses noires animés par des membres de BWFJ et co-fondés et co-dirigés par les époux Angaza Laughinghouse et Nathanette Mayo.

formation d'un mouvement politique ouvrier noir indépendant. Ce mouvement indépendant devait, selon BWFJ, passer par la création d'un programme politique par les travailleurs eux-mêmes ainsi que la création d'un parti indépendant. C'est pourquoi, les membres de BWFJ prirent part à la création d'un tiers-parti multiracial, le Labor Party, créé en 1996, espérant que celui-ci pourrait porter les revendications des travailleurs noirs. L'issue des campagnes de Jackson de 1984 et 1988 avait en effet provoqué une rupture définitive avec le Parti démocrate, qui adoptait des positions de plus en plus conservatrices et hostiles aux revendications de BWFJ à la fin des années 1980. Cette rupture concernait aussi l'investissement dans les élections nationales plus largement. Ainsi, ce chapitre démontrera que l'investissement dans les mobilisations électorales, que ce soit au niveau national autour de Jackson pour le Parti démocrate, ou au niveau local des conseils municipaux ou commissions de comté, ne relevait pas nécessairement d'une forme de cooptation par les élites. L'histoire des actions de BWFJ atteste de la façon dont la politique électorale a pu être conçue comme une arme à part entière du mouvement de libération à différentes échelles géographiques, mais toujours en lien avec les *grassroots*, jusque dans les années 1990.

Notre analyse repose sur des documents internes à l'organisation (principalement de la période 1989-1996), des entretiens d'histoire orale et le journal militant (d'abord newsletter) de l'organisation, *Justice Speaks*. Les archives auxquelles nous avons eu accès dans le cadre de ce travail, étant très incomplètes (voir **Introduction**) et le journal laissant peu de place aux contradictions internes, il est possible que ces sources gomment les dissensions internes au sujet de la politique électorale. Lorsque nos sources le permettaient, nous nous sommes efforcés, autant que possible, de rendre compte des débats stratégiques internes à l'organisation. De plus amples recherches futures s'attacheront à explorer les potentielles lignes de fractures au sein de BWFJ. Malgré cette limite, il est néanmoins possible, à partir de nos sources, de dresser un premier tableau général des mobilisations électorales dans lesquelles s'investit BWFJ.

L'étude du recours à la politique électorale par BWFJ nous permet de revisiter l'histoire des années 1980 et 1990, en offrant de nouvelles pistes de réflexion sur les mobilisations politiques noires dans la sphère électorale. L'histoire de ces mobilisations électorales est cruciale pour comprendre l'évolution du mouvement de libération noire dans le Sud sur le long terme. Le cas de BWFJ illustre une forme de résistance qui n'abandonna pas la sphère électorale, en dépit de la restructuration politique et économique sur la période, marquée par l'arrivée au pouvoir de la New Right, laquelle transforma l'échiquier politique et

accentua la précarisation et la marginalisation des travailleurs africains-américains. Nous espérons ainsi, avec cette étude de cas original, contribuer au renouveau de l'historiographie du mouvement noir des « longues années 1980 ». Jusqu'ici, cette décennie a été presque systématiquement dépeinte sous le seul angle du « nadir » et peu de travaux s'intéressent à la façon dont les Africains Américains vécurent et résistèrent à l'avènement du reaganisme[3]. Pourtant, comme le souligne, Joshua Guild *et al.*, les militants noirs prirent la tête du mouvement de résistance contre la révolution reaganienne et la dégradation des conditions de travail[4]. Ce chapitre s'intéressera tout d'abord à l'implication de BWFJ dans les campagnes de Jesse Jackson pour l'investiture démocrate à la présidentielle. Puis, nous nous tournerons notre attention vers les luttes politiques menées par BWFJ au niveau local, notamment dans la sphère électorale, en deuxième partie.

1. « RUN JESSE, RUN[5] » : LES CAMPAGNES DE JESSE JACKSON

Malgré leur engagement en faveur de l'indépendance politique, en particulier vis-à-vis du Parti démocrate, la BWFJ, à l'instar de nombreuses autres organisations révolutionnaires nationalistes noires[6], s'investit considérablement dans les campagnes de Jesse Jackson pour les primaires présidentielles du Parti démocrate en 1984, et plus encore en 1988. Cette partie analyse justement comment BWFJ se servit de l'enthousiasme et de l'espoir générés par les campagnes de Jesse Jackson comme levier pour fédérer un mouvement politique par et pour les travailleurs noirs. Tout en soutenant la candidature de Jackson et certains points de son programme, BWFJ chercha à tirer parti du mouvement autour de ses candidatures pour engendrer un élan en faveur d'un programme politique indépendant des travailleurs et classes populaires noires. L'étude de cette double stratégie révèle comment une organisation radicale ancrée dans le mouvement de libération et le *labor movement* dans le Sud s'empara des stratégies électorales et réagit à la mutation du Parti démocrate, dont le centre de gravité se déplaça vers la droite conservatrice.

[3] Je m'appuie ici sur l'analyse de Keeanga-Yamahtta Taylor, qui souligne le peu de travaux sur ce sujet et sur sa façon de concevoir les années 1980 : « I think about the Black eighties as a field of study in which to examine the lives and experiences of Black people in the immediate period following the Civil Rights era and the formal end of racial inequality in American law and politics ». Jafari Allen *et al.*, « Roundtable: Defining The Black 1980s », *op. cit.*, p. 355.
[4] Joshua Guild *et al.*, « Introduction », *op. cit.*, p. 343-345.
[5] Chant entonné par ses soutiens lors de ses meetings de campagne.
[6] M. Elbaum, *Revolution in the Air*, *op. cit.*, p. 359.

1.1. « Nous devons utiliser l'arène électorale » : un nouveau front populaire ?

L'indépendance politique était un pilier de la stratégie du BWFJ depuis ses débuts comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Cependant, l'organisation s'y investit plus pleinement à partir de 1986.

Nonobstant la volonté de constituer un mouvement politique indépendant du Parti démocrate, le BWFJ, tout comme de larges pans de la gauche noire, soutinrent les campagnes de Jesse Jackson car c'était « un candidat symbolique de protestation, représentatif de l'agitation africaine-américaine contre l'échec du Parti démocrate à s'opposer à l'agenda socio-économique et anti-droits civiques de Reagan[7] ».

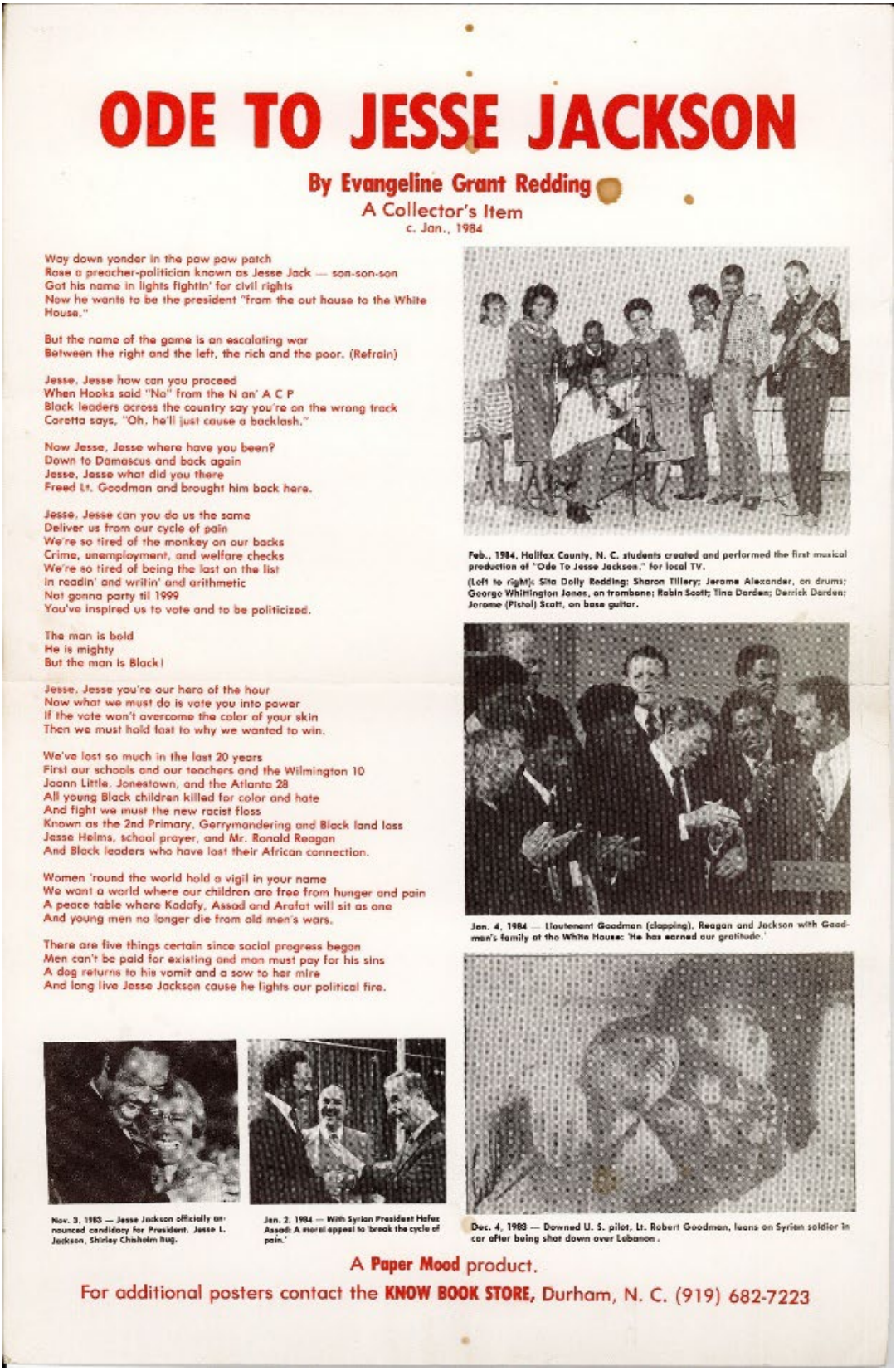
La Caroline du Nord faisait partie des six États du Sud ciblés par la « Southern Voter Registration Crusade », lancée par Jackson. L'objectif était d'augmenter le nombre d'électeurs Africains Américains inscrits sur les listes pour tirer avantage de ce potentiel inexploité.

L'organisation de Jackson, Operation PUSH, estimait la population noire en âge de voter à 950 000 dont la moitié étaient non-inscrits. Jackson soulignait aussi que, puisque 40 % des électeurs de la 2ème circonscription fédérale et 37 % de la Première était des électeurs Africains Américains, la « croisade » permettrait aussi d'élire des représentants de ces circonscriptions au Congrès. L'opération d'inscription sur les listes et d'éducation politique consistait notamment à organiser des événements et des meetings dans les six États cibles. En Caroline du Nord, Jackson et son équipe, se rendirent dans des lieux stratégiques où il y avait un fort potentiel de mobilisation des Noirs : les grandes villes telles que Raleigh, Durham et Charlotte, mais aussi des villes et comtés de l'Est de l'État : Halifax, Rocky Mount et Wilson[8] (voir **Chapitre 4** sur l'importance de ces lieux et leurs liens avec la 2ème circonscription fédérale). Lavonia Allison (voir **Chapitre 3** et **Chapitre 5**), en tant que présidente du North Carolina Black Leadership Caucus, participa activement à mobiliser les organisations et figures politiques noires clés de l'État en soutien à la « croisade du Sud »[9].

[7] Marable, *Race, Reform, Rebellion, op. cit.*, p. 212.
[8] Communiqué de presse de Push Inc., « Rev. Jesse Jackson Operation Push to lead six-state Southern Crusade for Voter Registration, Education » dans Lavonia Allison Papers, Carton 36, Dossier « 1983 ».
[9] E. Lavonia Allison, Présidente du NCBLC, Memorandum « Southern Voter Registration Crusade », adressé à tous les membres, amis et représentants d'organisations et de groupes de la communauté noire, 29 avril 1983 ;

Celle-ci ne consistait pas seulement en une campagne d'inscriptions électorales mais prévoyait aussi un volet d'éducation politique qui devait passer par une dénonciation de la mise en œuvre insuffisante du VRA de 1965, par des événements à l'échelle de l'État autour des problématiques nationales et locales afin de faire remonter les préoccupations des citoyens noirs à l'ordre du jour. Enfin, la « croisade » de Jackson élabora aussi des programmes d'éducation à la citoyenneté dans des lycées. L'affiche ci-dessous (**Figure 52**) issue d'une comédie musicale de 1984, intitulée « Ode à Jesse Jackson », créée et mise en scène par des lycéens du comté d'Halifax, témoigne de l'implication des lycéens dans la « croisade du Sud » et dans la campagne de Jackson plus largement.

« North Carolina Schedule. May 15-19, 1983 » ; NCBLC, « Tentative Schedule Rev. Jesse Jackson. Southern Voter Registration Crusade Coordinated by North Carolina Black Leadership Caucus and Operation PUSH in North Carolina. Sponsored by A Broad Based Coalition of Community and Religious Leaders » dans Lavonia Allison Papers, Carton 36, Dossier « 1983 ».



ODE TO JESSE JACKSON

By Evangeline Grant Redding

A Collector's Item

c. Jan., 1984

Way down yonder in the paw paw patch
Rose a preacher-politician known as Jesse Jack — son-son-son
Got his name in lights fightin' for civil rights
Now he wants to be the president "from the out house to the White House."

But the name of the game is an escalating war
Between the right and the left, the rich and the poor. (Refrain)

Jesse, Jesse how can you proceed
When Hooks said "No" from the N an' A C P
Black leaders across the country say you're on the wrong track
Coretta says, "Oh, he'll just cause a backlash."

Now Jesse, Jesse where have you been?
Down to Damascus and back again
Jesse, Jesse what did you there
Freed Lt. Goodman and brought him back here.

Jesse, Jesse can you do us the same
Deliver us from our cycle of pain
We're so tired of the monkey on our backs
Crime, unemployment, and welfare checks
We're so tired of being the last on the list
In readin' and writin' and arithmetic
Not gonna party til 1999
You've inspired us to vote and to be politicized.

The man is bold
He is mighty
But the man is Black!

Jesse, Jesse you're our hero of the hour
Now what we must do is vote you into power
If the vote won't overcome the color of your skin
Then we must hold fast to why we wanted to win.

We've lost so much in the last 20 years
First our schools and our teachers and the Wilmington 10
Joann Little, Jonestown, and the Atlanta 28
All young Black children killed for color and hate
And fight we must the new racist floss
Known as the 2nd Primary, Gerrymandering and Black land loss
Jesse Helms, school prayer, and Mr. Ronald Reagan
And Black leaders who have lost their African connection.

Women 'round the world hold a vigil in your name
We want a world where our children are free from hunger and pain
A peace table where Kadafy, Assad and Arafat will sit as one
And young men no longer die from old men's wars.

There are five things certain since social progress began
Men can't be paid for existing and man must pay for his sins
A dog returns to his vomit and a sow to her mire
And long live Jesse Jackson cause he lights our political fire.

Feb., 1984, Halifax County, N. C. students created and performed the first musical production of "Ode To Jesse Jackson," for local TV.
(Left to right): Sita Dolly Redding; Sharon Tillery; Jerome Alexander, on drums; George Whittington Jones, on trombone; Robin Scott; Tina Darden; Derrick Darden; Jerome (Pistol) Scott, on base guitar.

Jan. 4, 1984 — Lieutenant Goodman (clapping), Reagan and Jackson with Goodman's family at the White House: 'He has earned our gratitude.'

Nov. 3, 1983 — Jesse Jackson officially announced candidacy for President. Jesse L. Jackson, Shirley Chisholm hug.

Jan. 2, 1984 — With Syrian President Hafez Assad: A moral appeal to 'break the cycle of pain.'

Dec. 4, 1983 — Downed U. S. pilot, Lt. Robert Goodman, leans on Syrian soldier in car after being shot down over Lebanon.

A **Paper Mood** product.

For additional posters contact the **KNOW BOOK STORE,** Durham, N. C. (919) 682-7223

Figure 52 : Pièce de collection « Ode à Jesse Jackson », comédie musicale créée et mise en scène par des lycéens du comté d'Halifax, janvier 1984[10].

[10] Evangeline Grant Redding, Pièce de collection « Ode à Jesse Jackson », comédie musicale créée et mise en scène par des lycéens du comté d'Halifax, janvier 1984, dans Lavonia Allison Papers, Carton 36, Dossier « F-1984-1 ».

Le couplet ci-dessous, extrait des paroles exposées sur l'affiche, témoigne des préoccupations de ces lycéens et offre ainsi un aperçu de la façon dont sa candidature fut interprétée et investie comme espoir et antidote au *backlash* conservateur après les grandes réformes des droits civiques :

> Nous avons tant perdu ces vingt dernières années
> D'abord nos écoles et nos enseignants et les Dix de Wilmington
> Joanne Little […]
> Et nous devons combattre le nouveau filon raciste
> Connu sous les noms de deuxième tour des primaires.
> De charcutage électoral, de dépossession des Noirs de leurs terres
> Jesse Helms […] et M. Ronald Reagan
> Et les leaders noirs, déconnectés de leur lien avec l'Afrique[11].

Les références au Dix de Wilmington et à Joan Little sont particulièrement intéressantes puisqu'elles démontrent le lien entre la répression du mouvement de libération, le racisme du système carcéral et le soutien à un candidat issu du mouvement de libération noire, promettant de mettre la lutte antiraciste au cœur de son programme. La mention des effets délétères de la déségrégation scolaire et de la dépossession des terres agricoles, qui touchaient de plus près ces lycéens du comté d'Halifax (voir **Chapitre 6** sur le comté d'Halifax), est révélatrice de la façon dont la candidature de Jackson entrait en résonnance avec les problématiques locales des Africains Américains, surtout ceux des classes populaires. Enfin, la dénonciation des mécanismes de discrimination électorale (soit le deuxième tour des primaires et le charcutage électoral) démontre l'impact de la campagne d'éducation politique dans le cadre de la « croisade du Sud », menée dans les lycées. Sur le terrain donc, le soutien à la campagne de Jackson de 1984 était motivé par une compréhension de l'imbrication des structures du racisme systémique dans le Sud et des obstacles persistant à l'exercice d'un pouvoir politique noir.

Dès 1984, alors que BWFJ en était encore à ses débuts, l'organisation prit position en faveur de la campagne de Jackson et contre celle de Walter Mondale. Ce dernier avait été vice-président sous Carter. Candidat favori de l'establishment démocrate, Mondale était, en outre, soutenu par la plupart des figures politiques noires de l'*establishment* au niveau national et par la majorité du mouvement syndical, dont l'AFL-CIO. Il était censé incarner un compromis centriste entre les Démocrates progressistes de l'ère Johnson et les Nouveaux

[11] « We've lost so much in the last 20 years / First our schools and our teachers and the Wilmington 10 / Joanne Little […] / And fight we must the new racist floss / Known as the 2nd Primary. Gerrymandering and Black land loss / Jesse Helms […] and Mr. Ronald Reagan /And Black leaders who have lost their African connection ». *Ibidem* (pièce de collection « Ode to Jesse Jackson »).

Démocrates conservateurs[12]. La campagne de Jackson, incarnait l'aile la plus à gauche du Parti démocrate[13]. Jackson comptait fédérer les opprimés de tout ordre (les minorités raciales, les minorités sexuelles, les femmes, les travailleurs, les plus précaires) au sein de sa « Rainbow Coalition » (littéralement, la coalition arc-en-ciel)[14]. Cette coalition, espérait-il, mettrait fin au reaganisme, grâce à sa « force morale »[15].

Pour BFWJ, face à Mondale, la campagne de Jackson « représentait une dimension d'un mouvement noir de masse plus large » et « une opportunité historique d'inscrire des millions de nouveaux électeurs sur les listes », ce qui permettrait « d'élire des milliers de candidats noirs et proches des syndicats ». Surtout, la direction de BWFJ comptait utiliser l'enthousiasme autour de la candidature de Jackson « pour créer des milliers d'organisations locales à l'échelle nationale qui perdureront bien au-delà de 1984[16] ». Ces organisations aideraient à l'amélioration des conditions de travail et oeuvreraient en faveur des politiques sociales et de discrimination positive, en soutenant des boycotts au niveau local, en mobilisant contre les violences racistes et en proposant même de nouvelles lois. Cette participation à la campagne de Jackson était pour les cadres de BWFJ, un moyen « de mobiliser pour avoir et utiliser nous-mêmes le pouvoir » et exercer une forme « d'autodétermination[17] ».

Le Workers' Rights And Action Committee (WRAC), organisation proche du BWFJ, créée à Fremont par Angaza Laughinghouse à l'issue du Congrès Workers Know Your Rights de 1982 et basée à Raleigh, expliquait que ces élections ne changeraient pas fondamentalement les conditions matérielles désastreuses des Africains Américains. Cependant, en attendant un changement profond, soit un renversement du capitalisme, les

[12] M. Kazin, *What it Took to Win*, *op. cit.*, loc. 66 %.
[13] Manning Marable, « The Rainbow Coalition: Jesse Jackson and The Politics of Ethnicity », *Crosscurrents*, vol. 34, n°1, printemps 1984, p. 29.
[14] L'idée de la « Rainbow Coalition » venait en fait de la section locale du Black Panther Party de Chicago. À la fin des années 1960, les Panthères de l'Illinois, sous la direction du charismatique Fred Hampton, forgèrent une coalition interraciale fondée sur la solidarité de classe à Chicago. Jackson ne fut pas le premier à reprendre ce concept, Harold Washington, premier maire noir de Chicago (1983-1987), s'était fait élire en 1983 sur un programme invoquant une « Rainbow Coalition ». Plus tard, en 1992, l'ancien membre du BPP de Chicago Bobby Rush fut élu au Congrès (1983-2023), sur un programme similaire, après avoir siégé au conseil municipal de Chicago de 1983 à 1993. Jakobi Williams, *From the Bullet to the Ballot: The Illinois Chapter of the Black Panther Party and Racial Coalition Politics in Chicago*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013, p. 191-218.
[15] Adolph Reed Jr., *The Jesse Jackson Phenomenon*, New Haven, Yale University Press, 1986, p. 9. Voir aussi Sheila D. Collins, *The Rainbow Challenge*: *The Jackson Campaign and the Future of U.S. Politics*, New York, Monthly Review Press, 1986.
[16] « Jackson's campaign represents an aspect of a broader developing black mass movement – a historic opportunity to register millions of new voters and elect thousands of local black and labor candidates to office » ; « to build on a national scale thousands of local organizations which will exist far beyond 1984 ». « Register to Vote », *Justice Speaks*, vol. 2, n°2 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 611.
[17] *Ibidem*. « organize to get and utilize power ourselves… self determination ».

travailleurs avaient des besoins immédiats et urgents, d'où l'intérêt de soutenir des candidats alignés sur les positions de l'organisation[18].

Un an plus tard, à la suite de la défaite de la Rainbow Coalition de Jesse Jackson et de la réélection de Ronald Reagan, le BWFJ, fit de l'investissement dans une politique électorale, à différentes échelles, au service du mouvement de libération, un axe majeur de sa philosophie et de ses pratiques. Dans *Justice Speaks*, le BWFJ interprétait en effet les élections de 1984 ainsi :

> […] nous devons interpréter les élections de 1984, Jesse Jackson et la Rainbow Coalition, et le Mouvement pour le Droit de Vote comme s'inscrivant dans la continuité d'une des dimensions de la lutte historique des Noirs contre l'oppression raciste en tant que nation, contre l'héritage des plantations dans la « Black Belt du Sud », et pour l'obtention de droits démocratiques, de la justice, la liberté et « l'autodétermination ».
>
> Dans l'Est de la Caroline du Nord, qui fait partie de la « Black Belt du Sud », voter lors d'une élection signifie bien plus qu'élire un candidat politique. Cela signifie défier un « système méthodique d'oppression » des travailleurs et des Noirs. Ce système continue d'élaborer des obstacles pour empêcher les Noirs d'exercer leur droit de vote et de se faire élire. C'est ce même système qui est à blâmer pour les bas salaires en Caroline du Nord, les plus bas du pays.
>
> Ainsi, du point de vue du travailleur noir, l'action politique doit revêtir une signification différente. Que cela prenne la forme d'une campagne pour faire signer une pétition pour une loi stricte contre l'esclavage en Caroline du Nord ; que ce soit confronter des candidats politiques et des fonctionnaires à propos de leur piètre bilan en matière de politiques de discrimination positive des sous-traitants recrutés par le gouvernement fédéral […] ; que ce soit les manifestations devant le K-Mart de Rocky Mount, des boycotts comme celui contre la marque de bière Coors, une grève par les travailleurs, ou… une campagne électorale… L'action politique est bien plus que le simple vote.
>
> L'Action Politique est la capacité à organiser et mobiliser le pouvoir social et économique des Noirs et des travailleurs afin d'influencer et de changer les politiques et les structures sociétales pour que celles-ci soient davantage en leur faveur[19].

Dans cette lettre d'information, le BWFJ érigeait ainsi la politique électorale au même rang que d'autres d'outils dans le répertoire d'action qu'ils estimaient nécessaire pour démanteler le « système méthodique d'oppression » raciale. Cependant, pour eux, l'investissement dans la politique électorale dépassait le simple exercice du droit de vote, mais comprenait des actions de lobbying auprès des élus, la participation active à des campagnes électorales pour des candidats portant leurs revendications afin de mettre fin aux lois qui maintenaient les travailleurs noirs dans une position subordonnée, en particulier dans

[18] WRAC, « Elections 1984 » dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 610.
[19] « Reagans 1984 Election Shows Democrats No Alternative », *Justice Speaks*, vol. 2, n°4, 1984, p. 1-2.

la Black Belt. En outre, le BWFJ soulignait que les mobilisations électorales de masse, comme celle autour de la récente candidature de Jesse Jackson aux primaires démocrates présidentielles de 1984, s'inscrivaient dans la continuité du Long Mouvement de libération noire, et en particulier dans la tradition du Black Power. Toutefois, l'emploi du terme « Mouvement pour le Droit de Vote » à plusieurs reprises (voir citation ci-dessus) avec lettres majuscules en début de mot, montre que le BWFJ appréhendait les mobilisations du début des années 1980 autour du droit de vote comme un moment à part entière du mouvement de libération. Sans doute, faisaient-ils ici référence aux luttes locales pour en finir avec les modes de scrutin *at-large*, comme celui dans lequel le BWFJ avait été impliqué à Rocky Mount. On peut également penser à la nouvelle acception de la Section 2 du VRA et l'issue du procès *Gingles* étudiés au **Chapitre 4**. Pour finir, comme nous le verrons plus en détail en III, la mobilisation massive autour de la candidature de Jackson dans le Sud et sa « Croisade sudiste » (*Southern Crusade*) pour inscrire massivement les électeurs noirs sur les listes faisait partie de ce « Mouvement pour le Droit de Vote en cours ».

Le recours à des termes issus de la pensée nationaliste noire, comme « l'oppression raciste [des Noirs] en tant que nation » ou « l'autodétermination », et la référence aux plantations esclavagistes de la Black Belt, témoigne de l'ancrage idéologique du BWFJ qui, comme nous l'avons vu, puisait, entre autres, sa source dans de multiples références aux nationalismes noirs étatsuniens des années 1920 aux années 1970. Ce cadre d'analyse rappelait également le syndicalisme des droits civiques développé à Winston-Salem dans les années 1930 (voir **Chapitre 2**), mais avec la dimension nationaliste en plus, qui voyait la Black Belt du Sud comme un espace stratégique à part entière.

Enfin, le lien direct que le BWFJ faisait entre l'invention de nouveaux mécanismes de dépossession du droit de vote dans les années 1980 et les bas salaires en Caroline du Nord, révèle à quel point l'organisation concevait les mobilisations électorales comme vitales, concomitantes et surtout complémentaires des mobilisations (para)syndicales.

Comme nous l'avons vu au **Chapitre 6**, le BWFJ proposait ainsi un cadre d'analyse qui pensait l'imbrication des systèmes d'oppressions raciales avec les systèmes d'oppression de la classe. C'est pourquoi nous mobilisons ici le concept de capitalisme racial, bien qu'il ne soit pas explicitement utilisé par le BWFJ. Dans un texte de 1993, Saladin Muhammad argumentait que l'absence de représentation politique pour les Africains Américains était une caractéristique fondamentale du racisme systémique étatsunien. L'ordre économique étatsunien s'était historiquement développé sur le génocide des Amérindiens, l'expansion

territoriale et l'esclavagisation des Africains Américains. Or, la structure du pouvoir blanc est l'expression de la structure du pouvoir économique, expliquait-t-il. Il concluait que la privation des Noirs de toute représentation politique avait été une caractéristique majeure de la nature antidémocratique du système politique étatsunien[20]. Ainsi, BWFJ analysait bien l'ordre économique et politique du pays comme intrinsèquement lié à un ordre racial qui comprenait à la fois l'exploitation des corps racisés et l'expansion territoriale génocidaire.

L'issue des primaires démocrates de 1984 fut vécue comme une trahison par le BWFJ. Jackson remporta 20 % des voix et 80 % des voix des électeurs Africains Américains malgré l'opposition farouche de l'*establishment* du Parti démocrate[21]. Pour BWFJ, en refusant de nommer Jesse Jackson comme candidat à la présidentielle, et pire encore, en s'opposant à ce que des éléments de son programme soient intégrés dans celui de Mondale, le Parti démocrate avait commis la faute de trop. Cette situation renforça le sentiment qu'il était nécessaire d'organiser une force politique indépendante pour les Africains Américains, hors du Parti démocrate, en particulier au niveau local. Pour les dirigeants de BWFJ, cette indépendance était d'autant plus urgente que le Parti allait, selon eux, continuer de se rapprocher de la droite à l'aube du second mandat de Reagan (qui promettait d'être dévastateur pour les travailleurs noirs et les pauvres).

[20] Saladin Muhammad, « Report Coalition of Black Trade Unionists (CBTU) Conference », 15 janvier 1993 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ NSC 1993 ».
[21] M. Elbaum, *Revolution in the Air*, *op. cit.*, p. 361.

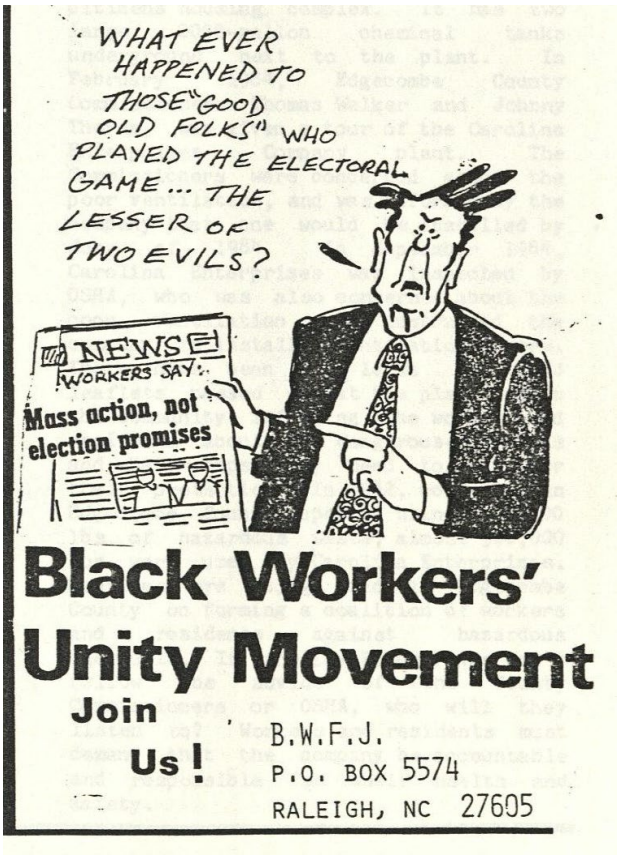


Figure 53 : Dessin de presse, *Justice Speaks*, 1984[22].

Cet attachement à un mouvement politique indépendant, surtout à la suite de l'échec de Jackson de 1984, amena le BWFJ à en faire un de ses chevaux de bataille principaux. C'est ainsi que deux ans plus tard, en 1986, l'organisation proposa ce qu'ils désignaient sous le terme de « primaire » pour élaborer un programme politique indépendant des travailleurs noirs.

Après la défaite de Jackson, BWFJ dénonçait le fait que le Parti démocrate ait adopté un programme contraire à ce que défendait la Rainbow Coalition, notamment en refusant d'abolir le système de second tour des primaires. Les cadres de BWFJ jugeaient ce système raciste. Il était, selon eux, responsable du fait que Jackson n'ait pas obtenu le nombre de délégués qu'il aurait dû avoir à la Convention du Parti démocrate[23]. BWFJ concluait qu'il fallait continuer le mouvement autour de la candidature de Jackson, non pas autour d'un individu mais pour consolider la lutte contre le racisme et la guerre[24].

[22] « Reagans 1984 Election Shows Democrats No Alternative », *Justice Speaks*, vol. 2, n°4, 1984, p. 2.
[23] 586 superdélégués étaient en effet directement nommés par le Parti et les règles d'attribution des délégués défavorisèrent Jackson. M. Marable, « The Rainbow Coalition », *op. cit.*, p. 31.
[24] « Opinion: Which Way After the Democratic Convention? », *Justice Speaks*, vol. 2, n°3, Juillet-Août 1984 dans SEJ Records Carton 23, Dossier 609.

> Nous devons construire des organisations indépendantes pour systématiquement et sans compromis lutter pour nos besoins et nos demandes. […] Nous avons le choix, même si ce n'est pas un choix facile ! Nous devons utiliser l'arène électorale, tout particulièrement au niveau local. Nous devons créer une organisation indépendante et un mouvement de masse pour capitaliser sur le Mouvement pour le Droit de Vote en cours, qui fait partie du Mouvement de Libération Noire national. Les travailleurs noirs et les pauvres, soit une majorité écrasante des nôtres, doivent continuer à avancer la lutte et s'organiser pour commencer à construire ce mouvement indépendant ! SANS UN MOUVEMENT INDÉPENDANT des Noirs, les opprimés, les pauvres, et les travailleurs, le combat pour les droits démocratiques échouera[25].

Cette conviction que seul un mouvement indépendant serait à même de porter les revendications du mouvement de libération noire se traduisit, dans les années suivantes, en amont, puis en parallèle de la seconde campagne de Jackson de 1988, par la création d'un réseau national pour unifier les syndicalistes noirs, se réclamant de la frange radicale, et par l'élaboration d'une « primaire » par et pour les travailleurs noirs de Caroline du Nord.

1.2. La Black Workers Political Platform Campaign et Jackson '88

Après les élections de 1984, BWFJ participa à la création d'un réseau, le Black Workers Unity Movement (BWUM). Parmi les autres participants, il y avait : le National Black United Front, le comité Black Labor Notes[26] de New York, des organisations de travailleurs noirs et des syndicalistes noirs. Lors de l'une de leurs réunions trimestrielles, à l'hiver 1986, le BWUM discuta de la campagne de Jackson de 1984 et plus largement du rôle des travailleurs dans le mouvement de lutte électorale noire, tout en soulignant que « la force du mouvement de libération noire ne pourrait être pleinement exercée sans la mobilisation des travailleurs noirs au sein de syndicats militants, et d'autres organisations de travailleurs noirs, surtout dans le Sud ». Au printemps 1987, le BWUM commença à réfléchir au rôle des travailleurs noirs dans la campagne de Jackson, en tant que soutiens mais aussi en tant que moteurs du mouvement autour de celle-ci. Le BWUM estimait qu'il y avait une opportunité à saisir : celle d'une alliance avec d'autres groupes opprimés. Cette alliance permettrait de jeter les bases d'un parti politique pour les travailleurs (*labor party*)[27] indépendant des deux grands

[25] « Reagans 1984 Election Shows Democrats No Alternative », *Justice Speaks*, vol. 2, n°4, 1984, p. 3.
[26] Labor Notes est un média et un « organizing project » d'action syndicale. Voir M. Ménard, *Renouveau ou continuité ?*, *op. cit.*, p. 21 et p. 248-284.
[27] Nous choisissons de ne pas traduire ce terme par « parti travailliste » afin d'éviter toute confusion avec le Parti travailliste britannique. Le terme « parti ouvrier » est celui qui semble se rapprocher le plus de la signification de ce terme en contexte étatsuien. Le terme de *labor party*, dans ce contexte, désigne un parti politique issu du syndicalisme ou du mouvement ouvrier. Justement, une des spécificités du rapport entre syndicalisme et

partis qui proposerait un programme proche des revendications de la base[28]. Le BWUM cherchait ainsi à créer une alternative au bipartisme qui conduisait les électeurs Africains Américains à systématiquement voter pour « le moins pire[29] ».

Pour BWFJ, la campagne de 1984 avait été « une question de dignité et de fierté » et une forme de « réaction contre l'impuissance qui envahit les vies des Noirs » malgré le sentiment de trahison évoqué précédemment. Néanmoins, l'organisation mettait en garde contre le piège du bipartisme et les expériences passées qui avaient démontré que les Africains Américains sortaient souvent perdants des luttes dans l'arène électorale. BWFJ déplorait l'absence d'un parti par et pour les travailleurs comme dans d'autres pays capitalistes avancés et reprochait au Parti démocrate national de s'aligner de plus en plus avec le conservatisme du Parti républicain pour répondre à l'avènement du Reaganisme et des opinions racistes de nombreux électeurs blancs. L'enjeu était donc de s'investir dans les élections mais « à partir d'une position de force » c'est à dire en élaborant un programme par et pour les travailleurs qui aiderait à accorder leur soutien aux candidats défendant ledit programme et à présenter leurs propres candidats, issus de la classe ouvrière[30]. Il s'agissait donc d'une stratégie pour accroître l'influence politique des travailleurs noirs et ainsi faire avancer le mouvement de libération. Comme le déclara Ajamu Dillahunt au banquet annuel de BWFJ[31] en septembre 1985, en présence des membres de l'organisation et de ses sympathisants : « nous ne pouvons pas perdre notre temps à développer le Parti démocrate local […] nous avons besoin que la classe ouvrière soit chef de file[32] ».

---

politique aux États-Unis est l'absence d'un tel *labor party*, se réclamant des intérêts des travailleurs, et issu de leurs mobilisations et organisations syndicales. Cette absence a fait l'objet de nombreux travaux en histoire, questionnant l'exceptionnalisme étatsunien. Selon Marie Ménard, l'absence d'un parti ouvrier est liée à la stratégie politique historique d'une partie du mouvement ouvrier, qui a consisté à « s'allier avec le Parti démocrate qui est parvenu à se maintenir au pouvoir au prix de la non-prise en compte des intérêts d'une partie importante des travailleur·euses ». *Ibid.*, p. 57. Voir aussi M. Kazin, *What it Took to Win*, *op. cit.* et une riche historiographie sur le New Deal qui traite de cette question, notamment Romain Huret, Nelson Lichstenstein et Jean-Christian Vinel (dir.), *Capitalism Contested: the New Deal and its Legacies*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2020.

[28] « A Brief History of the Black Workers Unity Movement » SEJ Records, Carton 23, Dossier 613.

[29] « When we vote, it's for the "lesser of two evils" ». Tract de la Black Workers Political Platform Campaign, non daté dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 609.

[30] « a matter of dignity and pride » ; « reaction to the powerlessness that engulfs the lives of Black people » ; « from a position of strength ». « Jesse Jackson, A Black Workers' Platform, and the 1988 Elections », p. 1-2, réédité de *Justice Speaks*, avril 1987 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 609.

[31] Cet événement annuel avait pour but non seulement de rassembler chaque année les membres et sympathisants de BWFJ pour célébrer les victoires, dessiner les orientations futures et surtout, lever des fonds, mais aussi de consolider le sentiment que la lutte ouvrière noire était bien un héritage du mouvement des droits civiques et ainsi développer une conscience de classe dans la lutte. « Tightening Up the BWFJ », 1998, p. 3 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ – Flyers & Reports ».

[32] « We can't waste our time building the local Democratic Party ». Discours d'Ajamu Dillahunt, « Government Repression, Black Liberation, and the Workers Movement », Banquet Honoring MLK's Support for Labor, 12 janvier 1985 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 1, Dossier « Black Liberation, 1970s-2000s » (5/9).

Après un an de discussions et de préparations, en amont des primaires démocrates de 1988, le BWUM lança une campagne pour établir un programme politique indépendant, la Black Workers Political Platform Campaign. Les 26 et 27 septembre 1987, à Enfield, ils tinrent la première édition de la Black Workers Political Platform Planning Convention[33].


JUSTICE SPEAKS — BLACK WORKERS POLITICAL PLATFORM CAMPAIGN — PAGE 3

PLATFORM PLANNING CONVENTION ADOPTS MASS PROGRAM

"And it is urgently necessary....to come up with our own plans....that is what the Platform Campaign is all about," stated Nola Bea, elected national co-chairperson of the Black Workers Political Platform Campaign.

Co-chair Bea expressed part of the sentiment of the organizers of the successful Black Workers Political Platform Planning Convention held in Bricks, North Carolina on September 26 and 27, 1987.

More than 75 people met at the Franklinton Center at Bricks with the aim of crystalizing the Platform Campaign and hammering out a minimum program for organizing, clearly, in the interests of Black working people during the important 1988 election period and beyond. The Convention

BLACK WORKERS NEED A POLITICAL PLATFORM!

PLENARY SESSION ON POLITICAL POWER. MRS. T. NEELY AT PODIUM.

Figure 54 : Photographie de la Black Workers Political Platform Planning Convention, 26-27 septembre 1987[34].

Pour ce faire, le BWUM souhaitait mettre en place des « primaires noires » afin d'identifier les problématiques et les solutions privilégiées par les travailleurs noirs en leur demandant directement de voter pour ou contre une liste de 27 propositions (voir **Figure 55**). Ces « primaires », qui ressemblaient dans les faits à une forme de référendum sur des propositions politiques, étaient ainsi conçues comme une « expression de la démocratie populaire », en opposition à l'approche descendante utilisée par les Démocrates et les Républicains.

Ces « primaires » devaient servir à l'élaboration du programme politique indépendant par et pour les travailleurs noirs. Dans une lettre aux sympathisants et alliés du BWFJ à l'été 1987, Saladin Muhammad justifiait cette initiative ainsi :

> Les campagnes nationales comme celle de Jesse Jackson en 84 et maintenant celle de 88 sont d'une importance CAPITALE pour cristalliser l'élan pour le pouvoir politique noir à l'échelle nationale. Cependant, cristalliser cet élan national ne conduit pas nécessairement à des organisations pérennes sur le long terme ou à un programme pour le pouvoir au-delà de la campagne. Les Noirs ont besoin d'un programme politique et d'organisations solides pour tirer le meilleur parti de Jackson […] pour faire avancer les luttes locales, régionales et à l'échelle des États, et les relier entre

[33] « A Brief History of BWUM », *op. cit.*.
[34] « Platform Planning Convention Adopts Mass Program », *Justice Speaks*, vol. 5, n°2, novembre 1987, p. 3.

> elles […]. En réalité, la Black Workers Political Campaign pourrait considérablement influer sur la direction de la campagne de Jackson, afin que celle-ci ne se perde pas dans le cirque des primaires démocrates, du Super Tuesday et de la Convention démocrate[35].

La convention de la Black Workers Political Platform Campaign était, selon Saladin Muhammad, un moyen de mettre en lien les luttes multiples des Noirs étatsuniens afin de les faire converger dans « un mouvement national pour le pouvoir politique noir ». Il était, selon lui, essentiel, de faire des problématiques et revendications des travailleurs noirs le cœur du programme car cela permettrait d'accomplir davantage que simplement élire des candidats noirs mais bien de faire en sorte que ces élus noirs « exigent que les institutions et les entreprises rendent des comptes au peuple[36] ».

La « National Black Primary Campaign » fut lancée en janvier 1988 à Raleigh, lors du Banquet annuel en hommage au soutien de Martin Luther King au mouvement ouvrier, organisé tous les ans par BWFJ[37]. Pour la mise en œuvre, le BWUM préconisait que ces primaires soient organisées dans les maisons de quartier, les églises, les lieux de travail et les locaux des syndicats. La mobilisation autour de ces primaires et de la campagne de Jackson devait aussi passer par la création de comités thématiques visant à sensibiliser les électeurs Africains Américains autour des luttes à mener. Les comités d'éducation des travailleurs étaient conçus pour insister sur l'importance d'*organiser* les *non-organisés*[38], surtout dans le Sud, et sur les liens entre mouvement syndical et mouvement pour le pouvoir politique noir. Le BWUM conseillait aussi de rattacher les mobilisations contre les fermetures d'usines et les activités de la Platform Campaign. Les comités pour « l'empouvoirement noir » devaient discuter du soutien aux luttes pour les communes « non constituées » (nous verrons ce point en détail dans la deuxième partie de ce chapitre), pour l'accès à l'eau et aux réseaux d'égouts, mais aussi de l'opposition au mode de scrutin *at-large* et du contrôle des communautés africaines-américaines par les Africains Américains. Ces discussions avaient vocation à démontrer l'utilité de la Black Workers Political Platform et de la Convention. Enfin, les

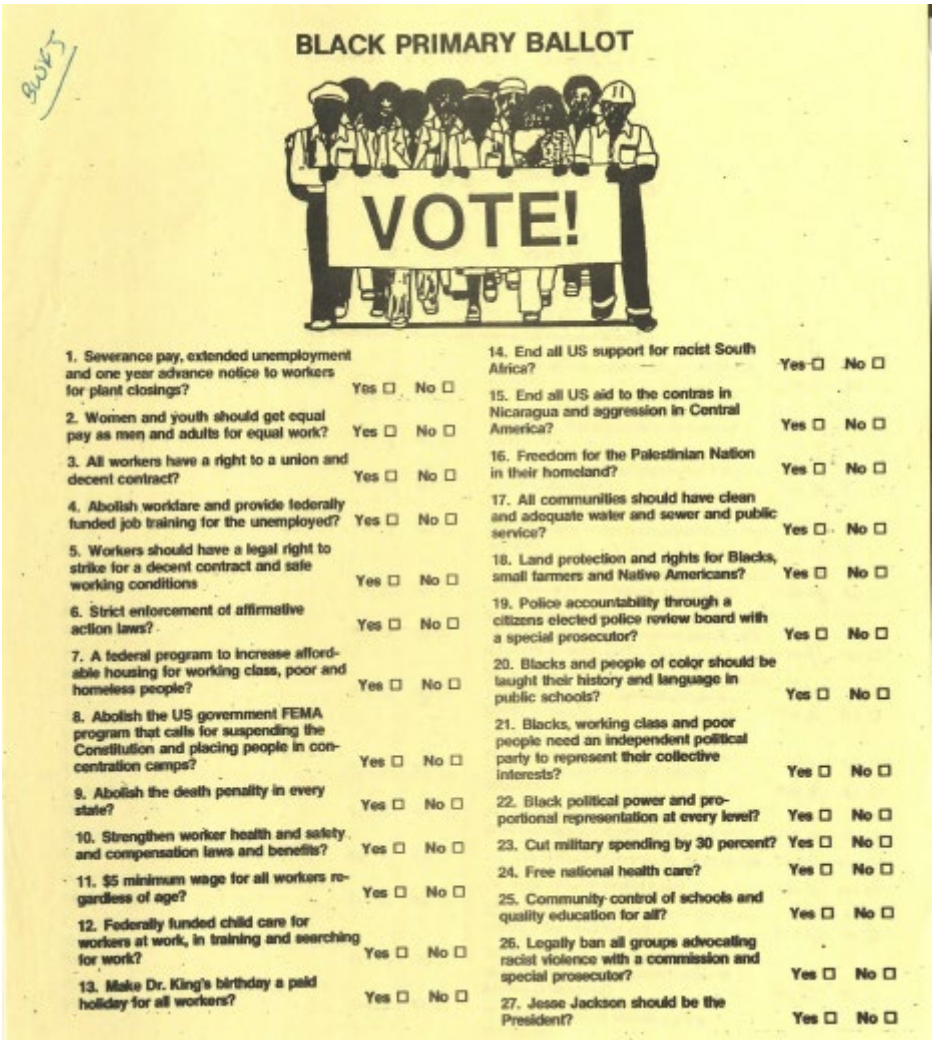
[35] « National campaigns such as the Jesse Jackson campaign in 84 and now 88, are VERY important to crystalizing the national sentiment for Black political power. However, crystalizing a national sentiment does not necessarily bring about long-term organization and a program for power beyond the campaign. Black people need a political platform and solid organizations to better take advantage of the Jackson campaign […] to advance and connect up local, statewide and regional struggles […]. In fact, a Black Workers Political Campaign could greatly impact on the direction of the Jackson campaign, so that it doesn't get lost in the hoop la of the democratic primaries, Super Tuesday and the Democratic convention ». Saladin Muhammad, Lettre du BWFJ à des sympathisants, 14 août 1987, p. 1 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 609.

[36] « In fact, the political context would change the current orientation of many Black elected officials from one of merely seeking concessions to that of demanding institutional and corporate accountability to the people ». *Ibid.*, p. 2.

[37] « Black Primary Campaign Launched », *Justice Speaks*, vol. 5, n°4, Janvier/ Février 1988, p. 2.

[38] Sur l'emploi de ces termes, voir la note 33 au chapitre précédent.

comités pour les droits démocratiques étaient eux envisagés comme des espaces d'échanges autour des dangers des activités de la droite, des violences policières et racistes contre les Noirs, mais aussi de l'accès au logement et à l'éducation[39].



BLACK PRIMARY BALLOT

VOTE!

1. Severance pay, extended unemployment and one year advance notice to workers for plant closings? Yes ☐ No ☐
2. Women and youth should get equal pay as men and adults for equal work? Yes ☐ No ☐
3. All workers have a right to a union and decent contract? Yes ☐ No ☐
4. Abolish workfare and provide federally funded job training for the unemployed? Yes ☐ No ☐
5. Workers should have a legal right to strike for a decent contract and safe working conditions Yes ☐ No ☐
6. Strict enforcement of affirmative action laws? Yes ☐ No ☐
7. A federal program to increase affordable housing for working class, poor and homeless people? Yes ☐ No ☐
8. Abolish the US government FEMA program that calls for suspending the Constitution and placing people in concentration camps? Yes ☐ No ☐
9. Abolish the death penality in every state? Yes ☐ No ☐
10. Strengthen worker health and safety and compensation laws and benefits? Yes ☐ No ☐
11. $5 minimum wage for all workers regardless of age? Yes ☐ No ☐
12. Federally funded child care for workers at work, in training and searching for work? Yes ☐ No ☐
13. Make Dr. King's birthday a paid holiday for all workers? Yes ☐ No ☐
14. End all US support for racist South Africa? Yes ☐ No ☐
15. End all US aid to the contras in Nicaragua and aggression in Central America? Yes ☐ No ☐
16. Freedom for the Palestinian Nation in their homeland? Yes ☐ No ☐
17. All communities should have clean and adequate water and sewer and public service? Yes ☐ No ☐
18. Land protection and rights for Blacks, small farmers and Native Americans? Yes ☐ No ☐
19. Police accountability through a citizens elected police review board with a special prosecutor? Yes ☐ No ☐
20. Blacks and people of color should be taught their history and language in public schools? Yes ☐ No ☐
21. Blacks, working class and poor people need an independent political party to represent their collective interests? Yes ☐ No ☐
22. Black political power and proportional representation at every level? Yes ☐ No ☐
23. Cut military spending by 30 percent? Yes ☐ No ☐
24. Free national health care? Yes ☐ No ☐
25. Community control of schools and quality education for all? Yes ☐ No ☐
26. Legally ban all groups advocating racist violence with a commission and special prosecutor? Yes ☐ No ☐
27. Jesse Jackson should be the President? Yes ☐ No ☐

Figure 55 : Bulletin de la « primaire noire » organisée par le Black Workers Political Platform Campaign sous l'égide du BWFJ, 1988[40].

Selon un rapport du BWFJ de 1989, un millier de travailleurs noirs et leurs alliés participèrent à ces « primaires » et exprimèrent, à 88,2 % des suffrages, un franc soutien à la création d'un parti politique indépendant « pour représenter les Noirs, la classe ouvrière et les pauvres[41] ».

[39] BWUM, « Proposed Program of Action for the Black Workers Political Platform Campaign », p. 2 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 613.
[40] Bulletin de la « primaire noire » organisée par le Black Workers Political Platform Campaign, 1988 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 612.
[41] Présentation d'Angaza Laughinghouse, « Black Political Platform Campaign's Primary Ballot Results », Organizing the South School du BWFJ, 1989 dans Theresa El-Amin Papers, Box 2, Folder « BWFJ Membership ».

Pour BWFJ, Jackson était digne de recevoir leur soutien car celui-ci continuait de soutenir le mouvement syndical et « défi[ait] [ainsi] le racisme du système électoral et de la société plus largement ». Jackson avait notamment proposé une charte des droits des travailleurs, la « Workers' Bill of Rights » que soutenait BWFJ. Pour ce qui est du mouvement syndical, Angaza Laughinghouse explique en entretien que BWFJ voyait la campagne de soutien à la Rainbow Coalition comme une opportunité pour « transformer les syndicats corporatistes en des syndicats engagés pour la justice sociale[42] ». C'est précisément ce type de syndicalisme que BWFJ cherchait à développer en Caroline du Nord et dans le Sud plus largement.

Les cadres de BWFJ se félicitaient aussi des positions de Jackson sur les questions internationales : son opposition au régime d'apartheid en Afrique du Sud et à l'ingérence étatsunienne dans la révolution au Nicaragua[43]. Ils espéraient que le soutien à Jackson et à la Rainbow Coalition permettrait de jeter les bases d'un « tiers-parti […] politique de masse compétitif dans l'arène électorale, composé de Noirs, d'Hispaniques, de syndicalistes, de petits agriculteurs », afin de briser « le terrible étau » du Parti démocrate. BWFJ affirmait donc que le soutien à Jackson ne signifiait aucunement un soutien au Parti démocrate et exhortait Jackson à se présenter en tant que candidat indépendant après les primaires[44].

Pour BWFJ, la campagne de Jackson était synonyme de refus de la part des travailleurs des fermetures d'usines, des baisses de salaire et des méthodes de répression syndicale. En d'autres termes, c'était « un appel à syndiquer le Sud »[45] mais aussi une

---

Angaza Laughinhouse, entretien mené par Marcus Montaño et Lauren Gerald, *op. cit.*, p. 21. « Black Workers Political Platform », p. 3-4 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ NSC 1989 ».

[42] « turn business unions into social justice union ». Angaza Laughinghouse, entretien mené par Marcus Montaño et Lauren Gerald, *op. cit.*, p. 35. Sur la distinction entre *business unionism* et un syndicalisme émancipateur et ancré dans une conscience de classe voir **Chapitre 6** note 20, p. 95.

[43] À son arrivée au pouvoir, Reagan finança, dans le plus grand des secrets, l'opposition armée au régime révolutionnaire récemment arrivé au pouvoir au Nicaragua, conduisant ainsi à une guérilla entre les deux forces.

[44] « Jackson challenges racism in the electoral system and the society at large » ; « a third party could be built. A mass electoral party of Blacks, Hispanics, Labor, and small farmers, is the only way for our movement to break this terrible stranglehold that the Democratic Party has on us ». Jesse Jackson, A Black Workers' Platform, and the 1988 Elections », *op. cit.*, p. 2.

[45] Cet appel rappelle l'« Opération Dixie », la célèbre campagne de syndicalisation du Sud lancée par le CIO en 1946 axée sur un message de solidarité interraciale et de condamnation du régime racial de la région. (Le parallèle avec l'appel de BWFJ à syndiquer le Sud suit une logique inverse à l'Opération Dixie, puisque l'appel venait des travailleurs noirs du Sud plutôt que de la centrale syndicale nationale). En raison de l'offensive anti-communiste du gouvernement et de décisions stratégiques du CIO, l'Opération Dixie se solda par un échec. À ce sujet voir : Michael Goldfield, « The Failure of Operation Dixie: A Critical Turning Point in American Political Development? » dans Gary Fink et Merl Reed (dir.), *Race, Class, and Community in Southern Labor History*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2003, p. 166-189 et Barbara S. Griffith, *The Crisis of American Labor: Operation Dixie and the Defeat of the CIO*, Philadelphie, Temple University Press, 2018.

expression de « l'aspiration des Noirs et d'autres groupes à l'autodétermination ». Ainsi, il affirmait que le mouvement autour de Jackson était « un mouvement pour l'empouvoirement des Noirs et pour des gouvernements à majorités noires dans la Black Belt du Sud ». BWFJ présentait constamment le soutien à Jackson comme un outil qui devait consolider « les luttes pour l'accès aux égouts, à l'eau, aux routes goudronnées, à une éducation et des soins médicaux de qualités ». Fidèle à sa philosophie de la base au sommet, le BWFJ comparait le succès de la campagne de Jackson à une nouvelle itération de la Reconstruction, affirmant qu'« élever les plus bas échelons de la société aide tout le monde » car « si Jackson gagne, les Noirs gagnent. Si les Noirs gagnent, les travailleurs blancs, les petits agriculteurs, et les femmes gagnent aussi[46] ».

Cet effort pour créer les conditions d'un programme politique indépendant, voire d'un parti, doit être recontextualisé au sein d'un « courant sous-jacent d'indépendance politique parmi les Africains Américains » historique, à travers « une série de tactiques politiques indépendantes, y compris la création [...] de tiers-partis[47] ». Comme l'a montré Omar Ali, depuis le XIXème siècle, les Africains Américains se sont efforcés de promouvoir leurs intérêts politiques et économiques en soutenant des tiers partis ou mouvements politiques et en créant de nouvelles alliances. L'insistance du BWFJ sur son indépendance vis-à-vis du Parti démocrate s'inscrivait dans une tendance plus large que nous avons étudiée dans les chapitres précédents, ce qu'Omar Ali appelle le « désalignement des Africains Américains par rapport au Parti démocrate[48] ». Ce « désalignement » avait été accru par la déception des élections de 1984 et le désintérêt croissant du Parti démocrate pour le sort des minorités raciales et des classes populaires en général. C'est pourquoi le BWFJ appelait de ses vœux un « réalignement politique » des travailleurs Africains Américains[49].

Cette tentative peut également être mise en relation avec ce que Paulette Pierce appelle la revitalisation par le Black Power de la tradition des conventions noires du XIXe siècle[50]. Les années 1970 virent l'essor et le déclin de ces conventions politiques noires, qui

[46] « Lifting up the bottom helps everyone […]. If Jackson wins, Black people win. If Black people win, white workers, small farmers, women win too ». Tract de BWFJ, « Vote for Jackson on March 8 », 1988 dans Leah Wise Papers, Carton 40, Dossier « Jesse Jackson Workers Bill of Rights, 1988 ».
[47] Omar Ali, *In the Balance of Power: Independent Black Politics and Third Party Movements in the United States*, Athens, Ohio University Press, 2020 [2008], p. 11.
[48] *Ibid.*, p. 22-23 ; Ajamu Dillahunt, discours au banquet de MLK, « Government Repression, Black Liberation, and the Workers Movement », dans Theresa El-Amin Papers, Carton 1, Dossier « Black Liberation, 1970s-2000s ».
[49] « Editorial: Organize the South! », *Justice Speaks*, vol. 6, n°11, juillet 1989, p. 5.
[50] Paulette Pierce, « Neglected Legacy: The Black Power Movement and Jesse Jackson's Presidential Campaigns », *Humanity & Society*, vol. 16, n°1, février 1992, p. 482.

culminèrent avec la convention politique noire de 1972 à Gary, dans l'Indiana. Cette convention rassembla un large éventail de dirigeants des mouvements et d'élus noirs pour tenter de créer un programme politique radical commun et indépendant reposant sur des réformes structurelles. Manning Marable affirme que « la vision collective de la convention représentait un désir de prendre le contrôle électoral des grandes villes américaines, de faire passer les masses noires d'une politique de déségrégation à une politique d'autonomisation réelle, et finalement de créer leur propre parti national noir indépendant[51] ». Nous pouvons donc interpréter les conférences du Black Workers Unity Movement de 1987 et 1988, ainsi que la campagne des primaires du BWFJ, comme une tentative de réaliser les promesses et les opportunités non tenues de Gary en mettant la liste des revendications des travailleurs noirs plutôt que celle des élites économiques ou politiques noires, éloignées des classes populaires noires, au centre de la lutte politique électorale.

Jackson remporta 7 millions de voix, le meilleur score jamais obtenu par un candidat défait aux primaires[52]. Malgré la défaite de Jackson une nouvelle fois, BWFJ estimait que sa campagne avait permis de montrer que « le Sud [était] une colonie politique et économique de main d'œuvre bon marché ». Elle avait aussi prouvé que « le pouvoir politique noir » était dans l'intérêt de la classe ouvrière dans son ensemble. Allant même jusqu'à invoquer la figure de John Brown, BWFJ affirmait que les travailleurs blancs se rendraient compte que le pouvoir politique noir et la libération des Noirs feraient naître un « nouveau Sud », tout comme le « combattant pour la liberté », John Brown, avait compris que l'abolition de l'esclavage aurait donné naissance à « un nouveau Sud, démocratique et humain ». La référence au célèbre abolitionniste blanc du XIXe siècle est particulièrement révélatrice du rôle que les travailleurs blancs devaient jouer selon BWFJ. L'organisation interprétait la mobilisation en soutien à Jackson en 1988 comme l'expression d'un mouvement insurrectionnel de Black Power au sein de la population noire, en particulier dans la Black Belt.

---

[51] Marable, *Race, Reform, Rebellion*, *op. cit.*, p. 138. Notons toutefois que l'organisation de conventions noires a perduré tout au long des années 1970. Paulette Pierce énumère les conventions Black Power (1967-1970) ; la convention panafricaine du Congress of African Peoples (1970), et les Black Political Conventions de la National Black Political Association (1972-1980), puis celle du National Black Independent Political Party dans les années 1980. Nous pouvons ajouter à cela les assemblées de l'ALSC évoquées au Chapitre 6 (1972-1974). P. Pierce, « Neglected Legacy », *op. cit.*, p. 491-492. Pour une mise en perspective sur la longue durée de cette tradition, voir les travaux de Claire Bourhis-Mariotti sur les conventions des années 1830 qu'elles analysent comme une phase précoce du mouvement des droits civiques : Claire Bourhis-Mariotti, « "This Spirit of Persecution Was the Cause of Our Convention": the National Colored Conventions of the 1830s as an Early Movement for Black Civil Rights », *Revue française d'études américaines*, n°175, 2023/2, p. 68-81.

[52] M. Elbaum, *Revolution in the Air*, *op. cit.*, p. 362.

Paulette Pierce a souligné « l'héritage négligé » de l'implication des vétérans du Black Power dans les comités de soutien locaux aux campagnes de Jackson pour les primaires démocrates de 1984 et 1988. Selon Pierce, ces vétérans utilisèrent justement ces campagnes pour « revitaliser l'organisation de base et la prise de conscience de la classe ouvrière noire[53] ». Pierce a également avancé que les conventions de la National Black Political Association et du National Black Independent Political Party des années 70 et 80 étaient en fait des « structures dormantes » qui ont permis la revitalisation de l'activisme de la base centré sur la politique indépendante pendant les campagnes de Jackson[54].

BWFJ espérait que l'empouvoirement accru des Africains Américains, grâce à l'engagement de Jackson en faveur des travailleurs, entraînerait « un nouveau Sud », car malgré la défaite de Jackson, la campagne avait maximisé l'exposition du Sud « en tant que colonie politique et économique de main-d'œuvre bon marché et d'oppression des Noirs et des Indiens en tant que nations sous le joug du gouvernement fédéral américain[55] ». Si les campagnes pour Jackson échouent, en revanche les organisations noires telles que BWFJ ont montré leur capacité à mobiliser l'électorat noir, des classes populaires en particulier, démontrant ainsi leur poids électoral et leur intérêt pour des responsables politiques éloigné du programme politique dominant du Parti démocrate. Enfin, BWFJ, comme d'autres organisations radicales noires, ont utilisé les mobilisations autour des candidatures de Jackson comme un vecteur de politisation par le bas sur le terrain.

Je soutiens ici que l'étude des campagnes locales en soutien à Jackson offre des interprétations alternatives aux analyses dominantes dans la littérature scientifique à ce sujet. Le choix de recentrer l'analyse de ces campagnes sur le point de vue des acteurs dans leur contexte militant nous pousse à des conclusions différentes de celles des politistes marxistes Cedric Johnson et Adolph Reed Jr.

---

[53] P. Pierce, « Neglected Legacy », *op. cit.* p. 487. Pierce utilise la définition de Verta Taylor d'*abeyance structure* (que l'on peut traduire par « structures dormantes »), qui se caractérise par un processus d'adaptation organisationnelle et idéologique à un environnement politique hostile après une période de développement de masse au cours de laquelle les militants se retirent, assurant ainsi la continuité des mouvements sociaux à travers les générations. Ces « structures dormantes » peuvent ainsi être réactivées lors que le contexte d'opportunités politiques est plus favorable à la contestation. Florence Joshua, « Abeyance structure » dans O. Filleule, L. Mathieu et C. Péchu, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, *op. cit.*, p. 17-23.

[54] *Ibid*, p. 486 et p. 490.

[55] « as a political and economic colony of cheap labor and special (and national) oppression against Black and Indian peoples within the framework of the US federal government ». « New South Shaped by Struggles for Black Political Power and Worker's Rights », *Justice Speaks*, vol. 5, n°6, avril 1988, p. 4 dans SEJ Records, Carton 27, Dossier 735.

Johnson estime que les candidatures de Jackson était une « une rupture radicale avec la construction du mouvement » et un « surinvestissement dans la politique messianique[56] ». Pour Reed Jr., cette rupture contribua à démobiliser « la participation des Noirs au débat sur l'avenir du [P]arti [démocrate] [...] », concrètement, « en définissant leurs intérêts uniquement par rapport au sort personnel de Jackson », et stratégiquement, « en détournant les forces vives militantes africaines-américains » au profit d'une approche de la politique qui privilégiait les intermédiaires déjà établis et cooptés par le système[57]. Après sa défaite, Jackson choisit en effet de rejeter l'aile radicale de sa Rainbow Coalition et se rangea du côté de l'appareil du Parti démocrate[58].

Au contraire, comme le suggère ce chapitre, le BWFJ était lucide quant à l'orientation générale du Parti démocrate et utilisa les campagnes de Jackson comme un outil stratégique pour atteindre son objectif d'empouvoirement des travailleurs noirs du Sud sur le terrain[59]. Il s'inscrivait dans un mouvement plus large qui impliquait même les organisations les plus éloignées de la politique électorale conventionnelle, comme le Communist Workers Party en Caroline du Nord (voir **Chapitre 6**).

Ce micro-parti révolutionnaire maoïste critiquait les Démocrates et les Républicains qu'il qualifiait de « politiciens bourgeois ». Pour le parti, ces derniers n'offraient aucune perspective démocratique réelle sous le régime capitaliste. Pourtant, le CWP apporta son soutien à la campagne de Jackson en 1984 parce qu'elle « suscit[ait] un élan populaire, en particulier dans le Sud » et que « d'un point de vue révolutionnaire, [celle-ci était] plus importante que des milliers de campagnes de Walter Mondale » (**Figure 56** ci-dessous).

[56] « a radical departure from movement building » ; « overinvestment in messianic politics ». C. Johnson, *Revolutionaries to Race Leaders*, *op. cit.*, p. 213.
[57] « Blacks' participation in the debate over the [Democratic] party's future both substantively and strategically […] by defining their interests solely in relation to Jackson's personal fortunes and strategically by funneling Black action through his insider's style of brokerage politics ». A. Reed Jr., *Stirrings in the Jug*, *op. cit.*, p. 148.
[58] Manning Marable, Beyond Black and White: Transforming African-American Politics, New York, Verso, 2016 [1995], loc. 22 %. *Adolph Reed Jr., The Jesse Jackson Phenomenon: The Crisis of Purpose in Afro-American Politics*, New Haven, Yale University Press, 1986. Sheila D. Collins, *The Rainbow Challenge: The Jackson Campaign and the Future of U.S. Politics*, New York, Monthly Review Press, 1986.
[59] « Local Jackson Committee Ran People's Campaign », *Justice Speaks*, vol. 5, n°6, avril 1988, *op. cit.*



Figure 56 : Tract du CWP en soutien à Jesse Jackson[60].

Les membres du CWP de Caroline du Nord pensaient que la campagne de Jackson entraînerait un renouveau du mouvement de libération, pour l'emploi, la paix et la liberté. Ils faisaient un lien explicite entre leur engagement communiste et la candidature de Jackson et affirmaient que ce nouvel élan finirait par déboucher sur un mouvement révolutionnaire[61]. À nouveau, il nous semble réducteur de considérer, que ce soutien à Jackson relevait d'une confiance naïve dans le système et la politique conventionnelle de la part de ces militants du CWP. De nombreuses organisations radicales de différents courants du mouvement de libération noire s'engagèrent en faveur des deux candidatures de Jackson. Ces organisations exploitèrent sur le terrain, à leur profit et selon leurs propres conditions, l'élan suscité par ces dernières, afin de s'adapter à leur propre agenda politique (un degré de contrôle politique et

[60] Tract du CWP en soutien à Jesse Jackson, non daté, dans John Kenyon Chapman Papers, Carton 1, Dossier 5.
[61] Tract « CWP Forum: Socialism, Black Liberation, and the meaning of Jesse Jackson's campaign », non daté, dans John Kenyon Chapman Papers, Carton 1, Dossier 5 « CWP Organizational Materials, 1979-1983 ».

économique de la communauté). L'analyse de leurs incursions dans la politique électorale de ces organisations et comment celles-ci s'inscrivaient plus largement dans une démarche de conquête du pouvoir politique est ainsi cruciale pour comprendre l'évolution du Long Mouvement. Selon Max Elbaum, les organisations appartenant au New Communist Movement s'investirent avec enthousiasme dans les campagnes de Jesse Jackson car elles y voyaient l'occasion de rentrer en confrontation directe avec la suprématie blanche, étape essentielle pour unir tous les travailleurs. En outre, la structure de la campagne, autour de la Rainbow Coalition offrait la perspective d'un mouvement populaire de masse indépendant, dans lequel les militants révolutionnaires pouvaient s'impliquer, tout en gardant la liberté de défendre leurs points de vue politique spécifiques[62].

BWFJ y vit donc une opportunité politique pour faire avancer son projet politique. L'organisation avait fait le choix de soutenir Jackson, même s'il se présentait pour l'investiture du Parti démocrate, espérant par la suite que celui-ci romprait avec le parti, sous la pression des organisations radicales qui le soutenaient. Au niveau national cependant, le résultat des primaires de 1988 acheva de convaincre BWFJ que le Parti démocrate était une impasse pour le mouvement. Par la suite, les dirigeants de BWFJ, outre l'élaboration d'un programme politique indépendant par et pour les travailleurs noirs, profitèrent de l'élan populaire généré par la campagne de 1988 pour poursuivre leur quête d'indépendance politique au niveau local, comme nous le verrons plus en détail dans la dernière partie.

1.3. L'après-Jackson : bilan et héritages d'une rupture consommée

Selon BWFJ, l'issue des primaires de 1988 enterrait définitivement tout espoir dans le Parti démocrate. Les cadres de l'organisation attribuaient la création du Democratic Leadership Council (DLC) en 1985 à une stratégie des Démocrates du Sud et de la vieille garde des Dixiecrats pour affaiblir le mouvement électoral de masse porté par les Africains Américains dans le Sud. Ils pointaient notamment la mise en place de primaires des États du Sud le même jour sous le nom du « Southern Super Tuesday », le 8 mars 1988. Pour eux, il s'agissait d'un stratagème pour donner plus de pouvoir au Sud dans les élections présidentielles, afin de défendre un agenda hostile à l'empouvoirement des travailleurs et des Noirs. Alors même que Jackson avait remporté six États de la Black Belt (Géorgie, Alabama, Louisiane, Mississippi, Caroline du Sud et Virginie) ainsi que le Michigan et l'État de New York, le gagnant des primaires, Dukakis ne reprit aucun élément du programme de Jackson.

[62] M. Elbaum, *Revolution in the Air*, *op. cit.*, p. 359.

BWFJ préconisait donc plus que jamais une forme de mobilisation indépendante du Parti démocrate (alors aux mains des « Reagan Democrats »)[63]. L'organisation estimait aussi que la classe moyenne noire, surreprésentée à la Convention du Parti, endossait avant tout un rôle de « négociateur », au détriment des classes populaires noires, d'où la nécessité d'organiser une base électorale populaire de masse qui utiliserait la « Rainbow Coalition » comme point de départ mais en la faisant évoluer indépendamment du Parti démocrate[64].

Ainsi, le BWUM planifia une deuxième convention de la Black Political Platform Campaign en septembre 1988, à nouveau à Enfield. Lors de cet événement, les participants adoptèrent une liste de résolutions, dont une promettant de combattre le Parti démocrate sur les questions de pouvoir politique dans le Sud et dans tout le pays. Une partie de ces résolutions pointaient du doigt les deuxièmes tours des primaires (*second primaries*), les modes de scrutin *at-large*, et les entraves à l'exercice du droit de vote dans le Sud. Pour ce faire, le BWUM prônait de continuer à développer une stratégie électorale indépendante au niveau local et envisageait même d'évaluer la faisabilité d'une candidature indépendante aux présidentielles de 1992[65]. La direction de BWFJ espérait capitaliser sur ses efforts pour rallier les électeurs noirs à la candidature de Jackson au niveau local, comme par exemple à Rocky Mount pour consolider leur mobilisation des travailleurs noirs aux alentours[66]. L'organisation souhaitait aussi exploiter les résultats des primaires pour favoriser un climat politique propice au pouvoir politique noir et aux mobilisations des travailleurs dans le Sud lors des prochaines élections de 1990 et 1992. Ils prévoyaient pour ce faire de s'appuyer sur les médias et sur une stratégie de communication lors d'événements clés (comme lors du Martin Luther King Day ou la séance de rentrée de l'Assemblée de l'État). Ils comptaient aussi parler des résultats des primaires lors d'événements organisés par BWFJ dans le cadre de la campagne « Workers Want Fairness[67] ». Enfin, BWFJ envisageait même de créer et introduire des bulletins de vote

[63] « Vote Jackson on March 8! », *Justice Speaks*, vol. 5, n°5, mars 1988, p. 1. « Super Tuesday a super racist stunt », *Justice Speaks*, vol. 4, n°10, juillet 1987, p. 4. « Jackson Campaign Exposes Democratic Party, Contradiction at Core », *Justice Speaks*, vol. 5, n°7, mai 1988, p. 4 et p. 6. « Don't Be a Crazy Republican Or Blind Democrat – vote for something, not for nothing », *Justice Speaks*, vol. 6, n°3, novembre 1988, p. 4.

[64] « Dems: No Road to Black Liberation and Workers Power », *Justice Speaks*, septembre 1988, p. 5. « Put on your boxing gloves for an independent future, your only future », *Justice Speaks*, vol.6, n°4, décembre 1988, p. 3 et p. 5.

[65] « Platform campaign adopts important resolutions », *Justice Speaks*, vol. 6, n°2, octobre 1988, p. 4-5. « Platform Campaign offers Southern hope », *Justice Speaks*, vol. 6, n°3, novembre 1988, p. 2 et p. 7.

[66] « Local Jackson Committee Ran People's Campaign », *Justice Speaks*, vol. 5, n°6, avril 1988.

[67] Fort du succès du mouvement autour de la fermeture de l'usine Schlage Lock, BWFJ initia la Workers Want Fairness Campaign. Elle avait pour objectif de créer des « comités de travailleurs » dans 12 usines différentes en Caroline du Nord et de les coordonner. Par la suite, « Workers Want Fairness » s'étendit au niveau national. Des travailleurs créèrent des comités de soutien dans le Midwest, le Nord-est et sur la côte ouest et organisèrent des circuits de soutien « Organize the South » à travers le pays pour dénoncer les conditions de travail inhumaines dans le Sud et convaincre les syndicats qu'il était urgent de faire des campagnes de recrutement dans cette

édités par *Justice Speaks* dans les bureaux de vote[68]. La stratégie de BWFJ était donc bien d'imbriquer leur approche de la politique électorale et leurs efforts de mobilisation des travailleurs.

Après 1989, le BWUM ne fut plus aussi actif. BWFJ s'investit dans d'autres actions au niveau local et national autour de la défense des travailleurs noirs. Ce n'était pourtant pas la fin de l'attachement à la constitution d'une force politique indépendante, au contraire.

Déjà en 1992, BWFJ réaffirma son positionnement par rapport aux élections nationales. Après avoir initialement soutenu Bill Clinton lors des élections présidentielles, *Justice Speaks* publia un nouvel éditorial pour clarifier sa ligne. La rédaction expliquait que le journal avait été trop loin en appelant officiellement à voter Clinton, comme seule alternative pour empêcher la réélection de George H. W. Bush. BWFJ affirmait que l'organisation appelait de ses vœux la fin du règne conservateur des 12 dernières années qui avaient été dévastatrices pour les Africains Américains et en particulier les travailleurs. À la dégradation des conditions économiques, se sont ajoutées la montée du suprématisme blanc et les violences policières[69]. Cependant, dans cet éditorial rectificatif, BWFJ soutenait que Clinton était en réalité assez équivalent à Bush. La rédaction de *Justice Speaks* faisait valoir son bilan de gouverneur dans l'Arkansas, très similaire aux politiques de Bush, et insistait sur son manque d'engagement sur le terrain et dans son programme en faveur des minorités raciales, de l'anti-impérialisme et des travailleurs, contrairement aux campagnes de Jesse Jackson. Ainsi, le journal appelait ses lecteurs à se mobiliser avant tout pour les élections locales afin d'être en meilleure position pour mener la lutte en faveur des travailleurs et pour l'empouvoirement des communautés, concluant que la seule véritable alternative politique à Bush était « le pouvoir du peuple » et que donc, plus que jamais, la priorité était de « s'organiser »[70]. Cette volte-face éditoriale témoignait des tensions internes sur le positionnement de la direction de BWFJ par rapport aux candidats à des élections nationales, et plus largement, par rapport au Parti démocrate. Lors de leur séminaire annuel de

---

région. A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 211-212. Fascicule « Workers' Fairness Campaign: Organizing the South », dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ WWFC 1989 ». « Organizers Meeting: "Workers Want Fairness Campaign" », 11 septembre 1989 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ NSC 1989 ».

[68] Theresa El-Amin, « How can we use Primary results? », notes manuscrites, non datées dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ NSC 1989 ».

[69] « Editorial: Beat Bush », *Justice Speaks*, vol. 10, n°2, octobre 1992, p. 4. L'éditorial citait l'acquittement des policiers ayant passé à tabac Rodney King, quelques mois plus tôt, comme une énième preuve des effets délétères des années Reagan-Bush.

[70] « People's Power: A Real Political Alternative to Bush », *Justice Speaks*, vol. 10, n°2, supplément, octobre 1992.

planification stratégique, d'octobre 1992, Angaza Laughinghouse rappela au National Steering Committee que BWFJ n'était pas un parti politique, mais une organisation politique de la classe ouvrière et qu'ainsi il n'y avait aucune raison valable pour que l'organisation donne des consignes de vote. Certes, BWFJ avait soutenu les candidatures de Jackson mais tout en gardant son indépendance. Le compte rendu stipulait qu'à la place, BWFJ ferait mieux de faire de l'éducation politique autour des bilans politiques des candidats et des potentielles conséquences de l'issue des élections nationales pour le Sud[71].

En outre, Laughinghouse reprochait au comité de direction d'avoir délaissé les initiatives politiques lancées entre 1987 et 1989, en particulier les primaires noires évoquées plus haut. Selon lui, cela traduisait une tension dans les objectifs de BWFJ, tiraillé entre se concentrer sur les questions syndicales et construire un mouvement plus large. Laughinghouse préconisait d'institutionnaliser les questions de mobilisations politiques au sein de la vie interne de l'organisation, en créant une commission politique[72].

Après l'élection de Clinton en 1992, BWFJ n'eut de cesse d'appeler à créer un ou des partis indépendants. Pour l'organisation, le glissement vers la droite du Parti démocrate était tel qu'il n'y avait plus rien à en attendre. Même avant la victoire des Républicains aux élections de mi-mandat de 1994, sous l'égide du célèbre conservateur radical Newt Gingrich et de son « Contrat avec l'Amérique », BWFJ pointait que Clinton n'avait pas remis en cause l'Accord de Libre-Échange Nord-Américain (ALENA) de 1992 et avait même signé l'accord de Marrakech en avril 1994[73]. La création d'une zone de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique et la mondialisation croissante de l'économie globale faisaient craindre une aggravation des fermetures d'usines en Caroline du Nord, comme ailleurs dans le Sud ainsi que la dégradation des conditions de travail et de rémunération des travailleurs les moins payés, dont la majeure partie était Africains Américains. BWFJ accusait Clinton de surenchérir sur les positions conservatrices des Républicains[74]. Pour Saladin Muhammad, les deux partis instrumentalisaient donc les peurs racistes de l'électorat blanc pour préserver le

[71] « 1992 Elections and Beyond », BWFJ Planning Retreat, 23-25 octobre 1992, p. 4-5 dans Theresa El-Amin Papers,
[72] *Ibidem.*
[73] L'accord de Marrakech d'avril 1994 acta la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMS).
[74] « Build Local Independent Political Parties *NOW!* », *Justice Speaks*, vol. 12, n°5, janvier 1995. « We Are Our Own Liberators: Workers Need Own Political Party », *Justice Speaks*, vol. 11, n°2, octobre 1993, p. 6 et p. 10. « Fight the Contract on America! », *Justice Speaks*, vol. 12, n°8, avril 1995, p. 2. Frederick C. Harris, *The Price of the Ticket: Barack Obama and the Rise and Decline of Black Politics*, New York, Oxford University Press, 2014.

statu quo, grâce au maintien de dispositifs électoraux discriminants (circonscriptions *at-large*, deuxième tour des primaires et emplacement des bureaux de votes).

Clinton appartenait en effet à une nouvelle faction au sein du Parti démocrate, qu'il avait contribué à fonder avec Alvin From en 1985, le Democratic Leadership Council (DLC)[75]. Le DLC avait été explicitement créé en opposition au libéralisme incarné par Jesse Jackson et sa Rainbow Coalition. La victoire écrasante de Reagan en 1984 avait été un traumatisme pour certains Démocrates. Pour eux, le Parti devait abandonner le libéralisme « extrémiste » des années 1960 et la proximité avec les mouvements sociaux et les *special interest groups* (c'est-à-dire les minorités). En résumé, le DLC prônait de s'aligner sur l'idéologie du Parti républicain : opposition au « Big Government », promotion du libre-marché, réforme de l'aide sociale et de l'*affirmative action*, rhétorique sécuritaire et retour aux « valeurs [familiales] de la classe moyenne »[76]. L'historienne Sylvie Laurent parle des « noces glorieuses du néolibéralisme et du néoracisme » sous les mandats de Clinton. Pour elle, cette période marqua « un tournant décisif dans l'articulation entre racisme et politiques néolibérales ». En tant que « nouveau Démocrate », Clinton adopta une stratégie *colorblind*, tout en envoyant des signaux forts au sous-texte racial à l'électorat blanc : « renforcement du discours sécuritaire stigmatisant la pauvreté urbaine, militarisation des polices locales, dérégulation des marchés financiers et réforme des politiques d'aide sociale ». Laurent souligne les effets délétères de la déréglementation du marché du travail induite par la signature de l'ALENA car elle avait durablement accru la précarisation des travailleurs Africains Américains[77]. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard qu'à ses débuts, le DLC était composé en grande majorité d'hommes politiques blancs du Sud[78], dont Al Gore (alors sénateur du Tennessee), Charles Robb (gouverneur de la Virginie) et Bill Clinton (alors gouverneur de l'Arkansas). Ces derniers souhaitaient déplacer le Parti vers la droite de l'échiquier politique pour assurer sa viabilité dans la région[79].

---

[75] Daryl A. Carter, *Brother Bill: President Clinton and the Politics of Race and Class*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 2016, p. 26.

[76] Jason Stahl, *Right Moves*: *The Conservative Think Tank in American Political Culture since 1945*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016, p. 135-144 et p. 171.

[77] S. Laurent, *La couleur du marché*, *op. cit.*, p. 52. Sur

[78] J. Stahl, *Rights Moves*, *op. cit.*, p. 136. Sur l'utilisation d'un sous-texte racial par Clinton voir aussi : David R. Roediger, *How Race Survived U.S. History: From Settlement and Slavery to the Obama Phenomenon*, New York, Verso, 2008, p. 204.

[79] M. Kazin, *What It Took to Win, op. cit.*, loc. 67 %. Pour un ouvrage récent sur le bilan de Clinton, voir : Nelson Lichtenstein et Judith Stein, *A Fabulous Failure: The Clinton Presidency and the Transformation of American Capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 2023.

Après cinq ans de préparation, marqués par la création de plusieurs réseaux intermédiaires, BWFJ s'associa à la création officielle du Labor Party (LP), un parti multiracial par et pour les travailleurs à l'envergure nationale, en juin 1996[80]. Initialement, au vu de leurs faibles ressources, BWFJ préconisait que le LP se concentre sur les élections au niveau local, ce qui permettrait de créer une base politique solide. Pour eux, la création de ce tiers-parti s'inscrivait dans le prolongement de la Black Workers Political Platform Ballot de 1988-1989. Lors de sa convention fondatrice, le LP adopta une liste de résolutions affirmant son soutien à la construction de la lutte ouvrière conjointement avec le mouvement de libération noire. Le Parti s'engageait : à lutter contre les politiques hostiles à l'*affirmative action*, à éduquer les syndicats à propos de l'importance du mouvement pour « organiser le Sud » et de faire front avec les Africains Américains et à soutenir et présenter des candidats Africains Américains aux élections. BWFJ exhortait aussi le LP à prendre fermement position en faveur des circonscriptions à minorité majoritaire et à prendre la défense des églises noires, cibles d'attaques racistes[81].

L'avenir des circonscriptions à minorité majoritaire était en effet en danger depuis l'arrêt de la Cour suprême de 1993, *Shaw v. Reno* (voir **Chapitre 5**). Cet arrêt avait remis en cause la constitutionalité des deux circonscriptions fédérales à majorité africaine-américaine de Caroline du Nord, la 1ère et la 12ème circonscription qui avaient permis d'élire respectivement Mel Watt et Eva Clayton (premiers députés noirs au Congrès depuis la fin de la Reconstruction). Ajamu Dillahunt interprétait cet arrêt comme une atteinte au droit de vote durement acquis grâce à la lutte pour le pouvoir politique noir. Il faisait valoir que quatorze des élus noirs du Sud au Congrès avaient voté contre la signature de l'ALENA. Il craignait également que cette arrêt (qui concernait les circonscriptions fédérales susmentionnées) ait des conséquences à tous les échelons locaux (circonscription législative d'État, comté, municipalités, conseil scolaire). Dillahunt concluait que « la leçon la plus importante restait la quête pour le pouvoir politique au niveau local » car c'était « le seul mode d'empouvoirement dans le Sud qui donnerait réellement aux Africains Américains et à d'autres […] le pouvoir de créer des conditions pour une meilleure qualité de vie[82] ». Pour BWFJ, ces circonscriptions s'inscrivaient dans le combat pour l'autodétermination des Africains Américains. Il ne s'agissait pas seulement d'élire des candidats noirs qui seraient redevables à leur majorité électorale africaine-américaine, ils concevaient surtout ces circonscriptions comme des bases

[80] « Editorial: Founding the Labor Party », *Justice Speaks*, vol. 13, n°10, juin 1996, p. 4.
[81] *Ibidem.*
[82] Ajamu Dillahunt au NSC, « Black Political Power – Attacks on Black Congressional Districts », Education Bulletin Workers' School, 26 février 1994.

stratégiques pour développer une conscience de classe ouvrière, en résistant aux stratégies des entreprises pour affaiblir les mouvements syndicaux[83].

En 1996, l'appel donna lieu à un nouvel arrêt de la Cour, *Shaw v. Hunt*, qui déclara que ces deux circonscriptions étaient le résultat d'un « charcutage racial » (*racial gerrymandering*) et contrevenaient ainsi au principe de cohérence géographique (*compactness*) des circonscriptions établi par l'arrêt *Thornburg v. Gingles* mais aussi le principe d'égale protection devant la loi (*equal protection clause*) du 14e amendement[84]. BWFJ comptait sur le tout jeune Labor Party pour s'opposer au démantèlement des circonscriptions à minorité majoritaire.

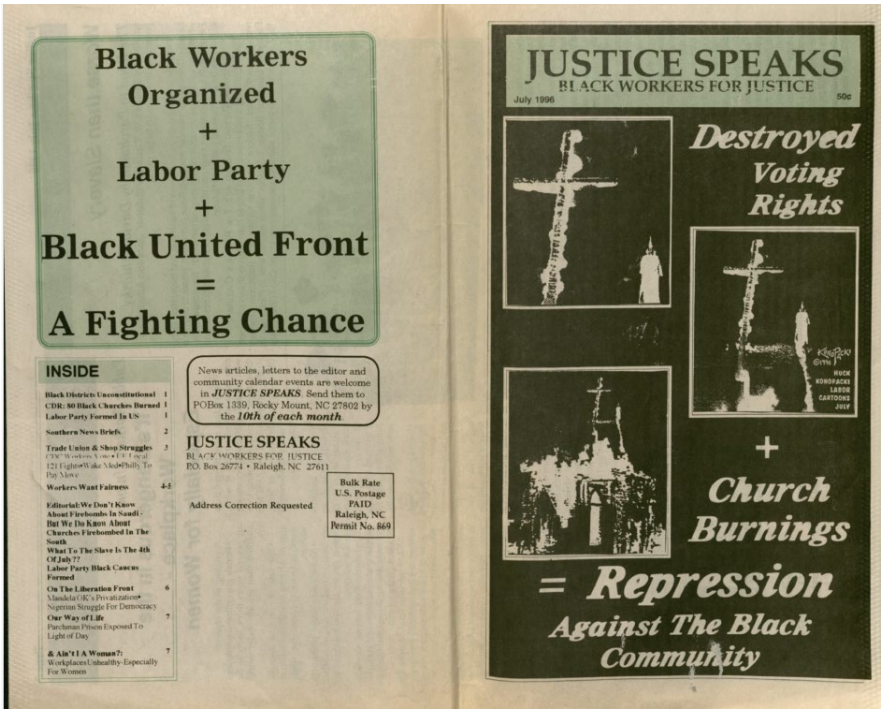


Figure 57 : Une de *Justice Speaks*, juillet 1996[85].

La campagne de 1988 pour Jesse Jackson et les efforts de BWFJ pour mettre sur pied un mouvement politique noir ouvrier indépendant s'articulaient également à des campagnes menées à l'échelle locale, notamment municipales, où BWJF participait à faire élire des dirigeants noirs alliés, afin qu'ils prennent en charge les intérêts de la classe ouvrière noire. L'étude de deux cas emblématiques, les territoires de Fremont et Shiloh, montreront la façon dont les conflits dans les usines étaient liés à d'autres conflits plus larges liés à l'exclusion des

[83] « Tightening Up the BWFJ », 1998, p. 4 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ – Flyers & Reports ». Une stratégie similaire avait été employee par les organisations socialistes pendant le New Deal, avec l'organisation de *labor parties* locaux, à New York notamment. M. Ménard, *Renouveau ou continuité ?*, *op. cit.*, p. 57.
[84] « Shaw v. Hunt », *Oyez*, disponible https://www.oyez.org/cases/1995/94-923 (consulté le 30 juin 2025). « Black Districts Declared All But Unconstitutional », *Justice Speaks*, vol. 13, n°11, juillet 1996, p. 1 et p. 6.
[85] *Justice Speaks*, vol. 13, n°10, juin 1996.

Africains Américains des instances gouvernementales locales. C'est précisément parce que cette exclusion politique était au cœur de toutes les autres formes d'exclusion et d'oppression (précarisation des conditions de travail, absence d'accès aux soins, aux services et infrastructures publiques et effets dévastateurs du racisme environnemental) que BWFJ se mobilisa pour la conquête du pouvoir politique à l'échelle de ces deux territoires.

2. STRATÉGIES D'EMPOUVOIREMENT AU NIVEAU LOCAL ET RURAL

Comme nous l'avons vu, BWFJ faisait de la participation aux élections locales un enjeu crucial pour la lutte des travailleurs noirs, leur autodétermination et, ce faisant, l'accès à une meilleure qualité de vie[86].

2.1. Fremont : modèle pour une approche multidimensionnelle ?

Là où les campagnes locales en soutien aux campagnes de Jesse Jackson et la Black Workers Political Platform avaient été l'occasion pour BWFJ de faire un travail d'éducation politique sur la condition des travailleurs noirs, dans le cas de Fremont, c'est un conflit au sein d'une usine locale qui constitua le point de départ d'une mobilisation électorale plus large. À partir de ce conflit, BWFJ développa un programme politique contre le racisme et pour l'amélioration des conditions matérielles de la population noire locale, qui aboutit à une victoire électorale au niveau municipal.

Très tôt après sa création, BWFJ s'était investi dans la commune rurale de Fremont. Située à l'Est, à une trentaine de kilomètres de Rocky Mount, elle faisait partie de la Black Belt de l'État et comptait moins de 2 000 habitants, dont 40 % d'Africains Américains. Pour l'organisation, Fremont devint à la fois une des bases organisationnelles du mouvement[87] et un modèle d'empouvoirement politique, grâce à une mobilisation combinant les revendications autour des conditions de travail et l'exercice d'un pouvoir politique noir au niveau local.

[86] Ajamu Dillahunt au National Steering Committee, « Black Political Power - Attacks on Black Congressional Districts - Education Bulletin Workers' School », 26 février 1994, dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ NSC 1994 ».
[87] Rappelons que c'est à Fremont que BWFJ tint son rassemblement fondateur, Workers : Know Your Rights Conference, le 11 décembre 1982.

BWFJ, qui en était encore à ses balbutiements en tant qu'organisation, fut d'abord sollicitée pour organiser un mouvement de contestation dans la scierie de Fremont, où 95 % des employés étaient Africains Américains[88]. L'entreprise venait d'annoncer une diminution de salaire de 10 %. BWFJ commença par créer un comité des travailleurs (*workplace committee*) pour coordonner la contestation et incita la communauté noire de Fremont à soutenir les employés de la scierie en leur exposant les conséquences sur l'ensemble des habitants Africains Américains de Fremont lors d'une campagne de porte-à-porte. Les Africains Américains de Fremont faisaient face à de nombreuses formes de discrimination, qui dépassaient le seul cas de la scierie. Deux organisations furent créées par des membres de BWFJ et d'autres habitants noirs de Fremont pour combattre le racisme systémique au niveau local : Concerned Black Citizens of Fremont (CBCF) et le Fair Labor Support Committee (FLSC)[89].

En juillet 1983, ces deux organisations annoncèrent qu'en réponse aux discriminations subies par les Africains Américains de Fremont, elles prévoyaient de mettre en place une campagne d'inscription sur les listes électorales, dans le but de présenter et de soutenir des candidats noirs à des fonctions électives locales. Il n'y avait aucun élu noir au conseil municipal. Aux élections de 1983, BWFJ, le CBCF et le FLSC soutinrent les candidatures de Billy Harvey et Leroy Ruffin au conseil municipal. Billy Harvey, ancien secrétaire général d'un syndicat, avait rejoint le comité d'organisation de BWFJ un an plus tôt. Leroy Ruffin était membre actif du CBCF et du FLSC.

Harvey et Ruffin firent campagne sur les conditions de travail des Africains Américains, notamment à la scierie, mais aussi sur le coût élevé des charges et le projet d'instaurer une taxe pour le ramassage des ordures et le racisme assumé de la police de Fremont. Ces revendications étaient portées depuis un an par le CBCF et le FLSC. Ils avaient participé à des réunions du conseil municipal et fait circuler une pétition pour exiger des actions sur ces sujets, ce que le conseil avait refusé. Pour Harvey et Ruffin, c'était bien la preuve que le conseil municipal était sourd aux besoins des citoyens noirs. Ils présentaient aussi leurs candidatures comme une forme de résistance aux politiques du président Ronald Reagan et du sénateur ultra-conservateur suprématiste, Jesse Helms. Ruffin remporta un siège au conseil, mais pas Harvey, qui fut battu à cinq voix près[90].

---

[88] Un cousin de Naeema Muhammad, qui avait entendu parler des victoires obtenues par le mouvement autour des employées du K-mart et qui travaillait à la scierie de Fremont, avait sollicité leur aide.
[89] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 97-99. « Fremont: A Town in Struggle », *Justice Speaks*, vol. 1, n°1, août 1983, p. 8.
[90] « Fremont Elections Draw Near », *Justice Speaks*, vol. 3, n°3, novembre 1985, p. 1.



Figure 58 : Dessin de presse sur la mobilisation en partie victorieuse des citoyens Africains Américains lors des élections municipales de novembre 1984[91].

Malgré une campagne de porte-à-porte organisée par BWFJ et ses soutiens, et une forte participation des électeurs Africains Américains grâce aussi à la coordination de bénévoles pour acheminer les électeurs au bureau de vote[92], il était en fait très difficile de faire élire des candidats noirs en raison du mode de scrutin *at-large* (comme à Rocky Mount – voir plus haut). Pendant quatre ans, BWFJ et ses organisations partenaires firent pression sur le conseil municipal pour qu'il change le mode de scrutin en organisant des manifestations lors de réunions du conseil, des réunions d'information auprès des habitants pour leur exposer la nature injuste du système *at-large*. Ils envisagèrent même une action en justice, sur le modèle de celle intentée à Rocky Mount[93]. Sous la pression, le conseil finit par adopter un mode de scrutin par circonscription, avec la création de trois circonscriptions à majorité africaine-américaine. Ainsi, en novembre 1987, Ruffin fut réélu aux côtés d'Harvey et du

[91] « Fremont Black Community Holds Balance of Power in Local Elections », *Justice Speaks*, vol. 2, n°2, 1984, p. 6-7, SEJ Records, Carton 23, Dossier 615.
[92] « Fremont Black Community », *op. cit.*, p. 7. « Setting Fremont on a Correct Political Course », *Justice Speaks*, vol. 2, n°2, 1984, p. 10-11 dans SEJ Records, Carton 23, Dossier 615.
[93] « Fremont Fights for Ward System », *Justice Speaks*, vol. 4, n°8, juin 1987, p. 5.

président du CBCF, Sylvester Artist, portant ainsi à trois le nombre d'élus Africains Américains au conseil[94].

Un mois après cette victoire historique pour les Africains Américains de Fremont, le maire proposa de changer le système de gouvernance de la ville pour adopter le système avec gestionnaire (*manager-run system*). Fremont opérait en effet sur un système de maire-conseil municipal (*mayor-council system*) (voir **Chapitre 1** sur la différence entre ces systèmes). Pour BWFJ, il s'agissait clairement d'une proposition raciste qui visait à éliminer toute forme de contrôle par les élus noirs sur le fonctionnement de la municipalité de Fremont, maintenant que la ville avait adopté un mode de scrutin par circonscription et que trois élus noirs siégeaient désormais au conseil. Un tel changement retirerait, en effet, la possibilité aux élus de diriger les différents départements administrés par la municipalité (comme ceux concernant le zonage, les infrastructures, le budget etc.). BWFJ affirmait au contraire que le contrôle des départements était une dimension importante du pouvoir politique[95]. Grâce à la mobilisation d'Harvey, Ruffin et Artist, avec le soutien de BWFJ, ce changement ne fut finalement pas adopté mais cet épisode démontre, une nouvelle fois, les mécanismes visant à réduire l'influence politique des Africains Américains et leur constante adaptation à chaque nouvelle avancée obtenue grâce à des années de lutte. C'était justement l'une des raisons pour lesquelles BWFJ pensait qu'il était essentiel d'élire des candidats noirs aux conseils municipaux et aux commissions de comté, puisque c'étaient ces instances qui dictaient les modalités électorales locales mais aussi la distribution des ressources et la gestion des infrastructures. En 1992 par exemple, Harvey, Ruffin et Artist, obtinrent que le conseil municipal finance la clinique communautaire créée par le CBCF et soutenue par BWFJ, la Fremont People's Clinic. Harvey et Artist étaient d'ailleurs des membres fondateurs de la clinique qui était le résultat d'une campagne de bilans de santé organisée en 1984.

Pour BWFJ, ces trois élus Africains Américains étaient exemplaires et démontraient que l'élection de candidats noirs engagés pour les travailleurs et les classes populaires noires pouvaient agir en faveur du mouvement de libération noire au niveau local. Fremont était pour l'organisation un modèle de mobilisation d'une large proportion d'habitants Africains Américains, d'abord autour d'un mouvement de contestation pour les travailleurs qui servit de point de départ pour mobiliser la communauté autour des différentes formes de discrimination dont la clé résidait dans la remise en cause la mainmise des Blancs sur la

[94] A. Dillahunt-Holloway, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 101-103. « Fremont Elects First Black Majority Council », *Justice Speaks*, vol. 5, n°3, décembre 1987, p. 3.
[95] « Fremont Black Aldermen Fight Racist Proposal », *Justice Speaks*, vol. 5 n°4, Janvier/ Février 1988, p. 3 et p. 10.

gouvernance politique locale. Contrôler les politiques locales était un enjeu crucial pour la distribution des ressources, comme l'illustre l'obtention d'un financement pour la clinique communautaire. Le mouvement initial au sein de la scierie de Fremont s'inscrivait dans une lutte plus large contre les inégalités économiques, elles-mêmes sous-tendues par l'absence de pouvoir politique de la population noire locale.

Comme nous allons le voir dans un deuxième cas ci-dessous, cette stratégie de mobilisation multidimensionnelle sur plusieurs fronts en parallèle (travail, services publics, discrimination, santé), que BWFJ concevait comme la stratégie du front unitaire, était centrale dans leur approche de la politique électorale.

2.2. Shiloh : quelle souveraineté pour un territoire « non constitué » ?

Une partie du militantisme de BWFJ autour de l'acquisition d'un pouvoir politique noir au niveau local, notamment par la voie électorale, concernait un type de territoire au statut particulier, ce que nous appelons ici les territoires « non constitués[96] ». Les stratégies d'empouvoirement local prennent des formes différentes dans la mesure où elles sont déterminées en partie par des dynamiques territoriales. C'est ce qu'illustre le cas des territoires « non-constitués », comme le cas de Shiloh que nous allons étudier maintenant.

L'existence de territoire « non constitués » s'inscrivait dans l'histoire longue du Sud et de la privation du pouvoir politique des Noires. De fait, ces spécificités influaient non seulement sur la manière dont les Africains Américains étaient représentés politiquement, mais aussi sur les modes d'action à leur disposition pour lutter contre cette marginalisation. Si le cas de Fremont, comme celui de Shiloh, sont tous deux liés à des conflits entre entreprises locales et populations noires, dans le cas de Shiloh, c'est moins l'entreprise comme employeur que comme pollueur que les populations locales combattent, dans un contexte où leur pouvoir politique est historiquement amoindri. La lutte pour une forme de souveraineté politique exercée par les habitants noirs de Shiloh visait donc également à lutter contre les entreprises privées qui profitaient de cette marginalisation politique, induite par le statut

[96] En anglais, on parle d'« unincorporated neighborhoods », très difficilement traduisible en français car ce statut n'existe pas en France (voir la note en introduction sur la difficulté de transposer une réalité linguistique à une autre par la traduction). Nous proposons ici une traduction imparfaite qui désigne ces territoires formant une entité spatiale et sociale distincte de par son histoire et le sentiment d'appartenance des habitants, mais privés d'une existence administrative propre et donc d'une compétence politique et juridique autonome.

spécifique de ce territoire. L'analyse de l'action de BWFJ dans ce contexte local démontre d'une part l'imbrication des enjeux susmentionnés et offre un exemple des possibilités de mobilisation dans un contexte aussi défavorable.

Ces territoires « non constitués » sont des espaces qui ne font pas partie administrativement d'une municipalité mais qui sont parfois régis par une ville voisine en vertu d'un principe de juridiction extraterritoriale (voir le cas d'Eubanks analysé au **Chapitre 1**) et/ou par les commissions de comtés dont ces territoires dépendent. Nous choisissons ici de parler de territoire dans le sens d'un espace socialisé, approprié par ses habitants, qui peut ainsi être considéré comme « une matrice culturelle » et « un lieu de fabrique identitaire », pour citer le géographe Hervé Brédif[97]. Les géographes et les juristes ont montré comment les villes et les petites villes du Sud rural en particulier ont utilisé les frontières de leur municipalité pour exclure géographiquement les minorités, leur refusant l'accès à la démocratie locale ainsi qu'aux services publics et aux infrastructures[98]. En effet, ces territoires étaient caractérisés par leur privation d'une existence juridique propre et de l'exercice d'une autorité politique. Les habitants de ces territoires étaient ainsi privés d'un accès à une représentation politique choisie par voie électorale, puisque ces territoires « non constitués » n'avaient pas d'instance gouvernementale.

Dans une étude réalisée en 1987 sur le Delta de Yazoo dans le Mississippi, le géographe Charles Aiken propose le concept de *municipal underbounding*, caractéristique des petites villes du Sud rural, ou comme nous le verrons, anciennement rural. Selon lui, cette stratégie consistait à maintenir délibérément ces entités territoriales africaines-américaine limitrophes de municipalités blanches du Sud, à l'extérieur de leurs limites administratives. Cette pratique avait notamment pour but de refuser l'accès aux services publics et aux infrastructures administrés par lesdites municipalités, voire même de leur imposer l'installation d'« externalités négatives[99] » (décharges, centre de traitement des déchets toxiques, usines). Le *municipal underbounding* est donc intimement lié au racisme environnemental qui, comme nous l'avons vu au **Chapitre 1**, dégradait l'environnement et la

[97] Hervé Brédif, *Réaliser la Terre. Prise en charge du vivant et contrat territorial*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021, p. 146 cité dans l'entrée « Territoire », Géoconfluences, décembre 2024, disponible en ligne https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/territoire (consulté le 3 juillet 2025).
[98] M. Anderson, « Cities Inside Out », *op. cit.*, p. 1096.
[99] Le concept d'externalité négative désigne les effets indésirables subis par des acteurs tiers en raison des actions d'autres acteurs économiques (sans que ceux-ci prennent en charge le coût de ces effets). « Externalités », Glossaire en ligne de *Géoconfluences*, septembre 2024, disponible en ligne https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/externalites (consulté le 1er août 2025).

santé des populations africaines-américaines qui habitaient dans ces territoires[100]. Ainsi, selon Aiken, le *municipal underbounding* constitue une forme d'exclusion raciale[101].

Ce « découpage racial[102] » a historiquement été utilisé pour refuser ce que Danielle Purifoy appelle la « citoyenneté municipale » et l'exercice d'une « voix politique légitime », tout en accaparant le pouvoir politique afin d'empêcher les minorités de remettre en question le statu quo racial et la distribution inégale des ressources[103]. Les études récentes sur la géographie de la citoyenneté ont mis en lumière ce phénomène, révélant la fonction d'exclusion des frontières municipales, mais d'une manière qui diffère des modèles d'exclusion bien connus des métropoles de la Sunbelt[104]. Le *municipal underbounding* a fait l'objet de travaux en droit et en géographie, surtout dans le cadre des études rurales. Cependant, peu de travaux mettent en lumière les histoires de résistance au *municipal underbounding*[105]. Nous souhaitons ici analyser l'histoire des mobilisations soutenues par BWFJ dans ces territoires « non constitués ». Ces mobilisations s'inscrivaient plus largement dans le combat contre la dépossession du droit de vote et le pouvoir politique noir.

Dans les régions rurales du Sud, l'histoire de ces territoires remonte à l'installation d'Africains Américains esclavagisés et affranchis, puis libres après la guerre de Sécession. Ces territoires étaient parfois désignés sous le terme de *freehold*. Pour BWFJ, il était vital de préserver ces communautés historiques[106], peu peuplées (quelques centaines d'habitants), notamment face aux menaces d'annexion par des municipalités majoritairement blanches voisines.

Le cas de Shiloh est emblématique de l'imbrication des différents axes de luttes de BWFJ et des modes d'actions déployés au niveau local. Comme vu précédemment, l'autodétermination des Africains Américains était un pilier central de la philosophie de BWFJ et l'utilisation de l'outil électoral était conçue comme essentielle pour y parvenir. Plus

---

[100] M. Anderson, « Cities Inside Out », *op. cit.*, p. 1096 ; J. Parnell *et al, The Persistence of Political Segregation*, *op. cit*. J. H. Johnson *et al*, « Racial Apartheid in a Small North Carolina Town », *The Review of Black Political Economy*, vol. 31, n°4, 2004, p. 89-107.

[101] Charles S. Aiken, « Race as a Factor in Municipal Underbounding », *Annals of the Association of American Geographers*, n°77, 1987, p. 564-579.

[102] J. Parnell *et al, The Persistence of Political Segregation*, *op. cit*.

[103] D. Purifoy, « North Carolina [Un]incorporated », *op. cit.,* p. 1075-1076 ; E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 48-49.

[104] D. Purifoy, « North Carolina [Un]incorporated », *op. cit.* p. 1076.

[105] E. Cyna, *Shortchanged*, *op. cit.*, p. 48-49. Dans sa thèse, Esther Cyna démontre le lien entre la « kleptocratie blanche », les valeurs immobilières, la gouvernance locale et l'inégalité du financement des écoles, tout en mettant au jour des récits de résistance dans les zones rurales. Voir également Esther Cyna, « Schooling the Kleptocracy: Racism and School Finance in Rural North Carolina, 1900-2018 », *The Journal of American History*, vol. 108, n°4, mars 2022, p. 745-766.

[106] Que BWFJ qualifiait de « Black Belt land freeholds ».

précisément, BWFJ pensait que la politique électorale était la plus efficace et la plus bénéfique au niveau local, d'autant plus vu le glissement du Parti démocrate vers des positions conservatrices et néolibérales, comme nous l'avons étudié en première partie (1.). L'organisation considérait l'élection de candidats issus de BWFJ, ou suffisamment proches de leurs revendications, comme un des moyens pour que les Africains Américains sur place obtiennent de meilleurs services publics et de meilleures conditions de travail. Cependant, leur conception de la politique électorale au niveau local, dans la Black Belt, ne relevait pas uniquement d'une approche pragmatique au cas par cas. Pour BWFJ, l'acquisition d'un pouvoir politique noir au niveau des municipalités et comtés de la Black Belt du Sud faisait partie intégrante de sa stratégie pour *organiser* le Sud, qui rappelons-le, était, pour eux, la clé de voûte du mouvement de libération noire. Pour le dire autrement, la souveraineté politique des Africains Américains dans la Black Belt, centre névralgique de l'oppression politique et économique de la nation africaine-américaine (selon leur conception nationaliste – voir **Chapitre 6**) devait être le point de départ des mobilisations politiques d'un mouvement de libération par le bas.

La mobilisation menée à Shiloh par des membres de BWFJ était à la croisée de la lutte pour le pouvoir politique noir – dans ce cas précis, une lutte pour un degré de souveraineté territoriale – et la lutte contre le racisme environnemental. Elle constitue donc un exemple de résistance au *municipal underbounding*, inscrit dans l'histoire longue de la privation des droits politiques des Africains Américains dans le Sud rural.

Shiloh était un territoire non constitué du comté de Wake, dans un secteur de plus en plus urbanisé à partir des années 1960 en raison de la création du Research Triangle Park, inauguré en 1959 (voir **Chapitre 1**). L'installation d'Africains Américains à Shiloh remontait aux années 1820. Il s'agissait d'un mélange de personnes esclavagisées et d'affranchis. Après la guerre de Sécession, la communauté s'agrandit et devint auto-suffisante avec l'arrivée, en 1867, d'Africains Américains qui avaient été chassés d'une communauté voisine par les Blancs[107]. Ils fondèrent leur propre Église, Shiloh Baptist Church en 1868. Pendant près d'un siècle, les habitants évoluèrent presque en autarcie. Ils vivaient de l'agriculture et échangeaient des produits dans une coopérative.

[107] « Capital Improvements for Industry or for Workers and Shiloh? », *Justice Speaks*, septembre-octobre 1991, vol. 9, n°1, p. 8. Ernest Dollar, *Morrisville*, Charleston, SC, Arcadia Publishing, 2008, p. 13. Steven Litt, « Holding fast to a heritage », *Raleigh News & Observer*, 8 septembre 1985, p. 1C et 2C.

Les habitants de Shiloh subissaient une forme d'enclavement administratif, juridique, social et économique. La communauté africaine-américaine de Shiloh était en effet entourée par trois territoires riches et blancs : la petite commune de Morrisville, le Research Triangle Park en constante expansion et l'aéroport international de Raleigh-Durham[108].

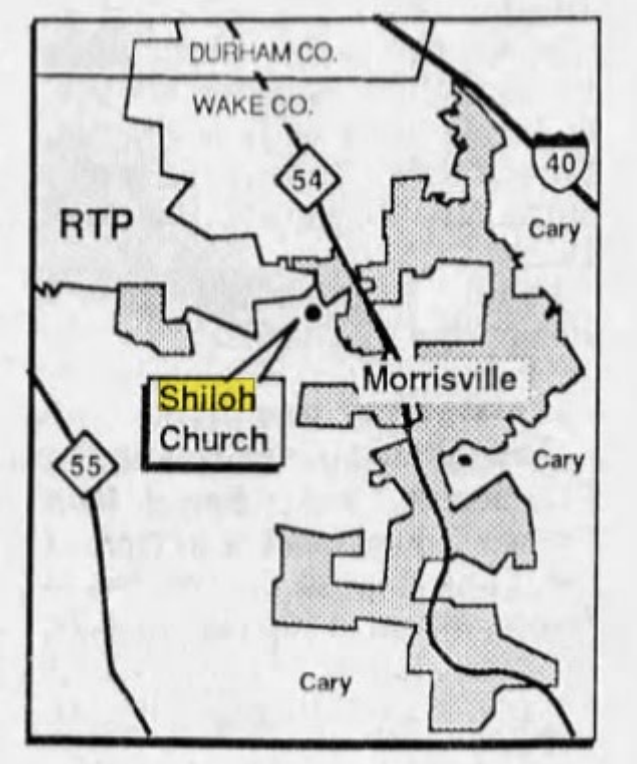


Figure 59 : Carte de la région autour de Shiloh, 1986[109].

Par conséquent, l'intégrité territoriale de Shiloh était menacée dans les années 1980 en raison de la pression immobilière accrue au vu de l'attractivité croissante de la zone. Shiloh se retrouva ainsi au cœur de batailles pour l'aménagement du territoire et contre les effets du racisme environnemental. Shiloh fut en effet menacé de disparaître par plusieurs projets de construction d'axes routiers pour desservir le RTP et l'aéroport. Par ailleurs, comme nous allons le voir, Shiloh était privé d'un accès aux infrastructures publiques de la zone, contrairement au RTP et à l'aéroport.

Sous l'effet de l'urbanisation croissante de la région, avec la croissance du RTP, les terrains de Shiloh devinrent particulièrement attractifs pour les promoteurs immobiliers. Certaines familles acceptèrent de vendre leurs terrains à prix d'or. Au début des années 1980,

[108] « Shiloh Fights on 2 Fronts: Community & Workers Health », *Justice Speaks*, vol. 13, n°9, mai 1996, p. 2.
[109] Kema Soderberg, « Shiloh group welcomes shelter of Morrisville's borders », *Raleigh News & Observer*, 26 novembre 1986, p. 4C.

la municipalité de Cary, une ville de banlieue résidentielle de Raleigh, à une dizaine de kilomètres au Sud de Shiloh, proposa de placer Shiloh sous sa juridiction extraterritoriale. Cela signifierait que Cary pourrait décider de l'aménagement du territoire de Shiloh, notamment des règlements de zonage, sans que les habitants de Shiloh ne soient représentés au conseil municipal de Cary, puisqu'ils ne feraient pour autant pas partie de la ville à proprement parler. La ville de Cary avait connu une forte croissance en l'espace de trente ans. En 1950, elle comptait 1 496 habitants. En 1985, elle en comptait 29 000. L'État avait choisi de développer la ville de Cary pour accueillir les employés (majoritairement blancs) du RTP, en construisant une voie rapide reliant les deux[110]. C'est à ce moment-là, en 1983, que les habitants de Shiloh créèrent la Shiloh Coalition for Community Development and Control (SCCDC), afin de contrer le projet de juridiction extraterritoriale de Cary. La Shiloh Coalition redoutait aussi à terme une annexion à Cary, or, comme le disait une des membres du bureau de l'organisation, Esther Dunnegan : « tout le monde ne [voulait] pas être une ville classe moyenne comme Cary et tout le monde n'[était] pas WASP […] on serait juste un bout de territoire supplémentaire avec quelques personnes noires dessus[111] ». Puisque Shiloh ne comptait que 260 habitants environ, à 95 % Africains Américains, la SCCDC craignait de perdre toute identité et toute autonomie. Un membre de la Shiloh Coalition résumait la situation ainsi : « pour Cary, on n'est déjà rien. À l'avenir, on serait encore moins que rien[112] ». La SCCDC adopta donc une stratégie pour se faire annexer par la ville voisine de Morrisville, qui ne comptait, elle, qu'environ 500 habitants et qui était aussi rurale que Shiloh. Les habitants de Shiloh espéraient ainsi avoir leur mot à dire dans le futur aménagement de leur territoire et comptaient aussi se faire raccorder aux réseaux d'eau courante et d'eaux usées de Morrisville[113]. En amont de l'annexion, la Shiloh Coalition lutta, avec succès, contre un nouveau projet de voie rapide pour le Resarch Triangle, l'Outer Loop Expressway, qui aurait coupé Shiloh en deux et aurait détruit de nombreuses habitations[114]. Pour BWFJ, il était d'autant plus crucial de préserver Shiloh qu'il s'agissait d'un des derniers territoires de son

[110] Jordan R. Bauer, « Silicon Valley with a Drawl: Making North Carolina's Research Triangle and Selling the High-Tech South », *North Carolina Historical Review*, vol. 97, n°3, p. 295. Town of Cary Planning Department, « Cary Historic Preservation Master Plan : Introduction », 2010, p. 1, disponible en ligne https://www.carync.gov/home/showpublisheddocument/9551/636074524034330000 (consulté le 4 juillet 2025).
[111] « Not everyone wants to be middle-class Cary and not everybody's white Anglo-Saxon Protestant […]. We'd just be an extra piece of land with a few blacks on it ». Steven Litt, « Holding fast to a heritage », *Raleigh News & Observer*, 8 septembre 1985, p. 1C et 2C.
[112] « With Cary, we're already nothing. In the future, we'd be less than nothing ». S. Litt, « Holding fast to a heritage », *op. cit.*, p. 2C.
[113] *Ibidem*. Deborah Jeon, « Annexation considered by residents of Shiloh », *Raleigh News & Observer*, 8 juillet 1985, p. 1C & 14C. « Shiloh Vigil Highlights Struggle », *Justice Speaks*, vol. 3, n°3, novembre 1985, p. 6-7.
[114] « Shiloh Vigil Highlights Struggle », *Justice Speaks*, vol. 3, n°3, novembre 1985, p. 6-7.

genre, ancien *black freehold*, de classe populaire, et ce, dans un contexte où le phénomène de dépossession des terres agricoles africaines-américaines (*Black land loss*) était à son apogée (voir **Chapitre 5**)[115]. Le combat contre la perte de ces terres faisait d'ailleurs partie des fronts de lutte de BWFJ, mais aussi d'autres organisations comme le Black Land Loss Fund. Peu après la création de la Shiloh Coalition, BWFJ s'était investi dans la lutte à leurs côtés. Nathanette Mayo, membre de la SCCDC qui avait grandi et venait d'une des familles les plus anciennes de Shiloh, avait rencontré Angaza Laughinghouse de BWFJ à l'église et lui avait exposé le travail militant de leur organisation[116].

L'annexion de deux-tiers de Shiloh devait prendre effet au printemps 1987 et prévoyait de préserver la nature résidentielle de Shiloh[117]. En outre, la Shiloh Coalition, avec l'aide de BWFJ, parvint à obtenir une carte électorale mixte pour le conseil municipal de Morrisville, avec des sièges par circonscriptions et des sièges *at-large*. Les habitants de Shiloh craignaient que, sans l'implication directe de leurs membres, l'aménagement du territoire par le conseil municipal transforme Shiloh en « paradis pour les entreprises » avec « un main d'œuvre bon marché non syndiquée » et « des terrains à bas prix[118] ».

Les élections municipales de 1987 permirent de mettre en pratique l'approche de BWFJ de la politique électorale comme outil d'empouvoirement pour les classes populaires noires. La direction de l'organisation apporta son soutien à deux habitants de Shiloh, Delores Scott et Chester McCrimmon. Selon BWFJ, ces derniers étaient de véritables « candidats du peuple ». Delores Scott était une figure importante de la communauté de Shiloh et faisait partie de la Shiloh Coalition. De plus, Scott et McCrimmon avaient consulté les habitants et listé leurs revendications et inquiétudes pour construire leurs programmes, plutôt que de leur présenter directement un programme déjà établi[119]. Delores Scott fut élue pour représenter le District 1 au conseil sur ce programme qui, selon les mots de BWFJ, venait de la classe ouvrière[120].

---

[115] « Shiloh Developments », *Justice Speaks*, vol. 3, n°8, avril 1986, p. 6.
[116] Mayo et Laughinghouse se marrièrent et fondèrent la même année, la branche culturelle de BWFJ, the Fruit of Labor Singing Ensemble. « Black Community of Shiloh needs more than Water & Sewer! Black People need Organization and Local Political Power! », *Justice Speaks*, 1984, p. 12. A. Dillahunt, *Black Workers Take the Lead*, *op. cit.*, p. 111.
[117] Kema Soderberg, « Shiloh group welcomes shelter of Morrisville's borders », *Raleigh News & Observer*, 26 novembre 1986, p. 4C.
[118] « Shiloh Faces Annexation", *Justice Speaks*, vol. 4, n°3, décembre 1986, p. 3 et p. 6.
[119] « Shiloh Runs Candidates for Morrisville Town Council », *Justice Speaks*, vol. 5, n°1, septembre 1987, p. 5.
[120] « Shiloh Elects Representative », *Justice Speaks*, vol. 5 n°3, décembre 1987, p. 3.

Entre 1988 et 1994, la Shiloh Coalition, avec l'appui de BWFJ, s'engagea dans un bras de fer avec l'entreprise Koppers, responsable de la contamination des nappes phréatiques du territoire, ainsi qu'avec différentes instances gouvernementales : la municipalité de Morrisville, la commission de comté de Wake et l'agence fédérale de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency – EPA). Les habitants de Shiloh réclamaient que l'entreprise paie pour nettoyer les déchets toxiques contenant du PCP (pentachlorophénol). Leur combat concernait aussi le raccordement à un réseau d'eau public, puisque de nombreux foyers de Shiloh s'approvisionnaient en eau grâce à des puits, tous contaminés. La Shiloh Coalition se mobilisa pour exiger des bilans de santé, des tests des eaux de Shiloh en organisant des réunions publiques et en faisant pression sur les élus de Morrisville et du comté de Wake[121]. Après six années de luttes, ils obtinrent que leur territoire soit mis sur la liste fédérale des sites contaminés prioritaires (*Superfund Cleanup list*), et que les nappes phréatiques soient nettoyées[122].

Pour ce qui est de l'accès à l'eau, il est pertinent d'analyser de plus près les différents enjeux de gouvernance locale et des combats pour une forme de souveraineté locale pour les Africains Américains de Shiloh. Puisque l'eau des puits était contaminée, l'enjeu était de se faire raccorder à un réseau d'eau potable déjà existant.

La communauté de Shiloh payait des impôts au comté de Wake mais n'était pourtant pas raccordée à leur réseau de distribution d'eau, qui desservait le Research Triangle, alors même que les canalisations passaient par Shiloh. Pour la Shiloh Coalition, c'était bien la preuve que la commission de comté représentait avant tout les intérêts des spéculateurs immobiliers. Or, le comté exigeait que Shiloh paie 350 000 dollars pour avoir accès au réseau[123]. La coalition s'engagea dans un long bras de fer avec l'entreprise responsable de la contamination des eaux et les différentes instances gouvernementales. Elle demandait que l'entreprise paie pour le raccordement de tous les foyers au réseau d'eau potable. En 1989, la municipalité de Morrisville proposa de raccorder tout le territoire de Shiloh à son réseau d'eau potable, mais seulement à la condition que le dernier tiers de Shiloh, qui n'avait pas été annexé en 1987, le soit. Pour la Shiloh Coalition et le BWFJ, il s'agissait d'un chantage de la part de Morrisville qui exploitait la crise sanitaire pour faire avancer son agenda « pro-

[121] « Shiloh Public Hearing Forces Response », *Justice Speaks*, vol. 6, n°11, juillet 1989.
[122] Nathanette Mayo, « Shiloh Wins Koppers Toxic Dump Clean-Up », *Justice Speaks*, vol. 12, n°3, p. 2, novembre 1994.
[123] « NC Accuses Shiloh Official – Community Suspicious », *Justice Speaks*, vol. 6, n°4, décembre 1988, p. 1 et p. 6.

croissance, pro-investissement immobiliers » et pour accroître son assiette fiscale. Les habitants résistèrent à ce projet d'annexion totale et envisagèrent même d'acheter un réseau de canalisation, puis de créer une association pour la gestion de leur propre service de l'eau, afin d'aboutir à un « secteur d'approvisionnement en eau potable auto-géré par la communauté[124] ». Grâce à leur mobilisation, ils obtinrent finalement gain de cause un an plus tard, lorsque l'EPA et le comté de Wake forcèrent Morrisville à abandonner la clause d'annexion obligatoire, au vu des risques sanitaires dus à l'eau contaminée à Shiloh[125].

Nous pouvons tirer plusieurs leçons de la mobilisation de Shiloh. Tout d'abord, elle démontre le recours à plusieurs types d'action, dont la politique électorale. Le soutien de Dolores Scott s'avéra précieux lors des réunions publiques organisées par la Shiloh Coalition. Scott fut d'ailleurs inquiétée par le State Bureau of Investigation en décembre 1988 pour corruption. BWFJ et les habitants de Shiloh estimaient qu'il s'agissait d'un coup monté dans le but de contrer le mouvement de résistance de Shiloh, d'autant plus que les membres de la coalition avaient été interrogés par des agents du SBI à propos de leurs activités et de la contamination des eaux à Shiloh[126]. Pour Nathanette Mayo, membre influente de BWFJ et de la Shiloh Coalition, leur mouvement local avait démontré que le vote des Africains Américains pouvait faire une différence. Elle estimait que c'était grâce à la persévérance et la persistance de la communauté de Shiloh que Morrisville avait changé son système électoral en incluant des sièges par circonscription (voir plus haut).

Deuxièmement, les méthodes de la Shiloh Coalition soutenue par BWFJ illustrent aussi bien l'approche plurielle de l'organisation. Comme nous l'avons vu, BWFJ pensait que le point de départ de toute mobilisation devait être à la fois le lieu de travail et la communauté. Justement, lors de la réunion publique d'avril 1989, intitulée « Terrorisme environnemental et déchets toxiques à Shiloh[127] », BWFJ et la Shiloh Coalition mirent en avant à la fois des témoignages de maladies et de morts prématurés de la part d'habitants mais aussi d'employés de l'usine responsable de la contamination. BWFJ s'efforça de réactiver une présence syndicale dans l'usine, notamment parce que les employés continuaient d'être exposés aux produits chimiques toxiques[128].

---

[124] « creating a community-controlled water sanitary district ». « Shiloh Hearing Exposes Economic Blackmail », *Justice Speaks*, vol. 6, n°9-10, mai-juin 1989, p. 8.
[125] Jacqualine Carroll, « Shiloh Charges "Blackmail" », *Justice Speaks*, février 1990, vol. 7, n°6, p. 3 et p. 11.
[126] « NC Accuses Shiloh Official », *op. cit*.
[127] « Toxic Terrosim in Shiloh ».
[128] « Interview with Nathanette Mayo: Black Workers for Justice », *Against the Current*, n°27, juillet/août 1990, p. 3-5 dans Theresa El-Amin Papers, Carton 2, Dossier « BWFJ Flyers & Reports ».

Enfin, c'est la Shiloh Coalition qui fit venir des étudiants en médecine pour tester l'exposition des habitants au PCP en 1991. Ces tests révélèrent que 90 % des habitants de Shiloh y avaient été exposés. Surtout, cette initiative aboutit à la création d'une clinique permanente, « La clinique de santé de tous ». La création de services de santé auto-gérés par la communauté n'était pas une exception et faisait partie intégrante de la stratégie de BWFJ qui souhaitait développer un « Mouvement pour la santé » dans l'Est de la Caroline du Nord à destination de communautés africaines-américaines exposées à des dégâts environnementaux. Ils avaient en effet participé à la création d'un collectif, the Community Health Collective en 1987, qui avait pour vocation de mettre en relation différents collectifs dans lequel BWFJ était impliqué, dont celui de Shiloh, Bloomer Hill et Fremont[129]. BWFJ liait ainsi les différents fronts au cœur du racisme environnemental : création de cliniques de santé, combats contre les dangers sanitaires pour les employés et les riverains et pression politique sur les gouvernements locaux pour qu'ils financent les dites cliniques et fassent pression sur les entreprises pour garantir la sécurité des travailleurs et habitants.

Cette approche de la santé communautaire n'était pas sans rappeler les campagnes de dépistage de la drépanocytose organisées par le Black Panther Party à travers le pays. De façon plus générale, la création de cliniques communautaires et le projet de création d'une association d'auto-gestion de l'eau pour Shiloh rappellent les programmes pour la survie des Panthères. Nous pouvons ainsi identifier ici une filiation dans les pratiques militantes et dans l'application concrète de l'autodétermination comme pierre angulaire du long mouvement de libération noire. Cependant, BWFJ, contrairement au BPP, investissait aussi l'usine comme lieu privilégié de mobilisation. Tout comme le BPP, la politique électorale était vue comme un des outils essentiels de la lutte. Comme nous l'avons vu au **Chapitre 2**, le Black Panther Party avait fait de l'investissement dans la politique électorale un mode d'action majeur après 1972 afin de contrôler les services et institutions des communautés noires au niveau local (voir **Chapitre 2**). Comme le note Peniel Joseph, « la quête du Black Power pour l'accès aux élections par le biais de coalitions politiques dirigées par la base représente une pièce maîtresse pour les études sur le Black Power[130] ».

[129] « Fremont People's Health Movement, Black Political Power Linkup », *Justice Speaks*, septembre 1992, vol. 10, n°1, p. 10.
[130] Peniel E., Joseph, « Black Liberation Without Apology: Reconceptualizing the Black Power Movement », *The Black Scholar*, vol. 31, n°3-4, automne/hiver 2001, p. 2.

CONCLUSION

L'engagement de BWFJ dans ces différentes localités contribua ainsi à la lutte pour la pleine citoyenneté et la conquête du pouvoir politique, y compris dans des territoires très hostiles à toute mobilisation électorale ou politique des Africains Américains. Comme étudié précédemment, l'utilisation d'un mode de scrutin *at-large*, au lieu d'un mode de scrutin par circonscription, fut employé à dessein pour désavantager les candidats noirs, ce que les législateurs de la Caroline du Nord utilisèrent dans les années 1950 en modifiant les modes de scrutin des élections des comtés et des municipalités[131]. BWFJ s'investit dans la lutte contre les modes de scrutin *at-large* qu'il comprenait comme essentiel pour lutter contre les structures politiques et économiques du capitalisme racial, en diluant le pouvoir de vote des Noirs et en empêchant les élus de rendre des comptes à un groupe spécifique[132].

En définitive, l'analyse du cas de BWFJ a démontré que la quête d'autonomie et d'indépendance politique à toutes les échelles était une composante centrale des stratégies élaborées par l'organisation dans le sillage du mouvement de libération noire. Des échecs électoraux locaux, tels que celui de Rocky Mount, aux tentatives de création d'organisations indépendantes pour les travailleurs noirs à l'échelle régionale, comme l'implication active dans les campagnes de Jesse Jackson ou la création du Labor Party en 1996 à l'échelle nationale, ces mobilisations révèlent la continuité d'un engagement pour une représentation politique émancipée des structures politiques traditionnelles, et en particulier du carcan du Parti démocrate. L'organisation étudiée ici illustre cette ambition : influente à l'échelle régionale et active dans le syndicalisme de gauche au niveau national, elle incarne l'héritage d'une pluralité de filiations du mouvement, combinant un répertoire d'action varié où les stratégies électorales occupaient une place structurante, aux côtés de la construction d'un mouvement ouvrier noir autonome. Enfin, l'étude de cette organisation nous semble confirmer l'interprétation des mobilisations africaines-américaines au cours des « longues années 1980 », caractérisées par « [l']'ambivalence, partagées, entre leurs racines issues de l'héritage du radicalisme politique des années 1960 et 1970, et la tentation du pragmatisme, nourri par les promesses d'accès aux institutions[133] ».

---

[131] *Ibid.*, loc. 38%.
[132] « Fremont Fights for ward system », *op. cit*.
[133] Nous reprenons ici l'analyse propose par N. D. B. Connolly : « the Black 1980s can be described as ambivalently rooted in lingering expression of 1960s and 1970s-era political radicalism and the expediencies nurtured by new promises of institutional access ». N. D. B. Connolly dans Jafari Allen *et al.*, "Roundtable", *op. cit.*, p. 358.

ÉPILOGUE

De Shaw v. Hunt (1996) au mouvement « Moral Mondays » (2013-2014) : continuités et renaissances

It has been said that all politics is local, but our local struggle in North Carolina is of national significance because the extremist forces we have struggles against see our state as a testing ground for their plan to remake America not from DC down, but from the statehouse up.

— Rev. William Barber II, 2016[1]

Movements don't come from DC they come from places like Montgomery and Birmingham […] You have to fight from the bottom up, and we have to have a major fight for the South.

— Rev. William Barber II, 2025[2]

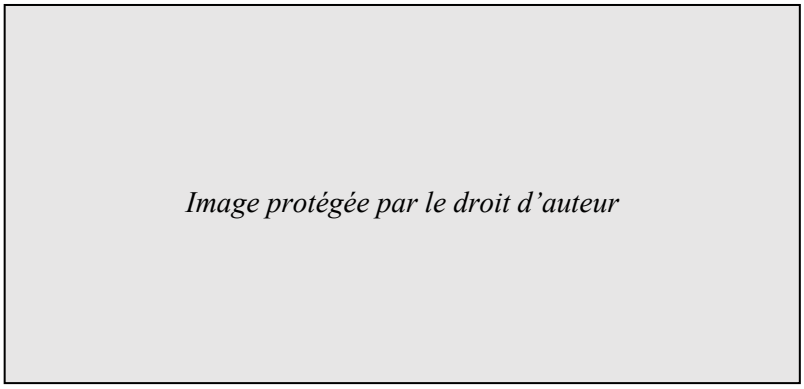


Figure 60 : Une manifestante portant un tee-shirt de Black Workers for Justice est arrêtée par la police lors du dernier rassemblement du Moral Monday de 2014 à Raleigh en Caroline du Nord[3].

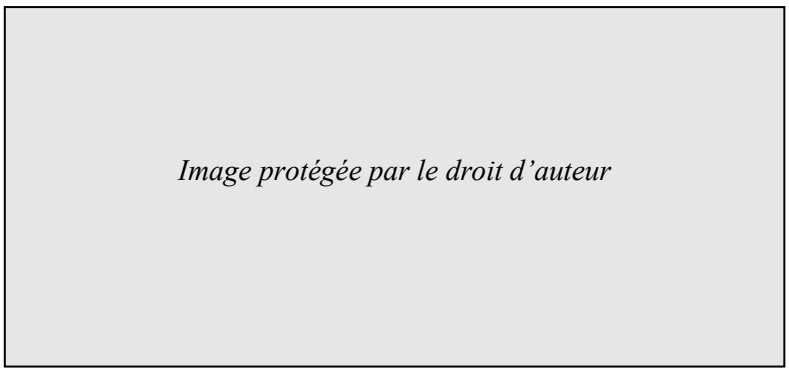


Figure 61 : Deux manifestants tiennent une pancarte de la Southern Workers Assembly lors de la Moral March le 8 février 2014.

[1] Rev. William Barber II et Jonathan Wilson-Hartgrove, *The Third Reconstruction: Moral Mondays, Fusion Politics, and the Rise of a New Justice Movement*, Boston, Beacon Press, 2016, loc. 4 %.

[2] Paul Blest, « 80,000 People Joined the Biggest-Ever Moral March in North Carolina », *The Nation,* 13 février 2017, disponible https://www.thenation.com/article/archive/over-80000-people-joined-the-biggest-ever-moral-march-in-north-carolina/ (consulté le 9 juillet 2025).

[3] Photographie par Travis Long extraite de la vidéo « What a Day : Moral Monday in Review », *News & Observer*, 26 mars 2014 sur Youtube, disponible en ligne https://www.youtube.com/watch?v=SPoxiijTIlM (consulté le 9 juillet 2025).

Au printemps 2013, la Caroline du Nord se retrouva, à nouveau, à l'avant-garde du mouvement de libération noire, comme elle l'avait été lors des sit-ins de Greensboro de 1960. Tous les lundis, pendant des semaines, des milliers de manifestants se rassemblaient à Raleigh, capitale de l'État, pour protester contre les Républicains au pouvoir à l'Assemblée de l'État. Parmi plusieurs propositions de loi très conservatrices en projet cette année-là, une, mit le feu aux poudres. Il s'agissait de la proposition « HB 589 », aussi surnommée par ses détracteurs, la « proposition de loi monstrueuse[4] », car elle aurait pour conséquence de restreindre de façon draconienne l'accès au droit de vote. Cette proposition prévoyait notamment l'obligation d'avoir une pièce d'identité délivrée par l'État pour pouvoir voter[5], un amoindrissement majeur des possibilités de voter en avance (*early voting*), l'abrogation des provisions de loi autorisant l'inscription le jour même sur les listes et réhabilitant automatiquement le droit de vote des anciens détenus sortis de prison. Au nom de la lutte contre la « fraude électorale », ces mesures ciblaient clairement les électeurs Africains Américains, les personnes pauvres, les anciens détenus et les étudiants. Il s'agissait là d'une énième métamorphose des mécanismes de confiscation des droits politiques des Africains Américains. Les critiques des Républicains contre « la fraude électorale » étaient la version moderne des critiques des Démocrates conservateurs sudistes des années 1960 contre le « vote en bloc » (*bloc voting*)[6].

Les organisateurs de ces manifestations hebdomadaires, sous l'égide du pasteur africain-américain William Barber II, président de la NAACP de Caroline du Nord, appelèrent ce mouvement « Moral Monday » (littéralement le Lundi Moral). Les manifestants Africains Américains et blancs, participèrent à de nombreuses actions de désobéissance civile, interrompant les séances de l'Assemblée d'État ou du Sénat. Près de 900 personnes furent arrêtées cette année-là. Selon Barber, il s'agissait véritablement de « la résurgence du mouvement de libération du Sud[7] » pour faire advenir la Troisième Reconstruction, grâce à un « mouvement moral pour sauver l'Amérique[8] ».

[4] « monster bill ». Rev. W. Barber II et J. Wilson-Hartgrove, *The Third Reconstruction*, *op. cit.*, loc. 68%.
[5] 318 000 électeurs inscrits sur les listes en Caroline du Nord n'étaient pas en possession d'une telle pièce d'identité. *Ibidem*.
[6] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 58-60 %.
[7] « the reemerging Southern freedom movement ». *Ibid.* Rev. W. Barber II et J. Wilson-Hartgrove, *The Third Reconstruction*, *op. cit.*, loc. 3 %.
[8] *Ibid*., loc. 6%.

Le 8 février 2014, lors d'une marche historique à Raleigh, organisée par la NAACP pour commémorer les sept ans de la création du mouvement Historic Thousands on Jones Street (HKonJ) et pour relancer les manifestations du mouvement Moral Monday de 2013, Erin Byrd, une membre de Black Workers for Justice s'adressa à la foule de 80 000 personnes réunie pour l'occasion, comme ceci :

> Nous marchons pour les femmes. Nous marchons pour chaque femme qui a perdu ses allocations chômage et qui continue de porter ses enfants vers le haut. Nous marchons pour chacune des femmes qui laissent leurs enfants sortir dehors, priant pour qu'ils rentrent sains et saufs et ne soient pas abattus parce qu'ils écoutaient de la musique trop fort, ou parce qu'ils portaient un sweat à capuche, ou parce qu'ils avaient des skittles dans la poche. […] Les femmes représentent 54 % de la population, c'est pour ça que nous devons marcher et c'est pour ça que nous devons nous mobiliser et c'est pour ça que nous devons absolument voter[9].

Erin Byrd articulait ainsi clairement l'imbrication des mécanismes d'oppression raciale qui affectaient les femmes africaines-américaines : obstruction du droit de vote, dimunition des aides sociales pour les mères au chômage, incarcération de masse et violences policières. Les entraves au vote étaient une pièce centrale du programme politique de la législature aux mains des Républicains, qui prévoyait, outre la proposition HB 589, des coupes drastiques dans les budgets des aides sociales et de l'assurance santé, une dimunition draconienne des emplois de la fonction publique et l'abrogation du Racial Justice Act, une loi destinée à combattre le nombre disproportionné de condamnés à mort Africains Américains en Caroline du Nord.

Le HKonJ avait été fondé en février 2007 sous l'égide du Révérend William Barber. L'objectif était de constituer une assemblée du peuple (People's Assembly). Celle-ci rassemblait 120 sections locales de Caroline du Nord de la NAACP et 150 organisations locales pour la justice sociale et les droits des travailleurs.

Le Révérend Barber, pasteur et directeur de la section locale de la NAACP à Goldsboro, avait été élu président de la NAACP de Caroline du Nord en 2006, pour redynamiser l'organisation en Caroline du Nord, qui était alors assez inactive. Barber avait été

[9] « We march for women. We march for every single woman who has lost unemployment benefits and still pushes their children forward. We march for every woman who sends their child out into the world praying that they get home safely and aren't gunned down because they're playing their music too loud, or because they're wearing a hoodie, or because they've got skittles in their pocket. We march for every woman who knows stand your ground laws don't make your child any safer. Women are the 54%, that's why we have to march and why we have to mobilize and why we've got to vote ». « Huge turnout for Historic Thousands on Jones Street march », *Fight Back! News*, 10 février 2014, disponible en ligne https://fightbacknews.org/articles/huge-turnout-historic-thousands-jones-street-march (consulté le 9 juillet 2025).

actif depuis longtemps dans les luttes locales pour l'accès à une éducation de qualité, l'exercice du droit de vote et les droits des travailleurs à se syndiquer dans sa ville de Goldsboro. Il avait notamment été un soutien de poids pour le syndicat créé par BWFJ, UE Local 150[10], lors d'une mobilisation en 2002 pour obtenir le droit de se syndiquer et de négocier collectivement (*collective bargaining*).

Barber avait pour ambition de raviver le mouvement de libération noire dans l'État, en s'appuyant sur ce qu'il qualifiait d'approche fusionniste. Il revendiquait ainsi l'héritage du mouvement fusionniste de la fin du XIXe siècle en Caroline du Nord, qui, en forgeant une coalition d'Africains Américains, de Républicains et de Populistes, était parvenue, pendant une brève période, à prendre le pouvoir alors aux mains des suprématistes blancs Démocrates d'alors[11]. HKonJ avait pour objectif de pousser l'Assemblée de l'État, alors acquise aux Démocrates, à adopter des lois plus progressistes, notamment, en matière de droits syndicaux. Ils proposèrent à cet effet un programme avec 14 propositions. Un de leurs principaux chevaux de bataille était l'obtention de droits à la négociation collective en Caroline du Nord, qui était toujours un des États les plus faiblement syndiqués du pays. Grâce à des manifestations soutenues, et des rassemblements annuels à Raleigh, HKonJ obtint des victoires importantes : un salaire minimum plus élevé, la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales le jour-même des élections et le Racial Justice Act susmentionné.

Cependant, en 2010, deux ans après que la Caroline du Nord ait été remportée par Barack Obama, le premier président africain-américain de l'histoire du pays, l'État bascula aux mains de Républicains ultra-conservateurs, dont de nombreux sympathisants du Tea Party[12]. La proposition HB 589 s'inscrivait dans un projet bien plus large des Républicains, financés par de puissants *think tanks* ultra-conservateurs, comme le Civitas Institute ou American Legislative Exchange Council[13]. Ensemble, ils avaient conçu le projet REDMAP

[10] UE Local 150, souvent abrévié par UE150 est la branche syndicale des employés du service public en Caroline du Nord (North Carolina Public Service Workers Union-UE Local 150). Elle avait été créée par BWFJ au milieu des années 1990 et appartenait au syndicat national United Electrical Workers.

[11] Rappelons que la Caroline du Nord est le seul État du Sud où une alliance d'Africains Américains et de populistes parvint à reprendre le contrôle de la législature à la fin du XIXe siècle.

[12] Le mouvement du Tea Party émergea après l'élection de Barack Obama à la présidence et peut-être qualifié de mouvement d'extrême droite. Il s'agit d'une nébuleuse unie autour d'une idéologie libertarienne, conservatrice, populiste, nationaliste et xénophobe. Marion Douzou, « Du Tea Party à Donald Trump : la radicalisation du Parti républicain aux États-Unis », *Cahiers d'histoire*, n°152, 2022, p. 107-125. Sur le Tea Party, voir notamment : Theda Skocpol et Vanessa Williamson, *The Tea Party and The Remaking of American Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2012 et Aurélie Godet, *Le Tea Party. Portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Vendémiaire, 2012.

[13] Le Civitas Institute est un *think tank* conservateur basé en Caroline du Nord, opposé, entre autres, à la légalisation de la négociation collective dans cet État. ALEC regroupe des élus conservateurs et des

(Redistricting Majority Project) qui avait pour but d'asseoir le contrôle de l'Assemblée de l'État par les Républicains, grâce à un redécoupage drastique des circonscriptions de Caroline du Nord en 2010 (**Figure 62**). C'est cette carte qui porta au pouvoir la « supermajorité » républicaine à l'Assemblée, en même temps que le premier gouverneur républicain depuis des décennies prenait ses fonctions. La proposition HB 589 scellait la fin d'une ère sous la protection du *Voting Rights Act*. En invalidant le fondement de la section 5 du VRA, qui exigeait que les anciens États confédérés du Sud soumettent tout changement de leur système électoral à l'approbation du *Department of Justice*, l'arrêt de la Cour suprême *Shelby v. Holder* de 2013 avait amputé la loi de son outil de contrôle le plus puissant. Sitôt la brèche ouverte, les législatures d'État du Sud ne tardèrent pas à s'y engouffrer. La prise de pouvoir des Républicains à l'Assemblée de Caroline du Nord avait été rendue possible par d'autres précédents, qui avaient déjà commencé à fragiliser la protection du vote. Comme nous l'avons vu, *Shaw v. Reno* (1994) et *Shaw v. Hunt* (1996) invalidèrent les acquis de *Gingles*, ce qui contribua à permettre la mise en œuvre de la carte du REDMAP Project. Pire, une série d'arrêt de la Cour suprême au début des années 2010 avait fortement accru l'intrusion des intérêts privés dans le processus électoral, en déclarant les restrictions des financements des campagnes inconstitutionnelles[14]. C'est l'ensemble de ces facteurs qui rendirent possible l'attaque sans précédent de 2013 contre le vote des minorités raciales et des plus vulnérables. L'État devint alors l'épicentre de la résistance au retour de bâton conservateur des années 2010, qui remit, une nouvelle fois, l'accès au droit de vote pour les minorités au cœur des luttes.

---

représentants du secteur privé qui proposent des textes de loi aux législatures d'États. ALEC a proposé de nombreux textes de lois d'entrave au vote. Il a également été un pilier du durcissement des systèmes judiciaire et carcéral étatsuniens depuis les années 1990, qui a permis l'essor du « prison industrial complex ». C'est à ce groupe que l'on doit les lois « three strikes and you're out » et l'essor des prisons privées à but lucratif. M. Douzou, « Du Tea Party à Donald Trump », *op. cit.* Sur le rôle central des *think tanks* dans le conservatisme étatsunien depuis 1945 et la façon dont ils ont profondément transformé l'écosystème politique du pays, voir : J. Stahl, *Right Moves*, *op. cit.* Sur l'État carcéral et l'industrie carcérale aux États-Unis, voir : Erin Hatton (dir.), *Labor and Punishment: Work in and out of Prison*, Oakland, University of California Press, 2021. Elizabeth Kai Hinton, *From The War On Poverty To The War On Crime: The Making Of Mass Incarceration In America*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2016. Sur le rôle d'ALEC : Mike Elk et Bob Sloan, « The Hidden History of ALEC and Prison Labor », *The Nation*, 1er août 2011.

[14] L'arrêt *Citizens United v. Federal Election Commission* de 2010, qui fit date, établit que toute restriction des contributions financières aux campagnes électorales équivalait à une atteinte à la liberté d'expression. R. E. Mutch, *Campaign Finance*, *op. cit.*

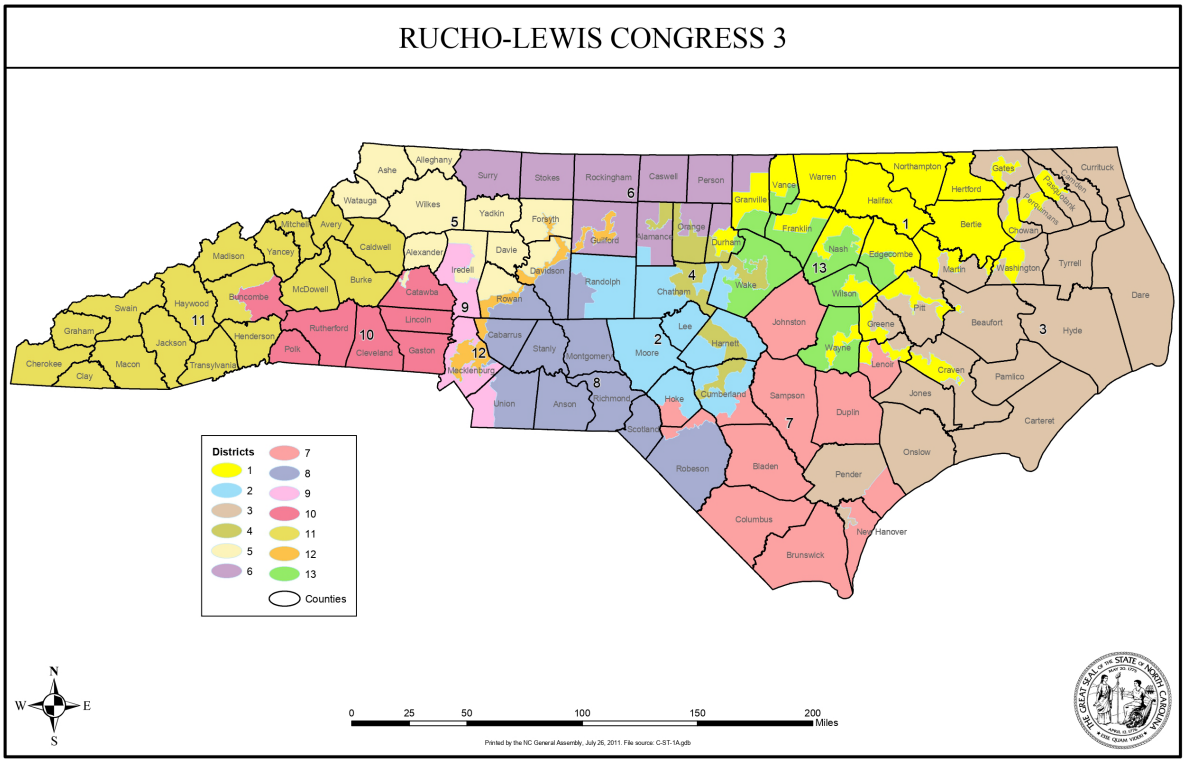


Figure 62 : Carte électorale des circonscriptions fédérales de Caroline du Nord, adoptée en 2011[15].

Black Workers for Justice joua un rôle majeur dans le mouvement des « Moral Mondays ». Ils avaient rejoint la coalition HKonJ dès ses débuts, qui avait notamment pour but d'obtenir le droit à la négociation collective pour les syndicats en Caroline du Nord[16]. Pour Saladin Muhammad, les Moral Mondays avaient aidé à créer un climat de combativité dans tout l'État et avaient ainsi bénéficié à une multitude de mouvements locaux. Le syndicat que BWFJ avait contribué à créer et dont nombre de ses adhérents étaient membres, le Local UE 150 participa activement aux manifestations des Moral Mondays[17]. BWFJ espérait tirer profit de l'énergie militante des Moral Mondays pour faire avancer les droits à la syndicalisation. Ils activèrent pour ce faire leur organisation régionale, the Southern Workers Assembly (SWA – **Figure 61**), qui avait pour but de rassembler travailleurs syndiqués et non-syndiqués. Alors que la législature républicaine prévoyait des réformes délétères pour les enseignants du secteur public, la North Carolina Association of Educators (NCAE – une organisation affiliée à la National Education Association, l'une des principales organisations enseignantes du pays[18]), d'abord réticente à prendre position, finit par rejoindre le mouvement

[15] « Rucho-Lewis Congress 3 », North Carolina General Assembly, disponible en ligne https://www.ncleg.gov/Files/GIS/Plans_Main/Congress_2011/mapSimple.pdf (consulté le 4 août 2025).
[16] Angaza Laughinghouse, entretien mené par Marcus Montaño et Lauren Gerald, *op. cit.*, p. 44.
[17] « About UE 150 », site d'UE 150 ».
[18] M. Ménard, *Renouveau ou continuité ?*, *op. cit.*,

des Moral Mondays[19]. À l'automne 2013, de nombreuses actions furent organisés par des travailleurs syndiqués ou non : dans l'enseignement, la grande distribution, les usines de tabac, la santé, les enseignes de restauration rapide. Forts du succès de ces actions, les cadres du SWA parvinrent à pousser la direction de l'AFL-CIO nationale à prendre position, pour qu'ils adoptent, lors de leur convention annuelle de 2013, une résolution en faveur de l'« organisation » du Sud, ce qui était le mot d'ordre de BWFJ depuis sa création[20].

Le mouvement des Moral Mondays cristallisa aussi les protestations contre les violences policières ciblant les Africains Américains, d'autant plus après l'acquittement à l'été 2013, de George Zimmerman, le policier qui avait abattu Trayvon Martin, un adolescent africain-américain de 17 ans. C'est justement BWFJ qui prit l'initiative d'encourager les participants aux Moral Mondays à porter des pancartes « Justice for Trayvon Martin and Stop the War on Black America »[21]. Outre les violences policières, il s'agissait de dénoncer l'incarcération de masse, les taux élevés de chômage et la « school-to-prison pipeline » (littéralement le circuit de l'école à la prison)[22] qui constituaient les structures du nouveau régime d'oppression racial sous lequel vivaient les Africains Américains. Ce régime, fondé sur la criminalisation et l'incarcération de masse des minorités raciales, a été comparé à un « nouveau Jim Crow » par la juriste et autrice Michelle Alexander[23]. On voit bien ici à quel point les attaques contre le droit de vote des Africains Américains étaient comprises comme un rouage central dans l'architecture du racisme systémique contemporain aux États-Unis. Un des arguments d'Alexander pour justifier le parallèle avec Jim Crow concerne justement la confiscation du droit de vote aux anciens détenus (*felon disenfranchisement*) dans de très nombreux États.

---

[19] Ajamu Dillahunt, « "Uh-Oh, Instead of Defeating Us They Made Us Defiant" », *Labor Notes*, 23 septembre 2013.
[20] Saladin Muhammad, « Moral Mondays: the Emergence and Dynamics of a Growing Mass Human Rights Movement », site de BWFJ, disponible en ligne https://bwfj.org/moral-mondays-the-emergence-and-dynamics-of-a-growing-mass-human-rights-movement/ (consulté le 9 juillet 2025).
[21] *Ibidem* (S. Muhammad « Moral Monday ») ; A. Dillahunt, « "Uh-Oh », *op. cit.*
[22] Sur la criminalisation de la jeunesse noire, notamment dans le cadre scolaire, voir : E. Hinton, *From the War on Poverty to the War on Crime*, *op. cit.* ; Carl Suddler, *Presumed Criminal: Black Youth and the Justice System in Postwar New York*, New York, New York University Press, 2019 ; Lizbet Simmons, *The Prison School: Educational Inequality and School Discipline in the Age of Mass Incarceration*, Berkeley, University of California Press, 2016.
[23] Michelle Alexander, *The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, New York, The New Press, 2012.

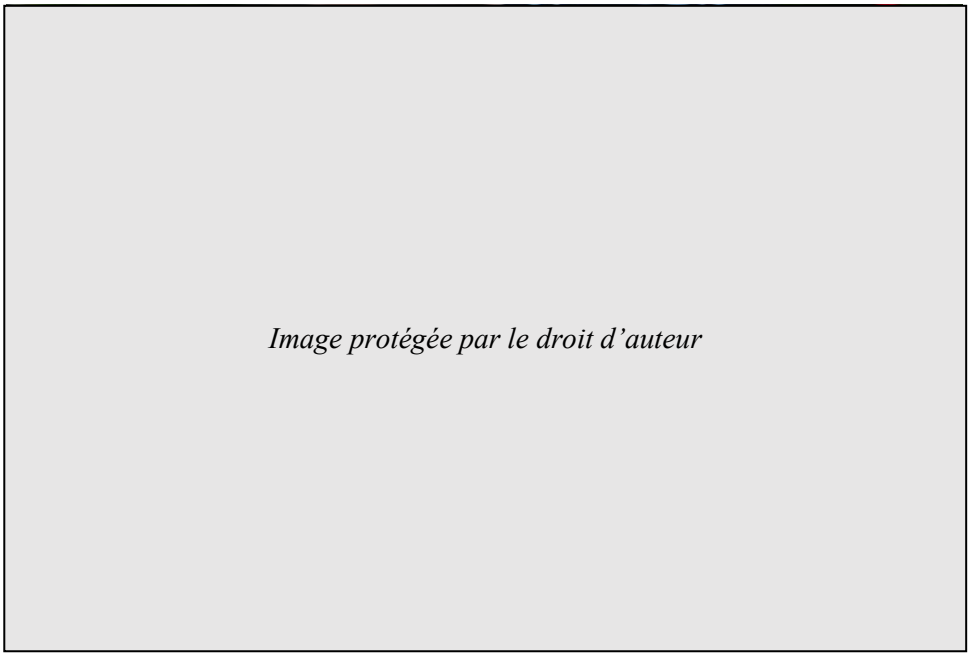


Figure 63 : Photographie d'une manifestation du Moral Monday prise par Ajamu Dillahunt (BWFJ), 2013[24].

Les manifestations furent réprimées et conduisirent à l'arrestation de près de 900 manifestants, dont certains, comme Saladin Muhammad de BWFJ, furent condamnés en comparution accélérée. C'est pourquoi Laughinghouse estimait que le droit de se syndiquer et de défendre ses droits au travail était inextricablement lié au droit de vote et au droit de manifester :

> C'est d'une importance vitale – le droit de manifester, le droit de former des syndicats internationalement reconnus. Ça c'est quelque chose que les syndicats peuvent comprendre, parce que c'est le droit de manifester qui nous a fait gagner le *Voting Rights Act* et qui a aidé à gagner des droits pour les travailleurs dans les années 1930 et 40. Ça nous a aidé à obtenir les politiques d'affirmative action et les droits des femmes. C'est tellement important, ce mouvement là, qui est le résultat des manifestations des Moral Mondays et les législateurs qui poussent le commissaire de police de Raleigh à nous arrêter pour avoir exercer notre droit démocratique de manifester[25].

[24] Photographie d'une manifestation du Moral Monday prise par Ajamu Dillahunt, « "Uh-Oh" », *op. cit.*

[25] « This is critically important – the right to protest, the internationally-recognized right to form unions. This is something all unions can understand, since it's the right to protest that won us the Voting Rights Act and helped win workers rights during the 1930s and '40s, it helped up win affirmative action and women's rights. It's so important, this particular struggle that's going on as a result of the Moral Mondays protest and the legislative leaders pushing the Raleigh chief of police to arrest us for exercising our democratic right to protest ». « Southern Workers Protest Trials of Moral Mondays Activists », site d'UE150, 1er novembre 2013, disponible en ligne https://www.ueunion.org/ue-news/2013/southern-workers-protest-trials-of-moral-mondays-activists (consulté le 9 juillet 2025).

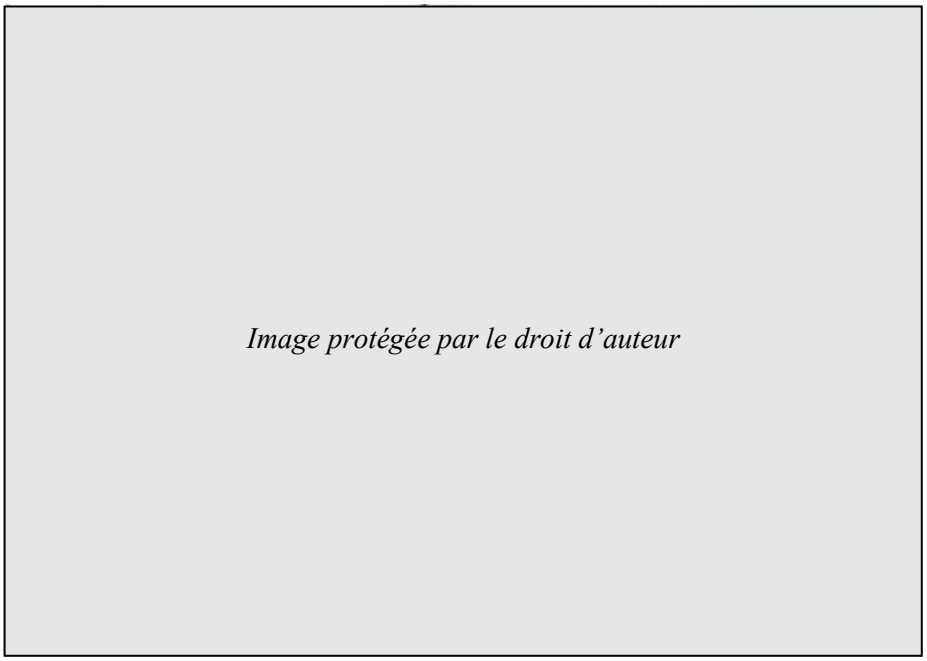


Figure 64 : Wilbur Barnes, un manifestant, brandit une pancarte lors d'un rassemblement du Moral Monday à Goldsboro en Caroline du Nord, le 20 janvier 2014[26].

Les manifestations des Moral Mondays furent le creuset d'une convergence des luttes, en faisant advenir un mouvement multiracial engagé pour la justice sociale. Le mouvement réunit des activistes féministes, écologistes et pour les droits des personnes LGBTQIA+ aux côtés de militants anti-racistes, de syndicalistes et de participants de tous horizons et de toutes classes sociales[27]. Il nourrit les mobilisations électorales en vue des élections de mi-mandat de 2014. Ce mouvement de masse rappelait les mouvements des années 1960, mais puisait aussi ses racines dans le travail militant des années 1980 et 1990, qui avait fait de la justice économique et de la lutte pour les travailleurs une priorité. Le répertoire d'action déployé, dans le cadre des Moral Mondays, empruntait à plusieurs traditions du Long Mouvement : campagnes d'inscriptions sur les listes électorales, des « assemblées du peuple » (Peoples' Assemblies), des actions de désobéissance civile[28]. Les cadres idéologiques de certains des meneurs du mouvement représentaient des héritages très différents. Le Réverend Barber II, incarnait une tradition réformiste, animée par une théologie de la libération (*Black liberation theology*) à la Martin Luther King, tandis que BWFJ incarnait une tradition radicale, héritière du nationalisme noir anti-capitaliste et du Maoisme. Il est particulièrement frappant que

[26] Photographie de Seth Mabry dans Matt Caulder, « Marchers Join State Protests », *The Goldsboro News-Argus*, 21 janvier 2014, disponible en ligne http://savannah.newsargus.com/news/archives/2014/01/21/marchers_join_state_protests/ (consulté le 9 juillet 2025).
[27] A. Dillahunt, « "Uh-Oh », *op. cit.*
[28] *Ibidem*.

l'exercice du droit de vote, pensé comme une des clés de voûte de la lutte contre toutes les autres oppressions, conduisit à la cohabitation, au sein d'un même mouvement, du Révérend Barber II et d'une organisation telle que BWFJ.

La proposition de loi fut finalement retoquée par le Department of Justice et la mobilisation périclita à la fin de la session parlementaire du printemps 2014. À l'été 2014, le mouvement Black Lives Matter prit son essor, suite au meurtre de Michael Brown par un policier à Ferguson dans le Missouri, focalisant les énergies du mouvement de libération autour des violences policières[29].

La fin des Moral Mondays de grande ampleur ne marqua pas, pour autant, un point final aux mobilisations pour l'exercice du droit de vote comme cause de ralliement pour les luttes plurielles contre le racisme systémique. Nous assistons actuellement, en 2025, à une résurgence des Moral Mondays. Le Révérend Barber organise des actions symboliques pour protester contre la loi adoptée par le Congrès qui prévoit des coupes budgétaires drastiques pour les programmes de santé financés par le gouvernement fédéral, Medicare et Medicaid. Le 30 juin 2025, des centaines de manifestants se sont rassemblés devant le Capitole à Washington, faux cercueils à la main, pour symboliser les morts que cette loi va entraîner, en privant des millions d'Américains d'un accès au soin. Il est intéressant de noter le changement de stratégie de Barber, qui choisit d'organiser les manifestations directement dans la capitale plutôt que dans la capitale de la Caroline du Nord, comme cela avait été le cas en 2013-2014, mais aussi lors d'actions commémorant l'anniversaire des Moral Mondays. Comme l'a montré cette thèse, l'analyse du mouvement des Moral Mondays démontre une fois de plus l'imbrication des échelles dans le déploiement des stratégies militantes, qui articulent échelon local et national, mais d'abord pensées depuis l'échelon local.

[29] Sur le mouvement Black Lives Matter voir notamment : Audrey Célestine et Nicolas Martin-Breteau, « "A movement, not a moment": Black Lives Matter and the reshaping of minority struggles under Obama », *Politique américaine*, 2016/2, nº 28, p. 15-39. Keeanga-Yamahtta Taylor, *From #BlackLivesMatter to Black liberation*, Chicago, Haymarket Books, 2021 [2016].

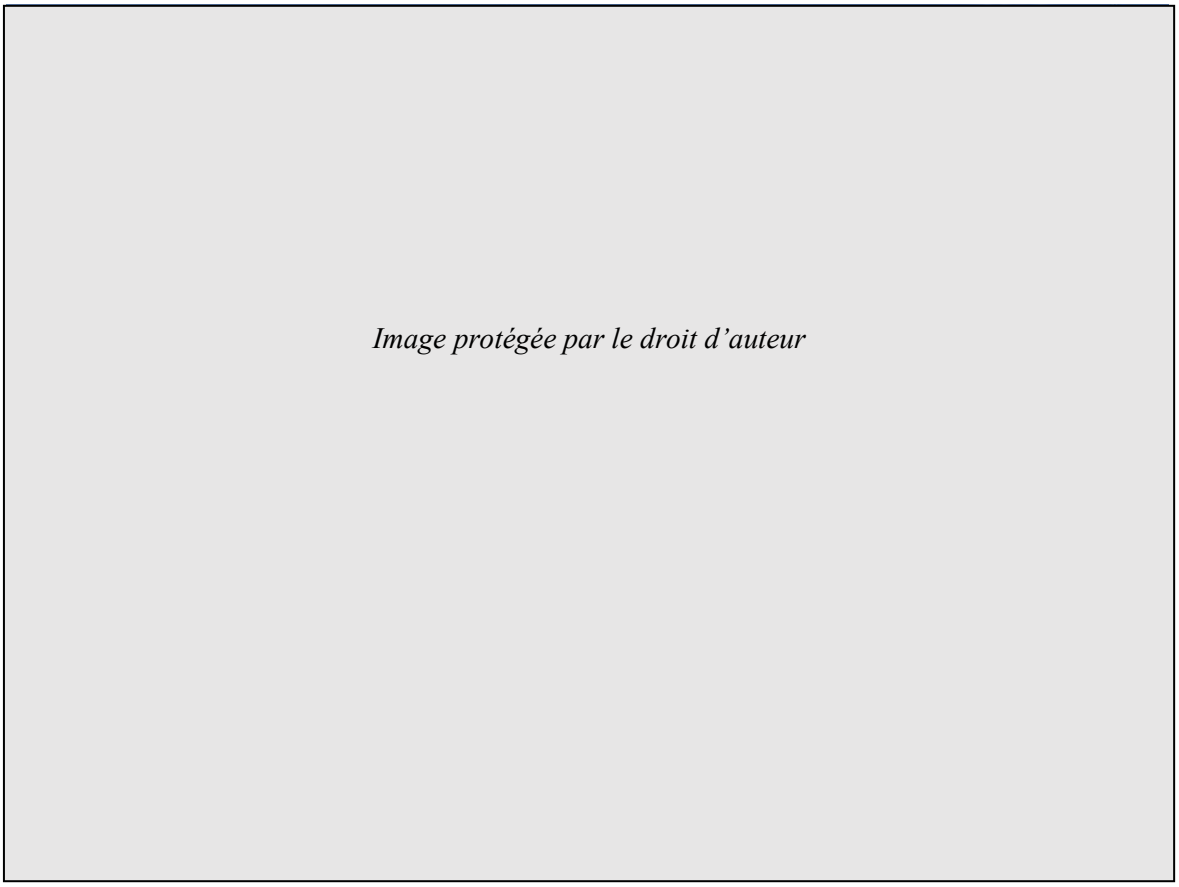


Figure 65 : Des manifestants transportent des cercueils pour protester contre la « Big Beautiful Bill » du Président Donald Trump lors d'une action du Moral Monday devant le Capitole à Washington D.C. le 30 juin 2025[30].

[30] Photographie postée sur X par Margaret Bowman (@BowmanMargaret), 1er juillet 2025, disponible en ligne https://x.com/BowmanMargaret/status/1939831834327572853 (consultée le 9 juillet 2025).

CONCLUSION GÉNÉRALE

En conclusion, cette étude a démontré l'importance des stratégies électorales dans les répertoires d'action des militants africains-américains de différentes tendances au niveau local. Elle a révélé comment les élus et candidats africains-américains se sont positionnés, tant dans leurs mesures que dans leur proximité ou leur distance par rapport au mouvement de libération noire, à l'égalité raciale et à la conquête du pouvoir politique. Elle a aussi ausculté les reconfigurations des mobilisations politiques *grassroots* dans les années 1980 et 1990. Les luttes pour la préservation des quartiers africains-américains, pour de meilleures conditions de travail et contre le racisme environnemental ont été menées de front et ont souvent été liées à des enjeux de conquête électorale au niveau local. Cet enchevêtrement des fronts de lutte, rappelle la notion de « demandes concrètes », formulée par l'historienne Rhonda Williams, pour appréhender la diversité des interprétations du Black Power. L'engagement dans la politique électorale d'acteurs aux cadres idéologiques et filiations militantes diverses relevait donc, en partie, d'une forme de pragmatisme politique.

Notre étude a ainsi contribué à l'historiographie, en plein essor, sur les mobilisations africaines-américaines dans ce que l'historienne Donna Murch appelle les « longues années 1980 » (« the long 1980s »). Pour elle, le début de la présidence Carter en 1977 et la réforme de l'assistance sociale sous Clinton en 1996 sont des bornes utiles pour penser les années 1980. L'utilisation par Carter du Taft-Hartley Act pour casser la grève nationale des mineurs en 1978 et le Personal Responsibility and Work Opportunity Reconciliation Act de 1996 de Clinton délimitent une période de profonde restructuration de l'économie étatsunienne, sous le signe de la désindustrialisation, de la mondialisation et de l'austérité. Cette période marque la fin du « New Deal order » et l'abandon des segments les plus vulnérables de la population africaine-américaine, concomitant avec l'essor sans précédent de l'État carcéral[1]. Néanmoins, si de nombreux travaux se sont attachés à ausculter l'avènement du conservatisme sur cette période, la plupart excluent la résistance des Africains Américains du récit. Selon Elizabeth Todd-Breland, le récit dominant dans l'historiographie des années 1980 a eu tendance à traiter les Africains Américains comme des « objets de mobilisation politique, et non comme des acteurs[2] », en invisibilisant les mobilisations politiques et culturelles noires de la période. Comme nous avons cherché à le démontrer tout au long de cette thèse, les combats pour la

[1] Donna Murch, « Toward a Black Working-Class History of the Long 1980s », *op. cit.*, p. 425-446.
[2] Elizabeth Todd Breland, *A Political Education: Black Politics and Education Reform in Chicago Since the 1960s*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2018 cité dans J. Guild, *et al.*, « Introduction », *op. cit.*, p. 341.

justice et l'égalité raciale n'ont pas cessé dans les longues années 1980, au contraire. Ils ont cependant pris d'autres formes et se sont reconfigurés face aux attaques conservatrices. Joshua Guild *et al.* insistent sur le fait, qu'une « grande majorité des militants des années 1980 étaient des vétérans des mouvements des droits civiques et Black Power » et eurent ainsi recours à « des réseaux, des idéologies, des stratégies et des symboles de ces mouvements pour faire guider et faire avancer leur combat dans les années 1980[3] ». C'est ce que cette thèse a cherché à faire et à mettre en évidence, en adoptant une approche par le bas des mobilisations électorales pour la conquête du pouvoir politique, à différents échelons locaux, tout en veillant à montrer leurs diversités.

Les années 1980 représentent à ce titre un tournant, grâce à l'évolution de la jurisprudence autour du VRA, obtenue par les mobilisations à plusieurs échelles des Africains Américains. Ce tournant a permis de faire basculer de nombreuses instances politiques locales comme les conseils municipaux, les commissions de comté ou les conseils scolaires, avec l'adoption de cartes électorales composées de circonscriptions à minorité majoritaire.

Les tentatives de création de structures politiques africaines-américaines indépendantes ont mis en évidence à quel point la politique électorale était vue et investie comme un levier d'empouvoirement et d'autodétermination. Elles ont aussi mis en lumière les rapports de force avec le Parti démocrate tout au long de la période. Après une ouverture forcée autour de 1968 de son appareil politique, par les Africains Américains, le Parti glissa progressivement vers la droite, surtout à la fin des années 1980, après la deuxième campagne de Jesse Jackson. Les différentes études de cas attestent de l'importance des gouvernements locaux, qui en définissant les frontières de leur autorité politique, avaient le pouvoir d'inclure ou de marginaliser les citoyens Africains Américains.

Aujourd'hui, alors que le *Voting Rights Act* fête son 60e anniversaire, le droit de vote est plus que jamais menacé aux États-Unis. Entre 2021 et 2024, 79 lois de restrictions du droit de vote ont été adoptées par des législatures d'État, en majorité du Sud [4]. C'est trois fois plus qu'entre 2017 et 2020. Depuis les élections présidentielles de 2020, « l'intégrité du vote » est

[3] « A supermajority of the major activists of the 1980s were veterans of the Civil Rights and Black Power Movements, and they used the networks, ideologies, strategies, and symbolism of those movements to propel their activism in the 1980s ». *Ibid.*, p. 340.

[4] Brennan Center for Justice, « Voting Laws Roundup: 2024 in Review », 15 janvier 2025, disponible en ligne https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/voting-laws-roundup-2024-review (consulté le 14 août 2025).

devenue un sujet brûlant. Le Parti républicain, radicalisé par le « trumpisme[5] », crie à la fraude électorale et attaque sans relâche l'intégrité des élections, depuis la défaite de Donald Trump en 2020. Les Républicains trumpistes n'ont eu de cesse de contester la victoire de Joe Biden aux élections présidentielles de novembre 2020, que les progressistes (« liberals ») avaient, disaient-ils, volée. Comme l'ont fait remarquer de nombreux observateurs, le violent « assaut du Capitole » du 6 janvier 2021 rappelle le coup d'État de Wilmington de 1898. Incités par Donald Trump, des milliers de ses sympathisants, comptant parmi eux des milices d'extrême-droite conspirationnistes et violentes, ont envahi le Capitole pour empêcher les élus du Congrès de certifier les résultats de l'élection présidentielle[6]. La rhétorique employée est différente, mais les parallèles sont frappants. Comme le souligne Irving Joyner, vétéran du mouvement des droits civiques en Caroline du Nord, lorsque Donald Trump et ses alliés désignent comme cibles « les électeurs en situation irrégulière » (« illegal voters ») et stigmatisent Atlanta, Philadelphie et Détroit – trois grandes métropoles étatsuniennes à forte population afro-américaine – ils recourent à une stratégie éprouvée. C'est sensiblement la même que celle des Démocrates sudistes en 1898, qui avaient incité à un déchaînement de violence contre les Africains Américains à Wilmington pour mettre fin au « Règne noir » (« Negro rule »)[7].

En Caroline du Nord, la législature républicaine n'a de cesse de mettre en œuvre des lois restreignant l'exercice du droit de vote. En 2018, l'État a adopté un amendement à la Constitution de l'État, rendant la présentation d'une pièce d'identité obligatoire pour pouvoir voter[8]. C'est précisément une des mesures que le mouvement des Moral Mondays avait férocement combattue. Plus inquiétant encore, à l'été 2024, l'Assemblée a adopté une proposition de loi (HB 1071), surnommée « the election integrity bill », finalement rejetée par le Sénat de l'État. Si cette loi était passée, elle aurait permis, entre autres, à des groupes extérieurs aux instances gouvernementales de demander des purges des listes électorales, au nom de « l'intégrité de l'élection ». Dans le contexte de méfiance grandissante vis-à-vis du processus électoral, cette loi serait revenue à une caution légale de l'intimidation directe des

[5] « Le trumpisme désigne les idées fortes de Trump qui se sont imposées au Parti républicain après sa victoire aux primaires et à la présidentielle de 2016. Il englobe la réactivation de courants préexistants » et repose sur « un mélange de messages anti-système et anti-élites (populistes), de nationalisme, de conservatisme religieux et d'illibéralisme (anti-démocratique) ». Maya Kandel, « Quel avenir pour le trumpisme ? », *Politique étrangère*, Printemps 2023/1, n°1, p. 27-38.
[6] Anne E. Deysine, « États-Unis : faut-il s'attendre à un coup d'État en 2024 ? », *The Conversation*, 20 février 2022.
[7] Tyler Dukes, « More Than 100 Years Ago, NC's Largest City Grappled With Its Own Insurrection », *The News and Observer*, 6 janvier 2022. Laura Flanders, « It Can Happen Here: A White Supremacist Coup That Succeeded », *The Nation*, 15 juillet 2022.
[8] R. Korstad et J. Leloudis, *Fragile Democracy*, *op. cit.*, loc. 63 %/

électeurs par des groupes conspirationnistes violents. En outre, cette loi prévoyait également de réduire drastiquement le budget des *boards of election* des comtés, responsables du comptage des bulletins de vote, ce qui aurait eu pour conséquence de limiter la capacité de ces derniers à comptabiliser les bulletins de vote par correspondance (*absentee ballot*). Toutes ces mesures, relevant de l'obstruction au vote (*voter suppression*), ou de la manipulation des résultats d'une élection (*election subversion*), font écho aux mécanismes de confiscation du droit de vote sous Jim Crow[9].

Pour ce qui est du charcutage électoral (*gerrymandering*), la Caroline du Nord s'est à nouveau retrouvée au cœur de l'évolution de la jurisprudence, ces dernières années. Le projet REDMAP de 2010 (mentionné dans l'épilogue) marqua un tournant dans le redécoupage extrême des circonscriptions à des fins partisanes et fut contesté comme tel au tribunal. Au terme d'un long parcours dans les arcanes judiciaires du pays, la Cour suprême déclara, en 2019, dans l'arrêt *Rucho v. Common Cause*, que les cas de redécoupage extrême à des fins partisanes, bien que contraires aux principes démocratiques, ne relevaient pas de sa juridiction[10]. Rappelons aussi, que ce sont des Républicains de Caroline du Nord qui ont introduit la « théorie des législatures indépendantes » (**voir Chapitre 5**), qui affirme que seules les législatures d'État ont autorité sur la réglementation des élections fédérales, sans aucun contrepoids législatif, exécutif ou judiciaire (que ce soit au niveau fédéral ou fédéré). Bien que cette théorie ait été retoquée par la Cour suprême en 2023 (*Moore v. Harper*), elle révèle un mouvement de fond préoccupant visant à démanteler entièrement l'héritage légal et jurisprudentiel du mouvement des droits civiques. La Caroline du Nord est un véritable laboratoire sur ces questions, et doit à ce titre, faire l'objet de travaux scientifiques, notamment en histoire, auxquels nous espérons avoir contribué.

Enfin, nous souhaitons évoquer ici des pistes de recherches, qui pourraient faire l'objet de travaux futurs, pour approfondir certains axes de ce travail. Une approche comparatiste avec d'autres États du Sud (nous pensons ici en particulier à la Géorgie et au Mississippi) nous apprendrait beaucoup sur les spécificités des mobilisations électorales pour la conquête du pouvoir politique après 1965, dans chacun de ces États, liées aux contextes locaux

[9] Will Doran, « NC lawmakers rushed dozens of bills over the finish line, but failed efforts stand out », *WRAL News*, 28 juin 2024. Kyle Ingram, « NC House passes bill requiring elections board to work with "election integrity" groups », 27 juin 2024. Democracy NC, « "Election Integrity" Act is Jim Crow 2.0 Voter Suppression », non daté, disponible en ligne https://democracync.org/research/election-integrity-act-is-jim-crow-era-voter-suppression/ (consulté le 12 août 2025).
[10] Nick Seabrook, *One Person, One Vote: A Surprising History of Gerrymandering in America,* New York, Knopf Doubleday, loc. 83-85 %.

différents, mais aussi sur leurs points communs. Une comparaison avec des États, d'autres régions, comme par exemple le Midwest, contribuerait également à mieux délimiter les raisons de la trajectoire spécifique du Sud, par rapport au reste du pays, et vice versa. On pense ici aux travaux de Marion Marchet sur la banlieue d'Euclid dans l'Ohio entre 1967 et 2008, comme contrepoint intéressant à notre étude. Sa thèse s'intéresse aux mobilisations politiques des Africains Américains de cette ville, qui épousaient, dans leur grande majorité, un universalisme racial, souvent dépolitisé et empreint de culture politique néolibérale[11].

Pour finir, l'étude des mutations des formes de mobilisations en dehors de la politique électorale nous paraît être un axe de recherche particulièrement porteur. L'organisation Southerners for Economic Justice et son dérivé Regional Economic Justice Network méritent des travaux approfondis. Ces organisations, à peine étudiées jusqu'ici, qui ont laissé des archives extrêmement riches, ont beaucoup à nous apprendre de l'évolution, dans cet État du Sud, du *community organizing* pour la justice économique, financé par la philanthropie privée, en lien avec de grandes organisations religieuses progressistes[12].

Dans son ouvrage sur l'histoire du suffrage aux États-Unis depuis ses origines, Alexander Keyssar insiste sur le fait que l'expansion de celui-ci n'a pas été linéaire au cours de l'histoire. Il y a eu des périodes de recul et des périodes d'avancées. Après l'adoption du *Voting Rights Act*, il semblait que l'enjeu n'était plus « le droit de vote, mais la valeur du vote[13] ». En réalité, comme nous venons de le voir, le droit de vote, tout comme sa valeur, sont plus que jamais menacés aux États-Unis, comme l'illustre de façon alarmante l'actualité la plus récente. Le 7 août 2025, le Secrétaire à la Défense de l'administration Trump, a partagé sur les réseaux la vidéo du pasteur d'extrême-droite de son église, prônant ouvertement l'abrogation du 19e amendement (qui a donné le droit de vote aux femmes)[14]. À l'heure où les États-Unis sont en proie à la montée du fascisme et à une attaque en règle des institutions et garde-fous démocratiques sans précédent, il nous semble important de reconsidérer la place des luttes locales pour la conquête du pouvoir politique par la voie

[11] Marion Marchet, *Participations politiques et mobilisations sociales des Africain·es-Américain·es avant Black Lives Matter. Le cas d'Euclid, Ohio (1967-2008)*, Thèse de doctorat en civilisation américaine, Sorbonne Université, 2023, p. 299-300.
[12] Nos recherches sur ces organisations semblent indiquer une trajectoire bien différente de celle du type de *community organizing* (caractérisé par un processus de professionnalisation et de rationalisation du militantisme), étudié par Clément Petitjean à Chicago. C. Petitjean, *Occupation: Organizer*, *op. cit.*
[13] A. Keyssar, *The Right to Vote*, *op. cit.*, p. 265.
[14] Emma Cieslik, « A Trump Cabinet Member Endorsed a Pastor Who Wants the 19th Amendment Repealed, and the Danger Is Growing », *Ms.*, 13 août 2025.

électorale, dans le Long Mouvement de Libération Noire et dans la longue histoire de l'architecture du racisme systémique du pays.

BIBLIOGRAPHIE DE THÈSE

1. SOURCES PRIMAIRES

1.1. Archives consultées

The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill

Floyd McKissick Papers (#4930), Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

George K. Butterfield Papers (#70106), Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

John Kenyon Chapman Papers (#5441), Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

Howard Lee Papers 1949-2010, Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

Records of the Office of Chancellor, Joseph Carlyle Sitterson Series (#40022), Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

North Carolina Fund Records (#4710), 1962-1971, Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

Southerners for Economic Justice Records, 1977-2001 (#5320), Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

League of Women Voters of Chapel Hill/ Carrboro (N.C.) Records (#3833), Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

Leah Wise Papers**,** 1960-2010, Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

Josephine Clement Papers, Southern Historical Collection, Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

Bob Hall Papers, Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

The Southeast Regional Economic Justice Network, 1990s-2000s**,** Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill.

J. Murrey Atkins Library, University of North Carolina at Charlotte

Harvey Gantt Papers, J. Murrey Atkins Library, Special Collections and University Archives, University of North Carolina at Charlotte.

Kelly Alexander, Sr. Papers Concerning the NAACP, 1948-1998, J. Murrey Atkins Library, Special Collections and University Archives, University of North Carolina at Charlotte.

Leslie Winner Papers, J. Murrey Atkins Library, Special Collections and University Archives, University of North Carolina at Charlotte.

Reginald A. Hawkins papers, J. Murrey Atkins Library, Special Collections and University Archives, University of North Carolina at Charlotte.

David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University, Durham

Asa Spaulding Papers, 1909-1997 (R.L.01240), David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

Elna Spaulding Papers Subgroup, 1909-1997, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

Durham County Papers, 1868-1996 (R.L.10026), David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

Women-in-Action for the Prevention of Violence and Its Causes, Inc, Durham Chapter (Durham, N.C.), Records, 1968-1981, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

Mandy Carter Papers, 1970-2013, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

North Carolinians Against Racist and Religious Violence (NCARRV), 1985-1993, (Boxes 76-78 & Boxes 131-132), dans the Mab Segrest Papers 1889-2014, David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

American Civil Liberties Union of North Carolina Records, 1960-2020 (R.L.00012), David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

Theresa El-Amin Papers, 1960s-2010 (RL.00357), David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

William Chafe Oral History Collection, 1933-1988 (RL.00207), David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University.

Durham County Library, *Durham*

Steve Schewel Papers (NCC-0231), North Carolina Collection, Durham County Library, Durham.

C.G. O'Kelly Library, Winston-Salem State University Archives

Larry Little Collection, 1963-2012, Winston-Salem State University Archives, C.G. O'Kelly Library.

State Archives of North Carolina, Raleigh

Dr. E. Lavonia Allison Papers (PC.2049), State Archives of North Carolina.

Henry M. Michaux Jr. Papers (PC. 2187), State Archives of North Carolina.

1.2. Entretiens d'histoire orale

David M. Rubenstein Rare Book & Manuscript Library, Duke University, Durham

DILLAHUNT Rukiya, entretien mené par Nandini Srinivasan, 19 février 2014.

LAUGHINGHOUSE Angaza, entretien mené par Marcus Montaño et Lauren Gerald, 6 mars 2014.

J. Murrey Atkins Library Special Collections, University of North Carolina at Charlotte

HAWKINS Reginald, entretien mené par Melinda Desmarais (OH-HA0077), 11 juin 2001.

Southern Oral History Program Collection, Southern Historical Collection, Wilson Special Collections Library, University of North Carolina at Chapel Hill

BALLANCE Alice, entretien mené par Jaimee Bullock (U-0596), 22 mars 2012.

CALDWELL Edwin Jr., entretien mené par Oliver White (K-0202), 2 mars 2001.

CLARK Rebecca, entretien mené par Bob Gilgor (K-0536), 21 juin 2000.

CLAYTON Eva, entretien mené par Kathryn Nasstrom (#C-0084), 18 juillet 1989.

CLAYTON Eva, entretien mené par Joseph Mosnier (#A-0373), 30 mai 1995.

DILLAHUNT Ajamu, entretien mené par Bridgette Burge, 9 décembre 2009 (U-0563).

DILLAHUNT Amos et DILLAHUNT Ajamu (U-0561), 3 décembre 2008, entretien mené par Bridgette Burge.

GRANT Gary, entretien mené par Kieran Taylor (U-0458), 6 août 2003.

HAWKINS Reginald, entretien mené par Joseph Mosnier (A-380), 5 juin 1995.

JOHNSON Betty et GATTIS Maedell, entretien mené par Emily Goldstein, 2 mai 2016 (K-1107).

LEE Howard N., entretien mené par Jack Bass (A-0132), 13 décembre 1973.

LEE Howard N., entretien mené par Joseph Mosnier (A-0385), 5 mai 1995.

MUHAMMAD Naeema, entretien mené par Adrienne Heller, 25 mars 2014 (U-1081).

NUNN-ELLISON SNIPES Judy, entretien mené par Michele Easter (#G203), 17 octobre 1996.

PATTERSON Willie, entretien mené par Emily Goldstein, 25 juillet 2017 (K-1108).

Autres sources

En ligne

SMITH R.D., entretien mené par John K. « Yonni » Chapman, 28 mars 1991, disponible en ligne, https://fromtherockwall.org/oral-histories/r-d-smith-on-the-african-american-freedom-struggle-and-civil-rights-movement-in-chapel-hill (consulté le 13 août 2025).

Entretiens menés par l'autrice

ASH Tatia, entretien mené par l'autrice, Durham, 14 juillet 2022.

LITTLE Larry, entretien mené par l'autrice, Winston-Salem, 1er juillet 2022.

SPAULDING Kenneth, entretien mené par l'autrice, Durham, 3 septembre 2023.

RANDALL Rogers, entretien mené par téléphone par l'autrice, 22 août 2023

WISE Leah, entretien mené par l'autrice, Durham, 25 mai 2022.

WISE Leah, entretien mené par l'autrice, Durham, 18 juin 2022.

1.3. Titres de presse

Black Ink

Durham Morning Herald

Durham Sun

Rocky Mount Evening Telegram

Carolina Times

Charlotte Observer

Charlotte Post

Chapel Hill Weekly

Daily Tar Heel

Greensboro Record

INDY Week

Nashville Graphic

News and Observer

Sentinel

Winston-Salem Chronicle

Winston-Salem Journal

Winston-Salem State University Student Newspaper

Journaux d'organisations militantes :

Black Panther

Justice Speaks

Workers Viewpoint Organization

1.4. Mémoires

BARBER (II) William J. et WILSON-HARTGROVE Jonathan, *The Third Reconstruction: Moral Mondays, Fusion Politics, and the Rise of a New Justice Movement*, Boston, Beacon Press, 2016.

LEE Howard, *The Courage to Lead: One Man's Journey in Public Service*, Chapel Hill, Cotton Patch Press, 2008.

1.5. Sources primaires disponibles en ligne

Blogs

BWFJ - https://bwfj.org/

Divers

KING Martin Luther Jr., « Facing the Challenge of a New Age », discours prononcé le 27 novembre 1962, retranscrit et annoté par W. Jason Miller, disponible en ligne,

http://kingsfirstdream.com/wp-content/uploads/2015/11/Martin-Luther-King-Jr.-speech-NOT-annotated-transcript-Rocky-Mount-NC-November-27-1962.pdf (consulté le 6 juin 2023).

CARMICHAEL Stokely, Havana, Cuba, août 1967, « Black Power and the Third World », discours devant l'organisation de solidarité latino-américaine (Address to the Organization of Latin American Solidarity), disponible en ligne,

http://www.freedomarchives.org/Documents/Finder/Black%20Liberation%20Disk/Black%20Power!/SugahData/Books/Carmichael.S.pdf (consulté le 5 juillet 2023).

EXCHANGE PROJECT, « Real People – Real Stories : Afton, NC (Warren County) », University of North Carolina at Chapel Hill, septembre 2006.

NEWTON Huey P. et SEALE Bobby, « Ten-Point Program », *Black Panther*, vol. 1, n°1, 15 mai 1967, disponible en ligne, https://www.marxists.org/history/usa/workers/black-panthers/1966/10/15.htm

WHITE George H., « Congressman George H. White's Farewell Address To Congress », *BlackPast*, 1901, disponible en ligne https://www.blackpast.org/african-american-history/1901-george-h-whites-farewell-address-congress/ (consulté le 24 septembre 2024).

Documents publiés par des gouvernements locaux

Town of Carrboro, « A Proclamation of Honor and Appreciation to the Memory of R.D. Smith », Carrboro, 8 avril 2016, disponible en ligne,

https://www.carrboronc.gov/DocumentCenter/View/5648/Honor-and-Appreciation-to-the-Memory-of-RD-Smith (consulté le 29 août 2023).

Town of Cary Planning Department, « Cary Historic Preservation Master Plan: Introduction », 2010, p. 1-6, disponible en ligne,

https://www.carync.gov/home/showpublisheddocument/9551/636074524034330000 (consulté le 4 juillet 2025).

Expositions en ligne

« Part 4: Vietnam War Protests » dans « I Raised My Hand to Volunteer », Exposition en ligne du département des archives de la Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill, 2007, disponible en ligne https://exhibits.lib.unc.edu/exhibits/show/protest/vietnam-essay (consulté le 15 octobre 2024).

POPE A. Kamau, « Mandy Carter: Scientist of Activism », Exposition en ligne, The Jerry and Bruce Chappell Family Gallery, Duke University Libraries, disponible en ligne, https://exhibits.library.duke.edu/exhibits/show/mandycarter/intro (consulté le 4 août 2025).

1.6. Références juridiques

(classées par ordre alphabétique)

Arrêts de la Cour suprême

Baker v. Carr, 369 U.S. 186 (1962).
Brown v. Board of Education of Topeka (Brown I), 347 U.S. 483 (1954).
Brown v. Board of Education of Topeka (Brown II), 349 U.S. 294 (1955).
Buckley v. Valeo, 424 U.S. 1 (1976).
Citizens United v. Federal Election Commission, 558 U.S. 310 (2010).
Easley v. Cromartie, 532 U.S. 234 (2001).
Hunt v. Cromartie, 526 U.S. 541 (1999).
Moore v. Harper, 600 U.S. ___ (2023).
Plessy v. Ferguson, 163 U.S. 537 (1896).
Reynolds v. Sims, 377 U.S. 533 (1964).
Rucho v. Common Cause, 588 U.S. ___ (2019).
Shelby County v. Holder, 570 U.S. 529 (2013).
Shaw v. Hunt, 517 U.S. 899 (1996).
Shaw v. Reno, 509 U.S. 630 (1993).
Smith v. Allwright, 321 U.S. 649 (1944).
Swann v. Charlotte-Mecklenburg Board of Education, 402 U.S. 1 (1971).
Thornburg v. Gingles, 478 U.S. 30 (1986).
Wesberry v. Sanders, 376 U.S. 1 (1964).

Arrêts de Cours fédérales de district de Caroline du Nord

Drum v. Seawell, 249 F. Supp. 877 (M.D.N.C. 1965).
Gingles v. Edmisten, 590 F. Supp. 345 (E.D.N.C. 1984).

Textes de loi et amendements

Civil Rights Act of 1964, Pub. L. 88-352, 78 Stat. 241.
Voting Rights Act Amendments of 1982, Pub. L. 97-205, 96 Stat. 131.
Voting Rights Act of 1965, Pub. L. 89-110, 79 Stat. 437.

1.7. Recensement

U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, Census of Population: 1960, Vol. I, Characteristics of the Population, Part 35: North Carolina, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1963.

U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, Census of Population and Housing: 1970, Vol. II, General Demographic Trends for Metropolitan Areas, 1960 to 1970, Final Report PHC(2)-35, North Carolina, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1971.

U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, Census of Population: 1970, Vol. I, Characteristics of the Population, Part 35: North Carolina, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973.

U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, 1990 Census of Housing: General Housing Characteristics, North Carolina, CH-1-35, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1992.

U.S. Department of Commerce, Bureau of the Census, 1990 Census of Population and Housing: Population and Housing Characteristics for Census Tracts and Block Numbering Areas, Greensboro–Winston-Salem–High Point, NC MSA, CPH-3-168, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1993.

1.8. Documents gouvernementaux

Rapports

United States General Accounting Office, « Siting of Hazardous Waste Landfills and Their Correlation with Racial and Economic Status of Surrounding Communities », 1er juin 1983, Annexe I, p. 8.

Dossiers du FBI

FBI File on Black Panther Party in North Carolina, disponible en ligne, https://archive.org/details/FBI-BPP-North-Carolina/page/n29 (consulté en février 2019).

1.9. Vidéos

SUNDBERG Annie, STERN Ricki, *The Trials of Darryl Hunt* (documentaire), 2006.

2. SOURCES SECONDAIRES

2.1. Ouvrages

ADLER Jeffrey et COLBURN David R. (dir.), *African American Mayors: Race, Politics and the American City*, Champaign, University of Illinois Press, 2001.

AIELLO Thomas, *The Battle for the Souls of Black Folk: W.E.B Du Bois, Booker T. Washington, and the Debate That Shaped the Course of Civil Rights*, Santa Barbara, Praeger, 2016.

ALEXANDER Michelle, *The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness*, New York, The New Press, 2012.

ALI Omar, *In the Balance of Power: Independent Black Politics and Third-Party Movements in the United States*, Athens, Ohio University Press, 2020.

ANDERSON Eric, *Race and Politics in North Carolina, 1872 to 1901: The Black* Second, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1982.

ANDERSON Jean Bradley, *Durham County: A History of Durham County, North Carolina*, Durham, Duke University Press, 1990.

ANDREWS Kenneth T., *Freedom Is a Constant Struggle: The Mississippi Civil Rights Movement and Its Legacy*, Chicago, University of Chicago Press, 2004.

AREND Orissa, *Showdown in Desire: The Black Panthers Take a Stand in New Orleans*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 2009.

ASCH Chris M. et MUSGROVE George D., *Chocolate City: A History of Race and Democracy in the Nation's Capital*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2017.

BACHARAN Nicole, *Les Noirs américains : Des champs de coton à la Maison-Blanche*, Paris, Perrin, 2010.

BASS Jack et DE VRIES Walter, *The Transformation of Southern Politics: Social Change and Political Consequence Since 1945*, Athens, University of Georgia Press, 1995 [1976].

BECKEL Deborah, *Radical Reform: Interracial Politics in Post-Emancipation North Carolina*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2011.

BERMAN Ari, *Give Us the Ballot: The Modern Struggle for Voting Rights in America*, New York, Farrar, Strauss & Giroux, 2015.

BERMANZOHN Sally A., *Through Survivors' Eyes: From the Sixties to the Greensboro Massacre*, Nashville, Vanderbilt University Press, 2003.

BESSONE Magali, RENAULT Matthieu, *W.E.B Du Bois. Double conscience et condition raciale*, Paris, Amsterdam éditions, 2021.

BIROCHEAU Sonia, *Incarner un modèle progressiste. La professionalisation de l'enseignement à Chicago (1890-1930)*, Lyon, ENS Éditions, 2020.

BITZER J. Michael, *Redistricting and Gerrymandering in North Carolina: Battlelines in the Tar Heel State*, Utica, Palgrave Macmillan, 2021.

BLOUNT Jackie M., *Destined to Rule the Schools: Women and the Superintendency*, *1873-1995*, Albany, State University of New York Press, 1998.

BONILLA-SILVA Eduardo, *Racism Without Racists: Color-Blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in America*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2010 [2003].

BOUSSAC Tamara, *L'affaire de Newburgh : Aux origines du nouveau conservatisme américain*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2023.

BOUVARD Hugo, *Gays et lesbiennes en politique. Représenter les minorités sexuelles en France et aux États-Unis*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2024.

BREDIF Hervé, *Réaliser la Terre. Prise en charge du vivant et contrat territorial*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2021.

BRODKIN Karen, *Caring by the Hour: Women, Work, and Organizing at Duke Medical Center*, Champaign, University of Illinois Press, 1988.

BROWN Leslie, *Upbuilding Black Durham: Gender, Class, and Black Community Development in the Jim Crow South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2009.

BRUNDAGE William Fitzhugh, *Under Sentence of Death: Lynching in the South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1997.

BUNCH Will, *Tear Down This Myth: The Right-Wing Distortion of the Reagan Legacy*, New York, Free Press, 2010.

BUSH Roderick D., *The New Black Vote: Politics and Power in Four American Cities,* San Francisco, Synthesis Publications, 1984.

BYNUM Cornelius L., *A. Philip Randolph and the Struggle for Civil Rights*, University of Illinois Press, 2010.

CARTER Dan T., *From George Wallace to Newt Gingrich: Race in the Conservative Counterrevolution 1963-1994*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1992.

CARTER Dan T., *From George Wallace to Newt Gingrich: Race in the Conservative Counterrevolution, 1963-1994*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1996.

CARTER Daryl A., *Brother Bill: President Clinton and the Politics of Race and Class, Fayetteville*, University of Arkansas Press, 2016.

CECELSKI David S., *Democracy Betrayed: The Wilmington Race Riot of 1898 and Its Legacy*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1998.

CECELSKI David S., *Along Freedom Road: Hyde County, North Carolina and the Fate of Black Schools in the South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000.

CHAFE William H., *Civilities and Civil Rights: Greensboro, North Carolina, and the Black Struggle for Freedom*, Oxford, Oxford University Press, 1981.

CHANSKY Art, *Game Changers: Dean Smith, Charlie Scott, and the Era That Transformed a Southern College Town*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016.

CHARLES Joan, *Ella Baker and the SNCC: Grassroots Leadership and Political Activism in a Nonhierarchical Organization*, Saarbrücken, VDM Verlag, 2009.

CHRISTENSEN Rob, *The Paradox of Tarheel Politics: The Personalities, Elections, and Events That Shaped Modern North Carolina*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2008.

CLOWARD Richard A. et PIVEN Frances Fox, *Regulating the Poor: The Functions of Public Welfare*, New York, Pantheon Books, 1971.

COHEN Robert et SNYDER David J., *Rebellion in Black and White: Southern Student Activism in the 1960s*, Baltimore, John Hopkins Press University, 2013.

COLLINS Sheila D., *The Rainbow Challenge: The Jackson Campaign and the Future of U.S. Politics*, New York, Monthly Review Press, 1986.

COLLIER-THOMAS Bettye et FRANKLIN VP., *Sisters in the Struggle: African American Women in the Civil Rights-Black Power Movemen*t, New York, New York University Press, 2001.

COLLINS Patricia Hill, *Black Feminist Thought: Knowledge, Consciousness, and the Politics of Empowerment*, New York, Routledge, 1990.

COLLINS Sheila D., *The Rainbow Challenge: The Jackson Campaign and the Future of U.S. Politics*, New York, Monthly Review Press, 1986.

COOPER Christopher A., KNOTTS Gibbs H., *The New Politics of North Carolina*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2012.

COOPER William J. Jr., TERRILL Thomas E. et CHILDERS Christopher*, The American South: A History, Volume 2, From Reconstruction to the Present*, Fifth Edition, Lanham, Maryland, Roman & Littlefield, 2017.

COUNTRYMAN Matthew J., *Up South: Civil Rights and Black Power in Philadelphia*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2006.

COSTE Françoise, *Reagan*, Paris, Perrin, 2024.

CROSBY Emilye (dir.)*, Civil Rights History from the Ground Up: Local Struggles, a National Movement*, Athens, University of Georgia Press, 2011.

CUNNINGHAM Sean P., *American Politics in the Postwar Sunbelt: Conservative Growth in a Battleground Region*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

CUNNINGHAM David, *Klansville, U.S.A.: The Rise and Fall of the Civil Rights-Era Ku Klux Klan*, Oxford, Oxford University Press, 2012.

CURWOOD Anastasia C., *Shirley Chisholm: Champion of Black Feminist Power Politics*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2022.

D'EMILIO John, *Lost Prophet: The Life and Times of Bayard Rustin*, New York, Simon and Schuster, 2003.

DAVIES Tom A. *Mainstreaming Black Power,* Berkeley, University of California Press, 2017.

DAVIDSON Chandler et GROFMAN Bernard (dir.), *Quiet Revolution in the South: The Impact of the Voting Rights Act, 1965-1990*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

DAWSON Michael, *Behind the Mule: Race and Class in African-American Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

DAWSON Michael C., *Black Visions: The Roots of Contemporary African-American Political Ideologies*, Chicago, University of Chicago Press, 2001.

DAWSON Michael, *Blacks In and Out of the Left*, Cambridge, Harvard University Press, 2013.

DE JONG Greta, *Invisible Enemy: The African-American Struggle after 1965,* Chichester, Wiley-Blackwell, 2010.

DIALLO David, *Histoire des Noirs aux États-Unis*, Paris, Ellipse, 2012.

DIALLO David, *La loi et l'ordre racial. Le droit comme instrument d'oppression des Noirs aux États-Unis*, Nice, Éditions Unes, 2024.

DIAMOND Andrew J., SUGRUE Thomas J., *Neoliberal Cities: The Remaking of Postwar Urban America*, New York, New York University Press, 2020.

DITTMER John, *Local People: The Struggle for Civil Rights in Mississippi*, Urbana, University of Illinois Press, 1994.

DOUILLET Anne-Cécile, *Sociologie politique. Comportements, acteurs, organisations*, Paris, Armand Colin, 2017.

DUROCHER Kristina, *Ida B. Wells: Social Activist and Reformer*, New York, Taylor & Francis, 2016.

EAMON Tom, *The Making of a Southern Democracy: North Carolina Politics from Kerr Scott to Pat McCrory*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2014.

EDMONDS Helen G., *The Negro and Fusion Politics in North Carolina, 1894-1901*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1951.

EDSALL Mary et EDSALL Thomas, *Chain Reaction: The Impact of Race, Rights and Taxes on American Politics*, New York, Norton, 1991.

ESTES Steve, *I Am a Man!: Race, Manhood, and the Civil Rights Movement*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2005.

FAIRCLOUGH Adam, *Race & Democracy: The Civil Rights Struggle in Louisiana*, 1915-1972, Athens, University of Georgia Press, 1995.

FAIRCLOUGH Adam, *Better Day Coming: Blacks and Equality, 1890-2000*, New York, Viking Penguin, 2001.

FARBER David, *Chicago '68*, Chicago, University of Chicago Press, 1988.

FARMER Ashley D., *Remaking Black Power: How Black Women Transformed an Era*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2017.

FAUE Elizabeth, *Rethinking the American Labor Movement*, New York, Taylor & Francis, 2017.

FAULKENBURY Evan, *Poll Power: The Voter Education Project and the Movement for the Ballot in the American South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019.

FERGUS Devin, *Liberalism, Black Power, and the Making of American Politics, 1965-1980*, Athens, University of Georgia Press, 2009.

FRASER Steve et GERSTLE Gary (dir.), *The Rise and Fall of the New Deal Order, 1930-1980*, Princeton, Princeton University Press, 1989.

GAILLARD Frye, *The Dream Long Deferred: The Landmark Struggle for Desegregation in Charlotte, North Carolina*, Columbia, University of South Carolina Press, 2006.

GAINES Kevin Kelly, *Uplifting the Race: Black Leadership*, Politics, and Culture in the 20th Century, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1996.

GAMSON William *et al*., *From Contention to Democracy*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 1998.

GARROW David J., *Protest at Selma: Martin Luther King Jr. and the Voting Rights Act of 1965*, New Haven, Yale University Press, 1978.

GILMORE Glenda Elizabeth, *Defying Dixie: The Radical Roots of Civil Rights, 1919-1950*, New York City, W. W. Norton & Company, 2009.

GIUGNI Marco *et al*., editors. *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999.

GODET Aurélie, *Le Tea Party. Portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Vendémiaire, 2012.

GOLDFIELD Michael, *The Southern Key: Class, Race, and Radicalism in the 1930s and 1940s*, New York, Oxford University Press, 2020.

GOLLAND David Hamilton, *Constructing Affirmative Action: The Struggle for Equal Employment Opportunity*, Lexington, University Press of Kentucky, 2011.

GOODING-WILLIAMS Robert, *In the Shadow of Du Bois. Afro-American Political Thought in America*, Cambridge, Harvard University Press, 2009.

GRANT Colin, *Negro with a Hat: The Rise and Fall of Marcus Garvey*, New York, Oxford University Press, 2008.

GREENE Christina, *Our Separate Ways: Women and the Black Freedom Movement in Durham*, *North Carolina,* Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2005.

GREENE Christina, *Free Joan Little: The Politics of Race, Sexual Violence, and Imprisonment*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2022.

GRIFFITH Barbara S., *The Crisis of American Labor: Operation Dixie and the Defeat of the CIO*, Philadelphie, Temple University Press, 2018.

HALL Simon, *Rethinking the American Anti-War Movement*, New York, Routledge, 2012.

HANEY López Ian, *Dog-whistle Politics. How Coded Appeals Have Reinvented Racism and Wrecked the Middle Class*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

HARRIS Frederick C., *The Price of the Ticket: Barack Obama and The Rise and Decline of Black Politics*, New York, Oxford University Press, 2012.

HARRIS Frederick C., *The Price of the Ticket: Barack Obama and the Rise and Decline of Black Politics*, New York, Oxford University Press, 2014.

HARTMAN Andrew, *A War for the Soul of America: A History of the Culture Wars*, Chicago, The University of Chicago Press, 2015.

HATTON Erin (dir.), *Labor and Punishment: Work in and out of Prison*, Oakland, University of California Press, 2021.

HAWKINS Karen, *Everybody's Problem: The War on Poverty in Eastern North Carolina*, Gainesville, University Press of Florida, 2017.

HEALY Thomas, *Soul City: Race, Equality, and the Lost Dream of an American Utopia*, New York, Metropolitan Books, 2021.

HENDERSHOT Heather, *When the News Broke: Chicago 1968 and the Polarizing of America*, Chicago, The University of Chicago Press, 2022.

HERBIN-TRIANT Elizabeth A., *Threatening Property: Race, Class, and Campaigns to Legislate Jim Crow Neighborhoods*, New York, Columbia University Press, 2019.

HILLIARD Smith Amanda, *The Williamston Freedom Movement: A North Carolina Town's Struggle for Civil Rights, 1957-1970*, Jefferson, McFarland, 2014.

HINTON Elizabeth Kai, *From The War On Poverty To The War On Crime: The Making Of Mass Incarceration In America*, Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 2016.

HIRT Sonia, *Zoned in the USA: The Origins of Implications of American Land-Use Regulation*, Ithaca, Cornell University Press, 2015.

HOGAN Wesley C., *Many Minds, One Heart: SNCC's Dream for a New America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

HOGAN Wesley C., *On the Freedom Side: How Five Decades of Youth Activists Have Remixed American History*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2019.

HOLDEN Charles J., *The New Southern University: Academic Freedom and Liberalism at UNC*, Lexington, University Press of Kentucky, 2011.

HONEY Michael, *Going Down Jericho Road: The Memphis Strike, Martin Luther King's Last Campaign*, New York, Norton, 2006.

HORNSBY Alston Jr., HORNSBY Angela M., *From the Grassroots: Profiles of Contemporary African American Leaders,* Montgomery, E-Book Time LLC, 2006.

HURET Romain D., *American Tax Resisters*, Cambridge, Harvard University Press, 2014.

HURET Romain, LICHTENSTEIN Nelson, et VINEL Jean-Christian (dir.), *Capitalism Contested: the New Deal and its Legacies*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2020.

INRIG Stephen J., *North Carolina and the Problem of AIDS: Advocacy, Politics, and Race in the South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011.

ISSERMAN Maurice, KAZIN Michael, *America Divided: The Civil War of the 1960s*, New York, Oxford University Press, 2000.

JANKEN Kenneth R., *The Wilmington Ten: Violence, Injustice, and the Rise of Black Politics in the 1970s*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2015.

JEFFRIES Hasan Kwame, *Bloody Lowndes: Civil Rights and Black Power in Alabama's Black Belt*, New York, New York University Press, 2009.

JEFFRIES Judson L. (dir.), *Comrades: A Local History of the Black Panther Party*, Bloomington, Indiana University Press, 2007.

JOHNSON Cedric, *Revolutionaries to Race Leaders: Black Power and the Making of African American Politics,* Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007.

JOSEPH Peniel E., *Waiting' Til the Midnight Hour: A Narrative History of Black Power in America*, New York, Henry Holt, 2006.

JOSEPH Peniel E. (dir.), *The Black Power Movement: Rethinking the Civil Rights-Black Power Era*, New York, Routledge, 2006.

JOSEPH Peniel E., *Neighborhood Rebels: Black Power at the Local Level,* New York, Palgrave Macmillan, 2010.

JOSEPH Peniel E., SHIH Bryan, WILLIAMS Yohuru (dir.), *The Black Panthers: Portraits from an Unfinished Revolution*, New York, Bold Type Books, 2016.

KAPUR Geeta N., *To Drink from the Well: The Struggle for Racial Equality at the Nation's Oldest Public University*, Durham, Blair, 2021.

KATZNELSON Ira, *When Affirmative Action Was White: An Untold History of Racial Inequality in Twentieth-Century America*, New York, Norton, 2005.

KATZNELSON Ira, *Fear Itself: The New Deal and the Origins of Our Time*, New York, Liveright, 2013.

KAZIN Michael, *What It Took to Win: A History of the Democratic Party*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2022.

KELLEY Robin, *Hammer and Hoe. Alabama Communists during the Great Depression*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1990.

KELLEY Robin, *Race Rebels. Culture, Politics, and the Black Working-Class*, New York, Free Press, 1994.

KELLEY Robin et Earl Lewis (dir.), *To Make Our World Anew: A History of African Americans*, New York, Oxford University Press, 2000.

KENDI Ibram X. et BLAIN Keisha N. (dir.), *Four Hundred Souls: A Community History of African America, 1619-2019*, New York, Random House, 2021.

KERSTEN Andrew E. et LANG Clarence, *Reframing Randolph: Labor, Black Freedom, and the Legacies of A. Philip Randolph*, New York, New York University Press, 2015.

KEY V.O. Jr., *Southern Politics in State and Nation*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1984 [1949].

KEYSSAR Alexander, *The Right to Vote: The Contested History of Democracy in the United States*, New York, Basic Books, 2009.

KONADU Kwasi, *A View From The East: Black Cultural Nationalism and Education in New York City*, Syracuse, Syracuse University Press, 2009.

KORSTAD Robert R., *Civil Rights Unionism: Tobacco Workers and the Struggle for Democracy in the Mid-Twentieth-Century South*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2003.

KORSTAD Robert R., LELOUDIS James L., *To Right These Wrongs: The North Carolina Fund and the Battle to End Poverty and Inequality in 1960s America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010.

KORSTAD Robert R. et LELOUDIS James L., *Fragile Democracy: The Struggle over Race and Voting Rights in North Carolina*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2020.

KOUSSER Morgan, *The Shaping of Southern Politics: Suffrage Restriction and the Establishment of the One-Party South, 1880-1910*, New Haven, Yale University Press, 1974.

KOUSSER Morgan J., *Colorblind Injustice: Minority Voting Rights And The Undoing Of The Second Reconstruction*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.

KRUSE Kevin, *White Flight: Atlanta and the Making of Modern Conservatism*, Princeton, Princeton University Press, 2007.

LADD Jr. Everett Carl, *Negro Leadership in the South*, New York, Atheneum, 1969.

LASSITER Matthew D., *The Silent Majority: Suburban Politics in the Sunbelt South*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

LAURENT Sylvie, *La couleur du marché : racisme et néolibéralisme aux États-Unis*, Paris, Seuil, 2016.

LAWSON Steven F., *Running for Freedom: Civil Rights and Black Politics in America Since 1941,* Hoboken, Wiley, 2014 [1991].

LAZEROW Jama, WILLIAMS Yohuru (dir.), *Liberated Territory: Untold Local Perspectives on the Black Panther Party*, Durham, Duke University Press Books, 2009.

LEBARON Frédéric, *Les 300 mots de la sociologie*, Paris, Dunod, 2014.

LENNEAL J. Henderson, PRESTON, Michael B. et PURYEAR, Paul L., *The New Black Politics: The Search for Political Power,* New York, Longman, 1987.

LEVENSTEIN Lisa, *A Movement Without Marches: African American Women and the Politics of Poverty in Postwar Philadelphia*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2010.

LEVINE Daniel, *Bayard Rustin and the Civil Rights Movement*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2000.

LICHTENSTEIN Nelson et STEIN Judith, *A Fabulous Failure: The Clinton Presidency and the Transformation of American Capitalism*, Princeton, Princeton University Press, 2023.

LINK William A., *Righteous Warrior: Jesse Helms and the Rise of Modern Conservatism*, New York, St. Martin's Press, 2008.

LUCKS Daniel S., *Reconsidering Reagan: Racism, Republicans, and the Road to Trump*, Boston, Beacon Press, 2020.

LYNN Joshua A., *Preserving the White Man's Republic: Jacksonian Democracy, Race, and the Transformation of American Conservatism*, Charlottesville, University of Virginia Press, 2019.

LYON Lea, *Double Victory: How African American Women Broke Race and Gender Barriers to Help Win World War II*, Chicago, Chicago Review Press, 2013.

MACLEAN Nancy, *Freedom is Not Enough: The Opening of the American Workplace*, Cambridge, Harvard University Press, 2006.

MAHEO Olivier, *De Rosa Parks au Black Power. Une histoire populaire des mouvements noirs, 1945-1970*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2024.

MAKALANI Minkah, *In the Cause of Freedom: Radical Black Internationalism from Harlem to London, 1917-1939*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011.

MANNING THOMAS June, RITZDORF Marsha (dir.), *Urban Planning and the African American Community: In the Shadows*, Thousand Oaks, Sage Publications, 1997.

MARABLE Manning, *Race, Reform, and Rebellion: The Second Reconstruction in Black America, 1945-1990,* Jackson, University Press of Mississippi, 1990.

MARABLE Manning, *Beyond Black and White: Transforming African-American Politics*, Londres, Verso, 2016 [1995].

MARTIN Isaac William, *The Permanent Tax Revolt: How the Property Tax Transformed American Politics*, Stanford, Stanford University Press, 2008.

MAY Gary, *Bending Towards Justice: the Voting Rights Act and the Transformation of American Democracy*, New York, Basic Books, 2013.

MCADAM Doug, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, 1982.

MCADAM Doug, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

MCGURTY Eileen, *Transforming Environmentalism: Warren County, PCBs, and the Origins of Environmental Justice*, New Brunswick, Rutgers University Press, 2009.

MCKINNEY Charles Wesley*, Greater Freedom: The Evolution of the Civil Rights Struggle in Wilson*, Lanham, University Press of America, 2010.

MCMURRY Linda O., *To Keep the Waters Troubled: The Life of Ida B. Wells*, New York, Oxford University Press, 2000.

MINCHIN Timothy J., *"Don't Sleep With Stevens": The JP Stevens Campaign and the Struggle to Organize the South 1963-1980*, Gainesville, The University Press of Florida, 2005.

MOORE Jacqueline, *Booker T. Washington, W.E.B. Du Bois, and the Struggle for Racial Uplift*, New York, Rowman & Littlefield, 2003.

MOORE Leonard, *The Defeat of Black Power: Civil Rights and the National Black Political Convention of 1972*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 2018.

MORRIS Aldon, *The Origins of The Civil Rights Movement*, New York, The New York Free Press, 1984.

MULLENBACH Cheryl, *Double Victory: How African American Women Broke Race and Gender Barriers to Help Win World War II*, Chicago, Chicago Review Press, 2013.

MUMFORD Kevin, *Newark: A History of Race, Rights, and Riots in America*, New York, New York University Press, 2007.

MUTCH Robert E., *Campaign Finance: What Everyone Needs to Know*, New York, Oxford University Press, 2016.

MUTCH Robert E., *Buying the Vote: A History of Campaign Finance Reform*, New York, Oxford University Press, 2014.

MUSGROVE George D., *Rumor*, *Repression, and Racial Politics: How the Harassment of Black Elected Officials Shaped Post-Civil Rights America,* Athens, University of Georgia Press, 2012.

NDIAYE Pap, *Les Noirs américains. En marche pour l'égalité*, Paris, Découvertes Gallimard, 2009.

NDIAYE Pap, *Les Noirs américains : De l'esclavage à Black Lives Matter*, Paris, Tallandier, 2021.

NELSON William E. et MERANTO, Philip J., *Electing Black Mayors; Political Action in the Black Community,* Columbus, Ohio State University Press, 1977.

NORRELL Robert J., *Reaping the Whirlwind: The Civil Rights Mvt in Tuskegee*, New York, Knopf, 1985.

O'REILLY Kenneth, *Racial Matters: The FBI's Secret File on Black America*, New York, Free Press, 1989.

ORTIZ Paul, *An African American and LatinX History of the United States*, Boston, Beacon Press, 2018.

PAYNE Charles M., *I've Got the Light of Freedom: The Organizing Tradition and the Mississippi Freedom Struggle*, Berkeley, University of California Press, 1995.

PARKER Alison Marie, *Unceasing Militant: The Life of Mary Church Terrell*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2020.

PERLSTEIN Rick, *Reagan Land: America's Right Turn 1976-1980*, New York, Simon & Schuster, 2020.

PERRY Ravi K., *Black Mayors, White Majorities: The Balancing Act of Racial Politics,* Lincoln, University of Nebraska Press, 2013.

PETITJEAN Clément, *Occupation: Organizer: A Critical History of Community Organizing in America*, Chicago, Haymarket Books, 2023.

PHILLIPS Mary Frances, *Black Panther Woman: The Political and Spiritual Life of Ericka Huggins*, New York, NYU Press, 2025.

QUIGLEY Joan, *Just Another Southern Town: Mary Church Terrell and the Struggle for Racial Justice in the Nation's Capital*, Oxford, Oxford University Press, 2016.

RAYFORD W. Logan, *The Negro In American Life And Thought; The Nadir, 1877-1901*, New York, Dial Press, 1954.

READY Milton, *The Tar Heel State: A History of North Carolina*, Columbia, University of South Carolina Press, 2005.

REED Adolph Jr., *Stirrings in the Jug: Black Politics in the Post-Segregation Era,* Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999.

RICE Rolundus R., *Hosea Williams: A Lifetime of Defiance and Protest*, Columbia, University of South Carolina Press, 2022.

RICHOMME Olivier, *De la diversité en Amérique. Politiques de représentation des minorités ethno-raciales aux États-Unis*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2013.

RICHOMME Olivier, *Race and Partisanship in California Redistricting: from the 1965 Voting Rights Act to Present*, Lanham, Lexington Press, 2019.

REED Adolph L. Jr., *The Jesse Jackson Phenomenon: The Crisis of Purpose in Afro-American Politics*, New Haven, Yale University Press, 1986.

ROBINSON Cedric J., *Black Marxism: The Making of the Black Radical Tradition*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2000 [1983].

ROBNETT Belinda, *How long? How long?: African-American Women in the Struggle for Civil Rights*, New York, Oxford University Press, 1997.

ROEDIGER David R., *How Race Survived U.S. History: From Settlement and Slavery to the Obama Phenomenon*, New York, Verso, 2008.

ROLINSON Mary, *Grassroots Garveyism: The Universal Negro Improvement Association in the Rural South*, 1920-1927, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

ROLLAND-DIAMOND Caroline, *Chicago, le moment 68. Territoires de la contestation étudiante et répression politique*, Paris, Syllepses, 2011.

ROLLAND-DIAMOND Caroline, *Black America. Une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, La Découverte, 2016.

ROSSIOW Doug, *The Reagan Era: A History of the 1980s*, New York, Columbia University Press, 2015.

SANDERS Heywood T., *Convention Center Follies: Politics, Power, and Public Investment in American Cities*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2014.

SEABROOK Nick, *One Person, One Vote: A Surprising History of Gerrymandering in America*, New York, Pantheon, 2022.

SELFA Lance, *The Democrats: A Critical History*, Chicago, Haymarket Books, 2008.

SCHULMAN Bruce, *From Cotton Belt to Sunbelt: Federal Policy, Economic Development, and the Transformation of the South, 1938-1980*, Durham, Duke University Press, 1994.

SELF Robert O., *American Babylon: Race and the Struggle for Postwar Oakland*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

SELF Robert O., *All in the Family: The Realignment of American Democracy since the 1960s*, New York, Hill and Wang, 2012.

SIMIEN Evelyn M., *Historic Firsts: How Symbolic Empowerment Changes US Politics*, New York, Oxford University Press, 2016.

SIMMONS Lizbet, *The Prison School: Educational Inequality and School Discipline in the Age of Mass Incarceration*, Berkeley, University of California Press, 2016.

SKOCPOL Theda et WILLIAMSON Vanessa, *The Tea Party and The Remaking of American Conservatism*, New York, Oxford University Press, 2012.

SINGH Nikhil Pal, *Black Is a Country: Race and the Unfinished Struggle for Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.

SITKOFF Harvard, *A New Deal for Blacks: The Emergence of Civil Rights as a National Issue: The Depression Decade*, New York, Oxford University Press, 2009 [1978].

SMITH Amanda Hilliard, *The Williamston Freedom Movement: A North Carolina Town's Struggle for Civil Rights, 1957-1970*, Jefferson, McFarland & Company Inc., 2014.

SMITH Stephen Samuel, *Boom for Whom? Desegregation, Redistribution, and Development in Charlotte, North Carolina*, Albany, SUNY Press, 2004.

SOLOMON Mark, *The Cry Was Unity: Communists and African Americans*, 1917-1936, Jackson, University Press of Mississippi, 1998.

SPENCER Robyn C., *The Revolution Has Come: Black Power, Gender, and the Black Panther Party in Oakland*, Durham, Duke University Press, 2016.

STAHL Jason, *Right Moves: The Conservative Think Tank in American Political Culture Since 1945*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2016.

STEFANI Anne, *Unlikely Dissenters: White Southern Women in the Fight for Racial Justice, 1920-1970*, Gainesville, University Press of Florida, 2015.

SUDDLER Carl, *Presumed Criminal: Black Youth and the Justice System in Postwar New York*, New York, New York University Press, 2019.

SUGRUE Thomas J., *The Origins of the Urban Crisis: Race and Inequality in Postwar Detroit*, Princeton, Princeton University Press, 1996.

SUGRUE Thomas J.*., Sweet Land of Liberty: The Forgotten Struggle for Civil Rights in the North,* New York, Random House, 2008.

SULLIVAN Patricia, *Lift Every Voice. The NAACP and the Making of the Civil Rights Movement*, New Press, New York, 2009.

TAKAKI Ronald, *Double Victory: A Multicultural History of America in World War II*, Boston, Little, Brown and Company, 2000.

TAYLOR Keeanga-Yamahtta, *From #BlackLivesMatter to Black Liberation*, Chicago, Haymarket Books, 2021 [2016].

THEOHARIS Jeanne et WOODARD Komozi (dir.), *Freedom North: Black Freedom Struggles Outside the South, 1940-1980*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

THEOHARIS Jeanne et WOODARD Komozi (dir.), *Groundwork: Local Black Freedom Movements in America*, New York, New York University Press, 2005.

THERNSTROM Abigail M., *Whose Votes Counts?: Affirmative Action and Minority Voting Rights*, Cambridge, Harvard University Press, 1987.

THOMPSON Heather A., *Whose Detroit?: Politics, Labor, and Race in a Modern American City*, Ithaca, Cornell University Press, 2004.

THOMPSON III Phillip J., *Double Trouble: Black Mayors, Black Communities, and the Call for a Deep Democracy*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

TILLY Charles, *La France conteste. De 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

TILLY Charles, *Regimes and Repertoires*, Chicago, University of Chicago Press, 2006.

TODD-BRELAND Elizabeth, *A Political Education: Black Politics and Education Reform in Chicago Since the 1960s*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2018.

TUCK Stephen, *We Ain't What We Ought to Be: The Black Freedom Struggle from Emancipation to Obama*, Cambridge, Harvard University Press, 2010.

TURNER Jeffrey A., *Sitting In and Speaking Out: Student Movements in the American South, 1960-1970*, Athens, The University of Georgia Press, 2010.

TYSON Timothy B., *Radio Free Dixie: Robert F. Williams and the Roots of Black Power*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.

TYSON Timothy B., *Radio Free Dixie: Robert F. Williams and the Roots of Black Power*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2009.

UROFSKY Melvin I., *The Affirmative Action Puzzle: A Living History from Reconstruction to Today*, New York, Knopf Doubleday, 2020.

VAN DEBURG William, *New Day in Babylon: The Black Power Movement and American Culture*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.

VAN DEBURG William (dir.), *Modern Black Nationalism from Marcus Garvey to Louis Farrakhan,* New York, New York University Press, 1997.

VANN Andre D., WASHINGTON Beverly Jones, *Durham's Hayti*, Charleston, Arcadia Publishing, 1999.

WALSH Camille, *Racial Taxation: Schools, Segregation, and Taxpayer Citizenship, 1869–1973*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2018.

WARD Churchill et WALL Jim Vander, *Agents of Repression: The FBI's Secret Wars Against the Black Panther Party and the American Indian Movement*, Boston, South End Press, 2002.

WATTS Jill, *The Black Cabinet: The Untold Story of African Americans and Politics During the Age of Roosevelt*, New York, Grove Press, 2020.

WEARE, Walter B., *Black Business in the New South: A Social History of the North Carolina Mutual Life Insurance Company*, Durham, Duke University Press, 1993.

WEISS Nancy J., *Farewell to the Party of Lincoln*, Princeton, Princeton University Press, 1983.

WELLS Goldie, *Golden Asro Frinks: Telling the Unsung Song*, Salt Lake City, Aardvark Global Publishing, 2009.

WHITE Deborah G., *Too Heavy A Load: Black Women In Defense Of Themselves, 1894-1994*, New York, Norton, 1999.

WILLIAMS Rhonda Y., *The Politics of Public Housing: Black Women's Struggles against Urban Inequality*, New York, Oxford University Press, 2004.

WILLIAMS Rhonda Y., *Concrete Demands: The Search for Black Power in the 20th Century*, New York, Routledge, 2015.

WILLIAMS Yohuru, *Rethinking the Black Freedom Movement*, New York, Routledge, 2016.

WILLIAMS Yohuru, *Black Politics/White Power: Civil Rights, Black Power, and the Black Panthers in New Haven*, New York, Wiley-Blackwell, 2000.

WINDHAM Lane, *Knocking on Labor's Door: Union Organizing in the 1970s and the Roots of a New Economic Divide*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2017.

WINFORD Brandon K., *John Hervey Wheeler, Black Banking, and the Economic Struggle for Civil Rights*, Lexington, University Press of Kentucky, 2020.

WINSLOW Barbara, *Shirley Chisholm: Catalyst for Change, 1926-2005*, Boulder, Westview Press, 2014.

WISE Tim, *Colorblind: The Rise of Post-Racial Politics and the Retreat from Racial Equity*, San Francisco, City Lights Books, 2010.

WOOD Amy Louise, *Lynching and Spectacle: Witnessing Racial Violence in America*, 1890-1940, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011.

WOODARD Komozi, *A Nation Within a Nation: Amiri Baraka (LeRoi Jones) and Black Power Politics*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1999.

WOODWARD C. Vann, *Origins of the New South, 1877-1913*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, 1951.

WOODWARD C. Vann, *The Strange Career of Jim Crow*, New York, Oxford University Press, 2001, [1955].

YANCO Jennifer J., *Misremembering Dr. King: Revisiting the Legacy of Martin Luther King Jr.*, Bloomington, Indiana University Press, 2014.

2.2. Chapitres d'ouvrages

ANCHORDOQUI Claire, KHAMKHAM Anissa et STEFANI Anne, « Conversation and Reconciliation in the United States » dans BIRGY Phillipe, COSTE Françoise, DESSENS Nathalie et MELLET Laurent (dir.) *Conversations*, Routledge (à paraître).

CABIN Philippe, « Dans les coulisses de la domination » dans MOLÉNAT Xavier (dir.), *La sociologie*, Auxerre, Éditions Sciences Humaines, 2009, p. 142-153.

CARSON Clayborne, « Civil Rights Reform and the Black Freedom Struggle » dans EAGLES Charles W. (dir.), *The Civil Rights Movement in America*, Jackson, University Press of Mississippi, 1986, p. 19-38.

COLBURN David R., « Running for Office – African American Mayors from 1967 to 1996 » dans COLBURN D. et ADLER J. (dir.), *African-American Mayors: Race, Politics, and the American City*, Champaign, University of Illinois Press, 2005, p. 23-56.

DIAMOND Andrew J., SUGRUE Thomas, « Introduction: Historicizing the Neoliberal Metropolis », p.1-12 dans *Neoliberal Cities: The Remaking of Postwar Urban America*, New York, New York University Press, 2020.

FERGUS Devin, « The Black Panther Party in the Disunited States of America: Constitutionalism, Watergate, and the Closing of the Americanists' Minds » dans Yohuru Williams et Jama Lazerow (dir.), *Liberated Territory: Untold Local Perspectives on the Black Panther Party*, Durham, Duke University Press, 2008, p.265-294.

FRAZIER E. Franklin, « Durham: Capital of the Black Middle Class » dans Alain Locke (dir.), *The New Negro: An Interpretation*, New York, Albert & Charles Boni, 1925, p.333-340.

FRENCH-MARCELIN Megan, Chapitre 4, « Doing Business New Orleans Style: Racial Progressivism and the Politics of Uneven Development », p.98-127 dans DIAMOND Andrew, SUGRUE Thomas, *Neoliberal Cities: The Remaking of Postwar Urban America*, New York, New York University Press, 2020.

FRIEDMAN Benjamin R., « Picking Up Where Robert F. Williams Left Off : The Winston Salem Branch of the Black Panther Party » dans *Comrades : A Local History of the Black Panther Party,* Bloomington, Indiana University Press, 2007, p.47-88.

GERSTLE Jacques, « Chapitre 18 : La communication électorale » dans DELOYE Yves et MAYER Nonna (dir.), *Analyses électorales*, Bruxelles, Bruylant, 2017, p. 905-964.

GOLDFIELD Michael, « The Failure of Operation Dixie: A Critical Turning Point in American Political Development? » dans Gary Fink et Merl Reed (dir.), *Race, Class, and Community in Southern Labor History*, Tuscaloosa, University of Alabama Press, 2003, p. 166-189.

HARRIS Frederick C., « Introduction: Black Churches, Activist Traditions, and Urban Political Contexts » dans SMITH Drew R. et HARRIS Frederick C., *Black Churches and Local Politics: Clergy Influence, Organizational Partnerships, and Civic Empowerment*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2005.

JEFFRIES Hasan Kwame, « 4. Black Freedom Movement » dans EDWARDS Erica R., FERGUSON Roderick A. et OGBAR Jeffrey O.G. (dir.), *Keywords for African American Studies*, New York, New York University Press, 2018, p. 22-27.

JEFFRIES Judson L. et NISSIM-SABAT Ryan, « Painting a More Complete Portrait of the Black Panther Party », in Judson L. Jeffries (dir.), *Comrades: A Local History of the Black Panther Party,* Bloomington, Indiana University Press, 2007, p.1-12.

JEFFRIES Judson L., « Revisiting Panther History in Baltimore » in Judson L. Jeffries (dir.), *Comrades: A Local History of the Black Panther Party,* Bloomington, Indiana University Press, 2007, p.13-46.

JONES Charles E., « Wake Up Georgia, the Panthers are Here! The Georgia Chapter of the BPP in Atlanta, 1970-1973 », dans Judson L. Jeffries (dir.), *The Black Panther Party in a City Near You,* University of Georgia Press, 2018, p.12-51.

JOSHUA Florence, « Abeyance structure » dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 17-23.

HARRIS Rome Sunny, « How We Got Here: A Brief History of Voting Rights » dans Sunny Harris Rome (dir.), *Promote the Vote: Positioning Social Workers for Action*, Cham, Springer International Publishing, 2022, p. 51-71.

HELLMAN Mark, « Chapter 4: Durham's Progressive Coalition » dans HALL Bob (dir.), *Environmental Politics: Lessons from the Grassroots*, Durham, Institute for Southern Studies, p. 31-47.

KEECH William R. et SISTROM Michael P., « North Carolina », dans GROFMAN Bernard et DAVIDSON Chandler (dir.), *Quiet Revolution in the South: The Impact of the Voting Rights Act, 1965-1990*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 155-190.

KINSEY Ava Tiye et JEFFRIES Judson L., « From Civil Rights to Black Power in Texas: Dallas to Denton and Back to Dallas » dans Judson L. Jeffries (dir.), *The Black Panther Party in a City Near You*, University of Georgia Press, 2018, p.137-193.

KOVEN Seth et MICHEL Sonya, « Introduction: "Mother Worlds" » dans KOVEN Seth et MICHEL Sonya (dir.), *Mothers of a New World: Maternalist Politics and the Origins of Welfare States*, New York, Routledge, 1993, p. 1-42.

KRAUS Neil et SWANSTROM Todd, « The Continuing Significance of Race: African American and Hispanic Mayors, 1968-2003 » dans TATE Gayle T. et RANDOLPH Lewis A. (dir.), *The Black Urban Community: From Dusk Till Dawn*, New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 365-380.

LABALME Jenny, « Chapter 3: Dumping on Warren County » dans HALL Bob (dir.), *Environmental Politics: Lessons from the Grassroots*, Durham, Institute for Southern Studies, 1988, p. 23-30.

LANE James B., « Black Political Power and Its Limits » dans ADLER Jeffrey et COLBURN David R. (dir.), *African American Mayors: Race, Politics and the American City*, Champaign, University of Illinois Press, 2001, p. 57-59.

MANNING THOMAS June, Chapitre 9 « Model Cities Revisted: Issues of Race and Empowerment » dans MANNING THOMAS June, RITZDORF Marsha, *Urban Planning and the African American Community: In the Shadows*, Thousand Oaks, Sage Publications, 1997, p. 143-163.

MCGUIRE Danielle L., « Power to the the Ice Pick! » dans *At the Dark End of the Street: Black Women, Rape and Resistance. A New History of the Civil Rights Movement from Rosa Parks to the Rise of Black Power*, New York, Knopf Doubleday Publishing, 2011.

MULLEN Bill V., « By the Book: Quotations from Chairman Mao and the Making of Afro-Asian radicalism, 1966-1975 » dans COOK Alexander C. (dir.), *Mao's Little Red Book: A Global History*, New York, Cambridge University Press, 2014, p. 245-265.

PATILLO Mary, Chapitre 1, « Race, Poverty, and Neighborhood Planning in Chicago from the New Deal to Neoliberalism », p.13-48 dans DIAMOND Andrew, SUGRUE Thomas, *Neoliberal Cities: The Remaking of Postwar Urban America*, New York, New York University Press, 2020.

PÉCHU Cécile, « Répertoire d'action » dans FILLIEULE Olivier, MATHIEU Lilian et PÉCHU Cécile (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 454-462.

POHLMANN Marcus D., « Chapitre 22 – Black Mayors in Large Cities: A Historical Perspective » dans TATE Gayle T. et RANDOLPH Lewis A. (dir.), *The Black Urban Community: From Dusk Till Dawn,* New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 398-412.

PREUSSER John, « Exceptional Headwinds: The Black Panthers in D.C. » dans JEFFRIES (Judson L. dir.), *The Black Panther Party in a City Near You,* University of Georgia Press, 2018, p. 52-88.

SIMON-EKOVICH Francine, « Recherches sur la nature des machines politiques aux États-Unis » dans COLAS Dominique et ÉMERI Claude (dir.), *Droit, institutions et systèmes politiques. Mélanges en hommage à Maurice Duverger*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988, p. 445-466.

SHIPP Sigmund C., « Winning Some Battles but Losing the War?: Blacks and Urban Renewal in Greensboro, NC, 1953-1965 » dans MANNING THOMAS June, RITZDORF Marsha, *Urban Planning and the African American Community: In the Shadows*, Thousand Oaks, Sage Publications, 1997, p. 187-200.

STEFANI Anne, « De la fraternité chrétienne à la "communauté de l'amour". Femmes blanches, réforme raciale et religion dans le Sud des États-Unis (1920-70) » dans CHELINI-PONT Blandine et ROCHEFORT Florence (dir.), *Femmes, féminismes et religion dans les Amériques*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2018, p. 15-28.

SUGRUE Thomas, « All Politics is Local: The Persistence of Localism in 20th Century America » dans JACOBS Meg, NOVAK William J. et ZELIZER Julian E. (dir.), *The Democratic Experiment: New Directions in American Political History*, Princeton, Princeton University Press, 2003, p. 301-326.

TALPIN Julien, « 9. De nouvelles "machines politiques" ? Comment les organisations communautaires investissent les campagnes référendaires en Californie » dans BAAMARA Layla, FLODERER Camille et POIRIER Marine (dir.), *Faire campagne, ici et ailleurs. Mobilisations électorales et pratiques politiques ordinaires*, Paris, Karthala, 2016, p. 217-238.

WIDELL Robert W. Jr., « 'The Power Belongs to Us and We Belong to the Revolutionary Age': The Alabama Black Liberation Front and the Long Reach of the Black Panther Party » dans Yohuru Williams et Jama Lazerow (dir.), *Liberated Territory: Untold Local Perspectives on the Black Panther Party*, 2008, p.136-180.

WILLIAMS Oscar R., « Memories of Hayti: Africain American Community in Durham, North Carolina, 1890-1970 » dans TATE Gayle T. et RANDOLPH Lewis A. (dir.), *The Black Urban Community: From Dusk Till Dawn,* New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 41-48.

WILLIAMS Rhonda Y., Chapitre 3 « Black Women, Urban Politics, and Engendering Black Power » dans JOSEPH Peniel E. (dir.), *The Black Power Movement Rethinking the Civil Rights-Black Power Era*, New York, Routledge, 2006, p. 79-104.

2.3. Articles de revues scientifiques

AIKEN Charles S., « Race as a Factor in Municipal Underbounding », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 77, n°4, décembre 1987, p. 564-579.

ALLEN Jafari, CONNOLLY N. D. B., FLETCHER Bill, HINTON Elizabeth et TAYLOR Keeanga-Yamahtta, « Roundtable: Defining the Black 1980s », *The Journal of African American History*, vol. 108, n°3, été 2023, p. 347-368.

ANDERSON Michelle W., « Cities Inside Out: Race, Poverty, and Exclusion at the Urban Fringe », *UCLA Law Review*, vol. 55, 2008, p. 1095-1160.

ANDREWS Kenneth, « The Impacts of Social Movements on the Political Process: The Civil Rights Movement and Black Electoral Politics in Mississippi », *American Sociological Review*, vol. 62, n°5, 1997, p. 800-819.

AVRIL Pierre, « Un homme, une voix ? », *Pouvoirs*, vol. 1, n°120, 2007, p. 123-132.

BACQUÉ Marie-Hélène et BIEWENER, Carole, « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? », *Idées économiques et sociales*, vol. 3, n° 173, 2013, p. 25-32.

BARKSDALE Marcellus, « Civil Rights Organization and the Indigenous Movement in Chapel Hill, N. C., 1960-1965 », *Phylon*, vol. 47, n°1, 1986, p. 29-42.

BATES Beth Tompkins, « A New Crowd Challenges the Agenda of The Old Guard in the NAACP: 1933-1941 », *American Historical Review*, vol. 102, 1997, p. 340-377.

BAUER Jordan R, « "Silicon Valley with a Drawl": Making North Carolina's Research Triangle and Selling the High-Tech South », *The North Carolina Historical Review*, vol. 97, n°3, 2020, p. 283-304.

BENNETT Lerone Jr., « What's in a Name? Negro vs. Afro-American vs. Black », *ETC: A Review of General Semantics*, vol. 26, n°4, décembre 1969, p. 399-412.

BILES Roger, « Black Mayors: A Historical Assessment », *The Journal of Negro History,* vol. 77, n° 3, été 1992, p. 109-125.

BILES Roger, « Tobacco Towns: Urban Growth and Economic Development in Eastern North Carolina », *The North Carolina Historical Review*, vol. 84, n°2, 2007, p. 156-90.

BONNET François, « Les machines politiques aux États-Unis. Clientélisme et immigration entre 1870 et 1950 », *Politix*, vol. 92, n°4, 2010, p. 7-29.

BOURHIS-MARIOTTI Claire, « "This Spirit of Persecution Was the Cause of Our Convention": the National Colored Conventions of the 1830s as an Early Movement for Black Civil Rights », *Revue française d'études américaines*, n°175, 2023/2, p. 68-81.

BROWN Flora Bryant, « NAACP Sponsored Sit-ins by Howard University Students in Washington, D.C., 1943-1944 », *Journal of Negro History*, vol. 85, n°4, automne 2000, p. 274-286.

BRYANT Simon, « Rethinking Why There Are So Few Unions in the South », *The Georgia Historical Quarterly*, vol. 81, n°2, 1997, p. 465-484.

CAMPBELL David et FEAGIN Joe R., « Black Electoral Victories in the South », *Phylon*, vol. 45, n°4, 1984, p. 331-345.

CÉLESTINE Audrey et MARTIN-BRETEAU Nicolas, « “A movement, not a moment”: Black Lives Matter and the reshaping of minority struggles under Obama », *Politique américaine*, 2016/2, no 28, p. 15-39.

CHA-JUA Sundiata Keita et LANG Clarence, « The “Long Movement” as Vampire: Temporal and Spatial Fallacies in Recent Black Freedom Studies », *Journal of African American History*, vol. 92, n°2, 2007, p. 265-288.

CHARLERY Hélène, « Shirley Chisholm. Du conflit au pouvoir », *Caliban*, n°27, 2010.

CLEMONS Michael, « The Mayoral Campaigns of Harvey Gantt: Prospects and Problems of Coalition Maintenance in the New South », *Southeastern Political Review*, vol. 26, nº1, 1998, p. 221-245.

COBB James C., « Beyond Planters and Industrialists: A New Perspective on the New South », *The Journal of Southern History*, 1988, vol. 54, no 1, p. 45-68.

COHEN James, « 1968 aux États-Unis, tournant politique des années de mouvement », *IdeAs*, n°11, juin 2018, p. 1-7.

CONNERLY Charles E., « From Racial Zoning to Community Empowerment: The Interstate Highway System and the African American Community in Birmingham, Alabama », *Journal of Planning Education and Research*, vol. 22, n°2, 2002, p. 99-114.

COUNTRYMAN Matthew J., « “From Protest to Politics”: Community Control and Black Independent Politics in Philadelphia, 1965-1984 », *Journal of Urban History*, vol. 32, n°6, septembre 2006, p. 813-861.

CROMWELL Michael, « A History of Liquor-By-The-Drink Legislation in North Carolina », *Campbell Law Review*, vol. 1, n°1, 1979, p. 61-110.

CYNA Esther, « Schooling the Kleptocracy: Racism and School Finance in Rural North Carolina, 1900-2018 », *Journal of American History*, vol. 108, n°4, mars 2022, p. 745-766.

CYNA Esther, « Les inégalités de financement scolaire aux États-Unis et leurs contestations », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain*, n°29, 12 juillet 2023, p. 1-17.

D’EMILIO John, « Remembering Bayard Rustin », *OAH Magazine of History*, vol. 20, n°2, 2006, p. 12-14.

DEYSINE Anne-Emmanuelle, « Argent et politique : quels horizons pour 2002 ? », *Revue française d’études américaines*, n°90, 2001/4, p. 44-60.

DILLAHUNT-HOLLOWAY Ajamu A., « Victory through Struggle: Black Workers for Justice and the Fight for Economic and Environmental Justice in North Carolina », *The Journal of African American History*, vol. 108, nº 3, été 2023, p. 447-475.

DOUZOU Marion, « Du Tea Party à Donald Trump : la radicalisation du Parti républicain aux États-Unis », *Cahiers d’histoire*, n°152, 2022, p. 107-125.

DOUZOU Virginie et HAYAT Samuel, « Prétendre représenter. La construction sociale de la représentation politique », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, février 2016, p. 7-25.

DUTOYA Virginie et HAYAT Samuel, « Prétendre représenter : la construction sociale de la représentation politique », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016, p. 7-25.

EADY Veronica, « Warren County and the Birth of a Movement: The Troubled Marriage between Environmentalism and Civil Rights », *Golden Gate University Environmental Law Journal*, vol. 1, n°1, 2007, p. 41-52.

FAULKENBURY Evan, « Reginald Hawkins, the 1968 North Carolina Democratic Primary, and the Future of Black Political Participation », *Journal of Civil and Human Rights*, vol. 5, nº2, automne/hiver 2019, p. 68-88.

FEAGIN Joe R. et HAHN Harlan, « The Second Reconstruction: Black Political Strength in the South », *Social Science Quarterly*, vol. 51, n°1, juin 1970, p. 42-56.

FOSTER E. C., « A Time of Challenge: Afro-Mississippi Political Developments Since 1965 », *The Journal of Negro History*, vol. 68, n°2, 1983, p. 185-200.

GALLAGHER Julie, « Waging 'The Good Fight': The Political Career of Shirley Chisholm, 1953-1982 », The Journal of American History, vol. 92, n°3, été 2007, p.392-416.

GIDDINGS Paula, « Missing in Action Ida B. Wells, the NAACP, and the Historical Record », *Meridians*, vol. 1, n°2, 2001, p. 1-17.

GERSHENHORN Jerry, JONES Anna, « The Long Black Freedom Struggle in Northampton County, North Carolina, 1930s to 1970s », *The North Carolina Historical Review*, vol. 97, n°1, janvier 2020, p. 1-31.

GREENE Christina, « "In the Best Interest of the Total Community"?: Women-in-Action and the Problems of Building Interracial, Cross-Class Alliances in Durham, North Carolina, 1968-1975 », *Frontiers: A Journal of Women Studies*, vol. 16, nº2/3, 1996, p. 190-217.

GSCHWENTNER Martin, « A Review of campaign finance literature », *Politique américaine*, vol. 35, n°2, 2020, p. 77-87.

GUILD Joshua, MUSGROVE George Derek, TALTON Benjamin, TAYLOR Keeanga-Yamahtta et RIGUEUR Leah Wright, « Introduction », *The Journal of African American History*, vol. 108, n°3, été 2023, p. 339-346.

HALL Jacquelyn Dowd, « The Long Civil Rights Movement and the Political Uses of the Past », *Journal of American History*, vol. 91, n°4, mars 2005, p. 1233-1263.

HALL Mitchell K., « The Vietnam Era Antiwar Movement », *OAH Magazine of History*, vol. 18, n°5, octobre 2004, p. 13-17.

HARDING Vincent G., « Beyond Amnesia: Martin Luther King, Jr., and the Future of America », *The Journal of American History*, vol. 74, n°2, 1987, p. 468-476.

HARRIS Frederick C., « Something Within: Religion as a Mobilizer of African-American Political Activism », *Journal of Politics*, vol. 56, n°1, février 1994.

HARRIS Rosalind et HYDEN Heather, « Geographies of Resistance Within the Black Belt South », *Southeastern Geographer*, vol. 57, n°1, 2017, p. 51-61.

HERRINGTON J. Bryce et WARRICK Alan, « Black Women in Elective Offices », *The Black Scholar*, vol. 6, n° 2, 1974, p. 17-20.

HICKMOTT Alec Fazackerley, « Black Land, Black Capital: Rural Development in the Shadows of the Sunbelt South, 1969-1976 », *The Journal of African American History*, vol. 101, n°4, 2016, p. 504-534.

HONEY Michael, « Anti-Racism, Black Workers, and Southern Labor Organizing: Historical Notes on a Continuing Struggle », *Labor Studies Journal*, vol. 25, n°1, printemps 2000, p. 10-26.

HURET Romain, « All in the Family Again? Political Historians and the Challenge of Social History », *Journal of Policy History*, vol. 21, nº3, 2009, p. 239-263.

INWOOD Joshua F.J., « Searching for the Promised Land: Examining Dr Martin Luther King's Concept of the Beloved Community », *Antipode*, vol. 41, n°3, mai 2009, p. 487-508.

JEFFRIES Hasan Kwame, « SNCC, Black Power, and Independent Political Party Organizing in Alabama, 1964-1966 », *The Journal of African American History*, vol. 91, n°2, printemps 2006, p. 171-193.

JOHNSON James H. Jr., PARNELL Allan, JOYNER Ann Moss, CHRISTMAN Carolyn J. et MARSH Ben, « Racial Apartheid in a Small North Carolina Town », *The Review of Black Political Economy*, vol. 31, n°4, 2004, p. 89-107.

JOSEPH Peniel E., « Black Liberation Without Apology: Reconceptualizing the Black Power Movement », *The Black Scholar*, vol. 31, n°3-4, automne-hiver 2001, p. 2-19.

JULLIARD Émilien, « Les syndicats américains face aux stratégies managériales d'entrave du syndicalisme », *Agone*, n°50, 2013/1, p. 89-114.

JULLIARD Émilien, « Contraindre le fait syndical par sa mise en transparence financière aux États-Unis (années 1950 – années 2010) », *Revue française d'administration publique*, n°165, 2018, p. 95-108.

JUST Anne E., « Urban School Board Elections: Changes in the Political Environment Between 1950 and 1980 », *Education and Urban Society,* vol. 12, n°4, Août 1980, p. 421-435.

KALK Bruce, « Wormley's Hotel Revisited: Richard Nixon's Southern Strategy and the End of the Second Reconstruction », *North Carolina Historical Review*, vol. 71, n°1, 1994, p. 85-105.

KANDEL Maya, « Quel avenir pour le trumpisme ? », *Politique étrangère*, Printemps 2023/1, no1, p. 27-38.

KHAMKHAM Anissa, « Une Panthère à la conquête du pouvoir. Larry Little, le mouvement noir et l'empouvoirement par les urnes à Winston-Salem en Caroline du Nord (1969-1985) », *Revue française d'études américaines*, n°184, automne 2025, p. 13-31.

KIRK John A., « The Long and the Short of It: New Perspectives in Civil Rights Studies », *Journal of Contemporary History*, vol. 46, n°2, 2011, p. 425-436.

KORSTAD Robert et LICHTENSTEIN Nelson, « Opportunities Found and Lost: Labor, Radicals, and the Early Civil Rights Movement », *The Journal of American History*, vol. 75, n°3, décembre 1988, p. 786-811.

KRAUS Neil et SWANSTROM Todd, « Minority Mayors and the Hollow-Prize Problem », *PS: Political Science & Politics*, vol. 34, n°1, mars 2001, p. 99-105.

LANG Clarence, « Locating the Civil Rights Movement: An Essay on the Deep South, Midwest », *Journal of Social History*, vol. 47, n°2, 2013, p. 371-400.

LEFEBVRE Rémi, « La modernisation du porte-à-porte au Parti socialiste. Réinvention d'un répertoire de campagne et inerties militantes », *Politix*, vol. 1, n°113, 2016, p. 91-115.

LOISON-CHARLES Julie et MARTIN-BRETEAU, Nicolas, « Dire et traduire l'identité noire en France et aux États-Unis : questions raciales, enjeux linguistiques, perspectives scientifiques », *Revue française d'études américaines*, n°174, 2023/1, p. 3-19.

LASSITER Matthew D., « The Suburban Origins of "Color-Blind" Conservatism: Middle-Class Consciousness in the Charlotte Busing Crisis », *Journal of Urban History*, vol. 30, nº4, mai 2004, p. 549-582.

LAWSON Steven F., « Freedom Then, Freedom Now: The Historiography of the Civil Rights Movement », *The American Historical Review*, vol. 96, n°2, avril 1991, p. 456-471.

MAHEO Olivier, « "Queen Mother" Moore, une militante longtemps oubliée à l'origine des revendications pour les réparations aux États-Unis », *Esclavages & Post-esclavages*, n°5, novembre 2021, disponible en ligne, https://doi.org/10.4000/slaveries.5215 (consulté le 28 mai 2025).

MANSBRIDGE Jane, « Les Noirs doivent-ils être représentés par des Noirs et les femmes par des femmes ? Un oui mesuré », *Raisons politiques*, vol. 50, n° 2, 2013, p. 53-77.

MANK Bradford, « Title VI and the Warren County Protests », *Golden Gate University Environmental Law Journal*, vol. 1, 2007, p. 73-89.

MARABLE Manning, « Reaganism, Racism, and Reaction: Black Political Realignment in the 1980s », *The Black Scholar*, vol. 13, n°6, 1982, p. 2-15.

MARTIN-BRETEAU Nicolas, « Une dignité majuscule ? Nomination de soi et luttes symboliques dans l'histoire africaine-américaine », *Revue française d'études américaines*, n°174, 2023/1, p. 20-37.

MARSHALL Catherine, TICHNOR-WAGNER Ariel et JOHNSON Mark, « Moral Mondays and the Defense of Public Education: The Fusion Movement Against ALEC-Influenced Legislation in North Carolina », *Peabody Journal of Education*, vol. 92, n°1, janvier 2017, p. 90-102.

MBONGO Pascal, « Procès équitable et Due Process of Law », *Nouveaux Cahiers du Conseil Constitutionnel*, n°44, juin 2014.

MCADAM Doug et TARROW Sidney, « Ballots and Barricades: On the Reciprocal Relationship between Elections and Social Movements », *Perspectives on Politics*, vol. 8, n°2, juin 2010, p. 529-42.

MCGURTY Eileen, « Warren County, NC, and the Emergence of the Environmental Justice Movement: Unlikely Coalitions and Shared Meanings in Local Collective Action », *Society & Natural Resources*, vol. 13, nº 4, juin 2000, p. 373-387.

MIGNOT Jean-François, « Le racial redistricting aux États-unis. Une introduction à la jurisprudence de la cour suprême », *Revue internationale des sciences sociales*, 2005, vol. 183, n°1, p. 153-162.

MOUND Joshua, « Stirrings of Revolt: Regressive Levies, the Pocketbook Squeeze, and the 1960s Roots of the 1970s Tax Revolt », *Journal of Policy History*, vol. 32, n°2, 2020, p. 105-150.

MULLEN Bill V., *W.E.B. Du Bois: Revolutionary Across the Color Line*, Londres, Pluto Books, 2016.

MURCH Donna, « Toward a Black Working-Class History of the Long 1980s », *The Journal of African American History*, été 2023, vol. 108, n°3, p. 425-446.

MUNTHALI Towela, « Pushing the Glass Ceiling: Shirley Chisholm and the Democratic Party », *Women Leading Change: Case Studies on Women, Gender, and Feminism*, vol. 3, n°2, octobre 2018, p. 15-24.

PATTILO-MCCOY Mary, « Church Culture as a Strategy of Action in the Black Community », *American Sociological Review*, vol. 63, n°6, décembre 1998.

PIERCE Paulette, « Neglected Legacy: The Black Power Movement and Jesse Jackson's Presidential Campaigns », *Humanity & Society*, vol. 16, n°1, février 1992, p. 482.

PURIFOY Danielle M., « North Carolina [Un]incorporated: Place, Race, and Local Environmental Inequity », *American Behavioral Scientist*, vol. 65, n°8, 2021, p. 1072-1103.

RICHARDSON Michael B., « "Not Gradually... But Now": Reginald Hawkins, Black Leadership, and Desegregation in Charlotte, North Carolina », *The North Carolina Historical Review*, vol. 82, nº3, 2005, p. 347-379.

REID George W., « Four in Black: North Carolina's Black Congressmen, 1974-1901 », *The Journal of Negro History*, vol. 64, n°3, été 1979, p. 229-243.

RICHARDSON Michael B., « "Not Gradually... But Now": Reginald Hawkins, Black Leadership, and Desegregation in Charlotte, North Carolina », *The North Carolina Historical Review*, vol. 82, nº3, 2005, p. 347-379.

RICHOMME Olivier, « The Voting Rights Act at 50: From Vote Participation to Meaningful Representation », *Transatlantica*, n°1, 2015.

RICHOMME Olivier, « Un droit de vote à deux vitesses : le système électoral à l'épreuve des années Trump », *Hérodote*, n°184-185, 1er et 2e trimestres 2022, p.135-152.

ROSENBERG Joshua M., « Defining Population for One Person, One Vote », *Loyola of Los Angeles Law Review*, vol. 42, n°3, janvier 2009, p. 709-736.

SALMOND John A., « The Long and the Short of It: Some Reflections on the Recent Historiography of the Civil Rights Movement », *Australasian Journal of American Studies*, vol. 32, n°1, juillet 2013, p. 53-61.

SCHUTZ J. Christopher, « The Burning of America: Race, Radicalism, and the "Charlotte Three" Trial in 1970s North Carolina », *The North Carolina Historical Review*, vol. 76, n°1, 1999, p. 43-65.

SCHWARTZ Mildred A., « Interactions Between Social Movements and US Political Parties », *Party Politics*, vol. 16, n°5, mars 2010, p. 587–607.

SILKENAT David, « From Fusionists to Moral Mondays: The Populist Tradition in North Carolina Politics », *49th Parallel*, n°37, 2015, p. 1-13.

SIMIEN Evelyn M. et MCGUIRE Danielle L., « A Tribute to the Women: Rewriting History, Retelling Herstory in Civil Rights », *Politics and Gender*, vol. 10, n°3, septembre 2014, p. 413-431.

STEFANI Anne, « Le Sud et la nation américaine au vingtième siècle. Espace(s), identité(s), définitions », *Anglophonia Caliban/ Sigma*, n°19, juin 2006, p. 117-130.

STEFANI Anne, « Nord et Sud dans la construction de l'identité noire américaine : réflexion sur le Mouvement pour les Droits Civiques », *Caliban*, n°31, 2012, p. 189-208.

STRAIN Christopher, « Soul City, North Carolina: Black Power, Utopia, and the African American Dream », *The Journal of African American History*, vol. 89, n°1, hiver 2004, p. 57-74.

STREET Joe, « The Historiography of the Black Panther Party », *Journal of American Studies*, vol. 44, n°2, mai 2010, p. 351-375.

TALPIN Julien et BELKACEM Romain « Frapper aux portes pour gagner les élections ? Ethnographie de la campagne présidentielle socialiste dans deux villes du Nord de la France », *Politix*, vol. 1, n°105, 2014, p. 185-211.

TALPIN Julien, « La représentation comme performance : le travail d'incarnation des classes populaires au sein de deux organisations communautaires à Los Angeles, USA », *Revue française de science politique*, vol. 66, n°1, 2016, p. 91-115.

TALPIN Julien, « Quand le "community organizing" arrive en France », *Revue Projet*, n°363, 2018/2, p. 29-37.

TAUBER Steven C., « The NAACP Legal Defense Fund and the U.S. Supreme Court's Racial Discrimination Decision Making », *Social Science Quarterly*, vol. 80, n°2, juin 1999, p. 325-340.

THEOHARIS Jeanne, « Black Freedom Studies: Re-imagining and Redefining the Fundamentals », *History Compass*, vol. 4, n°2, 2006, p. 348-367.

TROUILLET Agnès, « "Jeux d'échelle" : de l'intérêt d'une analyse multiscalaire pour mesurer l'impact de la Droite radicale sur le Parti républicain (2010-2019) », *Politique américaine*, n°34, 2020/1, p. 101-130.

VON HOFFMAN Alexander, « The Lost History of Urban Renewal », Journal of Urbanism, vol. 1, n°3, novembre 2008, p.281-301.

WALTON Grace, « Black Women in Durham Politics, 1950-1996: From Grassroots to Electoral Politics », *New England Journal of Public Policy*, vol. 2, n°5, mars 2000, p. 61-86.

WEBER Bret A. et WALLACE Amanda, « Revealing the Empowerment Revolution: A Literature Review of the Model Cities Program », *Journal of Urban History*, avril 2018, vol.38, n°1, p.173-192

WEBSTER Gerald R. et BOWMAN Jerrod, « Quantitatively Delineating the Black Belt Geographic Region », *Southeastern Georgrapher*, vol. 48, n°1, mai 2008, p. 3-18.

WHITTEMORE Andrew H., « The Experience of Racial and Ethnic Minorities with Zoning in the United States » *Journal of Planning Literature*, vol. 32, n°1, décembre 2016, p. 16-27.

WOODARD Komozi, « Queen Mother Moore and the Black Power Generation », *Palimpsest: A Journal on Women, Gender, and the Black International*, vol. 7, n°2, 2018, p. 181-185.

YORK Maurice C., « "A State of Shock": The Desegregation of the Public Schools of Franklin County, North Carolina, 1965-1968 », *The North Carolina Historical Review*, vol. 97, n°1, 2020, p. 72-110.

ZIPP Samuel, « The Roots and Routes of Urban Renewal », *Journal of Urban History*, vol. 39, n°3, 2013, p. 366-391.

2.4. Thèses de doctorat et mémoires de master

ALI Nour El Houda, *African American Women Militantism in the Nation of Islam through Muhammad Speaks (1960-1975),* Thèse de doctorat en civilisation américaine, Nanterre, Université Paris Nanterre, 2024.

ATWOOD Daniel Cole, *Race, Reaction, and Radicalism: White Supremacy, Anti-Klan Organizing, and White Radical Antiracists in North Carolina, 1979-1989*, Mémoire de Master, Durham, North Carolina Central University, 2024.

BOITEUX Jeanne, *« Un emploi digne d'une honnête citoyenne ». La recherche de la citoyenneté économique au sein de la Women's Educational and Industrial Union de Boston (1877-1920)*, Thèse de doctorat en civilisation américaine, Université de la Sorbonne Nouvelle, 2023.

CANNON Robert Joseph, *The Organization and Growth of Black Political Participation in Durham, North Carolina, 1933-1958*, Thèse de doctorat en histoire, Chapel Hill, University of North Carolina at Chapel Hill, 1975.

CHAPMAN John Kenyon*, Black Freedom and the University of North Carolina, 1793-1960*, Thèse de doctorat en histoire, Chapel Hill, University of North Carolina, 2006.

CYNA Esther, *Racism, School Finance and Educational Inequality in North Carolina, 1964-1997,* Thèse de doctorat en civilisation américaine, Paris, Université Sorbonne Nouvelle, 2021.

DILLAHUNT-HOLLOWAY Ajamu Amiri, *Black Workers Take the Lead: The Southern Freedom Movement and the Building of Black Workers for Justice, 1981-1988*, Thèse de doctorat en histoire, East Lansing, Michigan State University, 2023.

DUNSTON Aingred, *The Black Struggle for Equality in Winston-Salem, North Carolina: 1947-1977*, Thèse de doctorat en histoire, Durham, Duke University, 1981.

FAULKENBURY Evan, *« Telenegro »: Reginald Hawkins, Black Power, And The 1968 Gubernatorial Race In North Carolina*, Mémoire de Master en histoire, Charlotte, University of North Carolina, 2012.

GERMANY Kent, *Making a New Louisiana: American Liberalism and the Search for the Great Society in New Orleans, 1964-1974*, Thèse de doctorat en histoire, Nouvelle-Orléans, Tulane University, 2000.

GUILLERIT Margaux, *Étude sur corpus des dynamiques conversationnelles lors des oral arguments de la Cour suprême des États-Unis (2018-2020). Analyse comparative du discours des juges et des avocats*, Thèse de doctorat en linguistique anglaise, Paris, Université Paris Cité, 2024.

GUNN Julia, *« A Good Place to Make Money »: Business, Labor & Civil Rights in Twentieth-Century Charlotte*, Thèse de doctorat en histoire, Philadelphie, University of Pennsylvania, 2014.

HARNAY Melaine, « *A Journey to River Road ». Représentation et mémorialisation de l'esclavage dans les plantations touristiques de Louisiane,* Thèse de doctorat en civilisation américaine, Université Sorbonne Nouvelle, 2024.

JULLIARD François-René, *Cette médaille est pour l'Amérique noire. Les athlètes olympiques noirs américains, entre excellence sportive et lutte pour l'égalité (1896-1984)*, Thèse de doctorat en histoire contemporaine, Clermont-Ferrand, Université Clermont Auvergne, 2022.

MARCHET Marion, *Participations politiques et mobilisations sociales des Africain·es-Américain·es avant Black Lives Matter. Le cas d'Euclid, Ohio (1967-2008)*, Thèse de doctorat en civilisation américaine, Paris, Sorbonne Université, 2023.

MÉNARD Marie, *Renouveau ou continuité ? Une socio-histoire du syndicalisme enseignant entre Chicago et l'Oklahoma (1857-2020)*, Thèse de doctorat en études anglophones et sociologie, Université Paris-Est Créteil, 2025.

MOUND Joshua, *Inflated Hopes, Taxing Times: Fiscal Crisis, the Pocketbook Squeeze, and the 1960s Roots of the 1970s Tax Revolt*, Thèse de doctorat en histoire, Ann Arbor, University of Michigan, 2015.

PENNINGER Randy, *The Emergence of Black Political Power in Charlotte, North Carolina: The City Council Tenure of Frederick Douglas Alexander, 1965-1974*, Mémoire de Master en histoire, Charlotte, University of North Carolina, 1989.

PETITJEAN Clément, *Des professionnel·le·s de la représentation populaire. Les community organizers à Chicago*, Thèse de doctorat en sociologie, Guyancourt, Université Paris-Saclay, 2019.

RAULIN Nicolas, *Une nouvelle Grande Migration ? Le "retour" des Africains-Américains dans le Sud des États-Unis depuis les années 1970. Le cas de la métropole d'Atlanta*, Thèse de doctorat en histoire étatsunienne, Paris, École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2022.

RITCHIE Samuel T., *Where No One Stands Alone: Harvey Gantt and the Civil Rights Movement in the Carolinas, 1943-1987*, Thèse de doctorat en histoire, Auburn, Auburn University, 2017.

SEBASTIANI Clara, *Modern disenfranchisement: Vote dilution and voter suppression in North Carolina, 2010-2018*, Mémoire en études américaines, Université Paris Cité, 2021.

USHER Jess Alan, *An Uneasy Peace: The Struggle for Civil Rights and Economic Justice in Winston-Salem*, *North Carolina, 1960-1969*, Thèse de doctorat en histoire, University of North Carolina at Greensboro, Department of History, 2015.

2.5. Manuscrits et documents non publiés

Communications scientifiques

CYNA Esther, « The Legacy of Jim Crow in School Finance: A Southern Story? », Colloque international « Class, Race and Place in the US South: American Politics through the Lens of Michael Goldfield's Work », Paris, 3 février 2023.

GOLDSMITH William D., « Black Power on the School Board: The Politics of Financing Public Education in a Cotton Belt County, 1976-1986 », Communication pour l'Association for the Study of African American Life and History, 25 septembre 2017.

Manuscrits

PEARCE Emily Eidenier, *Rogers Road*, manuscrit, 2009, dans John Kenyon Chapman Papers, Southern Historical Collection, The Wilson Library, University of North Carolina at Chapel Hill, Carton 10, Dossier 89.

2.6. Articles de journaux et de magasines

DUKES Tyler, « More than 100 years ago, NC's largest city grappled with its own insurrection », *The News and Observer*, 6 janvier 2022.

FLANDERS Laura, « It Can Happen Here: A White Supremacist Coup That Succeeded », *The Nation*, 15 juillet 2022.

ELK Mike et SLOAN Bob, « The Hidden History of ALEC and Prison Labor », *The Nation*, 1er août 2011.

CIESLIK Emma, « A Trump Cabinet Member Endorsed a Pastor Who Wants the 19th Amendment Repealed, and the Danger Is Growing », *Ms.*, 13 août 2025.

DORAN Will, « NC lawmakers rushed dozens of bills over the finish line, but failed efforts stand out », *WRAL News*, 28 juin 2024.

INGRAM Kyle, « NC House passes bill requiring elections board to work with "election integrity" groups », 27 juin 2024.

STROM Jennifer, « Lavonia Wins », *The Indy Week*, 19 décembre 2001.

SAMIHA Khanna, « No ouster of Allison, just discussion, for Durham Committee », *The Indy Week*, 3 mars 2011.

2.7. Publications en ligne et sites internet

ANTRIM Aislinn, « Rogers Road: A neighborhood's fight for environmental justice », *UNC Media Hub*, 25 mars 2019.

BRENNAN CENTER FOR JUSTICe, « Voting Laws Roundup: 2024 in Review », 15 janvier 2025, disponible en ligne https://www.brennancenter.org/our-work/research-reports/voting-laws-roundup-2024-review (consulté le 14 août 2025).
COBB Charles E., « Challenging Ourselves: Martin Luther King, the Movement, and Its Lessons for Today », *Zinn Education Project*, 2017, disponible en ligne https://www.zinnedproject.org/materials/challenging-ourselves-by-cobb/ (consulté le 6 juin 2023).

DEMOCRACY NC, « "Election Integrity" Act is Jim Crow 2.0 Voter Suppression », non daté, disponible en ligne https://democracync.org/research/election-integrity-act-is-jim-crow-era-voter-suppression/ (consulté le 12 août 2025).

DEYSINE Anne E., « États-Unis : faut-il s'attendre à un coup d'État en 2024 ? », *The Conversation*, 20 février 2022.

« From the Rock Wall », https://fromtherockwall.org/a-note-on-northside (consulté en *septembre 2023)*

LABALME Jenny, « From the Archives: Dumping on Warren County », *Facing South*, 30 septembre 2022, disponible en ligne, https://www.facingsouth.org/2022/09/archives-dumping-warren-county (consulté le 25 mars 2025).

OGLE Mike, « Chapel Hill was half Black: When did African Americans leave? », Stone Walls (blog), 23 septembre 2021. Disponible en ligne https://stonewalls.substack.com/p/chapel-hill-was-half-blackhttps://stonewalls.substack.com/p/chapel-hill-was-half-black (consulté le 21 octobre 2022).

« Our Story » et « An Introduction to Northside History », site du *Marian Cheek Jackson Center*, https://jacksoncenter.info/, (consulté en septembre 2023).

PARNELL Joyner A. et al., « The Persistence of Political Segregation: Racial Underbounding in North Carolina », Mebane, Cedar Grove Institute for Sustainable Communities, 2004.

REES John, Stephen Whitlow, « Viewpoints: The Myth of Chapel Hill's Rapid and Extraordinary Growth », *Chapelboro*, 6 septembre 2021. Disponible en ligne, https://chapelboro.com/town-square/viewpoints/viewpoints-the-myth-of-chapel-hills-rapid-and-extraordinary-growth (consulté le 21 octobre 2022).

RENAULT Matthieu, « W.E.B Du Bois: conscience et inconscience de la race », *Blog Collectif de Pantin*, 22 juin 2019, https://www.collectifdepantin.org/posts/w-e-b-du-bois-conscience-et-inconscience-de-la-race (consulté le 25 mars 2024).

« The Orange County Landfill or how an historic community of color was 'dumped on' for more than 40 years », site web du *RENA Community Center*. Disponible en ligne.

2.8. Encyclopédies en ligne

BANGMA Peter, « Warren County », NCpedia, disponible en ligne, https://www.ncpedia.org/geography/warren (consulté le 19 juillet 2025).

BUECHLER S.M., « New Social Movements and New Social Movement Theory » dans SNOW D.A., PORTA D., KLANDERMANS B. and MCADAM D. (dir.), *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, 2022, disponible en ligne, https://doi.org/10.1002/9780470674871.wbespm143.pub2 (consulté le 5 mars 2023).

ORR Brooke Speer, « Year of the Woman », EBSCO, 2022, disponible en ligne, https://www.ebsco.com/research-starters/womens-studies-and-feminism/year-woman (consulté le 4 août 2025).

3. OUTILS DE TRAVAIL

Base de données en ligne

IPUMS

NC Digital archives

Newspapers.com

U.S. Bureau of Labor Statistics, CPI Inflation Calculator.

Outils de cartographie

Maps Chart

Paintmaps

Social Explorer

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Université de Toulouse

Titre : Du militantisme à la conquête du pouvoir politique : le mouvement noir étatsunien en Caroline du Nord, 1965-2014

Mots clés : Mouvement de libération noire, Africains-Américains, Politique électorale, États-Unis – Sud – Caroline du Nord, Black Power, Droit de vote

Résumé : Après des décennies de lutte, l'adoption du Voting Rights Act de 1965 garantit enfin légalement l'accès au vote pour les Africains-Américains dans le Sud des États-Unis après presqu'un siècle d'exclusion sous le régime ségrégationniste Jim Crow. Le rôle des stratégies électorales au sein du Long Mouvement de Libération Noire fait l'objet de nombreux débats parmi les historiens et les politistes. L'adoption de stratégies de conquêtes électorales et l'élection de représentants noirs après 1965 a souvent été comprise comme une simple conclusion positive au Mouvement des droits civiques, signe du succès de l'intégration politique des Africains-Américains. D'autres y voient au contraire une victoire à la Pyrrhus, ayant mené à la dé-radicalisation et à la démobilisation du mouvement tout en faisant émerger une élite politique noire déconnectée des revendications de la grande majorité des Africains-Américains.
En s'appuyant sur une série d'études de cas à différentes échelles en Caroline du Nord et en mobilisant l'approche historiographique du Long Mouvement de Libération Noire, cette thèse soutient, au contraire, que le recours aux stratégies électorales doit être analysé sous le prisme de la continuité. Le monopole politique exercé par les élus blancs dans les instances locales de pouvoir avait des conséquences très concrètes sur les conditions matérielles de vie et de travail des Africains-Américains, puisque ces instances contrôlaient la répartition des ressources, les droits politiques et l'organisation de l'espace (cartes électorales, cartes scolaires, ségrégation résidentielle, zonage).
Par conséquent, la conquête du pouvoir politique après 1965 s'imposa comme un levier d'action crucial, en parallèle d'autres modalités du répertoire d'action collective des luttes politiques africaines-américaines grassroots. Loin de disparaître, celles-ci se reconfigurèrent au cours des années 1980 et 1990 pour attaquer de front les multiples facettes du racisme systémique : la destruction des quartiers noirs, le racisme environnemental, l'exploitation économique, la répression du syndicalisme, la destruction de l'État-Providence et les politiques de marginalisation voire d'obstruction des électeurs noirs.
À partir de l'exploitation de fonds d'archives d'élus, d'organisations politiques et militantes africaines-américaines, de la presse locale et d'entretiens d'histoire orale, cette étude repense l'agentivité politique noire dans un État du Sud, foyer historique du mouvement mais aussi de la contre-offensive conservatrice et des batailles juridiques autour de l'application du VRA, et ce jusqu'à aujourd'hui. Pour ce faire, il s'agira de démontrer que la diversité des acteurs et des stratégies déployées ainsi que l'imbrication des échelles dans cette lutte pour la conquête du pouvoir politique entre 1965 et 2014. Mettre l'agentivité politique du point de vue des concernés au cœur de l'analyse permettra de montrer comment et pourquoi la politique électorale s'est imposée comme un levier crucial pour l'avancée du mouvement de libération noire, non sans tensions et négociations.

Title: From Protest to Politics: Grassroots Activism and Electoral Politics in the Black Freedom Movement in North Carolina, 1965-2014

Key words: Black Freedom Movement, African Americans, Electoral politics, United States – South – North Carolina, Black Power, Voting rights

Abstract: In 1965, the passage of the Voting Rights Act reaffirmed every American's right to vote and marked the end of decades of activism which sought to end Jim Crow segregation and the political disenfranchisement of African Americans in the South. This led to the unprecedented opening of the political system to Black Americans, especially at the local level. Far from merely being a conclusion to the preceding Civil Rights Movement, famously known for its iconic non-violent marches and sit-ins, the shift from direct action to electoral politics must be understood as part of the continued struggle for equality and as a strategy in its own right to secure real political and economic gains, as well as community control.
The role of electoral strategies within the Long Black Freedom Movement has long been the subject of intense debate among historians and political scientists. The embrace of electoral politics and the election of Black representatives after 1965 has often been interpreted as a mere positive coda to the Civil Rights Movement, signaling the success of African American political incorporation. Others, however, see this development as a hollow prize –one that led to the de-radicalization and demobilization of the movement, while producing a Black political elite increasingly disconnected from the demands of the broader African American population.
Drawing on a series of case studies on different scales in North Carolina and using the framework of the Long Black Freedom Movement historiography, this dissertation argues in favor of viewing electoral politics in the movement through the lens of continuity. White-controlled power structures had concrete material consequences for African American communities, as local governing bodies controlled the distribution of resources, political rights, and the organization of space – by dictating electoral maps, school systems, residential segregation, and zoning.
In this context, the pursuit of political power after 1965 emerged as a crucial tool, alongside other elements of the grassroots African American repertoire of contention. Far from fading away, these struggles were reconfigured during the 1980s and 1990s to confront the many facets of systemic racism: the destruction of Black neighborhoods, environmental racism, economic exploitation, anti-labor policies, the dismantling of the welfare state, and growing efforts to suppress Black voting rights.
Based on archival research, drawing on the records of Black elected officials, political and activist organizations, local newspapers, and oral history interviews, this study proposes to rethink Black political agency in a Southern state – one that was both a historical center of the freedom movement and has been a ground zero for the conservative counter-offensive and legal battles over the implementation of the VRA and still is to this day. This dissertations seeks to demonstrate how the diversity of actors and strategies, as well as the way they played out at various levels, shaped the struggle for political power between 1965 and 2014. Centering Black political agency on the ground, from the point of view of the actors themselves, reveals how and why electoral politics became a vital, though contested, lever for advancing the Black freedom movement.